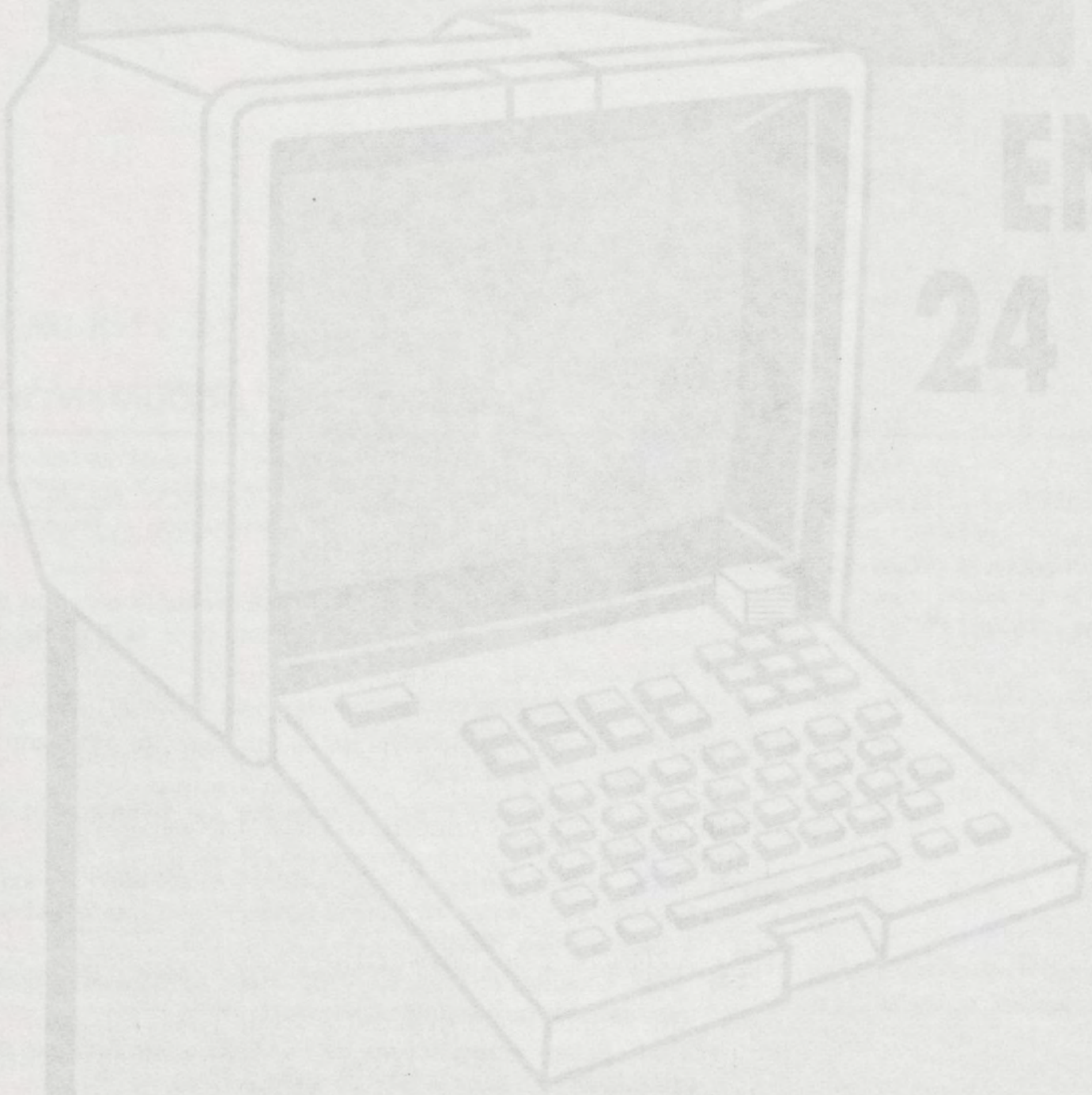
L

Transports et télécommunications

insee

Un Partenaire qui Compte



EN DIRECT
24 h sur 24
36.15
36.16
code
INSEE

- Les indices
- L'actualité économique
- Le catalogue des produits de l'INSEE
- Les derniers ouvrages parus
- L'INSEE au service des régions
- Transports et télécommunications

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

Chapitre L.01

Transports ferroviaires

1. SNCF

2. RATP

1. SNCF

11. Généralités

Pour le suivi de sa gestion, la SNCF dispose d'un ensemble de statistiques régulières dont le présent chapitre fournit une synthèse.

Le département des systèmes d'information statistique de la direction des études, de la planification et de la recherche SNCF, chargé de l'établissement ou de la centralisation de ces statistiques, est en mesure de fournir les précisions utiles concernant les tableaux de résultats publiés et, éventuellement, des résultats complémentaires.

12. Effectifs de personnel

Ces effectifs sont ventilés au tableau 3 selon l'organisation SNCF en place depuis 1972, articulée suivant 3 grandes classes :

— direction de l'entreprise, directions régionales, et services annexes;
— SERNAM;
— établissements par fonction.

13. Consommation d'énergie pour la traction des trains

L'extension du réseau électrifié (voir tableau 2 : longueur des lignes électrifiées) explique la croissance de la part de l'énergie électrique consommée (tableau 5).

14. Trafic de voyageurs

Rappel de définition : *voyageur-kilomètre* : unité de mesure de trafic correspondant au transport d'un voyageur

---

Ce chapitre a été établi avec la collaboration de la Direction des études, de la planification et de la recherche de la SNCF.

sur une distance d'un kilomètre. Pour un parcours international, le calcul des voyageurs-km a pour base la distance effectuée en territoire français.

Le trafic SNCF comprend :

— le trafic de la banlieue parisienne relatif aux déplacements effectués avec des titres de transport propres à la zone du Syndicat des transports parisiens (depuis le décret du 11 avril 1975);
— le trafic du réseau principal, ne relevant pas de la tarification ci-dessus, composé du trafic des trains rapides et express et des services ferroviaires et routiers régionaux.

Les statistiques du trafic voyageurs sont issues de deux sources :

a. Informations disponibles au moment de l'émission : décomptes détaillés des titres émis par période de vente;
b. Informations disponibles au jour de circulation, avec identification du train.

La source *a* sert de base aux statistiques des nombres de voyageurs et de voyageurs-km par catégorie tarifaire. La source *b* permet, notamment, la détermination de trafics particuliers (TGV par exemple).

15. Trafic marchandises

Rappel de définition : *tonne-kilomètre* : unité de mesure de trafic correspondant au transport d'un poids taxé d'une tonne sur une distance de taxation d'un kilomètre. Pour un transport international, le calcul des tonnes-kilomètres a pour base la distance effectuée en territoire français.

Le trafic SNCF comprend :

— le trafic « expéditions » : trafic assuré désormais par le SERNAM (Service national des messageries) pour les envois de messageries, express,... et les journaux neufs;
— le trafic des wagons à charge et les transports routiers : affrètements routiers assurés par la SCETA (Société de contrôle et d'exploitation de transports auxiliaires);

Dans le tableau 7 est compté comme transport international, tout envoi à destination ou en provenance de l'étranger, soit par point-frontière terrestre (avec ou sans transbordement), soit par les ports maritimes et fluviaux. Les pays indiqués sont en principe ceux de destination finale ou d'origine des marchandises transportées.

16. Prestations des engins moteurs

Elles comprennent les parcours et les tonnes-kilomètres brutes remorquées, définis en note (1) du tableau 10.

2. Régie autonome des transports parisiens (RATP)

Les statistiques relevant du domaine de la RATP comprennent celles du réseau ferré : métro et RER, lignes A et B, (pour la partie qu'elle exploite) ainsi que celles du réseau d'autobus : Paris et banlieue. D'autres données concernent l'entreprise prise globalement (effectifs, recettes, investissements, etc.).

* * *

TABLEAU L.01-1

Effectifs, recettes totales et investissements de la SNCF

Source : SNCF

Unités : effectif en millier
montant en million de francs

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Effectifs au 31 décembre	252,9	251,2	245,8	238,8	228,5	218,2	209,4	204,0
Recettes totales [hors taxes] (1) (2)	35.278	38.737	■ 41.043	43.656	42.721	42.817	44.437	46.460
Investissements totaux	7.985	8.266	7.735	7.370	8.966	9.245	11.024	11.896
soit : réseau principal (3)	7.112	7.200	6.688	6.497	8.262	8.481	9.716	10.794
banlieue parisienne (4)	873	1.066	1.047	873	704	764	1.308	1.102

(1) Produit du trafic, non compris contributions de l'État et des collectivités locales. — (2) Nouvelle présentation comptable à partir de 1984. — (3) Y compris lignes nouvelles TGV, armement naval et matériel acquis en location-vente. — (4) Hors programme « banlieue parisienne » financé par subventions et prêts spéciaux.

TABLEAU L.01-2

Lignes et installations de la SNCF

Situation au 31 décembre

Source : SNCF

Unités : Longueurs des lignes : en km.
Installations : nombre de « points de vente »

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Longueur des lignes exploitées :											
Total	34.444	34.362	34.596	34.599	34.710	34.688	34.676	34.639	34.647	34.563	34.322
dont : à deux voies et plus	15.136	15.134	15.414	15.401	15.523	15.528	15.507	15.509	15.512	15.497	15.685
Lignes électrifiées	9.863	10.074	10.477	10.660	11.088	11.335	11.490	11.583	11.692	12.008	12.430
dont : en 25.000 V (1)	4.484	4.497	4.811	4.959	5.314	5.492	5.637	5.726	5.825	6.056	6.466
Lignes ouvertes au trafic voyageurs (2)	24.032	23.326	23.643	23.771	23.887	23.887	23.902	23.897	23.887	23.782	23.882
dont : parcourues par des TGV	///	///	883	1.350	1.605	2.139	2.265	2.422	2.595	2.746	3.632
Lignes ouvertes au trafic marchandises	34.089	34.061	33.961	33.964	33.958	33.936	33.920	33.885	33.880	33.769	33.380
Longueur des voies principales des lignes	50.935	50.852	51.401	51.334	51.575	51.577	51.531	51.493	51.534	51.402	51.348
dont : parcourues à 200 km/h *et plus*	840	854	1.428	1.395	1.634	2.038	2.038	2.042	2.067	2.067	2.451
Installations :											
« Points de vente » ouverts au trafic commercial (3) :											
— voyageurs et marchandises	2.970	2.930	2.899	2.900	2.897	2.871	2.851	2.832	2.735	2.466	2.148
— voyageurs seulement	2.554	2.572	2.587	2.616	2.621	2.639	2.672	2.710	2.726	2.777	2.898
— marchandises seulement	1.136	1.123	1.153	1.156	1.156	1.156	1.117	1.107	1.171	1.350	•
Total	6.660	6.625	6.639	6.672	6.674	6.666	6.640	6.649	6.632	6.593	•
Passages à niveaux (4)	22.545	22.281	22.108	22.111	22.084	22.035	21.888	21.775	21.622	21.505	21.421
dont : gardés	5.352	4.891	4.604	4.492	4.263	4.103	3.883	3.663	3.533	3.525	3.606
à signalisation automatique	10.008	10.304	10.491	10.582	10.797	10.965	11.136	11.343	11.481	11.551	11.576
Embranchements particuliers (5)	10.773	10.672	10.646	10.585	10.453	10.273	10.060	9.800	9.400	*r* 9.032	8.607

(1) Lignes à courant monophasé industriel (50 périodes). — (2) Ces lignes sont également ouvertes au trafic des marchandises, à l'exclusion de quelques tronçons exploités uniquement en trafic voyageurs. — (3) *Points de vente voyageurs :* gares et points d'arrêts des trains de voyageurs ouverts au trafic commercial, y compris les points d'arrêt sans personnel (au départ desquels les billets sont délivrés par les contrôleurs de route). Ne sont pas compris : les agences de voyages, bureaux de tourisme, bureaux de villes. *Points de vente marchandises :* gares et chantiers ouverts au trafic des wagons complets (les gares ouvertes seulement au service des envois express sont comptées comme points de vente voyageurs). Y compris les gares sans personnel, les embranchements isolés desservis par une gare voisine et les localités desservies par service routier de substitution « FERCAM ». Non comprises les succursales du SERNAM. — (4) Non compris les passages à niveau isolés réservés uniquement aux piétons et les passages à niveau privés, non compris les passages à niveau sur les lignes neutralisées. — (5) Y compris les sous-embranchements raccordés à un embranchement principal, seuls sont pris en compte les embranchements ayant eu une activité dans l'année.

TABLEAU L.01-3

Effectif de personnel à la SNCF

Situation au 31 décembre

Source : SNCF

Unité : Millier

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Personnel en activité :								
Direction de l'entreprise, directions régionales et services annexes	35,8	35,6	32,9	32,3	30,8	29,9	29,1	28,5
Autres fonctions	206,8	205,4	202,9	196,8	188,7	180,4	172,8	168,5
soit : Transport	88,6	87,6	84,6	81,2	77,0	73,1	70,6	69,7
Commercial voyageurs	25,1	25,9	26,4	26,0	25,6	25,3	24,8	25,7
Commercial fret	5,9	5,6	5,0	5,0	4,8	4,6	4,0	3,0
Matériel	38,6	38,3	37,2	36,2	34,4	32,5	30,4	28,6
Équipement	48,6	48,0	49,7	48,4	46,9	44,9	43,0	41,6
Service national des messageries (SERNAM)	10,3	10,3	10,1	9,7	8,9	7,9	7,5	7,0
Ensemble	**252,9**	**251,2**	**245,8**	**238,8**	**228,5**	**218,2**	**209,4**	**204,0**
Personnel bénéficiant de pensions de retraite :								
Anciens agents (sauf auxiliaires)	251,9	249,4	246,6	243,0	240,0	237,8	235,4	232,9
Veuves et orphelins (1)	153,8	151,8	149,9	148,2	146,7	145,3	143,6	141,9

(1) Veuves et orphelins d'agents décédés en service ou en retraite.

TABLEAU L.01-4

Matériels ferroviaires moteur (1) et remorqué (2) en service (voie normale)

Situation au 31 décembre

Source : SNCF

Nature du matériel	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Matériel moteur :											
Locomotives diesel	2.186	2.175	2.144	2.111	2.046	2.015	2.002	1.977	1.977	1.930	1.904
TGV (3) (4)	—	5	40	68	87	95	104	109	109	107	138
Automotrices électriques (5)	576	571	591	598	635	669	706	745	762	786	806
Autorails (5)	891	861	841	823	811	782	749	728	715	700	702
Locomotives électriques	2.423	2.431	2.421	2.417	2.409	2.318	2.324	2.313	2.285	2.237	2.221
Turbotrains (5)	53	53	53	53	53	53	53	52	52	52	52
Locotracteurs	1.385	1.396	1.402	1.420	1.429	1.396	1.388	1.404	1.420	1.417	1.423
Matériel à voyageurs :											
Voitures d'express	8.540	8.415	8.264	7.960	7.758	7.493	7.221	7.212	7.086	6.989	6.920
Voiture des services d'intérêt régional	1.586	1.437	1.375	1.449	1.551	1.680	1.700	1.710	1.722	1.701	1.671
Voitures de la banlieue parisienne	1.435	1.394	1.437	1.380	1.331	1.238	1.147	1.086	1.085	1.081	1.073
TGV (4) (6)	—	40	320	544	696	760	832	872	872	856	1.156
Automotrices électriques (6)	1.859	1.859	1.920	1.997	2.132	2.221	2.364	2.485	2.521	2.594	2.681
Autorails + turbotrains (6)	2.251	2.172	2.144	2.100	2.065	1.992	1.918	1.858	1.800	1.751	1.721
Ensemble matériel à voyageurs	**15.671**	**15.317**	**15.460**	**15.430**	**15.533**	**15.384**	**15.182**	**15.223**	**15.086**	**14.972**	**15.222**
Capacité [millier de places offertes] (7)	1.547,2	1.534,9	1.567,6	1.577,5	1.614,7	1.616,2	1.610,3	1.644,0	1.650,3	1.660,5	1.641,4
Matériel à marchandises (millier) :											
Wagons SNCF Total	171,2	170,1	167,2	163,6	159,6	156,5	144,0	126,6	108,7	100,7	96,4
dont :											
couverts (types courant et spécial)	58,2	57,1	56,0	55,6	55,3	55,2	49,1	39,8	31,1	28,1	25,6
plats (types courant et spécial)	59,4	59,4	59,8	59,5	59,3	58,0	55,0	50,8	44,4	40,8	39,9
tombereaux (types courant et *spécial)*	37,3	37,8	36,0	33,0	30,1	28,3	25,5	22,4	20,5	19,2	18,2
à toit ouvrant	15,7	15,5	15,0	15,1	14,4	14,5	13,8	13,2	12,5	12,2	11,9
Wagons de particuliers (8)	81,2	83,0	83,3	82,3	80,3	77,3	75,6	73,4	71,7	72,6	71,5
Wagons de service	14,1	14,2	14,0	14,1	14,3	13,4	13,1	13,3	15,4	15,7	16,2
Capacité [million de tonnes de charge utile] (9)	10,0	10,1	10,1	10,0	9,8	9,6	9,2	8,5	7,8	7,5	7,4

(1) Effectif à l'inventaire diminué des unités louées à des tiers, garées (ne pouvant être utilisées qu'après révision), en réparation différée ou en utilisation spéciale. Non compris les automotrices à voies étroites. — (2) Effectif à l'inventaire corrigé du nombre de véhicules pris ou donnés en location ou en gérance et diminué des véhicules en réparation différée; non compris les véhicules en garage ou en utilisation spéciale. — (3) Nombre de rames. — (4) Y compris TGV Atlantique. — (5) Nombre d'éléments. — (6) Véhicules moteurs (lorsqu'ils offrent des places voyageurs) et véhicules remorques. — (7) Non compris les voitures-lits; y compris les places transformables en couchettes en position de nuit. — (8) Y compris les wagons SNCF donnés en location ou en gérance à des particuliers. — — (9) Non compris les wagons de service .

TABLEAU L.01-5

Consommation d'énergie pour la traction des trains

Source : SNCF

	Unités	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Combustible diesel (1)	millier de m^3	549	525	514	506	481	468	435	430	*r* 419	410
Énergie électrique (2)	million de kWh	5.350	5.201	5.312	5.463	5.586	5.597	5.479	5.650	5.791	5.980

(1) Y compris la consommation des locotracteurs. — (2) Y compris l'énergie consommée par les véhicules moteurs étrangers sur le réseau SNCF.

TABLEAU L.01-6

Trafic commercial de voyageurs

Source : SNCF

Unités : Voyageurs transportés : million
Voyageurs-kilomètres : milliard

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
VOYAGEURS TRANSPORTÉS :										
Banlieue parisienne (1) (2) (3)	**432**	■ **433**	**444**	**457**	**465**	**475**	**482**	**482**	**499**	**511**
Réseau principal (4) :										
TGV (5)	///	1,3	6,1	9,2	13,8	15,4	■ *r* 15,8	*r* 17,2	*r* 18,3	20,7
Autres trains rapides et express (6)	126	129	126	128	129	133	127	128	128	124
Total rapides et express	126	130	132	137	143	149	143	145	146	145
Services régionaux de voyageurs (7)	127	134	138	142	147	153	154	155	165	169
Total réseau principal	**253**	**265**	**270**	**280**	**290**	**301**	**297**	**300**	**311**	**314**
dont : 1re classe	19	19	18	18	19	19	19	19	20	21
TOTAL VOYAGEURS	**686**	**698**	**715**	**736**	**756**	**777**	**779**	**782**	**810**	**825**
dont : trafic international total	15	17	16	16	16	16	15	14	16	17
dont : par principaux pays de provenance ou de destination :										
Allemagne Fédérale	2,10	2,22	2,20	1,87	1,96	1,98	1,86	1,95	1,99	1,81
Belgique	2,19	2,35	2,31	1,96	2,09	2,01	2,14	2,02	2,10	2,06
Espagne-Portugal	1,35	1,16	1,27	1,28	1,36	1,23	1,36	1,36	1,41	1,43
Grande-Bretagne et Irlande	2,60	1,65	1,69	1,60	1,70	1,54	1,43	1,12	0,96	0,89
Italie	3,37	3,36	3,45	3,53	3,76	3,43	3,34	3,44	3,56	3,48
Luxembourg	0,27	0,27	0,28	0,28	0,28	0,30	0,29	0,30	0,28	0,27
Pays-Bas	0,70	0,64	0,62	0,54	0,58	0,58	0,57	0,59	0,62	...
Suisse	1,76	1,68	2,04	2,25	2,32	2,38	2,37	2,16	2,56	...
VOYAGEURS-KILOMÈTRES :										
Banlieue parisienne (1) (2) (3)	**7,61**	■ **7,50**	**7,67**	**7,97**	**8,20**	**8,47**	**8,61**	**8,65**	**8,91**	**9,13**
Réseau principal :										
TGV (5)	///	0,62	3,34	5,34	7,73	8,72	■ *r* 8,93	*r* 9,81	*r* 10,49	11,52
Autres trains rapides et express (6)	42,02	42,50	40,66	39,65	38,59	38,78	*r* 36,15	35,33	*r* 37,31	*p* 37,13
Total rapides et express	42,02	43,12	43,99	44,98	46,32	47,51	45,08	45,14	47,80	*p* 48,64
Services régionaux de voyageurs (7)	5,02	5,21	5,38	5,64	5,87	6,09	6,17	6,18	6,58	*p* 6,72
Total réseau principal	**47,04**	**48,33**	**49,37**	**50,63**	**52,20**	**53,60**	**51,25**	**51,32**	**54,38**	**55,36**
dont : 1re classe	7,00	6,80	6,78	6,71	7,02	7,16	7,11	7,17	7,87	8,21
TOTAL VOYAGEURS-KILOMÈTRES	**54,66**	**55,84**	**57,04**	**58,60**	**60,39**	**62,07**	**59,86**	**59,97**	**63,29**	**64,49**
dont : trafic international total	6,47	6,91	6,69	6,47	6,53	6,52	5,97	5,74	6,38	6,75

(1) Le trafic de la banlieue parisienne est relatif à la zone d'action du syndicat des Transports parisiens définie par le décret du 11 avril 1975. — (2) Non compris les voyageurs et les voyageurs-kilomètres relatifs aux parcours effectués dans les trains de banlieue sur la région des Transports parisiens par les voyageurs « Réseau principal ». — (3) En 1981, les règles de décompte du trafic cartes Orange ont été modifiées. — (4) À partir du 1er janvier 1980, calcul des nombres de voyages et voyageurs-kilomètres des abonnements hebdomadaires et ordinaires du réseau principal selon des nouvelles bases forfaitaires par carte. — (5) A partir de 1986, y compris les TGV spéciaux. — (6) Y compris les voyageurs et les voyageurs-kilomètres relatifs aux parcours effectués dans les trains de banlieue sur la région des Transports parisiens par les voyageurs « Réseau principal ». — (7) Y compris les services routiers de substitution à tarification SNCF.

TABLEAU L.01-7

Trafic commercial de marchandises (1)

Source : SNCF

Mode d'expédition	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Tonnes transportées (million) :										
Trains entiers	113,5	97,7	88,2	85,0	88,3	85,3	77,1	76,5	79,6	81,8
Transports combinés	10,0	10,3	10,2	10,2	10,5	11,1	11,2	11,3	11,9	12,5
Autres transports par wagon	82,3	75,8	72,9	67,9	65,8	62,0	54,4	51,2	49,9	48,5
Total wagons	**205,8**	**183,8**	**171,3**	**163,1**	**164,6**	**158,4**	**142,7**	**139,0**	**141,4**	**142,8**
dont en wagons de particuliers	120,2	105,4	98,5	95,6	95,7	92,0	84,5	83,4	84,3	86,6
Affrètement routier	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	1,5	1,6	1,8
Transport par expédition	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	1,9	1,8	1,9	2,0
Ensemble du trafic	**209,1**	**187,0**	**174,5**	**166,3**	**167,8**	**161,6**	**145,9**	**142,3**	**144,9**	**146,6**
dont : Trafic international.										
Pays de provenance ou de destination :										
Allemagne fédérale	14,98	11,73	9,84	8,91	9,22	8,93	7,63	7,06	7,17	6,94
Belgique	9,35	8,12	7,52	8,68	9,52	9,07	6,87	7,34	7,60	7,17
Espagne et Portugal	1,13	1,01	1,08	1,06	1,07	1,02	1,05	1,21	1,49	1,71
Grande-Bretagne	1,74	2,15	2,24	1,46	1,24	0,68	0,75	0,73	0,83	0,87
Italie	9,53	9,05	8,27	8,12	9,67	8,73	7,53	7,14	7,93	8,51
Luxembourg	0,89	0,66	0,54	0,48	0,60	0,60	0,66	0,70	0,83	0,86
Pays-Bas	1,68	1,27	1,57	1,74	1,91	2,06	1,72	1,91	2,24	2,29
Suisse	2,65	2,24	1,90	2,15	1,93	1,73	1,61	1,47	1,52	1,58
Afrique du Nord	0,77	0,79	0,73	0,81	0,76	0,78	0,56	0,61	0,55	0,40
Amérique	5,16	4,02	4,12	3,70	3,33	2,95	2,84	2,45	2,32	2,46
Moyen et Extrême-Orient	1,65	1,56	1,46	1,66	1,41	1,48	1,25	1,49	1,23	1,11
Autres pays	19,53	19,15	14,82	12,63	14,49	13,99	11,91	10,35	9,98	10,55
Transit	8,59	8,33	8,10	8,19	9,00	8,65	8,50	8,95	9,16	9,42
Total	**77,65**	**70,08**	**62,19**	**59,59**	**64,15**	**60,67**	**52,88**	**51,41**	**52,85**	**53,87**
Tonnes-kilomètres taxées [milliard] (2) :										
Trains entiers	27,00	24,85	23,35	23,20	24,53	23,90	22,05	22,99	*r* 24,01	24,98
Transports combinés	5,94	6,12	6,11	6,12	6,33	6,71	6,77	6,78	7,17	7,43
Autres transports par wagon	31,83	28,86	27,36	25,75	25,04	23,61	21,34	20,02	19,52	19,15
Total wagons	**64,77**	**59,83**	**56,82**	**55,07**	**55,90**	**54,22**	**50,16**	**49,79**	*r* **50,70**	**51,56**
dont en wagons de particuliers	33,98	32,38	31,18	31,28	31,41	30,67	29,19	29,98	30,46	31,24
Affrètement routier	0,65	0,67	0,64	0,65	0,64	0,66	0,66	0,73	*r* 0,76	0,82
Transports par expédition	0,95	0,94	0,94	0,93	0,92	0,90	0,87	0,81	0,86	0,89
Ensemble du trafic	**66,37**	**61,44**	**58,40**	**56,65**	**57,46**	**55,78**	**51,69**	**51,33**	*r* **52,32**	**53,27**
dont trafic international total	25,32	23,59	21,65	21,25	23,12	21,82	19,79	19,64	20,44	21,38

(1) Non compris les bagages et la poste. — (2) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.

TABLEAU L.01-8

Trafic ferroviaire commercial de marchandises (1) par nature de marchandises

Source : SNCF

Nature de marchandises	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Tonnes transportées (million) :										
Produits agricoles et animaux vivants	14,93	14,95	13,43	15,37	16,60	16,11	13,37	14,02	14,24	13,90
Denrées alimentaires et fourrages	12,35	12,68	13,36	12,87	12,43	12,94	12,28	13,12	13,16	13,31
Combustibles minéraux solides	27,03	24,51	22,42	20,26	21,42	17,51	14,58	12,58	10,85	11,22
Produits pétroliers	17,45	15,05	14,29	15,29	14,42	13,21	12,48	10,94	10,90	10,81
Minerais ferreux et non ferreux et déchets pour la métallurgie	31,99	23,12	20,43	16,58	15,41	13,54	10,66	9,73	9,42	9,62
Produits métallurgiques	29,80	28,22	25,83	24,23	25,65	25,25	22,42	21,24	23,05	23,55
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	27,64	23,00	20,73	18,77	18,71	19,90	19,22	19,51	21,84	21,99
Engrais	11,00	9,81	9,14	8,47	8,80	8,73	7,44	6,87	6,62	6,56
Produits chimiques	10,99	10,58	10,38	10,62	11,10	11,06	10,36	11,09	10,87	10,82
Autres	23,85	23,02	22,52	21,82	21,29	21,49	21,16	21,40	22,03	22,76
Total (2)	**207,03**	**184,94**	**172,53**	**164,27**	**165,83**	**159,73**	**143,97**	**140,50**	**142,98**	**144,54**
Tonnes-kilomètres [milliard] (3) :										
Produits agricoles et animaux vivants	7,36	7,28	6,50	6,99	7,63	6,97	5,95	5,88	6,12	5,96
Denrées alimentaires et fourrages	5,66	5,68	5,97	6,08	5,67	5,85	5,50	5,66	5,63	5,73
Combustibles minéraux solides	4,06	3,66	3,20	3,20	3,48	2,74	2,37	2,42	2,18	2,35
Produits pétroliers	4,72	4,17	3,99	4,33	4,14	3,88	3,82	3,44	3,51	3,58
Minerais ferreux et non ferreux et déchets pour la métallurgie	5,04	3,86	3,50	2,92	3,12	2,64	2,10	2,06	1,83	1,97
Produits métallurgiques	8,24	7,45	7,03	6,31	6,62	6,55	6,19	6,03	6,69	6,91
Minéraux bruts ou manufacturés, matériaux de construction et matières premières pour industrie chimique	8,39	7,22	6,65	5,99	5,78	6,06	5,68	5,72	6,13	6,15
Engrais	5,04	4,56	4,28	3,80	3,93	3,85	3,24	2,99	2,86	2,86
Produits chimiques	4,46	4,38	4,34	4,36	4,51	4,46	4,16	4,42	4,19	4,24
Autres	12,45	12,25	12,01	11,76	11,66	11,87	11,79	11,90	12,29	12,63
Total (2)	**65,42**	**60,51**	**57,47**	**55,72**	**56,55**	**54,88**	**50,82**	**50,52**	**51,43**	**52,38**

(1) Non compris les bagages et la poste. — (2) Non compris détail et colis; non compris le tonnage et le tonnage kilométrique forfaitaires des wagons de particuliers vides; y compris le trafic routier (affrètements SCETA). — (3) Calculées selon la distance fictive servant à la taxation sur la lettre de voiture.

TABLEAU L.01-9

Transports combinés rail-route (1)

Source : SNCF

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Tonnes transportées [million] (2) :										
Unités routières sur wagons	2,77	3,02	3,32	3,23	3,33	3,71	4,14	3,97	4,39	4,54
Conteneurs	7,22	7,23	6,86	7,01	7,18	7,35	7,01	7,29	7,47	7,94
Tonnes-kilomètres [milliard] (2) :										
Unités routières sur wagons	1,99	2,20	2,42	2,34	2,44	2,70	3,03	2,91	3,25	3,36
Conteneurs	3,95	3,93	3,69	3,78	3,89	4,01	3,74	3,87	3,92	4,07

(1) Compris dans l'ensemble du trafic marchandises (tableaux 7 et 8). — (2) Y compris la tare des véhicules et conteneurs chargés ou vides.

TABLEAU L.01-10

Parcours et tonnes-kilomètres brutes remorquées (TKBR) des trains et véhicules moteurs (1)

Unités : Million de kilomètres
Milliard de tonnes-km
TKBR en %

Source : SNCF

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Parcours :											
Trains de voyageurs (2)	283,2	286,5	288,5	296,6	302,8	303,1	302,1	295,4	300,5	308,0	310,3
Trains de marchandises et messageries (2)	209,8	211,2	201,4	193,4	187,8	180,7	171,4	159,6	159,4	160,4	159,8
Ensemble des parcours des véhicules moteurs (3)	**648,2**	**655,8**	**645,8**	**648,8**	**650,5**	**645,6**	**633,1**	**606,9**	**616,8**	**624,3**	**627,5**
Tonnes-kilomètres brutes remorquées :											
Trains de voyageurs	96,7	96,9	97,5	102,5	105,5	106,4	105,8	103,8	105,8	108,5	109,3
Trains de marchandises et messageries	171,6	169,0	157,8	151,9	146,2	146,1	142,3	132,0	132,2	134,1	137,0
Ensemble (4)	**270,8**	**269,6**	**259,0**	**257,6**	**254,8**	**255,7**	**251,3**	**239,2**	**241,4**	**246,0**	**249,6**
Répartition des TKBR par mode de traction :											
Électrique	78,3	79,2	80,0	80,3	80,9	82,4	83,0	83,9	84,2	84,8	85,3
Diesel (5)	21,7	20,8	20,0	19,7	19,1	17,6	17,0	16,1	15,8	15,2	14,7

(1) Parcours et tonnes-kilomètres brutes remorquées des véhicules moteurs de la SNCF à voie normale, y compris les parcours et les tonnes-kilomètres effectués à l'étranger et non compris les parcours et les tonnes-kilomètres sur le réseau SNCF des véhicules moteurs des administrations étrangères. Les tonnes-kilomètres brutes remorquées représentent le total des kilomètres parcourus par les tonnes brutes (poids du chargement + tare) des voitures, wagons, automotrices, autorails et turbotrains. Elles incluent donc le poids du matériel roulant. — (2) Il s'agit des parcours des véhicules moteurs « en tête des trains » effectués au titre d'engin principal de traction (non compris trains de service). — (3) Y compris les parcours des trains de service, des trains de bagages, les parcours des véhicules moteurs non affectés à la remorque des trains au titre d'engin principal de traction (renforts, circulations en unités multiples, autorails et automotrices à plusieurs éléments), les parcours de manœuvre, les parcours « haut-le-pied », etc.; non compris les parcours des locotracteurs. — (4) Y compris les tonnes-kilomètres brutes remorquées des trains de service, des trains de bagages, non compris les tonnes-kilomètres brutes remorquées des locotracteurs. — (5) Y compris les tonnes-kilomètres brutes des autorails et turbotrains.

TABLEAU L.01-11

Accidents de chemin de fer (1)

Source : SNCF

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
ACCIDENTS. **Total**	843	868	832	941	920	897	818	762	709	689
dont : Accidents de trains (2)	128	110	119	130	127	124	112	84	87	89
Accidents de passage à niveau	276	315	292	344	354	299	286	294	255	227
Accidents autres (3)	439	443	421	467	439	474	420	384	367	373
TUÉS (4) :										
Accidents de trains (2) :										3
Agents en service	3	3	7	1	2	4	—	1	13	—
Voyageurs	—	—	3	7	1	78	—	2	52	—
Nombre de voyageurs-km (en milliards)	54,66	55,84	57,04	58,60	60,39	62,07	59,86	59,97	63,29	64,49
Nombre de tués par milliard de vk	—	—	0,05	0,12	0,02	1,26	—	0,03	0,82	—
Accidents de passage à niveau	72	84	75	86	93	87	79	71	56	69
Accidents autres (3)	128	148	159	171	124	136	116	109	128	143
Total	**203**	**235**	**244**	**265**	**220**	**305**	**195**	**183**	**249**	**215**
BLESSÉS GRAVES (5) :										
Accidents de trains (2) :										4
Agents en service	8	9	13	7	11	6	3	6	7	1
Voyageurs	1	9	46	15	3	69	—	22	22	24
Accidents de passage à niveau	47	47	29	44	35	44	39	34	29	103
Accidents autres (3)	176	175	178	177	154	184	150	132	124	132
Total	**232**	**240**	**266**	**243**	**203**	**303**	**192**	**194**	**182**	

(1) Accidents dans lesquels est impliqué un véhicule ferroviaire (ou car SNCF) en mouvement. Ne sont pris en compte que ceux ayant entraîné une « conséquence grave » : morts, blessures graves, avaries importantes, perturbation importante dans la circulation des trains. — (2) Collisions, déraillements, dérivés. — (3) Notamment : chute d'un train, heurt par un train, non compris les suicides et tentatives de suicide. — (4) Victimes décédées le jour même ou le lendemain de l'accident. — (5) Victimes hospitalisées plus de trois jours.

TABLEAU L.01-12

Transports publics parisiens. Lignes A et B du RER (1).

Source : Régie autonome des transports parisiens (RATP)

	Unités	1980	1981	1982	(2) 1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Longueur du réseau exploité au 31 décembre :											
Métro	km	190	191	192	192	192	198	198	199	199	199
RER (3)	»	100	103	103	103	103	103	103	103	103	103
Autobus : Paris	»	505	505	508	514	514	514	514	518	521	522
Banlieue (4)	»	1.595	1.608	1.648	1.936	1.903	1.973	2.004	2.005	2.049	2.079
Matériel affecté à l'exploitation au 31 décembre :											
Métro : Motrices	nombre	1.812	1.820	1.844	1.845	1.801	1.803	1.801	1.811	1.802	1.810
Remorques	»	1.183	1.156	1.135	1.133	1.106	1.109	1.106	1.111	1.111	1.107
RER (3) : Motrices	»	348	362	366	420	378	426	412	416	460	484
Remorques	»	128	135	145	206	261	313	322	350	382	406
Autobus : Paris	»	1.381	1.318	1.375	1.381	1.378	1.374	1.377	1.379	1.378	1.382
Banlieue (4)	»	2.449	2.456	2.488	2.503	2.477	2.431	2.411	2.415	2.434	2.451
Voyages effectués :											
Métro	million	1.096	1.111	1.133	1.158	1.149	1.188	1.166	1.176	1.1 90	1.221
RER (3)	»	205	223	246	257	278	289	291	292	292	326
Autobus : Paris	»	324	313	314	320	■ 306	312	319	316	330	328
Banlieue (4)	»	410	395	410	435	■ 423	437	448	447	465	480
Voyageurs-kilomètres :											
Métro (5)	»	5.251	5.381	5.546	5.574	5.674	5.729	5.622	5.670	5.739	5.886
RER (3) (5)	»	2.256	2.465	2.703	2.818	3.050	3.041	3.065	3.076	3.071	3.432
Autobus	»	2.061	1.977	2.031	2.075	2.000	2.043	2.065	2.048	2.128	2.160
Véhicules-kilomètres :											
Métro	»	191	192	191	191	192	195	196	197	194	197
RER (3)	»	48	52	57	59	61	63	66	66	64	72
Autobus : Paris	»	43	42	43	43	43	42	42	42	42	42
Banlieue (4)	»	92	90	94	101	100	100	99	99	99	100
Places-kilomètres offertes :											
Métro	milliard	30,6	30,9	30,8	30,7	30,9	31,5	31,6	31,7	31,3	31,7
RER (3)	»	13,4	14,5	15,8	16,6	17,2	17,2	17,5	17,8	17,4	19,3
Autobus : Paris	»	3,0	3,0	3,0	3,2	3,1	3,1	3,2	3,2	3,2	3,3
Banlieue (4)	»	6,2	6,1	6,4	7,2	7,4	7,5	7,7	7,7	7,7	8,3
Effectif moyen à disposition	millier	35,7	35,7	37,3	38,9	39,0	39,0	38,8	38,5	38,2	38,2
Recettes du trafic HT	MF	2.882	3.351	3.726	4.182	4.569	4.912	5.234	5.533	5.872	6.016
Investissements totaux	»	3.065	3.032	3.172	3.282	3.838	3.515	7.716	3.331	3.223	3.476
Énergie électrique consommée	MKWh	923,0	924,8	931,2	946,7	961,2	992,4	984,1	983,7	969,7	1.003,4
Consommation de carburants	millier hl	542	531	554	567	568	582	593	592	589	601

(1) Non compris le funiculaire de Montmartre. (2) À partir de 1984, pour les voyageurs sur le réseau autobus, nouveau mode de comptage par tapis contact. (3) La « ligne de Sceaux » ouverte en 1938 est devenue en 1977 la ligne B du RER : Châtelet-Saint-Rémy-les-Chevreuses prolongée à Gare du Nord le 10 décembre 1981. (4) Y compris les services communaux, hors desserte des villes nouvelles. (5) Y compris le funiculaire de Montmartre.

TABLEAU L.01-13

Accidents d'exploitation (1)

Source : Régie autonome des transports parisiens (RATP)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Nombre d'agressions :											
Métro, RER (2)	///	///	///	1.434	2.601	3.699	3.613	2.894	2.947	2.347	2.931
Autobus	182	249	336	616	602	674	636	558	790	867	1.003
Nombre de personnes accidentées :											
Métro	10.666	10.231	10.808	12.058	13.790	14.937	15.383	14.651	14.955	14.087	13.899
RER	1.940	2.143	2.616	2.614	2.817	3.097	3.472	3.342	3.686	3.779	4.105
Autobus	2.656	2.354	2.549	2.962	2.979	2.792	2.967	2.953	2.664	2.550	2.538
Nombre d'accidents (3) :											
Autobus	12.375	12.029	12.309	14.378	14.885	14.299	13.700	14.321	13.603	13.160	13.516

(1) Non compris le funiculaire de Montmartre. — (2) Les statistiques d'agressions ne sont publiées, sur le réseau ferré, que depuis 1982. — (3) Sur le réseau ferré (métro et RER), le nombre d'accidents (ou dossiers d'accidents) est strictement égal au nombre de personnes accidentées. Par contre, sur le réseau d'autobus, le nombre de dossiers d'accidents est différent de celui du nombre des personnes accidentées.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Secrétariat d'État chargé des transports :

— Départements des statistiques des Transports, 55, rue Brillat-Savarin, 75658 Paris Cedex 13. Tél. : (1) 45 89 89 27.

Mémento de statistiques des transports;

Bulletin mensuel de statistiques;

Note de conjoncture (mensuelle).

- SNCF :

— Département des systèmes d'information statistique, 45, rue de Londres, 75379 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 42 85 60 00.

— Centre de documentation, 45, rue de Londres, 75379 Paris Cedex 08. Tél. : (1) 43 87 85 90.

— Documents statistiques :

— *Mémento de statistiques SNCF (annuel),* et brochure « *La SNCF en...* » réalisés par le département des systèmes d'information statistique de la direction des Études, de la Planification et de la Recherche.

— Autres documents :

Consulter le Centre de documentation SNCF dont la bibliothèque dispose de documents relatifs aux différents aspects des transports ferroviaires.

- RATP :

— Département commercial, 53 *ter*, quai des Grands-Augustins, 75006 Paris. Tél. : (1) 40 46 40 28 et 40 46 43 64.

Mémento statistique (annuel);

Rapport annuel;

Statistiques mensuelles.

Recueil des statistiques annuelles.

Chapitre L.02

Transports routiers

1. Réseau routier et trafic
2. Les entreprises du secteur
3. Immatriculation des véhicules
4. Parc des véhicules, vignettes
5. Transports de marchandises
6. Transports urbains et routiers de voyageurs
7. Accidents de la circulation
8. Consommation d'essence et de supercarburant

1. Réseau routier et trafic
(tableaux 1 et 2)

La diminution de la longueur des routes nationales observée jusqu'en 1981 s'explique par le déclassement et la mise à la charge des collectivités locales (départements et communes) d'un certain nombre de routes ou de portions de routes nationales (tableau 1).

Le tableau 2 donne les indices annuels de la circulation motorisée sur les routes nationales et les autoroutes.

2. Les entreprises du secteur

21. Transports routiers de marchandises
(NAP 6911, 6912, 6924 et 6925)
(tableau 3)

Le secteur des transports routiers de marchandises regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est l'exécution de transport routier de marchandises en zone longue, ou de transport routier de marchandises en zone courte ou le déménagement ou la location de véhicules industriels.

La caractéristique principale du secteur est l'importance des entreprises de petite taille : 3/4 des entreprises ont moins de 6 salariés; elles emploient 1/5 des effectifs, réalisent 1/5 des recettes totales et effectuent environ 1/5 des investissements opérés dans le secteur.

Ces résultats globaux masquent malgré tout une certaine disparité entre les sous-secteurs élémentaires. C'est dans le sous-secteur des entreprises dont l'activité principale est le transport routier de marchandises en zone courte que la part des petites entreprises est la plus grande, alors qu'elle est beaucoup plus réduite dans le sous-secteur du déménagement.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer (Observatoire économique et statistique des transports).

22. Transports urbains et routiers de voyageurs
(NAP 6921 et 6922)
(tableau 4)

Le secteur des transports urbains et routiers de voyageurs regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est l'exécution de transports urbains de voyageurs ou de transports routiers de voyageurs.

Bien que de faible importance numérique, les grandes entreprises de ce secteur (seulement 5 % comptent plus de 100 salariés) y réalisent une part très importante du trafic, plus de la moitié des recettes et effectuent plus de 40 % des investissements.

23. Auxiliaires de transports terrestres
(NAP 7403, 7405 et 7408)
(tableau 5)

Le secteur des auxiliaires de transports terrestres regroupe les deux sous-secteurs élémentaires : collecte de fret terrestre ou fluvial, manutention terrestre ou fluviale et gestion de parcs de conteneurs.

La principale caractéristique du secteur des auxiliaires de transports terrestres réside dans l'importance économique des grandes entreprises : les quelque 5 % d'entreprises de plus de 200 salariés emploient 60 % de l'effectif total, réalisent 60 % des recettes et effectuent 60 % des investissements opérés dans ce secteur.

3. Immatriculation des véhicules
(tableaux 6 à 12)

31. Voitures particulières et commerciales

Elles ont été regroupées parce qu'il s'agit de véhicules très voisins, aussi bien par leurs caractéristiques que par l'utilisation qui en est faite. Au contraire, les fourgonnettes, même si leur charge utile ne dépasse pas 250 kg, sont classées comme camionnettes.

32. Camionnettes, camions et véhicules spéciaux

Les camionnettes de la catégorie de charge utile 500 kg sont, pour la plupart, des véhicules dérivés des modèles de voitures particulières.

Les camionnettes, camions et véhicules spéciaux sont classés, selon leur charge utile, en grandes catégories dont les limites exactes sont :
— moins de 1 tonne;
— de 1,0 à 1,7 tonne;
— de 1,8 à 2,9 tonnes;
— de 3,0 à 4,5 tonnes;
— de 4,6 à 6,5 tonnes;
— de 6,6 à 8,9 tonnes;
— de 9,0 à 12,9 tonnes;
— de 13,0 à 16,9 tonnes;
— 17,0 tonnes et plus.

Des regroupements de ces catégories ont été effectués pour la présentation des tableaux relatifs à ces véhicules.

4. Parc des véhicules, vignettes

41. Parc des véhicules
(tableaux 13 à 15)

L'Observatoire économique et statistique des Transports procède, chaque année, au dépouillement du *Fichier des véhicules utilitaires de moins de 10 ans d'âge* pour dénombrer les véhicules immatriculés à la date du 1er janvier de l'année (abstraction faite des véhicules immatriculés par les administrations civiles et militaires, ou, à titre temporaire, dans les séries TT et IT).

Les résultats obtenus à partir du fichier dépassent le parc existant parce que les destructions ne sont pas toujours signalées aux préfectures.

42. Taxes sur les véhicules à moteur (vignettes)
(tableau 16)

La loi du 30 juin 1956 a institué trois taxes annuelles distinctes applicables aux véhicules automobiles immatriculés sur le territoire métropolitain et dans les départements d'outre-mer (taxe différentielle, taxe spéciale et taxe sur les véhicules de tourisme des sociétés).

Les deux premières taxes donnent lieu à la délivrance d'une *vignette*, dont le montant est variable suivant la puissance et l'ancienneté des véhicules et, depuis le 1er novembre 1985, suivant le département. En sont exonérés certains types de véhicules (tracteurs et machines agricoles, matériels de travaux publics et engins, véhicules à deux roues, véhicules spéciaux des infirmes et mutilés,...) ainsi que les véhicules affectés au transport en commun.

5. Transports de marchandises
(enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises)
(tableaux 17 et 18)

Une enquête par sondage sur les transports routiers de marchandises est effectuée chaque année par l'Observatoire économique et statistique des Transports.

Le champ de l'enquête ne comprend que les véhicules de 3 tonnes et plus de charge utile et de moins de 15 ans d'âge.

Cette enquête permet de décrire le transport routier de marchandises en faisant ressortir la part des transporteurs publics (c'est-à-dire d'entreprises effectuant des transports rémunérés pour le compte d'autrui) dans l'ensemble des transports routiers.

En 1981, afin de mieux saisir la part du trafic routier réalisé pour le compte d'autrui, le questionnaire de l'enquête a été modifié. A compter du 1er janvier 1983, en outre, cette enquête a reçu d'importantes améliorations :
— mise en œuvre d'une nouvelle méthode de redressement des non-réponses communes aux statistiques mensuelles et annuelles;

— enquêtes en continu (une enquête toutes les semaines au lieu d'une semaine sur deux);
— meilleur contrôle de la qualité des réponses grâce à une saisie contrôlée des questionnaires sur écran;
— prise en compte des porte-conteneurs.

Sur la base de ces modifications, des séries antérieures à 1983 ont été recalculées.

6. Transports urbains et routiers de voyageurs

(enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes)
(tableau 19)

L'enquête sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes a été totalement refondue au 1er janvier 1978.

Elle porte sur l'utilisation des autobus et autocars d'au moins 10 places assises, à l'exception des véhicules de la RATP. Il convient de noter que cette enquête, effectuée par sondage au 1/10 à partir du fichier des cartes grises des véhicules de transport en commun de personnes, couvre aussi bien le transport professionnel que le transport privé.

7. Accidents de la circulation

(tableaux 20 et 21)

Les tableaux relatifs aux accidents corporels de la circulation routière présentent des renseignements sur le nombre d'accidents corporels et le nombre de victimes tuées ou blessées. Sont comptées comme « tués » les victimes d'accidents *décédées dans les six jours.* Sont comptées comme « blessés » les victimes d'accidents ayant subi un traumatisme nécessitant un traitement médical (avec ou sans hospitalisation); si ce traitement requiert *six jours d'hôpital* au moins, la blessure est qualifiée de *grave.*

Le chapitre *Assurances* donne, par ailleurs, des renseignements sur les sinistres de la branche *véhicules automobiles.*

8. Consommation d'essence et de supercarburant

(tableau 22)

Ce tableau, dont les données proviennent du Comité professionnel du pétrole, fournit cette consommation pour les motocycles, les voitures particulières et les taxis ainsi que les véhicules utilitaires.

* * *

TABLEAU L.02-1

Réseau routier. — Longueur des autoroutes et des routes nationales

Situation au 31 décembre

Source : Ministère chargé des Transports. Direction des Routes (SETRA)

Unité : Kilomètre

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Autoroutes (1)	4.481	4.801	5.231	5.404	5.553	5.739	5.910	6.036	6.206	6.328	6.680
Routes nationales	28.355	28.514	28.132	28.231	28.275	28.224	28.335	28.257	28.198	28.153	28.192
Ensemble du réseau national	**32.836**	**33.315**	**33.363**	**33.635**	**33.828**	**33.963**	**34.245**	**34.293**	**34.404**	**34.481**	**34.872**

(1) Définition de l'autoroute figurant dans le rapport du Conseil économique et social présenté en novembre 1960 : « Voie routière sans croisement, accessible seulement en certains points aménagés à cet effet et exclusivement réservée aux véhicules mécaniques. Les routes de ce type comportent généralement deux chaussées à sens unique, séparées et indépendantes, chaque chaussée ayant au moins deux voies de circulation de 3,5 mètres de largeur chacune ».

TABLEAU L.02-2

Indices annuels (1) de la circulation motorisée (2)

Source : Ministère chargé des Transports. Direction des Routes (SETRA)

Base 100 : année 1970

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Routes nationales (3)	137	137	139	140	138	140	147	153	158	164
Autoroutes	189	194	200	204	209	215	230	247	266	286
Ensemble	151	153	156	157	158	161	171	180	190	200

(1) Moyenne arithmétique des 12 indices mensuels de l'année. — (2) Véhicules à deux essieux et plus, et cycles à moteur de cylindrée supérieure à 50 cm^3. — (3) Rase campagne et agglomérations < 5.000 habitants.

TABLEAU L.02-3 A

Transports routiers de marchandises : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP 6911, 6912, 6924 et 6925)

Année 1987

Source : Observatoire économique et statistique des transports (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur, salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	22.402	74,2	48.519	20,1	16.631,9	16,0	1.813,0	17,1
6 à 9 salariés	3.010	10,0	23.173	9,6	10.481,5	10,1	1.052,1	9,9
10 à 19 salariés	2.331	7,7	32.720	13,6	14.235,1	13,7	1.529,0	14,4
20 à 49 salariés	1.872	6,2	57.280	23,7	26.067,0	25,0	2.465,4	23,3
50 à 99 salariés	359	1,2	25.065	10,4	12.019,8	11,5	1.125,1	10,6
100 à 199 salariés	150	0,5	20.403	8,5	8.906,4	8,5	896,1	8,5
200 salariés et plus	76	0,3	34.019	14,1	15.931,7	15,3	1.704,7	16,1
Total	**30.200**	**100,0**	**241.179**	**100,0**	**104.273,3**	**100,0**	**10.585,5**	**100,0**

TABLEAU L.02-3 B

Transports routiers de marchandises : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP 6911, 6912, 6924 et 6925)

Année 1988

Source : Observatoire économique et statistique des transports (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur, salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	26.566	77,1	61.511	23,2	21.054,0	17,8	2.364,6	19,5
6 à 9 salariés	2.865	8,3	22.537	8,5	10.484,4	8,9	893,1	7,4
10 à 19 salariés	2.419	7,0	33.578	12,7	15.786,8	13,3	1.870,4	15,5
20 à 49 salariés	1.969	5,7	60.577	22,9	28.956,1	24,5	2.779,5	23,0
50 à 99 salariés	406	1,2	27.518	10,4	13.656,3	11,5	1.362,7	11,3
100 à 199 salariés	172	0,5	23.120	8,7	10.685,9	9,0	1.019,6	8,4
200 salariés et plus	81	0,2	36.024	13,6	17.737,1	15,0	1.809,9	15,0
Total	**34.478**	**100,0**	**264.865**	**100,0**	**118.360,6**	**100,0**	**12.099,8**	**100,0**

TABLEAU L.02-4 A

Transports urbains et routiers de voyageurs : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP 6921 et 6922)

Année 1987

Source : Observatoire économique et statistique des transports (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur, salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	1.402	47,8	4.291	5,2	875,8	4,9	165,5	4,4
6 à 9 salariés	383	13,1	2.929	3,6	862,8	4,8	117,9	3,1
10 à 19 salariés	446	15,2	6.504	7,9	1.688,9	9,4	229,6	6,1
20 à 49 salariés	449	15,3	13.960	17,0	3.801,0	21,2	536,5	14,3
50 à 99 salariés	113	3,9	8.058	9,8	2.264,3	12,6	311,9	8,3
100 à 199 salariés	69	2,4	9.575	11,6	2.166,6	12,1	286,7	7,7
200 salariés et plus	69	2,4	36.947	44,9	6.283,4	35,0	2.096,4	56,0
Total	**2.931**	**100,0**	**82.264**	**100,0**	**17.942,8**	**100,0**	**3.744,5**	**100,0**

TABLEAU L.02-4 B

Transports urbains et routiers de voyageurs : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP 6921 et 6922)

Année 1988

Source : Observatoire économique et statistique des transports (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise	Entreprises du secteur		Effectif total du secteur, salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	1.292	45,4	4.212	5,0	976,1	5,1	160,4	5,9
6 à 9 salariés	379	13,3	3.040	3,6	883,4	4,6	124,6	4,6
10 à 19 salariés	482	16,9	7.005	8,4	2.073,8	10,8	257,4	9,5
20 à 49 salariés	435	15,3	13.711	16,4	3.860,0	20,1	568,6	21,0
50 à 99 salariés	111	3,9	7.701	9,2	2.238,6	11,7	295,3	10,9
100 à 199 salariés	73	2,6	10.182	12,2	2.415,6	12,6	288,7	10,6
200 salariés et plus	72	2,5	37.791	45,2	6.748,4	35,2	1.016,5	37,5
Total	**2.844**	**100,0**	**83.642**	**100,0**	**19.195,9**	**100,0**	**2.711,5**	**100,0**

TABLEAU L.02-5A

Auxiliaires de transports terrestres : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP 7403, 7405 et 7408)

Année 1987

Source : Observatoire économique et statistique des transports (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié permanent de l'entreprise au 31 décembre	Entreprises du secteur		Effectif permanent total du secteur salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	447	36,2	1.470	2,2	1.822,7	3,6	62,6	4,8
6 à 9 salariés	223	18,1	1.646	2,5	1.988,8	4,0	32,3	2,5
10 à 19 salariés	182	14,7	2.633	4,0	2.420,5	4,8	55,4	4,3
20 à 49 salariés	210	17,0	6.862	10,4	4.101,9	8,2	112,4	8,7
50 à 99 salariés	77	6,2	5.465	8,3	4.824,8	9,7	125,0	9,7
100 à 199 salariés	40	3,2	5.778	8,8	3.683,5	7,4	98,4	7,6
200 salariés et plus	56	4,5	41.892	63,7	31.098,2	62,3	807,6	62,4
Total	**1.235**	**100,0**	**65.746**	**100,0**	**49.940,4**	**100,0**	**1.293,8**	**100,0**

TABLEAU L.02-5 B

Auxiliaires de transports terrestres : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP 7403, 7405 et 7408)

Année 1988

Source : Observatoire économique et statistique des transports (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié permanent de l'entreprise au 31 décembre	Entreprises du secteur		Effectif permanent total du secteur salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	442	34,5	1.176	1,7	2.041,9	3,7	29,8	2,0
6 à 9 salariés	218	17,0	1.670	2,4	2.113,8	3,8	47,0	3,2
10 à 19 salariés	211	16,4	2.972	4,3	3.222,7	5,8	96,2	6,6
20 à 49 salariés	233	18,2	7.620	11,0	5.664,4	10,2	153,8	10,5
50 à 99 salariés	80	6,2	5.872	8,5	5.099,0	9,2	157,4	10,7
100 à 199 salariés	42	3,3	6.305	9,1	3.925,9	7,1	115,5	7,9
200 salariés et plus	57	4,4	43.608	63,0	33.497,5	60,2	867,6	59,1
Total	**1.283**	**100,0**	**69.223**	**100,0**	**55.565,2**	**100,0**	**1.467,2**	**100,0**

TABLEAU L.02-6

Immatriculations en séries normales des véhicules par catégorie de véhicule

Source : Observatoire économique et statistique des transports

Année	Véhicules à moteur (par catégorie)							
	Voitures particulières et commerciales	Autocars, autobus	Camions, camionnettes et véhicules spéciaux	Tracteurs routiers	Tracteurs autres que routiers	Remorques	Semi-remorques	Motocycles
Véhicules neufs								
1980	1.873.202	8.757	300.214	14.320	58.784	2.592	12.449	136.399
1981	1.834.826	8.681	312.358	13.452	53.849	2.226	10.060	108.311
1982	2.056.490	9.714	338.600	14.354	56.817	2.266	10.340	119.681
1983	2.017.617	8.927	322.125	15.262	55.742	2.285	10.408	101.124
1984	1.757.673	8.149	292.146	15.844	54.196	2.253	10.776	80.283
1985	1.766.328	8.269	320.727	13.168	47.493	2.167	10.005	73.331
1986	1.911.521	7.612	367.038	15.923	37.957	2.328	11.662	86.092
1987	2.105.180	4.131	394.769	19.166	39.679	2.916	15.440	93.088
1988	2.217.149	4.077	404.351	21.049	42.492	3.258	18.661	104.068
1989	2.274.307	4.075	421.764	22.570	39.707	3.551	21.162	113.170
Véhicules d'occasion								
1980	4.441.423	10.699	468.728	16.713	111.408	3.669	16.321	218.515
1981	4.627.753	11.850	*r* 502.989	16.940	111.441	3.391	17.071	200.647
1982	4.809.665	14.138	533.841	17.366	110.576	3.806	18.186	221.325
1983	4.857.202	15.207	549.667	18.088	111.156	3.714	18.677	227.464
1984	4.776.665	15.880	*r* 588.223	18.098	110.805	4.109	19.258	231.319
1985	4.802.837	16.399	628.612	18.720	109.611	4.274	21.188	237.833
1986	4.119.411	15.367	557.285	21.518	103.128	4.245	22.381	227.271
1987	4.373.675	6.988	600.000	22.566	101.836	4.437	23.714	231.035
1988	4.490.488	6.846	634.146	22.945	105.254	4.674	24.169	238.512
1989	4.568.313	7.246	648.414	22.094	98.781	4.534	24.585	259.291

TABLEAU L.02-7

Immatriculations en séries normales des voitures particulières et commerciales, par puissance et catégorie professionnelle des acheteurs

Source : Observatoire économique et statistique des transports

Unité : Véhicule

Profession du propriétaire	Puissance						Total 1989	Total 1988
	1 à 3 CV	4 et 5 CV	6 et 7 CV	8 et 9 CV	10 à 16 CV	17 CV et plus		
Véhicules neufs								
Agriculteurs exploitants	72	6.519	5.856	756	496	18	13.717	15.237
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	141	29.668	32.389	11.739	9.485	1.289	84.711	89.450
Cadres et professions libérales	278	44.537	44.934	18.926	10.568	921	120.164	116.672
Professions intermédiaires	305	60.271	68.020	13.069	4.067	105	145.837	138.133
Employés	2.101	361.295	286.715	49.085	17.382	1.048	717.626	725.645
Ouvriers	531	85.047	75.730	9.022	2.998	141	173.469	177.834
Retraités, étudiants et sans profession	1.583	130.232	113.791	17.967	7.765	477	271.815	266.881
Profession non indiquée	965	134.476	118.386	26.324	12.563	889	293.603	276.869
Sous-total particuliers	**5.976**	**852.045**	**745.821**	**146.888**	**65.324**	**4.888**	**1.820.942**	**1.806.721**
Sous-total sociétés	**537**	**163.255**	**196.498**	**46.161**	**42.273**	**4.641**	**453.365**	**410.428**
dont : véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile	174	64.395	88.847	18.812	17.054	1.371	190.653	173.768
location mobilier (voitures...)	49	38.854	27.277	6.187	4.059	394	76.820	51.136
Total 1989	**6.513**	**1.015.300**	**942.319**	**193.049**	**107.597**	**9.529**	**2.274.307**	///
Année 1988	9.922	980.225	927.546	203.033	89.088	7.335	///	2.217.149
Véhicules d'occasion								
Agriculteurs exploitants	3.797	26.326	39.538	7.215	3.961	99	80.936	87.747
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	4.732	43.899	69.947	29.800	28.073	2.784	179.235	177.211
Cadres et professions libérales	5.380	68.700	80.097	33.185	25.493	2.354	215.209	197.785
Professions intermédiaires	9.814	108.184	130.909	34.901	20.816	764	305.388	294.443
Employés	51.400	614.330	694.836	162.516	89.422	3.063	1.615.567	1.587.623
Ouvriers	36.298	272.569	403.805	97.011	48.893	713	859.289	889.562
Retraités, étudiants et sans profession	23.353	205.465	204.955	40.033	25.241	1.025	500.072	492.386
Profession non indiquée	21.851	232.861	294.453	83.161	56.608	2.874	691.808	650.014
Sous-total particuliers	**156.625**	**1.572.334**	**1.918.540**	**487.822**	**298.507**	**13.676**	**4.447.504**	**4.376.771**
Sous-total sociétés	**1.786**	**33.866**	**52.018**	**15.524**	**15.415**	**2.200**	**120.809**	**113.717**
dont : véhicules de démonstration, commerce et réparation automobile	359	10.731	16.221	3.522	2.755	229	33.817	30.812
location mobilier (voitures...)	14	690	674	186	213	43	1.820	1.922
Total 1989	**158.411**	**1.606.200**	**1.970.558**	**503.346**	**313.922**	**15.876**	**4.568.313**	///
Année 1988	191.314	1.518.241	1.937.720	501.017	328.570	13.626	///	4.490.488

TABLEAU L.02-8

Immatriculations en séries normales de camionnettes, camions et véhicules spéciaux par charge utile

Source : Observatoire économique et statistique des transports

Unités : Immatriculation : véhicule
Capacité de transport : tonne

Classes de charge utile	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Véhicules neufs										
Moins de 1 tonne	177.913	190.748	206.940	203.346	186.272	219.052	256.011	273.166	269.374	284.347
1,0 à 2,9 tonnes	96.165	97.188	106.619	94.973	82.085	81.576	88.396	96.389	107.084	109.385
3,0 à 6,5 tonnes	11.044	10.139	10.604	10.016	9.768	8.552	9.092	9.608	9.781	9.717
6,6 tonnes et plus	12.534	11.732	11.913	11.990	12.560	10.577	12.044	14.394	16.812	17.432
Non déterminé	2.558	2.551	2.524	1.800	1.461	970	1.495	1.212	1.300	883
Total	**300.214**	**312.358**	**338.600**	**322.125**	**292.146**	**320.727**	**367.038**	**394.769**	**404.351**	**421.764**
dont : Marques françaises	246.556	256.733	271.727	258.623	229.949	253.238	289.797	307.017	315.343	328.999
Capacité de transport (1)	415.200	410.200	428.380	406.860	•	373.600	417.000	462.000	503.000	519.000
Véhicules d'occasion										
Moins de 1 tonne	262.216	284.059	304.815	317.666	338.242	368.433	332.947	368.422	396.585	415.923
1,0 à 2,9 tonnes	153.471	163.761	171.346	174.281	182.314	195.595	165.021	173.798	178.773	177.477
3,0 à 6,5 tonnes	18.629	18.187	18.122	17.599	18.596	20.774	19.883	19.726	19.595	18.485
6,6 tonnes et plus	22.271	21.637	21.268	20.876	21.460	22.912	23.121	23.667	25.747	24.319
Non déterminé	12.141	15.345	18.290	19.245	27.611	20.898	16.313	14.387	13.446	12.210
Total	**468.728**	**502.989**	**533.841**	**549.667**	**588.223**	**628.612**	**557.285**	**600.000**	**634.146**	**648.414**
dont : Marques françaises	404.287	431.098	454.166	463.943	491.835	519.273	448.902	478.613	500.795	505.620

(1) Charge utile totale.

TABLEAU L.02-9

Immatriculations en séries normales des tracteurs par catégorie et puissance

Source : Observatoire économique et statistique des transports

Classes de puissance fiscale	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Tracteurs neufs										
Tracteurs routiers										
Moins de 11 CV	2	2	19	31	23	16	23	32	42	37
11 à 16 CV	455	290	304	299	293	349	274	263	245	210
17 à 20 CV	206	192	149	156	81	55	98	88	106	153
21 à 25 CV	1.019	796	967	677	390	431	463	521	372	505
Plus de 25 CV	12.638	12.172	12.915	14.099	15.057	12.317	15.065	18.262	20.284	21.665
Total	**14.320**	**13.452**	**14.354**	**15.262**	**15.844**	**13.168**	**15.923**	**19.166**	**21.049**	**22.570**
dont : Marques françaises	6.996	6.733	6.923	6.809	7.665	6.409	8.007	9.589	10.689	11.649
Tracteurs agricoles et autres que routiers	58.784	53.849	56.817	55.742	54.196	47.493	37.957	39.679	42.492	39.707
Ensemble	**73.104**	**67.301**	**71.171**	**71.004**	**70.040**	**60.661**	**53.880**	**58.845**	**63.541**	**62. 277**
Tracteurs d'occasion										
Tracteurs routiers										
Moins de 11 CV	220	161	148	135	111	91	96	67	69	74
11 à 16 CV	648	539	530	584	558	524	562	512	500	496
17 à 20 CV	536	488	423	464	323	308	305	257	245	216
21 à 25 CV	1.310	1.174	1.119	1.067	1.048	1.066	1.103	1.018	828	831
Plus de 25 CV	13.971	14.559	15.126	15.820	16.051	16.723	19.442	20.710	21.302	20.476
Non déterminé	28	19	20	18	7	8	10	2	1	1
Total	**16.713**	**16.940**	**17.366**	**18.088**	**18.098**	**18.720**	**21.518**	**22.566**	**22.945**	**22.094**
dont : Marques françaises	9.361	9.027	9.043	8.948	9.043	9.180	10.055	10.310	10.738	10.216
Tracteurs agricoles et autres que routiers	111.408	111.441	110.576	111.156	110.805	109.611	103.128	101.836	105.254	98.781
Ensemble	**128.121**	**128.381**	**127.942**	**129.244**	**128.903**	**128.331**	**124.646**	**124.402**	**128.199**	**120.875**

TABLEAU L.02-10

Immatriculations en séries normales des remorques (1) par charge utile

Source : Observatoire économique et statistique des transports

Classes de charge utile	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Remorques neuves										
Moins de 1 tonne	28	23	7	18	11	20	24	13	17	23
1,0 à 2,9 tonnes	54	62	44	34	37	38	37	18	30	50
3,0 à 6,5 tonnes	577	460	502	472	448	397	377	403	316	301
6,6 tonnes et plus	1.928	1.677	1.708	1.755	1.755	1.708	1.887	2.478	2.888	3.161
Non déterminé	5	4	5	6	2	4	3	4	7	16
Total	**2.592**	**2.226**	**2.266**	**2.285**	**2.253**	**2.167**	**2.328**	**2.916**	**3.258**	**3.551**
dont : Marques françaises	1.888	1.652	1.731	1.835	1.898	1.775	1.817	2.376	2.715	2.864
Remorques d'occasion										
Moins de 1 tonne	21	17	19	9	17	19	17	13	21	27
1,0 à 2,9 tonnes	78	84	79	52	61	75	72	73	64	87
3,0 à 6,5 tonnes	872	709	879	785	1.130	997	826	861	885	804
6,6 tonnes et plus	2.677	2.564	2.810	2.862	2.896	3.176	3.323	3.479	3.693	3.600
Non déterminé	21	17	19	6	5	7	7	11	11	16
Total	**3.669**	**3.391**	**3.806**	**3.714**	**4.109**	**4.274**	**4.245**	**4.437**	**4.674**	**4.534**
dont : Marques françaises	2.661	2.466	2.781	2.642	2.995	3.179	3.267	3.488	3.769	3.639

(1) Caravanes non comprises. Immatriculation obligatoire pour les remorques de 500 kg et plus de poids total en charge.

TABLEAU L.02-11

Immatriculations en séries normales des semi-remorques (1) par charge utile

Source : Observatoire économique et statistique des transports

Classes de charge utile	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Semi-remorques neuves										
Moins de 1 tonne	3	11	13	6	8	3	7	9	6	14
1,0 à 2,9 tonnes	6	21	15	8	11	8	9	9	15	46
3,0 à 6,5 tonnes	133	116	96	95	87	55	53	58	64	67
6,6 tonnes et plus	12.299	9.887	10.176	10.274	10.658	9.926	11.592	15.359	18.570	21.024
Non déterminé	8	25	40	25	12	13	1	5	6	11
Total	**12.449**	**10.060**	**10.340**	**10.408**	**10.776**	**10.005**	**11.662**	**15.440**	**18.661**	**21.162**
dont : Marques françaises	11.411	9.196	9.616	9.798	10.255	9.416	10.849	13.823	16.602	18.890
% de 17 tonnes et plus	85,7	85,7	86,8	87,4	90,3	90,7	91,6	93,2	93,6	94,1
Semi-remorques d'occasion										
Moins de 1 tonne	5	8	8	6	5	4	7	13	11	15
1,0 à 2,9 tonnes	37	39	44	10	19	26	31	35	35	43
3,0 à 6,5 tonnes	276	244	257	248	249	263	383	270	280	209
6,6 tonnes et plus	15.952	16.692	17.784	18.358	18.947	20.837	21.893	23.300	23.635	24.083
Non déterminé	51	88	93	55	38	58	67	96	208	235
Total	**16.321**	**17.071**	**18.186**	**18.677**	**19.258**	**21.188**	**22.381**	**23.714**	**24.169**	**24.585**
dont : Marques françaises	13.914	14.705	14.935	15.973	16.768	18.429	19.601	20.882	21.663	22.210
% de 17 tonnes et plus	77,7	78,7	81,2	80,1	81,9	80,8	87,8	83,6	84,5	85,3

(1) Immatriculation obligatoire pour les semi-remorques de 500 kg et plus de poids total en charge.

TABLEAU L.02-12

Immatriculations en séries normales des autocars et autobus par nombre de places assises

Source : Observatoire économique et statistique des transports — *Unité :* Véhicule

Nombre de places assises	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Véhicules neufs										
Moins de 10 places (1)	4.207	4.156	4.724	4.340	3.723	3.775	3.493	1	1	—
10 à 19 places	377	373	525	514	498	410	358	411	495	728
20 à 29 places	922	831	1.063	1.012	1.027	1.131	1.034	1.069	1.130	942
30 à 39 places	760	1.026	987	958	740	653	693	705	520	500
40 places et plus	2.491	2.295	2.415	2.103	2.161	2.300	2.034	1.945	1.931	1905
Non déterminé (2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	**8.757**	**8.681**	**9.714**	**8.927**	**8.149**	**8.269**	**7.612**	**4.131**	**4.077**	**4.075**
dont : Marques françaises	4.283	4.594	6.116	6.425	5.807	5.890	5.359	3.074	2.923	2.903
Véhicules d'occasion										
Moins de 10 places (1)	3.199	4.398	6.633	7.110	7.796	9.606	8.628	38	30	39
10 à 19 places	611	627	565	605	591	666	579	646	584	582
20 à 29 places	1.151	1.058	920	940	1.034	951	950	1.041	1.031	1.053
30 à 39 places	795	634	584	700	705	735	660	701	641	761
40 places et plus	4.832	4.034	4.291	4.530	4.636	4.441	4.547	4.562	4.560	4.811
Non déterminé (2)	111	1.099	1.145	1.322	1.118	—	3	—	—	—
Total	**10.699**	**11.850**	**14.138**	**15.207**	**15.880**	**16.399**	**15.367**	**6.988**	**6.846**	**7.246**
dont : Marques françaises	7.049	7.045	7.351	7.959	8.861	9.003	8.207	3.757	3.563	3.512

(1) Depuis le 1er janvier 1987, les véhicules de moins de 10 places assises (breaks) sont comptabilisés avec les voitures particulières et commerciales. — (2) Depuis le 5 janvier 1985 les véhicules d'occasion dont le nombre de places assises n'est pas indiqué font l'objet d'une recherche de ce renseignement et sont classés dans l'une des catégories ci-dessus.

TABLEAU L.02-13

Parc des véhicules utilitaires de moins de 10 ans d'âge par charge utile

Situation au 1er janvier *(Dépouillement du fichier des automobiles)*

Source : Observatoire économique et statistique des transports — *Unité :* Véhicule

Type de véhicule par charge utile	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Camionnettes, camions et véhicules spéciaux :										
Moins de 1 t ou non indiquée	1.409.751	1.493.186	1.577.877	1.651.922	1.717.384	1.836.792	1.936.562	2.052.094	2.154.126	2.261.084
1,0 à 2,9 t	849.600	884.974	916.725	921.302	918.832	932.839	925.148	928.592	939.589	948.478
3,0 à 6,5 t	119.380	114.869	112.516	111.406	108.426	107.475	103.450	100.506	99.377	97.930
6,6 t et plus	135.864	135.654	132.033	125.325	122.980	123.898	121.447	123.307	128.793	134.375
Total	**2.514.595**	**2.628.683**	**2.739.151**	**2.809.955**	**2.867.622**	**3.001.004**	**3.086.607**	**3.204.499**	**3.321.885**	**3.441.867**
Remorques et semi-remorques :										
Total	**156.368**	**148.904**	**146.034**	**140.027**	**135.520**	**137.227**	**134.936**	**138.158**	**146.429**	**157.207**
dont :										
3,0 à 6,5 t	7.895	7.013	6.761	6.903	6.621	6.518	6.041	5.613	5.327	5.034
6,6 t et plus	139.702	139.992	137.471	132.029	130.854	129.697	127.914	131.639	140.222	151.274
Autocars et autobus	66.524	75.163	79.529	79.664	82.483	85.736	85.804	81.247	76.648	73.159
Tracteurs routiers	127.864	130.738	132.033	131.515	133.426	137.147	138.714	143.724	151.294	159.868

TABLEAU L.02-14

Parc en service des véhicules pour le transport routier de voyageurs (1)

(Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes)

Source : Observatoire économique et statistique des transports

Unité : véhicule

Âge du véhicule	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
0 à 4 ans	16.732	17.189	17.396	17.966	17.168	17.656	17.258	16.425	15.277
5 à 9 ans	18.661	19.337	21.711	22.871	22.821	22.521	22.001	21.459	20.345
10 à 14 ans	12.306	13.233	15.449	15.322	16.182	15.450	16.140	17.831	18.006
15 ans et plus et non déterminé	14.417	15.129	9.597	10.413	11.132	12.351	12.900	13.497	13.720
Ensemble	**62.116**	**64.888**	**64.153**	**66.572**	**67.303**	**67.778**	**68.299**	**69.212**	**67.348**

(1) Autobus et autocars d'au moins 10 places assises, sauf véhicules de la RATP ou appartenant à des forains.

TABLEAU L.02-15

Parc estimé des voitures particulières selon leur puissance administrative

Situation au 1er janvier

Source : Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles

Unité : Millier

Année	5 CV et moins	de 6 CV à 10 CV	11 CV et plus	Total	dont diesel
1980	5.090	11.460	1.890	**18.440**	730
1981	5.310	11.890	1.930	**19.130**	890
1982	5.670	12.163	1.917	**19.750**	1.077
1983	6.018	12.430	1.852	**20.300**	1.288
1984	6.323	12.549	1.728	**20.600**	1.453
1985	6.645	12.525	1.630	**20.800**	1.660
1986	6.875	12.665	1.550	**21.090**	1.885
1987	7.130	12.931	1.439	**21.500**	2.125
1988	7.491	13.095	1.384	**21.970**	2.390
1989	7.914	13.265	1.341	**22.520**	2.800
1990	8.312	13.385	1.313	**23.010**	3.265

TABLEAU L.02-16

Véhicules automobiles ayant acquitté les taxes sur les véhicules à moteur (vignettes) [y compris les DOM]

(Du 1er novembre au 31 décembre)

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget. Direction générale des Impôts

Unité : Millier de véhicules

	Période de validité									
	1980-1981	1981-1982	1982-1983	1983-1984	1984-1985	1985-1986	1986-1987	1987-1988	1988-1989	1989-1990
Du 1er novembre au 31 décembre :										
Taxe différentielle :										
Véhicules de moins de 5 ans	9.978,7	9.970,2	10.088,4	10.206,4	9.960,3	10.093,2	10.330,5	10.576,8	10.749,5	11.487,3
Véhicules de 5 à 20 ans	10.396,2	11.364,0	11.443,8	11.947,8	12.343,3	12.912,5	13.320,9	13.768,4	14.121,4	14.043,1
Véhicules de 21 à 25 ans	179,2	192,0	192,4	212,6	231,3	249,8	270,7	294,5	308,2	331,3
Taxe spéciale (1)	25,7	19,7	19,8	18,8	17,2	—	—	—	—	—
Vignettes gratuites	690,2	752,7	756,0	803,6	840,2	886,5	888,5	936,9	951,2	971,8
Ensemble	**21.270,0**	**22.298,6**	**22.500,5**	**23.189,3**	**23.392,3**	**24.142,0**	**24.810,5**	**25.576,5**	**26.130,3**	**26.833,5**
Du 1er novembre au 31 octobre	**23.845,0**	**24.474,0**	**25.300,1**	**25.746,5**	**26.119,5**	**26.707,6**	**27.274,7**	**28.601,5**	**28.865,1**	...
Montant du produit de la vignette (1) [million de francs]	5.545	5.647	6.867	7.870	8.107	8.889	(2) 9.532	(2) 9.781	(2) 10.242	(3) 11.170

(1) Pour l'année civile indiquée en premier dans la colonne correspondante. En effet, la période légale de perception de ces taxes s'étend du 1er novembre au 31 décembre inclus de chaque année, mais celles-ci peuvent être perçues hors de cette période pour les véhicules mis ou remis en service postérieurement au 31 décembre, ainsi que pour les « retardataires » (avec surtaxe). — (2) Ce chiffre ne tient pas compte des sommes perçues pour la comptabilité publique. — (3) Ce chiffre correspond aux « avances aux départements sur le produit de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur ».

TABLEAU L.02-17

Trafic routier de marchandises, par distance en charge

Véhicules de moins de 15 ans d'âge

Source : Observatoire économique et statistique des transports. (Enquête TRM)

Transport	Tonnes transportées (million)				Tonnes-kilomètres (milliard)			
	Distance en charge			Total	Distance en charge			Total
	moins de 50 km	de 50 à 150 km	plus de 150 km		moins de 50 km	de 50 à 150 km	plus de 150 km	
Tous véhicules de charge utile ⩾ 3 tonnes								
1988								
Compte d'autrui (1)	288	119	162	569	4,7	9,3	59,7	73,7
Compte propre (2)	695	150	72	917	9,0	10,2	18,9	38,1
Ensemble des transports	**983**	**269**	**234**	**1.486**	**13,7**	**19,5**	**78,6**	**111,8**
1989								
Compte d'autrui (1)	299	131	176	606	5,0	10,1	63,9	79,0
Compte propre (2)	676	155	76	907	8,7	10,1	18,9	37,7
Ensemble des transports	**975**	**286**	**252**	**1.513**	**13,7**	**20,2**	**82,8**	**116,7**
Véhicules gros porteurs de charge utile ⩾ 6,6 tonnes								
1988								
Compte d'autrui (1)	283	112	154	549	4,6	8,9	57,6	71,1
Compte propre (2)	651	137	65	853	8,5	9,4	17,6	35,5
Ensemble des transports	**934**	**249**	**219**	**1.402**	**13,1**	**18,3**	**75,2**	**106,6**
1989								
Compte d'autrui (1)	294	124	168	586	5,0	9,7	61,7	76,4
Compte propre (2)	634	142	68	844	8,2	9,4	17,7	35,3
Ensemble des transports	**928**	**266**	**236**	**1.430**	**13,2**	**19,1**	**79,4**	**111,7**

(1) Transport réalisé par des transporteurs professionnels. — (2) Transport réalisé par des transporteurs non professionnels.

TABLEAU L.02-18

Trafic routier de marchandises, par nature de marchandises

Véhicules de moins de 15 ans d'âge, de charge utile égale ou supérieure à trois tonnes

Source : Observatoire économique et statistique des transports. (Enquête TRM)

Nature des marchandises sections NST (1)	1988				1989			
	Tonnes transportées (millier)		Tonnes-kilomètres (million)		Tonnes transportées (millier)		Tonnes-kilomètres (million)	
	Compte d'autrui	Compte propre	Compte d'autrui	Compte propre	Compte d'autrui	Compte propre	Compte d'autrui	Compte propre
Produits agricoles et animaux vivants	58.019	95.603	7.765	6.231	71.345	88.230	8.524	6.053
Denrées alimentaires et fourrages	63.781	109.839	14.298	9.618	71.159	109.654	15.399	8.722
Combustibles minéraux solides	7.343	7.001	402	146	5.651	4.925	438	129
Produits pétroliers bruts*	100	25	10	3	144	—	17	—
Produits pétroliers raffinés	23.371	42.711	2.955	2.364	25.327	40.822	2.845	2.153
Minerais ferreux et déchets pour métallurgie	2.577	6.652	476	299	2.540	7.370	472	321
Minerais et déchets non ferreux	5.741	7.428	313	248	3.414	10.117	282	313
Produits métallurgiques ferreux	14.035	6.172	3.502	683	14.182	7.118	3.613	790
Produits métallurgiques non ferreux	2.861	2.194	868	322	2.856	1.789	971	266
Minéraux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	250.674	544.366	11.131	9.635	259.857	531.596	12.104	9.803
Matières premières pour l'industrie chimique	2.793	1.042	340	100	1.349	1.758	299	80
Engrais	12.297	24.004	1.689	1.049	12.589	24.354	1.802	1.020
Produits chimiques de base	9.479	3.523	2.267	511	9.988	3.455	2.337	548
Pâtes à papier et cellulose	1.910	2.853	520	233	2.021	3.595	506	236
Autres produits chimiques	12.064	5.383	3.696	693	12.614	5.211	3.881	643
Matériel de transport et matériel agricole	8.431	5.445	1.972	685	9.393	5.970	2.358	712
Machines et articles métalliques	12.992	10.457	3.441	1.138	14.622	11.412	3.654	1.213
Verre, faïence, porcelaine	4.341	2.927	1.198	379	4.915	5.114	1.377	443
Autres articles manufacturés	76.531	39.662	16.842	3.769	82.003	44.355	18.153	4.256
Total	**569.340**	**917.287**	**73.685**	**38.106**	**605.969**	**906.805**	**79.032**	**37.701**

* Données pouvant être entachées d'une erreur aléatoire importante.
(1) NST : Nomenclature Statistique des Transports.

TABLEAU L.02-19 A

Nombre de voyageurs et de véhicules-kilomètre selon la nature du service et l'âge du véhicule

Année 1988

Source : Observatoire Économique et Statistique des Transports (OEST)

Unités : Million de voyageurs
Million de véhicules kilomètre

Nature du service	Âge du véhicule				
	0 à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 ans et plus et non déterminé	Ensemble
Transport urbain (1) :					
Voyageurs	483,3	595,0	248,0	16,8	**1.343,2**
Véh./km	149,7	193,3	76,0	7,3	**426,3**
Transport interurbain (2) :					
Voyageurs	94,4	105,1	51,1	19,0	**269,6**
Véh./km	119,5	108,6	46,7	16,5	**291,2**
Transport scolaire (3) :					
Voyageurs	80,3	124,4	153,5	134,6	**492,9**
Véh./km	56,9	75,9	94,6	82,5	**309,9**
Transport de personnel :					
Voyageurs	48,2	62,5	42,6	19,0	**172,2**
Véh./km	54,7	59,8	33,3	15,8	**163,6**
Transport occasionnel (4) :					
Voyageurs	84,1	94,7	56,7	26,5	**262,0**
Véh./km	217,3	164,4	69,0	19,9	**470,6**
Total en charge :					
Voyageurs	**790,2**	**981,7**	**551,9**	**216,0**	**2.539,9**
Véh./km	**598,0**	**602,0**	**319,6**	**142,0**	**1.661,5**
A vide :					
Véh./km	80,9	89,3	64,7	40,3	**275,2**
Total :					
Véh./km	**678,9**	**691,3**	**384,3**	**182,3**	**1.936,7**
Pourcentage de kilomètres parcourus à vide	11,9	12,9	16,8	22,1	**14,2**

(1) Y compris les lignes régulières APTR (Association Professionnelle des Transporteurs Routiers). — (2) Transport par lignes régulières interurbaines y compris les lignes régulières internationales et les services affrétés SNCF. — (3) Services spéciaux de transport scolaire. — (4) Mise à disposition du véhicule pour un transport de groupe ou transport à la place (excursion); y compris transport de clientèle et transport périscolaire.

TABLEAU L.02-19 B

Nombre de voyageurs et de véhicules-kilomètre selon la nature du service et l'âge du véhicule

Année 1989

Source : Observatoire Économique et Statistique des Transports (OEST)

Unités : Million de voyageurs
Million de véhicules kilomètre

Nature du service	Âge du véhicule				
	0 à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 ans et plus et non déterminé	Ensemble
Transport urbain (1) :					
Voyageurs	484,7	570,3	286,7	17,3	**1.358,9**
Véh./km	150,2	176,4	86,5	6,7	**419,8**
Transport interurbain (2) :					
Voyageurs	88,3	70,8	48,8	29,9	**237,8**
Véh./km	116,5	96,6	48,2	24,0	**285,3**
Transport scolaire (3) :					
Voyageurs	63,6	118,9	144,1	139,6	**466,2**
Véh./km	46,2	73,6	83,6	86,6	**290,0**
Transport de personnel :					
Voyageurs	37,5	61,1	33,6	19,5	**151,7**
Véh./km	44,5	61,8	35,2	12,2	**153,7**
Transport occasionnel (4) :					
Voyageurs	65,8	71,8	48,2	27,4	**213,1**
Véh./km	199,0	162,1	72,0	19,2	**452,3**
Total en charge :					
Voyageurs	**739,9**	**892,8**	**561,3**	**233,6**	**2.427,7**
Véh./km	**556,4**	**570,4**	**325,5**	**148,8**	**1.601,1**
A vide :					
Véh./km	75,9	88,8	65,4	38,8	**268,9**
Total :					
Véh./km	**632,3**	**659,2**	**390,9**	**187,6**	**1.870,0**
Pourcentage de kilomètres parcourus à vide	12,0	13,5	16,7	20,7	**14,4**

(1) Y compris les lignes régulières APTR (Association Professionnelle des Transporteurs Routiers). — (2) Transport par lignes régulières interurbaines y compris les lignes régulières internationales et les services affrétés SNCF. — (3) Services spéciaux de transport scolaire. — (4) Mise à disposition du véhicule pour un transport de groupe ou transport à la place (excursion); y compris transport de clientèle et transport périscolaire.

TABLEAU L.02-20

Accidents corporels de la circulation routière

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer (Direction de la Sécurité et de la Circulation Routière — Service d'Études Techniques des Routes et Autoroutes)

	1980	*e* 1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Accidents corporels	241.049	232.269	220.586	209.715	199.454	191.096	184.626	170.994	175.887	**170.590**
dont : En agglomération	181.742	174.115	162.985	154.257	145.851	139.965	132.890	123.544	126.723	**122.422**
Véhicules impliqués :										
Véhicules à deux roues	108.109	•	84.750	76.854	67.700	64.424	60.649	57.704	60.167	**59.922**
Véhicules automobiles	316.082	•	303.487	290.576	282.189	269.197	260.978	241.160	247.874	**239.375**
Autres véhicules	1.363	•	1.714	1.567	1.659	1.631	1.584	1.610	1.608	**1.583**
Total	**425.554**	•	**389.951**	**368.997**	**351.548**	**335.252**	**323.211**	**300.474**	**309.649**	**300.880**
Victimes tuées :										
Piétons	2.182	2.033	1.910	1.879	1.760	1.557	1.639	1.479	1.592	**1.472**
Usagers des deux roues	2.954	2.495	2.421	2.337	2.149	2.033	1.942	1.887	1.980	**2.025**
Automobilistes	7.210	7.662	7.648	7.409	7.561	6.804	7.323	6.427	6.919	**6.977**
Divers	38	—	51	52	55	53	57	62	57	**54**
Total	**12.384**	**12.190**	**12.030**	**11.677**	**11.525**	**10.447**	**10.961**	**9.855**	**10.548**	**10.528**
dont : En agglomération	4.861	4.516	4.464	4.342	4.333	3.901	4.085	3.642	3.858	**3.724**
Victimes blessées :										
Piétons	41.880	40.185	37.765	35.641	34.006	32.169	30.775	29.256	29.760	**28.339**
Usagers des deux roues	103.763	89.124	80.650	73.296	64.560	61.689	58.033	55.242	57.616	**57.247**
Automobilistes	187.403	196.542	191.561	184.672	183.185	176.015	169.357	152.258	155.803	**149.498**
Divers	547	—	744	754	734	872	850	882	863	**915**
Total	**333.593**	**325.851**	**310.720**	**294.363**	**282.485**	**270.745**	**259.015**	**237.638**	**244.042**	**235.999**
dont : Grièvement	87.752	88.677	80.023	75.833	71.063	66.911	63.500	57.902	58.172	**55.086**
dont : En agglomération	233.337	226.108	214.562	202.939	193.744	186.110	174.730	161.021	165.452	**159.483**

TABLEAU L.02-21

Victimes des accidents corporels de la circulation routière suivant leur âge

Source : Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer (Direction de la Sécurité et de la Circulation Routières — Service d'Études Techniques des Routes et Autoroutes)

Âge des victimes	Piétons		Conducteurs et passagers de Bicyclettes		Conducteurs et passagers de « Deux roues » à moteur		Conducteurs et passagers de Voitures de tourisme (1)		Conducteurs et passagers de Autres véhicules		Total des victimes	
	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés	Tués	Blessés
Moins de 15 ans	163	8.043	43	1.980	22	1.238	270	9.745	18	450	516	21.456
De 15 à 19 ans	72	2.432	42	1.547	418	19.519	584	12.959	13	602	1.129	37.059
De 20 à 24 ans	76	1.823	18	757	398	10.362	1.308	28.130	56	1.477	1.856	42.549
De 25 à 64 ans	588	10.356	199	3.517	679	16.255	3.510	79.922	381	6.363	5.357	116.413
De 65 ans et plus	563	5.501	104	941	98	1.052	809	9.618	50	487	1.624	17.599
Non déclaré	10	184	1	20	3	59	32	632	—	28	46	923
Total année 1989	**1.472**	**28.339**	**407**	**8.762**	**1.618**	**48.485**	**6.513**	**141.006**	**518**	**9.407**	**10.528**	**235.999**
Moins de 15 ans	190	8.766	52	1.988	28	1.220	249	10.137	15	490	534	22.601
De 15 à 19 ans	73	2.529	37	1.510	412	20.099	588	13.546	32	646	1.142	38.330
De 20 à 24 ans	79	2.001	13	706	378	10.615	1.312	29.721	60	1.468	1.842	44.511
65 ans et plus	607	10.600	160	3.430	639	16.030	3.396	83.297	386	6.268	5.188	119.625
Non déclaré	618	5.667	138	908	121	1.015	871	9.886	45	503	1.793	17.979
	25	197	1	23	1	72	21	674	1	30	49	996
Total année 1988	**1.592**	**29.760**	**401**	**8.565**	**1.579**	**49.051**	**6.437**	**147.261**	**539**	**9.405**	**10.548**	**244.042**
Année 1987	1.479	29.256	419	8.548	1.468	46.694	6.000	144.233	489	8.907	9.855	237.638
Année 1986	1.639	30.775	438	9.277	1.504	48.756	6.867	161.170	513	9.037	10.961	259.015
Année 1985	1.557	32.169	426	10.027	1.607	51.662	6.419	167.586	438	9.301	10.447	270.745
Année 1984	1.760	34.006	465	10.227	1.684	54.344	7.111	174.553	505	9.355	11.525	282.485
Année 1983	1.879	35.641	536	10.916	1.801	62.380	6.950	175.830	505	9.596	11.677	294.363
Année 1982	1.910	37.765	501	11.743	1.920	68.907	7.109	181.064	590	11.241	12.030	310.720
Année 1981 *e*	2.033	40.185	●	●	●	●	●	●	●	●	12.190	325.851
Année 1980	2.182	41.880	656	13.353	2.298	90.410	6.587	174.895	661	13.054	12.384	333.593
Année 1979	2.091	41.459	589	13.018	2.351	93.004	6.519	175.084	647	13.339	12.197	335.904

(1) Y compris les taxis et les ambulances.

TABLEAU L.02-22

Consommation d'essence et de supercarburant

Marché intérieur acquitté et sous douane *(Ventilation estimée par matériel)*

Source : Comité professionnel du pétrole

Unité : Millier de m^3

Véhicules à moteur	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Motocycles (cyclomoteurs, vélomoteurs, motocyclettes, scooters)	630	640	635	625	625	620	620	640	620	630	680
Voitures particulières commerciales et taxis	18.776	18.806	19.193	19.196	19.440	19.400	19.100	19.600	19.800	20.180	19.800
Véhicules utilitaires (camions, camionnettes, autocars)	4.100	4.150	4.276	4.200	4.236	4.300	4.210	4.325	4.340	4.300	4.700

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer, 92005 Paris La Défense Cedex 04. Tél. : (1) 40 81 21 22 :

— Observatoire économique et statistique des transports, 55, rue Brillat-Savarin, 75658 Paris Cedex 13. Tél. : (1) 45 89 89 27.

  — *Mémento de statistiques des transports;*
  — *Note de conjoncture;*
  — *Enquête annuelle d'entreprise dans les transports :*
    - *transports routiers de marchandises,*
    - *transports urbains et routiers de voyageurs,*
    - *auxiliaires des transports terrestres;*
  — *Parc et immatriculations des véhicules utilitaires* (annuel);
  — *Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises;*
  — *Enquête sur l'utilisation des véhicules utilitaires légers;*
  — *Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes;*
  — *Enquête sur les voitures particulières;*
  — *SITRAM : Système d'information sur les transports de marchandises : Résultats généraux (Trafic intérieur, Trafic international);*
  — *Liste des publications périodiques des transports;*
  — *Notes de synthèse* (mensuel).

— Service d'Études Techniques des Routes et Autoroutes (SETRA), 46, avenue Aristide-Briand, BP 100, 92223 Bagneux Cedex. Tél. : (1) 42 31 31 31.

  — *Les accidents corporels de la circulation routière* (annuel);
  — Carte routière : *Recensement de la circulation sur les routes nationales et autoroutes* (annuel);
  — Carte routière : *Recensement de la circulation des poids lourds sur les routes nationales et autoroutes en 1985.*

- Secrétariat d'État chargé du budget :

  — Direction générale des douanes et droits indirects.

  — *Tableau général des transports* (Direction générale des douanes et droits indirects). Statistiques du commerce extérieur de la France;
  — *Le transport du commerce extérieur de la France.* — Statistiques du commerce extérieur de la France (Direction générale des douanes et droits indirects).

Publications diverses :

— *Les transports en France* (annuel) — *Rapport de la Commission des comptes des transports de la nation. INSEE, collections C;*
— *Tableau de bord (annuel) : 1986. Comité interministériel de la sécurité routière;*
— *Recueil de données statistiques sur l'assurance automobile en France. Publication bisannuelle — 1986. Association générale des sociétés d'assurances contre les accidents;*
— *JORF :* Avis et rapports du Conseil économique et social, n° 7 du 18 mars 1982. Séances des 26 et 27 janvier 1982. « Les liaisons autoroutières et routières à fort débit ».

Chapitre L.03

Transports de navigation intérieure

1. Les entreprises du secteur
2. Consistance du réseau
3. Moyens de transport
4. Trafic

1. Les entreprises du secteur
(tableau 1)

Le secteur des transports fluviaux de marchandises (NAP classe 70) regroupe les entreprises employant 6 salariés et plus, dont l'activité principale est le transport, pour compte d'autrui, de marchandises sur les rivières, canaux et lacs ou le poussage et remorquage de bateaux ou le flottage du bois.

2. Consistance du réseau
(tableaux 2 à 4)

Les tableaux 2 et 3 donnent la longueur des voies navigables *fréquentées* qui est en fin d'année 1988, de 2.517 km de fleuves, rivières, lacs et étangs (dont 23 km de lacs) et de 3.735 km de canaux, soit une longueur totale de 6.252 km. Quant à la longueur totale des voies navigables, *fréquentées ou non*, prise en compte dans les statistiques de la navigation intérieure, elle était, à la fin de l'année 1987, de 3.925 km de fleuves, rivières, lacs et étangs (dont 55 km de lacs), et de 4.575 km de canaux soit une longueur totale de 8.500 km. Le tableau 4 indique la répartition du réseau de voies navigables selon l'accessibilité des bateaux ou convois.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration de l'Office national de la navigation (ONN). Service statistique.

Le réseau est administré par l'État par l'entremise de l'Office national de la navigation (ONN), à l'exception de 128 km qui sont concédés.

3. Moyens de transport

Ceux-ci sont relatifs à l'ensemble des transports de navigation intérieure publics et privés.

Les *transporteurs privés* sont les propriétaires de bateaux (industriels, commerçants...) qui transportent habituellement des marchandises leur appartenant ou faisant l'objet de leur industrie, de leur commerce ou de leur exploitation, mais dont l'activité principale n'est pas le transport.

31. Personnel navigant

Le tableau 5 fournit les effectifs du personnel navigant et du personnel à terre de la navigation intérieure.

Les personnes (hommes, femmes et enfants) habitant habituellement sur des bateaux de rivière étaient au nombre de 7.500 à la date du recensement général de la population de 1982.

32. Matériel de transport
(tableau 6)

Sont appelés *bateaux de rivière,* les bateaux de plus de 39 m de longueur, de plus de 5,10 m de largeur et portant plus de 280 tonnes à l'enfoncement de 1,80 m; *bateaux de canal,* les bateaux de 38,50 à 39 m de longueur, de 5 à 5,10 m de largeur et portant 245 à 280 tonnes à l'enfoncement de 1,80 m; *petits bateaux,* les bateaux de dimensions et de capacité inférieures à celles des bateaux de canal.

La *barge* est un bateau sans moyen de propulsion mécanique propre, construit ou transformé spécialement pour être poussé. Le *pousseur* est un bateau pourvu de force motrice, construit spécialement pour le poussage, ou un remorqueur transformé pour le même usage.

4. Trafic
(tableaux 7 à 10)

Depuis 1936, les contrats d'affrètement sont obligatoirement conclus dans les bureaux d'affrètement régionaux (organismes publics) qui, depuis 1938, contrôlent l'application des tarifs légaux. Ces tarifs ne concernent pas les affrètements spéciaux, comme les hydrocarbures et le trafic du Rhin.

Le trafic total des voies navigables est récapitulé aux tableaux 7 et 8; la ventilation de ce trafic par chapitre de marchandises (établie à partir de la nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transport) est donnée au tableau 9.

Le trafic des principaux ports fluviaux fait l'objet du tableau 10.

Ces statistiques portuaires sont établies :

— pour les déchargements, à partir des marchandises déchargées pendant l'année dans le port considéré;

— pour les chargements, à partir des marchandises déchargées dans les ports français (ou passant la frontière) pendant l'année et provenant du port considéré.

* * *

TABLEAU L.03-1 A

Transports fluviaux : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP classe 70)

Année 1987

Transports fluviaux de marchandises pour compte d'autrui. Entreprises employant 6 salariés et plus

Source : Observatoire économique et statistique des transports (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Répartition du personnel			Chiffre d'affaires net (hors taxes en millions de francs)	Investissements corporels du secteur d'entreprise (1) (en millions de francs)
		Ensemble	Personnel sédentaire	Personnel navigant		
6 à 9 salariés	8	36	17	19	11,9	2,9
10 à 19 salariés	4	51	24	27	14,7	23,6
20 salariés et plus	6	768	307	461	488,8	
Total	**18**	**855**	**348**	**507**	**515,4**	**26,5**

(1) Hors apports.

TABLEAU L.03-1 B

Transports fluviaux : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP classe 70)

Année 1988

Transports fluviaux de marchandises pour compte d'autrui. Entreprises employant 6 salariés et plus

Source : Observatoire économique et statistique des transports (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Répartition du personnel			Chiffre d'affaires net (hors taxes en millions de francs)	Investissements corporels du secteur d'entreprise (1) (en millions de francs)
		Ensemble	Personnel sédentaire	Personnel navigant		
6 à 9 salariés	7	24	10	14	5,8	1,9
10 à 19 salariés	4	51	15	36	24,8	1,5
20 salariés et plus	4	652	301	351	502,7	22,8
Total	**15**	**727**	**326**	**401**	**533,4**	**26,2**

(1) Hors apports.

TABLEAU L.03-2

Longueur totale des voies navigables fréquentées (1)

Situation au 1er janvier

Source : Office national de la Navigation

Unité : Kilomètre

Voies navigables fréquentées	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
1. Voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais	518	514	505	513	515	505	500	510	498	504
2. Voies de liaison de Paris avec le Nord et l'Est	1.152	1.152	1.152	1.152	1.152	1.166	1.166	1.152	1.152	1.152
3. Seine et canaux annexes	570	570	570	570	570	663	570	570	570	570
4. Voies navigables de l'Est	1.558	1.548	1.548	1.546	1.546	1.537	1.537	1.537	1.546	1.546
5. Rhin, grand canal d'Alsace et canaux annexes	262	262	262	262	262	262	262	262	262	257
6. Voies navigables du Centre	921	892	867	867	861	865	869	863	863	825
7. Rhône et Basse-Saône (2)	854	786	701	754	773	725	724	748	720	720
8. Voies navigables du Sud-Ouest	720	686	749	720	640	547	547	617	623	537
9. Voies navigables de l'Ouest	157	158	249	158	157	153	149	150	150	141
Total	**6.712**	**6.568**	**6.603**	**6.542**	**6.476**	**6.423**	**6.324**	**6.409**	**6.384**	**6.252**

(1) Longueur de voie navigable où passe au moins un bateau dans l'année considérée. — (2) Y compris 43 km de sections maritimes.

TABLEAU L.03-3

Longueur des voies navigables fréquentées (1) selon l'accessibilité aux bateaux ou convois

(Accessibilité inférieure à 1.000 tonnes et supérieure à 1.000 tonnes). Situation au 1er janvier

Source : Office national de la Navigation — *Unité :* Kilomètre

Voies navigables fréquentées	1984		1985		1986		1987		1988		1989
	< 1.000 t	Voies > 1.000 t	< 1.000 t	Voies > 1.000 t	< 1.000 t	Voies > 1.000 t	< 1.000 t	Voies > 1.000 t	< 1.000 t	Voies > 1.000 t	< 1.000 t	Voies > 1.000 t
1. Voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais	323	192	313	192	308	192	318	192	306	192	312	192
2. Voies de liaison de Paris avec le Nord et l'Est	1.044	108	1.058	108	1.058	108	1.044	108	1.044	108	1.044	108
3. Seine et canaux annexes	52	518	143	520	52	518	52	518	52	518	52	518
4. Voies navigables de l'Est	1.390	156	1.381	156	1.381	156	1.381	156	1.390	156	1.390	156
5. Rhin, grand canal d'Alsace et canaux annexes	66	196	66	196	66	196	66	196	66	196	61	196
6. Voies navigables du Centre	861	—	865	—	869	—	863	—	863	—	825	—
7. Rhône et Basse-Saône (2)	234	539	165	560	165	559	188	560	160	560	160	560
8. Voies navigables du Sud-Ouest	505	135	455	92	455	92	525	92	531	92	445	92
9. Voies navigables de l'Ouest	101	56	97	56	93	56	94	56	94	56	94	47
Total	**4.576**	**1.900**	**4.543**	**1.880**	**4.447**	**1.877**	**4.531**	**1.878**	**4.506**	**1.878**	**4.383**	**1.869**

(1) Longueur de voie navigable où passe au moins un bateau dans l'année considérée. — (2) Y compris 43 km de sections maritimes.

TABLEAU L.03-4

Réseau des voies navigables par gabarit

Situation au 1er janvier

Source : Office national de la Navigation — *Unité :* Kilomètre

Classes (1) Voies accessibles aux bateaux ou convois poussés d'un port en lourd		1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
0. De moins de 250 tonnes	(2) *a.*	1.927	1.927	1.927	1.927	1.927	1.880	1.880	1.880	1.880	1.880
	b.	432	353	465	390	322	324	231	302	309	222
1. De 250 à 399 tonnes	*a.*	3.918	3.909	3.909	3.904	3.904	3.904	3.904	3.904	3.904	3.904
	b.	3.766	3.713	3.680	3.683	3.673	3.665	3.662	3.666	3.662	3.626
2. De 400 à 649 tonnes	*a.*	266	266	266	266	266	266	266	266	266	266
	b.	213	213	213	213	213	227	227	213	213	213
3. De 650 à 999 tonnes	*a.*	441	441	441	441	441	441	441	441	441	441
	b.	376	355	348	351	368	327	327	350	322	322
4. De 1.000 à 1.499 tonnes	*a.*	86	86	86	91	91	91	91	91	91	91
	b.	36	36	36	41	41	43	41	41	41	41
5. De 1.500 à 2.999 tonnes	*a.*	300	275	275	275	275	271	271	271	271	271
	b.	273	248	244	245	244	249	248	249	249	249
6. De 3.000 tonnes et plus (3)	*a.*	1.630	1.664	1.664	1.664	1.664	1.647	1.647	1.647	1.647	1.647
	b.	1.616	1.650	1.617	1.619	1.615	1.588	1.588	1.588	1.588	1.579
Total (3)	*a.*	**8.568**	**8.568**	**8.568**	**8.568**	**8.568**	**8.500**	**8.500**	**8.500**	**8.500**	**8.500**
	b.	**6.712**	**6.568**	**6.603**	**6.542**	**6.476**	**6.423**	**6.324**	**6.409**	**6.384**	**6.252**

(1) Classes de voies navigables définies par l'Office statistique des Communautés européennes. — (2) *a.* : longueur totale du réseau, *b.* : longueur fréquentée. — (3) Y compris 43 kilomètres de sections maritimes.

TABLEAU L.03-5

Personnel navigant et personnel à terre de la navigation intérieure

Situation au 1er janvier

Source : Office national de la Navigation

Catégorie	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Transports publics et privés (1) :										
Travailleurs indépendants	2.817	2.896	2.879	2.815	2.658	2.564	2.337	2.137	1.997	1.840
dont : retraités en activité	136	117	108	95	68	55	33	21	14	11
Salariés	3.581	3.339	3.159	2.882	2.655	2.261	2.438	2.319	1.655	1.648
dont : Salariés de la flotte française *de navigation rhénane*	509	502	475	374	346	302	291	265	227	225
de nationalité française	383	378	357	283	263	232	228	210	177	176
Salariés des transports privés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Personnel de la traction sur berges	28	28	28	30	27	25	20	20	20	25
Personnel administratif et technique des compagnies de navigation (2)	*e* 1.200	*e* 1.200	*e* 1.200	*e* 1.200	*e* 700	*e* 630	585	585	500	(3) 350
Personnel assurant le fonctionnement des voies navigables (sauf l'entretien) :										
Conducteurs des TPE (4)	429	454	503	446	472	496	516	518	(5) 510	483
Agents des TPE (4)	3.050	3.174	4.107	3.384	3.773	3.908	3.115	2.237	(5) 1.726	1.749
Éclusiers auxiliaires	*e* 870	*e* 870	*e* 850	*e* 717	*e* 717	546	546	233	(5) 161	100
Personnel des bureaux d'affrètements	103	106	111	103	107	103	89	89	(5) 87	81

(1) Y compris le personnel des remorqueurs. — (2) Effectif pour lequel l'ONN ne possède pas d'éléments directs d'information. — (3) Ce chiffre ne comprend que les personnels administratifs des armements et des petites flottes de marchandises générales. — (4) Postes statutaires (décrets nos 66-900 et 66-901 du 18 novembre 1966). TPE (Travaux publics de l'État). — (5) À partir de 1989, source : ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer.

TABLEAU L.03-6

Parc des bateaux fluviaux

Situation au 1er janvier 1990

Source : Office national de la Navigation

Unités : Tonnage : Millier de tonnes
Puissance : Millier de CV

a. Bateaux porteurs de marchandises (y compris les barges poussées)

	Ensemble du parc						Dont automoteurs					
	Effectif suivant l'année de construction						Effectif suivant la puissance					
	Avant 1950 (1)	De 1950 à 1959	De 1960 à 1969	Depuis 1970	Total	Tonnage (1) (2)	Jusqu'à 49 CV	De 50 à 149 CV	150 CV et plus	Total	Tonnage (2)	Puissance
Bateaux porteurs de marchandises générales	1.313	1.272	616	163	3.364	1.610	8	531	2.020	2.559	1.044	526
dont : appartenant à des transporteurs publics	1.022	1.173	381	104	2.680	1.313	4	479	1.916	2.399	987	495
Bateaux porteurs de marchandises spécialisées	82	127	82	18	309	234	—	40	181	221	112	60
dont : appartenant à des transporteurs publics	66	119	74	16	275	209	—	37	159	196	94	50
Total	**1.395**	**1.399**	**698**	**181**	**3.673**	**1.844**	**8**	**571**	**2.201**	**2.780**	**1.156**	**586**
soit : bateaux du Rhin	13	8	12	34	67	131	—	—	21	21	19	10
bateaux de rivière	241	160	284	132	817	685	—	12	302	314	224	130
bateaux de canal	1.105	1.224	372	10	2.711	1.016	7	546	1.872	2.425	910	443
petits bateaux	36	7	30	5	78	12	1	13	6	20	3	2

b. Remorqueurs et pousseurs

	Effectif suivant l'année de construction					Effectif suivant la puissance					
	Avant 1950 (1)	De 1950 à 1959	De 1960 à 1969	Depuis 1970	Total (1)	Jusqu'à 49 CV	De 50 à 149 CV	De 150 à 499 CV	500 CV et plus	Total	Puissance
Total	**101**	**18**	**66**	**38**	**223**	**2**	**22**	**94**	**105**	**223**	**158**
dont : rhénans	3	2	11	6	22	—	—	3	19	22	46

(1) Y compris ceux dont l'année de construction est inconnue. — (2) Poids possible de la cargaison (port en lourd ou capacité de chargement maximale).

TABLEAU L.03-7

Trafic *(public et privé)* des voies navigables par nature de trafic

Source : Office national de la Navigation

Nature du trafic	Unités	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	*r* 1988	1989
					Tonnage transporté						
Trafic intérieur	millier t	50.975	46.020	40.601	36.701	33.763	30.455	29.747	28.616	28.620	30.672
Importations	»	12.209	10.339	10.568	10.153	10.386	10.332	10.971	10.615	10.885	12.189
Exportations	»	21.293	20.048	18.912	19.231	19.106	18.566	17.769	17.330	18.829	17.635
Transit	»	7.720	7.164	6.328	5.863	5.637	4.767	4.631	4.159	4.106	3.408
Total	»	**92.197**	**83.571**	**76.409**	**71.948**	**68.892**	**64.120**	**63.118**	**60.720**	**62.440**	**63.904**
					Tonnage kilométrique						
Trafic intérieur	million t/km	7.061	6.541	5.948	5.360	4.956	4.506	4.118	3.877	3.559	3.919
Importations	»	1.616	1.410	1.366	1.335	1.333	1.338	1.322	1.317	1.187	1.301
Exportations	»	2.192	1.933	1.833	1.773	1.665	1.745	1.552	1.492	1.658	1.532
Transit	»	1.282	1.184	1.043	979	926	805	775	684	665	558
Total	»	**12.151**	**11.068**	**10.190**	**9.447**	**8.880**	**8.394**	**7.767**	**7.370**	**7.069**	**7.310**
Distance moyenne de transport d'une tonne (1)	kilomètre	132	132	133	131	129	131	123	121	114	114
Chargement moyen (2)	tonne	449	448	466	467	478	466	479	481	503	486

(1) Quotient du tonnage kilométrique par le tonnage total transporté. — (2) Quotient du tonnage total transporté par le nombre de voyages.

TABLEAU L.03-8

Trafic *(public et privé)* des voies navigables par voie

Source : Office national de la Navigation

Voies navigables	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	*r* 1988	1989
					Tonnage transporté (millier de tonnes)					
1. Voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais	10.340	11.530	11.103	9.107	8.700	8.214	7.548	6.956	6.583	6.732
2. Voies de liaison de Paris avec le Nord et l'Est	7.000	6.407	5.958	5.922	5.665	5.788	5.473	5.115	5.148	5.477
3. Seine et canaux annexes	23.865	21.270	18.761	17.449	15.749	13.916	13.373	13.230	13.723	14.719
4. Voies navigables de l'Est (1)	10.832	9.134	9.179	8.323	8.916	9.463	9.189	8.398	10.714	10.787
5. Rhin, grand canal d'Alsace et canaux annexes (2)	23.251	22.088	19.841	19.858	19.494	17.522	18.469	18.633	17.923	16.957
6. Voies navigables du Centre	2.320	517	443	1.459	1.613	1.439	892	885	977	1.042
7. Rhône et Basse-Saône	6.074	5.542	5.888	4.927	4.563	4.640	5.276	4.855	4.529	5.528
8. Voies navigables du Sud-Ouest	5.759	4.791	3.551	3.090	2.539	1.787	1.818	1.457	1.708	1.515
9. Voies navigables de l'Ouest	2.756	2.292	1.685	1.813	1.653	1.351	1.080	1.191	1.135	1.147
Total	**92.197**	**83.571**	**76.409**	**71.948**	**68.892**	**64.120**	**63.118**	**60.720**	**62.440**	**63.904**
					Tonnage kilométrique (million de tonnes-kilomètres)					
1. Voies navigables du Nord et du Pas-de-Calais	1.061	1.020	980	915	889	872	807	730	722	744
2. Voies de liaison de Paris avec le Nord et l'Est	2.111	1.854	1.648	1.542	1.427	1.398	1.334	1.160	1.121	1.169
3. Seine et canaux annexes	4.819	4.324	3.924	3.595	3.376	2.984	2.659	2.488	2.327	2.545
4. Voies navigables de l'Est (1)	1.009	935	864	784	748	826	696	684	747	702
5. Rhin, grand canal d'Alsace et canaux annexes (2)	2.249	2.114	1.869	1.843	1.775	1.645	1.671	1.654	1.596	1.498
6. Voies navigables du Centre	140	112	94	94	95	104	66	75	74	62
7. Rhône et Basse-Saône	548	529	667	541	468	492	471	516	426	545
8. Voies navigables du Sud-Ouest	148	134	107	94	63	49	47	44	42	33
9. Voies navigables de l'Ouest	66	46	37	39	39	24	16	19	14	12
Total	**12.151**	**11.068**	**10.190**	**9.447**	**8.880**	**8.394**	**7.767**	**7.370**	**7.069**	**7.310**

(1) Rhin exclu. — (2) Y compris le circuit international rhénan.

TABLEAU L.03-9

Trafic *(public et privé)* des voies navigables par « chapitre » de marchandises

Source : Office national de la Navigation

Chapitre de marchandises	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	*r* 1988	1989
Tonnage transporté (millier de tonnes)											
Produits agricoles	8.955	9.498	9.161	8.378	8.631	8.652	9.769	8.012	7.093	6.854	6.831
Denrées alimentaires et fourrages	3.761	3.832	3.691	3.465	3.099	2.874	2.889	2.477	2.755	2.993	2.735
Combustibles minéraux solides	9.348	11.130	10.132	9.273	8.008	8.057	5.815	4.618	3.332	3.733	3.236
Produits pétroliers	20.200	18.390	14.827	13.526	13.174	11.017	9.677	9.735	9.381	8.146	7.813
Minerais et déchets pour la métallurgie	2.836	3.020	2.680	2.512	2.001	2.282	2.390	2.447	2.135	3.411	4.092
Produits métallurgiques	4.176	3.622	3.246	3.025	2.818	2.880	2.795	2.754	2.260	2.254	2.424
Minéraux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	39.088	38.151	35.679	32.237	30.182	29.075	26.767	29.710	30.025	31.450	33.215
Engrais	2.114	2.292	2.037	2.087	2.193	2.138	2.190	1.638	1.843	1.675	1.502
Produits chimiques	1.828	1.700	1.657	1.458	1.414	1.555	1.428	1.340	1.483	1.483	1.537
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	556	562	461	448	428	362	400	387	413	441	519
Total	**92.862**	**92.197**	**83.571**	**76.409**	**71.948**	**68.892**	**64.120**	**63.118**	**60.720**	**62.440**	**63.904**
Tonnage kilométrique (million de tonnes/kilomètres)											
Produits agricoles	2.068	2.188	2.077	1.660	1.696	1.653	1.906	1.587	1.384	1.254	1.246
Denrées alimentaires et fourrages	888	914	828	771	742	657	644	520	559	575	480
Combustibles minéraux solides	1.713	2.086	2.056	1.973	1.596	1.589	1.053	766	449	338	390
Produits pétroliers	2.425	2.225	1.736	1.777	1.659	1.338	1.135	1.109	1.068	982	967
Minerais et déchets pour la métallurgie	236	252	220	175	140	137	159	164	156	193	235
Produits métallurgiques	707	660	546	494	449	452	438	436	343	361	407
Minéraux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	2.988	2.913	2.758	2.509	2.318	2.198	2.212	2.472	2.649	2.706	2.942
Engrais	437	486	456	479	514	513	508	409	427	332	297
Produits chimiques	342	324	313	283	268	293	275	248	277	266	271
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	94	103	78	69	65	50	64	56	58	62	75
Total	**11.898**	**12.151**	**11.068**	**10.190**	**9.447**	**8.880**	**8.394**	**7.767**	**7.370**	**7.069**	**7.310**

TABLEAU L.03-10

Trafic *(public et privé)* des principaux ports fluviaux (1)

Source : Office national de la Navigation — *Unité :* Millier de tonnes

Port	1987			1988			1989		
	Déchargements	Chargements	Total	Déchargements	Chargements	Total	Déchargements	Chargements	Total
Trafic total	39.231	45.945	85.176	40.862	49.081	89.943	42.857	48.307	91.164
dont : Paris, port autonome (2)	12.141	6.775	18.916	13.159	7.413	20.572	13.680	7.050	20.730
dont : Paris	2.408	665	3.073	2.566	598	3.164	2.746	697	3.443
Gennevilliers	250	1.170	1.420	1.260	526	1.786	1.543	535	2.078
Porcheville	24	—	24	16	—	16	268	—	268
Vitry-sur-Seine	120	13	133	22	9	31	86	8	94
Nanterre	710	73	783	678	62	740	782	59	841
Bonneuil-sur-Marne	754	18	772	834	22	856	896	31	927
Strasbourg, port autonome	1.579	9.058	10.637	1.064	9.301	10.365	1.117	8.438	9.555
Rouen, port autonome	2.304	1.545	3.849	1.784	1.531	3.315	1.476	1.172	2.648
Le Havre, port autonome	882	1.032	1.914	1.018	899	1.917	792	1.182	1.974
Bordeaux, port autonome	562	152	714	652	81	733	605	22	627
Thionville-Illange (Moselle)	2.342	525	2.867	3.038	1.347	4.385	3.368	743	4.111
Dunkerque, port autonome	478	1.590	2.068	553	1.444	1.997	475	1.390	1.865
Agglomération lilloise (3)	1.092	173	1.265	912	132	1.044	897	194	1.091
Nantes, Saint-Nazaire, port autonome	330	338	668	292	217	509	355	227	582
Mulhouse-Ottmarsheim (Haut-Rhin)	653	1.486	2.139	600	1.777	2.377	772	1.582	2.354
Mondelange-Richemont (Moselle)	479	360	839	1.319	252	1.571	1.497	211	1.708
Lyon	1.144	240	1.384	1.369	109	1.478	1.399	142	1.541
Marseille, port autonome	60	862	922	116	739	855	318	982	1.300
Poses (Eure)	691	552	1.243	366	510	876	462	1.890	2.352

(1) Ports dont le trafic a été supérieur à un million de tonnes. — (2) Le port autonome de Paris comprend : la Seine, de la limite des départements de l'Aube et de la Seine-et-Marne à la limite des départements des Yvelines et de l'Eure; la Marne, de la limite des départements de l'Aisne et de la Seine-et-Marne au confluent avec la Seine; l'Oise, de la limite des départements de l'Oise et du Val-d'Oise au confluent avec la Seine; les canaux de Saint-Denis, de Saint-Martin et de l'Ourcq; l'Yonne, de la limite des départements de l'Yonne et de la Seine-et-Marne au confluent avec la Seine; le canal du Loing, de la limite des départements du Loiret et de la Seine-et-Marne à la jonction avec la Seine. — (3) L'agglomération lilloise comprend : le canal de la Deûle, d'Haubourdin à Quesnoy-sur-Deûle; le canal de Roubaix, du canal de la Deûle à Wasquehal et Croix.

SOURCES DE DOCUMENTATION

— Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer, 92005 Paris La Défense Cedex 04. Tél. : (1) 40 81 21 22.

— Observatoire économique et statistique des transports, 55, rue Brillat-Savarin, 75658 Paris Cedex 13. Tél. : (1) 45 89 89 27.

Enquête annuelle d'entreprise.

— Office national de la navigation, 2, boulevard de Latour-Maubourg, 75007 Paris Cedex 09. Tél. : (1) 49 55 60 00.

Statistiques mensuelle et annuelle des transports visés dans les bureaux d'affrètement.

Statistiques mensuelle et annuelle commerciales.

Statistique annuelle de la navigation intérieure par sections de voies navigables.

Statistique annuelle de la flotte fluviale en exploitation.

Le transport de commerce extérieur (Statistiques du commerce extérieur de la France), publié chaque année par la direction générale des Douanes et Droits indirects.

Memento de statistiques des transports, chapitre navigation intérieure (annuel), publié par le Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer (Observatoire Économique et Statistique des Transports).

Chapitre L.04

Transports maritimes

1. Entreprises : transports maritimes et auxiliaires des transports maritimes

2. Etat de la flotte

3. Personnel

4. Trafic

5. Accidents de mer

1. Entreprises

11. Transports maritimes
(tableau 1)

Le secteur des transports maritimes (NAP classe 71) regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité principale est le transport maritime — long cours ou cabotage — de passagers, de marchandises ou de produits pétroliers (pétrole brut, produits pétroliers raffinés, gaz naturels liquéfiés). Ce secteur comprend également la navigation côtière et d'estuaire.

12. Auxiliaires des transports maritimes
(tableau 2)

Ce secteur regroupe les entreprises ayant pour activité principale :

— la collecte de fret maritime (NAP 7401) : commissionnaires de transport maritime et commissionnaires agréés en douanes transitaires;

— la manutention portuaire (NAP 7404);

— les services spécifiques d'auxiliaires des transports maritimes (NAP 7406) : courtiers, agents et consignataires maritimes.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer et du ministère délégué chargé de la Mer.

2. État de la flotte française de commerce
(tableau 3)
(navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute)

La répartition par catégorie et le tonnage total des navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute sont donnés au tableau 3.

Le tonnage (ou jauge) *brut total* d'un navire de commerce de la *navigation maritime* représente le volume de la coque. Le tonnage *brut* s'obtient à partir de ce tonnage total par déduction du volume des espaces inutilisables.

Enfin, le tonnage *net* est égal au tonnage brut diminué de l'espace réservé aux machines et au logement de l'équipage. L'unité utilisée est le *tonneau international* égal à 100 pieds cubes anglais, soit 2,83 m^3.

3. Personnel
(tableau 4)

Il s'agit du personnel considéré comme *effectivement embarqué,* c'est-à-dire des marins portés sur les rôles d'équipage des navires français armés (en est donc exclu le personnel non embarqué (congés, maladies, stages...). Les pilotins sont également exclus, ainsi que les personnels de la navigation portuaire (remorquage, lamanage et pilotage).

Le nombre total de marins employés dans la Marine marchande s'obtient en multipliant le nombre de postes embarqués par un coefficient qui exprime, notamment, l'incidence des relèves et des congés. Ce coefficient, variable selon les genres de navigation et les compagnies, peut être toutefois estimé globalement à 1,9 pour les officiers et à 1,8 pour le personnel subalterne.

4. Trafic
(tableaux 5 à 16)

Sont exclus du trafic les bateaux de pêche et leur cargaison (voir chap. I.03 *Pêche maritime*) et la navigation de plaisance.

Ne sont retenus que les mouvements de navires de commerce, y compris les aéroglisseurs transportant des marchandises ou des passagers, et se rapportant à un trafic à la fois commercial et maritime.

41. Trafic de passagers
(tableaux 7 et 8)

Les séries publiées dans les tableaux 7 et 8 concernent le nombre de passagers débarqués ou embarqués dans les ports de la France métropolitaine. Le trafic correspondant à la navigation côtière est exclu. Le trafic passagers est ventilé, depuis 1970, *en trafic international* (relations entre un port métropolitain et un port étranger) et *cabotage national* (relations entre ports métropolitains, principalement trafic entre la France continentale et la Corse).

42. Trafic de marchandises
(tableaux 9 à 13)

Les séries publiées dans ces tableaux concernent le trafic des marchandises. Les renseignements donnés portent sur le trafic international et le cabotage national.

Le tableau 9 précise le trafic des principaux ports maritimes.

43. Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer
(tableaux 14 et 15)

Le tableau 14 donne le nombre de navires de commerce entrés dans les ports des départements d'outre-mer. Le trafic de passagers et de marchandises (embarqués et débarqués) pour ces mêmes départements est publié au tableau 15.

5. Accidents de mer
(tableau 17)

Il s'agit des accidents de mer survenus à des bateaux français sur l'ensemble des mers du globe. Ils portent également sur les navires de pêche et les bateaux de plaisance.

* * *

TABLEAU L.04-1 A

Transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP classe 71)

Année 1987

Source : Observatoire économique et statistique des transports (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Répartition du personnel salarié			Chiffre d'affaires net (hors taxes)	Investissements corporels du secteur d'entreprise (1) (en millions de francs)	
		Ensemble	Personnel sédentaire	Personnel navigant	En millions de francs	Total	dont matériel naval
0 à 5 salariés (2)	55	69	43	26	2.177,5	111,5	108,8
6 à 9 salariés (2)	16	123	50	73	131,7	6,5	4,2
10 à 19 salariés (2)	9	154	73	81	153,6	0,2	—
20 à 49 salariés	19	598	376	222	1.385,8	21,8	17,5
50 à 99 salariés	8	603	131	472	527,8	27,8	27,0
100 à 199 salariés	7	967	244	723	1.462,7	86,3	3,7
200 salariés et plus	17	12.159	5.241	6.918	11.279,0	880,5	188,2
Total	**131**	**14.673**	**6.158**	**8.515**	**17.118,2**	**1.134,5**	**349,4**

(1) Hors apports. — (2) Le classement par taille des entreprises de transport maritime est à utiliser avec précaution en raison de la diversité des entreprises de la tranche « 0 à 19 salariés »; celle-ci regroupe les petits armements, des groupements d'intérêt économique ainsi que des sociétés-mères qui réalisent les investissements du groupe et confient la gérance technique des navires à des filiales.

TABLEAU L.04-1 B

Transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP classe 71)

Année 1988

Source : Observatoire économique et statistique des transports (enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise au 31 décembre	Nombre d'entreprises	Répartition du personnel salarié			Chiffre d'affaires net (hors taxes)	Investissements corporels du secteur d'entreprise (1) (en millions de francs)	
		Ensemble	Personnel sédentaire	Personnel navigant	En millions de francs	Total	dont matériel naval
0 à 5 salariés (2)	58	60	42	18	2.905,1	256,4	55,9
6 à 9 salariés (2)	14	113	34	79	53,9	18,0	16,0
10 à 19 salariés (2)	9	144	25	119	135,0	12,2	10,8
20 à 49 salariés	15	485	253	232	958,3	38,5	23,4
50 à 99 salariés	11	790	287	503	941,0	46,0	31,2
100 à 199 salariés	7	1.083	480	603	2.184,1	38,0	8,0
200 salariés et plus	16	11.070	4.819	6.251	11.123,7	806,2	601,9
Total	**130**	**13.745**	**5.940**	**7.805**	**18.301,2**	**1.215,3**	**753,2**

(1) Hors apports. — (2) Le classement par taille des entreprises de transport maritime est à utiliser avec précaution en raison de la diversité des entreprises de la tranche « 0 à 19 salariés »; celle-ci regroupe les petits armements, des groupements d'intérêt économique ainsi que des sociétés-mères qui réalisent les investissements du groupe et confient la gérance technique des navires à des filiales.

TABLEAU L.04-2 A

Auxiliaires de transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP 7401, 7404 et 7406)

Année 1987

Source : Observatoire économique et statistique des transports (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié permanent de l'entreprise au 31 décembre	Entreprises du secteur		Effectif permanent total du secteur salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	298	45,4	1.884	8,5	1.499,4	9,1	63,8	13,3
6 à 9 salariés	99	15,1	1.089	4,9	1012,2	6,2	11,8	2,5
10 à 19 salariés	81	12,3	1.563	7,0	1.088,4	6,6	22,1	4,6
20 à 49 salariés	111	16,9	5.126	23,0	3.296,0	20,1	85,5	17,8
50 à 99 salariés	45	6,9	4.626	20,8	3.148,3	19,2	161,4	33,7
100 à 199 salariés	11	1,7	2.466	11,1	1.870,8	11,4	43,6	9,1
200 salariés et plus	11	1,7	5.521	24,8	4.509,2	27,5	91,3	18,3
Total	**656**	**100,0**	**22.275**	**100,0**	**16.424,3**	**100,0**	**479,5**	**100,0**

TABLEAU L.04-2 B

Auxiliaires de transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise (NAP 7401, 7404 et 7406)

Année 1988

Source : Observatoire économique et statistique des transports (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié permanent de l'entreprise au 31 décembre	Entreprises du secteur		Effectif permanent total du secteur salarié et non salarié		Chiffre d'affaires net		Investissements totaux du secteur	
	En nombre	En %	En nombre	En %	En millions de francs	En %	En millions de francs	En %
0 à 5 salariés	290	46,2	2.239	10,9	1.757,8	10,5	68,7	11,5
6 à 9 salariés	90	14,3	820	4,0	832,6	5,0	12,7	2,1
10 à 19 salariés	91	14,5	1.728	8,4	1.373,7	8,2	35,9	6,0
20 à 49 salariés	98	15,6	4.856	23,6	2.880,6	17,2	78,8	13,2
50 à 99 salariés	36	5,7	4.059	19,7	3.301,8	19,7	272,0	45,7
100 à 199 salariés	16	2,6	2.616	12,7	2.377,4	14,1	52,5	8,8
200 salariés et plus	7	1,1	4.262	20,7	4.270,3	25,4	75,2	12,6
Total	**628**	**100,0**	**20.580**	**100,0**	**16.794,2**	**100,0**	**595,8**	**100,0**

TABLEAU L.04-3

Flotte de commerce française (1) en service

Situation au 1er janvier

Source : Direction de la Flotte de Commerce — *Unité :* Jauge en milliers de tonneaux

Catégorie de navires	1985		1986		1987		1988		1989		1990	
	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute	Nombre	Jauge brute
Navires à passagers (2)	26	166	27	178	26	173	27	171	25	167	30	224
dont :												
Paquebots et mixtes	2	17	2	17	2	17	2	7	2	7	2	7
Car et train-ferries	21	147	22	158	22	155	25	164	23	160	(3) 28	217
Cargos	243	2.993	221	2.685	191	2.175	172	1.823	158	1.693	138	1.536
dont :												
Cargos de ligne	72	350	63	310	49	251	42	191	43	177	32	141
Transporteurs de vrac sec	38	972	33	830	30	747	27	679	23	644	18	552
Caboteurs (moins de 500 tonneaux)	10	3	9	3	10	4	10	4	10	3	9	3
Pétroliers	80	4.839	63	2.968	66	2.614	62	2.394	58	2.269	55	2.110
dont :												
Pétroliers long-courriers	36	4.391	23	2.538	22	2.140	21	1.958	17	1.797	15	1.637
Total	**349**	**7.998**	**311**	**5.830**	**283**	**4.962**	**261**	**4.389**	**241**	**4.129**	**223**	**3.870**

(1) De plus de 100 tonneaux de jauge brute. — (2) Y compris les cargos mixtes de plus de 12 passagers et les aéroglisseurs. — (3) Dont 4 cargos de ligne reclassés.

TABLEAU L.04-4

Personnel embarqué de la marine de commerce

Situation au 31 décembre

Source : Direction des gens de Mer et de l'Administration générale

Catégorie de personnel	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Officiers :									
Pont et radio	2.427	2.405	2.247	2.097	1.860	1.515	1.370	1.323	1.203
Machine	1.601	1.591	1.497	1.330	1.161	914	826	771	663
Service général	24	29	26	13	13	8	9	10	9
Total	4.052	4.025	3.770	3.440	3.034	2.437	2.205	2.104	1.875
Non-officiers :									
Pont et radio	3.232	3.168	2.931	2.681	2.344	1.761	1.482	1.409	1.215
Machine	2.153	2.051	1.902	1.714	1.529	1.248	1.013	951	816
Service général	2.051	2.048	1.981	1.822	1.605	1.113	1.019	1.083	843
Total	7.436	7.267	6.814	6.217	5.478	4.122	3.514	3.443	2.874
Total général	(1) **11.488**	**11.321**	**10.584**	**9.657**	**8.512**	**6.559**	**5.719**	**5.547**	**4.749**
Personnel polyvalent (2) :									
Officiers	46	47	65	66	74	78	77	90	96
Non-officiers	329	262	268	206	219	170	160	160	177

NB. — Il s'agit des marins portés sur les rôles d'équipage des navires français armés (pilotins et portuaires exclus) : nombre de postes de travail.
(1) Y compris 29 personnes hors hiérarchie non ventilées dans les catégories de personnel. — (2) Non ventilé, non compris dans le total.

TABLEAU L.04-5

Trafic portuaire maritime pour l'ensemble des ports maritimes de commerce

(Trafic international et cabotage national. — Métropole)

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes

Année	Entrées				Sorties					Entrées + sorties			
	Nombre de navires	Tonnage de jauge nette (1)	Poids des marchandises	Nombre de passagers	Nombre de navires	Tonnage de jauge nette (1)	Poids des marchandises	Avitaillement	Nombre de passagers	Nombre de navires	Tonnage de jauge nette (1)	Poids des marchandises (2)	Nombre de passagers
	nombre	millier de tonneaux	millier de tonnes	millier	nombre	millier de tonneaux	millier de tonnes	millier de tonnes	millier	nombre	millier de tonneaux	millier de tonnes	millier
1979													
1980	84.961	298.360	258.939	7.501	84.632	296.358	71.586	6.759	7.561	169.593	594.718	337.284	15.062
1981	86.626	296.073	250.175	8.605	86.415	295.780	69.292	5.599	8.549	173.041	591.853	325.067	17.162
1982	81.529	298.243	224.171	9.674	81.088	295.992	75.499	5.559	9.646	162.617	594.235	305.229	19.326
1983	77.792	283.565	205.972	10.176	77.400	283.640	65.474	4.879	10.111	155.192	567.205	276.325	20.287
1984	74.357	284.226	196.450	10.281	74.357	283.321	70.110	4.074	10.276	148.714	567.547	270.634	20.557
1985	73.208	●	202.206	10.013	73.028	●	70.563	3.594	10.055	146.416	●	273.363	20.067
1986	74.245	●	199.081	10.268	74.245	●	75.176	3.832	10.398	148.490	●	278.089	20.666
1987	74.008	●	206.071	10.882	74.008	●	75.271	2.486	10.911	148.016	●	283.829	21.793
1988 *r*	74.447	●	203.253	10.713	*r* 74.447	●	77.782	●	10.760	*r* 148.894	●	281.035	21.473
	71.749	●	209.446	10.611	71.749	●	77.364	●	10.663	143.498	●	286.810	21.274

(1) La jauge nette n'est plus disponible depuis 1984. — (2) Y compris l'avitaillement.

TABLEAU L.04-6

Trafic des principaux ports maritimes : navires de commerce entrés

(Trafic international et cabotage national)

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes

Port (1)	Nombre de navires entrés						
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Dunkerque	6.155	6.191	6.088	6.541	6.611	7.027	6.284
Calais (2)	13.647	12.298	13.364	13.415	13.839	13.969	12.781
Boulogne-sur-Mer (2)	7.738	7.592	7.627	7.083	6.945	6.706	5.075
Dieppe	2.058	2.156	2.081	2.273	2.109	1.695	1.635
Le Havre	8.184	7.621	7.885	7.129	6.739	7.459	r 8.032
Rouen	3.511	3.590	3.397	3.438	3.700	3.365	3.293
Caen-Ouistreham	549	644	560	588	787	1.087	1.551
Cherbourg	2.438	2.482	2.183	2.588	2.651	2.426	2.622
Saint-Malo (2)	2.783	2.864	2.750	3.041	3.047	3.015	r 3.280
Brest	645	650	573	507	481	515	r 540
Lorient	298	272	278	293	337	299	484
Nantes, Saint-Nazaire	1.685	1.747	1.621	1.672	1.826	2.008	1.859
La Rochelle-Pallice	1.410	1.078	859	877	934	1.109	1.053
Bordeaux	1.732	1.517	1.441	1.456	1.590	1.544	1.443
Bayonne	930	927	810	788	750	840	849
La Nouvelle	384	441	415	453	454	516	509
Sète	1.614	1.506	1.564	1.623	1.327	1.344	1.172
Marseille	10.107	9.857	9.570	9.449	9.117	8.744	8.439
Toulon	235	400	340	334	393	366	316
Nice-Villefranche	829	767	819	877	662	689	r 738
Bastia	1.588	1.460	1.537	1.637	1.730	1.995	2.118
Ajaccio	949	984	879	832	729	793	861

(1) Classement selon un ordre géographique. — (2) Y compris aéroglisseurs et hydrofoils.

TABLEAU L.04-7

Trafic des principaux ports maritimes : passagers

(Trafic international et cabotage national)

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes — *Unité :* Millier de passagers

Port (1)	Passagers débarqués						Passagers embarqués					
	Trafic international			Cabotage national			Trafic international			Cabotage national		
	1986	1987	1988	1986	1987	1988	1986	1987	1988	1986	1987	1988
Dunkerque	615,5	639,6	801,7	—	—	—	618,0	643,8	799,0	—	—	—
Calais	4.580,2	4.544,6	4.314,4	0,4	0,2	—	4.606,3	4.606,5	4.376,0	0,5	0,6	0,3
Boulogne-sur-Mer	1.464,6	1.327,2	944,3	—	—	—	1.489,9	1.319,6	967,3	—	—	—
Dieppe	465,5	403,0	430,8	—	—	—	465,4	414,5	432,7	—	—	—
Le Havre	416,1	443,3	412,7	0,9	0,5	0,3	419,4	449,2	412,4	0,7	1,4	2,4
Cherbourg	555,5	511,0	522,1	—	—	—	541,6	505,8	510,6	—	—	—
Saint-Malo	395,4	365,2	403,6	0,3	1,1	0,3	372,8	352,7	378,7	0,3	0,4	0,5
Roscoff	162,8	149,4	195,2	—	—	—	168,6	152,8	199,5	—	—	—
Sète	38,3	43,2	41,6	—	—	—	42,8	42,4	39,4	—	—	—
Marseille	223,1	192,4	241,6	310,4	309,1	321,2	282,0	264,8	301,3	326,0	326,7	337,8
Toulon	18,6	18,0	18,9	52,6	52,0	56,7	21,1	18,3	16,0	54,8	51,3	52,0
Nice - Villefranche	14,4	15,5	24,5	287,3	281,7	273,6	14,8	14,7	24,2	269,3	269,7	263,7
Bastia	305,4	348,5	367,8	266,2	279,9	282,1	268,9	295,7	338,7	252,9	250,2	268,0
Ajaccio	9,3	16,7	20,2	255,7	234,5	258,5	9,3	16,7	18,7	243,5	246,9	245,8

(1) Classement selon un ordre géographique.

TABLEAU L.04-8

Trafic maritime de passagers (1)

(Trafic international et cabotage national)

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes — *Unité :* Millier de passagers

Pays de provenance ou de destination	1983	1984	1985	1986	1987
EUROPE					
France	2.476	2.414	2.518	2.624	2.768
dont : Continent-Corse	2.441	2.338	2.482	2.600	2.762
Italie (y compris Italie-Corse)	580	633	769	867	737
Royaume-Uni	16.478	15.881	16.174	17.449	16.886
dont : Îles anglo-normandes	466	483	523	491	443
Irlande	264	250	302	219	290
Espagne (y compris Baléares)	28	46	29	28	30
Grèce	—	—	—	—	—
Autres pays	27	47	33	17	16
Total « Europe »	**19.853**	**19.271**	**19.825**	**21.204**	**20.727**
AFRIQUE					
Maroc	37	37	35	41	66
Algérie	482	588	619	384	304
Tunisie	136	146	155	146	145
Autres pays	8	3	2	2	2
Total « Afrique »	**663**	**774**	**811**	**573**	**517**
AMÉRIQUE					
États-Unis	7	6	4	4	1
Autres pays	7	3	1	2	1
Total « Amérique »	**14**	**9**	**5**	**6**	**2**
Pays d'Asie et d'Océanie et autres pays non dénommés ailleurs et indéterminés	25	12	25	10	212
Ensemble	**20.555**	**20.066**	**20.666**	**21.793**	**21.458**

(1) Total des passagers embarqués et débarqués.

TABLEAU L.04-9

Trafic des principaux ports maritimes : marchandises

(Trafic international et cabotage national)

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes — *Unité :* Millier de tonnes

Ports	Marchandises débarquées						Marchandises embarquées					
	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Dunkerque	26.690,7	25.073,9	24.611,3	23.969,3	26.002,8	28,573,2	6.652,8	7.093,4	7.780,9	8.395,3	9.654,9	10.568,2
Calais	4.270,4	4.645,0	5.178,5	5.536,9	5.783,6	7.239,7	4.854,8	5.155,6	5.487,4	5.883,7	6.600,8	8.062,5
Boulogne-sur-Mer	1.746,5	1.749,3	2.048,2	1.949,6	*r* 2.048,7	2.169,1	1.695,2	1.963,3	2.119,4	2.391,1	2.368,2	2.665,9
Dieppe	941,6	1.176,0	983,3	888,4	889,9	958,3	1.135,5	1.246,1	1.182,3	1.088,6	1.140,3	1.096,4
Le Havre	42.948,6	39.471,5	38.155,6	39.177,2	38.434,4	40.155,6	11.016,4	9.264,0	9.051,8	11.968,1	11.416,4	12.083,9
Rouen	8.910,8	8.619,3	8.990,0	7.982,7	7.674,1	8.387,5	11.746,7	13.484,4	12.905,1	13.074,8	12.746,8	12.543,1
Caen-Ouistreham	1.283,9	1.395,3	1.507,7	1.661,5	1.883,2	2.105,4	742,5	1.013,9	887,7	975,2	1.405,2	1.274,6
Cherbourg	980,4	1.041,4	1.176,4	1.151,7	*r* 1.346,5	1.205,3	1.002,2	1.087,5	1.119,5	1.080,3	1.308,7	1.200,5
Saint-Malo	1.337,1	1.349,1	1.226,6	1.419,1	1.451,2	1.445,4	220,3	258,5	279,0	273,3	240,6	298,6
Brest	1.616,6	1.597,8	1.584,2	1.738,3	1.582,0	1.299,7	269,3	256,8	260,8	272,5	*r* 267,0	291,9
Lorient	1.744,2	1.888,9	2.362,3	2.732,6	2.951,9	3.027,6	47,3	35,6	39,2	14,4	36,6	36,6
Nantes-Saint-Nazaire	17.528,4	18.956,3	20.267,0	20.137,7	17.786,5	19.540,4	3.143,8	3.896,9	4.276,8	4.490,3	4.245,0	4.443,6
La Rochelle - Pallice	2.888,3	2.758,5	2.977,0	3.321,8	3.510,7	3.779,5	1.196,7	2.126,2	1.681,4	2.066,0	1.878,8	2.388,8
Bordeaux	6.819,7	7.165,4	5.680,9	5.953,4	5.747,0	6.008,1	3.191,2	3.414,8	3.530,6	3.493,4	3.105,5	3.144,7
Bayonne	1.079,1	930,7	806,5	930,6	1.009,1	1.034,5	2.584,8	2.552,1	2.339,5	2.389,2	2.443,2	2.474,3
Port-La Nouvelle	943,9	823,9	923,6	1.168,0	1.177,2	1.268,2	494,0	646,5	571,7	725,4	752,9	844,9
Sète	4.358,1	4.233,8	2.945,1	3.120,4	3.619,6	3.478,5	1.777,6	1.441,9	835,3	818,6	608,3	592,5
Marseille	71.526,6	71.544,4	80.039,5	75.419,4	81.389,3	75.673,1	16.485,8	17.850,0	18.526,6	15.846,4	14.371,7	17.746,3

TABLEAU L.04-10

Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie

(Trafic international et cabotage national. — Métropole)

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes — *Unité :* Millier de tonnes

Catégorie de marchandises	Marchandises débarquées (1)						Marchandises embarquées (1)					
	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	1988	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	1988
Produits agricoles et animaux vivants	4.766,2	4.249,2	4.162,7	4.461,5	4.345,8	4.423,1	14.356,7	14.129,2	17.918,6	17.399,0	18.742,9	18.591,2
Denrées alimentaires et fourrages	7.003,4	6.508,7	6.828,0	7.245,6	8.131,1	7.938,8	6.637,4	6.734,0	6.708,2	6.591,6	7.597,5	7.688,4
Combustibles minéraux solides	15.629,8	18.131,7	15.662,5	14.090,4	10.761,1	10.772,6	972,3	1.520,8	1.047,4	687,5	771,9	1.257,6
Produits pétroliers	128.659,5	128.107,7	125.878,5	133.978,7	130.147,9	132.237,8	19.038,7	17.815,0	18.746,5	20.000,9	17.140,5	15.661,3
Minerais et déchets pour la métallurgie	14.094,7	17.826,4	17.480,4	17.681,5	17.315,7	18.876,8	191,5	391,7	349,5	361,1	908,7	1.239,8
Produits métallurgiques	1.097,8	1.169,2	1.182,5	1.117,7	1.355,0	1.229,4	3.381,0	3.758,3	3.926,2	3.864,3	4.249,8	3.920,0
Minerais bruts ou manufacturés et matériaux de construction	5.222,0	4.649,5	5.388,8	4.395,4	4.796,2	5.719,1	5.439,9	5.574,3	5.497,9	4.888,2	4.035,8	4.192,7
Engrais	6.620,9	6.735,1	6.650,0	6.144,5	7.718,7	7.808,6	396,5	456,8	461,5	389,6	517,4	496,1
Produits chimiques	3.072,7	3.123,1	3.571,3	3.529,9	3.835,1	4.170,2	5.569,9	4.824,1	4.783,2	4.848,7	6.680,8	5.174,7
Autres (2)	10.282,7	11.705,9	12.276,5	13.426,2	14.846,3	16.269,3	14.119,5	15.348,9	15.736,4	16.240,2	17.136,7	19.142,2
Total des marchandises	**196.449,8**	**202.206,5**	**199.081,1**	**206.071,4**	**202.948,5**	**209.445,6**	**70.109,9**	**70.553,1**	**75.175,8**	**75.271,1**	**77.799,8**	**77.363,9**

(1) Non compris aéroglisseurs et hydrofoils. — (2) Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales.

TABLEAU L.04-11

Trafic maritime (ensemble des ports) : marchandises par mode de conditionnement (1)

(Trafic international et cabotage national. — Métropole)

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes — *Unité :* Million de tonnes

Mode de conditionnement des marchandises	Marchandises débarquées						Marchandises embarquées					
	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Liquides en vrac	131,4	130,7	129,3	136,8	133,9	136,3	23,8	21,4	22,3	23,7	22,5	19,5
Solides en vrac	46,0	51,1	48,9	46,6	45,1	47,3	18,0	18,7	22,6	21,3	23,5	24,6
Colis non conditionnés de 15 tonnes et moins	3,3	3,5	3,1	3,2	3,0		3,9	4,2	4,4	4,3	4,4	
Colis non conditionnés de plus de 15 tonnes	0,2	ε	ε	0,1	ε	(4) 19,5	0,6	0,1	0,1	0,1	ε	(4) 24,8
Marchandises conditionnées (2)	5,4	5,6	6,1	6,2	7,3		10,0	11,1	10,8	9,6	9,8	
Unités de charge (3)	2,9	3,3	3,3	3,7	3,1		3,3	4,4	4,1	4,4	4,8	
Non définis	2,8	3,0	3,2	3,9	5,1		2,6	2,9	3,2	4,0	4,7	
Conteneurs de 6 mètres de long et plus	4,5	5,0	5,0	5,5	5,7	(4) 6,3	7,1	7,8	7,8	7,9	7,9	(4) 8,5
Ensemble	**196,5**	**202,2**	***r* 199,1**	***r* 206,2**	**203,2**	**209,4**	**70,1**	**70,6**	***r* 75,2**	***r* 75,1**	**77,8**	**77,4**

(1) Non compris la pêche débarquée et l'avitaillement. — (2) Caisses, cartons, sacs, paquets, fûts, cylindres, rouleaux. — (3) Marchandises prépalettisées, préélinguées ou fardelées, cadres, conteneurs de moins de 6 m de long, plateaux, remorques. — (4) À partir de 1988, les postes colis, marchandises conditionnées, unités de charges, non définis, conteneurs sont regroupés sous l'appellation « marchandises diverses » dans les « résultats de l'exploitation des ports maritimes » (statistiques 1988).

TABLEAU L.04-12

Trafic des navires de commerce suivant les principaux pavillons

(Trafic international et cabotage national. — Ports maritimes de la France métropolitaine)

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes — *Unité :* Navire

Pavillon	Nombre de navires entrés							
	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Ensemble des pavillons	**81.529**	**77.792**	**74.357**	**73.208**	**74.245**	**74.008**	**74.447**	**71.749**
dont :								
CEE :								
Français	26.367	24.999	23.622	22.680	20.482	21.005	20.447	17.938
Allemagne (RFA)	4.134	3.898	3.671	3.566	3.779	3.617	3.329	2.913
Belge	350	515	378	217	568	370	415	574
Britannique	25.838	25.136	22.711	24.541	26.465	24.792	21.971	18.492
Danois	791	776	1.066	1.239	835	1.479	1.428	1.597
Espagnol	1.097	1.209	1.163	1.181	1.342	1.070	1.100	880
Grec	2.215	1.630	1.269	1.129	1.137	836	800	832
Irlandais	665	594	596	523	597	576	668	638
Italien	2.608	2.151	1.828	1.107	1.438	2.798	1.399	1.568
Néerlandais	1.714	1.863	1.972	1.664	1.868	1.832	1.982	1.628
Autres :								
Américain (USA)	143	132	98	105	112	73	65	126
Finlandais	653	815	887	349	304	191	166	132
Japonais	430	393	468	359	407	369	357	243
Libérien	1.269	1.226	1.196	946	1.149	1.094	1.053	996
Norvégien	1.744	1.185	990	812	861	668	496	623
Panaméen	1.892	1.771	2.237	1.978	2.478	2.355	2.251	2.367
Polonais	635	710	490	425	427	494	399	376
Singapour	616	616	571	530	474	415	426	341
Soviétique (URSS)	1.112	1.141	1.494	1.397	1.221	1.387	1.304	1.206

TABLEAU L.04-13

Trafic total de marchandises suivant les principaux pavillons

(Trafic international et cabotage national. — Ports maritimes de la France métropolitaine)

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes — *Unité :* Millier de tonnes

Pavillon	Marchandises débarquées					Marchandises embarquées				
	1984	1985	1986	1987	1988	1984	1985	1986	1987	1988
Ensemble des pavillons	**202.206,4**	**199.081,2**	**206.071,3**	**203.253,0**	**209.445,6**	**70.562,8**	**75.175,9**	**75.271,1**	**77.781,9**	**77.363,9**
dont :										
CEE :										
Français	41.490,6	37.284,6	29.928,1	*r* 25.242,8	22.448,9	18.183,2	17.982,1	*r* 18.730,3	*r* 17.623,2	16.229,2
Allemand (RFA)	6.681,7	4.582,2	3.116,2	3.612,5	2.789,6	2.524,5	2.968,2	3.351,8	3.017,4	3.125,6
Belge	2.754,0	4.090,4	3.405,6	*r* 1.879,1	1.829,1	208,2	207,2	452,4	333,8	402,4
Britannique	21.542,6	19.551,5	19.575,4	18.271,2	11.562,9	8.581,1	10.121,4	9.776,0	9.403,9	7.517,2
Danois	1.555,0	1.978,8	1.526,7	3.294,8	2.894,4	1.233,5	912,5	1.062,4	957,3	1.498,3
Grec	18.231,8	15.449,5	17.526,0	15.907,3	17.465,6	4.944,2	5.782,7	3.429,5	3.642,0	3.987,3
Irlandais	313,2	332,5	339,5	374,2	348,7	374,5	500,3	602,9	737,8	739,0
Italien	3.687,0	3.559,3	4.341,2	6.485,4	5.530,4	2.461,4	2.913,6	2.806,8	2.661,2	2.182,5
Néerlandais	2.820,8	1.787,2	1.814,0	*r* 1.931,2	1.661,3	1.708,7	1.928,7	2.124,1	2.115,1	1.758,2
Autres :										
Américain (USA)	1.245,6	1.139,5	698,1	768,1	646,5	202,1	504,7	257,4	75,0	259,0
Espagnol	6.793,8	5.691,7	3.554,9	2.842,1	3.962,8	1.798,5	2.310,9	2.145,1	4.130,8	2.260,5
Finlandais	3.144,2	2.541,1	924,3	744,2	851,6	367,8	279,7	260,5	248,0	273,1
Japonais	4.929,4	5.130,6	6.239,9	5.772,6	3.940,9	367,2	688,6	444,5	342,4	598,2
Libérien	25.300,0	28.699,7	33.400,6	28.967,1	27.439,5	4.175,9	5.111,9	5.776,0	3.123,5	3.449,5
Norvégien	10.418,7	13.301,0	10.068,8	6.629,7	6.113,5	1.165,7	1.291,4	1.022,9	633,6	791,7
Panaméen	6.238,7	9.578,9	10.360,9	11.184,5	11.515,9	3.652,3	5.738,1	4.590,7	4.800,7	4.648,9
Polonais	2.126,9	1.921,1	1.749,5	2.533,3	2.617,0	591,7	592,8	1.116,4	532,0	633,1
Singapour	4.584,9	4.892,8	3.129,5	3.560,7	3.124,2	1.046,9	718,7	931,8	936,3	833,8
Soviétique (URSS)	9.143,2	7.842,5	8.552,2	7.507,2	10.346,3	3.291,5	2.533,7	3.848,8	4.292,0	3.312,3

TABLEAU L.04-14

Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer : navires de commerce

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes

Département et port	Nombre de navires entrés						
	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Guadeloupe	1.162	1.223	1.472	1.239	1.099	1.255	1.458
Martinique (Fort-de-France)	724	1.064	1.023	903	1.129	1.329	1.413
Guyane	289	278	252	205	233	225	269
dont : Degrad-des-Cannes	241	243	223	180	209	225	269
Réunion (Pointe-des-Galets)	379	390	383	362	402	412	418

TABLEAU L.04-15

Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer : passagers et marchandises

Source : Direction des Ports et de la Navigation maritimes

Unités : Passager
Marchandises en milliers de tonnes

Département et port	Passagers (1)						Marchandises					
	Débarqués			Embarqués			Débarquées (2)			Embarquées (3)		
	1986	1987	1988	1986	1987	1988	1986	1987	1988	1986	1987	1988
Guadeloupe	70.090	73.738	63.963	69.780	72.893	63.224	1.071,1	*r* 1.469,3	*r* 1.331,4	428,8	394,0	463,5
Martinique (Fort-de-France)	213.511	*r* 288.010	*r* 388.126	214.020	*r* 286.966	*r* 389.162	1.207,8	*r* 1.509,6	1.573,4	679,5	*r* 678,6	708,9
Guyane	76	109	51	79	92	60	*r* 273,2	302,2	418,4	52,5	53,0	59,9
dont : Degrad-des-Cannes	76	109	51	79	*r* 99	60	273,2	302,0	418,4	51,2	53,0	59,9
Réunion (Pointes-des-Galets)	496	262	332	478	276	79	1.239,6	1.465,6	*r* 1.565,3	324,6	325,6	337,7

(1) Navigation côtière exclue. — (2) Produits de la pêche non compris. — (3) Avitaillement non compris.

TABLEAU L.04-16

Principaux ports maritimes mondiaux : trafic total de marchandises (1)

Source : Enquête annuelle du *Journal de la Marine marchande*

Unité : Million de tonnes

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
EUROPE :							
Amsterdam (Pays-Bas)	23,7	20,9	27,1	25,8	28,6	29,6	28,2
Anvers (Belgique)	84,2	80,3	90,3	86,2	90,2	91,1	96,9
Bilbao (Espagne)	●	22,7	23,6	25,9	25,8	24,0	26,3
Brême-Bremerhaven (République fédérale d'Allemagne)	26,2	26,6	28,6	29,8	29,5	30,0	31,1
Dunkerque (France)	32,9	30,2	33,3	32,2	32,4	32,4	35,7
Gand (Belgique)	22,9	23,9	26,6	26,7	24,2	24,3	24,2
Gênes (Italie)	44,0	42,2	44,3	42,8	46,2	●	41,9
Göteborg (Suède)	22,7	23,9	23,5	25,0	25,7	23,6	23,8
Grimsby-Immingham (Royaume-Uni)	●	●	●	28,3	32,0	●	33,8
Hambourg (République fédérale d'Allemagne)	61,6	50,6	53,5	59,5	54,5	56,7	58,7
Le Havre (France)	56,8	53,5	54,0	48,7	47,2	51,1	49,9
Londres (Royaume-Uni)	46,9	41,7	48,2	46,5	48,3	44,2	●
Marseille (France)	91,8	86,6	88,0	89,4	98,6	91,3	95,8
Nantes-Saint-Nazaire (France)	15,8	20,2	20,7	22,9	24,5	24,6	22,0
Rotterdam (Pays-Bas)	237,8	224,0	239,7	244,6	248,9	255,0	272,8
Tarragone (Espagne)	18,8	25,2	21,3	21,0	22,8	23,9	22,8
Tees-Hartlepool (Royaume-Uni)	35,4	33,5	32,3	30,2	30,3	33,5	37,0
Trieste (Italie)	28,0	26,3	●	27,7	22,9	24,9	22,5
Venise (Italie)	24,1	23,2	24,8	25,2	26,1	26,2	25,4
AFRIQUE :							
Richard's Bay (Afrique du Sud)	●	35,6	44,3	48,5	47,5	47,7	52,8
AMÉRIQUE :							
Los Angeles (États-Unis)	33,7	30,8	●	●	54,5	44,5	53,0
La Nouvelle-Orléans (États-Unis)	●	137,8	135,8	142,9	35,9	40,7	44,6
Vancouver (Canada)	49,1	51,6	59,3	56,1	57,6	64,0	71,3
ASIE :							
Hong-Kong (Hong-Kong)	37,1	43,3	47,5	53,7	62,5	70,5	81,3
Kaohsiung (Taïwan)	43,3	51,8	53,8	55,2	60,7	67,9	78,8
Kawasaki (Japon)	●	83,3	●	●	87,8	90,4	●
Kobé (Japon)	●	●	157,1	●	157,9	●	●
Osaka (Japon)	84,9	84,0	●	86,1	●	●	86,1
Shimuzu (Japon)	14,3	14,5	15,9	15,5	16,4	17,3	18,0
Singapour (Singapour)	101,0	106,3	111,9	105,8	120,7	129,5	154,7
Yokohama (Japon)	111,8	●	117,6	●	110,3	108,6	●
OCÉANIE :							
Dampier (Australie)	30,4	34,9	40,7	41,3	●	●	43,6
Port Hedland (Australie)	30,5	35,3	36,6	35,6	37,4	42,9	●

(1) Tous produits sauf avitaillement. Pour diverses raisons, des lacunes subsistent et des ports importants (tels Shanghaï ou New York), ne répondant pas à l'enquête, sont absents de cette liste.

TABLEAU L.04-17

Accidents de mer (1)

Source : Direction du service des Phares et Balises de la navigation — *Unité :* Accident ou victime

Genre d'accident et année	Navires de commerce			Navires de pêche			Bateaux de plaisance			Total		
		Victimes			Victimes			Victimes			Victimes	
	Accidents	Décédées ou disparues	Blessées	Accidents	Décédées ou disparues	Blessées	Accidents	Décédées ou disparues	Blessées	Accidents	Décédées ou disparues	Blessées
Naufrages, abordages, échouements, heurts, chavirements												
1979	37	74	5	65	39	—	396	37	14	498	150	19
1980	15	—	1	32	8	—	334	18	3	381	26	4
1981	2	—	—	50	16	4	341	22	12	393	38	16
1982	12	—	10	64	9	5	317	32	12	393	41	27
1983	8	—	—	48	16	2	339	25	8	395	41	10
1984	7	—	4	23	1	8	278	28	16	308	29	28
1985	21	—	—	51	13	1	436	50	20	508	63	21
1986	3	8	12	59	15	6	456	42	34	518	65	52
1987	4	—	—	69	32	17	400	19	21	473	51	38
1988	13	—	1	66	30	2	527	32	18	606	62	21
1989	5	—	—	48	4	1	538	23	22	591	27	23
Incendies et accidents de machines												
1979	10	50	2	7	1	1	32	—	4	49	51	7
1980	28	—	1	2	1	—	121	—	—	151	1	1
1981	—	—	—	5	—	—	24	2	5	29	2	5
1982	2	—	—	2	—	1	34	—	4	38	—	4
1983	1	1	15	4	—	—	16	—	2	21	1	17
1984	—	—	—	3	—	—	15	—	2	18	—	2
1985	58	—	—	124	—	—	705	—	10	887	—	10
1986	8	—	—	206	1	6	663	10	13	877	11	19
1987	7	—	—	264	—	4	705	1	10	976	1	14
1988	28	—	—	269	1	3	919	7	15	1.216	8	18
1989	14	—	—	252	—	—	907	1	4	1.173	1	4
Voies d'eau, divers, accidents individuels												
1979	67	14	28	104	16	42	144	38	28	315	68	98
1980	43	12	10	37	16	9	274	16	10	354	44	29
1981	41	9	7	154	41	43	301	50	14	496	100	64
1982	17	4	6	129	33	33	235	24	21	381	61	60
1983	20	2	3	135	26	38	366	29	16	521	57	47
1984	32	4	7	87	53	13	313	29	13	432	86	33
1985	78	9	21	149	7	55	130	11	35	357	27	111
1986	29	—	5	143	15	62	132	20	36	304	35	103
1987	18	1	7	160	9	61	144	20	50	322	30	118
1988	76	12	33	150	12	80	138	19	44	364	43	157
1989	27	2	12	152	8	64	190	20	41	369	30	117
Ensemble												
1979	114	138	35	176	56	43	572	75	46	862	269	124
1980	86	12	12	71	25	9	729	34	13	886	71	34
1981	43	9	7	209	57	47	666	74	31	918	140	85
1982	31	4	16	195	42	38	586	56	37	812	102	91
1983	29	3	18	187	42	40	721	54	26	937	99	84
1984	39	4	11	113	54	21	606	57	31	758	115	63
1985	157	9	21	324	20	56	1.271	61	65	1.752	90	142
1986	40	8	17	408	31	74	1.251	72	83	1.699	111	174
1987	29	1	7	493	41	82	1.249	40	81	1.771	82	170
1988	117	12	34	485	43	85	1.584	58	77	2.186	113	196
1989	46	2	12	452	12	65	1.635	44	67	2.133	58	144

(1) Il s'agit uniquement des accidents de mer survenus à des bateaux français sur l'ensemble des mers du globe.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère délégué chargé de la Mer :
  - Direction de la flotte de Commerce, 3, place de Fontenoy, 75007 Paris. Tél. : (1) 42 73 55 05.
  - Direction des Gens de mer et de l'Administration générale.
  - Direction des Ports et de la Navigation maritimes.
  - Centre administratif des Affaires maritimes, 27, quai Solidor, 35408 Saint-Malo Cedex. Tél. : 99 82 78 78.

  Statistiques maritimes françaises (trimestriel).
  Statistiques mensuelles des ports maritimes de commerce.
  Activité des ports maritimes de commerce (annuel).
  Résultats de l'exploitation des ports maritimes (annuel).
  Statistique plaisance (annuel).

- Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer.
  - Observatoire économique et statistique des transports, 55, rue Brillat-Savarin, 75658 Paris Cedex 13. Tél. : (1) 45 89 89 27.

  Mémento des statistiques des transports.
  Enquête annuelle d'entreprise : *Les transports maritimes. Les auxiliaires des transports maritimes.*
  Comment évaluer la part du trafic maritime né de notre commerce extérieur qui échappe aux ports français. Application du système d'information sur les transports de marchandises.

- Comité Central des Armateurs de France (CCAF), 73, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 65 36 04.

  Brochure annuelle : *Le transport maritime français.*

DISPONIBLE EN LIBRAIRIE

1989 : UNE ECONOMIE PLUS FORTE

LE BILAN DE L'ECONOMIE FRANÇAISE



- L'évolution de l'économie française en 1989 expliquée et resituée dans le contexte européen.
- Un dossier détaillé sur le financement de l'investissement.
- 39 articles portant sur les points qui ont caractérisé l'économie française en 1989.
- Une chronologie des principaux évènements économiques survenus en France et à l'étranger.

LE RAPPORT SUR LES COMPTES DE LA NATION EST PUBLIÉ EN 2 PARTIES

Le rapport proprement dit :
- **"1989 : UNE ECONOMIE PLUS FORTE"** *(format 16 x 24 - 330 pages)*
- **"LES COMPTES ET INDICATEURS ECONOMIQUES"** présentant les résultats détaillés *(format 21 x 29,7 - 376 pages)*

BON DE COMMANDE

A RETOURNER à CNGP - INSEE BP 2718 - 80040 AMIENS CEDEX

❑ Je souhaite recevoir ____ exemplaire(s) de **"1989, une économie plus forte"** au prix de **130 F**

❑ Je souhaite recevoir ____ exemplaire(s) de **"Comptes et indicateurs économiques"** au prix de **130 F**

+ participation aux frais d'expédition : **10 F** par envoi France - **20 F** par ouvrage Etranger

Nom, Prénom _____
Société _____
Adresse complète _____
_____

Ci-joint un chèque de _____ F à l'ordre de l'INSEE

Date : Signature :

insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Chapitre L.05

Transports aériens

1. Les entreprises du secteur des transports aériens
2. Activité des principales compagnies
3. Trafic des aérodromes
4. Sécurité

1. Les entreprises du secteur des transports aériens

Le secteur des transports aériens (NAP classe 72) regroupe l'ensemble des entreprises qui ont une activité commerciale de transport public de passagers, de poste et de marchandises, que ce transport soit effectué par lignes régulières ou à la demande (charters ou taxi aérien).

Ce secteur groupe autour de la compagnie nationale Air France, les compagnies UTA et Air Inter et comporte environ 150 entreprises d'importance diverse.

2. Activité des principales compagnies de transport aérien
(tableau 5)

Les résultats d'exploitation des grandes compagnies : Air France, UTA et Air Inter sont donnés par faisceau de lignes (la ligne étant définie comme une suite fixe et ordonnée d'escales reliées par un même vol et le faisceau comme un groupe de lignes appartenant à un même secteur géographique).

Le trafic ne concerne que les passagers payants.

• *Coefficient d'utilisation (trafic passagers)*

Rapport du nombre de passagers-kilomètres payants transportés au nombre de sièges-kilomètres offerts (offre d'une place sur un kilomètre).

• *Coefficient d'utilisation (trafic global)*

Rapport du nombre de tonnes-kilomètres transportées au nombre de tonnes-kilomètres offertes (offre d'une tonne de chargement sur un kilomètre).

3. Trafic des aérodromes
(tableaux 6 à 12)

Les mouvements d'appareils comprennent les atterrissages et décollages sur chaque aérodrome.

Le trafic de passagers et marchandises concerne les transports payants et non payants.

Les passagers en transit direct, c'est-à-dire originaires d'une escale antérieure et à destination d'une escale ultérieure du même vol ne sont compris qu'une fois dans les statistiques.

Les passagers en transit de correspondance qui continuent leur voyage avec un autre appareil, sous un autre numéro de ligne, ne sont pas distingués des passagers locaux : ils sont donc comptés à l'arrivée et au départ de l'aérodrome.

Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure de transit direct.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du Ministère chargé des Transports (Direction générale de l'aviation civile).

4. Sécurité

Il n'existe pas de statistiques mondiales complètes sur le niveau de sécurité de l'aviation générale c'est-à-dire des vols autres que ceux du transport aérien régulier ou non régulier.

On estime cependant qu'en 1987, l'aviation générale a enregistré quelque 900 accidents mortels qui ont fait environ 1.650 victimes.

Le tableau 13 donne les statistiques mondiales (à l'exclusion de l'URSS) relatives à la sécurité de l'aviation civile pour les vols réguliers et non réguliers.

*
* *

TABLEAU L.05-1 A

Transports aériens : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise

Année 1987

Source : Observatoire économique et statistique des transports (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise	Nombre d'entreprises	Ensemble du personnel salarié et non salarié	Répartition du personnel salarié à temps plein		Chiffre d'affaires net (hors taxes)		Investissements corporels du secteur d'entreprise (1)	
			Personnel sédentaire (2)	Personnel navigant (2)	en millions de F	par personne occupée (millier de F)	Montant (million de F)	*dont :* matériel de transport
0 à 9 salariés	70	231	110	71	375,6	826,8	48,4	44,5
10 à 19 salariés	10	120	55	55	143,9	1.199,0	26,6	17,3
20 à 99 salariés	16	617	330	277	1.804,9	2.925,2	132,6	121,6
100 salariés et plus	12	3.596	2.231	1.329	4.046,4	1.125,3	654,4	491,9
Grandes compagnies (3)	3	44.089	31.351	9.200	41.981,8	952,2	3.050,4	1.222,1
Ensemble	**111**	**48.653**	**34.077**	**10.932**	**48.352,6**	**993,8**	**3.912,3**	**1.897,4**

(1) Hors apports. — (2) Non compris le personnel hors métropole. — (3) Air France, Air Inter, UTA.

TABLEAU L.05-1B

Transports aériens : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise

Année 1988

Source : Observatoire économique et statistique des transports (Enquête annuelle d'entreprise)

Effectif salarié de l'entreprise	Nombre d'entreprises	Ensemble du personnel salarié et non salarié	Répartition du personnel salarié à temps plein		Chiffre d'affaires net (hors taxes)		Investissements corporels du secteur d'entreprise (1)	
			Personnel sédentaire (2)	Personnel navigant (2)	en millions de F	par personne occupée (millier de F)	Montant (million de F)	*dont :* matériel de transport
0 à 9 salariés	86	274	148	102	494,4	1.804,4	113,9	103,9
10 à 19 salariés	10	123	69	52	139,0	1.130,1	32,1	29,9
20 à 99 salariés	20	878	551	327	2.357,9	2.685,5	495,2	471,8
100 salariés et plus	12	4.422	2.675	1.746	5.289,3	1.182,5	645,9	445,0
Grandes compagnies (3)	3	46.439	35.913	10.526	45.372,2	977,0	7.014,1	5.099,9
Total	**131**	**52.136**	**39.356**	**12.753**	**53.652,8**	**1.029,1**	**8.301,2**	**6.150,5**

(1) Hors apports. — (2) Non compris le personnel hors métropole. — (3) Air France, Air Inter, UTA.

TABLEAU L.05-2

Personnel des principales compagnies (1) de transport aérien

Source : Direction générale de l'Aviation civile

Compagnie de transport aérien	Personnel navigant					Personnel au sol		Total général
	Personnel technique de bord		Personnel commercial de bord		Total			
	Pilotes et copilotes (2)	Mécaniciens Navigants	Encadrement du personnel navigant (3)	Stewards et hôtesses (4)		Personnel d'entretien	Personnel administratif	
Air France	1.560	731	5.760		8.051	9.773	21.287	39.111
UTA	245	131	951		1.327	1.922	3.538	6.787
Air Inter	623	235	1.751		2.609	1.898	5.543	10.050
Total au 31 décembre 1989	**2.428**	**1.097**	**8.462**		**11.987**	**13.593**	**30.368**	**55.948**
Air France	1.508	699	5.285		7.492	8.696	20.833	37.021
UTA	210	130	860		1.200	1.902	3.378	6.480
Air Inter	580	249	1.461		2.290	1.676	5.163	9.129
Total au 31 décembre 1988	**2.298**	**1.078**	**7.606**		**10.982**	**12.274**	**29.374**	**52.630**
31 décembre 1987	2.198	1.034	6.948		10.180	12.099	28.509	50.788
31 décembre 1986	2.104	1.064	6.433		9.601	12.188	28.070	49.859
31 décembre 1985	2.037	1.092	798	5.484	9.411	11.865	28.530	49.806
31 décembre 1984	2.015	1.055	348	5.713	9.131	11.557	28.386	49.074
31 décembre 1983	1.993	1.074	355	5.583	9.005	11.665	27.769	48.439
31 décembre 1982	1.971	1.088	327	5.542	8.928	11.915	27.308	48.145
31 décembre 1981	1.933	1.097	1.153	4.394	8.577	11.819	26.261	46.657
31 décembre 1980	1.974	1.090	1.036	4.299	8.399	11.979	25.666	45.944

(1) Compagnies dites du *premier groupe.* — (2) Y compris les pilotes à qualification unique et les stagiaires. — (3) Y compris les instructeurs, les chefs de cabine. — (4) Y compris les auxiliaires.

TABLEAU L.05-3

Flottes de transport des principales compagnies de transport aérien

Situation au 1er janvier

Source : Direction générale de l'Aviation civile — *Unité :* Appareil

Compagnie de transport aérien et type d'appareils	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
AIR FRANCE	*98*	*91*	*88*	*98*	*100*	*101*	*106*	*105*	*105*	*111*
soit : Concorde (1)	7	7	7	7	7	7	7	5	5	5
Boeing 747 Cargo	4	5	6	6	6	6	7	8	8	8
Boeing 747 (100 et 200)	23	24	25	25	25	24	26	26	26	27
Boeing 727-200	25	29	29	29	29	29	29	25	25	22
Boeing 737-200	—	—	1	12	12	12	14	16	16	16
Airbus A 300	17	20	20	19	18	18	17	14	14	15
Airbus A 310	///	///	///	///	3	5	6	7	7	9
Airbus A 320	///	///	///	///	///	///	///	4	4	9
UTA	*19*	*18*	*17*	*12*	*11*	*11*	*11*	*11*	*11*	*13*
soit : Boeing 747 (2)	4	4	5	5	4	5	5	5	5	7
Douglas DC 10-30	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
AIR INTER	*44*	*44*	*41*	*42*	*44*	*45*	*43*	*45*	*45*	*52*
soit : Airbus A 300	8	9	12	13	14	17	17	18	18	19
SE 210 « Caravelle XII »	9	10	12	12	12	12	12	12	12	12
Mercure	10	10	10	10	11	11	11	11	11	11
Airbus A 320	///	///	///	///	///	///	///	4	4	10

(1) Certains de ces appareils ne volent plus mais continuent à figurer dans la flotte car on y prélève des pièces de rechange pour ceux qui volent. Ils peuvent ne pas figurer dans l'inventaire de la flotte de certaines sources statistiques. — (2) Dont un Boeing 747 cargo.

TABLEAU L.05-4

Aéronefs civils inscrits au registre du bureau Veritas

Situation au 31 décembre

Source : Bureau Veritas

Unité : Appareil

Catégorie d'utilisateurs	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Avions :											
Transport aérien	519	549	537	538	555	573	482	528	563	634	655
Aviation générale	4.656	4.676	4.728	4.721	5.181	5.074	5.285	5.374	5.430	5.589	5.745
CNRA (1)	571	616	635	677	728	782	822	881	935	1.019	1.110
Autres	993	998	826	742	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble	**6.739**	**6.839**	**6.726**	**6.678**	**6.464**	**6.429**	**6.589**	**6.783**	**6.928**	**7.242**	**7.510**
Hélicoptères :											
Transport aérien	84	103	113	137	29	16	135	134	148	171	189
Aviation générale	74	80	78	85	246	240	326	351	366	446	487
Autres	165	166	162	171	155	197	—	—	—	—	—
Ensemble	**323**	**349**	**353**	**393**	**430**	**453**	**461**	**485**	**514**	**617**	**676**
Planeurs	1.556	1.546	1.556	1.618	1.657	1.734	1.758	1.815	1.859	1.888	1.909
Ballons libres (aérostats)	•	•	•	•	•	242	261	318	367	433	486
Total des aéronefs inscrits au registre (2)	**8.618**	**8.734**	**8.635**	**8.689**	**8.551**	**8.858**	**9.069**	**9.401**	**9.668**	**10.180**	**10.581**

(1) CNRA : Certificat de navigabilité restreinte avions ou planeurs. — Appareils non conformes aux normes de l'OACI (Organisation aérienne civile internationale). Ils ne peuvent survoler que les territoires français (métropole ou pays d'outre-mer). — (2) Y compris Ballons depuis 1984.

TABLEAU L.05-5

Trafic de lignes des principales compagnies de transport aérien

Année 1989

Source : Direction générale de l'Aviation civile

Faisceau de lignes (1)	Trafic de passagers			Trafic global				
	Passagers payants transportés	Passagers km payants transportés	Coefficient d'utilisation	Tonnage kilométrique transporté				Coefficient d'utilisation
				Passagers et bagages	Fret	Poste	Total	
Unités :	millier	million	%	million de t-km				%
AIR FRANCE								
Trafic intérieur à la métropole	1.926,1	1.148,2	72,1	103,3	2,3	0,1	105,7	60,7
Trafic entre la France et :								
— l'Algérie	1.240,0	1.458,9	75,4	131,3	3,8	0,7	135,8	66,0
— le Maroc	339,9	623,6	62,5	56,1	13,5	0,7	70,3	57,3
— la Tunisie	339,9	414,2	68,6	37,3	5,1	0,4	42,8	62,2
— autres Afrique	763,8	4.691,1	71,6	422,2	340,3	28,2	790,7	66,8
— l'Europe	7.863,0	6.392,6	61,9	575,3	61,6	5,5	642,4	54,7
— le Proche-Orient	277,3	1.022,0	63,7	92,0	42,0	1,5	135,5	60,3
— l'Asie	634,4	5.344,4	75,2	481,0	1.119,2	16,6	1.616,8	70,3
— l'Amérique du Nord	1.017,6	6.906,5	72,1	621,6	1.155,1	12,3	1.789,0	68,0
— les Antilles	988,5	6.562,6	74,6	590,6	132,9	24,1	747,6	60,6
— les Caraïbes (2)	442,2	299,5	66,7	27,0	3,2	0,2	30,4	33,2
— l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud	240,0	1.880,1	73,4	169,2	382,5	8,9	560,6	76,2
Autres liaisons :								
Vols spéciaux	26,6	102,8	59,4	9,3	20,6	—	29,9	48,9
Total : Air France	**16.099,8**	**36.846,7**	**70,5**	**3.316,2**	**3.282,1**	**99,1**	**6.697,5**	**65,5**
UTA								
Trafic entre la France et :								
— l'Afrique centrale et occidentale	414,8	1.971,7	65,4	177,5	155,2	5,5	338,2	51,4
— l'Afrique du Sud	72,7	485,9	62,6	43,7	184,2	1,1	229,0	56,6
— l'Extrême-Orient	145,8	1.622,2	76,5	146,0	83,2	10,7	239,9	69,9
— le Pacifique et l'Amérique	214,1	1.444,4	71,3	130,0	97,7	6,5	234,2	63,2
— le Proche-Orient	6,3	11,1	50,3	1,0	4,2	—	5,2	37,5
Autres liaisons :								
Divers Afrique	0,3	1,6	30,1	3,7	1,8	—	1,9	35,5
Total : UTA	**854,0**	**5.536,9**	**69,5**	**498,3**	**526,3**	**23,8**	**1.048,4**	**58,4**
AIR INTER								
Total : Air Inter	**15.688**	**8.595**	**70,3**	**739,1**	**31,4**	**3,8**	**774,3**	**62,5**
Total année 1989	**32.641,8**	**50.978,6**	**...**	**4.543,6**	**3.839,8**	**126,7**	**8.320,2**	**...**
Année 1988	29.384,0	47.389,6	69,7	4.223,4	3.693,4	110,0	8.086,8	63,9
Année 1987	27.110,5	44.343,9	69,2	3.935,4	3.415,0	112,0	7.462,3	65,5
Année 1986	24.755,5	39.536,5	66,0	3.506,9	3.136,0	116,0	6.758,9	64,0
Année 1985	23.991,4	39.655,4	67,9	3.522,6	2.900,1	119,1	6.541,9	62,4
Année 1984	23.142,6	38.443,0	67,2	3.415.155	2.827.825	111.942	6.354.922	65,2
Année 1983	22.679,6	38.450,8	65,3	3.416.983	2.535.089	113.121	6.065.193	63,7
Année 1982	21.830,4	37.692,4	64,8	3.352.216	2.199.991	131.749	5.683.956	61,5

(1) Seules, dans ce classement, sont prises en compte les extrémités de lignes, et non les escales. — (2) Trafic interne.

TABLEAU L.05-6

Trafic commercial de passagers payants et non payants

Relations de pays à pays

Source : Direction générale de l'Aviation civile

Unité : Millier de passagers

	F ou E (1)	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Intérieur métropole	F	11.219,8	12.805,8	13.277,7	13.568,9	13.999,4	15.394,0	16.934,9	18.149,5	20.196,7
	E	105,9	116,6	62,2	62,4	65,4	25,2	33,5	29,9	39,6
Métropole-outre-mer	F	758,3	892,9	923,8	899,6	902,5	1.030,0	1.410,5	1.578,6	1.535,4
	E	2,2	4,2	9,3	2,6	3,3	0,3	—	0,1	—
Métropole-étranger	F	10.793,1	11.261,9	10.640,3	11.425,7	12.353,2	(2) 12.531,6	13.799,8	14.497,4	17.075,6
	E	12.176,3	13.493,9	12.835,6	13.443,0	14.021,6	(2) 14.477,3	15.351,4	17.141,6	19.301,7
soit : Europe	F	5.695,5	6.093,0	5.700,9	6.144,6	6.608,3	6.903,8	7.932,3	8.957,7	10.034,7
	E	7.001,5	7.789,9	7.234,6	7.485,3	7.668,6	7.572,8	8.155,4	8.971,3	11.038,5
dont : Allemagne (République fédérale d')	F	621,2	662,8	663,7	684,6	753,6	802,8	916,8	1.037,6	1.188,1
	E	860,0	902,1	791,4	823,0	817,3	827,2	877,7	977,4	1.201,7
Belgique	F	192,9	172,3	104,1	107,4	180,2	277,1	265,2	286,5	318,4
	E	195,0	226,1	291,4	299,1	259,2	219,4	229,5	249,1	299,5
Danemark	F	119,1	150,7	151,8	156,3	154,7	145,4	145,4	162,1	170,7
	E	184,6	178,5	170,6	182,2	187,2	186,7	214,3	209,3	229,5
Irlande	F	25,0	10,9	32,3	54,2	64,9	56,7	66,8	77,5	120,2
	E	203,9	204,3	158,3	134,0	137,2	132,4	140,8	173,1	183,2
Italie	F	953,3	1.072,2	935,6	990,7	1.024,9	1.025,1	1.201,0	1.371,5	1.477,3
	E	583,5	765,4	734,9	765,9	819,9	814,1	896,9	975,2	1.157,5
Luxembourg	F	0,8	0,8	0,8	0,4	0,4	6,9	8,4	8,1	9,3
	E	57,8	61,5	58,7	59,3	61,6	56,3	57,4	60,0	56,3
Pays-Bas	F	259,7	252,3	244,1	247,4	225,2	262,1	291,6	329,4	348,9
	E	269,9	317,0	293,3	313,8	334,2	362,7	383,3	426,6	490,3
Royaume-Uni	F	1.370,2	1.454,9	1.412,9	1.469,2	1.531,7	1.618,4	1.881,5	2.165,0	2.428,6
	E	1.750,8	1.967,9	1.918,6	2.116,2	2.250,6	2.161,9	2.489,8	2.788,9	3.505,2
Espagne	F	579,2	631,8	563,7	685,2	659,2	692,9	836,0	1.055,8	1.173,5
	E	901,7	1.008,9	879,9	800,2	766,9	777,2	735,9	768,4	922,5
Grèce	F	442,4	484,2	408,5	475,1	572,7	566,7	655,0	664,8	752,3
	E	148,5	191,6	189,7	221,7	188,7	158,8	190,9	199,1	158,3
Portugal	F	165,6	160,4	143,9	161,6	165,0	179,3	202,3	227,1	255,2
	E	172,7	196,6	179,5	174,6	182,4	186,7	203,2	239,4	285,4
Suisse	F	551,3	526,0	554,6	537,5	558,2	575,4	613,8	631,3	656,6
	E	746,6	759,4	680,3	659,7	697,8	696,4	716,9	740,8	1.107,2
Afrique	F	3.081,0	3.156,0	3.062,5	3.339,9	3.702,3	3.348,6	3.369,6	3.047,5	3.979,5
	E	3.126,3	3.495,9	3.350,5	3.527,1	3.638,1	3.583,6	3.545,8	4.024,5	3.898,2
dont : Algérie	F	1.269,0	1.220,2	1.215,3	1.370,9	1.552,9	1.140,2	1.020,9	1.117,0	1.243,7
	E	1.310,9	1.365,6	1.353,0	1.523,6	1.639,7	1.416,9	1.264,8	1.311,9	1.427,5
Maroc	F	390,0	417,6	396,4	409,3	439,4	433,2	485,6	511,9	546,7
	E	505,4	604,6	533,3	547,9	570,6	584,5	612,4	654,4	652,3
Tunisie	F	525,7	492,7	467,1	527,6	634,0	583,9	622,9	694,7	742,9
	E	617,6	736,1	707,2	697,8	667,9	703,2	746,9	665,3	686,1
Amérique	F	1.059,1	1.075,6	1.006,2	1.113,3	1.207,6	1.338,0	1.557,6	1.703,3	1.909,6
	E	988,8	1.120,0	1.136,9	1.359,7	1.578,5	2.006,7	2.380,0	2.622,8	2.915,3
dont : Canada	F	143,9	150,5	161,4	177,7	214,2	174,0	200,3	200,2	216,2
	E	183,5	225,0	216,9	252,3	278,7	398,1	417,1	454,8	518,7
Etats-Unis	F	645,4	666,3	615,9	689,4	749,0	777,4	922,8	1.016,4	1.055,2
	E	650,0	746,1	779,3	927,0	1.109,8	1.251,0	1.557,6	1.785,5	1.977,2
Asie	F	805,5	847,1	802,5	784,1	786,9	(2) 735,7	837,6	680,2	1.032,3
	E	859,8	992,3	986,4	990,7	1.061,4	(2) 1.051,9	1.125,6	1.406,2	1.324,2
dont : Israël	F	198,8	166,9	140,7	143,3	143,0	138,6	189,0	180,7	208,1
	E	202,2	256,6	286,8	286,2	285,5	319,4	316,4	283,3	290,2
Japon	F	118,1	130,0	138,6	146,1	155,3	182,4	211,8	229,3	300,5
	E	136,3	155,8	143,1	143,6	149,9	151,4	183,9	217,2	257,9
Océanie et indéterminés	F	141,0	90,2	59,3	43,8	39,0	205,5	102,7	108,7	119,3
	E	91,6	95,8	64,0	80,1	74,9	262,3	144,6	116,7	125,5
Ensemble des relations	**F**	**22.771,2**	**24.960,6**	**24.841,8**	**25.894,3**	**27.255,1**	**(2) 28.955,6**	**32.145,2**	**34.225,5**	**38.807,7**
	E	**12.284,4**	**13.614,6**	**12.907,1**	**13.508,0**	**14.090,3**	**(2) 14.502,8**	**15.384,9**	**17.171,7**	**19.341,3**

(1) Transporteur français ou étranger. — (2) Non compris 33,8 milliers de passagers entre la France et l'Iran, exploitants français et étrangers confondus.

TABLEAU L.05-7

Trafic d'aérodromes

Trafic local (arrivées + départs) des mouvements d'appareils commerciaux. Métropole

Source : Direction générale de l'Aviation civile — *Unité :* Décollage ou atterrissage

	1980	(1) 1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
MOUVEMENT PAR NATIONALITÉ DE L'EXPLOITANT :										
Française	491.893	460.007	490.984	488.884	504.232	512.323	560.616	629.604	687.020	737.768
dont : Air France, UTA et Air Inter	320.500	296.398	318.427	317.079	319.059	320.372	334.859	360.426	384.092	415.590
Étrangère	197.550	193.621	207.637	204.990	214.590	226.731	223.137	228.621	252.164	281.137
MOUVEMENTS PAR NATURE DE VOL :										
Vol régulier	594.293	579.669	597.920	599.702	615.201	627.008	658.167	714.882	779.298	839.292
Vol non régulier	95.150	91.622	100.701	94.172	103.621	112.046	125.717	143.343	159.972	179.613
Ensemble des mouvements commerciaux (trafic local)	**690.440**	**681.244**	**701.150**	**696.217**	**721.608**	**742.225**	**783.884**	**858.222**	(2) **939.270**	**1.018.905**

(1) En 1981, la somme de la ventilation du trafic n'atteint pas le total général, certains vols n'ayant pu être classés faute d'informations. — (2) En 1988, la somme de la ventilation du trafic par nationalité n'atteint pas le total général, les arrondis n'ayant pu être calculés de la même manière dans les deux ventilations.

TABLEAU L.05-8

Trafic d'aérodromes

Trafic de passagers (arrivées + départs). Métropole

Source : Direction générale de l'Aviation civile — *Unité :* Millier de passagers

	1980	1981	1982	1983	1984	(1) 1985	1986	1987	1988	1989
TRAFIC LOCAL										
Exploitants français	32.091,3	33.901,4	37.626,8	38.063,2	39.400,6	44.776,5	43.744,0	48.468,0	52.689,5	58.397,5
dont : Air France, UTA et Air Inter	28.789,5	30.647,6	33.983,7	34.641,7	35.812,8	39.118,8	39.237,2	42.959,3	46.050,3	51.371,5
soit : Vols réguliers	29.893,8	31.952,4	35.634,1	36.246,0	37.220,4	41.643,4	40.596,3	44.874,3	48.553,9	54.083,7
Vols non réguliers	2.197,5	1.949,0	1.992,7	1.817,2	2.180,2	3.133,1	3.147,7	3.593,7	4.135,6	4.313,8
Exploitants étrangers	12.251,0	12.865,4	14.307,4	13.470,3	14.184,8	17.407,5	14.387,2	15.384,8	16.726,3	18.667,2
soit : Vols réguliers	10.800,1	11.414,9	12.453,9	11.680,0	12.295,7	15.583,5	12.561,4	13.433,4	14.611,8	16.302,2
Vols non réguliers	1.450,9	1.450,5	1.853,5	1.790,3	1.889,1	1.824,0	1.825,8	1.951,4	2.114,5	2.365,0
Total	**44.342,3**	(2) **47.721,8**	*r* **51.934,2**	**51.533,5**	**53.585,4**	**60.184,0**	**58.141,8**	**63.852,8**	**69.415,8**	**77.064,7**
soit : Arrivées	22.201,2	23.926,0	25.824,5	25.807,2	26.773,2	30.056,2	29.043,5	31.934,4	34.743,1	38.598,7
Départs	22.141,1	23.795,8	26.109,7	25.726,3	26.812,1	30.127,8	29.098,3	31.918,4	34.672,7	38.466,1
TRAFIC DE TRANSIT DIRECT (3)	1.642,3	1.583,8	1.866,8	1.586,4	1.702,6	2.583,1	1.361,1	1.520,2	1.393,5	1.588,2
Ensemble du trafic	**45.984,6**	**49.305,6**	**53.801,0**	**53.119,9**	**55.288,0**	**62.767,0**	**59.502,9**	**65.373,0**	**70.809,3**	**78.653,0**

(1) Y compris l'outre-mer. — (2) En 1981, la somme de la ventilation du trafic n'atteint pas le total général, certains vols n'ayant pu être classés faute d'informations. — (3) Les passagers en transit direct sont les passagers qui arrivent à un aérodrome par un vol donné et qui en repartent par le même vol. Ils ne sont comptés, dans les statistiques du présent chapitre, qu'une seule fois.

TABLEAU L.05-9

Trafic d'aérodromes

Trafic local (arrivées + départs) de fret (véhicules compris) et de poste - Métropole

Source : Direction générale de l'Aviation civile

Unité : Tonne

	1980	(1) 1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
FRET										
Par nationalité de l'exploitant :										
Française	424.097	441.297	483.536	499.789	572.993	562.382	583.690	633.676	677.824	688.470
dont : Air France, UTA et Air Inter	414.437	424.227	462.736	478.674	546.708	536.710	556.824	603.526	637.381	628.346
Étrangère	261.452	275.293	296.729	263.450	252.929	254.185	234.584	257.035	277.875	299.348
Par nature du vol :										
Vol régulier	636.735	681.984	737.423	736.143	793.600	783.973	789.347	860.193	916.444	946.390
Vol non régulier	48.644	34.606	40.451	27.096	32.322	32.594	28.928	30.518	39.385	41.427
Ensemble	**685.549**	**728.776**	**777.874**	**763.239**	**825.922**	**816.567**	**818.274**	**890.711**	(2) **955.829**	(2) **987.820**
POSTE	125.708	129.886	137.380	132.470	130.943	123.759	127.465	131.896	137.015	146.050

N.B. — Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure du transit direct.
(1) En 1981, la somme de la ventilation du trafic n'atteint pas le total général, certains vols n'ayant pu être ventilés faute d'informations. — (2) En 1988 et 1989, la somme de la ventilation du trafic par nationalité n'atteint pas le total général, les arrondis n'ayant pas été réalisés de la même manière dans les deux ventilations.

TABLEAU L.05-10

Trafic aérien sur les principaux aérodromes de métropole

Source : Direction générale de l'Aviation civile

Unités : Passagers : millier
Fret : Tonne
Atterrissage ou décollage : unité

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Mouvements d'appareils commerciaux (1)	**690.440**	**681.244**	**701.150**	**696.217**	**721.608**	**742.225**	**783.884**	**858.222**	**939.270**	**1.018.905**
dont : Bâle-Mulhouse	26.311	25.202	25.096	27.864	30.915	33.100	37.548	38.826	40.554	44.856
Bordeaux	19.998	19.384	19.299	18.780	19.045	18.102	19.276	23.207	27.680	31.576
Lille	10.671	10.333	10.275	10.540	10.147	10.114	12.865	14.062	14.708	16.330
Lyon-Satolas	46.505	47.821	42.399	46.593	46.688	48.100	50.312	56.173	64.101	67.522
Marseille	46.576	45.993	45.955	46.152	47.716	48.711	50.731	53.502	55.795	56.374
Nantes	11.731	11.812	12.317	13.330	15.111	15.153	19.535	20.396	20.442	19.802
Nice	48.845	51.284	52.650	57.340	62.025	69.210	71.550	78.759	90.643	110.500
Paris-Charles-de-Gaulle	103.394	102.241	133.355	130.967	133.870	140.646	145.168	155.342	178.125	203.987
Paris-Orly	176.070	178.000	167.570	152.775	153.997	155.150	164.550	171.855	184.834	193.743
Strasbourg	10.846	10.743	12.049	13.186	12.589	12.532	13.226	17.366	17.172	17.820
Toulouse	19.028	19.705	20.074	19.981	20.710	20.816	20.970	24.591	28.777	32.241
Trafic de passagers (arrivées + départs) (1)	**44.342,3**	**49.305,6**	**51.934,2**	**51.533,6**	**53.585,4**	**55.984,5**	r**58.141,8**	**63.852,8**	**69.415,9**	**77.064,9**
dont : Bâle-Mulhouse	856,5	922,0	848,1	873,1	971,4	1.021,5	1.176,0	1.189,3	1.308,2	1.539,8
Bordeaux	1.027,6	1.267,4	1.218,2	1.340,7	1.446,2	1.537,4	1.797,3	1.840,5	2.022,2	2.341,8
Lille	401,5	459,0	443,6	469,7	463,0	446,9	603,2	597,4	595,3	739,1
Lyon-Satolas	2.488,6	2.799,9	2.583,1	2.618,2	2.519,3	2.597,1	2.808,0	2.841,6	3.131,0	3.629,9
Marseille	3.364,7	4.017,2	3.757,5	3.773,5	3.936,4	4.134,5	4.283,6	4.061,8	4.296,3	4.607,8
Nantes	459,1	524,7	564,0	597,3	665,8	728,9	960,4	996,3	1.018,1	1.121,3
Nice	2.927,5	3.415,3	3.429,9	3.622,4	3.801,7	3.984,4	4.297,5	4.551,7	4.915,8	5.435,5
Paris-Charles-de-Gaulle	10.091,1	11.127,0	13.905,3	13.361,7	13.624,7	14.643,9	14.770,5	16.042,1	17.831,9	20.275,2
Paris-Orly	15.668,2	17.169,0	17.333,0	16.249,8	17.175,4	17.675,1	18.692,9	20.429,7	22.213,0	24.117,7
Strasbourg	515,7	587,2	630,2	713,1	803,9	867,6	972,3	1.190,2	1.231,7	1.407,9
Toulouse	1.207,6	1.426,4	1.579,2	1.701,7	1.854,8	1.945,8	2.138,9	2.343,3	2.551,5	2.851,9
Trafic local de fret (fret + poste)	**811.257**	**858.662**	**915.254**	**835.709**	**956.865**	**940.326**	**945.739**	**1.022.607**	**1.092.846**	**1.124.831**
dont : Bâle-Mulhouse	21.236	19.850	17.365	15.872	17.247	13.799	15.017	16.597	21.539	26.546
Bordeaux	12.039	15.230	11.818	10.132	11.256	10.552	10.077	12.376	13.917	14.407
Lille	1.971	1.790	2.663	2.057	2.310	2.151	2.745	3.654	3.469	4.714
Lyon-Satolas	38.734	26.645	26.919	26.751	27.318	21.483	21.012	22.789	25.674	29.797
Marseille	32.385	35.852	35.910	35.092	38.313	41.421	41.390	38.784	41.498	43.345
Nantes	1.686	2.174	1.938	1.893	2.145	2.395	2.545	2.806	3.446	4.289
Nice	20.885	21.477	21.295	21.911	22.014	18.165	18.786	20.277	23.414	26.413
Paris-Charles-de-Gaulle	424.307	468.561	530.703	518.645	530.213	533.128	533.788	569.326	597.192	609.585
Paris-Orly	206.913	208.917	206.133	204.117	242.575	232.503	238.003	254.429	279.823	279.823
Strasbourg	3.646	4.051	4.060	3.963	3.879	4.257	4.941	6.853	6.398	6.610
Toulouse	13.742	17.993	17.556	17.015	17.349	17.749	20.275	23.182	28.719	26.878

N.B. — Le fret et la poste ne donnent pas lieu à une mesure du transit direct.
(1) Arrivées + départs y compris les escales techniques pour les mouvements d'appareils; non compris le trafic de transit direct pour le trafic de passagers.

TABLEAU L.05-11

Trafic commercial des principaux aérodromes des départements et territoires d'outre-mer

Source : Direction générale de l'Aviation civile

Unités : Mouvements d'appareils : atterrissage ou décollage
Trafic de passagers : millier de passagers
Fret et poste : tonne

Aérodrome	Mouvements d'appareils commerciaux					Trafic de passagers (1)						
	Par nationalité de l'exploitant		Par nature du vol		Ensemble (2)	Par nationalité de l'exploitant		Par nature du vol		Ensemble (3)	Fret	Poste
	Française	Étrangère	Vol régulier	Vol non régulier		Française	Étrangère	Vol régulier	Vol non régulier			
Année 1988												
Fort-de-France (Martinique)	14.941	8.787	20.461	3.267	23.728	954,9	119,6	909,4	165,1	1.074,5	12.261	1.478
Pointe-à-Pitre (Guadeloupe)	21.539	7.705	27.919	1.325	29.244	1.081,2	101,1	1.034,4	147,9	1.182,3	10.962	1.595
Marie-Galante (Guadeloupe)	3.082	—	2.973	109	3.082	37,5	—	36,5	1,0	37,5	87	35
Cayenne (Guyane)	6.096	1.359	7.082	373	7.455	195,6	33,4	228,5	0,5	229,0	4.703	547
Bora-Bora (Polynésie française)	3.464	—	3.228	236	3.464	95,2	—	91,1	3,1	95,2	117	14
Mooréa (Polynésie française)	21.376	—	1.610	19.766	21.376	172,1	—	15,3	156,8	172,1	—	—
Papeete (Polynésie française)	29.258	2.136	9.613	21.781	31.394	533,7	217,3	562,8	188,2	751,0	8.533	899
Nouméa (Nouvelle-Calédonie) (4)	10.741	757	9.509	1.989	11.498	376,5	33,8	393,8	16,5	410,3	6.182	672
Saint-Denis-Gillot (Réunion)	3.475	3.443	5.945	973	6.918	505,6	134,7	535,1	105,2	640,3	13.089	1.944
Année 1989												
Fort-de-France (Martinique)	19.550	10.002	25.847	3.705	29.552	1.198,3	118,8	1.125,4	191,7	1.317,1	16.148	1.795
Pointe-à-Pitre (Guadeloupe)	23.983	6.698	29.184	1.497	30.681	1.144,8	66,9	1.050,8	160,9	1.211,7	15.169	1.991
Marie-Galante (Guadeloupe)	2.831	—	2.743	88	2.831	33,5	—	32,5	0,9	33,5	71	12
Cayenne (Guyane)	7.830	1.038	8.028	840	8.868	237,0	31,7	255,7	13,0	268,8	6.170	732
Bora-Bora (Polynésie française)	3.977	—	3.682	295	3.977	115,3	—	111,0	4,2	115,3	119	18
Mooréa (Polynésie française)	23.383	—	1.670	21.713	23.383	190,0	—	19,2	170,8	190,0	4	—
Papeete (Polynésie française)	33.048	2.223	10.707	24.564	35.271	603,0	244,8	620,4	227,5	847,9	7.833	822
Nouméa (Nouvelle-Calédonie) (4)	12.477	692	10.732	2.437	13.169	438,0	37,0	454,2	20,9	475,0	6.944	843
Saint-Denis-Gillot (Réunion)	3.931	3.619	6.944	606	7.550	592,6	141,7	592,7	141,6	734,4	15.388	2.241

(1) Trafic de passagers payants et non payants. — (2) Y compris les escales techniques ne donnant pas lieu à un trafic local. — (3) Y compris le trafic de transit direct. — (4) Comprend les deux aérodromes : Nouméa-Magenta et Nouméa-la-Tontouta.

TABLEAU L.05-12

Trafic commercial total des principaux aéroports internationaux

Unités : Mouvements d'appareils : millier
Passagers : millier
Fret : millier de tonnes

Sources : Aéroports magazine en 1986, 1987, 1988 et 1989

Pays et aéroport	Mouvements d'appareils commerciaux				Passagers				Fret			
	1986	1987	1988	1989	1986	1987	1988	1989	1986	1987	1988	1989
Allemagne (République fédérale d') :												
Francfort	249,7	254,7	281,5	303,5	20.496	23.288	25.222	26.709	822,8	909,2	1.007,1	1.083,7
Munich	166,5	136,7	145,9	158,3	8.400	9.575	9.956	10.485	38,4	54,1	46,5	51,8
Belgique :												
Bruxelles	90,0	139,3	161,0	...	5.927	6.401	7.050	...	192,3	233,5	242,7	...
Danemark :												
Copenhague	180,7	191,8	181,9	198,5	10.371	11.373	11.647	12.029	162,4	148,9	154,6	r 127,4
France :												
Bordeaux	...	23,2	27,7	31,6	1.798	2.035	2.220	2.483	7,3	9,7	11,0	11,5
Lyon	...	59,2	64,2	67,5	2.881	2.993	3.255	3.747	11,2	12,4	12,7	15,9
Marseille	...	53,5	55,8	56,4	4.282	4.329	4.556	4.910	29,9	26,3	28,1	30,2
Nice	...	78,5	90,7	110,5	4.304	4.694	5.043	5.570	13,7	14,9	18,1	20,7
Paris	309,0	383,2	362,7	398,1	33.525	37.048	40.780	44.958	712,7	764,0	814,1	832,8
Irlande :												
Dublin	54,4	99,4	75,3	87,9	2.930	3.551	4.412	7.195	38,0	35,9	42,9	42,5
Italie :												
Milan	102,3	111,8	122,4	127,8	8.652	9.706	10.230	10.516	116,2	119,2	142,2	144,0
Rome	140,2	143,2	151,2	172,2	12.856	14.721	14.945	16.699	189,2	200,8	202,1	231,1
Pays-Bas :												
Amsterdam	158,6	174,9	186,8	191,5	12.010	13.628	14.989	15.668	451,4	513,7	575,3	582,6
Royaume-Uni :												
Londres	460,0	494,7	539,5	570,8	48.715	55.407	55.976	62.793	720,3	786,7	862,7	932,0
Espagne :												
Madrid	113,4	113,6	128,7	147,4	10.843	11.794	13.661	14.534	169,6	164,4	178,9	208,2
Portugal :												
Lisbonne	38,1	39,5	47,6	53,6	3.613	3.881	4.284	4.757	59,1	60,3	64,8	74,3
Norvège :												
Oslo	94,3	88,7	107,7	116,1	6.427	5.724	7.276	6.989	43,1	43,3	42,8	42,5
Suède :												
Stockholm	196,0	201,9	224,8	253,9	10.561	12.050	13.337	14.278	59,9	63,8	72,1	80,8
Suisse :												
Zurich	178,8	136,8	151,1	163,6	9.670	10.615	11.227	12.151	220,7	229,5	241,5	258,4
Etats-Unis d'Amérique :												
Chicago	1.068,4	841,0	980,3	1.114,7	58.940	64.122	66.347	67.756	887,8	787,0	772,2	(1) 977,2
Los Angeles	713,3	566,7	671,9	...	45.663	49.448	49.197	50.999	1.122,1	1.271,1	1.212,1	1.247,3
New York	1.030,4	943,5	1.036,9	958,7	78.846	77.894	77.820	74.409	1.445,4	1.416,9	1.639,3	1.716,7
Japon :												
Osaka	126,7	...	...	...	17.695	...	20.120	...	319,1	...	384,4	...
Tokyo	240,2	...	255,2	273,1	39.166	...	49.453	56.089	1.211,0	...	1.632,9	1.350,5

(1) Fret express inclus.

TABLEAU L.05-13

Sécurité de l'aviation civile. Statistiques mondiales (1)

Source : Organisation de l'Aviation civile internationale

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	*p* 1989
Services aériens réguliers.											
Nombre d'accidents d'aviation	31	22	21	26	(2) 20	(3) 16	22	17	24	25	28
Nombre de passagers tués	877	814	362	764	809	223	1.066	331	890	709	825
Passagers tués pour 100 millions de passagers-kilomètres	0,10	0,09	0,04	0,08	0,08	0,02	0,09	0,03	0,06	0,05	0,05
Vols non réguliers (4).											
Nombre d'accidents d'aviation	6	5	6	2	2	—	5	3	2	6	(5) 8
Nombre de passagers tués	281	185	202	49	4	—	443	133	3	80	(5) 369
Passagers tués pour 100 millions de passagers-kilomètres	0,24	0,17	0,19	0,04	—	—	0,36	0,09	—	0,05	•

(1) A l'exclusion de l'URSS et de la Chine. — (2) Dont une collision au sol comptée comme un accident. — (3) Dont un abordage en vol compté comme un seul accident. — (4) Aéronefs de gros tonnage, d'un poids minimal au décollage de 9 tonnes et plus, transporteurs de vols réguliers et non réguliers. — (5) Y compris l'URSS.

TABLEAU L.05-14

Accidents survenus en France ou à l'étranger à des aéronefs d'exploitation française

Source : Bureau enquêtes et accidents — *Unité :* Nombre

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Accidents	—	8	—	1	2	4	(1) 2
Passagers tués	—	8	—	5	17	33	(1) 192

(1) Dont un accident par attentat : explosion en vol, 170 morts.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- **Ministère de l'Equipement, du Logement, des Transports et de la Mer :**

— Direction générale de l'Aviation civile, direction des Transports aériens, 143, rue Blomet, 75015 Paris.
Tél. : (1) 40 45 89 80.

— *Bulletin statistique* (annuel).

— Observatoire économique et statistique des transports, 55, rue Brillat-Savarin, 75658 Paris Cedex 13. Tél. : (1) 45 89 89 27.

— *Mémento des statistiques des transports* (annuel).

— *Enquête annuelle d'entreprise : transports aériens.*

- **Bureau Veritas,** 17 *bis*, place des Reflets, La Défense II, 92400 Courbevoie. Tél. : (1) 42 91 52 91

— *Bulletin technique du Bureau Veritas* (mensuel); le numéro de juin de chaque année concerne les statistiques d'accidents.

- **Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI),** 1000 Ouest, rue Sherbrooke, bureau 400, Montréal (Canada).

— *Annuaire statistique de l'OACI :* statistiques de l'aviation civile dans le monde.

— *Recueils de statistiques de l'OACI.*

Divers :

— *Le transport du commerce extérieur* (annuel), publié par la direction générale des Douanes et Droits indirects. Statistiques du commerce extérieur de la France.

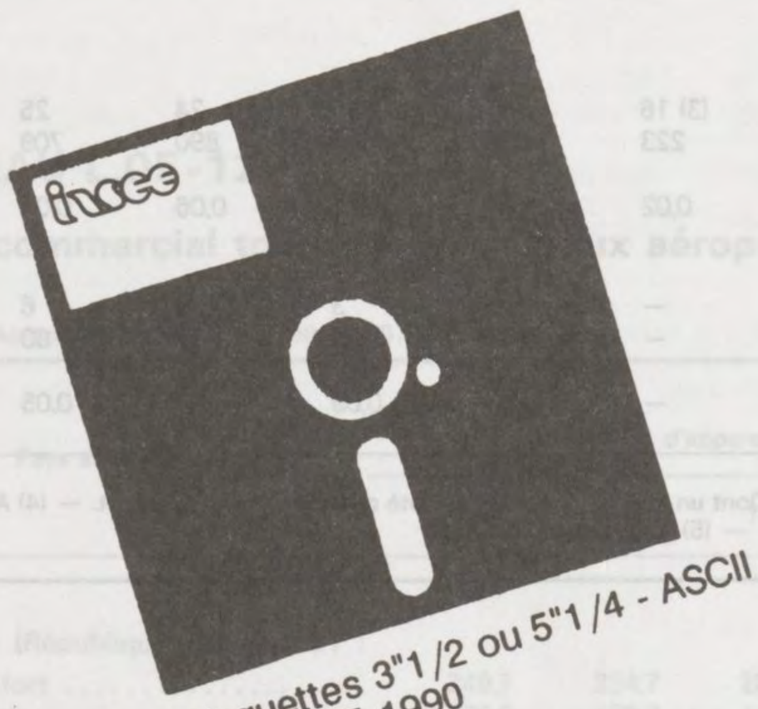
— *Rapport du comité transports du VIII^e Plan* (Commissariat général du plan), distribué par *La documentation française.*

— Consulter également les publications de l'Institut de transport aérien (ITA), 4, rue de Solférino, 75007 Paris.

— *Aéroports magazine* (mensuel), 291, boulevard Raspail, 75675 Paris cedex 14. Tél. : (1) 43 35 70 93 et 43 35 73 60.

DISQUETTE

LES COMPTES NATIONAUX ANNUELS



Disquettes 3"1/2 ou 5"1/4 - ASCII
© INSEE 1990

SERIES LONGUES 1970 - 1989

- séries à prix courants et à prix constants.
- principaux éléments des comptes nationaux : production, investissements, emploi, etc...
- données par branches d'activité.
- principales séries des comptes économiques des départements d'Outre-Mer.

1 disquette

TABLEAU DES ENTREES SORTIES POUR 1980, 1986 à 1989

- nomenclature NAP 73 - niveau 90.
- Série à prix courants et aux prix de 1980.

1 disquette par année

BON DE COMMANDE à retourner à l'Observatoire Economique de votre Région :

NOM ou Raison Sociale.....
ADRESSE.....
.....
Code Postal |_|_|_|_|_| Commune.....

Veuillez enregistrer ma commande de disquettes :

Nbre	Titre	Prix Unitaire	Format			
.....	- SERIES LONGUES 1970-1989	390	3"1/2	☐	5"1/4 ☐	.....
.....	- Tableau entrées-sorties 1980	390		☐	☐	.....
.....	- Tableau entrées-sorties 1986	390		☐	☐	.....
.....	- Tableau entrées-sorties 1987	390		☐	☐	.....
.....	- Tableau entrées-sorties 1988	390		☐	☐	.....
.....	- Tableau entrées-sorties 1989	390		☐	☐	.....

Participation aux frais de mise à disposition 10,00

TOTAL

Ci-joint mon paiement par chèque à l'ordre de l'INSEE

Date :..... Signature :

insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Chapitre L.06

Postes et télécommunications

1. Structures

2. Poste

3. Télécommunications

1. Structures (1)

L'Administration centrale du ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace comprend, outre le bureau du cabinet, le service de l'information et de la communication et le service de défense et de sécurité civile directement rattachés au cabinet du ministre :

1° La direction de la réglementation générale;

2° La direction des affaires communes.

3° La direction générale de la poste, qui comprend :

- La direction des services « courrier »;
- La direction des services financiers;
- La direction du réseau;
- La direction technique;
- La direction financière;
- Le service du personnel;
- Le service de sécurité;
- Le service des affaires internationales.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace (direction des Affaires communes).

1. Décret n° 86-129 du 28 janvier 1986 modifié par le décret n° 86-1083 du 7 octobre 1986, le décret n° 87-3 du 7 janvier 1987, le décret n° 88-1121 du 14 décembre 1988 et le décret n° 89-327 du 19 mai 1989.

4° La direction générale des Télécommunications (France Télécom), qui comprend :
- La direction des affaires commerciales et télématiques;
- La direction des affaires industrielles et internationales;
- La direction de la production;
- La direction des programmes et des affaires financières;
- Le service de la prospective et des études économiques;
- Le service du personnel;
- Le service de sécurité;
- Le service des Télécommunications de l'image;
- Le service des Télécommunications avec les mobiles.

5° La délégation générale à l'espace.

6° Le comité des enseignements supérieurs.

L'inspection générale, organe supérieur de contrôle des services placé sous l'autorité directe du ministre, fait partie de l'administration centrale.

2. Poste

21. Services « courrier »

Les résultats de l'activité des services postaux (tableau 6) s'appliquent à l'ensemble du trafic payant déposé. Ils sont obtenus, par une méthode de détermination du volume du trafic qui utilise la technique des sondages.

22. Services financiers (2)

• *Chèques postaux*

L'activité des chèques postaux est retracée au tableau 7.

• *Mandats*

Le service des mandats (tableaux 8 et 9) présente des liens étroits avec le service des chèques postaux, les centres de chèques intervenant fréquemment, soit à l'émission, soit au paiement des titres.

• *Caisse nationale d'épargne*

Les renseignements concernant son activité figurent, avec ceux relatifs aux caisses d'épargne et de prévoyance, dans le chapitre N.01 *Monnaie, Crédit, Épargne* du présent annuaire.

• *Placements financiers*

Les bureaux de poste ouvrent à leur clientèle des comptes-titres pour le dépôt et la gestion des valeurs mobilières. Plusieurs centres financiers assurent le service après-vente complet de ces valeurs.

• *Services exécutés pour le compte d'autres départements ministériels*

L'administration des Postes et Télécommunications assume également l'exécution de diverses opérations pour le compte d'autres départements ministériels, notamment pour celui des Finances :
- émission et remboursement des bons du Trésor;
- placement des emprunts d'État et de certains organismes publics ou semi-publics (SNCF, Électricité de France, Crédit foncier de France, ...) en plus de ceux des Postes et Télécommunications;
- gestion des comptes titres, achats et ventes en bourse, paiement des coupons et dividendes des valeurs mobilières;
- placement des SICAV et des Fonds communs de placement gérés par la Caisse des dépôts et consignations;
- paiement des pensions de l'État, des traitements de la Légion d'honneur, de la Médaille militaire et de la retraite du combattant;
- versement à la Caisse nationale de prévoyance et paiement des rentes dont la Caisse des dépôts et consignations assure la gestion;
- vente des billets de la Loterie nationale et paiement des lots;
- participation à certaines opérations de l'Enregistrement.

3. Télécommunications

31. Recettes des Télécommunications

Ce sont principalement les produits d'exploitation mis en recouvrement, les prestations fournies à la Poste, les produits accessoires et exceptionnels.

Les produits d'exploitation proprement dits sont significatifs des services rendus par les Télécommunications aux usagers. Ils varient ainsi en fonction du trafic.

Dans les prestations fournies, les lignes de produits sont au nombre de 26. Il s'agit, en suivant les grandes catégories, de services offerts aux clients des rubriques suivantes :
- téléphone : accès au réseau, abonnement, communication poste d'abonné, communication poste public;
- télex : accès au réseau, abonnement, communication nationale, internationale et totale;
- divers : liaison spécialisée, renseignement, annuaire papier, annuaire électronique et télétel.

32. Trafic téléphonique

• *Téléphone*

Les conversations téléphoniques sont taxées par impulsions périodiques.

L'unité télécom est la valeur applicable à chaque impulsion enregistrée au compteur de l'abonné.

• *Transmission de données*

Il s'agit de la transmission de données utilisant une liaison spécialisée. Une liaison spécialisée est un circuit établi en permanence entre deux établissements d'un client locataire, par construction au niveau des répartiteurs des commutateurs et des centres d'amplification, en utilisant les voies de transmission du réseau général.

Parmi les liaisons spécialisées tous usages, on distingue celles utilisées pour la transmission de données.

2. Les principaux résultats monétaires de l'activité de ces services sont retracés au chapitre N.01 Monnaie, crédit, épargne.

• *Télétel*

TÉLÉTEL, nom du système français de vidéotex interactif, permet de transmettre et de recevoir, via le réseau téléphonique, des pages de texte et de graphisme qui s'affichent sur l'écran d'un terminal.

MINITEL est le nom de la gamme de terminaux (4 modèles) commercialisés par les Télécommunications pour accéder au service Télétel. Le Minitel 1 Bistandard est commercialisé sans supplément d'abonnement en remplacement de l'annuaire papier.

L'utilisateur accède aux services Télétel, soit par l'utilisation exclusive du réseau téléphonique, soit par l'utilisation du service d'accès Télétel qui, grâce à l'utilisation du réseau TRANSPAC, conjointe avec celle du réseau téléphonique, permet des tarifications plus adaptées.

* * *

TABLEAU L.06-1

Effectifs budgétaires de l'administration des P. et T.

Situation au 31 décembre 1989

Source : Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace

Service	Poste			Télécommunications			Services généraux			Total
	Titulaires	Contractuels, agents des cadres complémentaires	Auxiliaires à service incomplet (1)	Titulaires	Contractuels, agents des cadres complémentaires	Auxiliaires à service incomplet (1)	Titulaires	Contractuels, agents des cadres complémentaires	Auxiliaires à service incomplet (1)	
Service des directions et services généraux d'exécution	149.150	317	22.254	86.148	2.481	1.558	4.566	106	588	**267.168**
Services des installations	1.613	—	—	21.452	—	—	41	—	—	**23.106**
Service de la distribution et de l'acheminement	115.513	15	—	762	—	—	375	—	—	**116.665**
Service des ateliers et ouvriers d'état	3.705	—	—	15.457	—	—	733	—	—	**19.895**
Service des lignes	25	—	—	27.753	—	—	5	—	—	**27.783**
Service des locaux	241	—	—	200	—	—	3	—	—	**444**
Service automobile	261	—	—	109	—	—	2.474	—	—	**2.844**
Divers (imprimerie des timbres-poste)	251	—	—	—	—	—	—	—	—	**251**
Total	**270.759**	**332**	**22.254**	**151.881**	**2.481**	**1.558**	**8.197**	**106**	**588**	**458.156**
Ensemble			**293.345**			**155.920**			**8.891**	**458.156**
31 décembre 1988	272.676	265	22.260	154.200	2.369	1.558	8.270	90	582	**462.270**
31 décembre 1987	278.121	538	22.142	158.316	2.315	1.654	4.874	99	604	**468.663**
31 décembre 1986	280.602	849	22.142	159.842	2.305	1.654	5.196	100	604	**473.294**
31 décembre 1985	277.129	888	26.565	161.190	2.289	1.799	5.567	105	601	**476.133**
31 décembre 1984	278.715	940	26.565	161.552	2.263	1.799	5.584	108	601	**478.127**
31 décembre 1983	278.636	1.036	26.565	161.567	2.268	1.800	5.563	92	600	**478.127**
31 décembre 1982	273.462	1.183	25.247	159.016	2.228	1.711	5.480	98	570	**468.995**
31 décembre 1981	269.567	1.206	25.247	157.669	2.110	1.711	5.165	95	548	**463.318**
31 décembre 1980	263.622	1.152	24.047	156.057	1.958	1.928	4.931	92	548	**454.335**
31 décembre 1979	262.510	1.133	23.207	152.695	1.837	1.928	4.845	89	551	**448.795**

(1) Heures d'auxiliaires transformées en unités sur la base de 1.972 heures annuelles.

Remarque. — Le personnel des services câbliers, les ouvriers rémunérés sur la base des salaires du commerce et de l'industrie, la main-d'œuvre de nettoyage n'ont pas été pris en compte dans le tableau ci-dessus. Ces catégories représentent un équivalent de 4.056 emplois à temps complet pour la Poste, 1.393 pour les Télécommunications et 63 pour les Services généraux, soit : au total 5.512 équivalents emplois à raison de 1.972 heures pour une unité.

TABLEAU L.06-2

Résultats financiers de la gestion de l'administration des P. et T.

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Année 1988

Source : Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace — *Unité :* Million de francs

1re section. — COMPTE DE RÉSULTAT

Intitulé des comptes	Montant Poste	Télécommunications	P. et T.
Charges			
Charges d'exploitation	57.935	72.897	130.832
Achats	585	5.255	5.840
Services extérieurs	7.928	9.372	17.300
Prestations de services reçues des Télécommunications	975	///	975
Prestations de services reçues de la Poste	///	1.344	1.344
Impôts, taxes et versements assimilés	1.329	196	1.525
Charges de personnel	44.622	27.384	72.006
Dotation aux amortissements et aux provisions	2.496	29.346	31.842
Charges financières	17.426	12.640	30.066
Charges exceptionnelles	818	8.773	9.591
Solde-créditeur-bénéfice	1.523	1.795	3.318
Total général	**77.702**	**96.105**	**173.807**
Produits			
Produits d'exploitation	46.342	94.313	140.655
Produits d'exploitation proprement dits	46.010	85.451	131.461
Prestations des Télécommunications	///	975	975
Prestations de la Poste et des Services financiers	44.666	///	44.666
Prestations de services fournies à la Poste	///	1.795	1.795
Prestations des services fournies aux Télécommunications	1.344	///	1.344
Produits de la publicité			
Production immobilisée	106	5.657	5.763
Subventions de fonctionnement reçues fonds de concours, dons et legs	13	220	233
Autres produits de la gestion courante	213	215	428
Produits financiers	31.141	698	31.839
Produits exceptionnels	219	1.094	1.313
Total général	**77.702**	**96.105**	**173.807**

2e section. — COMPTE DES OPÉRATIONS EN CAPITAL

Emplois			
Valeurs immobilisées sur les crédits de 1re section	106	5.657	5.763
Immobilisations incorporelles	9	5	14
Immobilisations corporelles	97	5.652	5.749
Valeurs immobilisées sur les crédits de 2e section	2.862	22.355	25.217
Immobilisations incorporelles	110	3.696	3.806
Immobilisations corporelles	2.752	18.659	21.411
Immobilisations financières	79	968	1.047
Remboursements d'emprunts	3.636	19.568	23.204
Emprunts et avances	3.636	16.551	20.187
Amortissement de la dette de crédit-bail	—	3.017	3.017
Augmentation de stocks	31	173	204
Constatations de dépenses	930	23.393	24.323
Avances aux sociétés de financement			
Avances au fonds d'approvisionnement			
Produits de la vente des véhicules réformés	19	24	43
Tranfert d'actif	—	325	325
Charges à étaler	—	3.641	3.641
Quote-part des subventions d'investissement inscrite au compte de résultat	3	14	17
Intérêts courus (variation)	124	208	332
Reprises de provisions pour :			
● Pertes au change au remboursement des emprunts de la CNT		375	375
● Dépréciation de CNE	78		78
● Pour charges		142	142
● Dépréciation pour immobilisations financières		79	79
Avances aux fournisseurs		1.904	1.904
Virement des dépenses en capital dans les charges de fonctionnement	616	8.270	8.886
Excédent d'exploitation affecté au budget général	20	1.510	1.530
Subvention à la filière électronique		5.210	5.210
Régularisation de charges à payer	70	1.691	1.761
Sous-total	7.644	72.114	79.758
Équilibre financier final	66	—	66
Total général	**7.710**	**72.114**	**79.824**
Ressources			
Participations de divers	—	366	366
Constatations de recettes	1.540	12.778	14.318
Virement des dépenses en capital dans les charges de fontionnement	616	8.270	8.886
Biens reçus en stock non encore mandatés		2.195	2.195
Biens reçus non encore mandatés	89	4	93
Cessions gratuites entrantes	4		4
Transfert d'actif	325		325
Régularisation d'avances aux fournisseurs en 1987		1.919	1.919
Dotation aux comptes de provisions :			
● Dépréciation des comptes de débiteurs divers	302		302
● Dépréciation de créances		181	181
● Dépréciation de stock		10	10
● Dépréciation de participations		196	196
● Pour charges à payer	204	3	207
Produits des emprunts	2.452	17.537	19.989
Amortissement des immobilisations	2.193	36.440	38.633
Opérations hors budget : apports des sociétés de financement		2.502	2.502
Excédent d'exploitation affecté	1.525	1.795	3.320
Aux opérations en capital	1.392	1.795	3.187
À la dotation de la CNE	133		133
Sous-total	7.710	71.418	79.128
Équilibre financier final	—	696	696
Total général	**7.710**	**72.114**	**79.824**

TABLEAU L.06-3

Parc des véhicules de l'administration des P. et T.
France métropolitaine et départements d'outre-mer

Situation au 1er janvier

Source : Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace

Catégorie	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	*r* 1988	1989
Avions postaux Fokker 27	15	15	15	15	15	15	15	15	15
Avions postaux Transall	4	4	4	2	2	2	2	2	2
TGV Postal (1)	///	///	///	///	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Wagons poste (2)	327	317	282	282	256	231	231	231	221
Wagons allèges (3)	301	297	301	301	298	299	299	299	310
Rames automotrices postales	8	8	8	8	8	8	8		8
Véhicules automobiles	82.404	83.164	83.762	82.831	92.180	92.504	90.357	91.037	91.235
Triporteurs à moteur	615	650	647	647	617	737	682	682	723
Vélomoteurs, motocyclettes, scooters et cyclomoteurs	6.616	7.339	8.200	9.246	10.629	10.648	10.724	10.724	10.557
Tracteurs et tracteurs porteurs (4)	841	860	872	884	960	963	971	971	983
Chariots tricycles attelés aux tracteurs	16.725	16.820	17.423	18.243	21.900	23.100	24.012	24.000	24.848

(1) Deux rames et demie mises en service le 1er octobre 1984. — (2) Wagons spécialement équipés pour permettre le tri. — (3) Wagons servant uniquement au transport des sacs postaux. — (4) Utilisés pour le transbordement du courrier postal dans les centres de tri et les gares.

TABLEAU L.06-4

Transport du courrier

Situation au 31 décembre

Source : Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace

	Unités	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Transports ferroviaires (1)										
Ancienne présentation										
Wagons-poste et allèges	Million de TKBR	2.007	1.975	1.963	1.799	///	///	///	///	///
Fourgons	//	757	885	849	763	///	///	///	///	///
Kilomètres parcourus par les wagons-poste et allèges	Millier	45.125	44.912	44.911	41.037	///	///	///	///	///
Nouvelle présentation										
Wagons-poste et allèges en trains-poste autonomes	Million de véhicules/km	///	///	///	///	15,60	17,60	17,61	19,73	20,81
Wagons-poste et allèges en trains de voyageurs	//	///	///	///	///	24,18	21,45	21,45	19,83	18,40
Fourgons SNCF en trains-poste autonomes	//	///	///	///	///	0,64	0,47	0,41	0,30	0,27
Fourgons SNCF en trains de voyageurs	//	///	///	///	///	7,17	6,36	5,78	5,16	3,98
Wagons SNCF	//	///	///	///	///	31,79	28,14	22,70	18,12	17,50
Rames automotrices postales	Million de trains/km	///	///	///	///	0,71	0,71	0,71	0,67	0,48
TGV postal	//	///	///	///	///	0,42	0,42	0,43	0,39	0,43
Transports par route										
Ancienne présentation										
Services	Nombre	2.795	2.755	2.755	3.560	4.389	4.615	///	///	///
Kilomètres parcourus	Millier	110.500	100.084	111.341	112.416	114.914	114.314	///	///	///
Nouvelle présentation										
Nombre de liaisons TDEA (transport de dépêches extérieur à l'Administration)	Nombre	///	///	///	///	///	3.569	3.785	3.835	3.982
Nombre de kilomètres parcourus en TDEA	Millier	///	///	///	///	///	113.261	124.519	136.700	145.857
Transports aériens										
Tonnes transportées	Nombre	43.718	45.609	43.855	43.276	39.138	41.015	44.951	*r* 48.303	48.497
Kilomètres parcourus	Millier	4.506	4.637	4.139	4.116	4.215	4.313	4.280	4.500	5.549
Heures de vol	Nombre	14.381	14.965	13.242	13.031	13.707	13.995	16.000	17.983	17.998

(1) Les relations PTT/SNCF sont régies par une nouvelle convention signée en juin 1985. La nouvelle tarification ne prend plus en compte la notion de tonne-kilomètre brute remorquée (TKBR). La quantité taxable devient le véhicule/kilomètre.

TABLEAU L.06-5

Nombre de bureaux de poste (1)

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Situation au 31 décembre

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Total (2)	17.114	17.166	17.194	17.211	17.224	17.223	17.187	17.089	17.028	16.999
dont : DOM	180	181	183	187	189	191	193	195	198	198
Recettes de plein exercice	9.509	9.541	9.588	9.655	9.710	9.793	9.804	9.821	9.846	9.879
dont : DOM	119	120	125	126	128	132	131	133	133	136
Recettes rurales	3.197	3.195	3.181	3.141	3.112	3.060	3.039	3.011	2.978	2.916
dont : DOM	12	10	6	6	6	3	2	2	2	1

(1) Y compris les agences postales, les correspondants postaux et les guichets annexes fixes et mobiles. — (2) Y compris Saint-Pierrre-et-Miquelon.

TABLEAU L.06-6

Activité des services « Courrier »

Unités : Courrier déposé : million d'objets
Équipement : installation
Recettes d'exploitation : million de francs

Source : Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	r 1988	1989
Courrier déposé (à l'exclusion des plis de service et des franchises)											
Ancienne présentation											
Lettres ordinaires et cartes postales urgentes (1)	4.251,3	4.472,5	4.439,2	4.309,1	4.278,5	4.337,0	4.430,3	4.522,4	///	///	///
Plis non urgents (1)	3.546,3	3.540,5	3.752,4	4.141,0	4.299,9	4.602,5	4.902,7	5.512,3	///	///	///
Paquets ordinaires	251,8	261,0	267,1	287,3	241,1	252,0	245,2	262,8	///	///	///
Paquets recommandés	37,3	38,4	38,7	38,5	36,7	36,1	36,0	34,3	///	///	///
Périodiques	2.119,1	2.100,8	2.169,9	2.129,2	2.133,6	2.104,9	2.066,5	2.050,8	///	///	///
Lettres chargées et recommandées, boîtes chargées	100,1	100,4	105,5	106,5	110,3	113,9	116,2	124,4	///	///	///
Imprimés sans adresse	752,8	766,7	745,9	852,0	921,3	1.004,1	1.040,8	1.300,9	///	///	///
Catalogues (2)	45,0	54,2	57,0	60,0	61,8	68,6	69,2	69,6	///	///	///
Total	**11.103,7**	**11.334,5**	**11.575,7**	**11.923,6**	**12.083,2**	**12.519,1**	**12.906,9**	**13.877,5**	///	///	///
Nouvelle présentation											
Lettres ordinaires et cartes postales urgentes (1) (3)	///	///	///	///	///	4.309,1	4.402,7	4.494,5	5.018,7	5.363,9	5.689,6
Plis non urgents (PNU), tarif normal (1)	///	///	///	///	///	2.845,3	2.966,5	3.480,7	r 3.688,0	3.682,8	3.778,4
Messagerie	///	///	///	///	///	288,1	281,2	297,1	r 303,4	308,8	319,7
Périodiques	///	///	///	///	///	2.104,9	2.066,5	2.050,8	r 1.971,7	2.039,0	2.063,9
Lettres chargées et recommandées, boîtes chargées	///	///	///	///	///	113,9	116,2	124,4	r 133,5	137,4	137,4
Catalogues (2)	///	///	///	///	///	68,6	69,2	73,6	85,0	88,2	93,6
Postimpact (ex-PNU tarifs spéciaux)	///	///	///	///	///	1.737,7	1.913,7	2.008,8	2.407,0	2.683,9	2.973,9
Postcontact (ex-imprimés sans adresse)	///	///	///	///	///	1.004,1	1.040,8	1.300,9	1.679,0	2.100,5	2.632,3
Postréponse (ex-correspondances-réponses et libres-réponses)	///	///	///	///	///	47,4	50,1	50,7	58,8	62,7	71,1
Total	///	///	///	///	///	**12.519,1**	**12.906,9**	**13.881,5**	**r 15.345,1**	**16.467,2**	**17.759,9**
Equipement des services « Courrier »											
Bureaux ambulants ferroviaires	62	53	52	51	47	44	37	36	36	35	33
Bureaux ambulants routiers	7	7	6	6	4	4	3	2	1	1	1
Centres de tri	102	104	119	106	107	108	113	117	126	131	137
Recettes principales centralisatrices	24	28	29	31	31	29	28	28	28	25	23
Recettes d'exploitation des prestations « Courrier »											
Ventes de figurines	4.264	4.791	5.359	6.270	6.580	7.001	7.497	7.936	8.716	8.936	...
Ancienne présentation											
Taxes perçues en numéraire	9.208	10.735	12.441	15.151	17.184	18.861	20.832	///	///	///	///
Nouvelle présentation											
Taxes perçues en numéraire	///	///	///	///	///	///	///	5.622	6.862	7.195	...
Machines à affranchir	///	///	///	///	///	///	///	19.002	19.775	20.617	...
Colis postaux	172	189	230	279	325	282	325	319	264	266	...
Correspondances admises en dispense d'affranchissement	2.441	2.699	3.099	4.580	4.453	4.765	5.253	4.199	3.761	3.619	...
Recettes diverses	98	86	172	166	283	146	210	176	200	530	...
Total	**16.183**	**18.500**	**21.301**	**26.446**	**28.825**	**31.055**	**34.117**	**37.254**	**39.578**	**41.163**	...

(1) Les cartes postales affranchies au tarif des plis non urgents sont comprises dans la rubrique : plis non urgents. — (2) Catalogues à tarifs spéciaux et catalogues à distribuer au guichet. — (3) À l'exclusion des correspondances-réponses et des libres-réponses.

TABLEAU L.06-7

Activité des chèques postaux

Source : Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace

Unités : Nombre : millier
Montant : million de francs

Année	Opérations de débit				Opérations de crédit				Situation au 31 décembre		
	Total (1)		dont : virements - débit (2)		Total (3)		dont : virements - crédit (2)		Avoir des titulaires		Nombre de comptes courants
	Nombre (4)	Montant (5)	Nombre (4)	Montant (5)	Nombre (4)	Montant (5)	Nombre (4)	Montant (5)	Comptables publics	Particuliers	
1978	892.505	3.010.007	810.974	2.643.553	900.679	2.908.724	807.219	2.615.517	50.261	73.191	7.337
1979	922.435	3.384.891	847.921	2.983.707	932.150	3.297.189	841.431	2.978.323	55.765	79.394	7.389
1980	940.673	3.876.592	875.519	3.392.330	942.713	3.732.327	854.206	3.384.065	64.470	86.797	7.435
1981	967.206	4.319.767	901.878	3.756.080	988.175	4.231.113	900.740	3.820.198	58.290	97.416	7.516
1982	1.013.446	4.924.856	958.970	4.337.204	1.028.968	4.833.455	943.694	4.362.341	78.290	107.064	7.597
1983	971.000	5.431.617	976.050	4.761.530	1.012.216	5.366.136	929.294	4.853.871	91.348	114.549	7.698
1984	1.102.430	6.308.316	1.063.941	5.589.227	1.142.527	6.228.279	1.061.676	5.691.492	89.284	117.927	7.795
1985	1.141.599	6.557.394	1.106.741	5.985.950	1.187.968	6.599.003	1.109.318	6.049.250	101.946	127.177	7.898
1986	1.169.796	6.796.244	1.137.579	6.145.997	1.206.551	6.803.618	1.129.333	6.226.580	117.315	129.865	8.067
1987	1.269.916	7.346.646	1.236.826	6.535.778	1.287.429	7.269.290	1.211.551	6.649.436	120.793	134.554	*r* 8.313
1988	1.343.630	7.831.640 (6)	1.310.539	6.958.051	1.352.824	7.820.061	1.280.000	7.141.044	132.387	137.807	8.505

(1) Y compris les chèques de paiement. — (2) Virements intérieurs et extra-métropolitains. — (3) Y compris les mandats de versement. — (4) Non compris les virements pour ordre. — (5) Y compris le montant des virements internes pour ordre. — (6) *Dont :* les virements optiques : 32.581 et les lettres-chèques optiques : 30.057.

TABLEAU L.06-8

Mandats émis

Source : Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace

Unités : Nombre : millier
Montant : million de francs

Année	Pays de destination				Total général des mandats toutes catégories		Soit			
	Métropole et DOM		Pays étrangers				Trafic chèques postaux		Trafic bureaux de poste	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1979	201.472	653.584	7.139	7.227	208.611	660.811	65.358	477.952	143.253	182.859
1980	187.955	700.141	6.573	7.162	194.528	707.303	58.154	521.315	136.374	185.988
1981	171.350	801.914	6.584	8.764	177.934	810.678	51.008	623.136	126.926	187.542
1982	151.540	880.468	6.595	9.897	158.135	890.365	44.549	695.925	113.586	194.440
1983	130.824	942.048	6.298	11.047	137.122	953.095	34.516	761.554	102.596	191.154
1984	114.213	940.762	6.091	10.570	120.304	951.332	27.487	771.988	92.818	179.344
1985	102.474	790.545	6.295	11.337	108.769	801.882	23.813	637.474	84.956	164.408
1986	93.967	764.375	6.471	11.897	100.438	776.272	19.851	636.511	80.587	139.761
1987	88.205	815.570	7.559	11.056	95.764	826.626	19.414	698.085	76.350	128.541
1988	80.359	811.936	7.167	9.353	87.526	851.384	16.965	705.762	69.718	115.286

TABLEAU L.06-9

Mandats payés

Source : Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace

Unités : Nombre : millier
Montant : million de francs

Année	Pays de destination				Total général des mandats toutes catégories		Soit : Trafic chèques postaux (1)		Soit : Trafic bureaux de poste (1)	
	Métropole et DOM		Pays étrangers							
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1979	200.691	641.443	2.411	1.616	203.102	643.059	91.163	313.373	111.939	329.686
1980	187.974	460.586	2.929	1.869	190.903	462.455	89.014	341.127	101.889	121.328
1981	171.045	538.583	2.618	2.134	173.663	540.717	86.485	385.764	87.238	154.953
1982	151.140	633.347	2.731	2.533	153.871	635.880	82.950	436.552	70.921	199.328
1983	130.585	659.983	2.888	2.946	133.473	662.929	78.931	468.214	54.542	194.715
1984	113.580	643.469	2.982	3.390	116.562	646.859	75.226	459.728	41.336	187.331
1985	102.511	560.970	3.182	3.819	105.693	564.789	70.416	367.010	35.277	197.779
1986	93.542	504.765	2.646	3.451	96.188	508.216	65.859	299.833	30.329	208.383
1987	88.031	495.728	2.213	3.198	90.244	498.926	62.561	289.070	27.683	203.856
1988	79.724	460.126	1.914	2.890	81.638	463.016	57.182	226.454	24.456	236.562

(1) Jusqu'en 1979, le trafic des agences comptables, des CRIT et services régionaux n'était pas dissocié du trafic des bureaux de poste.

TABLEAU L.06-10

Recettes des télécommunications

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace

Unité : Million de francs

Évolution des produits	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	*p* 1988
Production vendue	35.958	41.238	45.287	52.807	60.107	71.105	83.565	89.721	93.210	85.322
soit : Communications postes d'abonnés	24.007	28.243	31.459	37.203	40.682	49.347	59.674	63.308	64.433	56.910
Communications postes publics					2.341	2.791	2.888	3.156	3.317	3.122
Abonnements et raccordements (1)	8.311	9.023	9.703	10.676	11.504	12.255	12.746	13.831	15.222	14.728
Liaisons spécialisées	1.503	1.826	1.739	2.373	2.890	3.432	4.157	4.464	4.209	4.098
Télex	1.294	1.479	1.484	1.576	1.687	1.944	2.201	2.332	2.387	2.162
Autres recettes d'exploitation	843	667	902	979	1.003	1.336	1.899	2.630	3.642	4.302
Prestations fournies à la Poste	371	425	442	512	574	683	855	1.043	983	969
Production immobilisée	1.368	1.577	1.874	2.038	2.212	2.277	2.345	2.518	10.696	5.944
Autres produits (publicité, augmentation de stock, recettes exceptionnelles)	2.003	3.273	3.462	2.979	4.267	5.835	10.231	12.335	7.874	6.603
Total général	**39.700**	**46.513**	**51.065**	(2) **58.336**	(3) **67.160**	**79.900**	**96.996**	**105.617**	**112.763**	**98.838**

(1) Y compris les raccordements Télex jusqu'en 1982. — (2) Hors affectation au budget général (2.806 MF). — (3) Non compris 2.000 MF correspondant au versement au budget général de l'État.

TABLEAU L.06-11

Abonnements et trafic téléphoniques

France métropolitaine

Situation au 31 décembre

Source : Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace

Unités : Nombre : millier
Trafic : million de taxes de base facturées jusqu'en 1985
million d'unités Télécom facturées à compter de 1986

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Nombre d'abonnés	13.615,6	15.498,6	17.290,5	18.947,8	20.277,4	21.339,2	22.198,4	22.859,5	23.667,2	*r* 24.635,3	25.609,0
Parc de lignes principales (1)	13.870,7	15.790,5	17.616,7	19.327,7	20.753,5	21.853,5	22.755,8	23.597,9	24.461,8	25.454,5	26.539,0
Parc de postes de toute nature (1)	22.212,0	24.686,3	26.940,3	29.373,7	31.219,6	32.692,7	33.992,8	///	///	///	///
Parc total de publiphones	86,9	109,9	131,7	153,0	169,8	173,7	177,9	190,5	194,7	205,3	216,0
dont : Publiphones des P. et T.	79,0	102,3	124,8	151,2	168,3	172,4	176,3	173,9	173,6	●	●
Demande nette annuelle de lignes principales	2.292,1	2.794,4	2.882,8	2.835,7	2.947,9	3.090,2	3.248,3	3.445,2	3.741,0	4.000,0	4.228,0
Demande satisfaite annuelle de lignes principales	2.726,7	2.943,8	3.030,2	3.125,5	3.185,3	3.177,8	3.280,1	3.455,2	3.738,5	3.989,3	4.220,0
Demande de lignes principales en instance	1.041,9	890,9	742,3	450,8	212,9	125,2	92,9	80,1	82,3	92,8	100,0
Trafic financier global (en MUT)	49.180	55.802	62.381	67.361	73.647	77.993	81.633	86.994	94.237	*r* 92.026,0	103.166,0

(1) Le parc de lignes principales comprend les lignes d'abonnés et les lignes des postes publics, postes d'exploitation et de service; en ajoutant les lignes supplémentaires on obtient le parc des postes de toute nature.

TABLEAU L.06-12

Abonnements et trafic télex

France métropolitaine

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace

Unité : Nombre de communications et minutes taxées en milliers

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	1988
Nombre d'abonnés au 31 décembre (1)	76.627	82.215	87.904	95.383	103.447	112.248	122.511	132.153	141.792	147.255
Nombre d'équipements utilisés au 31 décembre	84.681	91.008	96.687	105.695	112.689	121.392	131.122	143.738	146.660	152.416
Nombre de communications (2)	113.308	123.544	132.933	144.698	159.767	*r* 173.117	202.931	215.425	228.885	233.007
dont : Régime intérieur	75.474	83.208	89.737	99.344	111.651	126.467	145.447	155.271	169.055	176.323
Minutes taxées (2)	306.523	325.910	355.561	371.841	410.713	470.520	515.766	537.319	567.530	565.203

(1) Le nombre d'abonnés France métropolitaine et DOM est de 144.259 en 1987, de 150.010 en 1988. — (2) Au départ, y compris le régime international.

TABLEAU L.06-13

Équipement et trafic télégraphiques

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Source : Ministère des Postes et Télécommunications et de l'Espace

Unité : Trafic en milliers

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Équipement (au 31 décembre) :										
Nombre d'appareils téléimprimeurs arythmiques	87.769	91.079	103.045	115.200	116.642	125.546	135.041	142.424	146.544	148.139
Trafic de départ (nombre de télégrammes) :										
Intérieurs	10.162	8.558	7.063	6.825	8.654	8.589	8.776	8.880	9.119.	8.444
Internationaux	2.876	2.397	2.786	1.747	1.746	1.670	1.558	1.389	1.257	784
De service	3.442	3.360	3.588	3.500	2.054	2.152	2.213	1.885	1.329	279
Messages de la Poste	●	●	●	●	●	●	●	●	●	2.661
Total	**16.480**	**14.315**	**13.437**	**12.072**	**12.454**	**12.411**	**12.547**	**12.154**	**11.705**	**12.168**

TABLEAU L.06-14

Transmission de données

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Situation au 31 décembre

Source : Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Nombre d'abonnés au réseau TRANSPAC	2.395	5.273	8.474	13.420	21.650	31.410	40.500	50.914	60.200	70.024
Parc de liaisons spécialisées tous usages (1) ...	169.263	199.653	232.031	262.492	290.555	340.917	378.519	421.348	*r* 467.791	501.012

(1) Ces données incluent les liaisons TRANSPAC, CADUCEE, COLISEE. . .; elles excluent les liaisons militaires, gouvernementales et assimilées, gérées par FRANCE TELECOM et les liaisons internationales.

TABLEAU L.06-15

Télétel : parc de minitel, trafic et codes d'accès

Situation au 31 décembre

Source : Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace (La lettre de Télétel)

	1986	1987	1988	1989
Parc de minitel (en milliers)	2.237	3.373	4.228	5.162
dont : minitel avec supplément d'abonnement	203	265	*r* 381	505
minitel 10, 10 B, 12	139	210	*r* 295	390
Trafic (en milliers d'heures de connexion par an) :				
Annuaire électronique	7.236	10.050	13.261	16.445
Numéro vert Télétel	—	28	670	1.154
Télétel 1	2.922	3.827	4.142	4.385
Télétel 2 dont minitel « Guide des services »	5.716	13.917	19.540	24.200
Télétel 3	21.617	34.439	32.631	33.703
Télétel 3P	—	166	3.257	5.752
Télétel 4	—	7	202	710
Divers (3609; 3624; 3629)	—	7	45	181
Codes d'accès et numéros directs :				
Numéro vert télétel	—	57	218	399
Télétel 1	729	684	701	711
Télétel 2	1.992	2.930	3.695	4.381
Télétel 3	1.435	3.103	3.622	4.929
Télétel 3P	—	433	1.052	1.477
Télétel 4	—	149	263	413
Divers	—	16	27	67

SOURCES DE DOCUMENTATION

- **Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace.**

— Direction générale de la Poste, direction financière, bureau B 2, 20, avenue de Ségur, 75700 Paris, tél. : (1) 45 64 13 38. — *Rapport d'activité. Exercice 19...* (annuel).

— Direction générale France Télécom, direction des Programmes et des Affaires financières (documentation : 6, place d'Alleray, 75015 Paris, tél. : (1) 44 44 84 05. — Statistiques annuelles du service des Télécommunications. Télécommunications 19... (annuel). — *Rapport d'activité. Exercice 19...* (annuel).

Divers :

Rapport sur la gestion financière et la marche des services pendant l'année 19... — *JO* RF, édition des documents administratifs.

— La lettre de Télétel.

— Les chiffres clés de la poste.

M

Commerce et services marchands

TABLEAU L.06-14

Transmission de données

France métropolitaine et départements d'outre-mer

Situation au 31 décembre

Source : Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Nombre d'abonnés au réseau TRANSPAC	2.395	5.273	8.474	13.430	21.850	31.410	40.900	50.914	60.200
Parc de liaisons spécialisées tous usages (1)	180.267	199.653	232.031	262.422	290.555	340.317	378.519	421.348	467.738

(1) Ces données incluent les liaisons TRANSPAC, CADUCEE, COLISEE. Il elles excluent les liaisons militaires, gouvernementales et associées, gérées par FRANCE TELECOM Réseaux internationaux.

TABLEAU L.06-15

Télétel : parc de minitel, trafic et codes d'accès

Situation au 31 décembre

Source : Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace (La lettre de Télétel)

	1986	1987	1988
Parc de minitel (en milliers)	2.237	3.373	4.228
dont : minitel avec supplément d'abonnement	203	296	381
minitel 10, 10 S, 12	139	210	295
Trafic (en milliers d'heures de connexion par an) :			
Annuaire électronique	7.236	10.060	13.361
Numéro vert Télétel		28	676
Télétel 1	2.922	3.827	4.142
Télétel 2 dont minitel « Guide des services »	5.718	12.917	19.540
Télétel 2	21.617	34.439	32.631
Télétel 3P	—	186	3.257
Télétel 4		7	202
Divers (3609, 3624, 3629)	—	17	45
Codes d'accès et numéros directs :			
Numéro vert télétel	—	57	258
Télétel 1	726	864	701
Télétel 2	1.992	7.830	3.896
Télétel 3	1.435	3.103	1.427
Télétel 3P		433	1.083
Télétel 4	—	140	406
Divers	—	16	27

SOURCES DE DOCUMENTATION

Commerce et services marchands

M. Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace.

— Direction générale de la Poste, direction financière, bureau B 2, 20, avenue de Ségur, 75700 Paris ; (1) 45 64 13 38. — *Rapport d'activité. Exercice 19..* (annuel).

— Direction générale France Télécom, direction des Programmes et Télécommunications, Télécommunications, 19... (annuel). — *Rapport d'activité. Exercice 19..* (annuel).

Rapport sur la gestion financière et le marché des services pendant l'année 19... — *JO RF*, édition des documents administratifs.

— *La lettre de Télétel.*

— *Les chiffres clés de la poste.*

Chapitre M.01

Commerce intérieur

1. Définitions

2. Appareil commercial

3. Population active

4. Activité commerciale

5. Résultats des enquêtes commerce

1. Définitions

Le commerce est l'activité de revente en l'état, sans transformation, de produits achetés à des tiers. Cette activité peut comporter accessoirement des activités de production (ex. : torréfaction) ou de prestation de services (ex. : réparation).

On distingue les entreprises :

— de *commerce de gros* (alimentaire : NAP classe 57; non alimentaire : NAP classe 58; et interindustriel : NAP classe 59) qui revendent en l'état, à titre principal ou exclusif, à des utilisateurs professionnels, à d'autres commerçants, à des collectivités, des marchandises achetées en nom propre;

— de *commerce de détail* (NAP classes 61 à 64) qui revendent, à titre principal ou exclusif, aux consommateurs;

— d'*intermédiaire du commerce* (NAP classe 60), personne physique ou morale, dont l'activité consiste, à titre exclusif ou principal, à mettre en rapport acheteurs et vendeurs, ou à agir pour le compte d'un tiers dans des opérations de commerce. Les courtiers et commissionnaires, les agents commerciaux, les représentants non salariés, les centrales et groupements d'achats, les chaînes volontaires, ... sont des intermédiaires du commerce.

2. Appareil commercial

21. Données d'ensemble sur les établissements
(tableaux 1 et 2)

Les statistiques présentées dans cette rubrique font référence à l'activité principale des établissements, qui peut différer de celle des entreprises dont ils relèvent. C'est ainsi que sera classé en établissement du commerce de détail de la chaussure un magasin de vente qui appartient à une entreprise de production de chaussures; par contre un établissement consacré exclusivement au service après-vente et relevant d'une entreprise de commerce de détail sera exclu de cette statistique.

Le tableau 1 relatif au nombre d'établissements du commerce (situation au 1er janvier de l'année) est élaboré à partir de l'exploitation par l'INSEE du fichier issu du système informatique pour le répertoire des entreprises et des établissements (SIRENE). Il convient de rappeler que tout répertoire a tendance à surestimer le nombre d'entreprises ou d'établissements en raison des difficultés d'enregistrement des disparitions. Cette surestimation affecte surtout les établissements sans salarié, qui pour cette raison sont isolés dans les tableaux.

Le tableau 2 indique, pour les regroupements commerciaux (niveaux 100 de la NAP), la répartition du nombre d'établissements commerciaux selon les régions à partir de l'exploitation des données du répertoire.

22. Établissements alimentaires de grande surface en libre service
(tableau 4)

Ce tableau regroupe des renseignements relatifs aux supermarchés et hypermarchés; ils résultent d'un arbitrage réalisé par l'INSEE entre les diverses sources professionnelles : principalement Institut français du libre-service et revue *Points de vente*.

Les définitions retenues sont les suivantes :

L'*hypermarché* est une grande unité de vente au détail présentant un très large assortiment en alimentation comme en marchandises générales, avec une prédominance de l'alimentation, et une surface de vente de 2.500 m^2 minimum.

Le *supermarché* est un magasin constituant à lui seul un établissement à prédominance alimentaire, avec une surface de vente comprise entre 400 et 2.500 m^2.

23. Règlements judiciaires, liquidations de biens, jugements d'ouverture de redressement judiciaire
(tableau 5)

Il donne le nombre total de jugements de règlements judiciaires, de liquidations de biens ou d'ouverture de redressement judiciaire (1) selon une ventilation assez détaillée pour le commerce. Il s'agit ici de l'exploitation du Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (BODACC).

3. Population active
(tableau 6)

Réalisé à partir de statistiques publiées chaque année par l'UNEDIC, il présente les effectifs salariés correspondant aux divers secteurs d'établissements du commerce selon la NAP. On y a introduit certains producteurs (boulangerie-pâtisserie) dont l'activité est ressentie comme proche de celle des commerçants.

Le lecteur tiendra compte du fait qu'il s'agit des effectifs au 31 décembre (données ponctuelles), et non d'une moyenne sur l'année. L'utilisation de ces chiffres nécessite donc quelques précautions, en particulier pour les secteurs à activité saisonnière.

4. Activité commerciale

41. Chiffres d'affaires du commerce
(tableau 7)

Ce tableau récapitule les chiffres d'affaires hors taxes du commerce de gros et du commerce de détail. Il s'agit des évaluations présentées, chaque année, par l'INSEE, à la Commission des comptes commerciaux de la nation (CCCN), après examen de toutes les informations disponibles sur le sujet, notamment fiscales : ces données sont conformes à la nouvelle base de comptabilité nationale (année de base 1980).

42. Ventes du commerce de détail
(tableaux 8 à 11)

Le tableau 8 récapitule l'évolution des chiffres d'affaires du commerce de détail sur longue période en distinguant selon qu'il s'agit du commerce alimentaire ou du commerce non alimentaire.

Le tableau 9 indique la répartition des achats des ménages entre le commerce de détail et les opérateurs non détaillants.

Les ventes aux ménages du commerce de détail alimentaire (tableau 10) et du commerce non alimentaire (tableau 11) sont ventilées par groupes de produits pour les principales formes de commerce classées par secteur d'activité (définition au chap. G.03. L'appareil productif). Une telle information est disponible à partir de l'année 1970. Il s'agit des tableaux de « passage produit-secteur » présentés annuellement à la Commission des comptes commerciaux de la nation (cf. sources de documentation).

5. Résultats des enquêtes commerce
(tableaux 3, 12 et 13)

L'enquête annuelle d'entreprise dans le commerce (EAEC), réalisée depuis 1971 par l'INSEE, est une enquête par sondage, portant sur les entreprises dont l'activité principale est le commerce (cf. définition de ce terme). Ses objectifs sont d'étudier les structures des différents secteurs d'activité du commerce et leur modification au cours du temps. Cette optique sectorielle, visant les études des entreprises, diffère de l'approche des statistiques d'établissement. Les résultats présentés aux tableaux 12 et 13 pour l'exercice 1988 concernent l'ensemble du commerce de gros, les intermédiaires du commerce et le commerce de détail. Environ 40.000 entreprises ont été interrogées, par sondage, parmi celles employant moins de 20 salariés et de façon exhaustive pour les entreprises dont l'effectif est égal ou supérieur à 20 salariés. Compte tenu de ces remarques, les résultats figurant dans ces tableaux peuvent différer de ceux présentés dans d'autres parties de ce chapitre ou mentionnés en sources de documentation.

Un des intérêts principaux de cette source statistique est sa cohérence interne et le fait qu'elle permette aux utilisateurs de calculer de nombreux ratios de gestion.

Par contre, des reclassements d'entreprises étant effectués chaque année, il n'est pas pertinent de comparer les résultats de deux années consécutives pour des niveaux fins. Des tableaux complémentaires sont disponibles (cf. sources de documentation) permettant de répartir, pour les informations données dans les tableaux 12 et 13, les entreprises suivant le nombre de salariés ou de personnes occupées; de même sont publiés les comptes de résultat par sous-secteurs pour les entreprises de 20 salariés et plus.

Cette enquête est complétée tous les trois ans, en moyenne, par une enquête sur les établissements (points de vente, entrepôts, bureaux...) destinée à établir des statistiques selon leurs caractéristiques propres et leur localisation géographique. La dernière publiée, qui porte sur l'exercice 1982, couvre le commerce de détail, le commerce et la réparation de l'automobile et la boulangerie-pâtisserie artisanale. Effectuée pour la première fois sur un échantillon aussi vaste (82.000 unités interrogées), elle fournit des renseignements notamment sur la surface de vente des magasins et la répartition par région de l'activité commerciale (cf. tableau 3). L'enquête sur les établissements réalisée en 1986 est moins complète, et n'a pas donné lieu à publication (2).

---

1. Ouverture de redressement judiciaire pour les affaires jugées selon la nouvelle législation (applicable à compter du 1er janvier 1986), règlement judiciaire ou liquidation de biens pour les affaires jugées selon l'ancienne législation.
2. Des diffusions au coup par coup peuvent être réalisées.

TABLEAU M.01-1

Nombre d'établissements du commerce

Situation au 1er janvier 1990

Source : INSEE. Exploitation du fichier SIRENE

Unité : Établissement

Numéro de nomenclature NAP	Activité de l'établissement	Nombre d'établissements		
		Total	Sans salarié	Avec salariés
57				
	COMMERCE DE GROS ALIMENTAIRE	45.802	16.637	29.115
5701	Commerce de gros de matières premières agricoles	10.528	3.245	7.283
5702	Commerce de gros des bestiaux	5.173	2.995	4.178
5703	Commerce de gros de fruits et légumes	7.158	2.252	2.906
5704	Commerce de gros de viandes sans abattage	2.462	650	1.812
5705	Commerce de gros de produits laitiers	2.554	1.087	1.467
5706	Commerce de gros de volailles et de gibiers	754	286	468
5707	Commerce de gros de poissons	1.929	595	1.334
5708	Commerce de gros de vins, spiritueux, liqueurs	6.722	2.759	3.963
5709	Commerce de gros d'autres boissons	1.625	498	1.127
5710	Commerce de gros d'épicerie	2.105	665	1.440
5711	Commerce de gros spécialisés de produits alimentaires divers	4.792	1.655	3.137
58				
	COMMERCE DE GROS NON ALIMENTAIRE	49.686	15.972	33.714
5801	Commerce de gros d'accessoires automobiles et de matériel de garage	2.575	500	2.075
5802	Commerce de gros de pneumatiques, cycles et motocycles	1.256	256	1.000
5803	Commerce de gros de quincaillerie et d'appareils ménagers	2.043	420	1.623
5804	Commerce de gros de matériel électrique et électronique	9.360	2.380	6.980
5805	Commerce de gros des textiles	2.823	913	1.910
5806	Commerce de gros de l'habillement, des chaussures et de la maroquinerie	8.861	2.976	5.885
5807	Commerce de gros de produits pharmaceutiques	692	164	528
5808	Commerce de gros de parfumerie, produits de beauté	1.110	456	654
5809	Commerce de gros de droguerie, de produits d'entretien	3.265	780	2.485
5810	Commerce de gros de céramique et verrerie	486	151	335
5811	Commerce de gros de jouets, papeterie et articles de fumeurs	1.946	533	1.413
5812	Commerce de gros divers	15.269	6.443	8.826
59				
	COMMERCE DE GROS INTER-INDUSTRIEL	56.797	14.799	41.998
5901	Commerce des textiles bruts	312	115	197
5902	Commerce de gros de cuirs et peaux	603	197	406
5903	Commerce de gros de charbon, minerais et minéraux	691	169	522
5904	Commerce de gros de produits pétroliers	2.283	552	1.731
5905	Commerce de métaux	1.746	291	1.455
5906	Commerce de produits chimiques industriels	1.704	454	1.250
5907	Commerce du bois	2.539	812	1.727
5908	Commerce de matériaux de construction, de verre à vitres et d'appareils sanitaires	11.816	2.904	8.912
5909	Commerce de matériel agricole	5.313	1.250	4.063
5910	Commerce d'équipements et de fournitures pour l'industrie	10.377	2.532	7.845
5911	Commerce de matériel et mobilier de bureaux	8.530	2.293	6.237
5912	Commerce de matériel pour le bâtiment et les travaux publics	2.589	767	1.822
5913	Commerce de fournitures diverses pour les utilisateurs professionnels du commerce et des services	7.224	2.180	5.044
5914	Commerce de papiers et cartons en l'état	1.070	283	787
60				
	INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE	39.795	29.121	10.674
6001	Intermédiaires du commerce en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières textiles et demi-produits	1.537	1.052	485
6002	Intermédiaires du commerce en combustibles, métaux, minéraux et produits chimiques pour l'industrie	740	391	349
6003	Intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction	983	631	352
6004	Intermédiaires du commerce en machines, matériel et véhicules	1.857	1.093	764
6005	Intermédiaires du commerce en meubles, articles de ménage et quincaillerie	799	494	305
6006	Intermédiaires du commerce en textiles, habillement, chaussures et cuir	1.592	900	692
6007	Intermédiaires du commerce spécialisés en produits alimentaires	3.072	1.918	1.154
6008	Centrales d'achats en produits alimentaires	396	140	256
6009	Intermédiaires du commerce spécialisés en produits non désignés ailleurs	16.830	13.836	2.994
6010	Intermédiaires du commerce en produits divers (sans prédominance)	11.388	8.422	2.966
6011	Centrales d'achats en produits non alimentaires	601	244	357

TABLEAU M.01-1 (*suite et fin*)

Nombre d'établissements du commerce

Situation au 1er janvier 1990

Source : INSEE. Exploitation du fichier SIRENE

Unité : Établissement

Numéro de nomenclature NAP	Activité de l'établissement	Nombre d'établissements		
		Total	Sans salarié	Avec salariés
61	COMMERCE DE DÉTAIL D'ALIMENTATION GÉNÉRALE DE GRANDE SURFACE	8.000	603	7.397
6101	Exploitation de supermarchés	6.222	431	5.791
6102	Exploitation de magasins populaires	687	82	605
6103	Exploitation d'hypermarchés	1.091	90	1.001
62	COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE DE PROXIMITÉ OU SPÉCIALISÉ	166.573	98.112	68.461
6211	Alimentation générale indépendante	42.225	29.218	13.007
6212	Exploitation de supérettes indépendantes	2.144	510	1.634
6221	Alimentation générale dépendant d'une entreprise à magasins multiples	9.543	3.061	6.482
6222	Exploitation de supérettes dépendant d'une entreprise à magasins multiples	1.272	169	1.103
6230	Coopératives alimentaires d'entreprise ou d'administration	213	85	128
6241	Commerce de détail de fruits et légumes	18.298	13.453	4.845
6242	Commerce de détail de produits laitiers	4.833	3.087	1.746
6243	Commerce de détail des viandes	50.116	22.786	27.330
6244	Commerce de détail de poissons et coquillages	8.286	5.112	3.174
6245	Commerce de détail de vins et boissons	5.828	3.713	2.115
6246	Commerce de détail de confiserie et commerces de détail alimentaires divers	23.815	16.918	6.897
63	COMMERCE DE DÉTAIL NON ALIMENTAIRE NON SPÉCIALISÉ	3.881	1.862	2.019
6301	Grands magasins	242	23	219
6302	Autres grandes surfaces non spécialisées non alimentaires	292	40	252
6303	Grandes surfaces semi-spécialisées non alimentaires	230	30	200
6304	Entreprises de vente par correspondance à assortiment général	954	436	518
6305	Autres commerces non alimentaires non spécialisés	2.163	1.333	830
64	COMMERCE DE DÉTAIL NON ALIMENTAIRE SPÉCIALISÉ	374.491	193.163	181.328
6411	Commerce de détail de l'habillement	99.167	55.116	44.051
6412	Commerce de détail de la chaussure	16.225	7.099	9.126
6413	Commerce de détail de la maroquinerie et des articles de voyage	5.296	2.874	2.422
6414	Commerce de détail des textiles pour la maison	8.193	4.683	3.510
6421	Commerce de détail du meuble	13.207	4.258	8.949
6422	Commerce de détail de quincaillerie et d'appareils ménagers	9.885	4.279	5.606
6423	Commerce de détail de la droguerie, couleurs, vernis	8.919	4.964	3.955
6424	Commerce de détail de matériel électrique, radioélectrique et électro-ménager	19.156	8.216	10.940
6425	Autres commerces de détail de l'équipement du foyer	26.205	18.040	8.165
6430	Pharmacies	23.082	1.521	21.561
6440	Commerce de détail d'articles médicaux et de produits de beauté	8.419	3.227	5.192
6441	Commerce de détail et réparation de motocycles, cycles et véhicules divers	8.376	4.447	3.929
6442	Commerce de détail des charbons et combustibles	4.296	1.677	2.619
6443	Commerce de détail de livres, papeterie et fournitures de bureau	30.115	17.819	12.296
6444	Commerce de détail d'optique (médicale et non médicale) et de photographie	8.104	2.247	5.857
6445	Commerce de détail de l'horlogerie et bijouterie	11.166	5.205	5.961
6446	Commerce de détail de fleurs, graines et petits animaux d'agrément	20.955	12.175	8.780
6447	Commerce de détail d'articles de sport et de campement	11.097	5.294	5.803
6448	Commerce de détail du tabac	4.930	3.400	1.530
6449	Commerce de détail divers	37.698	26.622	11.076

TABLEAU M.01-2

Nombre d'établissements du commerce. Données régionales (France métropolitaine et départements d'outre-mer)

Situation au 1er janvier 1990

Source : INSEE. Exploitation du fichier SIRENE

Région / Secteur NAP 100	NAP 57 Commerce de gros alimentaire	NAP 58 Commerce de gros non alimentaire	NAP 59 Commerce de gros inter-industriel	NAP 60 Services des intermédiaires du commerce	NAP 61 Commerce de détail d'aliment. générale de grande surface	NAP 62 Commerce de détail alimentaire de proximité ou spécialisé	NAP 63 Commerce de détail non alimentaire non spécialisé	NAP 64 Commerce de détail non alimentaire spécialisé	**ENSEMBLE DU COMMERCE**
Alsace	1.069	1.479	2.050	751	277	2.726	66	8.204	**16.622**
Aquitaine	3.301	1.982	2.943	2.324	475	8.295	151	19.068	**38.539**
Auvergne	1.421	593	1.153	542	195	3.814	58	8.649	**16.425**
Basse-Normandie	1.217	495	951	733	218	4.045	80	8.431	**16.170**
Bourgogne	1.695	766	1.396	765	286	3.946	142	9.388	**18.384**
Bretagne	2.855	1.190	1.969	1.000	487	6.495	119	16.433	**30.548**
Centre	2.053	1.078	2.068	1.335	376	5.470	144	12.684	**25.208**
Champagne - Ardenne	1.200	606	1.167	573	193	3.056	67	6.915	**13.777**
Corse	218	169	270	104	60	1.285	22	2.431	**4.559**
Franche-Comté	727	432	884	379	195	2.444	50	6.403	**11.514**
Guadeloupe	384	340	266	385	14	3.464	27	3.727	**8.607**
Guyane	52	52	98	121	4	558	12	667	**1.564**
Haute-Normandie	994	735	1.257	828	213	4.552	102	9.545	**18.226**
Île-de-France	5.415	20.514	13.516	11.873	1.170	30.228	721	76.557	**159.994**
Languedoc - Roussillon	2.351	1.580	2.280	1.855	308	9.282	316	16.743	**34.715**
Limousin	858	370	653	255	143	1.842	48	4.262	**8.431**
Lorraine	1.148	1.034	1.895	905	362	4.207	190	12.318	**22.059**
Martinique	221	241	200	443	17	2.377	177	2.818	**6.494**
Midi - Pyrénées	2.480	1.561	2.625	1.227	378	7.406	139	16.710	**32.526**
Nord - Pas-de-Calais	2.302	2.084	2.874	1.418	517	9.869	155	20.368	**39.587**
Pays de la Loire	2.682	1.261	2.375	1.479	420	6.549	137	16.004	**30.907**
Picardie	1.182	714	1.334	614	228	4.179	88	8.739	**17.078**
Poitou - Charentes	1.918	716	1.358	966	266	4.375	72	9.411	**19.082**
Provence - Alpes - Côte d'Azur	3.722	4.176	4.568	4.531	537	17.341	528	38.145	**73.548**
Réunion	215	614	184	802	34	3.000	7	2.621	**7.477**
Rhône - Alpes	4.122	4.904	6.463	3.587	627	15.768	263	37.250	**72.984**
Ensemble	**45.802**	**49.686**	**56.797**	**39.795**	**8.000**	**166.573**	**3.881**	**374.491**	**745.025**

TABLEAU M.01-3

Magasins de vente au détail (pharmacies exclues) : répartition régionale

Année 1986

Source : INSEE (Enquête triennale d'établissements)

Unités : N : nombre
S : surface de vente, en millier de m²

	Alimentation générale		Alimentation spécialisée		Non alimentaire non spécialisé		Habillement Textile Cuir		Équipement du foyer		Hygiène Culture Loisir		Spécialisés Divers		Commerce de (1) détail	
	N	S	N	S	N	S	N	S	N	S	N	S	N	S	N	S
Alsace	1.101	403	1.810	71	77	54	2.020	258	1.310	266	737	56	1.456	62	**8.511**	**1.169**
Aquitaine	2.584	625	3.944	206	189	132	4.427	357	2.872	779	2.626	227	2.372	108	**19.014**	**2.435**
Auvergne	1.794	298	1.989	74	57	26	2.359	144	1.101	275	940	48	1.299	61	**9.539**	**927**
Basse-Normandie	1.264	297	2.039	64	141	36	2.324	139	1.386	298	939	61	1.247	66	**9.340**	**960**
Bourgogne	1.429	396	2.266	70	77	50	2.470	184	2.085	594	1.202	75	1.352	71	**10.881**	**1.441**
Bretagne	2.354	705	3.540	134	153	71	4.907	437	2.506	654	1.983	162	2.187	124	**17.630**	**2.287**
Centre	1.735	529	2.988	95	67	63	3.340	269	2.544	470	1.688	135	2.076	122	**14.438**	**1.683**
Champagne - Ardenne	1.467	338	1.230	65	107	55	2.059	187	1.290	261	892	84	1.035	56	**8.080**	**1.045**
Corse (2)	403	65	476	11	—	—	401	23	211	68	240	17	240	10	**1.971**	**195**
Franche-Comté	1.091	235	1.070	56	8	12	2.009	161	925	196	877	59	927	41	**6.907**	**760**
Haute-Normandie	1.517	389	2.609	95	78	50	2.750	210	1.823	373	938	66	1.359	84	**11.074**	**1.266**
Île-de-France	8.279	1.965	14.102	600	453	485	21.449	1.579	11.768	1.985	9.549	726	10.244	512	**75.844**	**7.852**
Languedoc - Roussillon	3.426	544	3.729	148	197	106	4.437	264	2.097	526	1.609	131	2.201	135	**17.696**	**1.854**
Limousin	986	198	782	18	15	25	1.159	73	544	247	531	49	710	61	**4.727**	**670**
Lorraine	1.939	586	1.827	83	36	77	3.405	299	2.054	616	1.604	116	2.114	97	**12.979**	**1.874**
Midi - Pyrénées	2.457	520	3.355	100	131	268	4.228	247	2.246	596	2.254	205	2.359	157	**17.030**	**2.093**
Nord - Pas-de-Calais	3.331	859	5.426	199	51	46	5.935	444	3.541	1.032	2.616	238	3.173	190	**24.073**	**3.007**
Pays de la Loire	2.502	696	3.696	115	31	59	4.431	363	2.261	514	2.006	136	2.396	225	**17.323**	**2.108**
Picardie	1.685	450	2.078	63	237	89	2.165	144	1.471	388	793	173	1.411	121	**9.840**	**1.429**
Poitou - Charentes	1.454	384	2.114	64	82	63	2.502	182	1.785	362	1.126	82	1.335	54	**10.398**	**1.189**
Provence - Alpes - Côte d'Azur	4.145	953	7.436	265	346	126	10.171	542	5.135	1.350	4.434	290	4.887	192	**36.554**	**3.719**
Rhône - Alpes	5.408	1.090	6.880	286	164	128	10.030	798	5.655	1.272	4.517	315	4.592	249	**37.246**	**4.138**
France métropolitaine	**52.351**	**12.527**	**75.386**	**2.881**	**2.697**	**2.020**	**98.978**	**7.304**	**56.610**	**13.120**	**44.101**	**3.450**	**50.972**	**2.797**	**381.095**	**44.099**

(1) Hors vente par correspondance, hors pharmacies. — (2) Du fait de biais d'échantillonnage, certaines colonnes peuvent ne pas être significatives.

TABLEAU M.01-4

Hypermarchés et supermarchés

Situation au 1er janvier

Source : INSEE-IFLS et points de vente

Forme de commerce	1984	1985	(1) ■ *r* 1986	*r* 1987	*r* 1988	*r* 1989	1990
HYPERMARCHÉS							
Nombre d'hypermarchés appartenant à des :							310
Entreprises gérant des grandes surfaces	204	212	253	279	287	303	271
Indépendants	105	121	124	151	195	239	191
Succursalistes (2)	190	194	195	194	183	184	25
Magasins populaires	22	22	25	*r* 24	26	26	
Ensemble	**521**	**549**	**597**	**648**	**691**	**752**	**797**
Surface de vente (millier de m²)	2.851	2.967	3.372	3.653	3.849	4.127	4.337
SUPERMARCHÉS							
Nombre de supermarchés :							6.380
Indépendants et succursalistes (2)	4.581	4.954	5.466	5.720	5.912	6.128	396
Nombre de magasins populaires	480	486	479	458	467	405	
Ensemble	**5.061**	**5.440**	**5.945**	**6.178**	**6.379**	**6.533**	**6.776**
Surface de vente (millier de m²)	4.156	4.498	5.275	5.626	5.890	6.132	6.506

(1) À partir de 1986, changement dans les méthodes d'évaluation. — (2) Y compris les établissements précédemment classés en coopératives de consommateurs.

TABLEAU M.01-5

Défaillances d'entreprises du secteur commerce

Nombre d'entreprises ayant fait l'objet :
— d'un règlement judiciaire ou d'une liquidation de biens (1);
— d'un jugement d'ouverture de redressement judiciaire (2).

Source : INSEE (exploitation du *BODACC*)

Numéro de la NAP	Activité économique	1980	1981	1982	1983	1984	1985	■ 1986	1987	1988	1989
57	Commerce de gros alimentaire	362	357	330	410	448	439	492	545	693	756
58, 59, 60	Commerces de gros non alimentaire, interindustriel et intermédiaires du commerce	940	1.310	1.217	1.388	1.545	1.726	1.743	1.973	2.294	2.570
61, 62	Commerce de détail alimentaire	899	1.104	1.229	1.177	1.346	1.413	1.397	1.654	1.997	2.332
63, 64	Commerce de détail non alimentaire	2.946	3.532	3.179	3.500	3.807	3.559	3.419	3.535	4.164	5.181
	dont :										
6411 à 6414	Textiles et cuirs	959	1.084	952	982	1.155	1.240	1.181	1.303	1.677	2.077
6421 à 6425	Équipement du foyer	965	1.136	1.147	1.327	1.343	1.148	1.070	1.027	1.029	1.299
6430 à 6449	Hygiène, culture, loisirs, sport	1.016	1.304	1.076	1.189	1.309	1.158	1.159	1.180	1.423	1.737
	Commerce (ensemble)	**5.147**	**6.303**	**5.955**	**6.475**	**7.146**	**7.137**	**7.051**	**7.707**	**9.148**	**10.839**

(1) Législation de 1967. Non compris les jugements de transformation. — (2) Nouvelle législation applicable au 1-1-1986 (voir note 2 du tableau G.02-8).

TABLEAU M.01-6

Nombre de salariés des établissements du commerce

Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC — *Unité :* Salarié

Numéro de la NAP*	Activité économique	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	*p* 1988
38	**BOULANGERIE. — PATISSERIE** (sauf boulangerie industrielle)	132.019	131.923	132.702	135.330	136.033	137.497
3840	Boulangerie. — Pâtisserie	104.398	104.660	105.816	108.657	109.671	110.701
3850	Pâtisserie	27.619	27.263	26.886	26.673	26.362	26.796
57	**COMMERCE DE GROS ALIMENTAIRE**	255.483	245.624	237.887	235.901	236.661	233.645
5701	Commerce de gros de matières premières agricoles	23.437	23.011	22.289	22.405	22.349	22.622
5702	Commerce de gros de bestiaux	6.026	5.908	5.741	5.748	5.560	5.290
5703	Commerce de gros de fruits et légumes	36.930	36.434	36.418	36.264	36.708	35.972
5704	Commerce de gros de viandes sans abattage	22.052	22.090	20.644	20.557	21.000	20.928
5705	Commerce de gros de produits laitiers	20.040	19.067	18.276	17.453	16.369	15.945
5706	Commerce de gros de volailles et gibiers	7.412	6.975	6.259	5.997	5.770	5.978
5707	Commerce de gros de poissons	10.645	9.873	9.405	9.196	9.364	9.472
5708	Commerce de gros de vins, spiritueux, liqueurs	53.699	49.137	46.761	45.206	44.006	42.586
5709	Commerce de gros d'autres boissons	13.562	12.610	12.254	11.949	11.945	11.604
5710	Commerce de gros d'épicerie	38.604	36.353	35.625	36.383	36.378	35.184
5711	Commerce de gros spécialisé de produits alimentaires divers	23.071	24.166	24.215	24.741	27.212	28.064
58	**COMMERCE DE GROS NON ALIMENTAIRE**	269.538	261.876	262.415	268.342	275.298	282.099
5801	Commerce de gros d'accessoires automobiles et de matériel de garage	25.481	24.508	23.475	23.351	23.416	23.821
5802	Commerce de gros de pneumatiques, cycles et motocycles	8.524	8.542	8.470	8.457	8.758	9.130
5803	Commerce de gros de quincaillerie et d'appareils ménagers	25.719	24.420	22.696	22.467	22.995	22.652
5804	Commerce de gros de matériel électrique et électronique	63.178	62.776	64.338	67.529	70.559	73.715
5805	Commerce de gros des textiles	13.327	12.780	12.528	12.550	12.501	12.501
5806	Commerce de gros de l'habillement, des chaussures et de la maroquinerie	28.007	27.147	28.574	29.557	29.904	26.768
5807	Commerce de gros de produits pharmaceutiques	17.372	18.734	19.114	19.700	20.591	20.489
5808	Commerce de gros de parfumerie, produits de beauté	6.715	5.446	5.763	6.230	6.120	6.362
5809	Commerce de gros de droguerie, de produits d'entretien	22.923	20.669	20.115	20.474	21.473	21.841
5810	Commerce de gros de céramique et verrerie	5.702	5.362	5.177	5.079	5.036	5.018
5811	Commerce de gros de jouets, papeterie et articles de fumeurs	14.472	13.971	14.096	14.204	14.355	14.939
5812	Commerces de gros divers	38.116	37.491	38.068	38.740	39.546	41.850
59	**COMMERCE DE GROS INTERINDUSTRIEL**	369.146	354.737	358.633	361.769	371.759	384.667
5901	Commerce des textiles bruts	2.742	2.578	2.556	2.542	2.436	2.460
5902	Commerce de gros de cuirs et peaux	3.464	3.348	3.208	2.899	2.629	2.447
5903	Commerce de gros de charbon, minerais et minéraux	19.440	18.207	17.676	15.796	14.535	14.206
5904	Commerce de gros de produits pétroliers	28.181	26.085	25.745	26.501	27.159	26.292
5905	Commerce de métaux	28.234	26.864	26.893	26.005	24.094	25.217
5906	Commerce de produits chimiques industriels	17.143	16.695	17.166	17.884	17.766	18.060
5907	Commerce du bois	17.658	16.702	16.108	15.496	15.962	15.621
5908	Commerce de matériaux de construction, de verre à vitres et d'appareils sanitaires	67.598	65.129	66.111	67.638	70.716	73.236
5909	Commerce de matériel agricole	35.585	34.964	34.431	32.671	32.938	33.293
5910	Commerce d'équipement et de fournitures pour l'industrie	61.003	58.363	59.788	61.337	62.197	66.523
5911	Commerce de matériel et mobilier de bureaux	33.359	34.088	37.548	39.509	44.064	47.327
5912	Commerce de matériel pour le bâtiment et les travaux publics	17.456	15.440	15.280	15.888	17.577	18.997
5913	Commerce de fournitures diverses pour les utilisateurs professionnels du commerce et des services	28.982	28.653	28.437	29.748	31.642	32.942
5914	Commerce de papiers et cartons en l'état	8.110	7.440	7.505	7.674	7.874	7.885
60	**INTERMÉDIAIRES DU COMMERCE**	66.297	65.509	65.738	66.065	66.768	67.770
6001	Intermédiaires du commerce en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières textiles et demi-produits	1.961	1.998	1.992	1.936	1.936	1.977
6002	Intermédiaires du commerce en combustibles, métaux, minéraux et produits chimiques pour l'industrie	3.047	2.980	2.911	2.877	2.505	2.442
6003	Intermédiaires du commerce en bois et matériaux de construction	1.493	1.418	1.338	1.238	1.195	1.281
6004	Intermédiaires du commerce en machines, matériel et véhicules	4.558	4.516	4.443	4.268	4.045	4.095
6005	Intermédiaires du commerce en meubles, articles de ménages et quincaillerie	1.474	1.363	1.315	1.284	1.405	1.350
6006	Intermédiaires du commerce en textiles, habillement, chaussures et articles en cuir	2.485	2.444	2.481	2.572	2.597	2.538
6007	Intermédiaires du commerce spécialisés en produits alimentaires	9.200	8.692	8.479	8.484	8.395	8.168
6008	Centrales d'achats en produits alimentaires	7.129	7.617	8.112	8.777	8.074	9.379
6009	Intermédiaires du commerce spécialisés en produits non désignés ailleurs	16.341	15.903	15.728	15.878	16.428	16.952
6010	Intermédiaires du commerce en produits divers (sans prédominance)	15.130	15.029	15.279	15.247	15.191	15.479
6011	Centrales d'achats en produits non alimentaires	3.447	3.540	3.655	3.500	3.993	4.090
61, 62	**COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE** (1)	524.352	518.588	518.558	525.733	529.961	535.943
6101 à 6222	Commerce de détail d'alimentation générale	383.419	380.045	382.517	390.780	397.893	405.971
6230	Coopératives alimentaires d'entreprise ou d'administration	3.064	2.844	2.570	2.445	2.313	2.306
6241	Commerce de détail de fruits et légumes	11.882	11.607	11.578	11.561	11.262	11.152
6242	Commerce de détail de produits laitiers	6.398	6.242	6.059	6.000	5.534	5.162
6243	Commerce de détail des viandes	94.092	91.654	88.836	86.510	83.543	80.577

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU M.01-6 *(suite et fin)*

Nombre de salariés des établissements du commerce

Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC

Unité : Salarié

Numéro de la NAP*	Activité économique	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	*p* 1988
6244	Commerce de détail de poissons et coquillages	8.467	8.448	8.517	8.848	8.650	8.566
6245	Commerce de détail de vins et boissons	5.356	5.311	5.460	5.336	5.064	5.198
6246	Commerce de détail de confiserie et commerces de détail alimentaires divers	11.666	12.425	12.998	14.239	15.687	16.998
63	**COMMERCE DE DÉTAIL NON ALIMENTAIRE NON SPÉCIALISÉ**	84.721	78.862	77.500	74.936	73.672	74.273
6301	Grands magasins	48.369	44.317	43.495	39.851	38.006	35.949
6302	Autres grandes surfaces non spécialisées non alimentaires	9.878	8.291	7.389	6.454	5.807	5.792
6303	Grandes surfaces semi-spécialisées non alimentaires	6.942	6.319	6.361	6.040	6.085	6.404
6304	Entreprises de vente par correspondance à assortiment général	15.305	15.741	16.163	17.739	17.869	18.241
6305	Autres commerces non alimentaires non spécialisés	4.227	4.194	4.092	4.852	5.905	7.887
64	**COMMERCE DE DÉTAIL NON ALIMENTAIRE SPÉCIALISÉ**	646.621	626.709	623.998	634.572	651.275	664.261
6411	Commerce de détail de l'habillement	135.440	129.951	131.402	133.124	134.334	134.967
6412	Commerce de détail de la chaussure	35.618	34.547	34.165	34.847	34.961	33.850
6413	Commerce de détail de la maroquinerie et des articles de voyage	6.168	5.895	6.060	6.220	6.292	6.272
6414	Commerce de détail des textiles pour la maison	11.107	10.648	11.261	11.788	12.838	13.147
6421	Commerce de détail du meuble	50.880	46.948	44.884	45.547	48.242	50.691
6422	Commerce de détail de quincaillerie et d'appareils ménagers	38.242	36.735	36.675	37.176	38.821	39.796
6423	Commerce de détail de la droguerie, couleurs, vernis	18.455	17.815	16.881	16.079	15.299	15.199
6424	Commerce de détail de matériel électrique, radioélectrique et électro-ménager	52.051	49.142	47.767	47.850	51.560	53.824
6425	Autres commerces de détail de l'équipement du foyer	20.131	19.726	19.120	19.910	20.701	21.593
6430	Pharmacies	84.559	85.535	87.873	90.813	93.539	94.999
6440	Commerce de détail d'articles médicaux et de produits de beauté	18.682	18.977	18.903	19.713	20.426	21.075
6441	Commerce de détail et réparation de motocycles, cycles et véhicules divers	11.794	10.855	10.062	9.880	9.998	10.343
6442	Commerce de détail des charbons et combustibles	16.071	15.205	15.100	14.612	14.192	13.632
6443	Commerce de détail de livres, papeterie et fournitures de bureau	45.969	45.645	44.891	44.702	45.398	45.304
6444	Commerce de détail d'optique (médicale et non médicale) et de photographie	15.928	16.322	16.251	16.860	17.033	17.751
6445	Commerce de détail de l'horlogerie-bijouterie	18.404	18.076	17.729	17.858	17.760	17.673
6446	Commerce de détail de fleurs, graines et petits animaux d'agrément	16.609	16.630	16.988	17.796	18.323	19.348
6447	Commerce de détail d'articles de sport et de campement	16.161	15.867	15.959	17.446	18.252	19.129
6448	Commerce de détail du tabac	3.976	3.802	3.608	3.389	3.268	3.119
6449	Commerce de détail divers	30.345	28.381	28.409	28.955	30.032	32.541

* L'activité économique de certains établissements n'a pu être renseignée que dans la nomenclature regroupée à 2 chiffres. Ceci explique que la somme des effectifs des postes détaillés soit parfois inférieure aux effectifs des postes regroupés correspondants.

(1) Certaines anomalies ont conduit à regrouper les classes 61 « Commerce de détail d'alimentation générale de grande surface » et 62 « Commerce de détail alimentaire de proximité ou spécialisé » et, dans ces classes, les postes 6101 à 6222 en « Commerce de détail d'alimentation générale ».

TABLEAU M.01-7

Chiffres d'affaires du commerce (1)

(Évaluations de base 1980)

Source : INSEE, CCCN — *Unité :* Million de francs

Numéro de nomenclature	Forme de commerce	1980	1981	1982	1983	1984	1985	*r* 1986	(2) 1987	(2) 1988	(2) 1989
57	Commerce de gros alimentaire	439.741	513.730	579.603	667.995	715.045	770.156	789.829	777.582	815.886	878.251
58	Commerce de gros non alimentaire	196.522	224.198	259.430	284.857	310.496	334.170	365.974	391.575	421.521	452.821
59	Commerce de gros interindustriel	403.918	455.673	505.711	539.793	579.423	599.258	590.619	608.146	667.911	731.805
	Ensemble du commerce de gros	**1.040.181**	**1.193.601**	**1.344.744**	**1.492.645**	**1.604.964**	**1.703.584**	**1.746.422**	**1.777.303**	**1.905.318**	**2.062.877**
61 et 6211 à 6230	Commerce de détail d'alimentation générale	237.237	278.669	319.918	359.947	400.296	435.080	472.113	508.414	542.151	588.010
6241 à 6246	Commerce de détail d'alimentation spécialisée	88.711	98.688	111.209	120.621	127.263	131.098	133.552	133.268	132.874	136.513
63	Commerce de détail non alimentaire non spécialisé	33.776	38.303	44.304	45.715	46.857	49.143	52.394	55.018	56.968	59.910
64	Commerce de détail non alimentaire spécialisé	295.905	333.229	380.576	415.402	442.229	474.692	503.330	520.469	547.328	580.406
	Ensemble du commerce de détail	**655.629**	**748.889**	**856.007**	**941.685**	**1.016.645**	**1.090.013**	**1.161.389**	**1.217.169**	**1.279.321**	**1.364.839**

(1) Chiffres d'affaires hors taxes des sociétés et entreprises individuelles. — (2) Ces données sont susceptibles de révision.

TABLEAU M.01-8

Évolution du chiffre d'affaires du commerce de détail (1)

(Évaluation de base 1980)

Source : INSEE, CCCN — *Unité :* Million de francs

Année	Commerce de détail alimentaire	Commerce de détail non alimentaire	**Ensemble**	Année	Commerce de détail alimentaire	Commerce de détail non alimentaire	**Ensemble**
1980							
1981	357.329	388.679	**746.008**	1985	620.077	626.311	**1.246.388**
1982	414.222	437.891	**852.113**	1986	665.038	666.276	**1.331.314**
1983	473.099	503.467	**976.566**	1987 (2)	706.018	689.152	**1.395.170**
1984	523.579	549.177	**1.072.756**	1988 (2)	742.297	721.120	**1.463.417**
	576.799	586.703	**1.163.502**	1989 (2)	795.406	760.905	**1.556.311**

(1) Toutes taxes comprises. — (2) Ces données sont susceptibles de révision.

TABLEAU M.01-9

Répartition des achats des ménages entre le commerce de détail et les opérateurs non détaillants

Année 1989

Source : INSEE. CCCN — *Unité :* Million de francs

Produits distribués \ Secteur d'activité	Total commerce de détail	Boulangerie-pâtisserie	Commerces de gros et intermédiaires du commerce	Prestataires de services : Commerces de l'automobile	Prestataires de services : Autres prestataires de services	Ventes directes des producteurs	Total des ventes	Correction pour biens existants	Consommation intermédiaire	Consommation commercialisable (1)
Pain, pâtisserie fraîche	8.229	42.742	157	1	80	125	51.334	—	— 2.453	48.881
Boissons	80.016	172	2.021	29	259	5.778	88.275	—	— 575	87.700
Épicerie, produits agricoles divers	128.075	6.075	1.999	440	639	546	137.774	—	— 2.539	135.235
Fruits et légumes frais	71.414	214	600	—	159	1.943	74.330	—	— 683	73.647
Crémerie et autres produits laitiers	102.986	812	1.627	—	333	4.863	110.621	—	— 1.396	109.225
Viandes, charcuterie, volailles, gibiers, lapins	174.169	244	3.258	—	350	10.682	188.703	—	— 3.075	185.628
Poissons, crustacés, coquillages	20.067	109	8	—	43	236	20.463	—	—	20.463
Total alimentaire	**584.956**	**50.368**	**9.670**	**470**	**1.863**	**24.173**	**671.500**	**—**	**— 10.721**	**660.779**
Produits pétroliers raffinés	65.507	31	3.720	97.309	728	16.022	183.317	—	— 17.544	165.773
Produits combustibles non pétroliers	2.684	3	—	183	2	132	3.004	—	—	3.004
Pneumatiques	2.905	—	—	6.386	—	871	10.162	—	— 2.291	7.871
Pièces détachées automobiles	14.578	—	—	67.310	115	8.499	90.502	—	— 19.360	71.142
Total énergie et produits automobiles	**85.674**	**34**	**3.720**	**171.188**	**845**	**25.524**	**286.985**	**—**	**— 39.195**	**247.790**
Habillement	169.757	59	6.506	—	107	14.392	190.821	—	— 460	190.361
Chaussures	38.154	—	186	218	95	3.127	41.780	—	—	41.780
Maroquinerie	10.094	—	83	—	9	352	10.538	—	—	10.538
Textiles pour la confection et pour la maison	23.229	—	1.924	—	—	517	25.670	—	—	25.670
Total équipement de la personne	**241.234**	**59**	**8.699**	**218**	**211**	**18.388**	**268.809**	**—**	**— 460**	**268.349**
Meubles	65.097	—	139	—	4	7.536	72.776	—	— 1.565	71.211
Quincaillerie	40.987	—	106	191	43	562	41.889	—	— 4.812	37.077
Droguerie	42.627	65	267	8	46	2.258	45.271	—	— 1.554	43.717
Matériel électroménager	99.502	—	1.676	490	525	4.029	106.222	—	— 761	105.461
Autres produits de l'équipement du foyer	27.035	—	149	—	4	1.123	28.311	— 14.188	— 2.310	11.813
Total équipement du foyer	**275.248**	**65**	**2.337**	**689**	**622**	**15.508**	**294.469**	**— 14.188**	**— 11.002**	**269.279**
Produits pharmaceutiques	**90.263**	**—**	**—**	**—**	**976**	**—**	**91.239**	**—**	**—**	**91.239**
Cycles, motocycles et accessoires	9.149	—	—	—	—	61	9.210	—	—	9.210
Parfumerie et articles médicaux	37.866	—	117	—	30	3.686	41.699	—	— 127	41.572
Produits de la librairie	54.156	49	4.289	—	894	2.762	62.150	—	—	62.150
Optique-Photographie	16.449	—	19	163	925	321	17.877	—	—	17.877
Articles de sport	11.871	—	87	541	19	1.096	13.614	—	—	13.614
Total hygiène, culture, loisir, sport	**129.491**	**49**	**4.512**	**704**	**1.868**	**7.926**	**144.550**	**—**	**— 127**	**144.423**
Tabac et allumettes	23.655	135	—	—	18.490	305	42.585	—	—	42.585
Produits de l'horlogerie-bijouterie	24.579	—	445	342	37	1.378	26.781	—	—	26.781
Plantes, fleurs et graines	17.834	62	1.169	7	85	2.944	22.101	—	—	22.101
Autres produits divers	37.338	11	63	20	176	934	38.542	—	—	38.542
Total produits divers	**103.406**	**208**	**1.677**	**369**	**18.788**	**5.561**	**130.009**	**—**	**—**	**130.009**
Total non alimentaire	**925.316**	**415**	**20.945**	**173.168**	**23.310**	**72.907**	**1.216.061**	**— 14.188**	**— 50.784**	**1.151.089**
Total alimentaire et non alimentaire [TTC] (2)	**1.510.272**	**50.783**	**30.615**	**173.638**	**25.173**	**97.080**	**1.887.561**	**— 14.188**	**— 61.505**	**1.811.868**

(1) Produits susceptibles d'être achetés par les ménages auprès des commerçants. — (2) TTC : toutes taxes comprises.

TABLEAU M.01-10

Ventes (TTC) du commerce de détail alimentaire

Année 1989

Source : INSEE, CCCN — *Unité :* Million de francs

Secteur d'activité / Produits distribués	Commerce d'alimentation générale					Détail alimentaire spécialisé							
	Ensemble des hypermarchés	Ensemble des supermarchés	Ensemble des magasins populaires	Ensemble des supérettes, mini-libre-services et magasins traditionnels	Total de l'alimentation générale	Fruits et légumes	Produits laitiers	Poissons	Vins et boissons	Confiserie et autres	Total alimentaire spécialisé	Boucheries Charcuteries	Total détail alimentaire
Pain, pâtisserie fraîche	3.721	2.186	268	1.346	7.521	14	5	—	—	619	638	20	8.179
Boissons	25.065	27.588	2.100	15.401	70.154	140	114	4	8.558	178	8.994	102	79.250
Épicerie, produits agricoles divers	42.071	42.074	3.546	24.135	111.826	247	235	7	212	9.094	9.795	2.417	124.038
Fruits et légumes frais	19.837	21.287	2.032	11.287	54.443	16.032	105	105	5	83	16.330	107	70.880
Crémerie et autres produits frais	31.396	36.423	3.807	18.999	90.625	434	8.840	32	72	1.177	10.555	890	102.070
Viandes, charcuterie, volailles, gibiers, lapins	40.819	40.871	5.304	10.175	97.169	70	319	28	5	10	432	75.421	173.022
Poissons, crustacés, coquillages	3.774	3.330	296	1.392	8.792	243	—	10.897	1	16	11.157	40	19.989
Total alimentaire	**166.683**	**173.759**	**17.353**	**82.735**	**440.530**	**17.180**	**9.618**	**11.073**	**8.853**	**11.177**	**57.901**	**78.997**	**577.428**
Produits pétroliers raffinés	27.909	10.705	133	708	39.455	—	—	—	168	44	212	—	39.667
Produits combustibles non pétroliers	8	—	—	221	229	—	—	—	12	1	13	—	242
Pneumatiques	2.544	78	—	—	2.622	—	—	—	—	—	—	—	2.622
Pièces détachées automobiles	10.939	251	—	—	11.190	—	—	—	—	—	—	—	11.190
Total énergie et produits automobiles	**41.400**	**11.034**	**133**	**929**	**53.496**	**—**	**—**	**—**	**180**	**45**	**225**	**—**	**53.721**
Habillement	18.513	4.759	2.931	591	26.794	—	5	—	—	19	24	4	26.822
Chaussures	4.186	1.110	807	209	6.312	—	—	—	—	4	4	—	6.316
Maroquinerie	1.463	287	334	—	2.084	—	—	—	—	—	—	—	2.084
Textiles pour la confection et pour la maison	3.963	946	811	—	5.720	—	—	—	—	—	—	—	5.720
Total équipement de la personne	**28.125**	**7.102**	**4.883**	**800**	**40.910**	**—**	**5**	**—**	**—**	**23**	**28**	**4**	**40.942**
Meubles	6.488	103	218	—	6.809	—	—	—	—	—	—	—	6.809
Quincaillerie	1.797	1.716	234	929	4.676	—	—	—	—	32	32	—	4.708
Droguerie	7.792	7.547	356	6.244	21.939	1	—	—	—	13	14	50	22.003
Matériel électroménager	27.557	4.152	934	2.146	34.789	4	—	—	1	25	30	—	34.819
Autres produits de l'équipement du foyer	2.492	2.785	460	112	5.849	—	—	—	—	1	1	—	5.849
Total équipement du foyer	**46.126**	**16.303**	**2.202**	**9.431**	**74.062**	**5**	**—**	**—**	**1**	**70**	**76**	**50**	**74.188**
Produits pharmaceutiques	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Cycles, motocycles et accessoires	461	51	—	—	512	—	—	—	—	—	—	—	512
Parfumerie et articles médicaux	5.587	240	1.522	114	7.463	—	—	—	35	71	106	—	7.569
Produits de la librairie	4.100	14	914	2	5.030	—	—	—	11	6	17	—	5.047
Optique-Photographie	624	14	—	—	638	—	—	—	—	—	—	—	638
Articles de sport	891	—	366	—	1.257	—	—	—	—	—	—	—	1.257
Total hygiène, culture, loisir, sport	**11.663**	**319**	**2.802**	**116**	**14.900**	**—**	**—**	**—**	**46**	**77**	**123**	**—**	**15.023**
Tabac et allumettes	31	—	—	370	401	—	—	—	178	2	180	—	581
Produits de l'horlogerie-bijouterie	3.895	194	1.006	—	5.095	—	—	—	—	—	—	—	5.095
Plantes, fleurs et graines	171	15	60	—	246	35	—	—	—	142	177	—	423
Autres produits divers	2.520	130	324	41	3.015	—	—	—	—	38	38	—	3.053
Total produits divers	**6.617**	**339**	**1.390**	**411**	**8.757**	**35**	**—**	**—**	**178**	**182**	**395**	**—**	**9.152**
Total non alimentaire	**133.931**	**35.097**	**11.410**	**11.688**	**192.126**	**40**	**5**	**—**	**405**	**397**	**847**	**54**	**193.027**
Total alimentaire et non alimentaire	**300.614**	**208.856**	**28.763**	**94.423**	**632.656**	**17.220**	**9.623**	**11.073**	**9.258**	**11.574**	**58.748**	**79.051**	**770.455**
Démarque inconnue	— 3.531	— 3.401	— 581	— 1.721	— 9.234	— 130	— 78	— 85	— 80	— 88	— 461	— 610	— 10.305
Autres activités	12.767	11.230	1.122	3.560	28.679	375	908	368	1.532	378	3.561	3.016	35.256
Chiffre d'affaires	309.850	216.685	29.304	96.262	652.101	17.465	10.453	11.356	10.710	11.864	61.848	81.457	795.406

TABLEAU M.01-11

Ventes (TTC) du commerce de détail non alimentaire

Année 1989

Source : INSEE. CCCN — *Unité :* Million de francs

Secteur d'activité / Produits distribués	Détail non alimentaire non spécialisé				Détail non alimentaire spécialisé							
	Grands magasins	Vente par correspondance	Autres non alimentaires non spécialisés	Total non alimentaire non spécialisé	Équipement de la personne	Équipement du foyer	Pharmacies	Hygiène, loisirs, culture et sport	Bureaux de tabac	Autres commerces de produits divers	Total non alimentaire spécialisé	Total détail non alimentaire
Pain, pâtisserie fraîche	49	—	—	49	—	—	—	1	—	—	1	50
Boissons	430	75	15	520	—	—	—	9	26	211	246	766
Épicerie, produits agricoles divers	912	28	138	1.078	3	33	1.409	169	289	1.056	2.959	4.037
Fruits et légumes frais	520	—	7	527	—	—	—	—	—	7	7	534
Crémerie et autres produits laitiers	889	—	23	912	—	—	—	—	—	4	4	916
Viandes, charcuterie, volailles, gibiers, lapins	1.134	—	13	1.147	—	—	—	—	—	—	—	1.147
Poissons, crustacés, coquillages	78	—	—	78	—	—	—	—	—	—	—	78
Total alimentaire	**4.012**	**103**	**196**	**4.311**	**3**	**33**	**1.409**	**179**	**315**	**1.278**	**3.217**	**7.528**
Produits pétroliers raffinés	—	—	366	366	12	788	—	2.235	40	22.399	25.474	25.840
Produits combustibles non pétroliers	—	—	38	38	—	54	—	19	3	2.328	2.404	2.442
Pneumatiques	253	—	—	253	—	—	—	30	—	—	30	283
Pièces détachées automobiles	3.071	133	—	3.204	—	6	—	175	—	3	184	3.388
Total énergie et produits automobiles	**3.324**	**133**	**404**	**3.861**	**12**	**848**	**—**	**2.459**	**43**	**24.730**	**28.092**	**31.953**
Habillement	7.673	7.669	1.272	16.614	119.695	176	—	5.660	16	774	126.321	142.935
Chaussures	389	410	157	966	25.845	10	—	4.803	—	214	30.872	31.838
Maroquinerie	579	417	131	1.127	6.529	122	—	73	1	158	6.883	8.010
Textiles pour la maison et la confection	1.228	2.586	1.122	4.936	10.001	1.819	717	—	—	36	12.573	17.509
Total équipement de la personne	**9.879**	**11.082**	**2.682**	**23.643**	**162.070**	**2.127**	**717**	**10.536**	**17**	**1.182**	**176.649**	**200.292**
Meubles	2.393	3.555	650	6.598	494	50.739	—	—	—	457	51.690	58.288
Quincaillerie	884	333	1.644	2.861	19	31.918	16	303	—	1.162	33.418	36.279
Droguerie	332	135	2.479	2.946	410	16.693	—	63	—	512	17.678	20.624
Matériel électroménager	2.378	2.024	720	5.122	58	57.604	—	1.755	41	103	59.561	64.683
Autres produits de l'équipement du foyer	351	65	385	801	46	20.101	—	4	—	234	20.385	21.186
Total équipement du foyer	**6.338**	**6.112**	**5.878**	**18.328**	**1.027**	**177.055**	**16**	**2.125**	**41**	**2.468**	**182.732**	**201.060**
Produits pharmaceutiques	—	—	—	—	—	—	90.262	—	—	—	90.262	90.262
Cycles, motocycles et accessoires	57	37	—	94	—	—	—	8.538	—	5	8.543	8.637
Articles médicaux et parfumerie	2.945	40	282	3.267	260	295	9.819	16.098	43	515	27.030	30.297
Produits de la librairie	1.371	63	122	1.556	28	56	—	44.701	2.293	475	47.553	49.109
Optique-photographie	563	116	155	834	—	153	43	14.640	—	141	14.977	15.811
Articles de sport	365	76	142	583	219	17	—	9.400	—	395	10.031	10.614
Total hygiène, culture, loisir, sport	**5.301**	**332**	**701**	**6.334**	**507**	**521**	**9.862**	**93.377**	**2.336**	**1.531**	**108.134**	**114.468**
Tabac et allumettes	—	—	—	—	20	—	—	5.734	16.343	977	23.074	23.074
Produits de l'horlogerie-bijouterie	1.073	132	32	1.237	190	117	—	359	124	17.457	18.247	19.484
Plantes, fleurs et graines	75	32	120	227	—	83	—	38	—	17.063	17.184	17.411
Autres produits divers	928	886	1.026	2.840	942	683	—	2.700	1.665	25.455	31.445	34.285
Total produits divers	**2.076**	**1.050**	**1.178**	**4.304**	**1.152**	**883**	**—**	**8.831**	**18.132**	**60.952**	**89.950**	**94.254**
Total non alimentaire	**29.918**	**18.709**	**10.843**	**56.470**	**164.768**	**181.434**	**100.857**	**117.328**	**20.569**	**90.863**	**675.819**	**732.289**
Total alimentaire et non alimentaire	**30.930**	**18.812**	**11.039**	**60.781**	**164.771**	**181.467**	**102.266**	**117.507**	**20.884**	**92.141**	**679.036**	**739.817**
Chiffre d'affaires toutes activités réunies (toutes taxes comprises)	32.489	19.178	11.209	62.876	164.245	190.824	101.881	123.895	20.814	96.370	698.029	760.905

TABLEAU M.01-12

Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise

Année 1988

Source : Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce

Numéro de la NAP	Activité principale de l'entreprise	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc.		Chiffre d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%)	Investissements corporels (2) (en millions de francs)
				Total	dont : temps partiel (1)				
57	**Commerce de gros alimentaire**	**28.169**	**264.502**	**245.469**	**21.637**	**710.846**	**57.883**	**13,8**	**7.780**
5701	Commerce de gros de matières premières agricoles	4.116	50.778	48.195	3.525	228.652	11.398	9,1	3.292
5702	Commerce de gros des bestiaux	4.740	13.835	9.366	2.081	56.791	2.387	7,6	363
5703	Commerce de gros de fruits et légumes	5.449	48.236	44.354	5.148	72.822	8.938	20,2	977
5704	Commerce de gros de viandes sans abattage	1.753	18.679	17.930	1.256	43.732	3.772	15,3	329
5705	Commerce de gros de produits laitiers	1.514	18.189	17.272	1.111	51.739	3.716	12,7	355
5706	Commerce de gros de volailles et de gibiers	402	3.092	2.794	542	5.394	536	14,1	62
5707	Commerce de gros de poissons	1.449	12.037	11.112	961	22.113	2.433	16,6	187
5708	Commerce de gros de vins, spiritueux, liqueurs	3.787	30.609	27.795	2.134	51.278	8.871	29,0	794
5709	Commerce de gros d'autres boissons	1.182	13.857	13.096	538	17.966	3.284	26,1	306
5710	Commerce de gros d'épicerie	966	26.669	26.206	1.777	65.308	6.134	13,9	621
5711	Commerces de gros spécialisés de produits alimentaires divers	2.811	28.521	27.349	2.564	95.051	6.404	12,2	494
58	**Commerce de gros non alimentaire**	**26.139**	**273.733**	**262.117**	**19.640**	**402.755**	**67.942**	**25,9**	**4.815**
5801	Commerce de gros d'accessoires automobiles et de matériel de garage	1.870	27.197	26.554	1.687	24.935	5.623	30,2	363
5802	Commerce de gros de pneumatiques cycles et motocycles	774	8.816	8.507	381	15.329	2.075	20,4	192
5803	Commerce de gros de quincaillerie et d'appareils ménagers	1.300	20.791	20.192	1.072	20.889	4.579	30,2	226
5804	Commerce de gros de matériel électrique et électronique	4.695	64.589	62.754	2.689	116.695	19.154	24,6	1.614
5805	Commerce de gros des textiles	1.331	8.861	8.605	735	14.261	2.314	28,0	147
5806	Commerce de gros de l'habillement, des chaussures et de la maroquinerie	4.758	30.768	27.966	2.919	44.088	7.699	28,1	541
5807	Commerce de gros de produits pharmaceutiques	172	19.506	19.479	1.986	56.687	3.939	8,5	302
5808	Commerce de gros de parfumerie, produits de beauté	770	7.320	6.879	2.016	8.073	1.867	47,1	79
5809	Commerce de gros de droguerie, de produits d'entretien	2.112	22.494	21.676	1.246	24.233	5.326	34,9	311
5810	Commerce de gros de céramiques et verrerie	254	4.915	4.812	223	6.229	1.272	29,6	93
5811	Commerce de gros de jouets, papeteries et articles de fumeurs	2.265	22.434	22.542	1.555	26.203	6.234	35,3	411
5812	Commerce de gros divers	5.838	35.042	32.151	3.131	45.133	7.860	31,0	536
59	**Commerce de gros interindustriel**	**30.456**	**382.858**	**372.049**	**19.146**	**643.883**	**106.481**	**22,4**	**10.550**
5901	Commerce des textiles bruts	238	1.202	1.094	84	3.745	326	14,5	23
5902	Commerce de gros de cuirs et peaux	375	2.336	2.228	158	6.134	567	18,0	35
5903	Commerce de gros de charbon, minerais et minéraux	76	855	845	58	2.270	242	14,4	16
5904	Commerce de gros de produits pétroliers	817	26.855	26.505	1.061	120.230	8.678	10,9	1.090
5905	Commerce de métaux	890	26.043	25.933	761	62.306	8.906	20,1	608
5906	Commerce de produits chimiques industriels	1.017	15.570	15.285	597	50.284	6.596	17,7	638
5907	Commerce du bois	1.339	13.214	12.687	796	21.556	3.057	22,5	325
5908	Commerce de matériaux de construction, de verre à vitres et d'appareils sanitaires	5.843	74.616	72.775	3.890	95.392	16.889	25,4	1.600
5909	Commerce de matériel agricole	3.635	36.548	34.785	2.256	46.448	7.946	21,3	556
5910	Commerce d'équipements et de fournitures pour l'industrie	5.952	66.108	64.306	2.982	81.729	19.063	32,5	1.397
5911	Commerce de matériel et mobilier de bureaux	4.604	65.251	63.721	3.554	78.493	19.687	29,3	2.754
5912	Commerce de matériel pour le bâtiment et les travaux publics	1.317	14.736	14.251	497	22.938	4.357	23,0	566
5913	Commerce de fournitures diverses pour les utilisateurs professionnels du commerce et des services	3.384	31.264	29.826	2.125	31.704	7.714	34,0	669
5914	Commerce de papiers et cartons en l'état	969	8.260	7.808	327	20.654	2.453	19,4	273
60	**Intermédiaires du commerce**	**20.640**	**74.544**	**58.390**	**6.392**	**132.106**	**18.865**	—	**1.459**
	Ensemble du commerce de gros et intermédiaire	**105.400**	**995.600**	**938.000**	**66.700**	**1.889.600**	**251.170**	—	**24.610**

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis. — (2) Y compris apports.

TABLEAU M.01-13

Commerce de détail : résultats du secteur d'entreprise

Année 1988

Source : Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce

Numéro de la NAP	Activité principale de l'entreprise	Nombre d'entreprises	Personnel occupé au 31 déc.	Effectif salarié au 31 déc. — Total	Effectif salarié au 31 déc. — dont : temps partiel (1)	Chiffres d'affaires hors taxes (en millions de francs)	Valeur ajoutée hors taxes (en millions de francs)	Taux de marque (%)	Investissements corporels (2) (en millions de francs)
	Commerce de détail d'alimentation générale	**34.508**	**431.764**	**393.765**	**101.123**	**527.019**	**65.823**	**17,6**	**12.778**
6101	Exploitation de supermarchés	3.455	148.957	148.235	33.388	191.144	21.843	16,0	4.009
6102	Exploitation de magasins populaires	209	24.231	24.163	4.998	22.060	3.399	21,5	392
6103	Exploitation d'hypermarchés	291	178.863	178.836	51.386	257.601	31.993	17,4	7.346
6211	Alimentation générale indépendante	26.851	49.452	16.219	5.761	29.074	4.704	22,7	457
6212	Exploitation de supérettes indépendantes	3.522	22.637	18.786	5.095	17.824	2.390	20,2	358
6221	Alimentation générale succursaliste	54	4.823	4.765	183	6.463	1.111	25,7	131
6222	Exploitation de supérettes succursalistes	13	2.087	2.079	265	2.210	324	20,2	83
6230	Coopératives alimentaires d'entreprises	113	714	682	47	643	59	13,6	2
	Commerce de détail alimentaire spécialisé	**89.024**	**232.533**	**130.218**	**44.712**	**115.766**	**27.838**	**30,9**	**3.418**
6241	Fruits et légumes	14.463	28.578	12.020	4.209	15.238	2.984	27,9	455
6242	Produits laitiers	4.590	9.798	5.033	1.602	6.582	1.163	25,4	85
6243	Viandes	43.353	131.099	78.467	30.536	60.835	15.879	28,8	1.532
6244	Poissons et coquillages	6.101	15.146	7.834	2.249	7.988	1.803	32,3	221
6245	Vins et boissons	4.658	11.577	7.273	1.414	8.313	1.866	38,8	199
6246	Confiserie, produits alimentaires divers	15.859	36.335	19.591	4.702	16.810	4.143	37,7	926
	Commerce de détail non alimentaire non spécialisé	**1.492**	**62.021**	**60.689**	**12.782**	**52.601**	**9.897**	**35,5**	**1.430**
6301	Grands magasins	42	33.334	33.333	7.976	24.048	5.364	33,0	940
6302	Autres grandes surfaces non spécialisées	110	2.157	2.110	284	1.547	289	30,1	44
6303	Grandes surfaces semi-spécialisées	213	9.995	9.943	1.977	9.175	1.757	28,3	223
6304	Ventes par correspondance	102	13.564	13.487	2.199	15.925	2.179	37,9	202
6305	Autres commerces non spécialisés	1.025	2.971	1.816	346	1.906	308	29,0	21
	Commerce de détail habillement, textile, cuir	**94.725**	**272.641**	**187.847**	**51.598**	**136.440**	**34.058**	**39,3**	**3.876**
6411	Habillement	72.677	202.405	137.262	39.026	100.163	24.948	39,2	3.054
6412	Chaussure	10.668	40.252	30.751	7.999	22.103	5.048	37,0	424
6413	Maroquinerie, articles de voyage	3.880	9.067	5.497	1.564	4.599	1.314	43,1	162
6414	Textile pour la maison	7.500	21.117	14.337	3.009	9.575	2.748	43,5	236
	Commerce de détail d'équipement du foyer	**52.376**	**230.323**	**185.778**	**47.726**	**142.857**	**31.598**	**34,5**	**4.260**
6421	Meubles	7.757	54.435	50.582	6.708	47.427	10.214	36,9	1.180
6422	Quincaillerie, appareils ménagers	9.410	56.624	48.480	14.737	33.967	7.582	32,8	1.122
6423	Droguerie, produits d'entretien	6.052	24.623	18.877	11.369	7.776	2.191	40,7	203
6424	Matériel électrique électroménager, télé	11.190	59.158	50.111	10.752	36.784	7.460	29,5	1.330
6425	Autres commerces d'équipement	17.967	35.483	17.728	4.160	16.903	4.151	38,9	425
	Pharmacies	**21.356**	**117.955**	**92.373**	**38.179**	**82.089**	**25.444**	**35,2**	**1.638**
6430	Pharmacies	21.356	117.955	92.373	38.179	82.089	25.444	35,2	1.638
	Commerce de détail d'hygiène, culture, loisir	**47.205**	**132.825**	**89.698**	**21.948**	**75.263**	**20.203**	**34,9**	**2.182**
6440	Appareils médicaux, produits de beauté	5.838	22.205	17.665	4.217	11.569	3.021	37,3	453
6441	Motocycles, cycles	7.126	16.891	9.562	2.494	12.593	2.294	21,9	247
6443	Livres, papeterie	22.017	53.373	31.323	8.174	26.035	7.572	35,1	619
6444	Optique, photographie	5.321	20.179	16.317	4.009	10.905	4.327	52,6	396
6447	Articles de sport et de campement	6.903	20.177	14.837	3.054	14.161	2.989	30,5	467
	Commerce de détail spécialisé divers	**53.411**	**128.909**	**74.367**	**21.320**	**70.380**	**16.683**	**34,3**	**1.940**
6442	Charbons et combustibles	3.418	14.855	11.944	1.431	19.426	2.775	17,7	306
6445	Horlogerie, bijouterie	10.550	27.648	18.502	4.601	14.310	4.495	46,7	452
6446	Fleurs, graines	16.446	39.206	21.815	8.041	14.570	4.124	45,2	431
6448	Tabac	7.317	12.837	3.093	1.472	6.969	1.782	20,4	181
6449	Autres commerces spécialisés, divers	15.680	34.363	19.013	5.775	15.105	3.507	38,5	570
	Ensemble commerce de détail	**394.100**	**1.608.900**	**1.214.800**	**339.300**	**1.202.420**	**231.540**	**27,2**	**31.530**

(1) Il s'agit du personnel, permanent ou non, travaillant pendant un nombre d'heures inférieur à la durée hebdomadaire normale. Il comprend également les apprentis. — (2) Y compris apports.

Des informations détaillées concernant les multiples aspects économiques de la distribution (données de structure, population active, activité commerciale...) peuvent être obtenues à partir de sources très diverses.

Nous mentionnons ci-après quelques-unes de ces sources, parmi les plus importantes, classées suivant l'organisme qui les exploite. Pour chaque source sont indiquées les plus récentes publications intéressant la distribution.

INSEE.

- Le Répertoire national des entreprises et des établissements (SIRENE) fournit, sur demande, des listes d'entreprises ou d'établissements par activité économique, par classe de salariés, etc.

- *L'enquête annuelle d'entreprise dans le commerce,* lancée en 1972 sur un champ réduit, a été étendue, à partir de 1973, à l'ensemble des grossistes et détaillants. Elle a été complétée par des enquêtes d'établissements sur 1980, 1982 et 1986.
  - Principaux résultats relatifs à 1987. *INSEE Résultats,* système productif n° 1, 1989.
  - Les chiffres du commerce en 1987. *INSEE Première,* n° 12, 1989.
  - Enquête d'établissements dans le commerce (1982). *Les Collections de l'INSEE,* série E, n° 95, 1985.

- *Les recensements de la population* (1962, 1968, 1975 et 1982) fournissent des données détaillées sur la population active du commerce (salariés et non-salariés).
  - INSEE, « La population active non salariée du Commerce », *Archives et Documents,* mai 1981 (2 volumes), n^{os} 20 et 21.
  - INSEE, « Structure de la population totale. Recensement de 1982 » (volumes bordeaux);
  - INSEE, « Population active au recensement de 1982 » (volumes bordeaux).

- L'exploitation des déclarations fiscales mensuelles relatives à la TVA (« déclarations CA 3 ») réalisée par l'INSEE, permet d'élaborer des indices mensuels de chiffres d'affaires pour les entreprises des secteurs du commerce de gros .
  - *Bulletin mensuel de statistique.*
  - *Informations rapides,* série T.

- Dans le commerce de détail, l'exploitation des déclarations fiscales mensuelles relatives à la TVA (« déclarations CA3 ») est complétée par la réalisation d'une enquête mensuelle auprès d'un échantillon d'entreprises non soumises à déclaration CA3, ce qui permet à l'INSEE de calculer des indices de chiffre d'affaires pour l'ensemble des entreprises des secteurs.
  - *Bulletin mensuel de statistiques.*
  - *Informations rapides,* série D.

- *L'enquête de conjoncture dans le commerce,* réalisée par le Service de la conjoncture de l'INSEE, permet de connaître six fois par an les opinions de 7.000 chefs d'entreprises du commerce de détail et de gros sur la situation économique.
  - Les résultats sont publiés régulièrement dans les *Informations rapides* de l'INSEE, série D et série G.

- *L'exploitation statistique, assurée par l'INSEE, des déclarations annuelles de données sociales fournit de nombreuses informations sur les salariés des principaux secteurs de la distribution, ainsi que sur le montant des salaires.*
  - « Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1984 ». *Archives et documents de l'INSEE,* n° 249, 1988.

- Enquête sur les coûts de la main-d'œuvre.
  - « Les coûts de la main-d'œuvre en 1984 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 120, 1986.

- L'exploitation de l'enquête de l'Office statistique des Communautés européennes (OSCE) permet, tous les six ans, d'obtenir en matière de « structure et répartition des salaires », des données statistiques comparables pour les pays membres.
  - « La structure des salaires dans l'industrie et les services en 1978 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n^{os} 90-91, mars 1981.

- *L'enquête permanente sur la consommation alimentaire des Français* fournit la répartition des produits alimentaires achetés par les ménages, suivant la nature du produit et le type de magasin.
  - « Consommation et lieux d'achats des produits alimentaires en 1982 ». *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 117.

- Les comptes et études.
  - « Images économiques des entreprises, commerce au 1er janvier 1986 » (dossier sectoriel n° 6, SUSE), *Archives et documents,* n° 270, 1988.
  - « Grandes surfaces alimentaires : le règne des hypermarchés » *Économie et statistique,* n° 196, février 1987.
  - « Commerce de détail : la dispersion des marges exprime la variété des services rendus », *Économie et statistique,* n° 196, février 1987.
  - « L'emploi dans le commerce de 1962 à 1986 : rupture en 1968 et 1982 », *Économie et statistique,* n° 196, février 1987.

COMMISSION DES COMPTES COMMERCIAUX DE LA NATION (CCCN).

Son rapport annuel est un document essentiel pour la connaissance de l'activité et des résultats du commerce.

La *publication* du rapport est effectuée par l'INSEE; derniers rapports publiés :

- « Activité soutenue dans le commerce en 1988 », *INSEE Première,* n° 7, 1989;
- « Les comptes du commerce en 1988 », *INSEE Résultats Économie générale,* n° 5, 1989;
- « Le commerce en 1987 », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n° 152, 1988.

Articles :

- « La croissance du commerce en 1987 : toujours les hypermarchés », *Économie et statistique,* n° 209, avril 1988;
- « Le commerce en 1986 : bons résultats d'ensemble », *Économie et statistique,* n° 196, février 1987.

UNEDIC.

(Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce, 77, rue Miromesnil, 75008 Paris).

Elle réalise chaque année une exploitation statistique des bordereaux transmis par les entreprises et fournit des tableaux donnant, pour l'ensemble des secteurs de l'industrie et du commerce, les effectifs salariés au 31 décembre de l'année précédente.

Le *Bulletin de liaison* édité par cet organisme comporte chaque année, dans son numéro de septembre, les statistiques des nombres d'établissements et nombres de salariés au 31 décembre de l'année précédente.

→

BANQUE DE FRANCE.

(39, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris).
Tél. : (1) 42 92 42 92

Sa *Centrale des Bilans* diffuse chaque année, sur la base de renseignements recueillis auprès d'un échantillon de 15.000 entreprises environ, et pour chacun des principaux secteurs économiques, des fascicules comportant :

— des tableaux comptables détaillés reprenant les éléments de comptes de résultat et des bilans;
— des distributions portant, en particulier, sur divers ratios économiques et financiers.

Une douzaine de ces fascicules sont consacrés aux principaux secteurs de la distribution.

Son enquête de conjoncture fournit des indices mensuels de vente pour les produits d'épicerie, les produits de boucherie, les textiles, la chaussure, l'ameublement, la librairie-papeterie, la droguerie et l'horlogerie-bijouterie. Pour les appareils ménagers et de radio-télévision, s'ajoutent aux indices des indications concernant les nombres d'appareils vendus et en stock.

— Fascicules annuels de la Centrale des Bilans, par secteurs.
— Enquête mensuelle de conjoncture.

IFLS.

(Institut français du libre-service, 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris).

Il diffuse chaque année la liste complète des hypermarchés, supermarchés en indiquant pour chaque unité l'entreprise exploitante, la surface de vente, les effectifs employés, le nombre de caisses, le nombre de places de parking.

Cet organisme publie également des indices mensuels d'évolution du chiffre d'affaires pour les supermarchés et les hypermarchés.

— « Atlas des supermarchés et hypermarchés au 1er janvier 1989 », *Libre-service Actualités,* supplément au numéro 1142/1143, décembre 1988.

CECOD.

(Centre d'étude de la commercialisation et de la distribution, 19, rue de Calais, 75009 Paris).

Il réalise des dossiers professionnels par secteur d'activité, se livre à des études d'équipement commercial, conduit, en outre, des activités d'information, de formation et de coordination de l'assistance technique au commerce.

Le CECOD possède une très riche bibliothèque d'ouvrages français ou étrangers concernant la distribution.

COE

(Centre d'observation économique de la Chambre de commerce de Paris, 14, rue Chateaubriand, 75008 Paris).

Il diffuse des indices mensuels de chiffres d'affaires pour les grands magasins, les magasins populaires, les hypermarchés et la vente par correspondance.

— Indicateurs COE (mensuel).

ASSOCIATION POUR LE COMMERCE MODERNE

Cette association regroupe le Groupement national des hypermarchés (GNH) et la Fédération des Entreprises de Distribution, de Magasins à prédominance Alimentaire et des Services (FEDIMAS).

Elle diffuse des indices mensuels de chiffres d'affaires pour les hypermarchés, supermarchés et les magasins de proximité.

— Statistiques mensuelles de l'Association pour le Commerce Moderne (ACM).

CTCOE

(Centre textile de conjoncture et d'observation économique, 12, rue d'Anjou, 75008 Paris).

Il diffuse des informations sur l'évolution détaillée des ventes par rayon, dans le textile et l'habillement.

Cet indice est repris dans un document mensuel du CTCOE : *Distribilan.*

IPEA

(Institut de Promotion et d'Études de l'Ameublement, 28, avenue Daumesnil, 75012 Paris).

Il diffuse un indice mensuel de chiffres d'affaires couvrant les secteurs de vente de meubles par famille de produits.

PUBLICATIONS DIVERSES.

— « La France des commerces, 1988 », ministère du Commerce, de l'Artisanat et des Services.
— « Statistiques et indicateurs des régions françaises », *Les Collections de l'INSEE,* série R, n° 65-66, 1987;
— « La grande distribution française », monographie de 53 groupes, et « Le commerce de gros », monographie de 34 secteurs, ministère du Commerce, de l'Artisanat et des Services, 1988.
— La revue *Points de vente* (14, rue Chaptal, 92309 Levallois Cedex) recense les supermarchés, les hypermarchés, ainsi que les centres commerciaux et les grandes surfaces de l'équipement de la maison. *Points de vente,* numéro spécial : Panorama, édition 1989 (recensement au 1er septembre 1988).
— « Les statistiques d'entreprises », *Les Collections de l'INSEE,* série E, n° 101, juillet 1986);
— « Circuits de distribution et marges commerciales », *Archives et Documents,* INSEE :
« Boissons », n° 191, 1987;
« Produits d'alimentation générale », n° 194, 1987;
« Produits animaux bruts et transformés », n° 197, 1987;
« Produits végétaux frais », n° 206, 1987;
« Habillement, textiles, cuirs », n° 208, 1987;
« Biens de consommation courante », n° 217, 1987;
« Biens d'équipement ménager et professionnel », n° 218, 1987;
« Énergie et biens intermédiaires », n° 219, 1987.
— « Consommation d'énergie dans le commerce de détail et les services à caractère commercial en 1985 », *Les Collections de l'INSEE,* série E, n° 115, 1988.
— « L'habillement : dépenses et points de vente en 1984 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 123, 1987.
— « Statistiques et Indicateurs des régions françaises : édition 1989 », *INSEE-Résultats,* nos 30-31-32.
— « Statistiques et Indicateurs des régions françaises : édition 1990 », *INSEE-Résultats,* à paraître.

Chapitre M.02

Services marchands rendus principalement aux entreprises

1. L'enquête annuelle d'entreprise dans les services
2. L'enquête annuelle de branche « Ingénierie, études et conseils »
3. Les activités de crédit-bail

1. L'enquête annuelle d'entreprise (EAE) dans les services

Lancée par l'INSEE en 1982 (exercice 1981) sur un champ réduit, l'EAE dans les services a été étendue à 42 secteurs en 1983 (exercice 1982) et enfin à 67 secteurs à partir de 1989. Une partie de ces secteurs correspond au poste T33 « Services marchands rendus principalement aux entreprises » (traités dans ce chapitre) du regroupement au « niveau 40 » de la NAP (nomenclature d'activités et de produits); le reste des secteurs enquêtés concerne les Services marchands à destination des ménages (objet du chap. M.03).

11. Description des secteurs enquêtés au titre du poste T33

Le terme de « services marchands rendus principalement aux entreprises » est entendu ici dans un sens restrictif, celui de la comptabilité nationale. Ce poste ne regroupe en effet que les classes 56, 76 à 80, 82 et 83 de la NAP, excluant de ce fait de nombreuses autres activités de services utilisés par les entreprises (commerce interindustriel, assurances, crédit, ...).

Le champ de l'enquête est limité aux classes 56 et 77 à 80 (1).

Les activités reprises dans ce champ apparaissent nettement créatrices d'emplois, du fait notamment de la prise

1. La Recherche — services marchands (classe 83) et non marchands — fait l'objet du chapitre F.02 de cet annuaire.

en compte de fonctions autrefois exercées à l'intérieur des établissements industriels (externalisation des services comptables, informatiques, ...).

Ces activités sont d'autre part très hétérogènes : selon les secteurs, les emplois peuvent être très qualifiés (ingénierie), ou peu (gardiennage); la part prise par le travail à temps partiel est, elle aussi, très variable et il y a lieu d'en tenir compte pour apprécier la progression globale des emplois salariés.

La population active des secteurs d'établissement des six groupes d'activités repris ici était de 1.005.000 personnes (salariées et non salariées) au recensement de population de 1982.

111. Récupération
(NAP 56)

Ce secteur regroupe les activités de collecte, démolition, préparation, triage de biens usagés métalliques ou non métalliques (papiers, textiles, plastique, verre, ...), en vue de leur réutilisation comme matière première. Les établissements de récupération occupaient 29.300 personnes (salariées et non salariées) au recensement de population de 1982.

112. Holding
(NAP 76)

Un holding gère les participations financières des entreprises d'un groupe (holding financier). D'autres, ou les mêmes, exercent un rôle de conseil et d'assistance vis-à-vis des entreprises du groupe auquel ils appartiennent. Pour qu'il y ait holding, il faut qu'il existe un contrôle financier (par le biais de la gestion des participations financières) ou un contrôle de direction (par le biais des prestations de services incluant celles d'état major). Si ce n'est le cas, l'activité relève des « Études, conseils, assistance ». La population active de ce secteur était de 7.700 personnes au recensement de 1982.

113. Études, conseils et assistance
(NAP 77)

Dans ce secteur qui occupait 696.700 personnes au recensement de 1982, les activités, les qualifications, les évolutions sont très diverses; on distingue :

● Les activités d'*ingénierie*, ou, d'une façon plus large, d'aide à la conception et à la décision. Le niveau de qualification y est élevé. Dans ce groupe sont classés :

— les cabinets d'études techniques, dont le rôle consiste en la conception et la réalisation pour compte de tiers (allant parfois jusqu'à la livraison « clés en main ») de bâtiments, d'infrastructure ou d'usines. Les activités de contrôle et vérifications techniques, d'assistance technique (aide à la mise en œuvre de matériels complexes) relèvent également de cette activité;

— les cabinets d'études économiques et sociologiques, qui réalisent les enquêtes d'opinion, les études de marché et celles d'urbanisme. Dans cette activité, il y a un nombreux personnel salarié féminin à temps (très) partiel;

— les cabinets d'organisation, dont le rôle consiste à aider les entreprises en matière de direction, d'organisation, de gestion. Les conseils en recrutement du personnel et les cabinets de formation du personnel des entreprises sont également classés dans cette rubrique;

— les services et les travaux à façons informatiques. Les services en informatique consistent en la livraison de logiciels spécifiques ou standards ou en la conception d'un système informatique. Les travaux à façon informatiques (saisie de données, location d'heures machines, ...) excluant toute activité de conception, ne relèvent donc pas de l'ingénierie, mais les activités de travaux à façon sont tellement imbriquées avec celles de services informatiques qu'il vaut mieux les classer dans un même ensemble;

— les cabinets de conseils en information et en documentation, qui ont également un rôle d'aide à la décision. Leurs activités vont de la documentation (conseils, recherche, diffusion) aux relations publiques (notamment, organisation de congrès, foires, salons). Les banques de données (les serveurs) sont également classées dans cette activité.

● *Les services connexes de la construction,* qui comprennent les cabinets d'architectes et ceux de métreurs et de géomètres. Ces activités sont exercées pour l'essentiel sous la forme libérale. Les évolutions sont évidemment très dépendantes de celle du bâtiment et génie civil. Ce sous-secteur comptait une population active de 66.400 personnes au recensement de 1982.

— Les architectes et agréés en architecture ont essentiellement pour rôle la conception architecturale d'ouvrage de bâtiment. Outre la conception, ils peuvent également effectuer la maîtrise d'œuvre. Certains architectes sont spécialisés dans l'aménagement de jardins (paysagistes), dans la décoration intérieure des bâtiments (décorateurs) ou dans l'aménagement de zones urbaines (urbanistes); d'autres, enfin, peuvent se consacrer à la rénovation et à l'entretien de bâtiments anciens (notamment les architectes en chef des monuments historiques).

— Les métreurs, et métreurs-vérificateurs, établissent des devis descriptifs d'ouvrages, mesurent ou vérifient l'avancement des travaux, effectuent le suivi des coûts réels des travaux.

— Les géomètres effectuent les levés de terrains et d'ouvrages, établissent des cartes et plans à partir de ces levés.

● *Les activités juridiques et comptables,* qui regroupent les cabinets juridiques et offices publics et ministériels d'une part, les cabinets d'expertise-comptable et d'analyse financière de l'autre. De même que pour les services connexes de la construction, ces services sont exercés souvent sous forme libérale. Ils occupaient 190.000 personnes au recensement de 1982.

— Les cabinets juridiques et offices publics et ministériels incluent de nombreuses professions, mais excluent celles qui relèvent de la magistrature. Ce groupe comprend les activités de conseil ou d'assistance en matière juridique : les conseils juridiques (consultations, sans plaidoirie, en matière de droit fiscal, droit des sociétés, droit du travail,...); les avocats, avoués et agréés près les tribunaux de commerce, qui conseillent, assistent ou représentent leurs clients pour le règlement de contentieux à l'amiable ou devant les juridictions; les syndics et administrateurs judiciaires, qui gèrent les actifs d'une société en règlement judiciaire ou les liquident en cas de mise en faillite; les conseils en propriété industrielle, qui accomplissent pour leur client les formalités nécessaires au dépôt, à la protection ou à la cession des brevets et marques industrielles.

Les officiers publics et ministériels incluent les notaires qui rédigent et conservent les actes authentiques, les huissiers qui signifient les sommations résultant des décisions de justice et éventuellement les mettent à exécution (saisie de biens), les commissaires-priseurs qui estiment la valeur des biens mobiliers et en effectuent la vente publique aux enchères.

— Les cabinets d'expertise comptable et d'analyse financière regroupent les activités des experts-comptables et comptables agréés et des conseils et analystes financiers. Les travaux comptables peuvent consister en une activité d'assistance auprès des entreprises, notamment en la centralisation, la mise en forme et la synthèse des documents de base (tenue et surveillance de comptabilité). Il peut s'agir aussi du contrôle et de la certification de la régularité et de la sincérité des comptes des sociétés faisant appel à l'épargne publique, afin de protéger les intérêts des actionnaires et créanciers (révision comptable, audit externe, commissariat aux comptes).

L'analyse comptable ou financière (audit interne) consiste en toute analyse de comptes d'une entreprise à des fins de conseils ou d'études économiques.

● La *publicité* comprend les services des créateurs en publicité, des agences-conseils et les ventes d'espace de publicité. Ce sous-secteur occupait 50.700 personnes au recensement de 1982. Les salariés à temps (très) partiel y sont nombreux (distribution de prospectus, ...).

— Les régies publicitaires commercialisent, pour le compte des propriétaires de supports (journaux, cinéma, radios, télévisions, emplacements d'affichage, ...) l'espace publicitaire. Certaines régies créent leur propre espace publicitaire (régies de journaux gratuits, régies de mobilier urbain). Les régies publicitaires vendent l'espace soit directement à l'annonceur, soit, cas le plus fréquent, aux agences-conseils qui l'achètent pour le compte de l'annonceur.

— Les créateurs et intermédiaires en publicité regroupent les agences-conseils en publicité et les créateurs et producteurs publicitaires qui travaillent soit comme sous-traitants des agences-conseils, soit directement avec les annonceurs.

Les agences-conseils en publicité conçoivent et exécutent la campagne pour le compte de l'annonceur; selon le cas, elles exécutent directement ou sous-traitent les travaux de création ou de production publicitaires; enfin, elles achètent à la régie, pour le revendre à l'annonceur, l'espace ou le temps publicitaire.

Dans les intermédiaires en publicité sont également classés les établissements de distribution de prospectus et de promotion des ventes; ils emploient de nombreux salariés à temps (très) partiel.

● Les *travaux à façon et les services divers* rendus aux entreprises incluent de nombreuses activités, avec une population active de 83.900 personnes au recensement de 1982.

— Les travaux à façon divers, reprographie, dactylographie, secrétariat, traduction, ne comportent aucun rapport de conception ou d'initiative particulière.

— Il n'en va pas de même pour les services divers rendus aux entreprises qui comprennent, outre les établissements de transports de fonds et de gardiennage, ceux d'assistance non spécialisée qui interviennent, pour le compte de tiers, dans tous les domaines des services et parfois même de la fabrication, et également les établissements d'activités auxiliaires réalisées pour le compte d'un groupe d'entreprises (les dernières sociétés sont proches de holding mais s'en distinguent par ce qu'elles n'ont ni rôle de décision, ni rôle d'état-major).

● Le *travail temporaire* (dont l'activité est abordée, de façon plus détaillée, au chapitre C.01 « Population active, emploi ») occupait 85.900 personnes au recensement de 1982.

● Les *ordres et syndicats professionnels,* avec une population active de 17.300 personnes au recensement de 1982.

114. Auxiliaire financier et d'assurances (NAP 78)

● Les *auxiliaires financièrs* ne sont pas interrogés dans l'enquête, mais ils figurent dans les statistiques de l'UNEDIC.

● Les *auxiliaires d'assurances* se chargent, soit de la représentation des compagnies d'assurances auprès des assurés (agents d'assurance), soit de la représentation des assurés auprès des compagnies d'assurances (courtiers en assurances).

Ces activités occupaient 78.500 personnes au recensement de 1982.

115. Promotion et sociétés immobilières (NAP 79)

Les promoteurs et sociétés immobilières regroupent les promoteurs, les administrateurs de biens et les agents immobiliers. Les établissements de locations immobilières sont exclus de ce secteur, qui comptait une population active de 158.300 personnes au recensement de 1982.

● La *promotion* d'immeubles, d'infrastructure, de zones industrielles ou commerciales consiste à réunir des moyens techniques et financiers en vue de la réalisation d'un programme. Elle peut s'exercer sous deux formes :

— le promoteur agit en tant que prestataire de services et gère une société de construction-vente créée à l'occasion d'un programme. A l'achèvement du programme, la société disparaît ou se transforme en syndicat de copropriété (qui relève du service du logement et non de la promotion);

— le promoteur agit pour compte propre, il achète le terrain, paie les travaux de construction puis revend le programme. Il agit en tant que commerçant.

● L'*administration* d'immeubles et d'infrastructures consiste à gérer, pour le compte des propriétaires, l'ensemble des services nécessaires au bon fonctionnement des biens gérés. L'administrateur est rémunéré par des honoraires. La gestion des infrastructures de transports (gares routières, aéroports, parkings) n'est pas classée ici, mais dans les services annexes de transports.

● Les *agents immobiliers* effectuent des transactions (achat, vente, location) sur des biens immobiliers ou des fonds de commerce. Ils agissent comme mandataires de leurs clients et sont rémunérés par des commissions.

Les marchands de biens achètent, en leur nom propre, des biens immobiliers, terrains..., en vue de les revendre en l'état, ou éventuellement après restauration.

116. Location et crédit-bail mobiliers (NAP 80)

La « location et crédit-bail mobiliers » comprend les activités de location de longue ou de courte durée portant sur des biens d'équipement (à l'exclusion de véhicules industriels).

La mise à disposition d'un matériel avec le personnel de conduite nécessaire est interprétée comme un travail à façon et classée en conséquence en fonction de l'activité exercée (ainsi la location de véhicules particuliers avec chauffeur est assimilée à l'activité de taxi).

Les entreprises fabriquant puis louant des biens d'équipement (par exemple des ordinateurs) sont classées dans la rubrique de fabrication correspondante et non en location,

bien que leurs recettes soient constituées de produits de location.

La population active de ce secteur était de 34.700 personnes au recensement de 1982.

Bien que le crédit-bail immobilier n'appartienne pas au champ des « services marchands rendus principalement aux entreprises », tel qu'il est défini en comptabilité nationale, il est traité en paragraphe 3 de ce chapitre « Activités de crédit-bail », en raison de l'importance que représentent, pour les entreprises, les investissements en crédit-bail.

2. L'enquête annuelle de branche « Ingénierie, études et conseils »

Cette enquête, réalisée par le SESSI (Service d'étude des stratégies et des statistiques industrielles — ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire) depuis l'année de constat 1981, concerne les entreprises exerçant, à titre principal ou secondaire, l'une des activités suivantes :

7701. Études techniques (y compris ingénierie et contrôle) [Tableau 5].
7702. Études économiques et sociologiques (y compris études de marché et études d'urbanisme) [Tableau 6].
7703. Études informatiques et d'organisation (la partie conseil des sociétés de services et ingénierie informatique (SSII) ainsi que les cabinets d'organisation, formation, recrutement) [Tableau 7].
7704. Travaux à façon informatiques (travaux essentiellement à façon, saisie de données, mise à disposition de matériels et réseaux informatiques, gestion et assistance de centres informatiques) [Tableau 7].

Ces quatre branches qui employaient dans les entreprises de 6 salariés et plus environ 180.000 personnes et réalisaient quelque 87 milliards (tableaux 3 et 4) de francs de facturation de « matière grise » constituent la partie essentielle de cette profession des services qui concourt à la production des investissements dits non matériels tels qu'ils sont définis dans les travaux préparatoires du IX^{e} Plan.

Il faut distinguer deux catégories d'entreprises :

1° Les entreprises exerçant à titre principal une activité d'ingénierie, études et conseils.
Pour ce type d'entreprises, ne sont retenues que celles qui emploient 6 salariés et plus.
2° Les entreprises exerçant à titre secondaire une activité d'ingénierie, études et conseils.

Pour ce type d'entreprises, sont retenues celles d'activité principale industrielle au seuil de 6 salariés et celles d'activité principale non industrielle au seuil de 1.000 salariés.

Les résultats de chaque branche (7701, 7702, 7703 et 7704) sont constitués par la sommation de ces deux catégories d'entreprises.

3. Les activités de crédit-bail

31. Définition

L'opération de crédit-bail permet aux entreprises désireuses d'avoir à leur disposition des biens d'équipement, sans immobiliser de fonds propres, de louer du matériel d'outillage, de transport ou des biens immobiliers à usage professionnel, auprès d'entreprises qui les ont achetés spécialement en vue de cette location et qui en demeurent propriétaires. Mais, à la différence d'une simple location, le crédit-bail donne au locataire la faculté d'acquérir tout ou partie des biens loués, à la fin du contrat dont la durée et les modalités sont fixées à l'avance. Le rachat du bien se fait moyennant un prix convenu qui tient compte des versements effectués au titre des loyers.

De même que le crédit-bail se distingue de la location, il se distingue de la location-vente car la promesse de vente est unilatérale. L'entreprise de crédit-bail s'engage à vendre le bien pour une valeur résiduelle en fin de contrat, mais rien n'oblige le locataire à lever cette option d'achat. Dans la pratique, on observe que dans la plupart des cas le bien est effectivement acheté en fin de contrat.

Le crédit-bail n'inclut pas les opérations de *leasing* par des organismes non agréés pour exercer le crédit-bail, ni les opérations de location financière.

32. Présentation générale

La loi du 2 juillet 1966 a officialisé l'existence du crédit-bail et codifié l'exercice de son activité. Elle fait obligation aux entreprises de se faire inscrire sur la liste des banques ou de se faire enregistrer comme établissement financier par le Conseil national du crédit. Elle facilite le recours de ces entreprises au réescompte.

L'ordonnance du 28 septembre 1967 a adapté cette réglementation au crédit-bail immobilier et créé le statut des « sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie » (SICOMI). Cette ordonnance introduit la distinction entre « crédit-bail mobilier » et « crédit-bail immobilier », et accorde aux SICOMI un certain nombre d'avantages sur le plan fiscal (exonération partielle de l'impôt sur les sociétés, droits de mutation réduits, ...).

En 1970, apparaît une nouvelle formule destinée à financer, par des opérations de crédit-bail, une partie des investissements des PTT. La loi du 24 décembre 1969 et l'arrêté du 24 février 1970 créent le statut des « sociétés agréées pour le financement des télécommunications ». Ces sociétés concourent au financement des PTT dans le cadre de conventions signées avec l'administration des Postes et Télécommunications. L'originalité du statut réside dans la possibilité donnée aux « sociétés agréées » de financer les investissements destinés aux PTT par des contrats de crédit-bail mobilier et immobilier. Les sociétés ont par ailleurs, de même que les autres SICOMI, la possibilité de procéder à la location d'immeubles à usage industriel ou commercial non équipés, soit sous la forme de crédit-bail soit sous la forme de location ordinaire. Les opérations de ces sociétés se sont développées très rapidement jusqu'en 1976. Depuis cette date, on observe un certain tassement des investissements.

On a donc trois secteurs de financement, celui du crédit-bail mobilier (durée des contrats de trois à cinq ans), celui du crédit-bail immobilier (quinze ans) et celui du crédit-bail destiné aux PTT (de même quinze ans) et deux types d'opérations (crédit-bail mobilier et immobilier).

Les données présentées dans les tableaux 8 à 11 sont tirées de l'enquête « crédit-bail » réalisée annuellement par l'INSEE depuis 1967.

TABLEAU M.02-1

Nombre de salariés des établissements de services rendus aux entreprises (1)

Effectif au 31 décembre

Source : UNEDIC

Numéro de NAP	Activité économique	1983	1984	1985	1986	1987	*p* 1988		
							Hommes	Femmes	Total
56									
5601	**Récupération**	**20.824**	**22.110**	**22.249**	**20.542**	**19.777**	**17.475**	**3.750**	**21.225**
5602	Récupération de ferraille et vieux métaux non ferreux	9.857	10.421	10.492	9.690	9.125	8.302	1.384	9.686
76	Récupération de produits divers	10.967	11.689	11.757	10.842	10.647	9.168	2.366	11.534
7600	**Holdings**	**8.130**	**9.365**	**9.540**	**10.417**	**12.540**	**6.712**	**6.148**	**12.860**
77	Holdings	8.130	9.365	9.540	10.417	12.540	6.712	6.148	12.860
7701	**Activités d'études de conseil et d'assistance**	**732.137**	**750.667**	**809.013**	**850.373**	**948.736**	**618.938**	**458.994**	**1.077.932**
7702	Cabinets d'études techniques	127.033	124.109	127.403	130.385	135.298	100.093	43.288	143.381
7703	Cabinets d'études économiques et sociologiques	15.627	15.569	16.015	17.748	19.439	10.130	11.034	21.164
7704	Cabinets d'études informatiques et d'organisation	40.639	49.790	59.469	70.577	83.613	60.526	36.079	96.605
7705	Travaux à façon informatiques	31.471	32.654	33.366	34.627	35.145	19.614	16.440	36.054
7706	Cabinets d'architecte	24.798	23.767	24.445	25.307	26.999	15.049	14.082	29.131
7707	Cabinets de métreur et de géomètre	13.055	12.507	12.238	12.196	12.414	8.623	4.126	12.749
7708	Cabinets de conseils en information et documentation	9.748	10.753	12.110	13.016	16.849	8.043	11.620	19.663
7709	Cabinets juridiques et offices publics et ministériels	84.804	85.086	85.896	87.787	90.875	19.008	74.597	93.605
7710	Cabinets d'expertise comptable et d'analyse financière	81.986	85.016	88.356	91.883	93.864	33.853	62.578	96.431
7711	Créateurs et intermédiaires en publicité	46.611	47.732	49.417	52.320	59.350	28.804	34.848	63.652
7712	Régies publicitaires	14.384	15.786	17.224	21.090	22.696	13.990	10.864	24.854
7713	Travaux à façon divers	16.810	16.614	17.388	17.326	16.382	8.696	8.608	17.304
7714	Prestation temporaire de personnel	105.581	101.391	129.220	130.642	179.963	183.946	66.987	250.933
7715	Services divers rendus aux entreprises	98.403	108.612	115.980	124.745	135.416	100.366	52.087	152.453
78	Ordres et syndicats professionnels	20.817	20.890	20.126	19.899	20.061	7.940	11.631	19.571
7801	**Auxiliaires financiers et d'assurances**	**55.847**	**56.918**	**57.418**	**58.920**	**62.528**	**20.589**	**42.642**	**63.231**
7802	Auxilaires financiers	8.644	9.382	10.506	12.244	15.475	9.407	6.811	16.218
79	Auxiliaires d'assurances	47.202	47.533	46.910	46.676	47.051	11.182	35.829	47.011
7901	**Promoteurs et sociétés immobilières**	**130.832**	**131.946**	**132.627**	**134.286**	**138.272**	**59.713**	**85.732**	**145.445**
7902	Promotion immobilière	22.135	22.043	20.892	21.132	20.950	10.824	11.446	22.270
7903	Promotion en infrastructure	1.703	1.564	1.644	1.622	1.467	952	862	1.814
7904	Supports juridiques de programme	12.240	11.912	10.918	9.846	9.623	4.708	5.054	9.762
7905	Administration d'immeubles	53.844	55.788	56.150	55.961	55.495	19.288	36.926	56.214
7906	Administration d'infrastructures	4.307	4.350	5.591	5.901	5.978	3.286	3.056	6.342
80	Agences immobilières	36.600	36.272	37.418	39.810	44.747	20.651	28.385	49.036
8001	**Location et crédit-bail mobiliers**	**39.114**	**38.691**	**39.853**	**41.274**	**42.424**	**29.833**	**14.776**	**44.609**
8002	Location de machines et équipements agricoles	1.784	1.753	1.536	1.389	1.049	841	199	1.040
8003	Location de matériel pour le bâtiment et les travaux publics	6.234	5.958	6.459	6.724	7.476	7.436	1.169	8.605
8004	Location de matériel de bureau	5.651	5.863	6.199	6.441	6.398	4.220	1.956	6.176
8005	Location de voitures particulières	7.194	7.285	7.635	7.775	8.306	5.410	3.286	8.696
8006	Location de wagons	870	880	1.001	1.095	822	522	348	870
8007	Location de biens de consommation	9.493	8.660	8.486	9.344	9.526	5.384	4.127	9.511
8008	Crédit-bail mobilier	1.572	1.668	1.830	2.329	2.589	1.081	1.732	2.813
	Location d'autres biens d'équipement	6.316	6.624	6.707	6.177	6.258	4.939	1.959	6.898

(1) La ventilation partielle des groupes d'activités (2 chiffres) en postes à 4 chiffres est due au fait que, pour un certain nombre d'établissements, le code APE complet (à 4 chiffres) n'a pu être déterminé.

TABLEAU M.02-2

Les secteurs d'entreprise de services rendus aux entreprises en 1988

Source : INSEE (EAE services — Enquête crédit-bail)

Unité : Million de francs

Numéro de la NAP	Activité économique	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31-12		Effectif non salarié au 31-12	Salaires bruts	Investissements	Ventes hors taxes	Valeur ajoutée hors taxes
			Total	dont à temps partiel					
56	ACTIVITÉS DE RÉCUPÉRATION	4.820	18.876	1.309	5.150	1.863	936	23.606	5.666
5601	Récupération de ferrailles et métaux non ferreux	3.741	12.442	873	3.985	1.232	667	18.090	3.796
5602	Récupération de produits divers	1.079	6.434	436	1.165	632	268	5.516	1.869
77	ACTIVITÉS D'ÉTUDES, DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE	150.784	977.313	221.872	178.699	116.636	13.945	442.550	233.076
7701	Cabinets d'études techniques	15.922	104.300	7.291	16.920	16.277	1.901	64.847	30.093
7702	Cabinets d'études économiques et sociologiques	3.092	21.269	11.455	3.190	2.043	242	7.233	3.947
7703	Cabinets d'études informatiques et d'organisation	17.911	101.557	7.055	18.274	16.955	2.152	54.388	30.453
7704	Travaux à façon informatiques	3.571	40.319	1.971	3.784	5.449	1.445	21.911	10.640
7705	Cabinets d'architecte	19.442	25.511	5.760	22.322	2.806	472	16.346	9.298
7706	Cabinets de métreur et géomètre	4.725	12.973	2.117	5.470	1.174	305	4.348	3.178
7707	Cabinets de conseils en information et documentation	3.802	13.237	3.327	4.217	1.684	454	8.391	3.360
7708	Cabinets juridiques et offices publics et ministériels	21.789	89.786	17.527	29.812	9.569	1.321	42.056	30.651
7709	Cabinets d'expertise comptable et d'analyse financière	12.840	91.772	10.576	12.182	12.899	988	32.026	24.217
7710	Créateurs et intermédiaires en publicité	10.715	69.337	26.802	11.738	7.532	810	61.478	15.247
7711	Régies publicitaires	1.349	19.078	1.804	1.491	2.666	541	25.980	6.212
7712	Travaux à façon divers	9.738	15.169	1.769	10.196	1.591	412	7.919	4.112
7713	Prestation temporaire de personnel	793	211.491	97.110	675	19.021	199	33.013	30.686
7714	Services divers rendus aux entreprises	25.095	161.514	27.308	38.428	16.972	2.802	62.614	30.980
78	AUXILIAIRES D'ASSURANCES								
7802	Auxiliaires d'assurances	22.355	43.101	10.153	25.838	4.292	787	20.060	13.603
79	PROMOTION ET SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES	32.755	89.850	11.451	35.679	12.084	6.322	104.539	39.861
7901	Promotion immobilière	3.803	14.995	1.357	3.757	2.424	1.458	31.148	7.061
7902	Promotion en infrastructure	2.193	5.946	687	2.224	916	1.495	17.093	4.506
7903	Supports juridiques de programme	523	364	148	428	25	16	954	87
7904	Administration d'immeubles	4.133	26.546	3.353	3.905	3.336	1.552	11.054	6.856
7905	Administration d'infrastructures	522	5.647	597	325	707	632	3.925	1.946
7906	Agences immobilières	21.581	36.352	5.309	25.040	4.676	1.168	40.364	19.405
80	LOCATION ET CRÉDIT-BAIL MOBILIERS	10.505	37.998	2.931	8.766	3.989	19.197	33.671	19.460
8001	Location de machines et équipements agricoles	3.708	1.009	663	1.536	37	409	633	359
8002	Location de matériel pour le bâtiment et les travaux publics	1.189	8.212	372	1.173	886	1.542	5.917	3.020
8003	Location de matériel de bureau	211	2.324	95	155	374	6.833	8.890	5.783
8004	Location de voitures particulières	888	6.691	415	870	724	4.940	5.958	3.661
8005	Location de wagons	131	487	79	147	81	204	1.400	458
8006	Location de biens de consommation	3.163	14.111	935	3.598	1.318	1.712	6.483	3.894
8008	Location d'autres biens d'équipement	1.215	5.164	372	1.287	568	3.564	4.389	2.284

TABLEAU M.02-3

Effectifs de la branche ingénierie, études et conseils [Effectif moyen annuel] (1)

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire (SESSI)

	Études techniques NAP 7701		Études économiques et sociologiques NAP 7702		Études informatiques et d'organisation Travaux à façon informatiques NAP 7703-7704	
	1987	1988	1987	1988	1987	1988
Personnel affectable (dont le temps est directement compris dans la facturation) :						
Ingénieurs, assimilés et cadres (IAC)	29.145	28.965	2.411	2.393	40.656	42.262
dont : détachés à l'étranger pour une période de longue durée	1.216	1.059	///	///	339	288
Employés, techniciens, dessinateurs et assimilés (ETDA)	34.852	34.372	2.439	2.352	29.759	30.991
dont : détachés à l'étranger pour une période de longue durée	475	360	///	///	50	33
Chargés d'études (CE)	///	///	643	531	///	///
Chargés d'études à garantie annuelle (CEGA)	///	///	863	908	///	///
Enquêteurs vacataires (EV)	///	///	9.644	8.189	///	///
Personnel non affectable :						
IAC	4.668	6.307	316	535	6.381	7.848
dont : détachés à l'étranger pour une période de longue durée	13	11	///	///	8	4
ETDA	10.830	12.096	941	922	9.719	10.414
dont : détachés à l'étranger pour une période de longue durée	29	21	///	///	14	3
Total	**79 495**	**81.740**	**17.257**	**15.830**	**86.515**	**91.515**
dont : détachés à l'étranger pour une période de longue durée	1.733	1.451	///	///	411	328

(1) Le nombre des unités enquêtées varie d'une année à l'autre (créations, disparitions). Il y a lieu de tenir compte de cette variation dans l'observation de l'évolution des effectifs et de leur rémunération.

TABLEAU M.02-4

Frais de personnel de la branche ingénierie, études et conseils (1)

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire (SESSI)

Unité : Millier de francs

	Études techniques NAP 7701		Études économiques et sociologiques NAP 7702		Études informatiques et d'organisation Travaux à façon informatiques NAP 7703-7704	
	1987	1988	1987	1988	1987	1988
Rémunération brute des personnels en France (donnant lieu à versement à la sécurité sociale)	13.062.813	13.684.898	1.120.017	1.232.394	14.452.072	15.802.934
Effectifs correspondants	77.762	80.289	17.257	15.830	86.104	91.187
Rémunération brute (à l'exclusion des frais de séjour) des personnels détachés à l'étranger	433.044	379.066	///	///	106.166	90.943
Effectifs correspondants	1.733	1.451	///	///	411	328
Frais de location de personnel	1.185.891	1.317.089	17.549	18.150	382.723	651.352
Nombre de personnes correspondant	6.008	6.071	149	123	1.776	3.101

(1) Le nombre des unités enquêtées varie d'une année à l'autre (créations, disparitions). Il y a lieu de tenir compte de cette variation dans l'observation de l'évolution des effectifs et de leur rémunération.

TABLEAU M.02-5

Facturations de la branche études techniques (NAP 7701) en 1988

Source : Ministère de l'Industrie, et de l'Aménagement du Territoire (SESSI) — *Unité :* Million de francs

Études réalisées en France (y compris exportation)	Facturations des services, études, interventions et matériels y afférents (hors taxes)			Ventilation des facturations par secteur client			Rappel 1987
				Perçues en France		Perçues de l'étranger	
	Études et prestations de services	Ventes de matériels et installations	Total	Secteur privé	Secteur public		Total
ENSEMBLE DE LA BRANCHE							
Nombre de fractions d'entreprise (1) : **2.057** (2)							**2.319**
Ingénierie bâtiment	5.979	1.337	7.316	5.563	772	981	7.192
Ingénierie infrastructure	4.786	952	5.738	2.081	2.026	1.631	4.810
Ingénierie industrie	19.364	7.373	26.737	17.258	1.875	7.604	28.023
Sous-total ingénierie	30.129	9.662	39.791	24.902	4.673	10.216	40.025
Autres études techniques	3.096	201	3.297	2.442	575	280	2.263
Contrôle, vérification technique spécialisée	5.376	67	5.443	3.863	1.026	554	3.928
Total	**38.601**	**9.930**	**48.531**	**31.207**	**6.274**	**11.050**	46.216
dont :							
INGÉNIERIE PROFESSIONNELLE OU AUTONOME (3)							
Nombre de fractions d'entreprise (1) : **1.601** (2)							**1.897**
Ingénierie bâtiment	5.696	1.290	6.986	5.296	755	936	6.973
Ingénierie infrastructure	4.078	864	4.942	1.812	1.315	1.915	4.144
Ingénierie industrie	15.197	6.767	21.964	14.446	1.301	6.217	22.564
Sous-total ingénierie	24.971	8.921	33.892	21.554	3.871	8.468	33.681
Autres études techniques	162	1	163	79	67	16	131
Contrôle, vérification technique spécialisée	97	1	98	54	26	18	63
Total	**25.230**	**8.923**	**34.153**	**21.687**	**3.964**	**8.502**	33.875
INGÉNIERIE INTÉGRÉE (4)							
Nombre de fractions d'entreprise (1) : **120** (2)							**120**
Ingénierie bâtiment	251	29	280	223	16	41	176
Ingénierie infrastructure	604	77	681	262	163	257	579
Ingénierie industrie	3.717	601	4.318	2.760	181	1.377	5.381
Sous-total ingénierie	4.572	707	5.279	3.245	360	1.675	6.136
Autres études techniques	3	—	3	2	1	—	8
Contrôle, vérification technique spécialisée	39	—	39	30	2	7	27
Total	**4.614**	**707**	**5.321**	**3.277**	**363**	**1.682**	6.171

(1) Sur la définition de la fraction d'entreprise, cf. chapitre G.03, paragraphe 11. — (2) Le nombre des entreprises enquêtées est variable d'une année à l'autre (créations, disparitions). Il y a lieu de tenir compte de cette variation dans l'observation du montant des facturations. — (3) L'ingénierie professionnelle ou autonome comprend exclusivement les entreprises qui exercent à titre principal l'activité d'ingénierie bâtiment, infrastructure ou industrie. — (4) L'« ingénierie intégrée » comprend les entreprises exerçant à titre secondaire une activité d'ingénierie bâtiment, infrastructure et/ou industrie. Le terme « intégrée » n'est pas employé dans son sens usuel dans l'industrie puisque cette activité donne lieu à facturation.

TABLEAU M.02-6

Facturations de la branche études économiques et sociologiques (NAP 7702) **en 1988**

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire (SESSI) — *Unité :* Million de francs

Études réalisées en France (y compris exportation)	Facturations des services, études, interventions et matériels y afférents (hors taxes)			Ventilation des facturations par secteur client			Rappel 1987
	Études et prestations de services	Ventes de matériels et installations	Total	Perçues en France		Perçues de l'étranger	Total
				Secteur privé	Secteur public		
ENSEMBLE DE LA BRANCHE							
Nombre de fractions d'entreprise (1) : **327** (2)							**313**
Études sociologiques	402	—	402	311	68	23	362
Études de marché	2.065	24	2.089	1.736	170	184	2.116
Études économiques	883	5	888	553	79	256	632
Études d'urbanisme	125	—	125	53	69	3	121
Autres études	280	3	284	241	11	32	162
Total	**3.756**	**32**	**3.789**	**2.894**	**397**	**498**	**3.393**
dont :							
Entreprises exerçant l'activité 7702 à titre principal							
Nombre de fractions d'entreprise (1) : **260** (2)							**246**
Études sociologiques	378	—	378	291	67	20	310
Études de marché	1.986	24	2.010	1.665	164	180	2.009
Études économiques	744	5	749	527	58	164	568
Études d'urbanisme	112	—	112	53	57	3	98
Autres études	274	3	278	241	10	27	153
Total	**3.495**	**32**	**3.527**	**2.777**	**355**	**394**	**3.138**

N.B. La cohérence comptable n'est pas toujours assurée en raison d'arrondis effectués.

(1) Sur la définition de la fraction d'entreprise, cf. chapitre G.03, paragraphe 11. — (2) Le nombre des entreprises enquêtées est variable d'une année à l'autre (créations, disparitions). Il y a lieu de tenir compte de cette variation dans l'observation du montant des facturations.

TABLEAU M.02-7

Facturations des branches études informatiques et d'organisation et travaux à façon informatiques (NAP 7703-7704) **en 1988**

Source : Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire — *Unité :* Million de francs

Études réalisées en France (y compris exportation)	Facturations des services, études, progiciels, interventions et matériels y afférents (hors taxes)			Ventilation des facturations par secteur client			Rappel 1987 Total (3)
	Études, prestations de services et progiciels	Ventes de matériels et installations	Total	Perçues en France		Perçues de l'étranger	
				Secteur privé	Secteur public		
ENSEMBLE DES BRANCHES							
Nombre de fractions d'entreprises (1) : **2.409** (2)							**2.232**
77.03 **Études informatiques et d'organisation**	**34.554**	**3.163**	**37.717**	**31.098**	**2.983**	**3.707**	**32.808**
Études d'organisation	5.551	111	5.662	4.670	270	724	4.894
soit : Études d'organisation, conseil de gestion ou de direction	3.683	83	3.766	3.169	203	395	3.124
Formation du personnel des entreprises	1.007	24	1.031	701	55	275	926
Conseil en recrutement et sélection du personnel	660	—	660	644	2	14	649
Autres études	201	4	205	156	10	40	195
Études informatiques (4)	29.003	3.052	32.055	26.428	2.713	2.983	27.914
77.04 **Travaux à façon informatiques**	**14.741**	**956**	**15.697**	**14.645**	**842**	**210**	**12.497**
soit : Travaux essentiellement à façon	8.194	379	8.573	8.071	445	57	7.043
Saisie de données	1.035	1	1.036	969	51	16	886
Mise à disposition de matériel et réseaux informatiques (y c. serveurs; n. c. location de matériel informatique)	3.624	371	3.995	3.585	279	131	3.130
Gestion et assistance de centre informatique	1.347	96	1.443	1.388	52	3	977
Autres travaux informatiques	541	109	650	632	15	3	461
Total	**49.295**	**4.119**	**53.414**	**45.743**	**3.825**	**3.917**	**45.305**

(1) Sur la définition de la fraction d'entreprise, cf. chapitre G.03, paragraphe 11. — (2) Le nombre des entreprises enquêtées est variable d'une année à l'autre (créations, disparitions). Il y a lieu de tenir compte de cette variation dans l'observation du montant des facturations. — (3) Le champ de l'enquête 1987 s'est élargi aux activités de travaux à façon informatiques. De plus le questionnaire dans sa conception ne permet d'avoir qu'une vue regroupée des deux branches 7703 et 7704. — (4) Les règles du secret statistique ne permettent pas de publier le détail des activités d'études informatiques.

TABLEAU M.02-8

Investissements des secteurs du crédit-bail

Source : INSEE (enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1988
Crédit-bail mobilier :										
Investissements destinés au crédit-bail (1)	7.670	8.781	10.955	11.990	15.562	17.015	20.163	24.325	32.917	55.500
Crédit-bail immobilier :										
Investissements destinés au crédit-bail (1)	2.493	2.665	3.531	4.461	4.403	5.413	9.551	9.324	9.906	16.053
Sociétés agréées pour le financement des télécommunications :										
Investissements destinés au crédit-bail (1)	3.474	2.905	2.244	1.861	2.701	2.764	2.966	2.025	2.584	2.680

(1) Hors taxes déductibles.

TABLEAU M.02-9

Investissements (1) destinés au crédit-bail par secteur d'entreprises clientes

Source : INSEE (enquête annuelle crédit-bail)

Unité : Million de francs

	Secteurs clients (2)	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	(3) 1988
	Crédit-bail mobilier									
U 01	Agriculture, sylviculture, pêche	291	451	492	590	701	1.090	1.265	1.405	3.386
U 02	Industries agricoles et alimentaires	464	523	599	709	788	882	843	1.192	2.276
U 03	Énergie	44	59	59	80	145	116	238	159	222
U 04	Industrie des biens intermédiaires	1.170	1.296	1.327	1.624	1.539	1.746	2.055	3.376	6.105
U 05	Industrie des biens d'équipement	1.000	1.269	1.606	2.203	2.446	2.008	2.110	3.177	5.051
U 06	Industrie des biens de consommation courante	966	1.031	1.043	1.263	1.290	1.674	2.190	3.397	6.161
U 07	Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole	770	881	932	1.138	1.023	1.126	1.483	2.144	4.052
U 08	Commerces	1.329	1.598	1.950	2.472	2.824	3.422	3.792	4.896	6.216
U 09	Transports et télécommunications	3.816	3.581	3.151	4.569	4.447	5.050	4.741	6.516	10.168
U 10	Services marchands	1.537	1.899	2.277	2.928	3.656	4.618	5.357	7.028	10.600
U 11	Location et crédit-bail immobiliers	6	8	27	37	36	28	27	44	55
U 12	Assurances	10	16	44	33	52	101	303	230	277
U 13	Organismes financiers	114	238	113	339	480	719	1.377	1.235	1.721
U 14	Services non marchands	148	290	178	206	314	465	515	545	1.220
	Total	**11.665**	**13.140**	**13.798**	**18.191**	**19.741**	**23.045**	**26.296**	**35.344**	**57.510**
	Crédit-bail immobilier									
U 01	Agriculture, sylviculture, pêche	—	3	7	2	13	3	4	78	16
U 02	Industries agricoles et alimentaires	97	128	103	78	65	72	184	168	602
U 03	Énergie	4	58	42	37	20	177	89	64	33
U 04	Industrie des biens intermédiaires	126	161	197	130	126	173	283	494	736
U 05	Industrie des biens d'équipement	436	579	684	571	742	3.728	3.275	1.215	1.187
U 06	Industrie des biens de consommation courante	316	471	338	146	242	213	364	587	1.706
U 07	Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole	61	91	51	85	68	115	85	123	385
U 08	Commerces	911	1.072	1.784	2.037	2.807	3.039	3.003	3.303	3.880
U 09	Transports et télécommunications	119	159	133	229	152	252	177	264	937
U 10	Services marchands	477	705	738	905	844	1.327	1.195	2.574	4.749
U 11	Location et crédit-bail immobiliers	—	2	13	10	26	99	114	384	1.689
U 12	Assurances	5	—	5	1	1	7	69	300	67
U 13	Organismes financiers	115	142	418	171	322	343	462	454	602
U 14	Services non marchands	19	19	1	73	23	3	74	55	134
	Total	**2.686**	**3.590**	**4.514**	**4.475**	**5.451**	**9.551**	**9.378**	**10.063**	**16.723**

(1) Hors taxes déductibles. — (2) La nomenclature utilisée est celle du « Système élargi de comptabilité nationale » (en 14 postes). — (3) Faute d'un nombre suffisant de réponses au questionnaire, les résultats de l'enquête 1987 n'ont pas pu être exploités.

TABLEAU M.02-10

Ventilation par nature des investissements destinés à faire l'objet de contrats de crédit-bail mobilier sur le marché intérieur (hors taxes déductibles)

Source : INSEE (enquête annuelle crédit-bail)

Unité : Million de francs

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	(1) 1988
Produits du travail des métaux	88	83	97	105	165	293	60	251	444
Machines agricoles	171	295	327	435	504	853	956	1.052	1.721
Machines outils	652	812	848	917	744	791	1.396	2.409	4.163
Équipement industriel	1.315	1.503	1.573	2.085	2.047	2.478	2.633	5.252	7.604
Matériel de manutention, matériel pour les mines, la sidérurgie, le génie civil	1.212	1.425	1.415	1.571	1.363	1.560	1.461	2.555	5.661
Matériel de traitement de l'information	1.536	2.139	2.422	3.772	4.081	4.913	7.498	7.447	10.376
Machines de bureau	386	613	623	665	1.342	1.570	1.445	1.267	943
Matériel électrique	183	69	76	89	87	187	262	289	389
Matériel électronique	3.135	2.577	2.413	3.508	3.786	4.442	3.335	4.987	6.284
Véhicules automobiles de moins de 2 tonnes de CU	349	525	673	873	1.381	1.427	1.883	2.494	2.997
Véhicules automobiles de 2 tonnes et plus de CU	1.724	2.146	2.335	3.030	2.817	3.117	4.021	5.762	12.099
Matériel ferroviaire roulant	41	44	69	94	33	31	29	30	111
Produits de la construction navale	46	74	21	43	19	32	19	38	222
Produits de la construction aéronautique	51	175	93	111	96	105	264	182	1.110
Instruments et matériels de précision	343	349	474	620	889	687	642	1.148	1.110
Meubles	5	20	24	41	47	34	392	181	333
Autres	428	291	315	232	340	525	—	—	1.943
Total	**11.665**	**13.140**	**13.798**	**18.191**	**19.741**	**23.045**	**26.296**	**35.344**	**57.510**
dont : Investissements réalisés par les sociétés agréées pour le financement des télécommunications (concernent les rubriques « Matériel électrique », « Matériel électronique »)	2.885	2.185	1.808	2.628	2.726	2.882	1.972	2.427	2.010

(1) Faute d'un nombre suffisant de réponses au questionnaire, les résultats de l'enquête 1987 n'ont pas pu être exploités.

TABLEAU M.02-11

Ventilation par nature des investissements destinés à faire l'objet de contrats de crédit-bail immobilier (hors taxes déductibles)

Source : INSEE (enquête annuelle crédit-bail) — *Unité :* Million de francs

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	(1) 1988
Achats de terrains, construction et génie civil	1.735	2.584	3.237	2.926	3.506	4.595	4.704	7.213	11.821
Magasins et commerces	540	668	1.141	1.580	1.915	2.303	1.996	2.428	3.027
Usines et entrepôts	690	1.046	1.287	611	856	1.213	1.354	2.105	3.362
Bureaux	280	486	451	370	406	747	806	1.432	3.048
Cliniques et hôpitaux	24	24	25	27	15	12	28	97	558
Autres	201	360	333	338	314	320	520	1.151	1.826
Achats de bâtiments existants	951	1.006	1.277	1.549	1.945	4.956	4.673	2.850	4.902
Magasins et commerces	296	362	406	433	665	727	1.210	904	858
Usines et entrepôts	331	345	400	651	642	3.438	2.202	706	1.323
Bureaux	240	210	339	296	499	600	1.011	797	2.216
Cliniques et hôpitaux	24	11	5	25	16	9	12	3	134
Autres	60	78	127	144	123	182	238	440	371
Total	**2.686**	**3.590**	**4.514**	**4.475**	**5.451**	**9.551**	**9.377**	**10.063**	**16.723**
dont : Investissements réalisés par les sociétés agréées pour le financement des télécommunications	20	59	53	73	38	83	53	157	670

(1) Faute d'un nombre suffisant de réponses au questionnaire, les résultats de l'enquête 1987 n'ont pas pu être exploités.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Publications de l'INSEE :

— « Données sectorielles sur les services en 1987 », *INSEE-Résultats,* juin 1989 n° 7;

— « Les services marchands rendus principalement aux entreprises 1960-1974 », *Les Collections de l'INSEE,* série E, n° 59, 1979;

— « Les services marchands rendus principalement aux entreprises 1970-1988 », *INSEE-Résultats,* n° 97.

— « Enquête annuelle d'entreprise dans le commerce, exercice 1987 », *INSEE-Résultats,* juin 1989;

— « Les entreprises de location, promotion et les sociétés immobilières en 1987 », *INSEE-Résultats,* novembre 1989 n° 25;

— Les résultats des enquêtes « crédit-bail » portant sur les exercices 1965 à 1977 ont été publiés dans *Économie et Statistique* : n° 11 (exercices 1965 à 1968), n° 23 (exercice 1969), n° 26 (1970), n° 38 (1971), n° 48 (1972), n° 60 (1973), n° 72 (1974), n° 83 (1975), n° 95 (1976) et enfin n° 103 (1977);

— Par ailleurs, à partir de l'exercice 1975, l'INSEE publie annuellement une brochure qui reprend l'ensemble des résultats détaillés : *Enquête annuelle d'entreprise, crédit-bail.*

Publication du ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire :

— Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, Service des Statistiques industrielles (SESSI). *Résultats de l'enquête de branche Ingénierie, études et conseils.*

Chapitre M.03

Services marchands à destination des ménages

1. Introduction

2. Description du champ couvert

1. Introduction

Les secteurs des services étudiés dans ce chapitre correspondent aux postes T 29 *Réparation et commerce de l'automobile,* T 30 *Hôtels, cafés, restaurants* et à une partie du poste T 34 *Services marchands rendus principalement aux particuliers* du regroupement, au « niveau 40 » de la nomenclature d'activités et de produits (NAP), utilisé par la Comptabilité nationale.

L'information présentée dans les tableaux ci-après est tirée des enquêtes annuelles d'entreprise (EAE) dans le commerce (1) pour le poste T 29 et dans les services (1) pour les autres postes. Les secteurs des services marchands de santé et d'action sociale (qui appartiennent au poste T 34) ne sont pas interrogés par l'EAE dans les services.

La population active (salariés et non-salariés) des secteurs d'établissement enquêtés était de 1.519.000 personnes au recensement de population de 1982.

2. Description du champ couvert

21. Réparation et commerce de l'automobile
(NAP classe 65)

Ce secteur rassemble des activités commerciales et des prestations de services. Le commerce comprend la vente au détail d'accessoires et d'équipements automobiles, de carburants et de lubrifiants et de véhicules automobiles. Les prestations de services consistent en l'entretien et la réparation des véhicules. Le commerce et la réparation de cycles et motocycles et de matériels agricoles ne sont pas inclus dans ce secteur.

Le commerce et la réparation de l'automobile occupaient 411.200 personnes au recensement de 1982.

22. Réparations diverses
(NAP classe 66)

La population active de ce secteur était de 37.900 personnes au recensement de 1982. En fait, la plupart des activités de réparation ne sont pas incluses dans ce secteur car, d'une manière générale, toutes les réparations de biens d'équipement sont classées avec les activités de fabrication; il en est de même pour les réparations liées au bâtiment et à l'habitation, qui sont classées avec le « bâtiment et génie civil et agricole » (NAP 55). En outre, certaines réparations (par exemple, on l'a vu, automobiles) sont classées avec l'activité commerciale correspondante.

Finalement, les *réparations diverses* comprennent les réparations de chaussures, d'appareils électro-ménagers, de montres, d'horloges, de bijouterie et de biens de consommation, de jouets,...

23. Hôtels, cafés, restaurants
(NAP classe 67)

La population occupée dans ce secteur était de 620.200 personnes au recensement de 1982.

Il s'agit en fait d'un ensemble assez hétérogène, constitué par :

— les activités de *restauration, hébergement, prestations bars et cafés* (497.000 personnes actives au recensement

1. Les EAE dans le commerce et les services sont décrites respectivement aux chapitres M.01 et M.02.

de 1982); y sont inclus tout autant le « café-charbon » que la grande chaîne d'hôtels;

— les *cantines et les traiteurs* (avec une population active de 67.700 personnes au recensement de 1982); les cantines regroupent les établissements de restauration de collectivités (établissements publics, scolaires, universitaires, restaurants d'entreprises). L'effectif employé dans la branche ou les établissements est donc très important, alors qu'il n'en va pas de même dans le « secteur d'entreprise ». Les établissements de traiteurs préparent et livrent des repas ou des plats cuisinés chez des particuliers et surtout à des restaurants de collectivités;

— les *autres formes d'hébergement* (qui occupaient 55.500 personnes au recensement de 1982), regroupant les wagons-lits et wagons-restaurants, les foyers d'étudiants et de jeunes travailleurs, les installations d'hébergement à équipements légers (camping) et développés (village de vacances).

24. Services récréatifs, culturels et sportifs (2)
[NAP classe 86]

Ce secteur occupait 133.800 personnes au recensement de 1982. Outre la radiodiffusion et la télévision et les activités cinématographiques (production, distribution, gestion de salles), sont incluses ici la gestion de salles de spectacle (théâtre, cirque,...), l'interprétation artistique et la gestion d'équipements sportifs.

25. Services divers marchands
(NAP classe 87)

Au recensement de 1982, 315.500 personnes étaient occupées dans ces services, qui comprennent :

— les établissements de *blanchisserie, teinturerie de gros ou de détail* (population active de 47.200 personnes, dont 2/3 environ de femmes, au recensement de 1982);

— les *salons de coiffure et d'esthétique corporelle* (qui occupaient 134.900 personnes, dont 3/4 environ de femmes, au recensement de 1982);

— les établissements de *services funéraires,* de *studios de photographie,* de *services personnels divers* (population active de 39.600 personnes, dont 2/3 environ d'hommes, au recensement de 1982);

— enfin, les *services de nettoyage et d'assainissement,* qui constituent davantage des services rendus aux entreprises (nettoyage d'usines, de bureaux, ...) ou à la collectivité (enlèvement et destruction des ordures), que des services rendus aux ménages (population active de 93.800 personnes au recensement de 1982, se répartissant de manière sensiblement égale entre hommes et femmes).

---

2. Pour ce qui concerne l'offre et l'utilisation de ces services, cf. les chapitres E.01 « Communication », E.02 « Culture » et E.04 « Jeunesse et sports ».

* * *

TABLEAU M.03-1

Nombre de salariés des établissements de services à destination des ménages (1)

Effectif au 31 décembre

Source : UNEDIC

Numéro de la NAP	Activité économique	1984	1985	1986	*r* 1987	*p* 1988		
						Hommes	Femmes	Total
65	**Réparation et commerce de l'automobile**	**338.689**	**329.208**	**330.161**	**337.301**	**277.989**	**63.163**	**341.152**
6501	Commerce de détail d'accessoires et équipements automobiles	11.382	11.794	12.399	14.057	11.928	2.914	14.842
6502	Commerce de détail de carburants et lubrifiants	33.065	33.201	32.684	31.834	21.657	9.868	31.525
6503	Vente et réparation de véhicules automobiles	200.534	194.112	195.567	202.103	168.807	36.910	205.717
6506	Réparation de véhicules automobiles	93.707	90.100	89.510	89.305	75.586	13.464	89.050
66	**Réparations diverses**	**21.586**	**21.890**	**23.510**	**24.143**	**19.233**	**6.163**	**25.396**
6601	Réparation de chaussures et d'autres articles en cuir	3.926	3.874	4.013	3.964	3.075	830	3.905
6602	Réparation d'appareils électriques ménagers	10.200	10.286	10.679	10.980	9.020	2.893	11.913
6603	Réparation de montres et d'horloges de bijouterie	901	956	965	982	522	424	946
6604	Réparations non désignées ailleurs et sans spécialisation	6.559	6.774	7.853	8.217	6.616	2.016	8.632
67	**Hôtels — Cafés — Restaurants**	**459.512**	**464.300**	**478.948**	**496.231**	**268.755**	**247.176**	**515.931**
6701	Restaurants et cafés-restaurants (sans hébergement)	156.782	163.735	175.226	188.599	117.109	81.002	198.111
6702	Cantines	62.273	63.531	65.717	66.122	27.558	41.528	69.086
6703	Traiteurs	4.977	5.226	5.957	6.883	4.682	3.199	7.881
6704	Débits de boissons (sans spectacles)	26.254	25.277	25.094	23.803	12.103	11.620	23.723
6705	Cafés-tabacs	13.573	13.075	12.393	11.613	5.051	6.292	11.343
6706	Débits de boissons avec spectacles	8.376	8.741	8.799	9.218	6.612	2.971	9.583
6707	Cafés associés à une autre activité	7.519	7.389	7.082	6.604	2.790	3.759	6.549
6708	Hôtels avec restaurant	107.610	108.229	109.278	113.891	60.620	57.604	118.224
6709	Hôtels sans restaurant	20.084	19.727	19.958	20.636	9.549	12.314	21.863
6710	Wagons-lits et wagons-restaurants	1.345	1.335	2.830	2.826	2.129	768	2.897
6711	Foyers d'étudiants et de jeunes travailleurs	9.521	9.488	9.658	9.729	4.538	4.895	9.433
6712	Installations d'hébergement à équipements développés	32.025	29.446	27.939	26.979	10.453	17.065	27.518
6713	Installations d'hébergement à équipements légers	9.158	9.089	9.011	9.323	5.558	4.156	9.714
86	**Services récréatifs, culturels et sportifs (marchands)**	**80.124**	**83.121**	**82.047**	**85.148**	**54.808**	**34.519**	**89.327**
8601	Radiodiffusion et télévision	22.447	25.971	21.834	21.885	15.217	8.818	24.035
8602	Production de films	3.078	3.096	2.678	3.520	1.903	1.723	3.626
8603	Distribution de films	1.306	1.144	1.159	1.115	408	576	984
8604	Gestion de salles de cinéma	11.421	10.111	8.895	7.600	3.193	3.363	6.556
8605	Gestion de salles de spectacles	6.061	6.006	4.868	6.509	3.672	2.736	6.408
8606	Autres spectacles et services récréatifs	5.822	5.853	6.154	6.683	4.806	2.852	7.658
8607	Création et interprétation littéraires et artistiques	3.783	3.433	3.630	3.570	1.969	1.850	3.819
8608	Services annexes aux spectacles	2.378	2.741	2.984	3.483	2.281	1.875	4.156
8609	Jeux de hasard et d'argent	9.573	9.607	11.422	11.261	6.591	3.720	10.311
8610	Gestion d'équipements et centres sportifs	6.023	6.849	7.619	8.802	5.828	3.992	9.820
8611	Remontées mécaniques	6.642	6.152	8.072	7.315	6.706	1.430	8.136
8612	Professeurs de sports et sportifs professionnels	1.511	1.891	2.334	2.820	1.959	1.271	3.230
87	**Services divers (marchands)**	**328.809**	**337.333**	**348.405**	**362.173**	**145.451**	**233.806**	**379.257**
8701	Laverie, blanchisserie, teinturerie de détail	23.059	21.733	21.675	21.724	5.564	16.238	21.802
8702	Blanchisserie et teinturerie de gros	7.885	7.819	7.635	7.619	3.696	4.603	8.299
8703	Salons de coiffure	83.590	85.789	89.641	92.139	16.158	78.618	94.776
8704	Esthétique corporelle	4.155	4.717	5.139	5.264	618	4.971	5.589
8705	Services funéraires	17.475	17.136	17.202	17.190	13.399	3.827	17.226
8706	Studios de photographie	7.586	7.476	7.680	7.968	4.263	4.185	8.448
8707	Services personnels divers	5.097	4.887	4.912	4.885	2.204	2.699	4.903
8708	Services de nettoyage	156.472	164.113	170.899	180.704	75.858	115.917	191.775
8709	Enlèvement des ordures	14.333	14.854	15.506	16.385	16.090	1.353	17.443
8710	Autres services d'assainissement	9.157	8.802	8.116	8.289	7.598	1.391	8.989

(1) La ventilation partielle des groupes d'activités (2 chiffres) en postes à 4 chiffres est due au fait que, pour un certain nombre d'établissements, le code APE complet (à 4 chiffres) n'a pu être déterminé.

TABLEAU M.03-2

Les secteurs d'entreprise de services à destination des ménages en 1988

Source : INSEE (EAE services)

Unité : Million de francs

Numéro de la NAP	Activité économique	Nombre d'entreprises	Effectif salarié au 31-12		Effectif non salarié au 31-12	Salaires bruts	Investissements corporels (1)	Chiffre d'affaires hors taxes (2)	Valeur ajoutée hors taxes
			total	dont à temps partiel					
65	**Répartition et commerce de l'automobile**	**67.941**	**308.214**	**44.147**	**77.471**	**28.484**	**7.319**	**382.581**	**65.739**
6501	Commerce de détail d'accessoires et équipements automobiles	2.693	12.197	1.416	2.938	1.079	301	8.636	2.266
6502	Commerce de détail de carburants et lubrifiants	9.863	24.334	4.086	12.555	2.020	294	17.676	4.224
6503	Vente et réparation de véhicules automobiles	23.266	197.429	20.814	24.799	19.674	5.312	318.607	44.812
6506	Réparation de véhicules automobiles	32.119	74.254	17.831	37.179	5.711	1.412	37.662	14.437
66	**Réparations diverses**	**14.669**	**17.061**	**2.132**	**16.056**	**1.437**	**321**	**7.605**	**3.795**
6601	Réparation de chaussures et d'autres articles en cuir	5.679	2.821	449	6.095	194	84	1.338	787
6602	Réparation d'appareils électriques ménagers	5.959	8.816	1.186	6.584	750	149	4.044	1.820
6603	Réparation de montres et d'horloges de bijouterie	1.153	365	100	1.280	25	11	253	148
6604	Réparations non désignées ailleurs et sans spécialisation	1.878	5.059	397	2.097	468	77	1.970	1.040
67	**Hôtels — cafés — restaurants**	**166.660**	**439.058**	**131.210**	**205.717**	**32.255**	**15.252**	**166.654**	**79.940**
6701	Restaurants et cafés-restaurants	68.667	204.870	62.988	87.721	15.013	6.738	73.343	33.774
6702	Cantines	231	1.524	385	231	107	42	431	174
6703	Traiteurs	1.165	52.794	14.399	1.391	3.837	362	13.815	6.338
6704	Débits de boissons	43.563	21.064	8.269	50.540	1.170	1.041	14.622	7.157
6705	Cafés-tabacs	13.689	12.586	3.992	17.943	759	519	8.621	4.639
6706	Débits de boissons avec spectacles	3.181	14.053	7.521	3.959	841	510	3.916	2.111
6707	Cafés associés à une autre activité	6.994	2.399	1.076	7.957	98	165	3.318	1.076
6708	Hôtels avec restaurant	21.475	107.267	27.274	27.634	8.629	4.524	40.607	19.838
6709	Hôtels sans restaurant	7.695	22.501	5.306	8.341	1.801	1.351	7.981	4.833
86	**Activités audiovisuelles**	**3.472**	**56.649**	**22.052**	**3.597**	**7.394**	**3.551**	**45.503**	**24.307**
8601	Radiodiffusion et télévision	411	28.296	7.633	374	4.187	2.730	29.543	15.898
8602	Production de films	1.920	21.625	12.551	2.218	2.514	552	10.643	6.175
8603	Distribution de films	205	943	75	162	160	22	1.811	743
8604	Gestion de salles de cinéma	936	5.785	1.793	843	533	247	3.506	1.491
87	**Services divers (marchands)**	**93.640**	**369.821**	**158.923**	**100.965**	**20.183**	**4.229**	**69.103**	**44.787**
8701	Laverie, blanchisserie, teinturerie de détail	11.102	16.769	4.016	12.622	1.035	513	4.908	2.788
8702	Blanchisserie et teinturerie de gros	425	7.503	447	453	583	225	1.883	1.189
8703	Salons de coiffure	49.392	98.805	40.259	52.357	4.891	1.125	18.007	12.915
8704	Esthétique corporelle	7.511	4.709	1.862	7.859	242	136	2.172	901
8705	Services funéraires	2.291	15.921	3.602	2.539	1.420	202	6.155	2.961
8706	Studios de photographie	6.368	6.665	2.061	7.588	512	307	5.240	1.876
8707	Services personnels divers	7.280	3.179	1.686	7.600	175	90	1.531	841
8708	Services de nettoyage	7.845	188.907	103.977	8.587	8.691	550	19.076	15.303
8709	Enlèvement des ordures	519	18.188	573	449	1.675	809	6.867	4.006
8710	Autres services d'assainissement	907	9.175	440	911	959	272	3.264	2.007

(1) Y compris apports. — (2) Chiffre d'affaires net et production immobilisée.

SOURCES DE DOCUMENTATION

— « Données sectorielles sur les services en 1987 », *INSEE-Résultats,* (septembre 1989);

— « Les services marchands rendus principalement aux ménages 1960-1975 », *Les Collections de l'INSEE,* série E, n° 70, 1980;

— « Enquête annuelle d'entreprise. Les agences de voyage, exercice 1986 », *Archives et documents,* n° 238, 1988;

— « Enquête annuelle d'entreprise. Activités cinématographiques, exercice 1986 », *Archives et documents,* n° 235, 1988;

— « Enquête annuelle d'entreprise. Cafés, hôtels, restaurants », *Archives et documents,* n° 240, 1988.

Chapitre M.04

Assurances

1. Activité des entreprises d'assurance

2. Placements des entreprises d'assurance

L'information relative aux paragraphes 1 et 2 ci-après a pour source le *Rapport au Président de la République*, sur l'activité des organismes d'assurance et de capitalisation. Ce rapport est préparé annuellement par la *Direction des Assurances* (ministère de l'Économie, des Finances et du Budget), dans le cadre de sa mission de contrôle des entreprises d'assurance françaises et étrangères (1) établies sur le territoire français. Les statistiques résultent du collationnement et du traitement des états comptables normalisés adressés par ces entreprises à leur autorité de tutelle.

1. Activité des entreprises d'assurance

11. Le marché français
(tableaux 1 à 9)

Les tableaux intègrent, non seulement l'activité de l'ensemble des entreprises d'assurance, françaises et étrangères, sur le territoire français, mais aussi les activités des succursales d'entreprises françaises d'assurance à l'étranger (sont incorporées également les opérations effectuées à l'étranger par les succursales en France des sociétés étrangères). En ce qui concerne les effectifs du secteur, des estimations provenant des organismes professionnels et un décompte de la Caisse nationale de prévoyance sont présentés au Tableau 2. Les comptes d'exploitation simplifiés des principales branches et les soldes d'exploitation des autres risques (d'assurance de dommages) d'une part, les cessions de réassurance d'autre part, complètent l'information sur cette activité apportée par les données sur les primes collectées.

1. Entreprises régies par le Code des assurances, à l'exception de la Caisse centrale de réassurance et des opérations effectuées avec la garantie de l'État par la Compagnie française d'assurance du commerce extérieur. Les sociétés spécialisées dans la réassurance ne sont pas soumises au contrôle.

12. Les principaux marchés étrangers — place du marché français
(tableaux 10 à 12)

Le Rapport de la Direction des Assurances reprend, pour situer la France dans son environnement international, des statistiques sur le marché mondial des assurances, publiées par la revue *SIGMA* (éditée par la Compagnie suisse de réassurance, à Zurich). Les tableaux 10 à 12 en présentent des extraits.

2. Placements des entreprises d'assurance
(tableau 13)

Chaque fois qu'elles se reconnaissent une dette vis-à-vis d'un assuré, les entreprises d'assurance constituent des *provisions* destinées à garantir le paiement de cette dette; c'est le cas, par exemple, en assurance de dommages, lorsqu'un sinistre est déclaré, mais non encore réglé; c'est le cas également en assurance-vie, où une part de chaque prime est affectée aux *provisions mathématiques*, qui garantissent le paiement des capitaux ou des rentes prévus à l'échéance des contrats. La représentation de ces provisions par des actifs financiers et immobiliers (appartenant aux sociétés ou remis par les réassureurs) est soumise à une réglementation et à un contrôle stricts, destinés à préserver les droits des assurés. Par contre, les compagnies placent librement leurs fonds propres. Les revenus financiers de ces placements permettent aux assureurs de dommages de limiter le montant des primes demandées. Les assureurs-vie, quant à eux, en imputent une part importante aux provisions mathématiques, part qui sera redistribuée aux assurés sous forme de revalorisation des prestations garanties.

* * *

TABLEAU M.04-1

Répartition par forme juridique des entreprises d'assurance (1)

Situation au 31 décembre

Source : Direction des Assurances

Statut	r 1981	r 1982	r 1983	r 1984	r 1985	r 1986	r 1987	1988 Assurance-vie et capitalisation	1988 Assurance dommages	1988 Total
Entreprises nationales	10	10	10	10	10	10	7	4	3	7
Sociétés anonymes	121	123	126	137	156	167	189	89	111	200
Sociétés à forme mutuelle	116	113	113	113	112	112	113	17	97	114
Mutuelles	71	71	71	71	83	86	88	—	92	92
Entreprises étrangères	155	150	153	151	150	144	143	14	130	144
Autres	8	8	8	8	8	8	8	(2) 3	(3) 5	8
Ensemble	**481**	**475**	**481**	**490**	**519**	**527**	**548**	**127**	**438**	**565**

(1) Les entreprises pratiquant uniquement la réassurance ne sont pas prises en compte. En revanche, les chiffres de ce tableau incluent les sociétés d'assistance. — (2) Deux sociétés à forme tontinière. — (3) Cinq caisses départementales des incendies.

TABLEAU M.04-2

Effectifs du secteur de l'assurance

Sources : Organismes professionnels et Caisse nationale de prévoyance

	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Personnels salariés employés par les sociétés d'assurance	123.000	123.200	122.700	122.600	122.500	123.000
soit : Personnels des services administratifs	97.000	97.700	97.400	97.500	97.200	96.600
Personnels extérieurs de production salariés	26.000	25.500	25.300	25.100	25.300	26.400
Agents généraux	65.000	68.200	67.700	71.700	71.100	71.420
dont : Employés	25.000	30.000	31.000	39.100	39.100	39.000
Courtiers	12.000	11.700	11.700	11.700	11.700	13.700
dont : Employés	10.000	10.000	10.000	10.000	10.000	12.000
Experts	3.200	3.200	3.200	3.200	3.300	3.450
Caisse nationale de prévoyance	1.687	1.840	1.872	1.908	1.629	1.654
Ensemble	**204.887**	**208.140**	**207.172**	**211.108**	**210.229**	**213.224**

TABLEAU M. 04-3

Primes d'assurance émises par catégorie d'opérations

Source : Direction des Assurances — *Unité :* Million de francs

Catégorie d'opérations	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
1. *Opérations d'assurance sur la vie et de capitalisation :*										
Assurances grande branche	7.457	8.896	10.298	12.577	///	///	///	///	///	///
Assurances populaires (1)	2.532	2.785	3.013	3.290	///	///	///	///	///	///
Assurances individuelles (2)	///	///	///	///	17.722	21.073	24.685	29.943	32.130	33.301
Assurances collectives	8.934	10.217	12.720	15.749	18.225	22.977	29.998	40.122	49.448	71.884
Opérations de capitalisation	2.823	3.195	4.089	5.297	4.638	6.216	9.850	15.354	25.431	42.418
Autres opérations : autres affaires, complémentaire, vie, nuptialité, natalité	1.949	2.341	2.937	3.631	4.430	5.076	6.437	6.377	6.551	7.016
Total affaires directes France métropolitaine	23.695	27.434	33.057	40.544	45.015	55.342	70.970	91.796	113.560	154.619
Départements et territoires d'outre-mer	62	72	86	86	106	141	199	267	396	489
Total affaires directes en France	23.757	27.500	33.143	40.629	45.121	55.483	71.169	92.064	113.956	155.108
Total affaires directes à l'étranger	560	591	666	776	684	656	708	787	746	779
Total affaires directes	24.317	28.091	33.809	41.405	45.805	56.139	71.877	92.851	114.702	155.887
Acceptations	1.269	1.437	1.936	2.499	3.055	3.212	3.313	2.901	3.373	3.636
Total « Vie et capitalisation »	**25.586**	**29.528**	**35.745**	**43.904**	**48.860**	**59.351**	**75.190**	**95.752**	**118.075**	**159.523**
2. *Sociétés à forme tontinière*	**81**	**82**	**83**	**86**	**94**	**103**	**117**	**133**	**151**	**192**
3. *Opérations d'assurances dommages :*										
Accidents corporels	5.664	6.673	7.447	8.187	9.032	9.949	10.687	11.455	///	///
Maladie	5.172	5.993	7.131	8.303	9.966	11.240	12.573	14.006	///	///
Dommages corporels (3)	///	///	///	///	///	///	///	///	26.825	28.933
Incendie (4)	10.171	11.481	13.084	14.831	16.848	18.797	20.485	21.879	///	///
Autres dommages aux biens et grêle (4) (5)	4.392	5.996	7.378	7.622	8.997	10.165	11.737	12.659	///	///
Dommages aux biens (4)	///	///	///	///	///	///	///	///	39.602	41.616
Automobiles	29.736	33.215	38.304	44.324	50.650	54.071	55.244	57.472	61.336	64.014
Transports (y compris aviation)	2.695	3.148	3.833	4.510	4.595	5.398	5.734	6.140	5.903	6.009
Responsabilité civile générale	5.436	6.555	7.640	6.114	7.015	7.687	8.332	8.966	7.726	7.439
Divers (y compris crédit)	1.426	1.737	2.005	2.245	2.655	3.937	4.613	5.105	5.564	6.435
Assurance construction [Dommages ouvrages et responsabilité civile décennale] (6)	///	///	///	3.631	3.572	3.460	3.274	2.753	3.085	3.315
Garantie légale des catastrophes naturelles (7)	///	///	///	577	2.068	2.803	3.153	3.263	3.447	3.622
Total affaires directes France métropolitaine	64.692	74.788	86.822	100.344	115.398	127.507	135.832	143.698	153.488	161.383
Départements et territoires d'outre-mer	529	583	693	789	1.014	1.136	1.241	1.386	1.575	1.759
Total affaires directes en France	65.221	75.371	87.515	101.133	116.412	128.642	137.073	145.084	155.063	163.142
Total affaires directes à l'étranger	2.389	2.637	2.825	3.279	3.124	3.790	3.600	3.629	3.641	5.234
Total affaires directes	67.610	78.008	90.340	104.412	119.536	132.432	140.673	148.713	158.703	168.376
Acceptations	6.994	8.010	9.613	11.848	13.967	15.173	14.997	13.809	13.259	12.690
Total général des opérations d'assurance de dommages	**74.604**	**86.018**	**99.953**	**116.260**	**133.503**	**147.605**	**155.670**	**162.522**	**171.963**	**181.066**
Total affaires d'assurance et de capitalisation	**100.271**	**115.628**	**135.781**	**160.249**	**182.457**	**207.059**	**230.977**	**258.406**	**290.189**	**340.781**

(1) Y compris les assurances populaires à capital variable. — (2) À partir de 1983, les assurances « grande branche » et les assurances populaires sont devenues « asurances individuelles ». — (3) À partir de 1987, les assurances « accidents corporels » et « maladie » ont fusionné pour constituer les dommages corporels. — (4) À partir de 1987, les assurances « incendie » et « autres dommages aux biens » ont fusionné pour donner naissance à la rubrique « dommages aux biens ». — (5) Les primes d'assurances « bris de glace » et « dégâts des eaux » sont comptabilisées (depuis 1970) dans la catégorie « autres dommages aux biens ». — (6) Jusqu'en 1981, l'assurance construction était incluse dans les catégories « responsabilité civile générale » et « autres dommages aux biens ». — (7) Les catastrophes naturelles font l'objet d'une assurance obligatoire depuis la loi du 13 juillet 1982.

TABLEAU M.04-4

Primes nettes d'annulations perçues par les différentes catégories d'entreprises et par branche

Source : Direction des Assurances — *Unité :* Million de francs

Année	Branche	Entreprises françaises				Entreprises étrangères	Ensemble
		Entreprises nationales	Sociétés anonymes	Sociétés à caractère mutuel	Caisse nationale de prévoyance		
1979	Vie et capitalisation	12.130	6.716	2.346	3.403	993	25.588
	Dommages (1)	21.039	25.113	23.123	///	5.317	74.592
	Total	**33.169**	**31.829**	**25.469**	**3.403**	**6.310**	**100.180**
1980	Vie et capitalisation	13.557	8.363	2.329	4.102	1.178	29.529
	Dommages (1)	23.669	29.096	27.010	///	6.243	86.018
	Total	**37.226**	**37.459**	**29.339**	**4.102**	**7.421**	**115.547**
1981	Vie et capitalisation	15.465	10.728	3.215	4.969	1.368	35.745
	Dommages (1)	26.920	33.364	32.428	///	7.241	99.953
	Total	**42.385**	**44.092**	**35.643**	**4.969**	**8.609**	**135.698**
1982	Vie et capitalisation	18.172	14.546	3.595	5.956	1.635	43.904
	Dommages (1)	30.621	38.283	39.091	///	8.264	116.259
	Total	**48.793**	**52.829**	**42.686**	**5.956**	**9.899**	**160.163**
1983	Vie et capitalisation	19.873	16.068	4.216	6.763	1.940	48.860
	Dommages (1) (2)	34.938	43.775	45.498	///	9.292	133.503
	Total	**54.811**	**59.843**	**49.714**	**6.763**	**11.232**	**182.363**
1984	Vie et capitalisation	23.085	20.095	4.904	9.106	2.161	59.351
	Dommages (1) (2)	38.216	48.055	50.839	///	10.495	147.605
	Total	**61.301**	**68.150**	**55.743**	**9.106**	**12.656**	**206.956**
1985	Vie et capitalisation	27.681	28.144	6.401	10.458	2.505	(3) 75.306
	Dommages (1) (2)	40.971	51.808	54.294	—	8.597	155.670
	Total	**68.652**	**79.952**	**60.695**	**10.458**	**11.102**	**230.976**
1986	Vie et capitalisation	34.039	39.261	8.147	11.572	2.733	(3) 95.884
	Dommages (1) (2)	42.688	54.173	57.091	—	8.569	162.521
	Total	**76.727**	**93.434**	**65.238**	**11.572**	**11.302**	**258.405**
1987	Vie et capitalisation	36.823	53.239	12.213	12.950	2.849	(3) 118.225
	Dommages (1) (2)	37.371	58.378	68.328	—	7.886	171.963
	Total	**74.194**	**111.617**	**80.541**	**12.950**	**10.735**	**290.188**
1988	Vie et capitalisation	41.728	84.187	14.555	15.795	3.256	(3) 159.715
	Dommages (1) (2)	39.961	61.078	72.091	—	7.933	181.065
	Total	**81.689**	**145.265**	**86.646**	**15.795**	**11.189**	**340.780**

(1) Soit primes nettes mises en recouvrement dans l'exercice, plus rappels, moins annulations au cours de l'exercice, plus variations des primes acquises et non émises; ces comptabilisations sont faites hors taxes, c'est-à-dire hors taxes d'assurance, contribution à la Sécurité sociale (pour l'automobile), contribution au fonds de garantie, contribution pour les catastrophes naturelles. — (2) L'assistance fournie par les sociétés d'assurance apparaît à partir de 1983. Les sociétés d'assistance pure sont prises en compte à partir de 1984. — (3) L'ensemble comprend, à compter de 1985, les tontines.

TABLEAU M.04-5

Assurance-vie et capitalisation. — Compte d'exploitation simplifié

(Y compris Caisse nationale de prévoyance)

Source : Direction des Assurances — *Unité :* Million de francs

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
RESSOURCES										
Primes	25.588	29.529	35.745	43.904	48.860	59.351	75.189	95.752	118.075	159.523
Produits nets des placements (1)	7.235	9.080	11.340	15.366	19.641	21.711	27.033	32.291	30.190	44.625
Autres produits (2)	141	189	201	235	294	857	952	987	1.638	2.569
Charges incombant aux réassureurs	1.837	2.145	2.621	3.196	3.755	4.193	5.099	5.231	5.862	6.981
Total	**34.801**	**40.943**	**49.907**	**62.701**	**72.550**	**86.112**	**108.273**	**134.261**	**155.765**	**213.698**
En % des primes	136	138,6	139,6	142,8	148,4	145	144	140,2	131,9	134,0
CHARGES										
Prestations	15.744	18.704	23.020	28.179	33.699	39.931	46.370	51.580	59.574	69.650
Provisions mathématiques (3)	10.271	12.206	15.238	20.688	23.272	29.426	42.679	62.532	72.855	117.526
Charges de production et de gestion	6.337	7.317	8.420	10.128	11.195	12.395	14.102	16.400	18.572	21.066
Primes cédées aux réassureurs	1.741	2.006	2.411	3.013	3.557	3.790	4.637	4.544	5.358	6.330
Total	**34.093**	**40.233**	**49.089**	**62.008**	**71.723**	**85.542**	**107.788**	**135.056**	**156.359**	**214.572**
En % des primes	133,2	136,2	137,3	141,2	146,7	144,1	143,3	141	132,4	134,5
Solde d'exploitation	**708**	**710**	**818**	**693**	**827**	**570**	**485**	**— 795**	**— 594**	**— 874**
En % des primes	2,7	2,4	2,2	1,5	1,6	0,9	0,6	— 0,8	— 0,5	— 0,5

(1) Déduction faite des charges de placement. — (2) Ce poste comprend le total des subventions d'exploitation, des produits accessoires et des travaux faits par l'entreprise pour elle-même. — (3) Ce poste retrace la variation des provisions mathématiques et les virements aux provisions mathématiques, les intérêts servis à la provision pour participation aux excédents, déduction faite de la participation aux excédents des exercices antérieurs incorporés dans l'exercice.

TABLEAU M.04-6

Assurance-dommages. — Compte d'exploitation simplifié de la branche automobile

(Responsabilité civile et dommages)

Source : Direction des Assurances — *Unité :* Million de francs

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
RESSOURCES										
Primes nettes (1)	29.736	33.214	38.306	44.324	50.601	54.070	55.244	57.472	61.336	64.014
Produits financiers	3.741	4.422	5.332	6.214	7.264	7.941	8.229	8.451	8.340	8.570
Part des réassureurs dans les charges	2.017	2.579	2.824	3.036	2.945	3.131	2.871	2.779	2.711	3.224
Autres éléments du crédit	481	573	699	798	888	943	1.050	1.051	845	928
Total	**35.975**	**40.788**	**47.161**	**54.372**	**61.698**	**66.085**	**68.394**	**69.753**	**73.232**	**76.736**
En % des primes	121	123	123	123	122	122	122	121	119	120
CHARGES										
Sinistres payés	19.926	23.229	27.321	30.356	33.785	37.178	39.031	41.031	45.737	47.335
Dotation aux provisions	5.109	5.717	6.604	7.825	8.867	8.082	6.642	6.684	2.710	4.734
Commissions	3.447	3.805	4.271	4.738	5.341	5.645	5.385	5.508	5.811	5.953
Autres charges	4.910	5.682	6.680	7.776	8.499	9.566	10.090	10.872	12.019	12.814
Primes acquises aux réassureurs	1.911	2.323	2.543	2.889	2.968	2.999	2.834	2.861	2.790	3.116
Autres éléments du débit	693	737	829	965	1.152	1.270	1.517	1.496	1.442	1.342
Total	**35.996**	**41.493**	**48.248**	**53.583**	**60.612**	**64.470**	**65.499**	**68.452**	**70.509**	**75.294**
En % des primes	121	125	126	121	120	119	119	119	115	118
Solde	**— 21**	**— 705**	**— 1.087**	**— 177**	**+ 1.086**	**+ 1.345**	**1.895**	**1.301**	**2.723**	**1.442**
En % des primes	— 0,1	— 2,1	— 2,8	— 0,4	+ 2,1	+ 2,5	+ 3,4	+ 2,3	+ 4,4	+ 2,2

(1) Soit primes nettes mises en recouvrement dans l'exercice, plus rappels, moins annulations au cours de l'exercice, plus variations des primes acquises et non émises : ces comptabilisations sont faites hors taxes, c'est-à-dire hors taxes d'assurance, contribution à la Sécurité sociale (pour l'automobile), contribution au fonds de garantie, contribution pour catastrophes naturelles.

TABLEAU M.04-7

Assurance-dommages. — Compte d'exploitation simplifié de la branche incendie et de la branche dommages aux biens à partir de 1987

Source : Direction des Assurances — *Unité :* Million de francs

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	■ 1987	1988
RESSOURCES										
Primes nettes (1)	10.171	11.480	13.084	14.831	16.848	18.796	20.485	21.879	39.602	41.615
Produits financiers	527	645	789	1.003	1.185	1.348	1.436	1.486	2.735	2.913
Charges incombant aux réassureurs et autres produits	///	///	///	///	///	///	///	///	9.534	7.199
Total	**10.698**	**12.125**	**13.873**	**15.834**	**18.033**	**20.144**	**21.921**	**23.365**	**51.871**	**51.727**
En % des primes	105,2	105,6	106,0	106,8	107,0	107,2	107,0	106,8	130,9	124,3
CHARGES										
Sinistres payés	5.391	6.531	7.384	8.787	11.787	12.764	13.626	13.581	23.261	23.693
Accroissement net des provisions	1.437	1.087	1.271	3.921	1.331	1.316	1.128	1.045	4.955	997
Commissions	2.048	2.336	2.642	2.996	3.413	3.771	3.983	4.154	6.643	6.878
Autres charges	1.768	2.023	2.351	2.700	2.938	3.266	3.653	3.939	7.555	8.059
Autres éléments de débit	156	199	218	220	223	296	470	513	1.157	1.469
Solde de la réassurance	— 34	8	61	— 1.794	— 686	— 686	60	1.015	8.612	8.419
Total	**10.766**	**12.184**	**13.927**	**16.830**	**19.006**	**20.727**	**22.920**	**24.247**	**52.183**	**49.515**
En % des primes	105,8	106,1	106,4	113,5	112,8	110,3	111,9	110,8	131,7	119,1
Solde d'exploitation	**— 68**	**— 59**	**— 54**	**— 996**	**— 973**	**— 583**	**— 999**	**— 882**	**— 312**	**+ 2.212**
En % des primes	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,4	+ 6,7	+ 5,8	+ 3,1	+ 4,9	— 4,0	— 0,8	+ 5,3

(1) Soit primes nettes mises en recouvrement dans l'exercice, plus rappels, moins annulations au cours de l'exercice, plus variations des primes acquises et non émises : ces comptabilisations sont faites hors taxes, c'est-à-dire hors taxes d'assurance, contribution à la Sécurité sociale (pour l'automobile), contribution au fonds de garantie, contribution pour catastrophes naturelles.

TABLEAU M.04-8

Assurance-dommages. — Solde d'exploitation des autres risques

Source : Direction des Assurances — *Unité :* Million de francs

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
MONTANTS										
Accidents corporels	746	890	1.146	1.188	1.628	1.635	1.513	1.630	///	///
Maladie	104	112	— 156	— 24	54	— 10	— 67	— 549	///	509
Dommages corporels	///	///	///	///	///	///	///	///	997	///
Autres dommages aux biens (1)	— 230	— 286	■ — 794	— 777	— 306	— 255	— 756	104	///	224
Transports	100	68	2	46	138	159	241	270	202	365
Responsabilité civile générale (2)	86	110	■ 526	561	752	823	806	678	397	— 698
Assurance construction (1)	///	///	24	— 28	— 276	— 407	— 161	— 358	— 358	— 21
Catastrophes naturelles (3)	///	///	///	— 231	26	317	456	360	287	735
Divers	230	210	211	213	5	232	328	286	427	///
Assistance (4)	///	///	///	///	18	55	58	85	///	1.114
Total	**1.036**	**1.104**	**■ 959**	**948**	**2.039**	**2.549**	**2.418**	**2.506**	**1.952**	
PART DES PRIMES EN %										
Accidents corporels	13,2	13,3	15,4	14,5	18,0	16,4	14,1	14,2	///	///
Maladie	2,0	1,9	— 2,2	— 0,3	0,6	— 0,1	— 0,5	— 3,9	///	1,7
Dommages corporels	///	///	///	///	///	///	///	///	3,7	///
Autres dommages aux biens (1)	— 5,2	— 4,8	■ — 12,7	— 10,2	— 3,4	— 2,5	— 6,4	1,3	///	3,7
Transports	3,7	2,2	0,1	1,0	3,0	2,9	4,2	4,4	3,4	4,9
Responsabilités civile générale (1)	1,6	1,7	■ 9,8	9,2	10,8	10,7	0,7	7,5	5,1	21,0
Assurances construction (1)	///	///	0,7	— 0,8	— 7,6	— 11,9	— 4,9	— 13	— 11,6	0,6
Catastrophes naturelles (3)	///	///	///	— 40,0	1,3	11,3	14,5	11	8,3	11,4
Divers	16,1	12,1	10,5	9,5	0,2	8,0	9,5	7,6	7,7	///
Assistance (4)	///	///	///	///	8,3	5,4	5,0	6,4	///	2,0
Ensemble	**4,2**	**3,7**	**■ 2,7**	**2,3**	**4,3**	**4,7**	**2,4**	**4,2**	**2,5**	

(1) Jusqu'à l'année 1980 incluse, l'« assurance construction » était comprise dans « autres dommages aux biens » et « responsabilité civile générale ». — (2) La responsabilité civile des contrats « multirisques » est rattachée à la branche « dommages aux biens ». — (3) Les catastrophes naturelles font l'objet d'une assurance obligatoire depuis la loi du 13 juillet 1982. — (4) L'assistance fournie par les sociétés d'assurance apparaît à partir de 1983. Les sociétés d'assistance pure sont prises en compte à partir de 1984. À partir de 1987 l'assistance est incluse dans les divers.

TABLEAU M.04-9

Cessions en réassurance, en assurance-dommages : primes cédées

[En % des primes nettes de la branche] (1) (2)

Source : Direction des Assurances

Branche	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Accidents corporels	12,8	10,5	10,0	10,7	—	—
Maladie	8,7	9,6	10,1	10,0	—	—
Dommages corporels	—	—	—	—	11,7	10,8
Incendie	27,7	27,1	24,9	23,8	—	—
Autres dommages aux biens et grêle	23,6	24,8	24,7	26,8	—	—
Dommages aux biens	—	—	—	—	22,4	20,1
Automobile	5,9	5,6	5,0	4,9	4,6	4,9
Transports (y compris aviation)	53,5	53,1	55,4	53,6	55,0	52,6
Responsabilité civile générale	13,1	12,7	11,1	11,0	11,5	12,3
Divers	31,8	34,7	32,4	27,7	18,5	19,0
Construction	54,3	51,3	40,1	17,9	15,7	11,8
Catastrophes naturelles	79,1	74,9	70,8	63,3	54,0	44,38
Ensemble	**18,3**	**18,1**	**17,7**	**14,8**	**16,1**	**15,5**

(1) Les cessions relatives aux branches vies et capitalisation gérées en capitalisation ne sont pas reprises dans ce tableau, compte tenu de leur faible montant. — (2) Soit primes nettes mises en recouvrement dans l'exercice, plus rappels, moins annulations au cours de l'exercice, plus variations des primes acquises et non émises; ces comptabilisations sont faites hors taxes, c'est-à-dire hors taxes d'assurance, contribution à la Sécurité sociale (pour l'automobile), contribution au fonds de garantie, contribution pour les catastrophes naturelles.

TABLEAU M.04-10

Part des principaux marchés dans le marché mondial des assurances

[En % du total mondial des primes] (1)

Source : Revue SIGMA

Pays	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Allemagne (République fédérale d')	10,56	9,25	8,53	8,32	7,54	6,56	7,02	6,91	7,63
Australie	1,54	1,62	1,72	1,77	1,78	1,76	1,24	1,00	0,99
Belgique	1,16	1,01	0,84	0,71	0,61	0,54	0,58	0,59	0,62
Canada	2,87	2,86	3,40	3,40	3,36	3,17	2,69	2,30	2,13
États-Unis d'Amérique	44,65	43,63	46,00	47,65	48,10	50,87	47,70	43,22	38,00
France	5,62	5,20	4,62	4,49	4,05	3,86	4,37	4,25	4,67
Italie	1,74	1,67	1,56	1,57	1,53	1,49	1,58	1,68	1,86
Japon	11,56	13,61	13,45	13,44	14,79	14,85	17,31	19,67	22,89
Pays-Bas	2,21	1,96	1,73	1,65	1,44	1,25	1,32	1,33	1,43
Royaume-Uni	6,28	7,14	6,52	5,95	5,88	5,33	5,75	5,32	5,98
Suisse	1,64	1,41	1,42	1,36	1,33	1,14	1,29	1,31	1,50
Ensemble	**89,83**	**89,36**	**89,79**	**90,31**	**90,41**	**90,82**	**90,27**	**86,99**	**87,70**

(1) Pays du CAEM (Conseil d'aide économique mutuelle) exclus, à partir de 1986.

TABLEAU M.04-11

Part des primes rapportée au produit national brut des principaux pays de l'OCDE

Source : Revue SIGMA — *Unité :* %

Pays	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Allemagne (République fédérale d')	5,10	5,29	5,60	5,77	5,83	5,87	5,90	5,97	6,40
Australie	5,08	4,96	5,02	5,51	5,62	5,48	5,34	5,19	5,31
Canada	5,06	5,11	5,49	5,46	5,08	4,95	5,14	5,41	5,41
Etats-Unis d'Amérique	7,25	7,23	7,05	7,22	6,90	6,91	7,52	8,84	9,07
France	3,62	3,69	3,83	4,98	4,11	4,31	4,53	4,70	5,06
Italie	2,04	2,00	2,13	•	•	2,35	2,49	2,19	2,35
Japon	4,89	5,12	5,30	5,80	5,90	6,19	6,94	8,20	8,69
Royaume-Uni	5,83	5,78	6,12	6,34	6,35	7,05	7,11	8,34	8,35
Suisse	6,16	6,08	5,90	6,14	6,56	6,47	7,07	7,54	8,02

TABLEAU M.04-12

Montant total des primes émises sur le territoire national des principaux pays de l'OCDE et part en % de l'assurance-dommages dans ce montant

Source : Revue SIGMA — *Unité :* Milliard de francs

Pays	1980		1981		1982		1983		1984		1985		r 1986		1987	
	Total	Dommages %	Total	Dommages %	Total	Dommages %	Total	Dommages %	Total	Dommages %	Total	Dommages %	Total	Dommages %	Total	Dommages %
Allemagne (République fédérale d')	183,0	58,6	218,8	59,0	261,3	59,2	298,2	58,1	313,6	58,9	197,3	59,0	383,1	57,6	436,0	56,3
Australie	32,0	66,4	44,7	66,3	55,7	66,4	70,6	69,5	84,1	70,5	59,3	69,0	55,7	68,2	56,5	66,4
Belgique	19,9	73,0	21,8	73,2	22,3	71,9	24,1	72,6	26,4	72,3	19,8	72,2	32,4	72,3	35,9	70,5
Canada	56,4	59,0	88,3	57,1	105,8	59,6	133,0	60,5	151,6	54,5	128,2	53,0	127,6	55,0	122,9	51,2
États-Unis	857,2	65,8	1.189,9	63,3	1.493,2	62,7	1.903,2	64,6	2.430,6	62,9	2.273,8	62,1	2.395,2	59,6	2.174,3	59,3
France	103,0	73,2	124,2	72,7	145,9	71,6	161,6	72,0	184,2	69,8	137,1	65,8	235,4	61,1	267,0	57,5
Italie	32,9	86,8	40,0	87,5	49,5	87,9	60,5	87,6	71,2	86,3	63,8	84,4	93,2	81,7	110,6	78,3
Japon	268,3	31,5	348,0	30,6	425,3	29,6	585,4	29,7	709,6	29,7	824,9	28,6	1.089,8	29,8	1.309,5	26,0
Pays-Bas	38,8	60,0	44,4	59,2	51,5	56,4	57,0	55,3	59,5	55,0	33,6	53,3	75,6	54,4	81,9	53,6
Royaume-Uni	140,3	48,5	166,6	47,0	187,5	45,5	232,7	41,6	254,4	40,9	110,2	40,2	294,8	40,6	342,3	37,1
Suisse	27,7	51,3	36,5	51,4	42,6	50,2	52,8	48,9	54,4	50,0	61,5	46,6	72,7	46,3	85,9	44,4

TABLEAU M.04-13
Portefeuille valeurs des entreprises d'assurance
(Valeurs conservées par les entreprises - estimation d'inventaire)

Source : Direction des Assurances

Unité : Milliard de francs

Année	Nature des valeurs	Branches (France et étranger)		Pays (ensemble des branches)		Total
		Vie et capitalisation	Dommages	France	Pays étrangers	
1979	Valeurs mobilières	68,0	61,2	125,0	4,2	129,2
	Immeubles et parts de SCI	20,0	20,0	39,2	0,8	40,0
	Prêts et effets assimilés	8,0	7,6	14,8	0,8	15,6
	Cautionnements en espèces	0,1	0,3	0,2	0,1	0,3
	Total	**96,1**	**89,1**	**179,2**	**5,9**	**185,1**
1980	Valeurs mobilières	78,5	70,4	144,4	4,5	148,9
	Immeubles et parts de SCI	22,9	22,2	44,4	0,8	45,1
	Prêts et effets assimilés	9,2	8,2	16,4	0,9	17,3
	Cautionnements en espèces	ε	0,2	0,2	0,1	0,3
	Total	**110,6**	**101,0**	**205,4**	**6,3**	**211,6**
1981	Valeurs mobilières	91,0	79,2	164,8	5,5	170,2
	Immeubles et parts de SCI	27,3	25,1	51,6	0,8	52,4
	Prêts et effets assimilés	12,0	10,0	20,9	1,0	22,0
	Cautionnements en espèces	0,2	0,6	0,7	0,2	0,9
	Total	**130,5**	**114,9**	**238,0**	**7,5**	**245,5**
1982	Valeurs mobilières	109,6	87,8	191,0	6,4	197,4
	Immeubles et parts de SCI	31,7	28,0	58,8	0,9	59,7
	Prêts et effets assimilés	15,0	11,6	25,6	1,0	26,6
	Cautionnements en espèces	0,4	0,6	0,9	0,1	1,0
	Total	**156,8**	**128,0**	**276,3**	**8,5**	**284,8**
1983	Valeurs mobilières	135,2	104,6	232,9	7,0	239,8
	Immeubles et parts de SCI	35,4	30,7	65,2	0,9	66,1
	Prêts et effets assimilés	17,0	12,7	28,7	0,9	29,6
	Cautionnements en espèces	0,5	0,8	1,0	0,2	1,2
	Total	**188,1**	**148,8**	**327,8**	**9,0**	**336,7**
1984	Valeurs mobilières	165,0	122,8	280,5	7,3	287,8
	Immeubles et parts de SCI	39,7	33,1	71,9	0,9	72,8
	Prêts et effets assimilés	19,6	13,5	32,3	0,8	33,1
	Cautionnements en espèces	2,1	10,1	12,3	1,5	13,8
	Total	**226,2**	**179,5**	**397,0**	**10,3**	**407,5**
1985	Valeurs mobilières	214,3	141,7	348,3	7,7	356,0
	Immeubles et parts de SCI	44,8	35,8	79,7	0,9	80,6
	Prêts et effets assimilés	21,5	13,4	34,0	0,9	34,9
	Cautionnements en espèces	2,1	11,7	12,3	1,5	13,8
	Total	**282,7**	**202,6**	**474,3**	**11,0**	**485,3**
1986	Valeurs mobilières	281,5	174,7	448,1	8,1	456,2
	Immeubles et parts de SCI	51,2	40,0	90,3	0,9	91,2
	Prêts et effets assimilés	25,4	15,2	39,7	0,9	40,6
	Cautionnements en espèces	2,2	11,1	12,0	1,3	13,3
	Total	**360,3**	**241,0**	**590,1**	**11,2**	**601,3**
1987	Valeurs mobilières	358,4	198,1	549,3	7,2	556,5
	Immeubles et parts de SCI	58,6	43,9	101,8	0,7	102,6
	Prêts et effets assimilés	25,2	16,0	40,7	0,5	41,1
	Cautionnements en espèces	1,8	11,6	11,9	1,5	13,4
	Total	**444,0**	**269,6**	**703,7**	**9,9**	**713,6**
1988	Valeurs mobilières	465,3	221,5	680,0	6,8	686,8
	Immeubles et parts de SCI	69,4	46,5	115,2	0,7	115,9
	Prêts et effets assimilés	45,0	16,9	61,5	0,4	61,9
	Cautionnements en espèces	2,1	10,2	10,8	1,5	12,3
	Total	**581,8**	**295,1**	**867,5**	**9,4**	**876,9**

SOURCES DE DOCUMENTATION

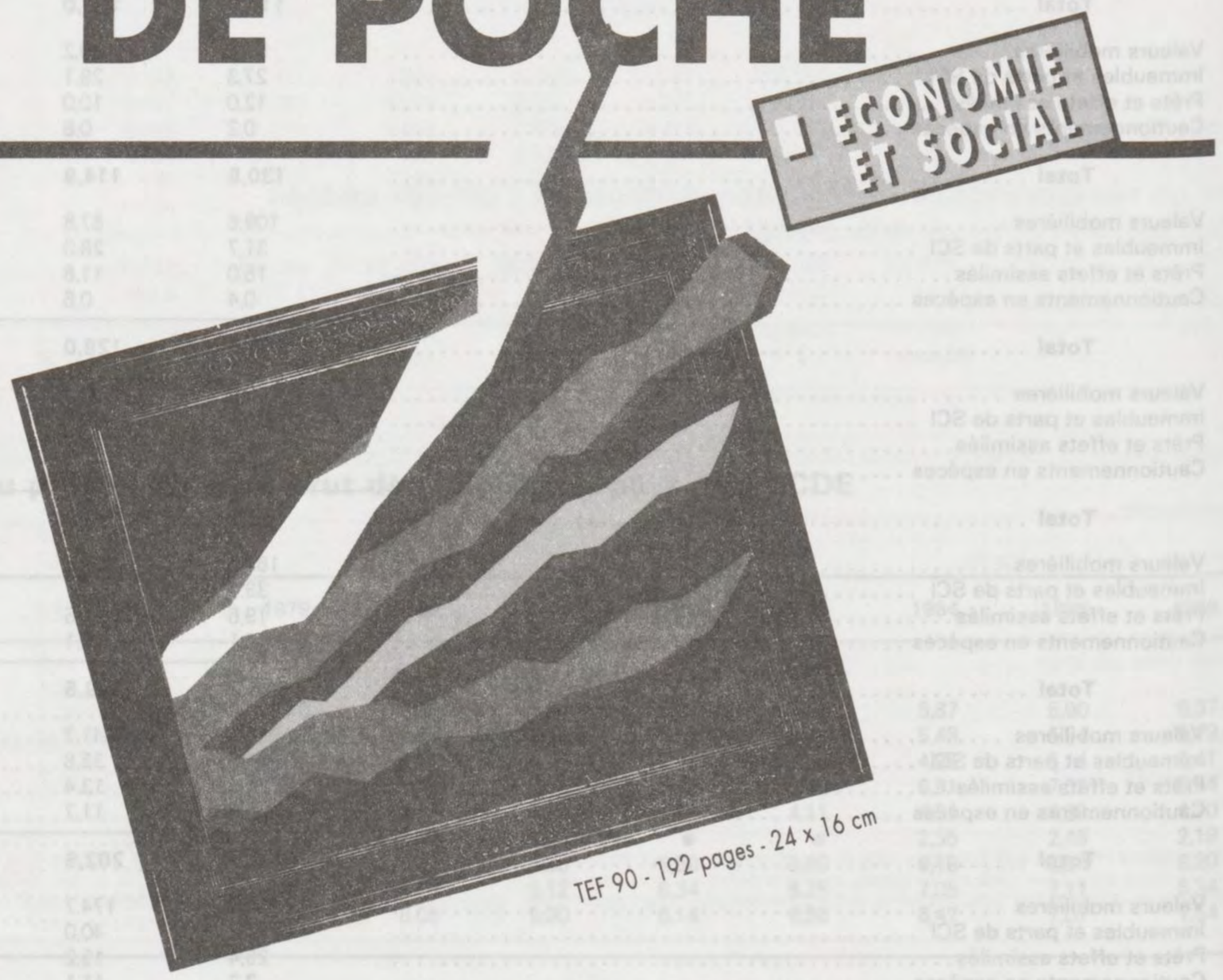
- Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget,
  Direction des assurances,
  54, rue de Châteaudun, 75436 Paris Cedex 09.
  Tél. : (1) 42 81 91 55.

— Rapport sur l'activité des organismes d'assurance et de capitalisation *(annuel)*. Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (tomes 1 et 2).

— Revue SIGMA, Compagnie Suisse de Réassurance, 50, 60 Mythenquai Boîte postale H 8022 Zurich - Suisse.

TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE 1990
14 ème EDITION

UNE VERITABLE ENCYCLOPEDIE DE POCHE



- **M**ariage judicieux entre commentaires et chiffres
- **I**llustration de graphiques, cartes, tableaux
- **A**pproche facile par mots-clés
- **M**ise à jour régulière des informations
- **D**es thèmes d'actualité : emploi, revenus, santé, enseignement, bourse...
- **N**ombreuses comparaisons internationales
- **L**angage clair, accessible à tous.



BON DE COMMANDE

A RETOURNER à L'OBSERVATOIRE ECONOMIQUE DE VOTRE REGION

Je souhaite recevoir ___ exemplaire(s) de l'ouvrage **TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE 1990**
192 pages - Format 24 x 16 - au prix de **55 F + participation aux frais d'envoi : 10 F** par envoi France - **20 F** par ouvrage Etranger

Nom, Prénom _____
Société _____
Adresse complète _____

Ci-joint un chèque de _____ F à l'ordre de l'INSEE Date : _____ Signature :

insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

N

Finances

TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE 1990
14 ème EDITION

UNE VERITABLE ENCYCLOPEDIE DE POCHE

TB 90 - 192 pages - 24 x 16 cm

- Mariage judicieux entre commentaires et chiffres
- Illustration de graphiques, cartes, tableaux
- Approche facile par mots-clés
- Mise à jour régulière des informations
- Des thèmes d'actualité : emploi, revenus, santé, enseignement, bourse...
- Nombreuses comparaisons internationales
- Langage clair, accessible à tous.

BON DE COMMANDE

A RETOURNER À L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE DE VOTRE RÉGION

Je souhaite recevoir ___ exemplaire(s) de l'ouvrage TABLEAUX DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE 1990
192 pages - Format 24 x 16 - au prix de 55 F + participation aux frais d'envoi : 10 F pour la
France - 20 F par avion Europe

Nom, Prénom

Adresse complète

Ci-joint un chèque de ___ F à l'ordre de l'INSEE Date : ___ Signature :

INSEE

Chapitre N.01

Monnaie-Crédit-Épargne

1. Nomenclature des institutions financières

2. Les agrégats monétaires

3. Les contreparties de M 3

4. Le crédit intérieur total

5. Opérations avec les non-résidents

6. Taux d'intérêt

La loi n° 84-46 du 24 janvier 1984, dite *loi bancaire*, définit le cadre institutionnel dans lequel s'exerce désormais l'activité des établissements de crédit.

Les statistiques permettant de suivre cette activité sont établies par la Banque de France.

1. Nomenclature des institutions financières en vigueur en 1988

Cette nomenclature est commune aux statistiques monétaires et aux tableaux d'opérations financières de la comptabilité nationale.

Les institutions financières sont classées en deux grandes catégories :

— établissements de crédit et assimilés;

— organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM).

Le détail et l'articulation de cette nomenclature sont les suivants :

Établissements de crédit et assimilés :

— Banque de France;

— Banques :

- Banques « AFB » (Association française des banques),
- Banque française du commerce extérieur,
- Banques mutualistes (Banques populaires, Crédit

agricole, Crédit mutuel, Crédit mutuel agricole et rural, Crédit maritime, Banques du crédit coopératif, Sociétés coopératives de banque), Crédits municipaux.

— Caisses d'épargne :
  • Caisses d'épargne et de prévoyance,
  • Caisse nationale d'épargne (PTT) :

— Caisse des dépôts et consignations,

— Sociétés financières :
  • Sociétés financières,
  • Sociétés financières soumises à des dispositions particulières (SICOMI, SOFERGIE, Sociétés de financement des Télécom, Sociétés de crédit différé, Sociétés de crédit immobilier, CNE [Caisse nationale de l'énergie] (1), CRH [Caisse de refinancement hypothécaire],
  • Sociétés financières habilitées à titre individuel (crédit-bail immobilier, location avec option d'achat; gestion moyens de paiement...),
  • Maisons de titres,
  • Instituts régionaux de participation;

— Institutions financières spécialisées :
  • CEPME (Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises),
  • Comptoir des entrepreneurs,
  • Crédit foncier de France,
  • Crédit national,
  • SDR (Société de développement régional),
  • CCCE (Caisse de crédit coopératif économique),
  • CCIFP (Chambre de compensation des instruments financiers de Paris),
  • SOFARIS (Société française pour l'assurance du capital risque des PME),
  • CNA (Caisse nationale agricole) et CNT (Caisse nationale de Télécom);

— Institutions financières diverses :
  • CNI (Caisse nationale de l'industrie), CNB (Caisse nationale de banques), CACOM (Caisse de consolidation et de mobilisation de crédits à moyen terme), CAPA (Caisse d'amortissement pour l'acier), FIS (Fonds d'intervention de la sidérurgie),
  • Groupements de répartion d'emprunts,
  • Sociétés de caution mutuelle et fonds de garantie...,
  • Agents de change.

OPCVM :
  • Sociétés d'investissement à capital fixe;
  • Sociétés d'investissement à capital variable (SICAV);
  • Fonds commun de placement (FCP).

En outre, le Trésor et les services financiers de la Poste, CCP (centres de chèques postaux) sont considérés dans de nombreuses analyses comme des agents financiers.

2. Les agrégats de monnaie *(schéma)*

Au cours des années récentes, deux évolutions marquantes ont affecté les modalités de financement de l'économie française. D'une part, le rôle des marchés de capitaux s'est accru, spécialement celui du marché obligataire. D'autre part, les produits financiers se sont diversifiés. L'essor des SICAV et des fonds communs de placement à court terme, l'apparition des certificats de dépôts, la création des obligations assimilables du Trésor (bons du Trésor négociables) et celle des billets de trésorerie ont conduit la Banque de France à modifier les agrégats monétaires.

À cette occasion, le critère institutionnel qui séparait certains instruments en catégories distinctes selon qu'ils étaient gérés ou émis par les banques ou les caisses d'épargne a été abandonné et le champ des recensements statistiques a été élargi.

Par ailleurs ne sont recensés, dans les agrégats de monnaie, que les actifs détenus par les agents non financiers résidents.

21. L'agrégat M1 (moyens de paiement)

L'agrégat M1 regroupe les moyens de paiement émis ou gérés par les établissements de crédit, les centres de chèques postaux et le Trésor : billets, monnaies divisionnaires, dépôts à vue. Par conséquent :

— sont exclus les dépôts à vue en devises (il ne s'agit pas de moyens de paiement utilisables en France et leur détention comporte un risque de perte en capital);
— sont inclus dans les dépôts à vue des OPCVM, en vertu du principe de transparence, les dépôts à vue des SICAV;
— sont inclus également, par élargissement du champ statistique, les dépôts à vue des collectivités locales et des autres correspondants non financiers au Trésor, ainsi que les dépôts gérés par la Caisse des dépôts (au titre de la section générale).

22. L'agrégat M2

L'agrégat M2 regroupe, avec M1, les placements à vue en francs rémunérés et gérés par les établissements de crédit et le Trésor (livrets bancaires ordinaires, livrets A et B des caisses d'épargne, livrets bleus du Crédit mutuel, CODEVI, livrets d'épargne populaires [LEP] et comptes d'épargne-logement).

Cet agrégat contient donc les actifs les plus directement liés aux transactions sur biens et services, c'est-à-dire ceux qui sont disponibles à vue, rémunérés ou non.

23. L'agrégat M3

L'agrégat M3 ajoute à M2 les dépôts en devises, les placements à court terme non négociables émis ou gérés par les établissements de crédit et le Trésor (comptes à terme — y compris ceux des OPCVM —, bons de caisse et d'épargne, bons du Trésor et des PTT sur formules) et les placements à court terme négociables émis par les établissements de crédit (certificats de dépôts pour l'essentiel).

Conformément à la pratique des pays étrangers, les certificats de dépôts sont classés dans le même ensemble que les autres actifs monétaires gérés par les banques, dont ils sont de proches substituts.

Par ailleurs, sont recensées au même titre que les dépôts à terme et avec eux dans les agrégats de monnaie, les opérations de réméré conclues par les établissements de cré-

1. En 1988, la CNE (Caisse nationale de l'énergie) sera classée comme Institution financière spécialisée.

Principaux agrégats de monnaie

		M 2	M 3	Liquidités L
Moyens de paiement M 1	- Billets et monnaies divisionnaires - Dépôts à vue en francs			
Placements à vue M 2 - M 1	- Livrets A dans les CE - Autres livrets défiscalisés dans les CE - Livrets bleus au Crédit mutuel - Livrets défiscalisés dans les banques et au Trésor - Livrets soumis à l'impôt dans les CE - Livrets soumis à l'impôt dans les banques			
Placements à terme L - M 2	- Placements en devises auprès des EC et du Trésor - Dépôts à terme, valeurs prises en réméré et bons de caisse et d'épargne auprès des EC et du Trésor - Certificats de dépôt et bons négociables émis par les EC			
	- Bons du Trésor chez les ANF et les OPCVM - Billets de trésorerie chez les ANF et OPCVM - Épargne contractuelle chez les EC		L - M 3	

EC : établissements de crédit; CE : caisses d'épargne; ANF : agents non financiers.
OPCVM : organismes de placement collectif en valeurs mobilières.
Source : Banque de France

dit bancaires avec les agents non financiers et les OPCVM. Quelle que soit l'analyse juridique que l'on fasse de ces opérations, elles correspondent pour les contractants à des dépôts à terme sans risque de perte en capital.

Enfin, l'élargissement du champ statistique concerne évidemment aussi bien les placements à échéance que les dépôts à vue.

24. L'agrégat L (ensemble des liquidités)

L'agrégat L contient donc, en sus de M3, deux catégories d'actifs :

— l'épargne contractuelle gérée par les établissements de crédit (plans d'épargne-logement, livrets d'épargne entreprises) : ces placements peuvent évidemment être transformés à tout moment en moyens de paiement, mais leur conversion avant l'échéance fait subir au détenteur une perte en intérêts et en droits à crédit très importante et, en pratique, la stabilité de ces produits est très grande;

— les actifs à court terme négociables émis par les agents non financiers (billets de trésorerie émis par les entreprises, bons du Trésor négociables).

3. Les contreparties de M3

Les contreparties de M3 sont calculées à partir d'une consolidation des bilans des établissements de crédit situés sur le territoire métropolitain — Monaco inclus — agents gestionnaires de liquidités au sens de M3 (2). Les divers postes d'actif du bilan consolidé sont regroupés en grandes rubriques dénommées « contreparties ». Viennent en déduction les engagements non retenus dans M3. Le choix des regroupements retenus comme contreparties a pour but de mettre en lumière les principaux « canaux » de la création monétaire au sens de M3.

On peut distinguer d'abord deux contreparties principales, les créances nettes sur l'extérieur et le crédit interne que l'on peut décomposer en créances sur l'État et créances sur le secteur privé (appelées créances sur l'économie).

Viennent ensuite, en déduction dans les contreparties, les ressources stables nettes des établissements de crédit ainsi que l'épargne contractuelle incluse dans L-M3.

Enfin, l'ensemble des opérations d'actif et de passif des établissements de crédit qui ne peuvent être classées dans l'une des rubriques précédentes est regroupé dans une contrepartie appelés « divers nets ».

31. L'extérieur

La contrepartie « Extérieur » englobe tous les postes d'actif et de passif des bilans des établissements de crédit concernant les relations avec les non-résidents, qu'ils soient des agents financiers ou non. Sa variation mesure l'incidence des opérations retracées dans la balance des paiements (transactions de nature commerciale, financière ou autre, effectuées entre les résidents et les non-résidents) sur les liquidités, au sens de M3, détenues par les résidents (3).

---

2. Les OPCVM ne sont donc pas retenus.
3. Sous réserve de l'impact du flottement des monnaies puisque, comme toute statistique patrimoniale, les postes de bilans retracent l'effet comptable de la modification des cours de change sur la contre-valeur en francs des créances et engagements en devises. Les banques réévaluent chaque mois la totalité de leurs encours de créances et engagements en devises en utilisant le cours de change observé en fin de mois.

Les deux composantes de cette contrepartie sont :

— le solde des créances (avoirs bruts de change, postes d'actif du bilan) et des engagements (postes de passif du bilan) de la Banque de France vis-à-vis de l'extérieur;

— la position (ou solde des créances et engagements) des autres établissements de crédit bancaires (ECB-Banque de France) vis-à-vis de l'extérieur.

32. Le crédit interne

Il regroupe l'ensemble des financements monétaires internes au sens de M3, et se décompose en :

— Créances sur l'État : ne sont recensées sous cette rubrique que les créances des établissements de crédit *sur l'État* et non celles portant sur l'ensemble des administrations publiques ou secteur public.

Est donc retracé l'endettement monétaire de l'État :

● auprès de la *Banque de France* (avances directes au Trésor public, nettes du solde créditeur du Trésor à l'institut d'émission; monnaies divisionnaires en stock; avoirs en comptes courants postaux; bons du Trésor);

● auprès des *autres établissements de crédit* (avoirs en comptes courants postaux; dépôts au Trésor — de certains EC (Établissement de crédit) —; bons du Trésor);

● et de façon indirecte, via le Trésor et les PTT, auprès des *agents non financiers* (actifs monétaires, au sens de M3, détenus par les agents non financiers et les OPCVM et inscrits au passif du Trésor et des PTT : monnaies divisionnaires en circulation; dépôts — fonds particuliers et dépôts des administrations publiques — chez les comptables du Trésor et en comptes courants postaux; bons du Trésor sur formules, non négociables). Ces créances sont ventilées entre les crédits et les titres.

— Créances sur l'économie : il s'agit des financements consentis par des établissements de crédit. Ces créances se décomposent de même en crédits et titres.

● Les *crédits* — en francs et en devises — comprennent les crédits stricto sensu; les effets à l'encaissement à crédit immédiat; les immobilisations de crédit-bail (non compris les immobilisations non louées mais y compris les immobilisations en cours) et de location avec option d'achat; les opérations de location simple, exercées à titre complémentaire; les prêts participatifs.

● Les *titres* incluent les obligations hors État et actions ne donnant pas un droit de contrôle, les billets de trésorerie émis par les entreprises et acquis par les établissements de crédit, tous les titres (hormis ceux émis par l'État) vendus à réméré ou avec engagement de rachat qui sont réintroduits dans les bilans.

33. Les ressources stables nettes

Présentées dans les contreparties, avec un signe négatif, les ressources stables des établissements de crédit sont formées :

● des *emprunts obligataires* émis sur le marché intérieur (nets des amortissements effectués et hors émissions des titres Codevi émis et détenus simultanément par les ECB);

● des *emprunts participatifs nets des prêts participatifs consentis à des agents financiers;*

● des *capitaux propres nets* calculés en faisant la balance des fonds propres (capital et dotation, réserves, provisions, report à nouveau), d'une part, et des immobilisations, participations, filiales, frais d'établissement, report à nouveau d'autre part.

34. L'épargne contractuelle (classée dans L-M3)

Présentée dans les contreparties avec un signe négatif, cette rubrique correspond à des ressources non monétaires au sens de M3 sans pour cela pouvoir être qualifiées de stables (cf. 33). Elle comprend les plans d'épargne-logement et les livrets d'épargne-entreprise gérés par les établissements de crédits bancaires ainsi qu'aux contrats des sociétés de crédit différé (établissements de crédit classés « sociétés financières »).

35. Les divers nets

Cette contrepartie est constituée par des éléments du bilan cumulé des établissements de crédit qui ne sont inclus ni dans M3, ni dans les contreparties « Extérieur » et « Crédit interne », ni enfin dans les ressources stables nettes et l'épargne contractuelle. Parmi ces éléments figurent notamment : *l'encaissement net; le solde des opérations* d'actif et de passif avec les *institutions financières* (décalages et en route entre établissements de crédit, prêts du FDES aux EC); *les autres rubriques* (différence entre produits et charges en cours d'année des EC; divers comptes de régularisation — dont celui retraçant l'incidence du flottement des devises —; ajustement lié aux différences d'extrapolation statistique, à partir d'un échantillon de banques, des contreparties, des ressources stables nettes, de l'épargne contractuelle et de M3, aux fins de mois autres que les fins de trimestre.

4. Le crédit intérieur total

Le crédit interne, contrepartie de M3, retrace une partie seulement du financement de l'économie, celle qui est assurée par les établissements de crédit. Or, depuis quelques années le rôle de l'intermédiation financière par les EC est devenu moins prédominant. À l'observation des financements monétaires doit donc être associée celle d'un agrégat de financement global : le crédit intérieur total.

Celui-ci regroupe l'ensemble de l'endettement des agents non financiers résidents obtenu auprès des établissements de crédit, sur les marchés de capitaux ou par emprunt noués à l'étranger. Il se définit comme la somme des composantes suivantes :

— Passif des agents non financiers résidents (hors État) :
  • Crédits obtenus auprès des établissements de crédit,
  • Titres négociables émis par les agents non financiers (hors État) : obligations, titres participatifs et billets de trésorerie,
  • Emprunts obligataires sur les marchés internationaux de capitaux et euro-crédits accordés par les banques étrangères;

— Passif de l'État : dette publique corrigée des engagements ne correspondant pas à un véritable financement de l'économie interne. La dette publique retenue ici correspond à une dette *stricto sensu* (n'incluant pas les règlements bancaires en cours d'exécution et les différents comptes de tiers créditeurs — assimilables à un « float »

du Trésor public). Sont ainsi déduits de l'endettement de l'État :

- Les bons du Trésor souscrits par les organismes internationaux, qui représentent la contrepartie de la participation de la France à ces organismes,
- Le montant des avances du FDES aux établissements de crédit : les avances du FDES correspondent, en effet, à un emploi de l'État auquel sont affectés des éléments de la dette publique pour un montant enregistré par ailleurs dans les crédits octroyés par les établissements de crédit aux agents non financiers,
- Les dotations à la Caisse nationale de l'industrie (CNI) et à la Caisse nationale des banques (CNB) consécutives aux nationalisations qui retracent, en réalité, des opérations de conversion d'actions en obligations, simple substitution entre les ressources de nature différente, sans conséquence sur le financement global de l'économie. Symétriquement, les dotations à la Caisse d'amortissement de la dette publique, sur recettes de privatisation (en 1987 et 1988), ont été ajoutées.

5. Opérations avec les non-résidents

Sont détaillées, à ce titre, les composantes de la « position des banques vis-à-vis de la clientèle non résidente » dans la contrepartie *Extérieur* de M3 : dépôts de la clientèle non résidente (engagements des banques) d'une part, crédits aux non-résidents d'autre part.

6. Taux d'intérêt

Sont présentés ici les principaux taux d'intérêt débiteurs (coûts pour l'emprunteur) et créditeurs (rémunération des placements), ainsi que des taux interbancaires. Certains de ces taux sont réglementés (caisses d'épargne, ...), d'autres sont observés sur le marché (marché monétaire). Pour le rendement des titres (actions, obligations), voir le chapitre N.02 ci-après, « Marché financier, bourse ».

* * *

TABLEAU N.01-1

Nombre de guichets permanents de banques
(Métropole, Monaco et outre-mer)

Situation en fin d'année

Source : Banque de France (Bulletin trimestriel)

Unité : Guichet

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Banques (1)	9.953	*r* 10.113	*r* 10.160	*r* 10.166	*r* 10.213	*r* 10.209	*r* 10.251	*r* 10.270	10.160
Établissements affiliés à des organes centraux	14.349	14.875	15.245	15.324	15.569	15.606	15.664	15.527	15.474
soit :									
Banques populaires	1.494	1.541	1.547	1.560	1.568	1.580	1.598	*r* 1.609	1.611
Crédit agricole	5.309	5.587	5.644	5.657	*r* 5.657	5.688	5.726	5.723	5.706
Caisses d'Épargne (3)	3.733	3.892	4.136	4.216	4.399	4.391	4.395	4.324	4.322
Autres (2)	3.813	3.855	3.918	*r* 3.891	*r* 3.945	*r* 3.947	*r* 3.945	*r* 3.871	3.835
Total	**24.302**	**24.988**	**25.405**	**25.490**	**25.782**	**25.815**	**25.915**	**25.797**	**25.634**

(1) La catégorie des banques inclut, depuis 1984, la Banque Française du commerce extérieur ainsi que le Crédit Foncier et communal d'Alsace et de Lorraine mais elle ne comprend plus les 46 Sicomi, Sofergie et Sociétés de financement des télécommunications (classées sociétés financières) ni le Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises - CEPME (classé institution financière spécialisée). Enfin, les banques constituées sous la forme de sociétés coopératives de banque sont classées sous la rubrique des établissements affiliés. — (2) Crédit municipal. Crédit maritime mutuel, Caisse centrale de crédit coopératif, Crédit mutuel et Crédit mutuel agricole et rural. — (3) Chiffres outre-mer non communiqués en ce qui concerne le réseau des caisses d'épargne.

TABLEAU N.01-2

Nombre des établissements de crédit et établissements relevant de l'article 99 de la loi du 24 janvier 1984

Situation au 31 décembre

Source : Banque de France

	1985	1986	1987	1988	1989
Établissements de crédit - Métropole - Outre-Mer					
I. **Établissements de crédit agréés en qualité de banques**	**357**	**374**	**383**	**397**	**404**
II. **Établissements de crédit agréés en qualité de banques mutualistes ou coopératives**	**194**	**192**	**190**	**178**	**176**
● établissements affiliés à la Chambre syndicale des banques populaires	41	40	39	33	33
● établissements affiliés à la Caisse nationale de crédit agricole	95	95	95	93	92
● établissements affiliés à la Caisse centrale de crédit coopératif	16	16	16	15	15
● établissements affiliés à la Confédération nationale du crédit mutuel	23	23	23	23	23
● établissements affiliés à la Fédération centrale du crédit mutuel agricole et rural	15	14	13	10	10
● sociétés coopératives de banque non affiliées à un organe central	4	4	4	4	3
III. **Établissements de crédit agréés en qualité de caisses d'épargne et de prévoyance**	**430**	**401**	**364**	**301**	**224**
IV. **Établissements de crédit agréés en qualité de caisses de crédit municipal**	**21**	**21**	**21**	**21**	**21**
V. **Établissements de crédit agréés en qualité de sociétés financières**	**1.010**	**1.042**	**1.060**	**1.052**	**1.062**
A. *Sociétés financières soumises à des dispositions législatives et réglementaires particulières*	*597*	*595*	*588*	*573*	*556*
1. Sociétés financières affiliées à un organe central :					
a. Sociétés financières affiliées à la Chambre syndicale des banques populaires (sociétés de caution mutuelle « loi de 1917 »)	292	286	273	183	174
b. Sociétés financières affiliées au CENCEP	21	21	21	21	21
2. Sociétés financières adhérant à un organisme professionnel					
a. Sociétés de caution mutuelle	17	17	18	96	89
b. Sociétés de crédit différé	4	4	4	4	4
c. Sociétés de crédit immobilier	168	167	162	155	148
d. Sociétés de crédit d'outre-mer	6	6	6	5	5
e. Sociétés de financement des télécommunications	5	5	5	5	5
f. Sofergie	20	19	20	25	23
g. Sicomi (*dont* 1 affiliée à la Caisse centrale de crédit coopératif)	62	68	78	78	87
h. Autres sociétés financières	2	2	1	1	—
B. *Sociétés financières habilitées à effectuer les opérations de banque résultant de leur décision individuelle d'agrément*	*413*	*447*	*472*	*479*	*506*
1. Sociétés financières affiliées à un organe central :					
a. Sociétés financières affiliées à la Caisse nationale de crédit agricole	31	31	32	32	29
b. Sociétés financières affiliées à la Caisse centrale de crédit coopératif	13	20	20	21	20
2. Sociétés financières adhérant à un organisme professionnel	369	396	420	426	457
VI. **Établissements de crédit agréés en qualité d'institutions financières spécialisées**	**30**	**31**	**31**	**32**	**32**
Total	**2.042**	**2.061**	**2.049**	**1.981**	**1.919**
Établissements de crédit - Monaco					
I. **Établissements de crédit agréés en qualité de banques**	**10**	**11**	**11**	**11**	**14**
II. **Établissements de crédit agréés en qualité de sociétés financières**	**7**	**7**	**7**	**7**	**7**
III. **Maisons de titres (établissements relevant de l'article 99 de la loi du 24 janvier 1984)**	—	—	—	—	**1**
Total	**17**	**18**	**18**	**18**	**22**
Établissements relevant de l'article 99 de la loi du 24 janvier 1984					
Total	**67**	**83**	**103**	**124**	**144**
TOTAL GÉNÉRAL	**2.126**	**2.162**	**2.170**	**2.123**	**2.085**

TABLEAU N.01-3A

Bilan des établissements de crédit

Actif fin décembre 1989

Source : Banque de France

Unité : Milliard de francs

	Banque de France	Banques AFB (1)	Autres banques	Caisse des dépôts et de consignation et caisses d'épargne	Sociétés financières et maisons de titres	Institutions financières spécialisées	Ensemble des établissements de crédit
Créances sur l'extérieur	**405,4**	**1.722,6**	**273,6**	**14,6**	**6,6**	**60,3**	**2.483,1**
dont :							
Créances sur l'économie	—	416,1	72,2	7,5	3,0	48,0	546,8
Créances sur correspondants étrangers	—	1.200,8	177,6	6,9	0,7	6,5	1.392,6
Créances sur l'État	**41,1**	**93,1**	**40,7**	**267,7**	**10,4**	**9,0**	**461,9**
Crédits	30,4	0,2	0,4	14,6	0,8	1,7	48,1
Titres	10,7	92,9	40,3	253,1	9,6	7,2	413,8
Créances sur l'économie	**2,8**	**1.970,0**	**1.199,1**	**954,3**	**729,7**	**837,3**	**5.693,1**
Crédits	0,1	1.785,8	1.139,3	840,1	684,0	823,7	5.273,1
Titres	2,6	184,3	59,8	114,2	45,7	13,6	420,1
Créances sur les institutions financières résidentes	**271,2**	**1.292,8**	**479,6**	**1.833,9**	**200,6**	**121,3**	**4.199,3**
dont :							
Comptes ordinaires et à terme	—	773,1	277,6	1.702,4	115,0	94,6	2.962,7
Opérations contre effets et titres	—	515,2	196,7	72,7	85,6	26,7	896,8
Rubriques déduites des ressources stables	**3,9**	**153,1**	**63,9**	**41,7**	**90,2**	**17,3**	**370,1**
dont : Valeurs immobilisées	3,9	—	37,0	37,8	87,1	14,2	308,6
Autres rubriques d'actif	**107,9**	**544,6**	**328,6**	**201,6**	**55,5**	**56,8**	**1.294,9**
Total de l'actif	**832,2**	**5.776,3**	**2.385,4**	**3.313,8**	**1.092,9**	**1.101,8**	**14.502,4**

(1) Hors BFCE.

TABLEAU N.01-3B

Bilan des établissements de crédit

Passif fin décembre 1989

Source : Banque de France

Unité : Milliard de francs

	Banque de France	Banques AFB (1)	Autres banques	Caisse des dépôts et de consignation et caisses d'épargne	Sociétés financières et maisons de titres	Institutions financières spécialisées	Ensemble des établissements de crédit
Engagements envers l'extérieur	**310,2**	**1.775,1**	**249,7**	**5,2**	**6,2**	**190,5**	**2.536,9**
dont :							
Dépôts de la clientèle	—	160,8	3,4	—	0,7	0,2	165,2
Engagements envers correspondants étrangers	—	1.385,5	184,9	5,1	3,7	76,5	1.655,8
Emprunts obligataires	—	104,4	47,5	—	0,6	106,4	258,9
Billets en circulation	**252,5**	—	—	—	—	—	**252,5**
Dépôts des agents non financiers	**3,8**	**1.078,7**	**887,8**	**1.138,8**	**50,3**	**14,5**	**3.173,7**
dont : Dépôts à vue	3,8	592,1	372,1	137,4	23,7	10,6	1.140,3
Engagements envers l'État	**107,0**	—	**1,0**	**68,2**	—	**34,6**	**210,8**
Engagements envers les institutions financières résidentes	**102,9**	**1.313,1**	**318,7**	**1.577,4**	**580,5**	**186,5**	**4.079,0**
dont :							
Comptes ordinaires et à terme	—	667,1	126,6	1.575,9	469,0	151,2	2.989,8
Opérations contre effets et titres	—	646,1	191,9	1,4	111,5	35,3	986,2
Titres du marché monétaire	—	**16,7**	**3,7**	**20,2**	—	—	**572,1**
Épargne contractuelle	—	**152,9**	**188,9**	**101,7**	**6,0**	**0,3**	**449,8**
Ressources stables	**9,5**	**554,4**	**330,2**	**205,0**	**319,5**	**524,7**	**1.943,3**
dont :							
Capitaux propres	9,5	262,3	93,8	148,9	156,6	44,8	716,0
Emprunts obligataires	—	247,0	213,3	55,7	154,7	478,5	1.149,2
Autres rubriques du passif	**46,3**	**531,9**	**304,2**	**197,5**	**96,5**	**107,9**	**1.284,3**
Total du passif	**832,2**	**5.776,3**	**2.385,4**	**3.313,8**	**1.092,9**	**1.101,8**	**14.502,4**

(1) Hors Banque française du commerce extérieur (BFCE).

TABLEAU N.01-4

Les agrégats de monnaie (résidents)

Situation en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	1986	r 1987	1988	1989
MONNAIES DIVISIONNAIRES	12,7	13,6	15,1	16,2
BILLETS EN CIRCULATION	201,4	208,2	220,6	230,2
DÉPÔTS À VUE EN FRANCS	1.192,5	1.249,3	1.295,8	1.405,8
M 1	1.406,7	1.471,1	1.531,5	1.652,2
PLACEMENTS À VUE EN FRANCS	1.198,8	1.250,2	1.290,3	1.296,0
Livrets soumis à l'impôt	216,9	222,5	223,7	217,2
Livrets A ou bleus	760,6	788,5	806,2	802,1
Livrets d'épargne populaire	56,1	62,1	69,4	75,3
Comptes pour le développement industriel	75,0	77,3	80,1	82,5
Comptes d'épargne-logement	90,2	99,8	110,9	118,9
M 2	2.605,5	2.721,3	2.821,9	2.948,3
DÉPÔTS ET TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE EN DEVISES ÉTRANGÈRES	25,6	30,3	59,6	114,6
Dépôts à vue	15,2	15,5	23,8	26,2
Autres dépôts	10,4	14,8	35,8	88,4
dont : dépôts à terme	10,0	11,7	17,9	38,7
PLACEMENTS À TERME ET TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE EN FRANCS	684,4	864,6	999,2	1.121,1
Dépôts à terme	281,8	336,2	369,3	361,2
Comptes créditeurs à terme	186,6	223,8	227,8	250,3
Opérations à terme sur titres	95,3	112,5	141,6	110,9
Bons de caisse et d'épargne (1)	363,6	368,5	374,7	384,2
Titres du marché monétaire	39,0	159,8	255,2	375,7
Certificat de dépôt	37,0	151,1	235,0	344,0
Bons négociables	2,0	7,8	18,4	28,4
Billets de trésorerie (CNT)	—	0,9	1,8	3,4
M 3	3.315,4	3.616,1	3.880,8	4.184,0
TITRES DU MARCHÉ MONÉTAIRE EN FRANCS	46,5	128,0	162,5	272,8
Bons du Trésor en comptes courants	24,1	90,2	103,5	151,6
Billets de trésorerie	22,5	37,8	59,1	121,2
ÉPARGNE CONTRACTUELLE	295,4	351,3	408,7	449,8
Plans d'épagne-logement	285,7	342,5	400,3	442,0
Contrats d'épargne auprès de sociétés de crédit différé	7,5	6,6	6,3	6,0
Livrets d'épargne-entreprise	2,2	2,2	2,1	1,8
L	3.657,3	4.095,5	4.452,0	4.906,6
Pour mémoire :				
L — M 3	341,9	479,3	571,3	722,6
L — M 2	1.051,9	1.374,2	1.630,2	1.958,3
L — M 1	2.250,7	2.624,4	2.920,5	3.254,4
M 3 — M 2	709,9	894,9	1.058,9	1.235,7
M 3 — M 1	1.908,8	2.145,1	2.349,2	2.531,7

(1) Ce poste inclut les bons du Trésor et les bons des PTT sur formules.

TABLEAU N.01-5

Dépôts à vue en francs par réseau

Situation en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	1986	r 1987	r 1988	1989
Dépôts à vue	**1.192,5**	**1.249,3**	**1.295,8**	**1.405,8**
Banque de France	3,4	4,7	3,7	3,8
Banques	781,5	821,9	862,7	939,0
Banques AFB	491,3	502,8	526,9	568,3
Banque française du commerce extérieur	2,4	2,7	2,6	2,5
Banques mutualistes	287,0	315,6	332,5	367,3
Banques populaires	63,1	67,3	73,5	79,8
Crédit agricole	192,1	212,2	221,1	245,4
Crédit mutuel	26,4	30,5	32,7	35,9
Crédit mutuel agricole et rural	2,2	2,3	1,8	2,3
Crédit maritime	1,1	1,2	1,3	1,4
Banques de crédit coopératif	2,0	2,2	2,2	2,6
Crédits municipaux	0,8	0,8	0,6	0,9
Caisses d'épargne et de prévoyance	19,2	28,5	31,7	35,0
Caisse des dépôts et consignations	90,0	83,6	87,0	102,0
Sociétés financières et maisons de titres (article 99)	17,2	15,1	19,3	23,7
Institutions financières spécialisées	21,0	17,7	13,6	10,6
PTT (CCP)	143,3	146,7	149,9	155,9
Trésor public	116,9	133,1	128,0	135,8
Ajustement	—	—	—	—

TABLEAU N.01-6

Dépôts à vue selon les agents détenteurs

Situation en fin d'année

Source : Banque de France

Unité : Milliard de francs

	1986	r 1987	r 1988	1989
Total	**1.192,5**	**1.243,3**	**1.295,8**	**1.405,9**
Sociétés	251,7	281,1	295,7	329,9
Ménages	627,3	670,0	701,1	752,4
Entrepreneurs individuels	143,7	160,4	171,1	179,3
Particuliers	378,2	395,8	413,9	451,9
Non répartis	105,4	113,8	116,1	121,2
OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières)	19,4	22,1	22,8	26,7
Autres agents	258,5	241,0	229,8	245,8
Non répartis	35,6	35,1	46,4	51,1

TABLEAU N.01-7

Le crédit intérieur total

Encours en fin d'année

Unité : Milliard de francs

	1986	1987	1988	1989
Dette publique ajustée (1)	1.069,5	1.194,7	1.335,7	1.451,7
Dette des agents non financiers (hors État)	4.259,6	4.710,1	5.270,0	5.925,9
Crédit intérieur total	**5.329,1**	**5.904,8**	**6.605,7**	**7.377,6**
Répartition par instrument :				
Obligations	870,3	969,3	1.092,4	1.195,7
Titres du marché monétaire	397,9	474,2	510,5	645,1
Crédits	4.060,9	4.461,3	5.002,8	5.536,8

(1) Après déduction des bons du Trésor souscrits par les organismes internationaux, des avances du FDES aux établissements de crédit et des transferts consécutifs aux opérations de nationalisation et de privatisation.

TABLEAU N.01-8

Les actifs monétaires en devises étrangères et leurs détenteurs résidents

Source : Banque de France

Unité : Milliard de francs

	1986	1987	1988	1989
Ensemble des actifs	**25,6**	**30,3**	**59,6**	**114,6**
Sociétés	15,0	15,5	23,3	45,2
Ménages	1,1	1,3	1,5	2,2
OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières)	0,7	1,5	1,4	2,4
Autres agents	5,2	6,2	6,9	9,2
Non répartis	3,5	5,8	26,4	55,6
dont :				
Dépôts à vue	15,2	15,5	23,8	26,2
Sociétés	6,7	6,5	9,4	13,4
Ménages	0,6	0,7	0,7	0,7
OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières)	0,7	1,3	1,1	1,7
Autres agents	4,0	4,2	4,1	4,6
Non répartis	3,1	2,7	8,4	5,9

TABLEAU N.01-9

Les contreparties de M 3

Situation en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	1986	*r* 1987	*r* 1988	1989
EXTÉRIEUR	91,8	68,5	3,5	— 54,0
Solde des créances et des engagements de la Banque de France	158,4	102,3	101,8	95,2
Solde des créances et des engagements des établissements de crédit	— 66,6	— 33,8	— 98,3	— 149,2
CRÉDIT INTERNE	4.784,1	5.304,5	5.876,4	6.402,0
Créances sur l'État	*726,7*	*702,6*	*733,4*	*699,5*
Crédits	293,9	286,7	321,8	285,7
Banque de France	— 30,1	— 80,5	— 37,3	— 76,6
Monnaies divisionnaires en stock	0,9	1,0	1,1	1,2
Avoirs en comptes courants postaux	0,3	2,1	0,3	0,3
Concours au Trésor Public	25,3	36,5	36,9	28,9
À déduire : compte courant du Trésor	56,6	120,0	75,6	107,0
Autres établissements de crédit	13,1	36,5	28,3	17,7
Avoirs en comptes courants postaux	0,9	1,4	1,3	1,6
Dépôts au Trésor	7,5	35,1	27,0	16,1
Prêts et avances	4,7			
Agents non financiers	310,9	330,7	330,8	344,7
Monnaies divisionnaires en circulation	12,7	13,6	15,1	16,2
Avoirs en comptes courants postaux	143,1	145,8	149,6	155,7
Dépôts au Trésor	120,5	137,1	132,4	140,9
Bons du trésor sur formules	34,6	34,2	33,7	31,9
Titres	432,9	415,9	411,6	413,8
Bons négociables	346,8	331,3	313,6	294,8
Emprunts d'État	86,1	84,5	97,9	119,0
dont : titres vendus à réméré	32,0	21,9	22,9	33,5
Créances sur l'économie	*4.057,4*	*4.601,9*	*5.143,1*	*5702,4*
Crédits	3.773,0	4.224,1	4.715,0	5.283,0
Titres	284,4	377,8	428,0	419,4
Titres de placement	*r* 283,0	375,8	426,6	415,5
dont : titres vendus à réméré	55,4	77,7	103,2	69,4
Billets de trésorerie (hors CNT)	1,5	2,0	1,4	3,9
À déduire : ÉPARGNE CONTRACTUELLE	295,4	351,3	408,7	449,8
À déduire : RESSOURCES STABLES NETTES	1.083,8	1.243,4	1.421,4	1.573,8
Emprunts obligataires	755,0	880,6	991,2	1.097,6
Emprunts participatifs nets	23,5	19,4	57,3	68,3
Capitaux propres nets	305,4	343,4	373,0	407,4
DIVERS NETS	— 181,3	— 162,2	— 169,0	— 140,9
Encaissement net	82,5	153,6	100,1	129,5
Solde des opérations avec les institutions financières	19,3	— 24,8	19,1	— 7,3
Autres rubriques	— 283,0	— 290,9	— 288,1	— 263,1
M3	**3.315,4**	**3.616,1**	**3.880,8**	**4.184,0**

TABLEAU N.01-10

Créances sur l'économie : catégories de créances

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	1986	*r* 1987	*r* 1988	1989
ENSEMBLE DES CRÉANCES SUR L'ÉCONOMIE	4.057,4	4.601,9	5.143,1	5.702,4
Crédits	3.773,0	4.224,1	4.715,0	5.283,0
Crédits *stricto sensu*	3.509,0	3.916,6	4.372,8	4.881,0
Effets à crédit immédiat	4,0	6,3	9,2	10,1
Immobilisations de crédit-bail	172,4	205,9	260,2	316,7
Opérations de location simple	19,1	25,2	27,6	35,5
Concours à des sociétés immobilières de promotion	1,4	4,2	2,6	3,1
Prêts participatifs	67,1	62,9	42,6	36,3
dont : en francs	3.703,4	4.119,0	4.614,3	5.176,1
Titres	284,4	377,8	428,0	419,4

TABLEAU N.01-11

Crédits : établissements distributeurs et agents emprunteurs résidents

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	1986	1987	1988	1989
CRÉDITS À L'ÉCONOMIE	**3.772,7**	*r* **4.224,1**	*r* **4.715,0**	**5.283,0**
ÉTABLISSEMENTS DISTRIBUTEURS :				
Banque de France	0,2	1,8	0,1	0,1
Banques	1.851,1	*r* 2.120,5	2.497,7	2.925,1
— Banques AFB	1.109,9	1.258,3	1.511,6	1.785,8
— Banque française du commerce extérieur	16,9	18,4	20,1	23,5
— Banques populaires	101,1	123,8	146,0	167,9
— Crédit agricole	513,0	585,6	661,9	756,7
— Crédit mutuel	85,8	104,7	125,7	150,0
— Crédit mutuel agricole et rural	5,6	6,2	5,4	6,1
— Crédit maritime	3,5	4,3	5,4	6,3
— Banques de crédit coopératif	6,8	7,3	7,8	13,7
— Crédits municipaux	8,5	12,0	13,8	15,2
Sociétés financières et maisons de titres	373,0	*r* 539,8	*r* 607,1	684,0
— SICOMI - SOFERGIE	68,1	*r* 81,3	94,9	122,0
— Sociétés de financement des télécommunications	30,6	31,2	31,8	30,8
— Sociétés de crédit différé	5,3	4,4	4,3	4,7
— Sociétés financières HTI (habilitées à titre individuel)	268,7	320,1	*r* 369,6	419,0
— Maisons de titres	0,3	0,9	0,3	0,3
Caisse des dépôts et consignations et caisses d'épargne	794,3	*r* 801,7	*r* 817,3	840,1
Comptoir des entrepreneurs	30,8	33,4	37,3	41,0
Crédit foncier de France	249,7	*r* 222,6	*r* 225,8	233,7
Crédit d'équipement des PME	71,2	72,2	71,6	72,7
Crédit national	86,2	85,2	*r* 82,2	81,9
Sociétés de développement régional	27,6	27,9	29,3	28,0
Crédit local de France (ex CAECL)	94,1	129,1	152,5	179,0
Caisse nationale de l'énergie	72,1	66,6	58,8	53,3
Caisse nationale des télécommunications	78,5	72,8	77,9	79,2
Caisse nationale des autoroutes	33,1	38,2	*r* 44,1	51,3
Caisse centrale de coopération économique	3,1	3,2	3,5	3,4
PTT	7,7	*r* 9,3	9,7	9,9
AGENTS EMPRUNTEURS :				
Sociétés	1.776,1	*r* 1.936,6	*r* 2.194,7	2.506,4
Ménages	1.530,5	*r* 1.778,8	*r* 1.986,3	2.164,4
Autres agents résidents	466,4	*r* 508,7	*r* 534,0	612,2

TABLEAU N.01-12

Crédits : répartition selon l'objet économique et les agents emprunteurs résidents

Encours en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	1986	r 1987	r 1988	1989
RÉPARTITION SELON L'OBJET ÉCONOMIQUE :				
Crédits à l'économie	**3.773,0**	**4.224,1**	**4.715,0**	**5.283,0**
Trésorerie des entreprises	488,7	528,1	651,2	772,8
Exportation	78,6	71,2	50,5	44,1
Investissement	1.414,8	1.564,2	1.701,2	1.892,1
Trésorerie des particuliers	183,3	257,6	320,2	369,6
Habitat	1.392,1	1.548,9	1.671,9	1.780,8
Crédits-promoteurs	17,5	27,1	41,6	72,9
Autres crédits	186,3	227,2	278,4	350,8
RÉPARTITION SELON L'AGENT EMPRUNTEUR ET L'OBJET ÉCONOMIQUE :				
Crédits aux sociétés	**1.776,1**	**1.936,6**	**2.194,7**	**2.506,4**
Trésorerie	434,6	457,9	577,7	676,2
Exportation	77,9	70,5	49,5	43,1
Investissement	771,7	867,1	956,5	1.076,2
Habitat	346,6	372,5	394,4	416,2
Crédits-promoteurs	15,9	25,2	38,2	65,0
Autres crédits	129,3	143,5	178,4	229,7
Crédits aux ménages	**1.530,5**	**1.778,8**	**1.986,3**	**2.164,4**
Trésorerie (entrepreneurs individuels)	42,2	45,9	48,8	53,1
Exportation	0,3	0,3	0,4	0,4
Investissement	214,8	241,9	265,3	285,8
Trésorerie (particuliers)	183,3	257,6	320,2	369,6
Habitat	1.033,8	1.163,3	1.264,4	1.352,3
Crédits-promoteurs	1,1	1,9	3,2	5,5
Autres crédits	54,9	67,9	83,9	97,8
Crédits aux autres agents résidents	**466,4**	**508,7**	**534,0**	**612,2**
Trésorerie	11,9	24,3	24,7	43,6
Exportation	0,4	0,4	0,5	0,6
Investissement	428,2	455,1	479,4	530,1
Habitat	11,8	13,2	13,2	12,3
Crédits-promoteurs	ε	—	0,2	2,4
Autres crédits	14,0	15,8	16,1	23,3

TABLEAU N.01-13

Opérations des non-résidents

Situation en fin d'année

Source : Banque de France — *Unité :* Milliard de francs

	1986	1987	1988	1989
Dépôts à vue	27,7	32,7	34,3	43,0
En francs	14,7	15,3	17,6	21,9
En devises	13,0	17,4	16,6	21,1
Livrets soumis à l'impôt	2,5	2,6	3,1	3,4
En francs	2,4	2,6	3,0	3,4
En devises	0,1	0,1	0,1	0,3
Comptes d'épargne-logement (en francs)	0,2	0,2	0,3	0,3
Dépôts à terme	84,2	92,4	105,8	115,8
En francs	9,7	13,2	17,5	22,7
En devises	74,6	79,2	88,3	93,1
Titres du marché monétaire	8,3	18,4	39,0	90,2
En francs	0,1	10,7	34,2	82,8
En devises	8,1	7,6	4,8	7,4
Bons de caisse et d'épargne	0,2	0,6	1,7	2,5
En francs	0,2	0,6	1,7	2,5
En devises	—	—	—	—
Plans d'épargne-logement (en francs)	0,7	0,8	1,1	1,3
Crédits aux non-résidents	427,0	408,5	429,2	434,0
En francs	209,4	209,4	210,2	206,4
En devises	217,7	199,1	219,0	227,6

TABLEAU N.01-14

Principaux taux d'intérêt débiteurs

Sources : Banque de France (bulletin trimestriel)
Conseil national du crédit (Rapport annuel)

Unité : En % par an

	Opérations de la Banque de France								
	Opérations sur appel d'offre	Pensions contre bons du Trésor à 5 ou à 10 jours	Taux d'escompte	Mobilisation des créances nées sur l'étranger			Taux de base bancaire	Bons du Trésor à 5 ans à intérêts progressifs (non négociables)	Taux premier du Crédit national (TPCN)
				Court terme	Moyen terme				
					CEE	Autres pays			
1989 :									
31 décembre	10,00	10,75	9,50	...	...	...	11,00	7,50	10,00
Moyenne (1)	8,66	9,43	9,50	...	...	...	10,00	7,50	9,65
dont :									
3e trimestre (2)	8,74	9,50	9,50	...	...	...	10,00	7,50	9,45
2e trimestre (2)	8,25	9,01	9,50	...	...	...	9,73	7,50	9,62
1er trimestre (2)	8,13	8,90	9,50	...	...	...	9,60	7,50	9,70
1988 :									
31 décembre	*r* 7,75	*r* 8,50	9,50	...	...	...	9,25	7,50	9,70
Moyenne (1)	*r* 7,16	*r* 7,74	9,50	...	...	...	9,43	7,50	9,83
1987 :									
31 décembre	7,75	8,25	9,50	...	...	...	9,60	7,50	9,95
Moyenne (1)	7,76	8,27	9,50	...	...	...	9,60	7,50	9,89
1986 :									
31 décembre	7,25	8,25	9,50	9,50	9,50	7,50	9,60	7,50	9,25
Moyenne (1)	7,38	10,41	9,50	9,50	9,50	7,50	9,84	8,50	9,98
1985 :									
31 décembre	8,75	11,25	9,50	9,50	9,50	7,50	10,60	10,50	13,00
Moyenne (1)	9,73	11,37	9,50	9,50	9,50	7,50	11,16	11,25	13,38
1984 :									
31 décembre	10,75	11,75	9,50	9,50	9,50	7,50	12,00	12,00	14,50
Moyenne (1)	11,35	12,39	9,50	9,50	9,50	6,29	12,27	12,63	14,69
1983 :									
31 décembre	12,00	13,50	9,50	9,50	9,50	6,00	12,25	13,00	15,25
Moyenne (1)	12,30	12,78	9,50	9,50	9,50	6,00	12,25	13,58	15,85
1982 :									
31 décembre	12,75	16,50	9,50	9,50	9,50	6,00	12,75	14,00	17,25
Moyenne (1)	14,34	16,13	9,50	9,50	9,50	5,52	13,63	14,00	17,63
1981 :									
31 décembre	15,08	///	9,50	9,50	9,50	4,50	14,00	14,00	15,50
Moyenne (1)	(3) 16,10	17,49	9,50	9,50	9,50	4,50	14,28	12,33	14,94
1980 :									
31 décembre	10,75	10,75	9,50	9,50	9,50	4,50	12,25	12,00	14,75
Moyenne (1)	11,91	11,90	9,50	9,50	9,50	4,50	12,49	11,45	13,57

(1) Moyenne arithmétique simple. — (2) Moyenne (arithmétique simple) du trimestre. — (3) Moyenne des 3e et 4e trimestres.

TABLEAU N.01-15

Taux d'intérêt entre banques. Moyenne par mois

Source : Banque de France (Bulletin trimestriel)

Unité : % par an

	Au jour le jour								A un mois							
	1982	1983	1984	1985	1986	■ 1987 (1)	1988	1989	1982	1983	1984	1985	1986	■ 1987 (1)	1988	1989
Janvier	15,248	12,710	12,395	10,560	8,839	8,897	7.802	8,456	15,056	12,581	12,198	10,480	8,891	8,769	7,877	8,602
Février	14,564	12,772	12,306	10,646	8,777	8,364	7.263	8,699	14,458	12,723	12,332	10,616	8,795	8,478	7,444	9,021
Mars	15,716	12,839	12,482	10,671	8,522	7,887	7.538	8,448	15,464	12,702	12,379	10,667	8,355	7,964	7,743	8,795
Avril	16,808	12,550	12,154	10,488	8,188	7,910	7.552	8,312	16,525	12,354	12,317	10,488	7,792	7,993	7,823	8,533
Mai	16,407	12,464	12,040	10,173	7,504	8,022	7.343	8,512	16,179	12,512	12,056	10,165	7,391	8,179	7,728	8,739
Juin	15,975	12,608	12,115	10,226	7,246	8,010	7.110	8,929	15,725	12,542	12,083	10,183	7,250	8,225	7,237	8,945
Juillet	15,052	12,395	11,448	9,886	7,280	7,456	7.189	9,194	14,645	12,290	11,548	9,919	7,125	7,734	7,238	9,156
Août	14,581	12,536	11,431	9,688	7,054	7,405	7.383	9,048	14,431	12,355	11,278	9,706	7,123	7,692	7,470	9,067
Septembre	14,113	12,567	11,363	9,575	7,085	7,360	7.523	8,938	14,027	12,404	11,017	9,533	7,075	7,620	7,755	9,166
Octobre	13,911	12,353	10,038	9,345	7,317	7,694	7.573	9,847	13,573	12,391	10,887	9,323	7,367	7,864	7,822	9,966
Novembre	13,183	12,371	11,185	8,984	7,285	8,669	7.817	9,987	13,010	12,279	10,754	8,946	7,381	8,656	7,965	10,308
Décembre	12,879	12,270	10,952	9,016	7,805	8,034	8.202	10,482	12,722	12,157	10,750	8,932	7,938	8,232	8,365	10,670

(1) A partir de janvier 1987, changement du mode de calcul de ces taux moyens par la Banque de France.

TABLEAU N.01-16

Fourchette des taux (1) effectifs pratiqués pour les opérations de crédit par les banques et les établissements financiers

Source : Journal officiel

Unité : En % par an

Nature des opérations	1988				1989			
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre
A. **Crédits aux entreprises**								
Mobilisation de créances commerciales (2)	→	→	10,35 à 15,50	→	10,70 à 15,85	→	10,10 à 16,25	10,80 à 17,25
Crédits financiers à court terme (2) et (3)	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédits à moyen terme de 3 à 7 ans (2) et (3)	...	...	...	...	...	...	...	...
Découverts et avances (4)	→	→	10,80 à 16,50	→	11,15 à 16,85	→	11,55 à 17,25	10,70 à 17,90
Financement de ventes à tempérament de matériel d'équipement professionnel (2) et (3)	...	...	...	...	...	...	...	...
B. **Crédits aux particuliers**								
Prêts personnels	13,80 à 20,50	13,90 à 20,50	13,90 à 18,72	→	14,10 à 17,96	→	→	14,20 à 17,96
Financement de ventes à tempérament des biens de consommation (5)	...	...	...	...	...	...	...	...
C. **Crédits immobiliers**								
Crédits acquéreurs (2), (3) et (6)	...	...	...	...	...	...	...	...

(1) Taux annuels hors taxes en fin de période. Pour tous les crédits confirmés, les banques perçoivent en outre une commission d'engagement de 1 à 2 % l'an. — (2) Ces taux s'entendent de crédits mobilisables à la Banque de France et chez les organismes réescompteurs. Les crédits non mobilisables se traitent en moyenne à un taux supérieur de 1 % à 2 % à celui qui est indiqué. — (3) Non compris le coût des garanties dont ces crédits sont éventuellement assortis. — (4) A ces taux s'ajoute une commission sur le plus fort découvert du mois : 1/20 % à 1/10 % par mois. Cette commission perçue pour un trimestre n'excède généralement pas la moitié des intérêts débiteurs afférents à la même période. — (5) Il s'y ajoute des perceptions forfaitaires que les établissements prêteurs sont autorisés à prélever et dont le montant a été fixé par arrêté du 16 juin 1975. — (6) La fourchette des taux ci-dessus englobe les crédits à moyen terme classiques, les crédits d'anticipation et les crédits éligibles au marché hypothécaire.

TABLEAU N.01-17

Conditions de rémunération des principales formes d'épargne, en vigueur au 31 décembre

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
COMPTES SUR LIVRET										
Banques (1) :										
Taux d'intérêt (%)	7,50 (6)	8,50 (7)	→	7,50	6,50	6,00	4,50	→	→	→
Crédit mutuel (livret bleu) :										
Taux d'intérêt (%)	7,50 (6)	8,50 (7)	→	7,50	6,50	6,00	4,50	→	→	→
Plafond de dépôt (francs)	45.000	→	→	58.000	68.000	→	72.000	80.000	→	→
Caisses d'épargne :										
1er livret :										
Taux d'intérêt (%)	7,50 (6)	8,50 (7)	→	7,50	6,50	6,00	4,50	→	→	→
Plafond de dépôt (francs)	49.000	→	→	58.000	68.000	→	72.000	80.000	→	→
Livret supplémentaire :										
Taux d'intérêt (%)	7,50 (6)	8,50 (7)	→	7,50	6,50	6,00	4,50	→	→	→
Épargne populaire (2) [banques et caisses d'épargne] :										
Taux d'intérêt (%)	///	///	8,50	→	7,50	7,00	5,50	→	→	→
Plafond d'IR (2) (francs)	///	///	1.000	1.130	1.240	1.340	1.420	1.460	1.510	1.620
Plafond de dépôt (francs)	///	///	5.000	20.000	30.000	→	→	→	→	→
CODEVI (3) [banques et caisses d'épargne] :										
Taux d'intérêt (%)	///	///	///	7,50	6,50	6,00	4,50	→	→	→
Plafond de dépôt (francs)	///	///	///	10.000	→	→	→	→	→	→
ÉPARGNE LOGEMENT (banques et caisses d'épargne)										
Compte :										
Taux d'intérêt (%)	3,25	→	→	→	→	→	2,75	→	→	→
Plafond de prime (4) (francs)	7.500	→	→	→	→	→	→	→	→	→
Plafond de dépôt (francs)	100.000	→	→	→	→	→	→	→	→	→
Plan :										
Taux d'intérêt (%)	4,5	9,00 (8)	→	10,00 (9)	9,00	7,50	6,00	→	→	→
Plafond de prime (5) (francs)	10.000	→	→	→	→	→	→	→	→	→
Plafond de dépôt (francs)	100.000	→	150.000	300.000	→	→	→	→	→	→

(1) Hors livret bleu du Crédit Mutuel. — (2) Institué à compter de juin 1982, pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France et dont l'imposition sur le revenu mise en recouvrement l'année précédente n'excède pas un plafond (dont le montant est révisé chaque année). — (3) Compte pour le développement industriel, institué (loi n° 83-607) à compter d'octobre 1983, pour les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en France. — (4) Lors de la réalisation d'un prêt, une prime d'épargne d'un montant égal à celui des intérêts produits est versée, mais dans la limite d'un plafond. — (5) A l'expiration du contrat, une prime d'un montant égal à celui des intérêts produits est versée par l'État, mais dans la limite d'un plafond. — (6) Y compris une prime exceptionnelle d'épargne de 1 %. — (7) Suppression de la prime exceptionnelle de 1 %. — (8) Cette rémunération globale est répartie ainsi, dans la limite du plafond : 4/9 à la charge de l'État et 5/9 à la charge de l'établissement de crédit; hors plafond, le taux de rémunération revient à 5,3 %. — (9) La rémunération à 10 % comprend pour 6/10 des intérêts proprement dits et pour 4/10 la prime de l'État, dans la limite du plafond.

TABLEAU N.01-18

Liquidités et contreparties de la masse monétaire dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	1987	1988	1989
I. GUADELOUPE			
Composantes de M 3 et L			
Circulation fiduciaire	1.239	1.352	1.455
Billets	1.186	1.295	1.385
Pièces	53	57	70
Dépôts à vue	3.710	3.952	5.137
Total M 1	**4.949**	**5.304**	**6.592**
Comptes sur livrets	2.415	2.611	2.970
Comptes d'épargne-logement	377	408	446
Total M 2	**7.741**	**8.323**	**10.008**
Dépôts à terme	1.005	1.034	1.389
Bons	337	340	365
Total M 3	**9.083**	**9.697**	**11.762**
Plans d'épargne-logement	547	667	779
Livrets d'épargne-entreprise	2	3	2
Total L	**9.632**	**10.367**	**12.543**
Contreparties de M 3			
Avoirs hors zone d'émission	4.123	3.751	4.723
Institut d'émission	1.115	1.259	1.500
Établissement de crédit	3.008	2.492	3.223
Créances sur le Trésor	154	232	252
Concours à l'économie	4.806	5.714	6.787
Concours de caractère bancaire	14.249	17.185	18.729
EC locaux	9.513	11.008	12.415
EC hors zone d'émission	4.736	6.177	6.314
À déduire : ressources non monétaires	— 9.443	— 11.471	— 11.942
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	— 136	— 21	— 82
Engagements hors zone d'émission	— 8.778	— 10.365	— 11.152
EC locaux	— 4.042	— 4.188	— 4.838
Agents non financiers	— 4.736	— 6.177	— 6.314
Épargne contractuelle	— 549	— 670	— 781
Divers	20	— 415	—
Total	**9.083**	**9.697**	**11.762**

TABLEAU N.01-18 *(suite 1)*

Liquidités et contreparties de la masse monétaire dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	1987	1988	1989
II. GUYANE			
Composantes de M 3 et L			
Circulation fiduciaire	1.725	2.021	2.418
Billets	1.709	2.002	2.395
Pièces	16	19	23
Dépôts à vue	858	956	1.187
Total M 1	**2.583**	**2.977**	**3.605**
Comptes sur livrets	384	418	455
Comptes d'épargne-logement	31	37	47
Total M 2	**2.998**	**3.432**	**4.107**
Dépôts à terme	192	249	307
Bons	32	46	49
Total M 3	**3.222**	**3.727**	**4.463**
Plans d'épargne-logement	68	82	91
Livrets d'épargne-entreprise	—	—	—
Total L	**3.290**	**3.809**	**4.554**
Contreparties de M 3			
Avoirs hors zone d'émission	2.189	2.518	2.682
Institut d'émission	1.576	2.008	2.291
Établissement de crédit	613	510	391
Créances sur le Trésor	121	130	160
Concours à l'économie	912	1.079	1.621
Concours de caractère bancaire	3.379	4.447	5.435
EC locaux	1.971	2.521	2.958
EC hors zone d'émission	1.408	1.926	2.477
À déduire : ressources non monétaires	— 2.467	— 3.368	—3.814
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	— 100	— 144	— 163
Engagements hors zone d'émission	— 2.232	— 2.972	— 3.447
EC locaux	— 824	—1.046	— 970
Agents non financiers	— 1.408	— 1.926	— 2.477
Épargne contractuelle	— 68	— 82	— 91
Divers	— 67	— 170	— 113
Total	**3.222**	**3.727**	**4.463**

TABLEAU N.01-18 *(suite 2)*

Liquidités et contreparties de la masse monétaire dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel)

Unité : Million de francs

	1987	1988	1989
III. MARTINIQUE			
Composantes de M 3 et L			
Circulation fiduciaire	1.238	1.377	1.537
Billets	1.183	1.317	1.469
Pièces	55	60	68
Dépôts à vue	3.276	3.614	4.069
Total M 1	**4.514**	**4.991**	**5.606**
Comptes sur livrets	3.127	3.360	3.599
Comptes d'épargne-logement	231	255	273
Total M 2	**7.872**	**8.606**	**9.478**
Dépôts à terme	965	1.342	1.591
Bons	392	429	442
Total M 3	**9.229**	**10.377**	**11.511**
Plans d'épargne-logement	485	571	643
Livrets d'épargne-entreprise	6	7	6
Total L	**9.720**	**10.955**	**12.160**
Contreparties de M 3			
Avoirs hors zone d'émission	4.181	4.564	4.845
Institut d'émission	949	997	1.224
Établissement de crédit	3.232	3.567	3.621
Créances sur le Trésor	147	178	234
Concours à l'économie	4.901	5.635	6.432
Concours de caractère bancaire	12.791	14.765	17.192
EC locaux	8.110	9.782	11.199
EC hors zone d'émission	4.681	4.983	5.993
À déduire : ressources non monétaires	— 7.890	— 9.130	— 10.760
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	— 203	— 165	— 191
Engagements hors zone d'émission	— 6.899	— 8.129	— 9.628
EC locaux	— 2.218	— 3.146	— 3.635
Agents non financiers	— 4.681	— 4.983	— 5.993
Épargne contractuelle	— 491	— 578	— 649
Divers	— 297	— 258	— 292
Total	**9.229**	**10.377**	**11.511**

TABLEAU N.01-18 *(suite 3)*

Liquidités et contreparties de la masse monétaire dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel)

Unité : Million de francs

	1987	1988	1989
IV. RÉUNION			
Composantes de M 3 et L			
Circulation fiduciaire	2.912	3.157	3.447
Billets	2.852	3.089	3.370
Pièces	60	68	77
Dépôts à vue	3.890	4.225	4.893
Total M 1	**6.902**	**7.382**	**8.340**
Comptes sur livrets	2.382	2.654	2.895
Comptes d'épargne-logement	502	563	641
Total M 2	**9.686**	**10.599**	**11.876**
Dépôts à terme	1.754	1.941	2.417
Bons	864	944	979
Total M 3	**12.304**	**13.484**	**15.272**
Plans d'épargne-logement	611	771	942
Livrets d'épargne-entreprise	1	1	1
Total L	**12.916**	**14.256**	**16.215**
Contreparties de M 3			
Avoirs hors zone d'émission	4.900	5.158	5.964
Institut d'émission	2.181	2.472	2.646
Établissement de crédit	2.719	2.686	3.318
Créances sur le Trésor	261	222	199
Concours à l'économie	7.143	8.104	9.109
Concours de caractère bancaire	20.145	23.284	27.227
EC locaux	12.413	14.564	17.231
EC hors zone d'émission	7.732	8.720	9.996
À déduire : ressources non monétaires	— 13.002	— 15.180	— 18.118
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	— 333	— 713	— 812
Engagements hors zone d'émission	— 11.145	— 12.843	— 15.281
EC locaux	— 3.413	— 4.123	— 5.285
Agents non financiers	— 7.732	— 8.720	— 9.996
Épargne contractuelle	— 613	— 773	— 943
Divers	— 911	— 851	— 1.082
Total	**12.304**	**13.484**	**15.272**

TABLEAU N.01-18 *(suite et fin)*

Liquidités et contreparties de la masse monétaire dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	1987	1988	1989
V. SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON			
Composantes de M 3			
Circulation fiduciaire	70	76	82
Billets	67	73	79
Pièces	3	3	3
Dépôts à vue	139	113	115
Total M 1	**209**	**189**	**197**
Comptes sur livrets	144	145	142
Comptes d'épargne-logement	—	—	—
Total M 2	**353**	**334**	**339**
Dépôts à terme	133	179	243
Bons	15	18	21
Total M 3	**501**	**531**	**603**
Contreparties de M 3			
Avoirs hors zone d'émission	247	290	326
Institut d'émission	66	91	89
Établissement de crédit	181	199	237
Créances sur le Trésor	91	85	110
Concours à l'économie	163	156	167
Concours de caractère bancaire	390	408	478
EC locaux	273	280	321
EC hors zone d'émission	117	128	157
À déduire : ressources non monétaires	— 227	— 252	— 311
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	— 51	— 58	— 63
Engagements hors zone d'émission	— 172	— 193	— 253
EC locaux	— 55	— 65	— 96
Agents non financiers	— 117	— 128	— 157
Épargne contractuelle	—	—	—
Divers	— 4	— 1	5
Total	**501**	**531**	**603**

TABLEAU N.01-19

Activité de la Caisse nationale d'épargne (CNE) dans les départements d'outre-mer
Répartition des diverses formes d'épargne

Situation au 31 décembre

Source : CNE (direction générale de la Poste)

Unités : Solde : millier de francs
Livret

Forme d'épargne	1986	1987	1988	1989
Épargne ordinaire				
Solde dû aux déposants :				
Guadeloupe	307.348	369.324	417.587	549.997
Martinique	67.758	76.928	88.152	96.860
Guyane	155.023	179.029	204.679	229.052
Réunion	508.775	580.416	674.874	754.019
Total	**1.038.904**	**1.205.697**	**1.385.292**	**1.629.928**
Nombre de livrets :				
Guadeloupe	62.940	72.535	83.727	97.687
Martinique	9.089	10.221	11.491	12.824
Guyane	26.145	29.431	33.433	38.450
Réunion	122.425	137.799	159.841	182.428
Total	**220.599**	**249.986**	**288.492**	**331.389**
Épargne-logement				
Solde dû aux déposants :				
Guadeloupe	9.699	12.733	15.108	19.085
Martinique	6.224	7.538	7.921	8.166
Guyane	12.583	14.642	16.082	19.596
Réunion	16.871	16.837	19.523	21.177
Total	**45.377**	**51.750**	**58.634**	**68.024**
Nombre de livrets :				
Guadeloupe	654	874	1.056	1.295
Martinique	325	378	418	464
Guyane	802	923	1.021	1.240
Réunion	865	949	1.056	1.191
Total	**2.646**	**3.124**	**3.551**	**4.190**
Plan d'épargne-logement				
Solde dû aux déposants :				
Guadeloupe	10.037	12.194	14.895	18.187
Martinique	5.574	8.112	11.225	14.777
Guyane	12.985	14.935	16.952	18.240
Réunion	14.356	16.022	19.709	23.511
Total	**42.952**	**51.263**	**62.781**	**74.715**
Nombre de livrets :				
Guadeloupe	288	340	412	530
Martinique	154	202	255	296
Guyane	338	341	348	411
Réunion	340	343	409	489
Total	**1.120**	**1.226**	**1.424**	**1.726**
Livret épargne populaire				
Solde dû aux déposants :				
Guadeloupe	684	913	1.346	1.680
Martinique	579	657	909	876
Guyane	881	871	1.034	1.250
Réunion	2.440	2.717	2.618	3.191
Total	**4.584**	**5.158**	**5.909**	**6.997**
Nombre de livrets :				
Guadeloupe	62	79	100	120
Martinique	42	50	63	71
Guyane	112	125	136	153
Réunion	201	212	221	261
Total	**417**	**466**	**520**	**605**
Livret CODEVI				
Solde dû aux déposants :				
Guadeloupe	980	1.123	1.271	1.596
Martinique	434	531	594	635
Guyane	576	575	597	569
Réunion	1.455	1.750	2.052	2.060
Total	**3.445**	**3.979**	**4.514**	**4.860**
Nombre de livrets :				
Guadeloupe	232	270	314	362
Martinique	68	84	93	108
Guyane	77	82	89	94
Réunion	199	243	281	290
Total	**576**	**679**	**777**	**854**

TABLEAU N.01-20

Liquidités et contreparties de la masse monétaire dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	1987	1988	1989
I. ÎLE DE MAYOTTE			
Composantes de M 3			
Circulation fiduciaire	203	271	341
Billets	202	269	339
Pièces	1	2	2
Dépôts à vue	51	75	83
Total M 1	**254**	**346**	424
Comptes sur livrets	9	11	13
Total M 2	**263**	**357**	437
Dépôts à terme	10	16	91
Bons	11	15	19
Total M 3	**284**	**388**	547
Contreparties de M 3			
Avoirs hors zone d'émission	246	327	465
Institut d'émission	195	260	329
Établissement de crédit	50	67	136
Créances sur le Trésor	15	21	37
Concours à l'économie	23	41	45
Concours de caractère bancaire	141	173	244
EC locaux	27	47	65
EC hors zone d'émission	114	126	179
À déduire : ressources non monétaires	— 118	— 131	— 199
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	1	1	1
Engagements hors zone d'émission	— 116	— 134	— 199
EC locaux	— 2	— 8	— 21
Agents non financiers	— 114	— 126	— 178
Divers	— 4	1	— 1
Total	**284**	**388**	547

TABLEAU N.01-20 *(suite 1)*

Liquidités et contreparties de la masse monétaire dans les territoires d'outre-mer

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	1987	1988	1989
II. NOUVELLE-CALÉDONIE			
Composantes de M 3			
Circulation fiduciaire	307	341	376
Billets	280	312	345
Pièces	28	29	32
Dépôts à vue	1.831	1.907	2.119
Total M 1	**2.138**	**2.248**	**2.495**
Comptes sur livrets	1.119	1.188	1.206
Total M 2	**3.257**	**3.436**	**3.701**
Dépôts à terme	1.205	1.474	1.959
Bons	131	185	206
Total M 3	**4.593**	**5.095**	**5.866**
Contreparties de M 3			
Avoirs hors zone d'émission	2.150	2.261	2.315
Institut d'émission	315	350	336
Établissement de crédit	1.834	1.911	1.980
Créances sur le Trésor	124	118	141
Concours à l'économie	2.320	2.716	3.410
Concours de caractère bancaire	5.874	7.254	8.794
EC locaux	3.740	4.644	6.124
EC hors zone d'émission	2.134	2.609	2.671
À déduire : ressources non monétaires	— 3.555	— 4.538	— 5.384
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	— 153	— 308	— 315
Engagements hors zone d'émission	— 3.262	— 3.964	— 4.730
EC locaux	— 1.129	— 1.354	— 2.059
Agents non financiers	— 2.134	— 2.609	— 2.671
Divers	— 140	— 266	— 339
Total	**4.593**	**5.095**	**5.866**

TABLEAU N.01-20 *(suite 2)*

Liquidités et contreparties de la masse monétaire dans les territoires d'outre-mer

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	1987	1988	1989
III. POLYNÉSIE FRANÇAISE			
Composantes de M 3			
Circulation fiduciaire	366	343	344
Billets	330	306	304
Pièces	36	37	39
Dépôts à vue	1.821	1.923	2.049
Total M 1	**2.188**	**2.266**	**2.393**
Comptes sur livrets	1.436	1.428	1.430
Total M 2	**3.623**	**3.694**	**3.823**
Dépôts à terme	2.075	2.347	2.663
Bons	686	829	893
Total M 3	**6.384**	**6.870**	**7.379**
Contreparties de M 3			
Avoirs hors zone d'émission	1.215	1.407	1.966
Institut d'émission	308	511	544
Établissement de crédit	907	897	1.422
Créances sur le Trésor	—	—	—
Concours à l'économie	5.169	5.463	5.413
Concours de caractère bancaire	9.898	10.230	11.059
EC locaux	7.552	7.508	7.769
EC hors zone d'émission	2.347	2.722	3.289
À déduire : ressources non monétaires	— 4.730	— 4.767	— 5.646
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	— 437	— 404	— 466
Engagements hors zone d'émission	— 3.960	— 4.361	— 5.171
EC locaux	— 1.614	— 1.640	— 1.881
Agents non financiers	— 2.347	— 2.722	— 3.289
Divers	— 332	— 2	— 9
Total	**6.384**	**6.870**	**7.379**

TABLEAU N.01-20 *(suite et fin)*

Liquidités et contreparties de la masse monétaire dans les territoires d'outre-mer

Situation en fin d'année

Source : Conseil national du crédit (Rapport annuel) — *Unité :* Million de francs

	1987	1988	1989
IV. WALLIS ET FUTUNA			
Composantes de M 3			
Circulation fiduciaire	5	7	9
Billets	5	7	9
Pièces	—	—	—
Dépôts à vue	28	35	23
Total M 1	**33**	**42**	**33**
Comptes sur livrets	8	6	—
Total M 2	**41**	**48**	**33**
Dépôts à terme	19	23	20
Bons	22	24	—
Total M 3	**83**	**94**	**53**
Contreparties de M 3			
Avoirs hors zone d'émission	48	54	11
Institut d'émission	8	9	11
Établissement de crédit	41	45	—
Créances sur le Trésor	23	34	42
Concours à l'économie	11	6	—
Concours de caractère bancaire	49	48	43
EC locaux	9	5	—
EC hors zone d'émission	40	43	43
À déduire : ressources non monétaires	— 38	— 42	— 43
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	—	—	—
Engagements hors zone d'émission	— 40	— 43	— 43
EC locaux	—	—	—
Agents non financiers	— 40	— 43	— 43
Divers	2	1	—
Total	**83**	**94**	**53**

SOURCES DE DOCUMENTATION

— Volume annuel des statistiques monétaires (Banque de France);

— Compte rendu des opérations de la Banque de France présenté à M. le président de la République;

— *Rapport annuel* du Conseil national du crédit;

— *Rapport annuel* de la Commission bancaire;

— *Les institutions financières françaises*, de R. Penaud. Édition 1983 (éditeur la revue Banque);

— *Monnaie, institutions financières et politique monétaire*, de J.-F. Patat. *Economica*, 1984;

— *La Monnaie en 1986*, brochure de la Banque de France, septembre 1987;

— *La Banque de France et la Monnaie*, édition 1983, Service de l'information de la Banque de France;

— *Rapports annuels* des caisses d'épargne (rapport des caisses d'épargne et de prévoyance, rapport de la Caisse nationale d'épargne);

— Banque de France. Statistiques mensuelles, trimestrielles et annuelles;

— Verger (D.). — « Le crédit à la consommation », *Données sociales*, édition 1984;

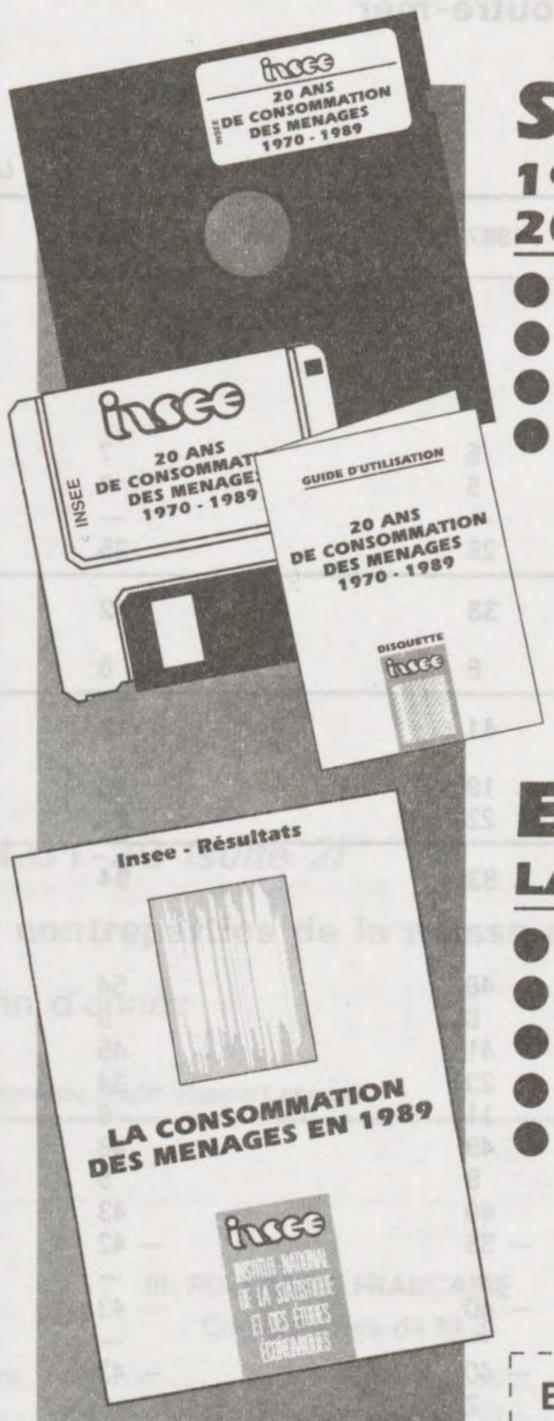
— Lollivier (S.), Verger (D.). — « Les différents actifs patrimoniaux : qui possède quoi ? » *Économie et statistique*, n° 202, septembre 1987;

— Lollivier (S.), Verger (D.). — « Les comportements en matière d'épargne et de patrimoine », *Économie et statistique*, n° 202, septembre 1987;

— Lollivier (S.), Verger (D.). — « L'enquête Actifs financiers », *Courrier des statistiques*, n° 40, octobre 1986.

L'OUTIL MARKETING

20 ANS DE CONSOMMATION DES MENAGES



SUR DISQUETTE

1970 - 1989
20 ANS DE CONSOMMATION DES MENAGES

- Par an
- Par produit (200 produits)
- Par fonction (76 postes)
- Par durabilité (18 postes)

Disquette 3"1/2 ou 5"1/4 - ASCII avec guide d'utilisation
© INSEE 1990 - PRIX : 390 F

ET EN COMPLEMENT

LA CONSOMMATION DES MENAGES EN 1989

- Une analyse de l'évolution de la consommation
- L'élasticité des postes de consommation
- Les coefficients budgétaires
- Des comparaisons internationales
- Les séries par produit, fonction et durabilité pour 1970,1975,1980 et de 1985 à 1989

Insee - Résultats - 180 pages - 21x29,7
© INSEE 1990 - PRIX : 130 F

insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

BON DE COMMANDE à retourner à INSEE - CNGP - BP 2718 - 80027 AMIENS

NOM ou RAISON SOCIALE _____
ADRESSE _____
_____
CODE POSTAL ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ COMMUNE _____

Veuillez enregistrer ma commande de

☐	disquettes Format 3"1/2 ☐ 5"1/4 ☐ "20 ANS DE CONSOMMATION DES MENAGES" au prix unitaire de **390 F**	
☐	volume Insee - Résultats " LA CONSOMMATION DES MENAGES EN 1989" au prix unitaire de **130 F**	
	Participation aux frais d'envoi	10,00
	TOTAL	

Ci-joint mon paiement par chèque à l'ordre de l'INSEE Date Signature

Chapitre N.02

Marché financier
Bourse

1. Émissions de valeurs mobilières

2. Valeurs mobilières cotées en Bourse : capitaux (capitalisation boursière, flux de transactions), indices de cours

3. Taux du marché financier

4. Marché de l'or et des devises

1. Émissions de valeurs mobilières
(tableaux 1 et 2)

La statistique des émissions de valeurs mobilières en France, ici présentée, est établie par la direction des études financières du Crédit lyonnais.

Les émissions de valeurs mobilières sont réparties d'après la nature des titres souscrits (actions, obligations) et la qualité de l'émetteur, dans la nomenclature de la comptabilité nationale (sociétés et quasi-sociétés non financières, institutions financières, entreprises d'assurance, administrations publiques, administrations privées, émetteurs étrangers et internationaux).

2. Valeurs mobilières cotées en Bourse

21. Capitalisation et transactions
(tableaux 3 et 4)

Le tableau 3 montre l'évolution de la *capitalisation boursière* (produit du nombre de titres d'une valeur par le cours de cette valeur à une date donnée) de l'ensemble des valeurs françaises (actions et obligations) cotées en Bourse, tandis que le tableau 4 indique la répartition des capitaux échangés en Bourse (*flux* de transactions annuels) par grande catégorie (actions, obligations) et par mode de négociation : marché officiel (règlement mensuel et comptant), second marché, hors cote.

22. Indices des cours
(tableaux 5 à 7)

L'INSEE établit, chaque fin de semaine, à partir d'un échantillon des valeurs cotées à Paris, un indice des cours pour les actions françaises (tableau 5), les actions étrangères (tableau 5) et les obligations françaises à revenu fixe (tableau 6). On présente ici, pour chaque année, la moyenne annuelle des indices hebdomadaires (1).

221. Actions françaises

L'indice INSEE est un indice de Laspeyres (tableau 5). Il est calculé à partir d'un échantillon renouvelé chaque année quant au choix des valeurs et à leurs pondérations. Ces dernières sont proportionnelles à leur capitalisation le dernier jour de bourse de l'année précédente, cette capitalisation ne tenant pas compte, depuis 1985, des parts de capital possédées par des actionnaires ayant chacun plus de 10 % du capital total. Cette nouvelle façon de calculer la pondération a entraîné, depuis 1985, la diminution de 16 à 14 du nombre des sous-groupes de valeurs. Par ailleurs, la Société des bourses françaises, qui s'est substituée à la Compagnie des agents de change calcule aussi un indice des cours pour les actions françaises (tableau 7). Les chiffres publiés sont les moyennes des indices calculés à la fin de chaque semaine.

1. Les indices hebdomadaires sont publiés dans la partie « Statistiques hebdomadaires » du *Bulletin mensuel de statistique* de l'INSEE; la moyenne mensuelle de ces indices est donnée dans la partie mensuelle du même bulletin.

222. Valeurs françaises à revenu fixe ou indexé

Jusqu'en 1980, il était calculé un indice des cours des valeurs françaises à revenu fixe ou indexé (cf. édition 1984 de cet annuaire).

Depuis 1981, l'INSEE calcule un indice des cours des *valeurs françaises à revenu fixe* (les valeurs indexées ayant été exclues de ce nouvel indice). La méthode de calcul est analogue à celle présentée plus haut pour l'indice du cours des actions (tableau 6).

223. Valeurs étrangères à revenu variable

Il n'est pas calculé de capitalisation boursière pour les valeurs étrangères cotées à la Bourse de Paris, le nombre de titres admis à la cote étant dépourvu de signification. L'indice des cours est la moyenne arithmétique simple des indices relatifs à chacune des actions retenues pour le calcul (tableau 5).

3. Taux du marché financier

31. Obligations
(tableaux 8 et 9)

Il s'agit essentiellement des obligations classiques hors titres participatifs.

311. Taux moyen de rendement des obligations émises dans l'année

Ce calcul est fait mensuellement, mais les chiffres annuels indiqués ici sont des moyennes pondérées pour l'ensemble de l'année (tableau 8). Chaque taux est la moyenne arithmétique, pondérée par le montant de l'émission, des taux actuariels de chaque émission effectuée pendant la période considérée. Toutefois, à partir de novembre 1982, on procède à deux sortes de calculs selon que le taux actuariel considéré est un *taux à l'émission* ou un *taux au règlement*.

312. Taux de rendement des obligations cotées à la Bourse de Paris

Le tableau 9 indique, pour chaque fin d'année, les taux moyens de six catégories parmi ceux que calcule chaque semaine la Caisse des dépôts et consignations.

32. Valeurs françaises à revenu variable
(tableau 10)

Le calcul du taux moyen de rendement des valeurs françaises à revenu variable s'effectue en rapportant, pour chacune des valeurs retenues dans le calcul de l'indice des cours, le montant du dernier coupon payé à la cotation du dernier vendredi du mois. L'échantillon et les pondérations sont les mêmes que pour l'indice des cours. Les chiffres publiés sont les moyennes des taux des derniers vendredis de chaque mois.

4. Marché de l'or et des devises
(tableau 11)

Ce tableau donne, pour chaque année, la moyenne des cotations quotidiennes à la Bourse de Paris.

* * *

TABLEAU N.02-1

Émissions des valeurs mobilières (contre apports en espèces) selon la nature de l'émission

Source : Crédit Lyonnais — *Unité :* Million de francs

	r 1988			p 1989		
	Montant effectif	Déductions	Montant net versé	Montant effectif	Déductions	Montant net versé
I. ÉMISSIONS D'ACTIONS ET TITRES ASSIMILÉS						
Actions (et parts)	157.700,45	1.539,24	156.161,22	244.950,66	6.947,25	238.003,41
Certificats d'investissements	1.194,20	—	1.194,20	2.545,64	—	2.245,64
Total I	**158.894,66**	**1.539,24**	**157.355,42**	**247.496,29**	**6.947,25**	**240.549,04**
dont : Valeurs cotées	40.015,35	592,68	39.422,67	54.299,16	4.303,68	49.995,48
dont : Appel public à l'épargne	31.683,15	592,68	31.090,47	58.670,79	4.303,68	54.367,11
II. ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS ET TITRES ASSIMILÉS						
Obligations classiques	324.055,91	105.081,56	218.974,35	310.443,41	115.657,57	194.785,84
à taux fixe	188.879,73	98.597,71	90.282,02	240.184,56	97.358,59	142.825,97
à taux variable	135.176,19	6.483,86	128.692,33	70.258,85	18.298,98	51.959,87
Titres obligataires à caractère action	22.500,91	1.853,07	20.647,84	19.352,85	1.284,84	18.069,01
Total II	**346.556,83**	**106.934,64**	**239.622,19**	**329.796,26**	**116.941,41**	**212.854,85**
dont : Emploi de fonds « Codevi »	8.835,00	—	8.835,00	506,00	—	506,00
Total des émissions de valeurs mobilières (I + II)	**505.451,49**	**108.473,88**	**396.977,61**	**577.292,55**	**123.888,66**	**453.403,89**

TABLEAU N.02-2

Émissions de valeurs mobilières selon la qualité de l'émetteur

Source : Crédit Lyonnais — *Unité :* Million de francs

	r 1988			1989		
	Montant effectif	Déductions	Montant versé	Montant effectif	Déductions	Montant versé
ACTIONS						
Sociétés et quasi-sociétés non financières	142.888,00	1.539,24	141.348,76	218.115,62	6.707,25	211.408,37
Grandes entreprises nationales	—	—	—	—	—	—
Autres sociétés et quasi-sociétés non financières	142.888,00	1.539,24	141.348,76	218.115,62	6.707,25	211.408,37
Institutions financières	13.272,46	—	13.272,46	27.031,02	240,00	26.791,02
Établissements de crédit bancaires (et assimilés)	12.764,18	—	12.764,18	24.761,86	—	24.761,86
— Banques	6.840,76	—	6.840,76	10.180,71	—	10.180,71
— Banques A.F.B. et B.F.C.E.	5.630,29	—	5.630,29	8.488,24	—	8.488,24
— Banques mutualistes (et crédits municipaux)	1.210,47	—	1.210,47	1.692,47	—	1.692,47
— Caisses d'épargne et caisse des dépôts	—	—	—	—	—	—
— Sociétés financières et assimilées	5.923,41	—	5.923,41	14.581,15	—	14.581,15
— Institutions financières spécialisées et assimilées	508,28	—	508,28	2.269,16	—	2.269,16
— Institutions financières diverses	—	—	—	—	—	—
Entreprises d'assurance	2.673,68	—	2.673,68	2.306,87	—	2.306,87
Administrations publiques	60,53	—	60,53	43,10	—	43,10
Administration publique centrale et sécurité sociale	—	—	—	—	—	—
Administrations publiques locales	60,53	—	60,53	43,10	—	43,10
Administrations privées	—	—	—	—	—	—
Émetteurs étrangers et internationaux	—	—	—	—	—	—
Total	**158.894,66**	**1.539,24**	**157.355,42**	**247.496,61**	**6.947,25**	**240.549,36**
OBLIGATIONS						
Sociétés et quasi-sociétés non financières	53.106,92	17.259,66	35.847,26	45.402,96	29.667,15	15.735,81
Grandes entreprises nationales	28.492,39	11.143,54	17.348,85	24.608,28	20.863,07	3.745,21
Autres sociétés et quasi-sociétés non financières	24.614,53	6.116,12	18.498,41	20.794,68	8.804,07	11.990,61
Institutions financières	188.308,87	50.602,60	137.706,27	179.638,27	64.764,72	114.873,55
Établissements de crédit bancaires (et assimilés)	129.601,55	26.706,47	102.895,08	105.273,64	35.713,78	69.559,86
— Banques	89.292,97	17.557,98	71.734,99	66.796,64	24.240,99	42.555,65
— Banques A.F.B. et B.F.C.E.	64.587,47	7.664,59	56.922,88	46.837,22	16.129,19	30.708,03
— Banques mutualistes (et crédits municipaux)	24.705,50	9.893,39	14.812,11	19.959,42	8.111,80	11.847,62
— Caisses d'épargne et caisse des dépôts	7.049,43	—	7.049,43	7.866,40	—	7.866,40
— Sociétés financières et assimilées	33.259,15	9.148,48	24.110,67	30.610,60	11.472,79	19.137,81
— Institutions financières spécialisées et assimilées	55.620,93	18.360,80	37.260,13	71.390,23	23.593,99	47.796,24
— Institutions financières diverses	3.086,39	5.535,34	— 2.448,95	2.974,40	5.456,95	— 2.482,55
Entreprises d'assurance	—	—	—	505,00	—	505,00
Administrations publiques	101.292,07	38.598,31	62.693,76	98.173,35	21.925,91	76.247,44
Administration publique centrale et sécurité sociale	98.953,11	36.996,98	61.956,13	96.424,66	20.249,79	76.174,87
Administrations publiques locales	2.338,96	1.601,33	737,63	1.748,69	1.676,12	72,57
Administrations privées	—	0,02	— 0,02	—	—	—
Émetteurs étrangers et internationaux	3.848,96	474,05	3.374,91	6.076,68	583,63	5.493,05
Total	**346.556,83**	**106.934,64**	**239.622,19**	**329.796,26**	**116.941,41**	**212.854,85**

TABLEAU N.02-3

Capitalisation boursière des valeurs françaises (1)

(Fin d'année)

Source : Société des Bourses françaises — *Unité :* Million de francs

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Actions. Total	**265.849**	**233.264**	**211.369**	**338.721**	**431.495**	**675.308**	**1.150.300**	**967.669**	**1.537.062**	**2.191.596**
Soit : Paris	256.261	224.660	203.779	327.795	413.852	649.611	1.104.256	929.231	1.483.740	2.111.664
Province	9.588	8.604	7.590	10.926	17.643	25.697	46.044	38.438	53.322	79.932
Obligations. Total	**586.228**	**605.007**	**815.970**	**1.032.989**	**1.296.779**	**1.598.101**	**1.976.967**	**2.050.865**	**2.337.991**	**2.471.373**
Soit : Paris	568.240	580.934	779.230	982.471	1.231.544	1.512.995	1.873.499	1.942.997	2.213.855	2.353.042
Province	17.988	24.073	36.740	50.518	65.235	85.106	103.468	107.868	124.136	118.331
Ensemble des valeurs	**852.077**	**838.271**	**1.027.339**	**1.371.710**	**1.728.274**	**2.273.409**	**3.127.267**	**3.018.534**	**3.875.053**	**4.662.969**

(1) Ce tableau concerne les valeurs françaises inscrites au marché officiel (Règlement mensuel et comptant) et au second marché; il comprend les valeurs de la zone franc.

TABLEAU N.02-4

Répartition des transactions sur les valeurs mobilières cotées à la Bourse de Paris et dans les Bourses de Province

Année 1989

Source : Société des Bourses françaises (année boursière) — *Unité :* Millier de francs

	Paris				Province				Ensemble
	Marché officiel	Second marché	Hors cote	Total	Marché officiel	Second marché	Hors cote	Total	
Règlement mensuel	549.800.642	—	—	599.800.642	7.023.850	—	—	7.023.850	606.824.492
Comptant (1)	3.377.687.321	44.266.670	7.236.012	3.429.190.003	81.504.759	6.359.403	3.210.522	91.074.684	3.520.264.687
Ensemble	**3.977.487.963**	**44.266.670**	**7.236.012**	**4.028.990.645**	**88.528.609**	**6.359.403**	**3.210.522**	**98.098.534**	**4.127.089.179**
Actions	667.522.676	40.595.157	6.852.845	714.970.678	10.289.465	6.341.221	3.095.754	19.726.440	734.697.118
Obligations	3.309.965.287	3.671.513	383.167	3.314.019.967	78.239.144	18.182	114.768	78.372.094	3.392.392.061
Ensemble	**3.977.487.963**	**44.266.670**	**7.236.012**	**4.028.990.645**	**88.528.609**	**6.359.403**	**3.210.522**	**98.098.534**	**4.127.089.179**
France	3.947.238.408	44.200.473	6.243.612	3.997.682.493	88.528.397	6.359.403	3.210.499	98.098.299	4.095.780.792
Zone franc	587.257	—	4.703	591.960	212	—	—	212	592.172
Étranger	29.662.298	66.197	987.697	30.716.192	—	—	23	23	30.716.215
Ensemble	**3.977.487.963**	**44.266.670**	**7.236.012**	**4.028.990.645**	**88.528.609**	**6.359.403**	**3.210.522**	**98.098.534**	**4.127.089.179**

(1) Dans les publications de la *Société des Bourses Françaises*, (qui s'est substituée à la Compagnie des Agents de Change) le mot « comptant » est employé dans certains cas pour désigner les seules transactions du marché officiel au comptant, mais dans d'autres cas cette expression recouvre l'ensemble des transactions opérées au comptant sur le marché officiel, sur le second marché et « hors cote ». C'est conformément à la définition au sens large du mot « comptant » que les statistiques de l'*Année boursière* indiquent la répartition des transactions de 1989 en deux grandes catégories selon le mode de négociation, soit 4.028.990.645 milliers de francs répartis en 599.800.642 pour le marché au règlement mensuel et 3.429.190.003 pour les transactions au comptant.

TABLEAU N.02-5

Indices du cours des actions cotées à la Bourse de Paris

(Indices calculés par l'INSEE. Moyennes des fins de semaine)

Source : INSEE

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	r 1986	r 1987	r 1988	1989
A. Sur base 100 = moyenne 1949										
Actions françaises : indice général	916	810	807	1.022	1.446	1.854	3.080	3.351	2.900	4.095
Actions étrangères	1.166	1.642	1.966	3.254	3.461	3.220	3.487	4.131	3.707	4.479
B. Sur base 100 au 29 décembre 1972										
Actions françaises : indice général (1)	132,2	116,8	116,4	147,5	208,5	r 267,5	444,4	483,7	418,7	591,3
dont : Valeurs industrielles	135,6	119,5	116,0	152,8	211,5	247,0	377,5	437,4	397,2	579,3
Actions étrangères	157,8	222,1	266,0	440,3	468,3	435,6	471,5	558,4	504,0	605,7
C. Sur base 100 au 31 décembre 1981										
Actions françaises : indice général (1)	•	•	104,3	132,2	181,2	232,4	386,1	420,2	363,7	513,6
dont : Valeurs industrielles	•	•	102,9	135,5	185,1	216,1	331,2	383,8	348,6	508,6
Actions étrangères	•	•	114,6	189,6	170,6	188,5	204,1	241,6	218,1	262,0
D. Sur base 100 au 28 décembre 1984										
Actions françaises : indice général (1)	•	•	•	•	•	145,0	197,2	214,6	185,8	262,3
dont : Valeurs industrielles	•	•	•	•	•	130,4	172,9	200,4	181,9	265,3
Pétrole, énergie	•	•	•	•	•	96,5	126,8	140,7	118,8	183,2
Chimie	•	•	•	•	•	141,7	178,4	197,2	158,9	205,3
Métallurgie, mécanique	•	•	•	•	•	151,2	205,0	235,2	211,0	343,6
Électricité, électronique	•	•	•	•	•	155,1	199,9	207,5	184,1	253,4
Bâtiment et matériaux	•	•	•	•	•	184,2	273,7	346,0	311,6	449,1
Industries de consommation non alimentaires	•	•	•	•	•	119,6	159,1	198,2	177,0	248,0
Agro-alimentaire	•	•	•	•	•	113,8	147,1	171,2	178,6	277,5
Distribution	•	•	•	•	•	154,4	214,2	257,4	207,4	333,5
Transports, loisirs, services	•	•	•	•	•	141,8	195,8	205,6	200,6	308,2
Assurances	•	•	•	•	•	258,4	402,6	372,8	293,3	500,3
Crédit, banques	•	•	•	•	•	166,0	263,4	234,1	165,5	217,7
Sicomi	•	•	•	•	•	125,7	148,8	127,0	112,8	120,7
Immobilier et foncier	•	•	•	•	•	146,0	186,9	190,1	153,1	174,3
Investissement et portefeuille	•	•	•	•	•	209,9	309,6	317,0	243,7	320,6
Actions étrangères	•	•	•	•	•	101,7	110,3	130,6	117,9	141,7

(1) Jusqu'à fin 1981, l'indice général des actions françaises comportait 22 groupes. Entre janvier 1982 et fin 1984, il comportait 16 groupes (les 9 premiers constituant les « valeurs industrielles »). À partir de janvier 1985, il compte 14 groupes (les 7 premiers groupes constituant les « valeurs industrielles »).

TABLEAU N. 02-6

Indices du cours des obligations françaises à revenu fixe cotées à la Bourse de Paris

(Indices calculés par l'INSEE. Moyennes des fins de semaine)

Source : INSEE

	1980	1981	1982	1983	1984	r 1985	r 1986	r 1987	r 1988	1989
A. Sur base 100 au 29-12-1972.										
Emprunts garantis	89,7	83,5	85,0	90,0	93,7	99,6	109,7	114,9	108,6	104,6
Sociétés	98,0	89,5	91,6	97,7	102,1	108,6	118,3	123,9	118,7	114,0
B. Sur base 100 au 31-12-1980.										
Indice général	•	**93,5**	**95,4**	**102,6**	**106,9**	**110,1**	**120,3**	**124,7**	**119,0**	**114,8**
Emprunts d'État	•	94,2	96,3	103,4	107,5	110,2	117,5	118,9	114,0	110,5
Emprunts garantis et assimilés	100,6	93,6	95,4	102,4	106,6	110,2	121,5	126,8	120,5	116,1
Sociétés	101,6	92,8	95,0	102,7	107,3	110,2	119,8	125,7	120,5	115,7

TABLEAU N.02-7

Indices du cours des actions françaises cotées à la Bourse de Paris

(Indices calculés par la Société des Bourses françaises. Moyennes des fins de semaine)

Source : Société des Bourses françaises

Base 100 au 29 décembre 1961 jusqu'en 1981
Base 100 au 31 décembre 1981 à partir de 1982

Groupe	1980	1981	■ 1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Valeurs à revenu variable	109,9	95,7	102,6	126,8	171,9	218,4	363,3	397,9	338,7	489,8
Valeurs industrielles	102,0	84,2	101,5	129,1	174,7	208,9	327,1	379,3	330,9	482,1
soit : Produits de base	102,1	78,2	87,0	110,4	163,7	175,6	236,1	259,7	222,3	337,0
Construction	151,9	162,6	101,1	103,2	106,8	154,0	334,1	427,5	356,9	514,6
Biens d'équipement	114,3	86,7	106,7	113,7	140,0	215,1	326,6	319,4	253,4	350,6
Biens de consommation durables	80,7	62,1	102,4	137,7	172,9	217,8	434,5	578,5	444,8	616,9
Biens de consommation non durables	84,2	79,1	111,6	168,9	241,5	284,9	415,7	521,2	461,0	604,5
Biens de consommation alimentaires	112,5	118,6	111,2	171,8	244,5	249,7	366,5	429,6	467,0	749,1
Services	162,3	166,4	101,2	111,3	143,3	190,6	327,5	369,7	313,5	459,2
Sociétés financières	112,8	100,7	109,6	142,6	207,4	305,1	585,3	526,1	414,8	573,0
Sociétés françaises exploitant principalement à l'étranger	211,3	215,9	98,5	104,8	148,5	210,9	323,9	408,9	336,8	501,6

TABLEAU N.02-8

Taux moyen de rendement des obligations émises dans l'année

Source : BALO : Caisse des Dépôts et Consignations (1)

Unité : %

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Taux à l'émission :										
Obligations garanties et assimilées	14,02	16,67	16,55	14,73	13,43	11,78	9,09	9,38	9,07	8,83
Obligations non garanties	14,19	16,01	16,54	14,84	13,52	11,99	8,84	9,88	9,24	8,94
Taux au règlement :										
Obligations garanties et assimilées	•	•	•	14,84	13,52	11,78	9,13	9,43	9,14	8,86
Obligations non garanties	•	•	•	15,01	13,67	12,10	8,92	9,96	9,31	9,00

(1) Le calcul du taux moyen à l'émission est effectué depuis novembre 1982 par la Caisse des Dépôts et Consignations tandis que le taux moyen au règlement est calculé par l'INSEE à partir des taux publiés au BALO. Jusqu'à octobre 1982, l'INSEE calculait le taux moyen à l'émission à partir des taux publiés au BALO, avec l'aide de l'actuariat de la SNCF jusqu'en 1978 et de l'actuariat de la Société générale de 1979 à 1982.

TABLEAU N.02-9

Taux de rendement de certaines catégories d'obligations cotées à la Bourse de Paris (1)

(Fin d'année)

Source : Caisse des Dépôts et Consignations

Unité : %

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Obligations cotées (2)										
Emprunts d'État à court terme	•	15,63	14,70	13,01	11,87	10,41	9,23	9,71	8,41	9,74
Emprunt d'État à long terme	•	16,14	14,72	13,32	11,79	10,47	9,07	9,93	8,53	9,34
Secteur public à long terme emprunteurs nationaux	14,31	16,44	15,40	13,96	12,70	11,33	9,80	10,56	8,81	10,09
Secteur public, emprunteurs régionaux	•	17,22	16,05	14,54	13,35	11,80	10,07	11,00	9,62	9,80
Secteur public à lot	14,21	16,20	15,20	•	•	•	•	•	•	•
Secteur privé, première signature	14,68	17,33	15,86	14,35	12,94	11,76	9,94	10,94	9,20	9,99

(1) Avec crédit d'impôt s'il y a lieu. — (2) Taux calculé sur un échantillon par la Caisse des Dépôts et Consignations, la dernière semaine de l'année.

TABLEAU N.02-10

Taux moyen de rendement des actions françaises cotées à la Bourse de Paris (1)

Source : INSEE

Unité : %

	1985	1986	1987	1988	1989
Ensemble (2)	**3,89**	**2,55**	**3,03**	**3,78**	**2,65**
Pétrole, énergie	8,22	6,78	5,67	6,86	5,02
Chimie	2,66	2,28	2,58	3,28	2,52
Métallurgie, mécanique	3,35	2,63	2,05	2,23	1,98
Électricité, électronique	2,86	2,11	2,91	6,29	3,72
Bâtiment et matériaux	4,42	2,63	2,03	2,66	2,10
Industrie de consommation non alimentaires	1,88	1,26	1,40	2,32	1,36
Agro-alimentaire	2,28	1,48	1,64	1,82	1,50
Distribution	4,52	2,54	6,60	6,20	2,69
Transports, loisirs, services	3,49	2,22	2,34	2,20	1,85
Assurances	2,68	2,16	2,50	4,88	2,38
Crédit, banques	4,94	2,04	3,34	5,20	3,71
Sicomi	6,93	4,39	6,63	7,66	7,44
Immobilier et foncier	4,91	3,46	3,60	4,56	4,35
Investissement et portefeuille	3,18	1,56	1,57	1,57	1,57

(1) Avec crédit d'impôt. — (2) Calculé par l'INSEE sur le même échantillon que l'indice du cours des actions.

TABLEAU N.02-11

Cours de l'or et de certaines devises à Paris *(moyenne des cotations annuelles)*

Source : Société des Bourses françaises (Cote officielle)

Unité : Franc

	Unité	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Cours libre de l'or :	Franc pour :										
Lingot	1 kg	84.040	86.870	79.450	103.460	100.905	91.506	81.938	86.527	83,608	78,471
Pièces françaises de 20 F (1)	1 pièce	744,39	853,43	632,18	688,00	620,44	558,44	540,52	529,76	505,16	452,42
États-Unis	1 $	152,43	180,88	147,81	199,82	213,05	190,31	158,81	151,98	147,71	138,31
Suisse	20 F	601,82	690,33	566,61	677,45	606,44	549,59	540,64	530,15	532,73	471,20
Grande-Bretagne	Souverain	742,36	780,36	653,51	811,28	743,18	669,76	617,08	629,90	610,41	571,21
Cours de devises étrangères :											
États-Unis	1 $	4,2256	5,4344	6,5718	7,6215	8,7396	8,9852	6,9260	6,0106	5,9565	6,3801
Canada	1 $ Can.	3,6152	4,5332	5,3275	6,1842	6,7652	6,5842	4,9830	4,5283	4,8442	5,3876
Allemagne fédérale	1 DM	2,3255	2,4036	2,7052	2,9817	3,0705	3,0523	3,1948	3,3450	3,3920	3,3933
Belgique	1 F.B.	0,1446	0,1463	0,1439	0,1490	0,1513	0,1513	0,1552	0,1610	0,1620	0,1619
Pays-Bas	1 Fl.	2,1265	2,1785	2,4595	2,6643	2,7238	2,7064	2,8320	2,9685	3,0140	3,0081
Italie	100 L	0,4937	0,4784	0,4857	0,5016	0,4976	0,4702	0,4651	0,4637	0,4577	0,4651
Danemark	1 DKK	0,7500	0,7628	0,7881	0,8328	0,8439	0,8478	0,8567	0,8792	0,8850	0,8728
Irlande	1 LEP	8,6853	8,7475	9,3233	9,4743	9,4700	9,5051	9,2978	8,9372	9,0725	9,0426
Grande-Bretagne	1 GBP	9,8319	10,9509	11,4705	11,5486	11,6369	11,5500	10,1580	9,8389	10,5948	10,4495
Grèce	100 GRD	•	9,8160	9,8543	8,7662	7,7778	6,5379	4,9542	4,4355	4,2019	3,9301
Espagne	100 ESP	5,8980	5,8860	5,9860	5,3140	5,4300	5,2751	4,9457	4,8707	5,1149	5,3875
Portugal	1 PTE	0,0845	0,0883	0,0830	0,0691	0,0594	0,0523	0,0462	0,0426	0,0413	0,0405
CEE	1 ECU	•	•	•	•	•	6,7955	6,7981	6,9267	7,0356	7,0198
Suisse	1 CHF	2,5209	2,7719	3,2357	3,6265	3,7202	3,6608	3,8621	4,0344	4,0724	3,9009
Japon	100 JPY	1,8756	2,4658	2,6415	3,2112	3,6774	3,7669	4,1255	4,1613	4,6481	4,6316

(1) 5,806 grammes d'or fin.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget,
  Direction générale de l'INSEE,
  18, boulevard Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14.
  Tél. : (1) 45 40 12 12 ou (1) 45 40 01 12.

— « Les statistiques d'émissions de valeurs mobilières », publié par le Crédit lyonnais (mensuel);

— « Taux de rendement des principales obligations cotées en France », publié par la Caisse des dépôts et consignations;

— « Rapport annuel de la Commission des opérations de bourse », édité par les Journaux officiels dans la série : Documents administratifs;

— « Rapport annuel du Conseil national du crédit »;

— « L'évolution du marché financier », note annuelle du Service de l'information du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget :

— « Statistiques mensuelles de la bourse de Paris », Société des bourses françaises ;

— « L'année boursière », Société des bourses françaises.

RÉFLEXION OU ACTION:

un outil de base indispensable

AGRESTE

LA STATISTIQUE AGRICOLE

graph agri 90

Données, graphiques, analyses et commentaires sur l'agriculture, la forêt, le rural et l'agroalimentaire

Un thème par page

L'essentiel sur les structures, la population, le revenu, les produits, les IAA et le commerce extérieur.



Dans la même série :

- **graph agri EUROPE (parution : juin 1989)**
- **graph agri REGIONS 86**

B O N D E C O M M A N D E

à adresser au: **Service Central des Enquetes et Etudes Statistiques (SCEES)**
Auzeville - BP 88 - 31326 Castanet Tolosan Cedex

Je souhaite recevoir ☐ exemplaire(s) de l'ouvrage GRAPH AGRI 90
le numéro 120 F
Nom ou raison sociale: _____

Activité : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____ Tél : _____

Ci-joint en règlement un : chèque bancaire ☐ chèque postal ☐ mandat ☐
d'un montant de _____ F libellé à l'ordre de : "M. le Régisseur des recettes du SCEES"
CCP n° 8621 11 U - Toulouse - N° d'établissement 20041 - Guichet 01016

0

Commerce extérieur, balance des paiements

Graph agri 90
AGRESTE

Chapitre O.01

Commerce extérieur

1. Sources statistiques et nomenclatures
2. Résultats en valeur de la France
3. Indices douaniers de valeur unitaire et de volume
4. Résultats harmonisés avec la comptabilité nationale
5. Résultats, en valeur et quantité, des DOM-TOM

1. Sources statistiques et nomenclatures

Les chiffres publiés dans ce chapitre ont, à l'exception du tableau 2, pour source la *Direction générale des douanes et droits indirects* (ministère de l'Économie, des Finances et du Budget) en ce qui concerne les résultats en valeur et en quantité, *l'INSEE* pour ce qui est des indices douaniers de valeur unitaire et de volume.

La Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) établit les statistiques mensuelles du commerce extérieur, par produit croisé par pays d'origine ou de destination.

A compter du 1er janvier 1988 le Système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises qui a été institué par la Convention internationale du 14 juin 1983 en vue d'assurer une comparabilité mondiale des statistiques du commerce extérieur a été appliqué au sein de la Communauté européenne. Au plan communautaire le règlement CEE n° 2658/87 du 23 juillet 1987 a créé la Nomenclature combinée (NC) qui répond à la fois aux exigences du tarif douanier commun et à celles de la statistique. Cette nomenclature adjoint aux 6 chiffres du SH un code à 2 chiffres. L'administration douanière française utilise ainsi depuis janvier 1988 la Nomenclature générale des produits (NGP 9), développement national de la NC comportant un 9e chiffre (l'ancienne NGP 7 comportait 7 chiffres) soit 10.000 positions environ comme la nomenclature précédente.

Ceci permet à l'administration douanière de répondre à toutes sortes de demandes d'information très détaillées (par produit à divers niveaux de regroupement, par pays d'importation ou d'exportation ou tout regroupement par zone, enfin selon le régime douanier, et cela au niveau national, régional et départemental) et, en particulier, de fournir les éléments de divers instruments de l'analyse économique (indices de valeur unitaire et de volume du commerce extérieur, comptes de la nation, indicateurs).

Trois types de nomenclatures de produits — qui sont en correspondance simple avec la NGP 9 — sont en outre utilisées pour présenter les résultats douaniers :

— pour les comparaisons dans le cadre de la *Communauté économique européenne* il est fait usage de la *Nomenclature combinée (NC),* nomenclature à 8 chiffres, comportant 9.600 positions environ, dont est issue la NGP 9, et qui remplace la *Nomenclature des marchandises pour les statistiques du commerce extérieur de la Communauté et du commerce entre ses états membres* (NIMEXE);

— en ce qui concerne les *comparaisons internationales en général,* c'est la *Classification type pour le commerce international* (CTCI) *troisième révision,* qui est utilisée (3.118 rubriques, chacune caractérisée par un numéro de code à 5 chiffres et correspondant à un poste ou à un regroupement de postes du SH exception faite des produits pétroliers ou encore le Système harmonisé, lui-même qui comporte 5.000 positions élémentaires dont est issue la nomenclature combinée (et la NGP 9);

— enfin pour les études, telles que conjoncture et comptabilité nationale, faisant intervenir des *comparaisons entre commerce extérieur et production et consommation,* on utilise des nomenclatures élaborées à cet effet qui sont la NAP 600 *(Nomenclature officielle d'activités et de produits, niveau 600)* et ses regroupements NAP 40, NAP 15, et la NEC (*Nomenclature d'études conjoncturelles*). Il est à noter néanmoins qu'à compter de 1988 la table de passage utilisée par la DGDDI entre la nomenclature douanière et la NAP 600 a été profondément modifiée, ce qui a conduit à un nouveau calcul des résultats diffusés par produit pour les années précédentes.

Ainsi, la *Direction générale des douanes et droits indirects* publie mensuellement, trimestriellement et annuellement, des tableaux statistiques sous des formes diverses (microfiches, brochures, annuaires) et selon diverses nomenclatures de produits à divers niveaux d'agrégation (NEC à 4 chiffres, SH à 6 et à 4 chiffres, CTCI à 3 chiffres, NAP 600). Grâce à la banque de données (BEATRICE) dont un terminal est installé au Centre de renseignements des douanes ouvert au public, les principales informations sur le commerce extérieur de la France portant sur l'année en cours et les trois années antérieures sont disponibles, en temps réel. En outre, le système de diffusion sur minitel COVADICE (par le 36.17) permet d'obtenir rapidement des informations concises sur le commerce extérieur.

L'INSEE élabore mensuellement les *indices de valeur unitaire et de volume* du commerce extérieur selon la méthode de calcul exposée plus loin, au *niveau* 600 pour les importations et les exportations, par *zone géographique* (CEE à douze pays, reste des pays de l'OCDE, reste du monde) et calcule toutes les agrégations successives : NAP 90, NAP 40, NAP 15, ensemble, par zone ou tous pays.

L'INSEE utilise ces indices douaniers pour la confection des équilibres emplois-ressources par branche dans le cadre de la comptabilité nationale où ils sont confrontés à d'autres sources. Les indices de prix auxquels on aboutit diffèrent peu ou prou selon les produits des indices de départ et il en est de même des volumes. Ces données, établies au niveau de détail de la NAP 600, sont publiées sous une forme agrégée (NAP 40, NAP 15) dans le *Rapport annuel sur les Comptes de la Nation* et dans *Tendances de la Conjoncture,* cahier 2.

2. Résultats en valeur de la France
(tableaux 1, 3 à 6)

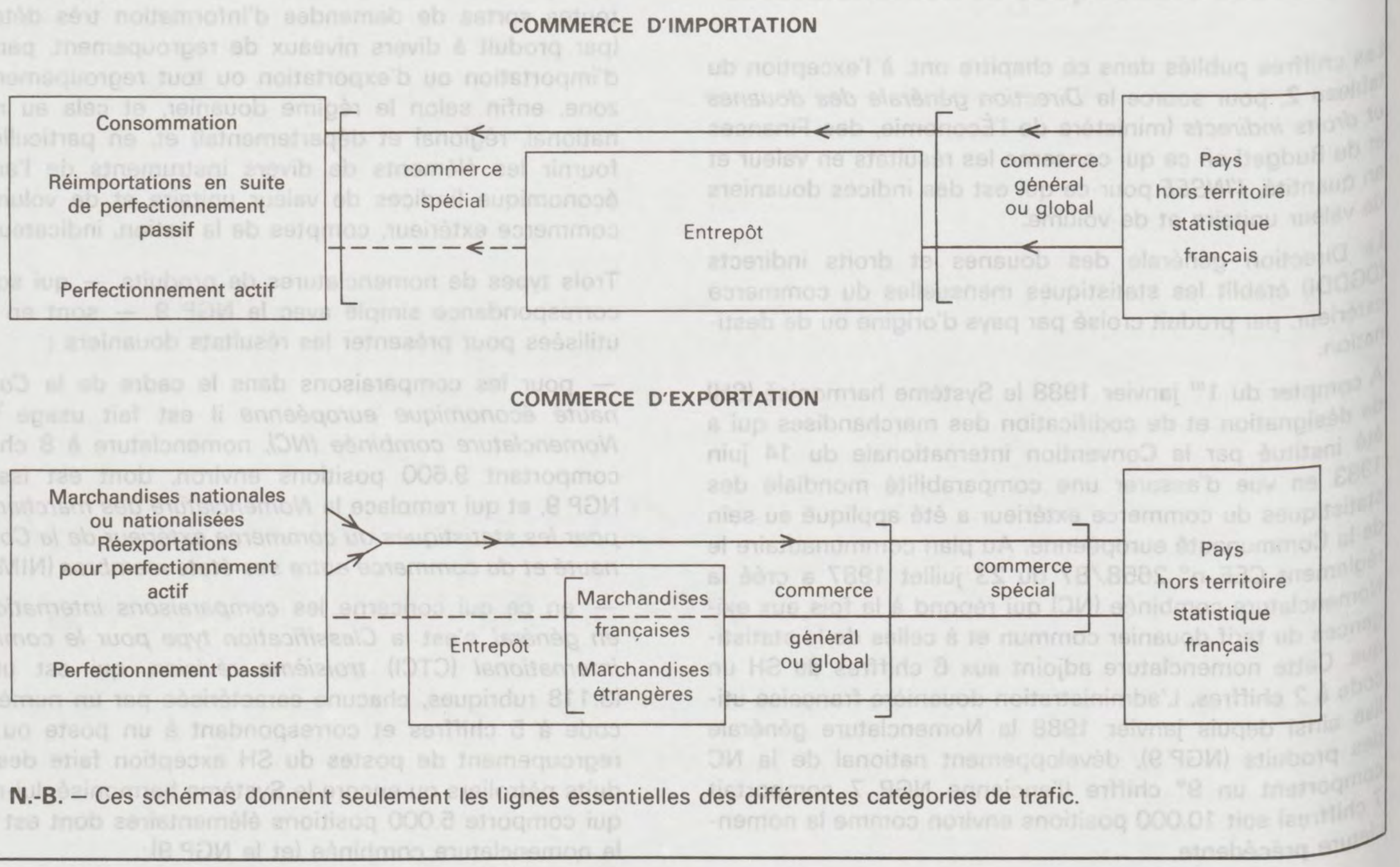
21. Définitions

211. Territoire statistique de la France selon la réglementation douanière

Il inclut la France métropolitaire (y compris les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie) et la Principauté de Monaco. Il n'inclut pas les départements et territoires d'outre-mer — dont les statistiques de commerce extérieur sont présentées à part en fin de chapitre.

212. Contenu des données statistiques (voir schéma)

a. Depuis 1988 (mise en place du document administratif unique) deux systèmes de comptabilisation des échanges sont définis au plan mondial : le système du commerce spécial et le système du commerce général. Ils sont utilisés en France de la manière suivante :



N.-B. — Ces schémas donnent seulement les lignes essentielles des différentes catégories de trafic.

• Le système du **commerce spécial** qui permet d'élaborer la balance commerciale et l'ensemble des statistiques de commerce extérieur comptabilise :

— à l'importation les marchandises qui pénètrent sur le territoire statistique pour y être mises à la consommation, placées sous un régime douanier de perfectionnement « actif » ou qui sont réimportées à l'issue d'un perfectionnement « passif » ;

— à l'exportation les marchandises nationales ou nationalisées qui quittent le territoire statistique, les produits réexportés en suite de perfectionnement « actif » et ceux qui sont exportés pour un perfectionnement « passif ».

Toutefois, une **dérogation existe pour les produits pétroliers** qui, pour des raisons techniques, sont comptabilisés dans la balance commerciale et les statistiques de commerce extérieur en commerce général;

• Le système du **commerce général** qui sert à l'établissement des statistiques de transport du commerce extérieur conduit à reprendre :

— à l'importation toutes les marchandises qui entrent sur le territoire statistique, y compris celles qui y sont simplement entreposées (à l'exclusion des marchandises en transit direct);

— à l'exportation toutes les marchandises quittant le territoire statistique, qu'il s'agisse de marchandises nationales ou nationalisées directement exportées ou de marchandises réexportées en suite des régimes de perfectionnement actif, d'admission temporaire, d'entrepot;

La ventilation des opérations dans ces différents champs est réalisée grâce à l'information « régime » qui est reprise sur chaque déclaration en douane.

b. Certains mouvements ou catégories de marchandises sont exclus des statistiques du commerce extérieur, dont principalement :

— les importations sous le régime de l'**admission** temporaire et les réexportations en suite de ce régime;

— les exportations **temporaires** en vue d'un retour ultérieur en l'état et les réimportations en suite de ce régime;

— les livraisons à l'**avitaillement**;

— les exportations à partir de comptoirs de vente dans les ports et aéroports;

— les opérations inférieures au seuil statistique (2 500 F en valeur et 1 000 kg en poids);

— le **matériel militaire** : il est repris globalement dans les résultats du commerce extérieur, mais n'apparaît dans aucune publication au niveau détaillé;

— l'**or monétaire**, les moyens de paiement et les valeurs ayant cours légal;

— un certain nombre d'autres échanges dont la liste a été fixée au plan communautaire (marchandises bénéficiant de l'immunité diplomatique, etc.).

213. Poids et valeur des marchandises

À l'importation, comme à l'exportation, les marchandises sont, en principe, prises en charge sur la base du poids net.

À l'importation, dans le cas de marchandises taxées ad valorem et pour lesquelles le contenant est déclaré au droit du contenu, c'est le poids net de la marchandise qui est retenu comme base de dépouillement, le poids des emballages étant négligé.

La valeur dont il est fait état dans les statistiques du Commerce extérieur est une valeur **franco-frontière nationale** fondée :

• Pour les échanges avec les pays tiers :

— à l'importation, sur le règlement 1224/80 du Conseil des Communautés européennes,

— à l'exportation, sur l'article 36 du Code des douanes;

• Pour les échanges intracommunautaires, à l'introduction comme à l'expédition, sur la base d'imposition déterminée à des fins fiscales, conformément à la sixième directive 77-388 (CEE) de juin 1977.

214. Valeurs CAF et FAB

Dans les tableaux du présent chapitre (sauf tableau 1), les valeurs retenues à l'importation sont des valeurs CAF (coût de la marchandise, assurance, fret), valeur de la marchandise à son point d'entrée en France; à l'exportation la valeur est FAB (franco à bord) : c'est la valeur de la marchandise au point de sortie de France.

En ce qui concerne le tableau 1, les importations comme les exportations, sont données en valeur FAB, de manière à faire apparaître le solde exact des importations et exportations de marchandises au sens strict du terme (on passe de la valeur CAF à la valeur FAB en retranchant le coût d'acheminement de la marchandise importée de la frontière du pays producteur à la frontière française. Ce passage fait l'objet d'une évaluation annuelle de la DGDDI portant uniquement sur le niveau global).

22. Spécifications par tableau

221. Résultats d'ensemble (tableau 1)

Ce tableau est le seul à présenter tous les échanges de marchandises, donc y compris le matériel militaire. Un chiffre positif de la balance signifie ainsi que la balance commerciale est excédentaire.

222. Commerce international (tableau 2)

Ce tableau montre les importations en valeur d'un certain nombre de pays et la part (en %) de ces importations qui a pour origine chacun des autres pays.

223. Résultats par pays ou zone géographique (tableaux 3, 4 et 6)

Les marchandises importées sont classées d'après leur pays d'origine, c'est-à-dire d'après le pays où elles ont été extraites ou récoltées (matières premières ou produits alimentaires) ou transformées (produits manufacturés).

Par contre, les marchandises exportées sont classées au compte de la dernière destination connue.

La nomenclature des zones géographiques est, à quelques regroupements près, celle utilisée par la DGDDI dans ses publications.

224. Résultats en valeur par produit (tableaux 5 et 6)

La nomenclature utilisée est la NEC 2 (nomenclature pour les études conjoncturelles, à 12 positions). À partir de

1988, la DGDDI utilise la nouvelle table de passage dite « agrégée » entre la nomenclature douanière (NGP 9) et la nomenclature officielle de Produit (NAP 600). Une nouvelle série est donc rétropolée depuis 1981.

3. Indices douaniers de valeur unitaire et de volume

(tableau 7)

31. Généralités

L'année 1949, marquée par une certaine stabilité des prix, a été utilisée comme année de référence jusqu'en 1956. L'année de référence fut ensuite 1956 jusqu'en 1961, puis 1961 jusqu'en 1966, enfin 1966 jusqu'en décembre 1975. Jusqu'à cette date, les calculs étaient manuels et les éléments retenus dans l'échantillon correspondaient à des niveaux variables de détail de la nomenclature générale des produits.

L'année 1973 a été prise pour base d'un nouvel indice calculé selon une méthode entièrement différente. En effet, à compter de 1973, la Direction générale des douanes a procédé à une refonte complète de la nomenclature générale des produits et la procédure de modification de cette nomenclature est devenue annuelle, ce qui a rendu possible l'automatisation des calculs.

En outre, d'autres réformes étaient apportées au calcul des indices. L'ancien partage du commerce en deux zones (zone franc et hors zone franc) faisait place à un partage selon un critère géographique et économique plus actuel : pays de la CEE, pays de l'OCDE hors CEE, reste du monde. L'ancienne nomenclature de calcul dite : « groupement d'utilisation selon la destination économique » faisait place à la nomenclature pour les études conjoncturelles (NEC), dont chaque poste est un regroupement de postes au niveau 600 de la nomenclature officielle des produits (NAP 73). Enfin on retenait une formule de calcul assurant l'indépendance de l'indice de volume toutes zones du découpage en zones retenu. Une série d'indices était ainsi calculée jusqu'en juillet 1976. Puis, 1975 était pris comme base pour tenir compte des effets de la crise pétrolière survenue fin 1973 et de l'inflation mondiale qu'elle a provoquée. Ces indices étaient calculés jusqu'en novembre 1986.

À compter de 1987, des indices base 100 en 1980 (année de base de la nouvelle série des comptes nationaux) ont été diffusés. Leur formule est différente de celle des indices précédents : les indices de valeur unitaire par zone sont de stricts indices de Paasche. De ce fait l'indice de valeur unitaire « toutes zones » n'est pas indépendant du découpage par zone géographique retenu. L'échantillon des produits NGP 7 retenu pour le calcul des indices a été entièrement réexaminé et rendu représentatif au niveau NAP 600 (pour chaque zone). La table d'agrégation des données douanières élémentaires a été revue et diffère ainsi de celle utilisée par la DGDDI pour ses propres publications. La nomenclature par groupement d'utilisation selon la destination économique dite « GUD » a été définitivement abandonnée, en revanche des résultats ont continué d'être calculés en NEC. Des séries mensuelles, trimestrielles et annuelles ont été établies à compter de 1981.

La mise en place à compter de 1988 d'une nouvelle nomenclature douanière, la nomenclature générale des produits à 9 chiffres, issue du système harmonisé de désignation des marchandises, a conduit à revoir complètement l'échantillon de produits douaniers permettant d'établir les indices de valeur unitaire et de volume du commerce extérieur (base 100 en 1980) et ainsi à effectuer un changement de base. La tâche a été particulièrement longue car il a fallu simplifier au vu des résultats du début 1988 la correspondance théorique trop complexe établie à priori entre l'ancienne et la nouvelle nomenclature et vérifier à postériori que la correspondance était bien réelle. Des indices base 100 en 1987 ont donc été établis, selon les mêmes principes que les indices base 100 en 1980, la seule différence étant que la CEE comprend dès lors l'Espagne et le Portugal. Plutôt que de publier ces indices calculés à partir de janvier 1987, il a paru préférable de fournir des indices chaînés aux indices précédents, la référence de ces indices étant 1980.

Le chaînage des indices de valeur unitaire a été effectué au niveau NAP 600 × zones géographiques sur l'année 1987, l'hypothèse étant faite que de 1980 à 1987 l'évolution des valeurs unitaires pour la CEE à 12 pays était la même que celle pour la CEE à 10 pays, la seule connue. Cette hypothèse, forte, conduit, par le seul jeu des pondérations entre zones géographiques, à des indices toutes zones un peu différents de ceux publiés jusqu'ici pour les années 1981 à 1986 (cf. notamment l'indice 1986 à l'exportation relatif à l'automobile). À partir de 1987 ce sont les données issues du nouvel indice qui sont prises en compte.

32. Méthode de calcul

L'indice de valeur unitaire est un indice de Paasche (moyenne harmonique des indices élémentaires pondérée par la valeur des échanges des mois courants). L'indice de volume est un indice de Laspeyres (moyenne arithmétique des indices élémentaires pondérée par la valeur des échanges à la période de base).

Ces indices sont calculés pour trois zones géographiques : CEE à 12 pays, reste de l'OCDE, reste du monde et par agrégation pour l'ensemble « tous pays » à partir de données CAF à l'importation, FAB à l'exportation. Les indices établis par zone géographique retiennent comme valeur unitaire de l'année de base pour chaque produit les valeurs unitaires annuelles de la zone (au lieu des valeurs unitaires toutes zones comme c'était le cas pour les indices base 100 en 1973 puis 1975). Donc, pour des prix par zone et des quantités tous pays donnés, l'indice de volume « tous pays » obtenu par agrégation est fonction de la répartition des quantités par zone.

Le champ de calcul comprend toutes les marchandises enregistrées par les Douanes exception faite du matériel militaire, de la construction navale et des objets d'art. Mais les valeurs unitaires de certains produits (électronique par exemple) étant très éloignées d'un prix, il a semblé préférable de ne pas diffuser les indices correspondants si ce n'est dans le cadre des publications conjoncturelles (Informations rapides, Tendances de la conjoncture) où ils sont agrégés aux résultats des autres branches.

Dans la pratique, on calcule en premier lieu des indices de valeur unitaire par zone géographique au niveau NAP 600, à partir d'indices élémentaires (au niveau NGP 9) fournis par la DGDDI; ces indices sont calculés par rapprochement des statistiques en valeur et en quantité (tonnage le plus souvent) pour chacun des postes entrant dans l'échantillon établi par l'INSEE et caractéristique du marché des trois zones à l'importation et à l'exportation. L'indice de valeur est calculé ensuite sur la totalité des produits et l'indice de

volume est obtenu comme quotient de l'indice de valeur par l'indice de valeur unitaire. Des contrôles sont effectués sur les indices élémentaires pour détecter et redresser les anomalies. On privilégie le contrôle des indices de valeur unitaire parce qu'ils sont considérés comme plus stables que les indices de volume.

33. Diffusion des résultats

Tous les mois les indices sont publiés selon les nomenclatures NAP 15 et NAP 40 toutes zones et, pour chacune des trois zones, tous produits et tous produits manufacturés. Tous les trimestres la publication est en outre faite en NAP 90. Annuellement, la publication est faite en NAP 90, NAP 40, NAP 15 toutes zones (tableau 7).

34. Qualité des indices

Les indices de valeur unitaire sont proches de ce que seraient des indices de prix dans les branches où le poids net (ou éventuellement la quantité complémentaire : nombre d'unités...) est une unité de mesure adéquate. En revanche, dès que l'on a affaire à des produits transformés très élaborés, les indices de valeur unitaire ne sont plus qu'un palliatif. C'est pourquoi, dans la présente publication, on a limité le champ de diffusion; n'ont pas été repris les indices d'un nombre important de branches : électricité, matériels électronique, ferroviaire, instruments et matériels de précision, construction aéronautique, machines-outils, branches pour lesquelles des indices sont néanmoins calculés. En outre, les indices de certains niveaux 90, pris en compte dans le résultat d'ensemble, ne figurent pas dans le présent annuaire.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que ces indices, calculés selon la formule de Paasche, sont sensibles, non seulement aux variations des valeurs unitaires, mais encore à celles de la structure du commerce.

4. Résultats harmonisés avec la comptabilité nationale
(tableaux 8 à 13)

41. Généralités

Les résultats figurant dans cette partie (absents dans l'annuaire statistique de la France en 1989) sont issus des comptes nationaux trimestriels à prix constants 1980. Ces nouvelles séries sont calées sur les comptes nationaux annuels jusqu'en 1988 mais pas pour 1989. Les chiffres des trois dernières années publiées sont susceptibles de révision. L'intégration de l'Espagne et du Portugal dans la CEE a aussi modifié sensiblement les résultats par zone publiés auparavant.

42. Spécifications par tableau

421. Taux de couverture en volume par produit
(tableau 8)

Il s'agit du rapport entre le volume des exportations FAB aux prix de 1980 et le volume des importations CAF aux prix de 1980. Une augmentation de ce taux de 1 % signifie que la croissance du volume des exportations est 1 % plus forte que celle du volume des importations.

422. Terme de l'échange par produit
(tableau 9)

Il s'agit du rapport entre l'indice des prix des exportations (base 100 en 1980) et l'indice des prix des importations (base 100 en 1980). Une amélioration des termes de l'échange de 1 % signifie que la croissance du prix des exportations est 1 % plus forte que celle du prix des importations.

423. Taux de croissance en volume et indice de prix par zone géographique
(tableaux 10 et 11)

Les taux de croissance en volume représentent l'évolution année par année du volume des échanges au prix de 1980.

Ces taux et indices douaniers sont modifiés pour être cohérents avec la comptabilité nationale aux prix de 1980 (cf. Généralités).

424. Taux de croissance année par année des parts de marché des produits manufacturés français par zone
(tableau 12)

Il s'agit de l'évolution, année par année, du volume de nos exportations vers la zone rapporté à la demande en volume de la zone (prix de 1980). Cette demande est représentée par les importations de produits manufacturés d'un groupe de pays représentatifs de la zone.

425. Pénétration étrangère sur le marché intérieur
(tableau 13)

C'est le rapport des importations CAF aux prix de 1980 à l'ensemble production + importations — exportations (aux prix de 1980).

5. Résultats, en valeur et en quantité, des départements et territoires d'outre-mer
(tableaux 14 à 25)

Ces tableaux fournissent les résultats du commerce extérieur des départements et territoires d'outre-mer.

* * *

TABLEAU O.01-1

Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble FAB-FAB définitifs

(Y compris matériel militaire)

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects — *Unité :* million de francs

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	*r* 1988	*p* 1989
Importations FAB (1)	551.825	635.186	725.675	766.298	870.442	930.961	863.207	920.523	1.030.466	1.187.565
Exportations FAB	489.845	575.796	632.198	722.695	850.109	906.029	863.609	888.913	997.649	1.143.223
Balance FAB-FAB	— 61.980	— 59.390	— 93.477	— 43.603	— 20.333	— 24.932	+ 402	— 31.610	— 32.817	— 44.342

(1) Les coefficients CAF/FAB qui permettent d'établir, au seul niveau global, la conversion des importations CAF en importations FAB sont les suivants : 96,1 % en 1979, 96,0 % en 1980, 96,3 % en 1981, 95,0 % en 1982 et 1983, 95,7 % en 1984, 96,2 % en 1985, 96,8 % en 1986, 96,9 % en 1987 et 1988, 96,5 % en 1989.

TABLEAU O.01-2

Commerce international. Importations (CAF) * des pays appartenant à la CEE, de la Suisse, des États-Unis d'Amérique et du Japon. Parts de marché de chacun de ces pays dans les importations des autres pays

Année 1989

Source : OCDE — *Unités :* Million de dollars et pourcentages

Pays importateurs / Pays exportateurs	Allemagne (République fédérale)	Belgique et Luxembourg	Danemark	France	(1) Grèce	Irlande	Italie	Pays-Bas	Royaume-Uni	Espagne	Portugal	Suisse	États-Unis d'Amérique	Japon
	Part de marché de chaque pays exportateur dans les importations de													
Montant total des importations CAF	**269.778**	**98.452**	**26.682**	**190.591**	**12.284**	**17.416**	**162.276**	**104.202**	**197.633**	**71.452**	**18.881**	**58.199**	**473.396**	**210.787**
Allemagne (Rép. féd. d')	///	23,5	22,2	19,3	20,2	8,7	21,2	25,7	16,6	16,1	14,4	33,5	5,2	4,3
Belgique et Luxembourg	6,9	///	3,2	9,2	3,7	2,2	5,0	14,1	4,7	3,2	3,9	3,4	1,0	0,7
Danemark	1,8	0,6	///	0,8	1,4	0,9	0,9	1,1	1,8	0,8	0,9	1,0	0,3	0,6
France	11,9	14,9	5,0	///	8,0	4,1	14,7	7,6	8,9	13,7	11,6	10,8	2,8	2,6
Grèce	0,7	0,2	0,3	0,4	///	0,1	1,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
Irlande	0,9	0,7	0,6	0,9	0,6	///	0,6	0,9	3,5	0,7	0,3	0,5	0,3	0,3
Italie	8,9	4,2	3,9	11,5	14,5	2,6	///	3,7	5,5	10,4	9,1	10,2	2,5	1,8
Pays-Bas	10,3	17,6	5,7	5,2	6,9	4,1	5,5	///	7,9	3,3	5,5	4,1	1,0	0,5
Royaume-Uni	6,9	7,9	6,9	7,1	5,0	40,9	4,8	7,9	///	6,5	7,4	5,6	3,9	2,1
Espagne	2,1	1,4	1,1	4,4	2,1	1,3	2,4	1,3	2,4	///	14,6	1,2	0,7	0,3
Portugal	0,8	0,4	1,0	1,0	0,2	0,5	0,4	0,6	0,9	2,3	///	0,4	0,2	0,1
Ensemble de la CEE	51,1	71,4	49,9	60,0	62,6	63,5	56,7	63,1	52,6	57,1	67,9	70,8	18,0	13,4
Suisse	4,2	1,6	2,0	1,7	1,4	0,6	4,3	1,3	3,4	1,6	2,1	///	1,0	1,8
États-Unis d'Amérique	7,5	4,6	6,9	7,7	3,8	16,1	5,5	8,4	10,8	9,0	4,5	6,4	///	23,0
Japon	6,4	2,3	3,9	4,1	5,8	5,9	2,3	3,0	5,9	4,8	3,1	4,5	19,8	///

* Exception faite des États-Unis d'Amérique pour lesquels il s'agit de chiffres FAB.
(1) Chiffres 1988.

TABLEAU O.01-3

Commerce extérieur de la France par zone géographique *(Non compris matériel militaire)*

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects — *Unité :* million de francs

Zone géographique	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Importations CAF :										
CEE (1)	261.600	296.295	359.667	398.144	454.728	493.552	531.301	576.943	636.048	729.675
OCDE hors CEE (2)	120.068	137.245	163.911	176.812	203.204	224.870	177.522	188.534	221.570	256.638
Amérique du Nord	49.759	57.534	65.003	67.421	76.662	80.236	73.704	74.126	89.248	102.534
Europe occidentale (2)	55.450	60.602	74.242	83.584	95.888	110.893	65.247	71.486	80.862	96.070
Autres OCDE	14.858	19.108	24.667	25.807	30.654	33.741	38.571	42.922	51.460	58.033
Reste du monde	189.111	220.700	234.017	224.797	245.734	244.324	178.713	179.566	196.180	230.350
Pays développés hors OCDE (3)	6.392	7.142	6.633	6.630	8.349	8.564	5.881	6.419	7.103	8.232
Pays à économie centralisée	24.329	29.375	31.197	34.102	37.305	38.220	34.937	33.362	36.886	41.011
— d'Europe	22.246	26.545	28.272	30.727	33.345	33.642	29.878	26.581	28.163	29.743
— d'Asie	2.084	2.831	2.925	3.374	3.960	4.578	5.059	6.781	8.723	11.268
Pays du Maghreb	12.361	18.796	32.325	30.803	33.644	30.553	20.529	18.269	19.088	22.459
Pays pétroliers du Moyen-Orient	78.535	91.071	73.085	52.168	46.622	41.776	22.919	21.037	16.034	27.734
Pays de la zone franc	13.282	13.905	15.470	16.699	21.577	26.769	19.435	16.921	19.074	19.977
dont : DOM-TOM	2.246	2.871	2.691	2.348	3.085	3.522	3.288	2.714	3.631	3.968
Autres pays	54.211	60.410	75.306	84.395	98.237	98.442	75.011	83.558	97.996	110.937
TOTAL CAF	**570.778**	**654.239**	**757.595**	**799.754**	**903.666**	**962.746**	**887.537**	**945.045**	**1.053.799**	**1.216.663**
Exportations FAB :										
CEE (1)	239.111	264.928	295.587	341.566	397.932	431.922	477.025	517.861	593.179	674.323
OCDE hors CEE (2)	92.443	108.156	119.705	143.536	183.675	209.337	158.162	161.106	182.572	202.132
Amérique du Nord	23.655	34.330	38.953	49.299	74.541	84.856	69.204	71.266	82.739	83.332
Europe occidentale (2)	62.709	65.466	70.548	82.591	95.775	108.865	73.497	72.815	78.318	90.983
Autres OCDE	6.080	8.360	10.204	11.646	13.358	15.616	15.462	17.025	21.515	27.815
Reste du monde	138.139	176.417	190.802	209.557	231.425	229.551	190.066	178.814	187.997	225.956
Pays développés hors OCDE (3)	5.171	7.640	6.290	6.673	6.995	6.228	5.620	6.240	6.816	6.989
Pays à économie centralisée	21.185	23.388	21.182	29.455	28.868	33.361	23.969	23.997	25.864	33.011
— d'Europe	19.591	21.099	18.452	25.423	25.802	26.095	19.051	18.516	19.949	22.400
— d'Asie	1.594	2.289	2.730	4.032	3.066	7.266	4.918	5.481	5.915	10.611
Pays du Maghreb	20.017	24.521	27.406	31.265	37.153	37.431	28.672	23.272	22.575	30.214
Pays pétroliers du Moyen-Orient	17.709	26.516	31.928	30.735	38.040	26.437	18.060	15.046	14.717	18.076
Pays de la zone franc	23.669	26.765	31.431	33.947	38.276	40.787	38.629	38.650	39.683	43.397
dont : DOM-TOM	7.575	8.898	10.948	13.175	16.276	17.690	17.434	20.554	22.067	24.986
Autres pays	50.389	67.587	72.565	77.483	82.092	85.309	75.116	71.608	78.341	94.269
Total FAB	**469.694**	**549.500**	**606.094**	**694.659**	**813.032**	**870.812**	**825.254**	**857.781**	**963.748**	**1.102.411**
Balance des exportations FAB et des importations CAF :										
CEE (1)	— 22.489	— 31.367	— 64.080	— 56.578	— 56.796	— 61.630	— 54.276	— 59.082	— 42.869	— 55.352
OCDE hors CEE (2)	— 27.625	— 29.089	— 44.206	— 33.276	— 19.529	— 15.533	— 19.360	— 27.428	— 38.998	— 54.506
Amérique du Nord	— 26.104	— 23.204	— 26.050	— 18.122	— 2.121	4.620	— 4.500	— 2.860	— 6.509	— 19.202
Europe occidentale (2)	7.259	4.864	— 3.694	— 993	— 113	— 2.028	8.250	1.329	— 2.544	— 5.087
Autres OCDE	— 8.778	— 10.748	— 14.463	— 14.161	— 17.296	— 18.125	— 23.109	— 25.897	— 29.945	— 30.218
Reste du monde	— 50.972	— 44.283	— 43.215	— 15.240	— 14.311	— 14.773	11.353	752	— 8.183	— 4.394
Pays développés hors OCDE (3)	— 1.221	498	— 343	43	— 1.354	— 2.336	— 261	— 179	— 287	— 1.243
Pays à économie centralisée	— 3.144	— 5.987	— 10.015	— 4.647	— 8.437	— 4.859	— 10.968	— 9.365	— 11.022	— 8.000
— d'Europe	— 2.655	— 5.446	— 9.820	— 5.304	— 7.543	— 7.547	— 10.827	— 8.065	— 8.210	— 7.343
— d'Asie	— 490	— 542	— 195	658	— 894	— 2.688	— 140	— 1.300	— 2.811	— 657
Pays du Maghreb	7.656	5.725	— 4.919	462	3.509	6.878	8.143	5.003	3.487	7.755
Pays pétroliers du Moyen-Orient	— 60.826	— 64.555	— 41.157	— 21.433	— 8.582	— 15.339	— 4.859	— 5.991	— 1.317	— 9.658
Pays de la zone franc	10.387	12.860	15.961	17.248	16.699	14.018	19.194	21.729	20.609	23.420
dont : DOM-TOM	5.329	6.027	8.257	10.827	13.191	14.169	14.146	17.840	18.436	21.018
Autres pays	— 3.822	7.177	— 2.741	— 6.912	— 16.145	— 13.134	105	— 11.950	— 19.655	— 16.668
Balance totale FAB-CAF	**— 101.084**	**— 104.739**	**— 151.501**	**— 105.095**	**— 90.636**	**— 91.934**	**— 62.283**	**— 87.264**	**— 90.051**	**— 114.252**

(1) Y compris Grèce à partir du 1er janvier 1981. Y compris l'Espagne et le Portugal à partir du 1er janvier 1986. — (2) Y compris Grèce jusqu'au 31 décembre 1980. Y compris l'Espagne et le Portugal jusqu'au 31 décembre 1985. — (3) Israël et République d'Afrique du Sud.

TABLEAU O.01-4

Commerce extérieur de la France par pays *(Non compris matériel militaire)*

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects — *Unité :* Million de francs

Pays (1)	Exportations FAB et importations CAF									
	1985		1986		1987		1988		(2) 1989	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
EUROPE	**638.453**	**568.591**	**626.802**	**571.439**	**675.405**	**611.228**	**745.563**	**693.850**	***p* 856.175**	***p* 790.632**
dont :										
Belgique et Luxembourg	82.288	73.931	83.914	74.891	88.680	79.865	96.313	86.723	111.767	97.736
Pays-Bas	58.539	42.608	50.997	40.668	53.271	43.601	55.836	54.007	62.969	62.371
République fédérale d'Allemagne	159.057	130.513	172.329	133.049	186.648	142.699	208.012	157.741	235.169	176.527
Italie	96.796	95.322	103.279	97.024	110.810	103.598	122.779	117.706	140.340	133.410
Royaume-Uni	78.992	71.553	57.697	72.619	67.179	75.513	76.899	94.291	86.874	105.302
Irlande	6.851	4.020	6.955	3.736	7.374	3.318	8.513	3.743	10.546	4.369
Danemark	6.625	7.161	7.486	7.907	8.401	7.734	8.880	7.889	10.102	8.488
Grèce	4.405	6.814	3.898	6.620	4.058	6.714	4.152	7.452	5.040	8.196
Norvège	15.047	5.012	9.475	5.623	10.808	5.378	11.749	4.127	17.278	4.155
Suède	14.361	12.969	14.613	11.297	15.684	11.830	17.670	12.593	20.170	14.850
Finlande	5.547	3.834	5.806	4.551	6.978	4.255	8.060	4.833	8.872	5.954
Suisse	20.275	36.499	22.168	37.722	23.625	36.786	26.496	40.066	29.949	46.289
Autriche	6.396	6.349	7.114	6.850	7.709	7.146	9.061	8.407	10.246	9.844
Portugal	6.797	6.153	7.807	6.731	9.283	9.329	10.275	11.854	12.623	14.906
Espagne	36.535	29.340	36.939	33.779	41.239	45.491	44.388	51.774	54.245	63.017
Andorre	66	1.390	72	1.509	92	1.691	99	1.809	93	2.108
Yougoslavie	2.920	3.509	3.214	3.518	3.195	3.390	3.605	3.650	4.179	4.673
Turquie	2.687	4.997	2.455	3.739	2.993	3.764	3.737	4.393	4.766	4.989
Union soviétique	22.079	16.935	18.145	10.529	15.348	10.483	16.746	11.580	16.743	10.957
République démocratique d'Allemagne	2.601	1.818	2.705	2.330	2.454	2.302	2.724	2.102	3.025	4.016
Pologne	2.659	1.810	2.032	1.660	2.116	1.636	2.226	1.909	2.557	2.426
Tchécoslovaquie	1.417	1.171	1.393	1.135	1.368	1.271	1.487	1.366	1.711	1.483
Hongrie	1.395	1.508	1.445	1.993	1.576	1.314	1.740	1.328	2.186	1.652
Roumanie	2.849	1.268	3.615	1.085	3.270	693	2.816	717	2.977	852
Bulgarie	510	1.433	494	881	415	768	375	911	469	970
AFRIQUE	**92.924**	**94.955**	**57.484**	**78.972**	**51.988**	**67.664**	**54.074**	**70.771**	***p* 59.654**	***p* 82.350**
dont :										
Maroc	6.053	9.178	5.749	7.309	6.380	6.476	7.294	7.657	8.555	10.291
Algérie	20.754	21.798	11.548	15.851	8.535	11.755	8.298	9.444	9.461	12.775
Tunisie	3.746	6.455	3.232	5.511	3.354	*r* 5.041	3.496	5.475	4.444	7.147
Libye	6.858	2.179	2.379	1.560	2.850	1.452	3.260	1.723	2.973	2.264
Égypte	3.814	8.953	1.750	6.442	2.522	5.361	1.459	5.429	1.997	5.590
Soudan	153	742	166	245	120	302	198	367	228	290
Mauritanie	439	879	372	799	253	657	271	731	477	909
Mali	150	1.014	117	809	79	664	111	713	86	761
Burkina Faso	190	729	256	819	332	729	339	832	231	858
Niger	1.648	868	1.556	695	2.222	656	2.027	715	1.530	722
Sénégal	1.363	2.333	1.345	2.284	1.299	2.262	1.601	2.413	1.742	2.617
Guinée	391	906	223	812	161	800	273	836	402	866
Libéria	482	358	427	681	476	204	512	466	540	1.106
Côte-d'Ivoire	5.241	4.109	4.140	4.169	3.456	4.019	3.459	3.999	3.109	4.109
Togo	368	937	361	933	172	911	212	874	235	965
Bénin (Dahomey)	156	749	121	799	64	633	18	593	42	499
Nigéria	15.320	4.946	5.624	3.423	3.466	2.418	2.916	2.848	3.041	2.617
Cameroun	7.234	5.390	3.162	4.956	2.411	3.835	3.159	2.842	3.485	2.990
République Centrafricaine	195	483	181	405	102	355	125	371	122	435
Gabon	5.607	3.606	3.875	3.096	3.067	2.194	2.915	2.402	4.025	2.371
Congo	1.018	2.358	927	1.812	869	1.362	1.367	1.424	1.286	1.547
Zaïre	835	1.081	945	917	669	891	544	1.002	437	983
Angola	700	1.217	597	941	593	733	478	886	266	1.116
Djibouti	2	559	7	342	10	313	5	351	2	337
Kenya	293	456	264	1.419	235	804	261	842	289	1.229
Mozambique	21	362	38	187	36	259	76	274	31	275
Madagascar	785	991	793	848	739	782	694	788	697	973
Réunion	400	4.169	673	4.545	596	5.368	758	6.202	618	6.906
Ile Maurice	908	538	1.117	724	1.464	825	1.417	990	1.488	1.242
Zambie	604	127	624	168	357	86	560	202	124	137
Afrique du Sud (République d')	5.749	3.473	3.376	2.794	3.489	2.799	4.198	3.461	4.813	3.580

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU O.01-4 *(suite et fin)*

Commerce extérieur de la France par pays *(Non compris matériel militaire)*

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unité : Million de francs

Pays (1)	Exportations FAB et importations CAF									
	1985		1986		1987		1988		(2) 1989	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
AMÉRIQUE	**109.170**	**114.201**	**95.420**	**96.846**	**95.710**	**100.483**	**114.393**	**112.902**	***p* 131.423**	***p* 116.254**
dont :										
États-Unis	73.246	75.349	66.989	61.078	67.587	62.525	81.508	70.658	93.696	72.429
Canada	6.990	9.507	6.715	8.126	6.539	8.741	7.740	12.081	8.838	10.904
Mexique	5.268	2.669	2.498	1.791	3.999	2.105	3.655	3.226	4.169	4.644
Panama	42	804	105	540	109	560	112	375	38	466
Cuba	341	961	373	379	485	326	395	433	390	314
Bahamas	321	122	61	386	64	362	84	464	94	118
Guadeloupe	647	3.453	684	3.994	622	4.544	781	5.156	703	5.956
Martinique	902	3.477	1.068	3.848	974	4.464	1.014	5.176	1.010	5.469
Antilles néerlandaises	76	189	90	126	9	119	3	108	12	171
Colombie	867	1.205	1.130	1.071	854	1.003	831	997	1.025	954
Venezuela	2.025	2.796	927	2.454	616	2.189	623	2.789	875	1.531
Guyane française	39	4.054	62	1.703	93	2.959	109	1.960	150	2.448
Pérou	1.000	575	686	721	769	481	712	373	689	239
Brésil	10.094	3.563	8.397	5.238	7.502	5.249	9.536	4.432	10.893	4.470
Chili	2.192	682	1.774	696	1.908	765	3.135	841	3.852	1.408
Argentine	2.577	2.162	1.514	2.199	1.541	1.743	1.903	1.621	2.287	1.700
ASIE	**103.897**	**83.646**	**89.908**	**69.639**	**101.682**	**70.519**	**114.355**	**77.382**	***p* 139.616**	***p* 101.930**
dont :										
Chypre	149	1.028	109	631	142	501	141	530	143	1.911
Liban	43	1.760	75	1.522	139	815	211	1.054	157	1.154
Syrie	1.187	1.905	520	1.500	423	1.081	542	1.252	1.216	1.264
Irak	12.366	6.141	3.998	3.398	5.955	2.199	4.480	2.658	5.437	3.057
Iran	7.099	1.420	2.223	679	3.833	1.071	762	1.171	6.636	2.259
Israël	2.815	2.755	2.505	2.826	2.929	3.441	2.905	3.356	3.416	3.407
Jordanie	147	975	190	663	124	1.564	60	1.492	104	2.095
Arabie saoudite	10.841	10.973	13.174	8.282	7.448	6.664	9.045	6.576	12.169	6.932
Koweit	2.719	2.276	1.058	2.023	1.754	1.503	651	1.144	1.099	1.352
Qatar	3.155	985	1.181	538	76	485	113	401	104	485
Émirats arabes unis (3)	5.370	3.346	1.092	2.284	1.755	2.500	952	2.086	2.169	3.195
Oman	228	974	68	620	10	386	12	425	72	463
Yemen du Nord	32	669	7	443	1	390	60	347	293	578
Yemen du Sud	307	291	23	134	45	60	41	80	62	62
Pakistan	785	1.231	835	1.486	919	1.471	950	1.790	1.117	1.261
Inde	3.327	5.268	1.923	6.605	2.244	5.149	2.491	3.924	3.003	7.215
Bangladesh	170	287	131	343	161	576	246	634	361	515
Thaïlande	1.859	2.692	2.094	2.868	2.437	1.261	3.183	1.587	3.897	2.246
Indonésie	1.547	3.646	1.525	1.969	1.816	*r* 1.966	2.284	1.921	2.663	2.386
Malaysia	2.915	1.147	2.343	747	2.840	905	3.156	1.160	3.487	1.420
Singapour	2.129	4.449	2.014	2.511	2.824	3.504	3.980	4.091	4.411	6.204
Philippines	1.346	624	1.186	610	1.031	849	1.399	825	1.358	1.202
Chine	4.453	6.976	4.890	4.597	6.590	5.086	8.578	5.504	11.020	9.888
Corée du Sud	4.037	4.129	4.467	4.417	6.651	4.701	8.560	5.513	7.916	5.919
Japon	26.887	10.736	32.208	11.156	36.056	13.210	44.051	16.534	50.259	21.019
Taïwan	3.552	1.869	4.920	2.115	7.406	2.744	9.193	3.854	10.714	5.854
Hong-Kong	2.902	3.716	3.367	3.585	4.289	4.748	4.805	6.140	4.610	6.865
Macao	1.040	7	1.140	17	1.027	19	951	30	959	35
AUSTRALIE-OCÉANIE et AUTRES TERRITOIRES	**8.446**	**7.443**	**7.192**	**7.677**	**7.268**	**7.020**	**8.419**	**8.675**	***p* 9.291**	***p* 11.248**
dont :										
Australie	5.505	4.246	5.218	3.712	5.695	3.262	6.242	4.462	6.345	6.132
Nouvelle-Zélande	1.348	635	1.146	593	1.170	553	1.167	519	1.429	664
Nouvelle-Calédonie	1.467	975	721	1.350	310	1.430	899	1.660	1.396	2.244
Polynésie française	21	1.382	25	1.810	41	1.575	25	1.671	32	1.581
DIVERS (4)	**9.857**	**1.975**	**10.730**	**681**	**12.991**	**868**	**16.995**	**167**	**20.485**	**173**
Ensemble du monde	**962.747**	**870.811**	**887.537**	**825.254**	**945.045**	**857.781**	**1.053.799**	**963.748**	***p* 1.216.664**	***p* 1.102.587**

(1) Dans ce tableau, les pays sont classés selon la nomenclature de la Direction générale des Douanes et Droits indirects. — (2) Ces résultats issus de la banque de données des Douanes « Beatrice » sont provisoires, c'est pourquoi le total général est légèrement différent du tableau O.01-1. — (3) Émirats arabes unis : Doubaï, Abou Dhabi, Chardja. — (4) Pays non dénommés ailleurs (origines et destinations multiples), réimportations sous le régime des retours de marchandises nationales ou nationalisées.

TABLEAU O.01-5

Commerce extérieur de la France par produit *(non compris matériel militaire)* (1)

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects — *Unité :* Million de francs

Produit	1981	1982	1983	1984	1985	1986	*r* 1987	*r* 1988	*p* 1989
Importations CAF :									
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche ...	33.944	40.358	44.633	49.937	50.506	48.414	47.474	49.269	52.084
Produits des industries agricoles et alimentaires	44.198	51.362	58.912	67.194	70.681	68.779	71.530	79.886	88.983
Produits énergétiques	186.852	201.504	194.322	218.041	213.419	111.152	100.635	85.648	106.630
Matières premières minérales	7.991	8.211	8.262	10.062	9.954	7.306	6.673	8.089	10.098
Métaux et produits du travail des métaux	63.157	68.102	71.915	83.567	90.943	90.080	91.584	106.196	130.194
Produits chimiques et demi-produits divers.....	79.942	94.005	105.128	124.131	135.621	136.468	148.495	168.643	191.396
Biens d'équipements professionnels	104.409	127.995	135.677	153.569	172.501	181.949	203.167	247.195	278.243
Electroménager; électronique grand public	12.789	16.151	15.202	16.573	18.115	23.060	26.565	30.072	32.051
Equipement auto des ménages.....	21.736	30.743	34.393	34.803	39.430	44.417	53.005	55.840	70.810
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	19.574	23.451	25.606	27.595	29.768	33.934	39.796	48.707	57.035
Bien de consommation courante	77.434	93.526	102.671	116.592	128.337	139.206	153.243	170.143	193.682
Divers.....	2.211	2.185	2.614	3.488	3.455	2.773	2.875	4.110	5.456
Total CAF	**654.239**	**757.594**	**799.335**	**905.553**	**962.730**	**887.537**	**945.045**	**1.053.799**	**1.216.663**
Exportations FAB :									
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche ...	43.356	46.853	59.537	65.730	74.214	69.564	71.938	79.490	86.178
Produits des industries agricoles et alimentaires	55.371	58.979	64.833	76.038	77.054	73.632	76.266	89.005	103.129
Produits énergétiques	25.312	23.714	26.080	29.290	32.995	21.654	18.513	19.044	23.363
Matières premières minérales	1.180	1.213	1.375	1.711	1.758	1.675	1.503	1.665	1.793
Métaux et produits du travail des métaux	69.530	74.985	79.600	95.664	104.095	91.497	89.563	101.756	118.115
Produits chimiques et demi produits divers	80.955	90.792	107.081	128.123	136.555	130.307	138.856	157.173	172.694
Biens d'équipement professionnel	120.902	141.154	161.973	189.209	198.425	189.678	199.874	222.599	259.063
Electroménager; électrom. grand public.....	5.451	6.373	7.112	8.379	9.425	10.933	11.924	13.675	16.484
Equipement auto des ménages	36.071	41.475	49.127	56.870	60.126	65.287	73.161	63.971	74.590
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	32.406	33.076	35.527	38.965	41.791	42.298	42.577	64.377	70.606
Bien de consommation courante	74.578	82.564	95.827	113.638	125.011	123.312	128.294	143.004	166.307
Divers.....	4.387	4.911	6.508	9.376	9.424	5.347	5.312	7.990	10.089
Total FAB	**549.500**	**606.093**	**694.578**	**812.993**	**870.873**	**825.183**	**857.781**	**963.748**	**1.102.411**
Balance des exportations FAB et des importations CAF :									
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche ...	9.412	6.495	14.904	19.793	23.708	24.150	24.464	30.221	34.094
Produits des industries agricoles et alimentaires	11.173	7.617	5.921	8.844	6.373	4.853	4.736	9.119	14.146
Produits énergétiques	— 161.540	— 177.790	— 168.242	— 188.751	— 180.424	— 89.498	— 82.122	— 66.604	— 83.267
Matières premières minérales.....	— 6.811	— 6.998	— 6.887	— 8.351	— 8.196	— 5.631	— 5.170	— 6.424	— 8.305
Métaux et produits du travail des métaux	6.373	6.883	7.685	12.097	13.152	1.417	— 2.021	— 4.440	— 12.079
Produits chimiques et demi-produits divers.....	1.013	— 3.213	1.953	3.992	934	— 6.161	— 9.639	— 11.470	— 18.702
Biens d'équipement professionnel	16.493	13.159	26.296	35.640	25.924	7.729	— 3.293	— 24.596	— 19.180
Électroménager; électronique grand public	— 7.338	— 9.778	— 8.090	— 8.194	— 5.690	— 12.127	— 14.641	— 16.397	— 15.567
Équipement auto des ménages.....	14.335	10.732	14.734	22.067	24.696	20.870	20.156	8.131	3.780
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	12.832	9.625	9.921	11.070	12.023	8.364	2.781	15.670	13.571
Biens de consommation courante.....	— 2.856	— 10.962	— 6.844	— 2.954	— 3.326	— 15.894	— 24.949	— 27.139	— 27.375
Divers.....	2.176	2.726	3.894	5.338	5.969	2.574	2.437	3.880	4.633
Balance totale FAB-CAF	**— 104.739**	**— 151.501**	**— 104.757**	**— 92.560**	**— 91.857**	**— 62.354**	**— 87.264**	**— 90.051**	**— 114.252**

(1) Du fait des arrondis, les lignes total ne sont pas toujours la somme exacte des lignes relatives à chaque produit.

TABLEAU O.01-6

Commerce extérieur de la France *[non compris matériel militaire]* (1) par produit et par zone géographique (2)

Année 1989

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unité : Million de francs

Produits	Zones géographiques										
	OCDE hors CEE				Reste du monde						Total
	CEE à 12	Amérique du Nord	Europe occidentale	Autres OCDE	Pays développés hors OCDE (3)	Pays à économie centralisée	Pays du Maghreb	Pays pétroliers du Moyen-Orient	Pays de la zone francs (4)	Autres pays	
Importations CAF :											
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	24.155	2.599	1.424	2.891	1.604	2.197	1.801	190	5.483	9.740	52.084
Produits des industries agricoles et alimentaires	60.986	3.413	3.058	2.110	861	3.036	1.133	221	3.356	10.809	88.983
Produits énergétiques	23.424	3.168	11.978	969	335	13.528	9.677	26.280	5.393	11.878	106.630
Matières premières minérales	1.729	1.694	798	992	700	284	366	5	693	2.837	10.098
Métaux et produits du travail des métaux	89.199	6.316	11.042	2.455	2.269	4.534	206	20	4.067	10.086	130.194
Produits chimiques et demi-produits divers	136.141	14.261	23.594	3.624	1.053	4.668	1.179	603	135	6.138	191.396
Biens d'équipement professionnel	149.729	56.168	19.739	26.951	490	2.481	591	69	60	21.965	278.243
Électroménager, électronique grand public	16.233	922	1.633	6.181	127	2.074	44	—	2	4.835	32.051
Équipement auto des ménages	58.707	875	747	5.348	—	1.399	2	3	9	3.721	70.810
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	47.684	1.919	2.801	2.150	15	685	199	5	8	1.569	57.035
Biens de consommation courante	117.621	10.455	14.788	4.333	760	10.232	7.175	330	724	27.264	193.682
Divers	4.043	744	302	30	17	73	86	8	47	106	5.456
Total	**729.651**	**102.534**	**91.904**	**58.034**	**8.231**	**45.191**	**22.459**	**27.734**	**19.977**	**110.948**	**1.216.663**
Exportations FAB :											
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	65.264	3.053	4.251	1.031	156	4.127	2.030	1.285	1.622	3.359	86.178
Produits des industries agricoles et alimentaires	68.092	5.933	4.012	2.878	438	2.201	1.568	2.871	6.368	8.768	103.129
Produits énergétiques	15.139	1.422	5.178	108	35	87	200	27	310	857	23.363
Matières premières minérales	1.367	35	206	10	9	18	40	4	39	65	1.793
Métaux et produits du travail des métaux	74.240	9.894	9.895	2.320	830	4.326	2.362	2.146	3.731	8.371	118.115
Produits chimiques et demi-produits divers	114.887	11.020	15.279	4.382	1.394	5.558	2.912	1.647	4.284	11.331	172.694
Biens d'équipement professionnel	121.767	32.304	18.126	6.022	2.374	13.994	8.666	5.852	10.134	39.824	259.063
Électroménager, électronique grand public	12.588	476	1.095	118	185	181	215	251	685	690	16.484
Équipement auto des ménages	54.125	1.916	6.521	1.385	329	1.022	2.606	418	2.643	3.625	74.590
Pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre	50.224	4.636	3.313	310	251	1.317	2.496	412	2.812	4.835	70.606
Biens de consommation courante	87.534	12.507	18.069	9.230	983	4.822	7.110	3.163	10.745	12.144	166.307
Divers	9.178	137	369	24	3	32	12	1	29	304	10.089
Total	**674.405**	**83.333**	**86.314**	**27.818**	**6.987**	**37.685**	**30.217**	**18.077**	**43.402**	**94.173**	**1.102.411**

(1) Du fait des arrondis les lignes total ne sont pas toujours la somme exacte des lignes relatives à chaque produit. — (2) Les chiffres présentés ici ne concordent pas entièrement avec ceux des tableaux 3 et 5 par suite de la prise en compte de rectifications tardives. — (3) Israël et République d'Afrique du Sud. — (4) Y compris la réimportation sous le régime des retours de marchandises nationales ou nationalisées.

TABLEAU O.01-7A

Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume [indices douaniers]

(non compris électricité, matériel militaire, électronique, construction aéronautique et navale, machines-outils, instruments et matériels de précision, matériel ferroviaire)

Source : Direction générale des Douanes et des Droits indirects et INSEE

Numéro de code (1)	Intitulé du produit	1982	1983	1984	1985	1986	1987	r 1988	Importations 1989
	ENSEMBLE*	**96,8**	**94,0**	**96,6**	**100,6**	**107,9**	**115,5**	**123,4**	**134,0**
U 04 à U 06	Ensemble des produits manufacturés*	103,1	100,4	103,6	110,0	119,6	130,5	143,2	158,7
	NIVEAU 15 B								
U 01	Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	105,8	104,6	101,7	102,0	105,5	113,2	115,0	119,3
U 02	Produits des industries agricoles et alimentaires	105,1	110,6	113,7	121,7	130,2	138,0	146,1	157,4
U 03*	Produits énergétiques (hors électricité)	80,7	75,2	77,8	76,8	80,0	81,1	80,5	82,6
U 04	Biens intermédiaires	97,3	95,2	100,6	106,9	116,4	124,0	134,5	147,5
U 05 A*	Biens d'équipement professionnel (hors matériel militaire électronique, construction aéronautique et navale, machines-outils, instruments et matériels de précision)	97,5	90,4	93,0	101,5	106,5	117,5	132,6	149,3
U 05 B*	Électroménager	110,2	103,6	105,7	117,6	139,4	150,8	163,3	172,0
U 05 C*	Véhicules automobiles, cycles et motocycles	120,2	117,3	113,4	119,6	127,8	146,9	163,7	193,2
U 06	Biens de consommation courante	109,5	108,3	111,0	116,0	128,4	142,1	155,6	169,2
U 10	Divers	81,8	81,8	85,6	83,7	89,1	101,4	120,3	141,5
	NIVEAU 40 B								
T 01	Produits de l'apiculture, de la sylviculture et de la pêche	105,8	104,6	101,7	102,0	105,5	113,2	115,0	119,3
T 02	Viandes et produits laitiers	100,6	108,9	108,6	115,8	122,8	127,8	137,9	142,7
T 03	Autres produits des industries agricoles et alimentaires	107,8	111,7	116,7	125,2	134,7	144,1	151,0	166,2
T 04	Combustibles minéraux solides et produits de la cokéfaction	71,4	63,7	69,4	66,2	58,8	45,3	46,8	53,1
T 05	Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers raffinés	81,3	75,9	78,3	77,5	81,4	83,5	82,7	84,5
T 07	Minéraux et métaux ferreux, produits de la première transformation de l'acier	93,4	87,3	93,8	93,8	94,6	99,4	113,3	120,2
T 08	Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	81,7	72,0	76,9	85,3	99,3	100,2	104,3	117,1
T 09	Matériaux de construction et minéraux divers	90,4	85,3	89,3	90,2	92,1	100,6	110,2	115,8
T 10	Produits de l'industrie du verre	106,3	110,3	114,8	121,5	131,5	142,7	153,7	179,5
T 11	Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	105,3	110,5	116,5	126,3	136,2	146,1	158,4	174,9
T 12	Produits de la parachimie et de la pharmacie	122,0	124,5	136,1	143,1	150,2	164,5	191,7	212,1
T 13	Produits de la fonderie et du travail des métaux	106,9	102,2	104,9	114,7	123,3	136,1	150,6	165,8
T 14*	Produits de la mécanique (hors machines-outils, instruments et matériels de précision)	94,6	84,8	86,8	95,1	98,3	109,1	124,9	140,0
T 15 A*	Matériel électrique	110,3	114,9	119,8	129,1	141,5	153,9	166,1	189,4
T 15 B*	Électroménager	110,2	103,6	105,7	117,6	139,4	150,8	163,3	172,0
T 16*	Véhicules automobiles, cycles et motocycles	120,2	117,3	113,4	119,6	127,8	146,9	163,7	193,2
T 18	Produits textiles, articles d'habillement	109,7	107,5	110,4	116,0	131,9	147,0	156,9	172,3
T 19	Cuirs et chaussures	118,7	119,5	122,6	126,1	137,9	151,8	158,2	164,7
T 20	Bois, meubles, produits des industries diverses	101,1	96,3	93,5	97,8	109,4	120,6	134,0	143,8
T 21	Papier, carton	106,4	113,3	119,5	119,3	131,0	138,9	151,8	160,7
T 22	Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	106,3	115,6	123,8	126,2	134,7	147,4	165,1	179,3
T 23	Caoutchouc et matières plastiques	111,4	112,2	118,6	128,2	142,7	162,2	174,7	193,9
T 33	Produits de la récupération	81,8	81,8	85,6	83,7	89,1	101,4	120,3	141,5

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

Référence : 1980

Numéro de code (1)	Intitulé du produit	Exportations 1982	1983	1984	1985	1986	1987	*r* 1988	1989
	ENSEMBLE*	100,0	103,4	109,8	113,6	112,7	116,8	126,7	136,4
U 04 à U 06	Ensemble des produits manufacturés*	99,8	102,3	108,7	111,2	110,4	114,2	123,4	134,1
	NIVEAU 15 B								
U 01	Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	106,5	123,7	129,8	147,5	144,1	155,7	167,9	172,9
U 02	Produits des industries agricoles et alimentaires	103,7	104,6	114,6	115,0	117,5	124,6	136,4	147,1
U 03*	Produits énergétiques (hors électricité)	80,0	76,3	71,7	80,4	81,5	70,1	79,1	78,0
U 04	Biens intermédiaires	100,5	103,6	112,4	116,7	116,0	121,4	130,1	137,5
U 05 A*	Biens d'équipement professionnel (hors matériel militaire électronique, construction aéronautique et navale, machines-outils, instruments et matériels de précision)	104,9	102,2	102,6	100,1	95,5	96,0	102,0	116,4
U 05 B*	Électroménager	97,4	93,6	100,3	99,0	106,4	107,7	120,8	135,8
U 05 C*	Véhicules automobiles, cycles et motocycles	93,0	93,4	97,0	100,1	103,2	107,9	116,1	124,4
U 06	Biens de consommation courante	100,9	108,6	117,3	120,2	118,2	120,7	133,9	150,4
U 10	Divers	105,2	121,5	138,9	139,5	106,4	110,7	132,7	144,2
	NIVEAU 40 B								
T 01	Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	106,5	123,7	129,8	147,5	144,1	155,7	167,9	172,9
T 02	Viandes et produits laitiers	105,5	108,7	120,0	119,8	126,0	129,3	140,3	146,2
T 03	Autres produits des industries agricoles et alimentaires	102,6	102,3	111,5	112,2	112,7	122,0	134,3	147,7
T 04	Combustibles minéraux solides et produits de la cokéfaction	115,1	119,0	142,3	116,7	85,2	77,8	128,7	76,9
T 05	Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers raffinés	78,5	74,4	68,6	78,9	81,3	69,8	77,0	78,0
T 07	Minéraux et métaux ferreux, produits de la première transformation de l'acier	90,0	91,0	101,5	103,6	98,6	100,0	106,2	110,5
T 08	Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	99,0	94,0	102,6	121,9	117,1	121,3	127,8	127,1
T 09	Matériaux de construction et minéraux divers	98,2	110,3	109,4	108,9	104,0	103,7	111,2	121,1
T 10	Produits de l'industrie du verre	104,3	112,5	120,5	124,6	113,6	119,9	125,0	133,0
T 11	Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	103,9	112,2	122,6	126,7	133,5	141,6	154,2	162,1
T 12	Produits de la parachimie et de la pharmacie	107,8	117,4	126,6	133,2	130,7	129,2	142,3	157,7
T 13	Produits de la fonderie et du travail des métaux	116,6	109,8	110,9	102,4	92,6	91,8	101,0	116,0
T 14	Produits de la mécanique (hors machines-outils, instruments et matériels de précision)	102,7	97,5	97,3	93,7	88,8	87,5	92,8	106,5
T 15 A*	Matériel électrique	111,3	116,1	118,0	118,7	115,1	120,8	129,3	145,3
T 15 B*	Électroménager	97,4	93,6	100,3	99,0	106,4	107,7	120,8	135,8
T 16*	Véhicules automobiles, cycles et motocycles	93,0	93,4	97,0	100,1	103,2	107,9	116,1	124,4
T 18	Produits textiles, articles d'habillement	97,7	99,5	106,3	109,9	111,2	116,9	127,3	143,8
T 19	Cuirs et chaussures	93,3	98,4	109,9	117,5	115,1	114,9	121,6	136,1
T 20	Bois, meubles, produits des industries diverses	101,4	122,1	133,6	126,9	117,8	120,9	142,9	161,6
T 21	Papier, carton	104,0	114,5	130,8	134,4	140,8	155,2	171,4	186,5
T 22	Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	98,7	101,6	110,4	115,0	114,8	116,7	130,5	147,3
T 23	Caoutchouc et matières plastiques	96,2	102,5	111,4	114,1	118,8	128,8	133,5	144,7
T 33	Produits de la récupération	105,2	121,5	138,9	139,5	106,4	110,7	132,7	144,2

TABLEAU O.01-7A *(suite et fin)*

Indices du commerce extérieur de la France : indices de volumes [indices douaniers]

(non compris électricité, matériel militaire, électronique, construction aéronautique et navale, machines outils, instruments et matériels de précision, matériel ferroviaire)

Source : Direction générale des Douanes et des Droits indirects et INSEE

Numéro de code (1)	Intitulé du produit	1982	1983	1984	1985	1986	1987	*r* 1988	Importations 1989
NIVEAU S									
S 01	Produits de l'agriculture	107,6	106,0	103,0	103,3	106,0	114,0	113,5	116,2
S 041	Houilles, lignites et agglomérés	73,8	66,4	69,0	62,3	60,7	46,5	46,3	53,0
S 051	Pétrole brut	69,9	63,0	67,8	64,3	61,7	59,3	61,5	62,5
S 053	Produits pétroliers raffinés	133,4	132,3	118,9	130,2	166,7	194,2	177,5	182,7
S 09	Minerai de fer	81,0	70,1	88,6	89,9	90,2	82,8	103,3	107,4
S 10	Produits sidérurgiques	93,4	86,0	92,5	89,8	90,1	93,3	105,7	112,8
S 11	Produits de la première transformation de l'acier	98,7	99,2	100,3	108,4	111,1	126,0	142,1	149,2
S 15	Matériaux de construction et céramique	95,4	88,7	91,9	94,4	99,5	108,9	120,6	126,9
S 16	Produits de l'industrie du verre	106,3	110,3	114,8	121,5	131,5	142,7	153,7	179,5
S 171	Produits de la chimie minérale	98,1	106,8	113,8	124,2	121,4	143,9	151,0	165,8
S 172	Produits de la chimie organique	107,5	112,9	118,2	127,9	141,8	148,9	163,5	180,6
S 18	Produits de la parachimie	114,4	118,1	127,3	129,0	134,8	151,8	170,4	183,7
S 21	Produits du travail des métaux	106,8	102,7	105,9	115,6	124,5	137,8	151,3	166,6
S 22	Machines agricoles	116,2	106,2	107,6	102,3	97,5	101,2	124,6	126,3
S 24	Équipement industriel	92,3	84,3	88,3	98,0	102,6	114,6	125,8	143,7
S 25	Matériel de manutention, matériel pour les mines, la sidérurgie et le génie civil	87,9	73,5	70,2	82,4	86,9	98,5	122,5	138,0
S 28	Matériel électrique	110,3	114,9	119,8	129,1	141,5	153,9	166,1	189,4
S 30	Équipement ménager	110,2	103,6	105,7	117,6	139,4	150,8	163,3	172,0
S 311	Véhicules automobiles, cycles et motocycles	120,2	117,3	113,4	119,6	127,8	146,9	163,7	193,2
S 35	Viandes et conserves de viandes	102,7	110,1	108,9	117,1	121,9	124,6	129,7	138,2
S 36	Lait et produits laitiers	90,0	103,1	107,2	109,2	127,2	143,1	178,6	165,0
S 37	Conserves	110,1	122,1	125,1	131,5	149,1	169,9	184,2	204,4
S 39	Produits du travail du grain	120,1	133,9	142,6	152,3	180,4	198,9	221,3	238,1
S 401	Corps gras alimentaires	104,3	104,5	98,5	104,4	112,2	107,6	103,9	107,0
S 403	Autres produits alimentaires	102,7	104,4	117,8	130,0	133,1	147,6	160,0	176,0
S 41	Boissons et alcools	113,2	115,2	123,8	127,5	137,8	147,8	163,8	210,3
S 42	Produits à base de tabac	105,3	103,8	129,8	158,3	139,5	149,5	138,6	158,9
S 43	Fils et fibres artificiels et synthétiques	102,5	93,3	103,6	114,1	114,2	117,8	118,6	131,4
S 441	Matières textiles naturelles préparées, fils et filés	103,2	118,6	120,4	120,2	123,5	131,7	133,3	146,6
S 442	Produits de la bonneterie	121,6	119,3	125,3	135,9	164,1	194,7	207,6	219,1
S 443	Ouvrages en filés	105,2	99,5	102,6	107,5	117,2	122,6	129,2	142,0
S 451	Cuirs et peaux	127,5	134,3	144,3	149,1	137,0	142,7	140,1	149,9
S 46	Chaussures	111,6	106,2	109,1	118,6	136,4	150,8	159,3	162,3
S 47	Articles d'habillement	110,8	106,4	106,6	112,2	134,5	157,5	174,5	198,8
S 48	Produits du travail mécanique du bois	84,2	79,9	73,5	79,1	86,6	95,0	101,8	99,4
S 49	Meubles	126,5	122,5	120,6	123,6	140,6	148,1	168,7	184,2
S 50	Papier, carton	106,4	113,3	119,5	119,3	131,0	138,9	151,8	160,7
S 51	Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	106,3	115,6	123,8	126,2	134,7	147,4	165,1	179,3
S 52	Pneumatiques et autres produits en caoutchouc	101,4	97,3	99,9	100,7	107,8	121,3	130,3	135,5
S 53	Produits de la transformation des matières plastiques	118,2	122,5	131,6	147,4	167,0	191,2	206,1	235,1
S 56	Produits de la récupération	81,8	81,8	85,6	83,7	89,1	101,4	120,3	141,5

* Champ partiellement couvert.

(1) Code U, ou niveau 15 B : regroupement en 15 postes de la NAP; code T, ou niveau 40 B; regroupement en 40 postes de la NAP; code S, ou niveau 90 : niveau 100 (à deux

Référence : 1980

Numéro de code (1)	Intitulé du produit	Exportations							
		1982	1983	1984	1985	1986	1987	*r* 1988	1989
	NIVEAU S								
S 01	Produits de l'agriculture	106,8	124,5	130,8	147,9	144,0	156,2	167,7	171,5
S 041	Houilles, lignites et agglomérés	155,9	135,8	177,7	201,3	131,5	137,3	245,6	119,7
S 051	Pétrole brut	...	...	...	...	...	...	...	...
S 053	Produits pétroliers raffinés	76,0	70,5	68,3	78,6	81,4	69,8	76,2	76,9
S 09	Minerai de fer	70,2	60,4	55,0	53,8	48,1	45,0	45,0	40,0
S 10	Produits sidérurgiques	82,2	86,0	100,2	102,5	98,9	103,2	107,1	108,8
S 11	Produits de la première transformation de l'acier	111,9	105,5	106,3	108,2	99,4	94,0	106,0	117,1
S 15	Matériaux de construction et céramique	98,5	111,6	108,1	107,0	100,9	101,1	105,9	114,7
S 16	Produits de l'industrie du verre	104,3	112,5	120,5	124,6	113,6	119,9	125,0	133,0
S 171	Produits de la chimie minérale	85,7	95,3	105,0	101,7	98,2	109,0	116,8	117,2
S 172	Produits de la chimie organique	107,8	116,4	127,6	133,6	143,1	151,0	165,4	175,2
S 18	Produits de la parachimie	104,8	113,8	125,3	128,8	126,9	131,3	144,9	161,3
S 21	Produits du travail des métaux	115,1	110,5	112,2	101,9	92,5	91,6	100,8	115,4
S 22	Machines agricoles	113,5	112,5	122,3	118,3	101,8	91,1	102,4	110,3
S 24	Équipement industriel	97,8	92,1	95,7	96,5	91,0	93,0	95,9	111,6
S 25	Matériel de manutention, matériel pour les mines, la sidérurgie et le génie civil	111,0	105,7	94,9	82,1	81,3	75,1	84,0	95,0
S 28	Matériel électrique	111,3	116,1	118,0	118,7	115,1	120,8	129,3	145,3
S 30	Équipement ménager	97,4	93,6	100,3	99,0	106,4	107,7	120,8	135,8
S 311	Véhicules automobiles, cycles et motocycles	93,0	93,4	97,0	100,1	103,1	107,9	116,1	124,4
S 35	Viandes et conserves de viandes	113,0	117,7	130,8	127,5	144,1	144,3	158,9	173,8
S 36	Lait et produits laitiers	99,3	101,2	111,1	113,3	111,0	116,8	124,9	123,3
S 37	Conserves	106,0	111,5	126,3	130,5	140,5	140,8	146,6	152,3
S 39	Produits du travail du grain	101,3	101,5	118,6	118,2	121,5	130,6	138,1	148,3
S 401	Corps gras alimentaires	101,4	99,0	100,1	109,4	99,8	110,7	128,1	147,0
S 403	Autres produits alimentaires	102,8	104,7	112,4	123,2	122,0	135,0	148,1	176,7
S 41	Boissons et alcools	95,5	102,0	111,3	119,9	125,3	138,5	146,5	159,6
S 42	Produits à base de tabac	97,0	92,8	85,4	83,1	70,4	73,0	69,1	85,4
S 43	Fils et fibres artificiels et synthétiques	95,6	91,6	89,2	84,1	75,5	76,1	70,3	67,9
S 441	Matières textiles naturelles préparées, fils et filés	92,6	100,2	109,0	107,8	102,3	103,3	105,2	103,1
S 442	Produits de la bonneterie	94,4	100,5	103,7	108,3	108,3	117,3	136,4	149,2
S 443	Ouvrages en filés	103,1	104,1	109,7	113,5	117,3	121,4	136,7	157,5
S 451	Cuirs et peaux	99,0	101,1	103,8	103,0	92,5	109,9	112,3	130,5
S 46	Chaussures	88,5	92,0	102,9	110,0	106,4	95,3	90,8	92,2
S 47	Articles d'habillement	97,0	92,5	101,3	108,2	112,9	122,5	129,7	158,7
S 48	Produits du travail mécanique du bois	96,7	103,9	102,6	99,6	96,0	101,8	111,6	131,5
S 49	Meubles	105,1	121,4	119,9	118,6	117,6	135,1	160,0	185,0
S 50	Papier, carton	104,0	114,5	130,8	134,4	140,8	155,2	171,4	186,5
S 51	Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	98,7	101,6	110,4	115,0	114,8	116,7	130,5	147,3
S 52	Pneumatiques et autres produits en caoutchouc	89,2	96,2	103,8	103,2	106,4	113,5	119,4	124,8
S 53	Produits de la transformation des matières plastiques	107,0	112,1	123,0	130,9	137,8	152,7	155,3	175,5
S 56	Produits de la récupération	105,2	121,5	138,9	139,5	106,4	110,7	132,7	144,2

chiffres) de la NAP, avec quelques sous-rubriques (identifiées par un troisième chiffre).

TABLEAU O.01-7B

Indices du commerce extérieur de la France : indices des valeurs unitaires [indices douaniers]

(non compris électricité, matériel militaire, électronique, construction aéronautique et navale, machines outils, instruments et matériels de précision, matériel ferroviaire)

Source : Direction générale des Douanes et des Droits indirects et INSEE

Numéro de code (1)	Intitulé du produit	Importations 1982	1983	1984	1985	1986	1987	*r* 1988	1989
	ENSEMBLE*	**134,9**	**145,8**	**160,2**	**162,3**	**136,7**	**134,9**	**138,4**	**148,2**
U 04 à U 06	Ensemble des produits manufacturés*	124,7	137,8	151,0	156,1	150,7	151,5	157,1	165,2
	NIVEAU 15 B								
U 01	Produits de l'agriculture, la sylviculture et de la pêche	123,5	138,4	158,7	159,8	148,4	136,0	139,6	141,9
U 02	Produits des industries agricoles et alimentaires	129,7	141,4	157,5	154,8	140,7	138,2	144,7	150,6
U 03*	Produits énergétiques (hors électricité)	165,8	171,0	185,6	183,6	91,2	81,4	69,9	84,5
U 04	Biens intermédiaires	123,1	134,5	149,5	152,2	138,7	137,3	146,1	155,2
U 05 A*	Biens d'équipement professionnel (hors matériel militaire électronique, construction aéronautique et navale, machines outils, instruments et matériels de précision)	131,2	145,2	153,7	159,6	164,7	167,9	172,3	177,9
U 05 B*	Électroménager	125,3	137,8	143,1	145,1	148,9	158,0	158,8	165,0
U 05 C*	Véhicules automobiles, cycles et motocycles	127,7	144,7	155,6	163,8	173,5	178,8	180,9	187,5
U 06	Biens de consommation courante	122,7	136,3	150,6	158,5	155,3	154,5	156,7	164,0
U 10	Divers	105,4	125,6	160,3	162,3	122,4	111,5	134,6	153,8
	NIVEAU 40 B								
T 01	Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	123,5	138,4	158,7	159,8	148,4	136,0	139,6	141,9
T 02	Viandes et produits laitiers	131,1	136,0	138,6	143,2	136,9	138,9	145,4	158,3
T 03	Autres produits des industries agricoles et alimentaires	128,8	144,5	168,0	161,2	142,8	137,8	144,3	146,7
T 04	Combustibles minéraux solides et produits de la cokéfaction	165,2	169,9	175,8	186,0	156,1	133,9	130,1	145,1
T 05	Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers raffinés	165,8	171,1	186,1	183,5	88,1	79,5	67,7	82,0
T 07	Minéraux et métaux ferreux, produits de la première transformation de l'acier	127,6	134,8	143,0	151,9	144,8	134,2	140,3	157,6
T 08	Minerais, métaux et demi-produits non ferreux	110,7	127,9	145,7	139,2	111,9	108,5	125,1	140,0
T 09	Matériaux de construction et minéraux divers	127,7	135,8	145,5	148,4	144,6	142,8	148,2	156,9
T 10	Produits de l'industrie du verre	123,1	137,3	147,0	153,8	160,6	161,2	163,2	166,9
T 11	Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	125,7	136,5	154,3	158,3	137,9	136,4	144,2	147,6
T 12	Produits de la parachimie et de la pharmacie	120,7	133,0	143,3	153,4	153,3	152,1	155,4	166,1
T 13	Produits de la fonderie et du travail des métaux	127,5	139,1	148,9	152,5	155,8	157,7	163,1	170,7
T 14*	Produits de la mécanique (hors machines outils, instruments et matériels de précision)	133,8	147,9	156,5	162,0	167,6	171,1	175,1	180,9
T 15 A*	Matériel électrique	121,8	136,6	144,8	152,1	156,1	158,0	162,9	168,2
T 15 B*	Électroménager	125,3	137,8	143,1	145,1	148,9	158,0	158,8	165,0
T 16*	Véhicules automobiles, cycles et motocycles	127,7	144,7	155,6	163,8	173,5	178,8	180,9	187,5
T 18	Produits textiles, articles d'habillement	125,6	138,8	155,8	165,7	159,6	156,7	156,2	159,8
T 19	Cuirs et chaussures	121,2	135,8	154,6	166,3	166,7	165,3	165,8	176,4
T 20	Bois, meubles, produits des industries diverses	120,1	135,1	147,5	148,3	143,1	145,8	152,1	161,1
T 21	Papier, carton	129,8	134,8	157,1	161,8	155,0	160,3	169,9	184,4
T 22	Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	122,3	134,2	145,1	154,5	161,6	164,0	166,5	177,3
T 23	Caoutchouc et matières plastiques	122,5	135,4	147,7	152,6	152,3	153,4	155,7	159,0
T 33	Produits de la récupération	105,4	125,6	160,3	162,3	122,4	111,5	134,6	153,8

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

Référence : 1980

Numéro de code (1)	Intitulé du produit	Exportations							
		1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
	ENSEMBLE*	**127,0**	**139,3**	**151,3**	**156,6**	**149,2**	**148,1**	**153,6**	**162,7**
U 04 à U 06	Ensemble des produits manufacturés*	126,1	138,6	151,3	158,3	154,6	154,7	*r* 160,4	168,8
	NIVEAU 15 B								
U 01	Produits de l'agriculture, la sylviculture et de la pêche	127,0	138,6	145,7	144,7	139,3	132,9	136,1	143,3
U 02	Produits des industries agricoles et alimentaires	126,4	137,6	147,5	149,1	139,6	136,2	145,1	156,0
U 03*	Produits énergétiques (hors électricité)	156,6	171,3	189,3	187,3	100,8	90,9	82,2	93,8
U 04	Biens intermédiaires	125,0	136,2	149,9	155,2	144,3	141,6	*r* 150,3	159,2
U 05 A*	Biens d'équipement professionnel (hors matériel militaire électronique, construction aéronautique et navale, machines outils, instruments et matériels de précision)	128,9	145,0	154,3	163,5	166,1	164,5	*r* 167,0	172,6
U 05 B*	Électroménager	123,5	136,3	146,0	157,8	162,9	163,0	166,4	168,4
U 05 C*	Véhicules automobiles, cycles et motocycles	127,3	143,5	157,0	161,4	165,0	170,1	*r* 176,8	189,4
U 06	Biens de consommation courante	124,9	134,6	147,7	158,6	158,4	162,1	*r* 162,8	168,6
U 10	Divers	102,6	117,7	148,3	148,4	112,3	105,4	132,5	158,9
	NIVEAU 40 B								
T 01	Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	127,0	138,6	145,7	144,7	139,3	132,9	136,1	143,3
T 02	Viandes et produits laitiers	137,7	144,4	151,5	151,7	142,3	143,3	152,7	162,9
T 03	Autres produits des industries agricoles et alimentaires	119,7	133,4	145,1	147,5	137,8	131,7	140,4	152,0
T 04	Combustibles minéraux solides et produits de la cokéfaction	129,6	131,8	153,3	172,5	165,9	154,9	132,4	152,8
T 05	Pétrole brut, gaz naturel, produits pétroliers raffinés	158,3	174,0	192,5	188,3	97,9	87,9	78,6	91,3
T 07	Minéraux et métaux ferreux, produits de la première transformation de l'acier	128,6	132,7	145,4	153,0	139,7	129,4	143,6	161,9
T 08	Minéraux et demi-produits non ferreux	109,9	127,9	143,3	143,2	129,3	124,9	*r* 135,5	149,0
T 09	Matériaux de construction et minéraux divers	127,4	139,7	153,2	160,2	158,1	164,6	*r* 169,1	172,7
T 10	Produits de l'industrie du verre	130,6	143,3	150,7	155,6	158,4	160,7	170,0	177,3
T 11	Produits chimiques de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	127,7	139,6	154,9	159,0	139,0	137,8	*r* 146,6	149,9
T 12	Produits de la parachimie et de la pharmacie	126,1	140,0	156,1	163,1	164,7	174,5	*r* 176,8	188,5
T 13	Produits de la fonderie et du travail des métaux	124,8	136,2	149,1	159,1	165,3	164,9	*r* 166,4	172,0
T 14*	Produits de la mécanique (hors machines outils instruments et matériels de précision)	130,2	146,9	155,2	164,7	168,3	168,8	*r* 172,5	178,1
T 15 A*	Matériel électrique	125,3	140,4	152,3	160,7	161,1	155,2	*r* 155,3	160,8
T 15 B*	Électroménager	123,5	136,3	146,0	157,8	162,9	163,0	166,4	168,4
T 16*	Véhicules automobiles, cycles et motocycles	127,3	143,5	157,0	161,4	165,0	170,1	*r* 176,8	189,4
T 18	Produits textiles, articles d'habillement	125,3	138,5	154,0	163,7	157,8	154,6	153,8	156,7
T 19	Cuirs et chaussures	135,3	145,1	157,6	171,2	170,3	177,9	*r* 183,2	187,5
T 20	Bois, meubles, produits des industries diverses	120,5	117,5	122,7	140,2	146,4	151,9	*r* 151,6	156,7
T 21	Papier, carton	129,1	135,8	153,1	162,4	157,1	158,7	163,4	174,6
T 22	Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	119,2	129,4	140,0	145,9	152,0	158,4	*r* 162,1	161,1
T 23	Caoutchouc et matières plastiques	127,1	138,9	148,9	156,5	156,8	156,6	161,4	166,3
T 33	Produits de la récupération	102,6	117,7	148,3	148,4	112,3	105,4	132,5	158,9

TABLEAU O.01-7B *(suite et fin)*

Indices du commerce extérieur de la France : indices des valeurs unitaires [indices douaniers]

(non compris électricité, matériel militaire, électronique, construction aéronautique et navale, machines-outils, instruments et matériels de précision, matériel ferroviaire)

Source : Direction générale des Douanes et des Droits indirects et INSEE

Numéro de code (1)	Intitulé du produit	Importations							
		1982	1983	1984	1985	1986	1987	*r* 1988	1989
	NIVEAU S								
S 01	Produits de l'agriculture	123,6	138,9	160,6	160,4	147,6	133,4	138,3	142,0
S 041	Houilles, lignites et agglomérés	167,8	169,6	178,0	189,5	154,5	130,4	125,5	141,7
S 051	Pétrole brut	165,2	169,2	182,7	176,2	74,9	76,0	62,8	79,0
S 053	Produits pétroliers raffinés	149,2	156,3	169,0	172,3	81,6	77,4	65,5	80,6
S 09	Minerai de fer	157,9	172,5	170,5	182,7	136,6	111,1	112,0	143,7
S 10	Produits sidérurgiques	125,0	132,4	140,0	148,8	143,9	134,0	140,6	156,6
S 11	Produits de la première transformation de l'acier	125,9	130,9	142,4	150,3	149,7	140,6	147,5	164,2
S 15	Matériaux de construction et céramique	123,4	132,4	141,3	146,7	150,2	151,2	156,3	164,0
S 16	Produits de l'industrie du verre	123,1	137,3	147,0	153,8	160,6	161,2	163,2	166,9
S 171	Produits de la chimie minérale	126,1	132,7	147,2	162,6	143,9	125,1	131,6	137,9
S 172	Produits de la chimie organique	125,3	137,5	156,0	157,0	134,8	137,9	146,4	148,6
S 18	Produits de la parachimie	126,0	136,1	147,9	162,0	160,5	152,5	155,0	163,0
S 21	Produits du travail des métaux	127,5	139,3	148,8	152,6	155,9	157,6	163,0	170,5
S 22	Machines agricoles	134,7	151,4	156,6	163,5	169,0	175,4	179,4	185,9
S 24	Équipement industriel	135,3	149,6	158,1	163,7	169,0	171,8	176,4	180,9
S 25	Matériel de manutention, matériel pour les mines, la sidérurgie, le génie civil	128,5	139,6	150,8	155,2	162,0	166,3	169,0	178,2
S 28	Matériel électrique	121,8	136,6	144,8	152,1	156,1	158,0	162,9	168,2
S 30	Équipement ménager	125,3	137,8	143,1	145,1	148,9	158,0	158,8	165,0
S 311	Véhicules automobiles, cycles et motocycles	127,7	144,7	155,6	163,8	173,5	178,8	180,9	187,5
S 35	Viandes et conserves de viandes	130,7	135,5	140,3	143,0	136,4	136,8	140,0	152,2
S 36	Lait et produits laitiers	133,7	138,9	130,0	144,3	139,5	148,1	164,7	183,6
S 37	Conserves	129,9	138,2	153,6	151,0	144,7	147,5	146,4	142,5
S 39	Produits du travail du grain	127,9	143,2	155,2	156,9	151,4	146,0	148,4	151,9
S 401	Corps gras alimentaires	131,4	150,8	198,6	166,0	120,7	105,8	128,2	135,7
S 403	Autres produits alimentaires	114,4	133,3	160,0	163,2	156,5	144,0	138,7	139,3
S 41	Boissons et alcools	129,9	148,5	160,8	170,9	158,7	156,2	168,3	165,9
S 42	Produits à base de tabac	164,3	178,4	173,4	172,6	146,1	150,7	163,8	175,4
S 43	Fils et fibres artificiels et synthétiques	128,6	136,0	154,1	162,1	166,0	159,3	159,8	171,7
S 441	Matières textiles naturelles préparées, fils et filés	121,3	134,7	158,9	165,6	151,3	147,5	153,1	152,6
S 442	Produits de la bonneterie	128,7	141,6	158,0	166,3	159,9	155,1	151,2	155,1
S 443	Ouvrages en filés	122,0	134,6	150,3	160,2	154,8	151,6	151,8	154,8
S 451	Cuirs et peaux	114,9	125,9	151,7	165,2	166,5	156,3	166,7	180,8
S 46	Chaussures	126,1	146,6	161,0	171,5	171,1	171,0	167,1	175,2
S 47	Articles d'habillement	130,9	145,2	161,1	174,3	170,2	168,8	167,9	172,8
S 48	Produits du travail mécanique du bois	119,2	128,8	139,7	139,3	133,8	135,3	141,9	153,1
S 49	Meubles	118,4	129,3	139,0	143,3	147,8	153,7	153,7	154,7
S 50	Papier, carton	129,8	134,8	157,1	161,8	155,0	160,3	169,9	184,4
S 51	Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	122,3	134,2	145,1	154,5	161,6	164,0	166,5	177,3
S 52	Pneumatiques et autres produits en caoutchouc	125,7	140,4	152,0	160,8	163,8	163,9	164,4	166,7
S 53	Produits de la transformation des matières plastiques	120,6	132,7	145,5	148,8	147,0	148,4	151,5	155,6
S 56	Produits de la récupération	105,4	125,6	160,3	162,3	122,4	111,5	134,6	153,8

* Champ partiellement couvert.

(1) Code U ou niveau 15 B : regroupement en 15 postes de la NAP; code T ou niveau 40 B : regroupement en 40 postes de la NAP; code S, ou niveau 90 : niveau 100 à deux.

TABLEAU O.01-10

Commerce extérieur de la France : taux de croissance en volume
Année par année (aux prix de 1980) par zone géographique

Référence : 1980

Numéro de code (1)	Intitulé du produit	Exportations							
		1982	1983	1984	1985	1986	1987	*r* 1988	1989
	NIVEAU S								
S 01	Produits de l'agriculture	127,4	138,8	145,8	144,3	138,5	131,2	134,8	142,1
S 041	Houilles, lignites et agglomérés	127,8	134,9	164,1	170,6	156,9	149,0	126,4	150,6
S 051	Pétrole brut	●	●	●	●	●	●	●	●
S 053	Produits pétroliers raffinés	157,9	173,8	192,2	187,6	97,1	87,3	77,7	90,0
S 09	Minerai de fer	115,9	118,0	122,4	128,7	134,1	135,9	139,5	153,9
S 10	Produits sidérurgiques	128,0	133,8	147,1	154,0	140,2	128,5	142,2	160,1
S 11	Produits de la première transformation de l'acier	130,0	130,6	141,8	150,9	138,6	131,7	147,3	166,1
S 15	Matériaux de construction et céramique	127,9	140,8	156,4	163,7	162,8	169,8	176,7	183,0
S 16	Produits de l'industrie du verre	130,6	143,3	150,7	155,6	158,4	160,7	170,0	177,3
S 171	Produits de la chimie minérale	139,3	143,4	158,2	174,0	157,6	144,3	154,6	167,7
S 172	Produits de la chimie organique	125,9	139,1	154,5	156,8	136,0	136,7	145,5	147,5
S 18	Produits de la parachimie	130,3	145,6	162,7	171,3	167,9	171,0	175,8	185,2
S 21	Produit du travail des métaux	122,3	135,0	149,3	158,4	166,0	165,6	167,2	172,9
S 22	Machines agricoles	130,5	149,7	161,9	166,0	169,4	177,3	185,8	189,0
S 24	Équipement industriel	126,0	146,2	153,2	164,5	167,8	169,5	173,9	179,8
S 25	Matériel de manutention, matériel pour les mines, la sidérurgie, le génie civil	138,2	147,6	157,4	164,6	169,2	164,7	165,5	171,0
S 28	Matériel électrique	125,3	140,4	152,3	160,7	161,0	155,2	155,3	160,8
S 30	Équipement ménager	123,5	136,3	146,0	157,8	162,9	163,0	166,4	168,4
S 311	Véhicules automobiles, cycles et motocycles	127,3	143,5	157,0	161,4	165,0	170,1	176,8	189,4
S 35	Viandes et conserves de viandes	134,5	140,2	149,4	148,3	132,3	138,9	142,7	151,0
S 36	Lait et produits laitiers	140,8	148,5	153,6	154,9	153,1	147,8	163,3	176,7
S 37	Conserves	131,5	138,7	142,5	144,8	140,9	152,0	157,3	158,5
S 39	Produits du travail du grain	131,2	144,1	155,4	153,4	136,7	124,3	133,3	146,6
S 401	Corps gras alimentaires	118,3	136,3	205,9	188,0	114,6	91,6	99,0	107,6
S 403	Autres produits alimentaires	124,2	134,8	150,2	156,9	156,7	142,7	138,6	144,2
S 41	Boissons et alcools	134,4	147,2	158,1	165,2	163,5	164,8	169,6	183,9
S 42	Produits à base de tabac	130,4	145,9	166,5	178,6	195,1	196,6	201,7	196,2
S 43	Fils et fibres artificiels et synthétiques	126,3	135,4	151,2	159,0	159,4	146,9	148,7	156,5
S 441	Matières textiles naturelles préparées, fils et filés	130,5	143,0	167,1	174,2	157,1	155,8	159,1	167,2
S 442	Produits de la bonneterie	123,9	135,1	146,2	154,4	154,9	156,1	153,9	150,5
S 443	Ouvrages en filés	122,2	133,8	149,1	161,5	159,9	158,2	158,7	164,8
S 451	Cuirs et peaux	132,1	144,4	173,4	198,7	192,3	198,0	203,1	197,6
S 46	Chaussures	139,2	151,0	160,9	172,7	167,7	170,8	178,3	184,6
S 47	Articles d'habillement	125,8	142,7	152,7	162,5	156,9	148,9	143,9	144,4
S 48	Produits du travail mécanique du bois	117,0	124,0	133,0	140,5	142,5	145,3	147,9	148,6
S 49	Meubles	123,7	132,7	140,9	158,9	156,8	146,0	149,6	148,9
S 50	Papier, carton	129,1	135,8	153,1	162,4	157,1	158,7	163,4	174,6
S 51	Presse et produits de l'imprimerie et de l'édition	119,2	129,4	140,0	145,9	152,0	158,4	162,1	161,1
S 52	Pneumatiques et autres produits en caoutchouc	131,9	142,3	152,1	159,5	161,9	160,7	163,2	168,1
S 53	Produits de la transformation des matières plastiques	121,0	134,5	144,8	152,9	150,7	151,3	159,1	164,0
S 56	Produits de la récupération	102,6	117,7	148,3	148,4	112,3	105,4	132,5	158,9

(1) chiffres de la NAP, avec quelques sous-rubriques (identifiées par un troisième chiffre).

TABLEAU O.01-8

Commerce extérieur de la France : taux de couverture (1) des importations CAF par les exportations FAB en volume (aux prix de 1980) par produit

(Y compris matériel militaire)

Source : INSEE — *Unité : %*

Produits	r 1980	r 1981	r 1982	r 1983	r 1984	r 1985	r 1986	r *1987	* 1988	* 1989
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	112,4	123,8	111,5	132,8	139,8	159,4	148,5	152,8	163,2	160,2
Produits des industries agricoles et alimentaires	118,1	123,4	118,4	112,4	121,1	112,5	106,9	107,6	119,5	121,9
Produits énergétiques	14,0	16,3	14,6	15,8	15,9	17,1	16,6	15,6	17,9	18,7
Produits manufacturés (2)	110,0	114,0	104,8	110,0	114,4	108,9	98,9	92,8	89,6	89,5
soit : Biens intermédiaires (3)	92,2	97,9	93,0	97,6	100,3	97,5	90,4	88,4	87,4	84,7
Biens d'équipement professionnel (2)	129,8	140,4	130,9	136,1	143,3	129,4	115,3	104,5	94,8	98,5
Électroménager, électronique grand public	49,2	40,6	36,0	41,4	41,4	39,9	35,1	34,9	33,7	39,3
Automobiles et matériel de transport terrestre (4)	179,2	167,8	137,9	144,5	155,7	151,2	145,1	130,2	125,4	112,5
Biens de consommation courante	94,6	95,6	87,2	91,9	96,6	95,4	85,0	79,3	80,7	83,9
Ensemble des marchandises (2)	**84,8**	**91,5**	**86,5**	**92,0**	**96,0**	**93,8**	**86,4**	**83,2**	**83,5**	84,1

* Les chiffres des années affectées d'un astérisque, issus de la comptabilité nationale, sont susceptibles de révision.

(1) Les importations étant CAF et les exportations FAB, un taux de couverture équilibré correspond à un chiffre inférieur à 100. — (2) Y compris matériel militaire. — (3) Matières premières minérales, métaux et produits du travail des métaux, produits chimiques et demi-produits divers. — (4) Équipement automobile des ménages, pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre.

TABLEAU O.01-9

Commerce extérieur de la France : termes de l'échange par produit

(Y compris matériel militaire)

Source : INSEE — *Base 100 en 1980*

Produits	r 1980	r 1981	r 1982	r 1983	r 1984	r 1985	r 1986	r *1987	* 1988	* 1989
Produits de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche	100,0	103,5	104,1	100,5	94,5	92,3	96,7	99,6	98,8	104,2
Produits des industries agricoles et alimentaires	100,0	100,2	96,0	96,8	92,7	96,1	99,4	98,7	92,9	94,4
Produits énergétiques	100,0	95,1	92,4	95,5	94,0	99,2	124,1	129,9	135,6	127,4
Produits manufacturés (1)	100,0	100,1	101,5	101,7	102,2	103,8	106,1	106,2	106,0	105,3
soit : Biens intermédiaires (2)	100,0	101,6	103,5	103,6	102,8	104,6	105,7	105,1	104,8	104,0
Biens d'équipement professionnel (1)	100,0	97,0	97,6	98,4	99,6	102,2	106,4	106,4	106,0	104,5
Électroménager, électronique grand public	100,0	104,9	109,5	112,9	122,2	130,3	135,2	128,3	135,0	129,5
Automobiles et matériel de transport terrestre (3)	100,0	98,9	100,0	97,5	98,7	97,4	95,7	95,8	97,9	101,3
Biens de consommation courante	100,0	101,1	101,4	101,2	101,0	102,2	103,9	105,6	104,2	102,5
Ensemble des marchandises (1)	**100,0**	**94,9**	**95,1**	**96,7**	**96,3**	**99,0**	**111,3**	**112,0**	**111,7**	110,0

* Les chiffres des années affectées d'un astérisque, issus de la comptabilité nationale, sont susceptibles de révision.

(1) Y compris matériel militaire. — (2) Matières premières minérales, métaux et produit du travail des métaux, produits chimiques et demi-produits divers. — (3) Équipement automobile des ménages, pièces détachées de véhicules et matériels utilitaires de transport terrestre.

TABLEAU O.01-10

Commerce extérieur de la France : taux de croissance en volume année par année (aux prix de 1980) par zone géographique

(Y compris matériel militaire)

Source : INSEE

Unité : %

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	* 1987	* 1988	* 1989
IMPORTATIONS CAF										
Ensemble des marchandises	**2,4**	**— 3,7**	**2,9**	**— 2,7**	**2,6**	**4,6**	**7,4**	**7,6**	**9,1**	**8,2**
CEE	///	///	8,6	0,8	5,1	5,6	4,8	8,4	7,6	7,4
OCDE hors CEE	///	///	3,9	— 3,2	2,0	5,9	9,5	11,1	12,2	12,4
Reste du monde	///	///	— 7,0	— 9,1	— 2,0	1,9	11,9	3,4	10,3	6,0
Produits manufacturés	**7,1**	**— 0,4**	**6,5**	**— 1,9**	**3,0**	**6,3**	**8,7**	**9,7**	**12,2**	**10,0**
CEE	4,1	1,3	8,6	— 2,5	3,7	5,6	7,1	7,6	9,9	10,1
OCDE hors CEE	14,3	— 4,1	2,7	— 1,3	1,9	5,3	10,2	9,9	14,4	10,6
Reste du monde	10,9	— 2,6	1,9	0,8	1,2	12,4	15,3	20,8	19,6	7,4
EXPORTATIONS FAB										
Ensemble des marchandises	**3,3**	**3,9**	**— 2,8**	**3,6**	**7,0**	**2,4**	**— 1,1**	**3,6**	**9,5**	**8,7**
CEE	///	///	1,7	5,0	8,0	4,4	5,2	7,5	12,5	8,8
OCDE hors CEE	///	///	— 7,2	8,1	20,1	7,6	— 3,3	2,5	9,9	8,0
Reste du monde	///	///	— 2,4	— 0,5	— 0,7	— 4,1	— 11,9	— 4,5	1,6	9,4
Produits manufacturés	**3,1**	**3,2**	**— 2,1**	**3,0**	**7,2**	**1,2**	**— 1,3**	**3,0**	**8,4**	**9,7**
CEE	1,0	— 0,3	— 1,8	4,3	8,0	3,4	5,7	7,8	10,6	10,8
OCDE hors CEE	4,5	4,1	— 6,9	8,0	21,6	6,7	— 3,7	3,4	10,2	6,2
Reste du monde	5,8	8,4	— 0,2	— 1,1	— 0,9	— 5,6	— 12,2	— 7,5	1,4	10,0

* Les chiffres des années affectées d'un astérisque, issus de la comptabilité nationale, sont susceptibles de révision.

TABLEAU O.01-11

Commerce extérieur de la France : indices de prix par zone géographique

Source : INSEE

Base 100 en 1980

	r 1981	r 1982	r 1983	r 1984	r 1985	r 1986	r *1987	*1988	*1989
IMPORTATIONS CAF									
Ensemble des marchandises	**120**	**134**	**145**	**160**	**163**	**139**	**138**	**141**	**151**
CEE	112	126	139	151	155	147	147	151	161
OCDE hors CEE	123	138	150	169	174	155	148	155	161
Reste du monde	131	149	157	176	172	112	109	108	119
Produits manufacturés	**112**	**125**	**138**	**152**	**157**	**152**	**152**	**157**	**165**
CEE	109	122	135	147	153	152	155	159	167
OCDE hors CEE	121	136	149	168	174	162	157	169	172
Reste du monde	111	124	132	151	152	131	130	137	148
EXPORTATIONS FAB									
Ensemble des marchandises	**113**	**128**	**141**	**154**	**161**	**155**	**154**	**158**	**166**
CEE	114	128	141	152	158	154	155	157	164
OCDE hors CEE	119	138	153	168	178	170	167	173	177
Reste du monde	110	123	135	151	154	147	142	147	162
Produits manufacturés	**112**	**127**	**141**	**155**	**163**	**161**	**162**	**167**	**174**
CEE	112	126	139	151	159	158	160	165	171
OCDE hors CEE	119	139	155	170	181	176	173	181	185
Reste du monde	108	123	136	153	158	156	156	160	175

* Les chiffres des années affectées d'un astérisque, issus de la comptabilité nationale, sont susceptibles de révisions.

TABLEAU O.01-12

Commerce extérieur de la France. Taux de croissance année par année (au prix de 1980) des parts de marché des produits manufacturés français par zone géographique

(*Y compris matériel militaire*)

Source : INSEE

Unité : %

Zone géographique	1982	1983	1984	1985	1986	* 1987	* 1988	* 1989
CEE	— 3,7	— 1,0	— 1,5	— 2,2	— 1,0	— 1,7	0,7	0,2
OCDE hors CEE	— 9,5	3,0	6,2	— 1,2	— 14,8	— 7,3	1,1	— 2,7
Reste du monde	3,0	5,5	— 1,8	— 0,8	— 3,7	— 4,8	— 5,1	2,5

* Les chiffres des années affectées d'un astérisque, issus de la comptabilité nationale, sont susceptibles de révision.

TABLEAU O.01-13

Commerce extérieur de produits manufacturés : pénétration étrangère sur le marché intérieur
(Volume des importations CAF aux prix 1980 rapporté à la demande intérieure)

Source : INSEE

Unité : %

Produits	r 1980	r 1981	r 1982	r 1983	r 1984	r 1985	r 1986	r *1987	*1988	*1989
Biens intermédiaires	26,1	26,5	27,4	27,9	29,4	30,7	31,7	32,9	33,2	34,7
Biens d'équipement professionnel (1)	29,2	29,3	30,7	30,8	31,3	31,7	32,7	34,8	38,3	39,7
Électroménager, électronique grand public	39,2	43,8	47,0	44,3	47,2	50,0	55,6	57,1	61,0	60,7
Automobiles et matériel de transport terrestre	28,4	30,8	31,8	31,0	32,5	35,0	35,0	36,4	37,8	39,8
Biens de consommation courante	19,6	20,2	20,8	20,7	21,6	22,2	23,5	25,4	26,8	28,1
Ensemble des produits manufacturés (1)	**25,6**	**26,3**	**27,3**	**27,3**	**28,4**	**29,5**	**30,7**	**32,3**	**34,0**	**35,5**

* Les chiffres des années affectées d'un astérisque, issus de la comptabilité nationale, sont susceptibles de révision.
(1) Y compris matériel militaire.

TABLEAU O.01-14

Guadeloupe : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Quantités : tonne
Valeurs : millier de francs

Pays fournisseurs et clients	1984		1985		1986		1987		r 1988	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
IMPORTATIONS	894.308	5.230.751	928.532	5.744.991	835.646	5.457.495	888.976	6.228.674	986.015	7.179.215
dont :										
France métropolitaine	369.677	3.072.238	360.141	3.435.939	359.616	3.567.273	387.786	4.015.040	351.299	4.647.334
Martinique	235.628	599.365	166.458	432.597	163.899	313.102	110.021	179.802	86.092	155.317
Allemagne (République fédérale d')	5.468	129.669	5.695	143.443	6.786	166.856	14.627	229.992	7.577	278.600
États-Unis	18.212	153.754	16.282	201.094	13.362	127.517	14.796	206.127	18.351	207.730
Italie	10.087	191.979	12.771	224.325	11.163	238.281	16.251	271.713	16.963	285.670
Japon	2.124	137.985	2.000	130.529	6.802	136.578	2.148	166.632	2.081	171.638
EXPORTATIONS	437.526	750.754	297.145	669.244	241.882	747.654	155.430	564.076	255.410	909.711
dont :										
France métropolitaine	157.965	540.916	130.197	421.300	171.861	541.322	103.076	375.527	168.657	613.180
Guyane	2.319	11.074	3.015	11.902	8.156	15.733	8.296	17.098	9.434	21.059
Martinique	32.106	118.039	31.758	117.502	24.253	104.060	26.488	122.994	26.389	122.675

TABLEAU O.01-15

Guadeloupe : principaux produits exportés

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Quantités : tonne (sauf indication contraire)
Valeurs : millier de francs

Produit	1985		1986		1987		1988		1989	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
Bananes fraîches	102.733	289.049	128.389	365.075	91.412	283.134	107.013	320.958	81.681	225.286
Farine de froment	19.489	54.005	16.902	47.832	15.926	46.216	15.520	45.349	9.250	27.280
Sucres	30.079	69.612	63.680	153.143	5.835	18.709	9.102	29.937	5.511	18.854
Rhum (en hl d'alcool pur)	81.833	45.575	68.142	45.811	53.768	43.937	64.531	46.813	50.024	42.822

TABLEAU O.01-16

Guyane : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Quantités : tonne
Valeurs : millier de francs

Pays fournisseurs et clients	1984		1985		1986		1987		*r* 1988	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
IMPORTATIONS	236.137	2.156.106	248.960	2.287.125	231.964	2.056.558	285.934	2.371.847	386.557	3.043.940
dont :										
France métropolitaine	80.763	1.180.952	90.010	1.361.216	81.050	1.294.870	97.409	1.473.904	151.825	1.965.443
Guadeloupe	1.635	6.855	2.542	8.729	7.594	11.960	9.300	16.549	9.256	20.573
Martinique	17.827	25.082	21.497	31.605	22.358	36.163	15.104	32.800	15.806	41.825
États-Unis	2.233	157.369	1.933	111.444	1.942	93.414	3.040	102.040	2.955	98.901
Japon	1.226	101.160	1.751	93.173	1.321	86.899	915	75.951	1.502	99.477
Trinidad et Tobago	98.408	280.843	106.127	331.475	88.634	158.454	121.110	221.127	149.057	204.942
EXPORTATIONS	20.540	326.663	27.337	330.876	20.919	255.526	26.173	323.730	27.498	306.098
dont :										
France métropolitaine	4.002	29.659	4.700	63.073	1.625	57.621	2.242	124.340	4.210	125.719
Martinique	4.902	22.851	6.574	28.221	5.011	23.270	6.953	33.262	3.359	16.554
États-Unis	1.442	135.535	2.178	124.700	2.071	91.437	1.381	71.055	965	54.456
Japon	662	59.122	632	55.247	587	39.776	557	34.784	390	21.212

TABLEAU O.01-17

Guyane : principaux produits exportés

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Quantités : tonne
Valeurs : millier de francs

Produit	1985		1986		1987		1988		1989	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
Poissons frais	558	10.806	631	12.313	691	14.080	641	10.374	459	8.429
Crevettes	2.078	176.964	2.308	151.769	3.050	185.082	3.046	174.915	4.092	189.006
Bois bruts, équarris, sciés	16.840	29.500	10.434	17.707	15.068	26.697	15.555	29.913	...	...

TABLEAU O.01-18

Martinique : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Quantités : tonne
Valeurs : millier de francs

Pays fournisseurs et clients	1984		1985		1986		1987		r 1988	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
IMPORTATIONS	1.187.157	5.983.076	1.017.434	6.049.559	1.173.568	6.065.365	1.569.431	6.707.696	1.245.806	7.705.226
dont :										
France métropolitaine	321.796	3.253.278	275.203	3.531.367	422.865	3.861.933	579.916	4.376.169	336.334	4.977.077
Allemagne (République fédérale d')	4.963	122.629	5.248	137.916	6.043	166.769	6.402	200.160	7.804	313.326
Arabie saoudite	174.527	347.516	161.454	342.650	—	—	34	214	137	1.055
États-Unis	41.537	178.068	38.708	161.397	25.126	148.515	20.486	145.017	22.222	186.572
Italie	9.768	193.561	9.611	205.754	12.376	248.945	12.864	249.738	16.399	293.524
Japon	1.647	116.785	1.804	126.496	2.218	157.903	2.380	168.769	2.867	218.847
Venezuela	314.243	673.392	271.204	464.992	101.861	125.768	72.620	48.061	34.887	46.679
EXPORTATIONS	481.286	1.350.826	407.570	1.456.187	r 457.617	r 1.496.352	383.807	1.163.290	426.065	1.171.423
dont :										
France métropolitaine	215.203	737.720	183.456	849.527	206.719	940.449	194.684	751.785	195.732	755.247
Guadeloupe	214.615	486.521	167.157	456.477	r 201.876	r 411.447	157.437	280.573	193.114	287.810
Guyane	17.830	34.050	21.603	33.727	22.956	35.470	14.428	34.888	17.785	49.091
Allemagne (République fédérale d')	2.362	24.301	4.554	34.626	8.689	57.632	5.734	64.635	2.785	30.698

TABLEAU O.01-19

Martinique : principaux produits exportés

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Quantités : tonne (sauf indication contraire)
Valeurs : millier de francs

Produit	1985		1986		1987		1988		1989	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
Bananes fraîches	154.105	606.786	177.043	719.008	170.796	556.527	174.719	559.008	188.508	572.182
Conserves d'ananas	9.664	55.215	11.646	47.864	6.706	27.733	4.695	14.491	3.760	16.838
Rhum (en hl d'alcool pur)	62.773	110.695	85.247	140.959	85.977	149.207	109.015	124.174	70.816	126.111
Produits pétroliers raffinés	143.175	343.828	181.164	299.732	135.581	162.543	181.509	181.508	200.896	201.018
Emballages en carton	5.389	16.813	8.827	21.494	4.995	12.710	4.297	11.567	1.366	4.276

TABLEAU O.01-20

Réunion : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Quantités : tonne
Valeurs : millier de francs

Produit	1984		1985		1986		1987		1988	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
IMPORTATIONS	933.200	6.894.277	1.075.931	7.456.508	1.175.207	7.860.800	1.258.521	8.751.189	1.409.586	10.028.134
dont :										
France métropolitaine	295.843	4.475.504	311.438	4.848.181	278.220	5.282.251	325.681	5.939.026	344.079	6.778.216
Afrique du Sud	106.786	233.688	119.771	221.788	126.904	213.806	98.215	204.568	63.019	209.172
Allemagne (République fédérale d')	5.376	153.113	5.391	132.663	7.261	158.089	8.422	252.666	11.244	347.608
Bahrein	155.692	430.266	134.588	376.932	240.934	381.949	201.788	259.532	233.614	267.816
Italie	39.646	232.884	36.303	228.948	29.103	265.138	30.990	305.575	50.727	355.439
Japon	3.012	173.272	3.023	189.281	3.078	211.196	4.514	229.788	3.997	263.262
EXPORTATIONS	225.398	695.403	268.952	867.978	249.479	930.356	229.675	886.604	246.083	980.652
dont :										
France métropolitaine	148.996	537.016	123.041	489.081	193.416	646.764	167.359	633.303	211.268	750.750
Comores	335	8.167	540	6.958	260	6.757	166	4.692	209	6.062
Madagascar	2.551	24.163	1.127	25.545	2.120	29.232	2.540	20.308	4.462	26.633
Mayotte	1.416	22.337	1.333	20.858	1.408	27.653	1.306	27.628	2.223	42.821
Portugal	...	...	122.545	214.776	—	—	44.523	135.490	20.521	76.814
Suisse	—	—	11	5.510	13	9.145	9	5.492	14	7.421

TABLEAU O.01-21

Réunion : principaux produits exportés

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects

Unités : Quantités : tonne (sauf indication contraire)
Valeurs : millier de francs

Produit	1985		1986		1987		1988		1989	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
Sucre	252.216	646.489	211.695	693.651	184.508	663.992	156.600	566.300	211.143	766.944
Rhum (en hl d'alcool pur)	64.781	34.443	63.905	35.061	45.434	28.543	28.889	17.033	40.882	25.719
Essence de géranium-bourbon	21	13.933	27	18.860	14	9.871	12	7.992	13	9.144
Essence de vétyver	15	9.901	12	8.338	8	5.761	8	5.429	11	7.450

TABLEAU O.01-22

Nouvelle-Calédonie : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Service des Douanes de Nouvelle-Calédonie

Unités : Quantités : tonne
Valeurs : million de francs CFP (1)

Pays fournisseurs et clients	1985		1986		1987		1988		1989	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
IMPORTATIONS	712.899	55.931	767.940	62.939	758.164	68.533	*r* 772.205	*r* 65.386	882.004	88.608
dont :										
France métropolitaine	66.733	25.495	67.044	31.648	80.305	36.119	*r* 86.102	31.315	102.926	39.044
Allemagne (République Fédérale d')	4.123	1.381	5.093	2.332	5.365	2.751	6.410	3.343	9.045	5.252
Australie	174.883	4.548	139.649	4.669	160.624	5.167	204.041	6.719	242.898	8.082
États-Unis	111.788	4.630	62.256	3.107	70.505	2.604	250.669	4.340	183.696	9.187
Italie	1.917	1.126	3.236	2.095	4.731	2.409	5.230	2.259	6.688	3.166
Japon	19.390	2.069	21.280	3.271	54.297	3.200	52.492	3.427	79.820	4.716
Nouvelle-Zélande	18.807	1.849	15.349	1.555	18.010	2.029	18.616	2.340	30.085	2.912
Oman	99.396	3.307	142.741	2.417	—	—	—	—	—	—
Singapour	4.094	384	3.358	484	4.983	722	39.238	1.592	98.542	3.328
Koweit	—	—	56.697	397	172.437	2.087	—	—	—	—
EXPORTATIONS	1.936.396	43.864	1.009.007	26.249	1.134.977	24.479	1.318.650	50.805	2.007.180	77.900
dont :										
France métropolitaine	101.248	25.796	71.801	13.732	47.430	10.780	52.283	19.533	55.484	28.356
Allemagne (République fédérale d')	ε	2	15.848	1.750	20.088	2.117	19.563	4.779	16.693	6.658
États-Unis	14.121	2.305	18.088	1.673	17.407	1.842	17.582	2.502	15.069	4.851
Inde	11.600	2.468	11.295	1.478	9.953	1.098	8.501	2.330	5.441	2.233
Japon	1.672.115	9.096	811.785	4.142	958.639	4.668	1.126.374	11.752	1.811.461	22.104
Singapour	2.585	651	123	78	292	25	10	*r* 7	20	5
UEBL	1.156	248	196	13	3.608	403	4.091	878	1.228	407
Wallis et Futuna	1.121	373	1.944	378	2.625	626	2.638	661	1.766	518

(1) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

TABLEAU O.01-23

Nouvelle-Calédonie : principaux produits importés et exportés

Source : Service des Douanes de Nouvelle-Calédonie

Unités : Quantités : tonne (sauf indication contraire)
Valeurs : million de francs CFP (1)

Produit	1985		1986		1987		1988		1989	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
IMPORTATIONS										
Riz	7.648	521	5.752	276	6.872	276	7.510	374	7.139	397
Farine de froment	8.118	412	5.128	251	6.356	227	2.696	88	953	42
Sucres	5.246	282	5.854	289	5.100	233	5.409	281	5.576	346
Vins (hectolitres)	30.237	592	37.962	842	42.974	921	36.494	*r* 805	40.723	955
Ciments et clinkers	15.121	88	29.141	188	47.984	195	46.903	194	79.079	417
Combustibles minéraux solides	220.085	2.033	202.885	1.291	149.691	578	163.507	1.001	199.294	1.313
Produits pétroliers	315.678	12.027	365.241	7.373	353.963	5.776	342.208	4.622	356.755	6.157
EXPORTATIONS										
Minerai de nickel (1.000 tonnes)	1.773	6.248	863	3.146	993	2.687	1.094	5.164	1.805	12.691
Mattes de nickel	11.750	5.111	11.691	3.245	9.770	2.218	13.797	7.985	14.233	10.580
Fontes de nickel et ferro-nickel	135.333	26.735	124.359	14.125	117.532	13.000	133.728	33.276	126.307	49.050

(1) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

TABLEAU O.01-24

Polynésie française : principaux pays fournisseurs et clients

Source : Service des Douanes et Droits indirects de Polynésie française

Unités : Quantités : tonne
Valeurs : million de francs CFP (1)

Pays fournisseurs et clients	1985		1986		1987		1988		1989	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
IMPORTATIONS	522.514	88.940	570.962	92.667	555.477	90.587	564.011	87.487	569.272	91.664
dont :										
France métropolitaine	125.574	41.317	128.702	46.430	109.104	47.249	114.014	46.691	132.066	47.976
Allemagne (Rép. fédérale d')	10.828	4.642	10.188	4.218	7.361	3.727	8.700	3.364	5.621	1.294
Australie	43.304	2.946	102.818	3.949	150.285	4.959	169.075	5.502	161.463	5.402
Etats-Unis	152.842	14.595	99.887	12.607	54.929	9.361	93.026	9.887	109.128	11.471
Italie	6.668	2.679	6.854	2.967	6.878	2.727	6.025	1.988	7.940	2.264
Japon	4.149	4.154	4.014	4.698	3.270	3.779	3.320	3.862	2.924	3.647
Nouvelle-Zélande	82.088	4.966	63.589	4.052	44.006	4.490	28.846	4.414	21.816	4.408
Pays-Bas	6.589	1.567	5.446	1.768	12.459	1.623	10.750	1.251	11.597	1.294
Singapour	39.570	2.694	63.208	2.207	58.029	2.282	5.745	878	4.680	1.028
Malaisie	●	●	●	●	●	●	41.989	419	29.063	360
EXPORTATIONS	12.202	6.564	11.127	5.112	18.006	9.095	8.414	8.112	9.174	10.308
dont :										
France métropolitaine	3.128	2.870	7.292	2.665	11.908	4.863	5.311	3.037	5.737	3.660
Etats-Unis	124	1.374	80	594	188	1.691	103	1.537	194	1.429
Italie	7.280	718	1.813	54	●	●	1.508	131	2.421	1.258
Nouvelle-Calédonie	599	680	582	730	519	528	375	788	305	365

(1) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

TABLEAU O.01-25

Polynésie française : principaux produits importés et exportés

Source : Service des Douanes et Droits indirects de Polynésie française

Unités : Quantités : tonne (sauf indication contraire)
Valeurs : million de francs CFP (1)

Produit	1985		1986		1987		1988		1989	
	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs	Quantités	Valeurs
IMPORTATIONS										
Riz	5.170	377	5.493	289	7.347	331	4.721	288	6.821	418
Farine de froment	12.744	640	14.371	588	14.512	408	15.410	425	15.552	565
Sucres	6.455	335	6.623	358	7.142	329	*r* 5.967	*r* 267	6.793	330
Ciments hydrauliques	99.488	1.499	98.589	1.128	106.628	1.003	113.307	1.149	97.481	1.062
Produits pétroliers	192.124	10.134	214.221	6.546	203.880	5.268	*r* 204.632	*r* 4.717	206.962	5.199
EXPORTATIONS										
Huile de coprah	7.823	753	7.825	211	9.278	327	5.817	278	6.731	317
Perles de culture (grammes nets)	206.463	1.392	104.265	998	407.620	2.252	*r* 447.765	2.513	622.433	3.791

(1) 100 F CFP = 5,50 F métropolitains.

SOURCES DE DOCUMENTATION

• Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, direction générale de l'INSEE, 18, boulevard Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14. Tél. : (1) 45 40 01 12 ou (1) 45 40 12 12 :

1° Des données annuelles plus détaillées sont diffusées par la *Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI).* Citons les brochures suivantes :

— *Commentaires annuels;*

— *Résultats annuels par NGP 9 × pays;*

— *Annuaire abrégé.*

Ces résultats sont également disponibles sur microfiches.

Le *Centre de renseignements* de la DGDDI, situé à Paris, 182, rue Saint-Honoré - 75056 PARIS Cedex R.P. tél. : (1) 42 61 56 02. télex : DOUASTA PARIS 230061, détient l'ensemble des données disponibles; il permet d'avoir accès à la banque de données BEATRICE (cf. l'article paru dans la publication de l'INSEE, le *Courrier des statistiques,* n° 23 - juillet 1982. « BEATRICE : la banque de données des Douanes sur le commerce extérieur de la France »).

2° Les aspects méthodologiques sont traités dans les documents suivants :

— *Notes Bleues* du Service de l'Information du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget : document n° 21 « Les principaux termes utilisés dans la description des échanges extérieurs »;

— *Courrier des statistiques* n° 31 - juillet 1984 : « L'analyse bilatérale des échanges extérieurs »;

— Supplément au *Bulletin mensuel de statistiques* - mars 1988 : « Les indices du commerce extérieur, méthodologie, résultats »;

— *Courrier des statistiques,* n° 49 - janvier 1989 : « Les indices du commerce extérieur font peau neuve »;

— « Annuaire statistique du commerce extérieur 1989 ». OSCE. Eurostat, thème 6, série A.

3° Études récentes relatives aux échanges extérieurs :

— *Économie et statistique,* n° 227 - décembre 1989 : « L'image des produits français de grande consommation à l'étranger »;

— *Économie et statistique,* n° 228 - janvier 1990 : « Le rôle de l'offre dans la dégradation du commerce extérieur français »;

— A. Sellier. Éditions juridiques associées : « Le dossier des échanges industriels français »;

— DGDDI : « Les entreprises importatrices et exportatrices. Résultats année 1988 »;

— F. Milewski. Collection « Repères », éditions La Découverte : « Le commerce extérieur de la France »;

— Ministère du Commerce extérieur. Dunod, édition 1989 : « Les chiffres clés du commerce extérieur »;

— Conseil économique et social : « Les relations commerciales entre la France et la RDA », document officiel n° 23, du 10 octobre 1989;

— Ministère de l'Agriculture, cahier de statistique agricole : « Le commerce extérieur des produits des industries agricoles et alimentaires dans la CEE »;

— INSEE première, n° 49, 1989 : « Solde manufacturé et contrechoc pétrolier », Michèle Debonneuil;

— Le MOCI : « Les PMI vedettes à l'exportation », n° 899, décembre 1989;

— Ministère du Commerce extérieur, DRCC, bureau Analyse : « Où en est la compétitivité française ? »;

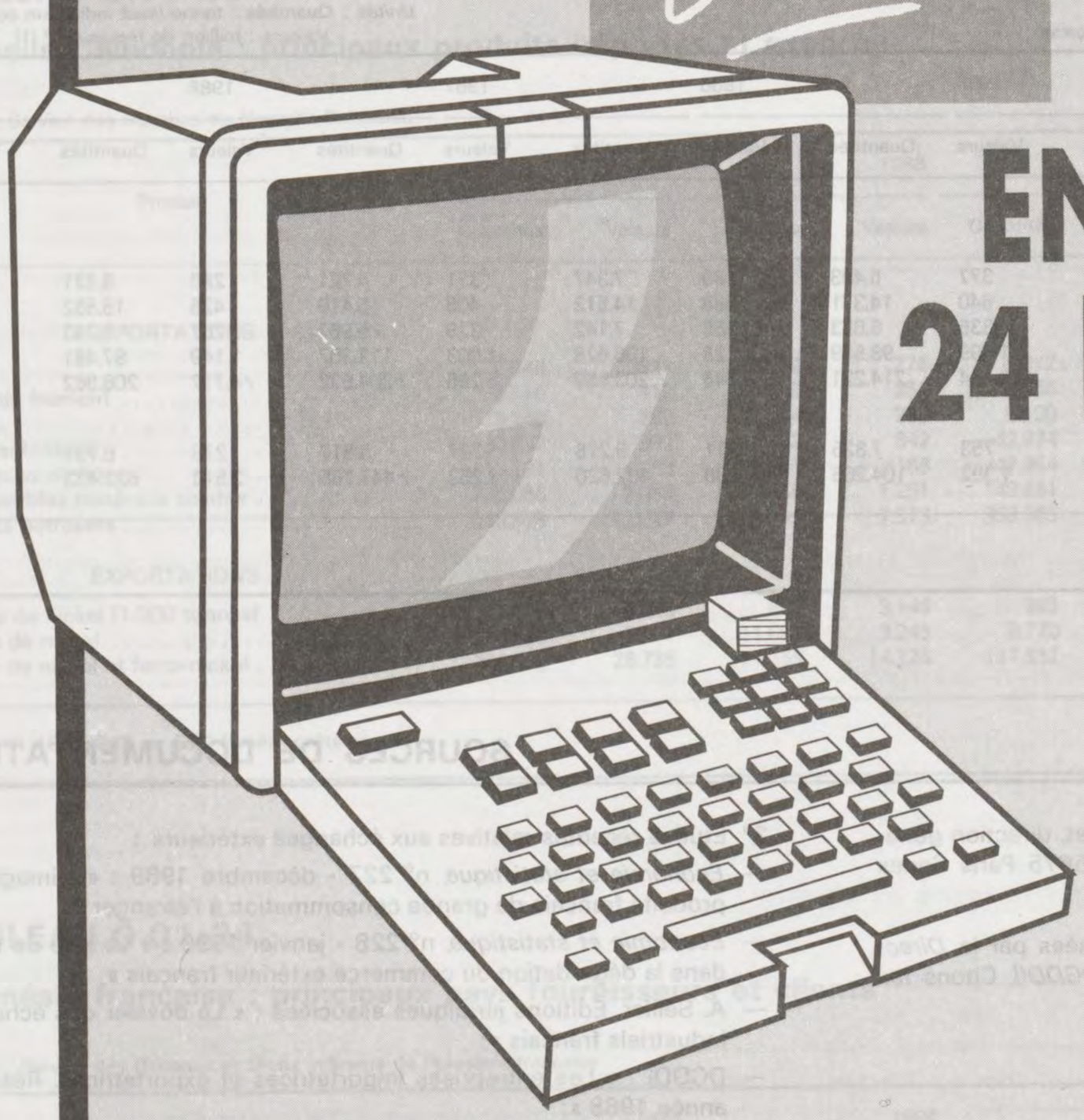
— *Économie et statistique,* n° 203 - octobre 1987 : « Pourquoi la France perd des parts de marché ? »;

— *Économie et statistique,* n° 207 - février 1988 : « Contrainte pétrolière et croissance française »;

— *Économie et statistique,* n^os 217-218 - janvier-février 1989 : « La France dans la perspective du grand marché européen ».

insee

Un Partenaire Qui Compte



EN DIRECT 24 h sur 24 36.15 36.16 code INSEE

- *Les indices*
- *L'actualité économique*
- *Le catalogue des produits de l'INSEE*
- *Les derniers ouvrages parus*
- *L'INSEE au service des régions*

insee

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

Chapitre O.02

Balance des paiements

1. Définitions
2. Règles de présentation et d'établissement
3. Les résultats
4. Les balances des paiements de quelques pays

La balance des paiements est un document de référence en usage depuis longtemps. Sa méthodologie actuelle répond à des principes généraux qui ont fait l'objet d'une harmonisation internationale sous l'égide du Fonds Monétaire International (FMI).

1. Définitions

11. Balance des paiements

La balance des paiements d'un pays est un état statistique, dressé à intervalles de temps réguliers, dont l'objet est de retracer sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée.

La balance des paiements de la France est élaborée, par délégation de la Direction du trésor, par la Banque de France (Direction générale des services étrangers-Direction de la balance des paiements).

12. Résidents et non-résidents

Le terme de « résident » s'applique à certaines catégories de personnes physiques et de personnes morales.

• *Sont résidents personnes physiques :*

a. Les personnes de nationalité française qui demeurent en France et les personnes de nationalité étrangère qui y

résident depuis deux ans au moins (1) à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France qui restent non résidents quelle que soit la durée de leur mission.

b. Les fonctionnaires civils et les militaires français en poste à l'étranger.

c. Les fonctionnaires français mis à la disposition d'une organisation internationale ou de tout autre employeur non résident.

d. Les personnes de nationalité française résidant habituellement en France et qui sont envoyées à l'étranger, quelle que soit la durée de leur mission, au titre de la coopération culturelle et technique par l'État, les établissements publics et les organismes subventionnés par l'État à cet effet.

• *Sont résidents personnes morales :*

a. Les ambassades, missions diplomatiques et consulats français à l'étranger ainsi que les unités de l'armée française stationnées à l'étranger.

b. Les personnes morales (françaises ou étrangères) pour leurs seuls établissements situés en France, à l'exception formelle des ambassades, missions diplomatiques et consulats étrangers ainsi que des organismes internationaux de caractère intergouvernemental installés en France.

Par « France » il faut entendre la France métropolitaine, la Principauté de Monaco, les départements d'outre-mer, les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales à statut particulier de Mayotte et de Saint-Pierre et Miquelon.

Le terme de « non-résident » désigne les autres personnes physiques ou morales.

Les agents résidents sont regroupés au sein de trois secteurs :

— le secteur bancaire (ensemble des banques exerçant leur activité en France; Crédit national pour ses activités ne relevant pas du secteur public);

— le secteur officiel, (Gouvernement français et ses démembrements : administrations publiques, collectivités locales et représentations à l'étranger : ambassades, consulats..., Banque de France, administration des Postes et Télécommunications, Caisse centrale de coopération économique, Crédit national pour son activité de gestionnaire des prêts et dons du gouvernement français aux gouvernements étrangers);

— le secteur privé non bancaire (agents économiques non inclus dans les deux secteurs précédents).

Pour les besoins du recensement statistique, les agents non résidents sont classés en fonction de la nature du compte ouvert à leur nom par le système bancaire français; on distingue :

— les correspondants étrangers (instituts d'émission, banques, organismes internationaux à caractère financier);

— les clients non résidents (autres agents non résidents).

13. Transactions et règlements

Les échanges entre résidents et non-résidents peuvent être saisis soit au moment de leur réalisation soit lors de leur règlement. Dans le premier cas l'approche est dite en transactions, et dans le second cas en règlements. La première approche privilégie l'aspect économique des relations internationales. La constatation statistique se fait à partir de la connaissance de l'opération économique elle-même. La seconde approche privilégie l'aspect monétaire des relations internationales, la constatation statistique d'un échange se faisant à partir de la connaissance des flux d'actifs monétaires.

Le premier concept de balance est aujourd'hui appliqué par tous les pays membres du FMI, conformément aux recommandations de cet organisme. Il présente l'avantage de faire apparaître les flux économiques en les distinguant des termes de paiements (avances à la commande, crédits commerciaux, termaillage).

Dès 1948, la France a pu dresser à titre expérimental une balance des paiements de type économique en substituant aux règlements de marchandises les mouvements physiques de biens. Plus tard, cette méthodologie a été affinée, ce qui a rendu possible la publication en 1972, conjointement avec la balance traditionnelle en termes de règlements, d'une balance en transactions. En 1976 cette dernière est devenue la seule publication officielle. Actuellement, la quatrième édition du manuel de la Balance des paiements publiée en 1978 par le FMI constitue la référence méthodologique essentielle pour l'établissement de la balance des paiements de la France.

2. Règles de présentation et d'établissement

21. Présentation

La balance des paiements obéit aux règles de la comptabilité générale (en partie double). Un chiffre positif — inscrit en crédit — traduit une diminution des avoirs, qu'ils soient réels (exportations de biens et services), financiers ou monétaires (investissements étrangers en France, prêts accordés par des non-résidents à des résidents,...); tandis qu'un chiffre négatif — inscrit en débit — traduit une augmentation des avoirs (importations de biens et services, investissements français à l'étranger, prêts accordés par des résidents à des non-résidents,...).

Par conséquent, sont retracées au crédit les diminutions d'actifs et au débit les augmentations d'actifs, et ce pour toutes les catégories d'actifs.

Les opérations sont classées sous quatre titres : titre I. *Transactions courantes;* titre II. *Capitaux à long terme;* titre III. *Capitaux à court terme;* titre IV. *Ajustements*. La présence de ce dernier titre, qui permet d'établir la stricte égalité entre total des crédits et total des débits, est rendue nécessaire par le fait que les opérations économiques et leurs contreparties monétaires sont enregistrées à partir de documents différents.

22. Établissement

La méthode suivie pour l'établissement de la balance des paiements de la France consiste dans un premier temps à recenser les règlements entre notre pays et l'extérieur et à dresser un « état des règlements ». Dans un second temps, la prise en compte des transactions sur marchan-

1. Les ressortissants des pays de la Communauté économique européenne peuvent, depuis le 8 avril 1980, opter pour la qualité de résident dès leur établissement en France.

dises et des décalages chronologiques existant entre la réalisation des opérations économiques et leur paiement permet de transformer l'« état des règlements » pour aboutir à une balance des paiements en termes de transactions.

Compte tenu de l'importance des échanges commerciaux par rapport au total des recettes et dépenses de la balance des paiements, et en raison de l'existence d'une statistique spécifique du commerce extérieur, les modifications apportées à l'état des règlements concernent essentiellement les marchandises et leur financement (termes de paiements).

3. Les résultats

31. Sources

La balance des paiements française est établie à partir :
— des règlements entre la France et l'étranger collectés auprès des secteurs bancaire, public et privé non bancaire;
— des données exogènes provenant de l'administration des Douanes, de la Banque française du commerce extérieur (BFCE) et de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE);
— d'un modèle statistique élaboré par la Banque de France (Direction de la balance des paiements), rendant compte des écarts entre les règlements de marchandises et les chifres du commerce extérieur.

• *Règlements*

Sous réserve des particularités qui s'attachent à la ligne « *Exportations-Importations* » et aux crédits commerciaux, les montants repris dans les *autres rubriques* expriment, de manière générale, les règlements recensés. Ces statistiques proviennent donc des personnes morales ayant réalisé les transferts entre résidents et non-résidents. Il s'agit :
— des banques qui sont tenues de rendre compte des règlements entre résidents et non-résidents;
— de différents organismes publics habilités à engager des dépenses ou à encaisser des recettes directement de l'étranger, pour leur compte propre ou pour celui de tiers;
— d'entreprises qui détiennent des avoirs en devises à l'étranger, utilisent des procédures de règlements compensés ou effectuent avec l'étranger au titre des biens et services des règlements dont le montant excède au cours d'une année civile cinq milliards de francs et qui, en conséquence, doivent rendre compte directement des opérations ainsi effectuées.

• *Données exogènes*

La ligne « *Exportations et Importations* » est établie à partir des statistiques du commerce extérieur publiées par la Direction générale des douanes et droits indirects.

Les *crédits à long terme à l'exportation* sont établis à partir de données fournies :
— par les banques, en ce qui concerne les crédits acheteurs;
— par la Direction générale des Douanes et Droits indirects pour les crédits fournisseurs.

• *Modèle statistique* (2)

La prise en compte des « termes de paiement » — pour le passage des règlements aux transactions — est affinée au moyen d'un modèle statistique mis au point par la Banque de France. Ce modèle, fondé sur un échéancier des paiements du commerce extérieur tiré du cadre financier des déclarations en douane, permet notamment d'identifier les mouvements de termaillage. Il sert également à corriger un biais statistique systématique qui minore indûment les chiffres du commerce extérieur et des invisibles. Cette correction apparaît sous la rubrique « Autres biens et services ».

32. Unité d'évaluation

La balance des paiements est établie en francs. Toutefois, les transactions en devises sont en premier lieu comptabilisées dans la monnaie considérée et sont par la suite converties en francs sur la base du cours moyen coté officiellement le jour de l'opération.

En ce qui concerne les flux de capitaux à long terme (prêts à l'étranger et de l'étranger) et à court terme du secteur bancaire et du secteur public, ceux-ci sont, tout d'abord, calculés en rapprochant les encours de début et de fin de période exprimés dans la devise considérée. Ils sont ensuite valorisés au cours moyen de la devise contre franc pour la période considérée (mois ou trimestre).

33. Description analytique des tableaux

Le tableau 1 (balance générale des paiements) est la reproduction de la balance annuelle publiée dans le document « *Balance des paiements entre la France et l'extérieur* » sous le double timbre du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction du Trésor) et de la Banque de France (Direction générale des services étrangers).

On remarquera que la rubrique « *Exportations et importations* » diffère de la grandeur correspondante donnée par les statistiques du commerce extérieur, ceci étant dû à l'introduction d'un certain nombre de termes correctifs (inclusion des départements et territoires d'outre-mer; passage du concept territorial aux concepts « résidents » et « non-résidents »; évaluation des prix FAB; élimination de certains ajustements de prix effectués par la douane et des transactions sans paiement, à l'exclusion de celles avec transfert de propriété).

Le tableau 2 donne l'évolution des soldes de la balance des paiements.

Les tableaux 3 à 6 présentent les *règlements* avec certains pays ou zones (tandis que les tableaux 1 et 2 se réfèrent aux *transactions).*

4. Les balances des paiements de quelques pays
(tableau 7)

Les principaux soldes des balances des paiements de quelques pays, dont la France, présentés ici sont extraits du rapport annuel « Balance of Payments Statistics Yearbook » publié par le FMI.

---

2. Ce modèle a fait l'objet d'une présentation détaillée dans les « Cahiers Économiques et Monétaires », n° 14, publiés par la Banque de France en juin 1982.

TABLEAU O.02-1

Balance générale des paiements

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	1988			1989		
	Crédits	Débits	Soldes	Crédits	Débits	soldes
I. TRANSACTIONS COURANTES	r 1.648.155	r 1.669.242	r — 21.087	1.941.302	1.965.794	— 24.492
A. **Marchandises**	r 1.047.047	r 1.097.469	r — 50.422	1.229.574	1.294.263	— 64.689
1. Exportations et importations	r 952.420	1.003.167	r — 50.747	1.087.808	1.156.184	— 68.376
2. Négoce international	r 94.627	r 94.302	r 325	141.766	138.079	3.687
B. **Services**	r 471.030	r 437.593	r 33.437	578.384	525.977	52.407
1. Frais accessoires sur marchandises	8.695	15.371	— 6.676	7.652	13.652	— 6.000
2. Transports maritimes	r 17.949	r 20.194	r — 2.245	18.611	22.564	— 3.953
3. Transports autres	r 57.268	r 48.900	r 8.368	75.374	68.218	7.156
4. Assurances	18.368	17.360	1.008	18.424	19.917	— 1.493
5. Grands travaux	8.106	3.821	4.285	8.624	4.112	4.512
6. Coopération technique	19.515	12.922	6.593	21.206	14.263	6.943
7. Travail à façon	r 8.330	3.023	r 5.307	7.853	5.119	2.734
8. Brevets et redevances	6.802	13.286	— 6.484	6.615	11.457	— 4.842
9. Services de gestion	16.639	7.412	9.227	20.539	7.245	13.294
10. Intérêts, dividendes et autres revenus du capital	167.060	166.486	574	216.026	218.766	— 2.740
11. Salaires et autres revenus du travail	20.289	22.781	— 2.492	19.640	20.526	— 886
12. Voyages	82.097	57.852	24.245	103.646	63.997	39.649
13. Services divers	34.882	39.664	— 4.782	49.587	47.722	1.865
14. Recettes et dépenses du Gouvernement français	3.728	8.035	— 4.307	2.931	7.903	— 4.972
15. Dépenses et recettes des gouvernements étrangers	1.302	486	816	1.656	516	1.140
C. **Autres biens et services**	r 51.964	r 15.468	r 36.496	58.701	17.706	40.995
D. **Transferts unilatéraux**	78.114	118.712	— 40.598	74.643	127.848	— 53.205
1. Secteur privé	22.545	37.005	— 14.460	29.908	46.863	— 16.955
a. Transferts d'économies des travailleurs	2.656	14.255	— 11.599	3.449	14.208	— 10.759
b. Autres opérations	19.889	22.750	— 2.861	26.459	32.655	— 6.196
2. Secteur officiel	55.569	81.707	— 26.138	44.735	80.985	— 36.250
II. CAPITAUX A LONG TERME	r 1.343.146	1.339.901	r 3.245	2.039.646	1.985.440	54.206
A. **Crédits commerciaux**	16.272	2.576	13.696	11.381	3.226	8.155
1. Crédits à l'exportation	15.988	2.576	13.412	10.752	3.226	7.526
a. Crédits commerciaux bancaires à l'exportation	12.074	2.576	9.498	10.053	3.226	6.827
— en francs	(12.074)	(—)	(12.074)	(10.053)	(—)	(10.053)
— en devises	(—)	(2.576)	(— 2.576)	(—)	(3.226)	(— 3.226)
b. Crédits fournisseurs	3.914	—	3.914	699	—	699
2. Crédits à l'importation	284	—	284	629	—	629
B. **Investissements directs**	86.489	119.552	— 33.063	126.566	180.866	— 54.300
1. Français à l'étranger	22.180	98.152	— 75.972	42.027	157.272	— 115.245
2. Étrangers en France	64.309	21.400	42.909	84.539	23.594	60.945
C. **Autres investissements (secteur officiel)**	51	2.539	— 2.488	67	3.052	— 2.985

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU O.02-1 *(suite et fin)*

Balance générale des paiements

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	1988			1989		
	Crédits	Débits	Soldes	Crédits	Débits	Soldes
D. **Prêts**	r **69.587**	**89.690**	r **— 20.103**	**79.914**	**120.022**	**— 40.108**
1. Secteur privé non bancaire	r 45.999	39.254	r 6.745	61.571	64.847	— 3.276
a. Prêts à l'étranger	242	485	— 243	335	643	— 308
b. Prêts de l'étranger	r 45.757	38.769	r 6.988	61.236	64.204	— 2.968
2. Secteur bancaire	16.033	16.739	— 706	6.443	17.197	— 10.754
a. Prêts en francs (1)	2.315	6.573	— 4.258	6.443	5.695	748
— prêts à l'étranger	(—)	(6.573)	(— 6.573)	(—)	(5.695)	(— 5.695)
— prêts de l'étranger	(2.315)	(—)	(2.315)	(6.443)	(—)	(6.443)
b. Prêts en devises (1)	13.718	10.166	3.552	—	11.502	— 11.502
— prêts à l'étranger	(—)	(10.166)	(— 10.166)	(—)	(2.304)	(— 2.304)
— prêts de l'étranger	(13.718)	(—)	(13.718)	(—)	(9.198)	(— 9.198)
3. Secteur officiel	7.555	33.697	— 26.142	11.900	37.978	— 26.078
a. Prêts à l'étranger	7.322	32.007	— 24.685	11.737	37.695	— 25.958
b. Prêts de l'étranger	233	1.690	— 1.457	163	283	— 120
E. **Investissements de portefeuille**	**1.170.747**	**1.125.544**	**45.203**	**1.821.718**	**1.678.274**	**143.344**
1. Opérations de résidents sur titres étrangers	562.921	587.513	— 24.592	759.694	802.140	— 42.446
2. Opérations de non-résidents sur titres français	607.826	538.031	69.795	1.062.024	876.134	185.890
III. CAPITAUX A COURT TERME (1)	r **210.412**	r **196.752**	r **13.660**	**417.014**	**436.046**	**— 19.032**
A. **Secteur privé non bancaire**	r **28.504**	r **34.272**	r **— 5.768**	**21.657**	**104.775**	**— 83.118**
1. Crédits commerciaux	10.473	r 13.359	r — 2.886	14.479	13.732	747
a. A l'exportation	—	r 13.359	r — 13.359	—	13.732	— 13.732
b. A l'importation	10.473	—	10.473	14.479	—	14.479
2. Prêts	r 13.151	r 20.913	r — 7.762	7.178	41.618	— 34.440
a. Prêts, avoirs et avances à l'étranger	—	r 20.913	r — 20.913	—	41.618	— 41.618
b. Prêts, avoirs et avances de l'étranger	r 13.151	—	r 13.151	7.178	—	7.178
3. Autres crédits et termaillage	r 4.880	—	r 4.880	—	49.425	— 49.425
B. **Secteur bancaire**	**148.949**	**134.991**	**13.958**	**367.086**	**330.050**	**37.036**
1. Créances et engagements en francs	43.724	17.751	25.973	89.162	29.813	59.349
a. Créances	—	17.751	— 17.751	—	29.813	— 29.813
b. Engagements	43.724	—	43.724	89.162	—	89.162
2. Créances et engagements en devises	105.225	117.240	— 12.015	277.924	300.237	— 22.313
a. Créances	—	117.240	— 117.240	—	300.237	— 300.237
b. Engagements	105.225	—	105.225	277.924	—	277.924
C. **Secteur officiel**	**32.959**	**27.489**	**5.470**	**28.271**	**1.221**	**27.050**
1. Avoirs à court terme et à vue	30.444	3.763	26.681	4.010	1.221	2.789
a. Réserves officielles	30.229	—	30.229	3.427	—	3.427
b. Créances sur le FECOM	—	—	—	—	—	—
c. Créance sur le FMI	—	192	— 192	—	1.221	— 1.221
d. Droits de tirage spéciaux	215	—	215	161	—	161
e. Autres créances	—	3.571	— 3.571	422	—	422
2. Engagements à court terme et à vue	2.515	23.726	— 21.211	24.261	—	24.261
a. Envers le FECOM	—	23.726	— 23.726	—	—	—
b. Envers le FMI	1.353	—	1.353	2.235	—	2.235
c. Allocations de droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—
d. Autres	1.162	—	1.162	22.026	—	22.026
IV. AJUSTEMENTS	**4.182**	—	**4.182**	—	**10.682**	**— 10.682**
Total général	r **3.205.895**	r **3.205.895**	—	**4.397.962**	**4.397.962**	—

(1) Une inscription en « crédits » correspond à une diminution des avoirs ou à un accroissement des engagements. Une inscription en « débits » correspond à un accroissement des avoirs ou à une diminution des engagements.

TABLEAU O.02-2

Évolution des soldes (1) de la balance générale des paiements

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
I. TRANSACTIONS COURANTES	**— 25.769**	**— 79.272**	**— 35.745**	**— 7.279**	**— 3.137**	**16.243**	**— 26.667**	*r* **— 21.087**	**— 24.492**
A. **Marchandises**	**— 55.013**	**— 102.136**	**— 62.561**	**— 35.927**	**— 48.178**	**— 19.132**	**— 55.506**	*r* **— 50.422**	**— 64.689**
1. Exportations et importations	—54.032	— 103.825	— 63.941	— 39.653	— 48.550	— 15.006	— 52.246	*r* — 50.747	— 68.376
2. Négoce international	— 981	1.689	1.380	3.726	372	— 4.126	— 3.260	*r* 325	3.687
B. **Services**	**32.351**	**31.434**	**32.236**	**24.723**	**38.820**	**34.418**	**28.485**	*r* **33.437**	**52.407**
1. Frais accessoires sur marchandises	— 7.857	— 8.558	— 6.126	— 12.118	— 9.486	— 8.750	— 8.807	— 6.676	— 6.000
2. Transports maritimes	— 4.029	— 2.950	— 3.337	— 3.447	— 3.021	— 884	— 480	— 2.245	— 3.953
3. Transports autres	3.367	72	+ 2.680	4.690	7.534	5.852	6.464	*r* 8.368	7.156
4. Assurances	— 184	— 287	— 811	— 1.087	1.132	665	— 1.007	1.008	— 1.493
5. Grands travaux	10.265	12.994	12.360	11.581	11.942	6.483	7.014	4.285	4.512
6. Coopération technique	10.334	13.690	15.159	14.788	13.884	11.125	7.624	6.593	6.943
7. Travail à façon	472	2.111	2.307	1.950	3.846	4.724	5.232	*r* 5.307	2.734
8. Brevets et redevances	— 2.457	— 3.462	— 2.469	— 3.948	— 4.219	— 3.798	— 4.184	— 6.484	— 4.842
9. Services de gestion	3.279	4.260	3.672	6.043	5.272	7.220	7.110	9.227	13.294
10. Intérêts, dividendes et autres revenus du capital	4.254	280	— 7.309	— 13.310	— 13.956	— 3.372	— 2.451	574	— 2.740
11. Salaires et autres revenus du travail	— 1.691	— 2.512	— 4.128	— 6.118	— 6.245	— 4.271	— 3.188	— 2.492	— 886
12. Voyages	8.108	12.121	22.444	29.077	30.414	22.243	20.300	24.245	39.649
13. Services divers	1.334	— 363	— 1.215	— 997	2.579	1.070	— 1.035	— 4.782	1.865
14. Recettes et dépenses du Gouvernement français	6.665	3.592	— 1.610	— 2.659	— 1.498	— 4.703	— 5.005	— 4.307	— 4.972
15. Dépenses et recettes des gouvernements étrangers	491	446	619	578	642	814	898	816	1.140
C. **Autres biens et services**	**19.995**	**21.729**	**23.799**	**29.168**	**29.858**	**32.682**	**32.497**	*r* **36.496**	**40.995**
D. **Transferts unilatéraux**	**— 23.102**	**— 30.299**	**— 29.219**	**— 25.243**	**— 23.637**	**— 31.725**	**— 32.143**	**— 40.598**	**— 53.205**
1. Secteur privé	— 12.355	— 12.892	— 13.176	— 8.804	— 11.632	— 12.018	— 13.807	— 14.460	— 16.955
a. Transferts d'économies des travailleurs	— 12.955	— 13.480	— 14.130	— 12.925	— 14.680	— 13.307	— 12.355	— 11.599	— 10.759
b. Autres opérations	600	588	954	4.121	3.048	1.289	— 1.452	— 2.861	— 6.196
2. Secteur officiel	— 10.747	— 17.407	— 16.043	— 16.439	— 12.005	— 19.707	— 18.336	— 26.138	— 36.250
II. CAPITAUX A LONG TERME	**— 49.671**	**7.982**	**68.902**	**44.068**	**29.361**	**— 53.936**	**13.177**	*r* **3.245**	**54.206**
A. **Crédits commerciaux**	**— 22.832**	**— 29.984**	**— 26.703**	**— 18.076**	**— 9.735**	**1.707**	**9.122**	**13.696**	**8.155**
1. Crédits à l'exportation	— 23.772	— 30.835	— 26.218	— 18.161	— 9.624	2.415	9.592	13.412	7.526
a. Crédits commerciaux bancaires à l'exportation	— 18.504	— 26.669	— 25.584	— 22.041	— 12.310	3.572	11.519	9.498	6.827
— en francs	(— 17.081)	(— 21.863)	(— 17.283)	(— 12.527)	(— 4.511)	(7.141)	(13.926)	(12.074)	(10.053)
— en devises	(— 1.423)	(— 4.806)	(— 8.301)	(— 9.514)	(— 7.799)	(— 3.569)	(— 2.407)	(— 2.576)	(— 3.226)
b. Crédits fournisseurs	— 5.268	— 4.166	634	3.880	2.686	— 1.157	— 1.927	3.914	699
2. Crédits à l'importation	940	851	— 485	— 715	— 111	— 708	— 470	284	629
B. **Investissements directs**	**— 11.895**	**— 9.858**	**— 1.596**	**632**	**— 142**	**— 17.188**	**— 24.536**	**— 33.063**	**— 54.300**
1. Français à l'étranger	— 25.079	— 20.133	— 14.029	— 18.580	— 20.000	— 36.227	— 52.302	— 75.972	— 115.245
2. Étrangers en France	13.184	10.275	12.433	19.212	19.858	19.039	27.766	42.909	60.945
C. **Autres investissements (secteur officiel)**	**— 1.219**	**— 1.892**	**— 1.959**	**— 1.958**	**— 2.372**	**— 2.388**	**— 3.169**	**— 2.488**	**— 2.985**

(1) Soldes : recettes moins dépenses.

TABLEAU O.02-2 *(suite et fin)*

Évolution des soldes (1) de la balance générale des paiements

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titres, postes, rubriques	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
D. **Prêts**	**— 11.728**	**— 2.093**	**56.623**	**2.262**	**— 16.023**	**— 48.597**	**— 679**	*r* **— 20.103**	**— 40.108**
1. Secteur privé non bancaire	15.404	15.586	10.665	12.948	— 1.053	— 10.171	— 1.497	*r* 6.745	— 3.276
a. Prêts à l'étranger	— 206	— 173	— 155	— 200	115	— 81	— 388	— 243	— 308
b. Prêts de l'étranger	15.610	15.759	10.820	13.148	— 1.168	— 10.090	— 1.109	r 6.988	— 2.968
2. Secteur bancaire	— 22.703	— 19.667	16.966	3.182	16.525	5.428	29.666	— 706	— 10.754
a. Prêts en francs	— 3.754	— 3.013	— 578	968	408	— 1.567	— 1.901	— 4.258	748
— prêts à l'étranger	(— 3.478)	(— 2.969)	(— 549)	(1.065)	(17)	(— 2.218)	(— 4.617)	(— 6.573)	(— 5.695)
— prêts de l'étranger	(— 276)	(— 44)	(— 29)	(— 97)	(391)	(651)	(2.716)	(2.315)	(6.443)
b. Prêts en devises	— 18.949	— 16.654	17.444	2.214	16.117	6.995	31.567	3.552	— 11.502
— prêts à l'étranger	(— 16.695)	(— 22.296)	(— 18.561)	(— 502)	(10.098)	(— 5.011)	(— 7.789)	(— 10.166)	(— 2.304)
— prêts de l'étranger	(— 2.254)	(5.642)	(36.005)	(2.716)	(6.019)	(12.006)	(39.356)	(13.718)	(— 9.198)
3. Secteur officiel	— 4.429	6.174	29.092	— 13.868	— 31.495	— 43.854	— 28.848	— 26.142	— 26.078
a. Prêts à l'étranger	— 4.700	— 7.894	— 9.766	— 12.995	— 13.672	— 17.534	— 26.590	— 24.685	— 25.958
b. Prêts de l'étranger	271	14.068	38.858	— 873	— 17.823	— 26.320	— 2.258	— 1.457	— 120
E. **Investissements de portefeuille**	**— 1.997**	**47.623**	**42.537**	**62.008**	**57.633**	**12.530**	**32.439**	**45.203**	**143.444**
1. Opérations de résidents sur titres étrangers	— 11.845	1.717	— 12.769	— 4.051	— 22.021	— 41.567	— 20.335	— 24.592	— 42.446
2. Opérations de non-résidents sur titres français	9.848	45.906	55.306	66.059	79.654	54.097	52.774	69.795	185.890
III. CAPITAUX A COURT TERME	**87.616**	**76.862**	**— 37.015**	**— 42.615**	**— 28.214**	**32.137**	**8.455**	*r* **13.660**	**— 19.032**
A. **Secteur privé non bancaire**	**— 12.084**	**13.947**	**— 6.752**	**— 12.592**	**17.624**	**23.191**	**13.317**	*r* **— 5.768**	**— 83.118**
1. Crédits commerciaux :									
a. A l'exportation	— 6.295	— 1.010	— 11.893	— 12.243	— 2.719	3.280	— 7.347	*r* — 13.359	— 13.732
b. A l'importation	3.451	— 2.903	2	8.130	9.974	— 2.168	16.709	10.473	14.479
2. Prêts :									
a. Prêts, avoirs et avances à l'étranger	— 7.443	— 3.058	2.072	— 5.887	2.309	9.928	— 8.128	*r* — 20.913	— 41.618
b. Prêts, avoirs et avances de l'étranger	2.008	6.258	4.738	9.421	*r* 499	2.785	11.114	*r* 13.151	7.178
3. Autres crédits et termaillage	— 3.805	14.660	— 1.671	— 12.013	7.561	9.366	969	*r* 4.880	— 49.425
B. **Secteur bancaire**	**71.090**	**29.826**	**14.731**	**— 3.029**	**— 25.390**	**20.684**	**— 55.873**	**13.958**	**37.036**
1. Créances et engagements en francs :									
a. Créances	1.289	— 2.887	— 652	407	— 3.784	— 15.796	— 36.686	— 17.751	— 29.813
b. Engagements	— 1.441	— 2.539	14.637	19.648	— 7.923	7.802	33.979	43.724	89.162
2. Créances et engagements en devises :									
a. Créances	— 15.094	— 18.140	20.045	— 66.441	— 42.909	— 32.556	— 181.725	— 117.240	— 300.237
b. Engagements	86.336	53.392	— 19.299	43.357	29.226	61.234	128.559	105.225	277.924
C. **Secteur officiel**	**28.610**	**33.089**	**— 44.994**	**— 26.994**	**— 20.448**	**— 11.738**	**51.011**	**5.470**	**27.050**
1. Avoirs à court terme et à vue :									
a. Réserves officielles	14.105	21.366	— 23.100	— 30.444	— 23.035	— 8.707	15.059	30.229	3.427
b. Créances sur le FECOM	8.599	—	— 6.434	6.457	—	167	—	—	—
c. Créances sur le FMI	— 1.490	— 1.163	— 15.721	— 1.877	— 2.206	3.958	1.237	— 192	— 1.221
d. Droits de tirage spéciaux	— 2.037	1.384	3.857	— 1.465	— 2.087	— 1.887	— 14	215	161
e. Autres créances	— 1.347	— 645	— 1.956	53	926	— 346	— 5.212	— 3.571	422
2. Engagements à court terme et à vue :									
a. Envers le FECOM	6.122	— 1.176	— 6.335	—	—	—	23.515	— 23.726	—
b. Envers le FMI	1.202	1.269	12.157	1.878	2.603	— 5.359	— 687	1.353	2.235
c. Allocations de droits de tirage spéciaux	1.131	—	—	—	—	—	—	—	—
d. Autres	2.325	12.054	— 7.462	— 1.596	3.351	436	17.113	1.162	22.026
IV. AJUSTEMENTS	**— 12.176**	**— 5.572**	**3.858**	**5.826**	**1.990**	**5.556**	**5.035**	**4.182**	**— 10.682**

(1) Soldes : recettes moins dépenses.

TABLEAU O.02-3

Règlements entre la France et diverses zones

Année 1989

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titre — Poste — Rubrique	Pays membres de la CEE		Total OCDE		Pays membres du CAEM (1)		Pays membres de l'OPEP	
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit
I. **RÈGLEMENTS DES TRANSACTIONS COURANTES**	**931.011**	**1.023.399**	**1.556.377**	**1.644.291**	**30.008**	**30.520**	**59.181**	**81.953**
A. **Marchandises**	**718.148**	**799.531**	**1.051.675**	**1.137.092**	**23.878**	**25.458**	**41.046**	**65.039**
1. Exportations et importations	657.111	750.534	940.861	1.051.281	17.496	20.620	37.762	41.775
2. Négoce international	61.037	48.997	110.814	85.811	6.382	4.838	3.284	23.264
B. **Services**	**203.353**	**210.316**	**449.002**	**426.006**	**6.080**	**4.481**	**17.777**	**14.427**
1. Frais accessoires sur marchandises	4.332	5.794	6.527	11.568	140	177	190	429
2. Transports maritimes	5.879	7.454	12.271	15.374	375	367	313	740
3. Transports autres	21.173	19.367	41.380	34.263	802	915	3.268	2.829
4. Assurances	7.655	9.484	14.994	16.571	51	32	323	152
5. Grands travaux	1.006	1.172	2.579	1.542	701	28	2.137	1.367
6. Coopération technique	5.408	6.630	10.586	10.023	383	26	1.675	560
7. Travail à façon	4.219	3.834	6.765	4.495	15	31	428	474
8. Brevets et redevances	3.138	3.178	6.104	11.243	87	9	46	11
9. Services de gestion	13.606	3.033	17.329	5.063	46	43	496	602
10. Intérêts, dividendes et autres revenus du capital	68.591	87.153	178.236	203.788	3.104	1.701	5.402	3.255
11. Salaires et autres revenus du travail	7.055	10.027	13.991	12.914	48	523	880	2.420
12. Voyages	42.994	30.867	93.572	50.899	165	401	1.634	834
13. Services divers	17.520	19.305	41.919	44.256	134	159	865	442
14. Recettes et dépenses du gouvernement français	374	2.999	2.136	3.957	24	63	56	268
15. Dépenses et recettes des gouvernements étrangers	403	19	613	50	5	6	64	44
C. **Transferts unilatéraux**	**9.510**	**13.552**	**55.700**	**81.193**	**50**	**581**	**358**	**2.487**
1. Secteur privé	6.438	11.928	11.492	14.832	46	534	231	1.590
a. Transferts d'économies des travailleurs	1.691	8.162	3.263	9.165	1	31	37	28
b. Autres opérations	4.747	3.766	8.229	5.667	45	503	194	1.562
2. Secteur officiel	3.072	1.624	44.208	66.361	4	47	127	897
II. **CAPITAUX A LONG TERME**	**1.086.080**	**1.016.164**	**1.761.947**	**1.723.396**	**3.725**	**2.798**	**39.006**	**38.093**
A. **Crédits commerciaux bancaires à l'exportation**	**872**	**414**	**1.095**	**1.969**	**2.868**	**542**	**4.574**	—
1. En francs	872	—	1.095	—	2.868	—	3.549	—
2. En devises	—	414	—	1.969	—	542	1.025	—
B. **Investissements directs**	**89.535**	**115.069**	**122.627**	**171.499**	**32**	**58**	**1.234**	**4.820**
1. Français à l'étranger	31.876	103.609	40.086	148.727	2	55	199	4.623
2. Etrangers en France	57.659	11.460	82.541	22.772	30	3	1.035	197
C. **Autres investissements** (secteur officiel)	**1**	**298**	**67**	**530**	—	**4**	—	13
D. **Prêts**	**31.155**	**49.256**	**66.431**	**101.978**	**307**	**1.649**	**4.119**	**8.637**
1. Secteur privé non bancaire	27.990	32.146	61.168	64.548	23	5	116	24
a. Prêts à l'étranger	121	428	224	608	—	5	84	16
b. Prêts de l'étranger	27.869	31.718	60.944	63.940	23	—	32	8
2. Secteur bancaire (2)	3.044	16.954	4.717	36.963	278	670	3.416	1.623
a. Prêts en francs	3.044	1.866	4.717	2.614	—	539	149	1.274
— prêts à l'étranger	—	(1.866)	—	(2.614)	—	(529)	—	(1.274)
— prêts de l'étranger	(3.044)	—	(4.717)	—	—	(10)	(149)	—
b. Prêts en devises	—	15.088	—	34.349	278	131	3.267	349
— prêts à l'étranger	—	(13.315)	—	(19.873)	(278)	—	(3.267)	—
— prêts de l'étranger	—	(1.773)	—	(14.476)	—	(131)	—	(349)
3. Secteur officiel	121	156	546	467	6	974	587	6.990
a. Prêts à l'étranger	28	14	383	184	6	974	587	6.990
b. Prêts de l'étranger	93	142	163	283	—	—	—	—
E. **Investissements de portefeuille**	**964.517**	**851.127**	**1.571.727**	**1.447.420**	**518**	**545**	**29.079**	**24.623**
1. Opérations de résidents sur titres étrangers	243.708	278.030	707.268	745.715	250	422	1.667	1.443
2. Opérations de non-résidents sur titres français	720.809	573.097	864.459	701.705	268	123	27.412	23.180
III. **CAPITAUX A COURT TERME** (2). Secteur privé non bancaire	**2.486**	**33.305**	**3.061**	**39.119**	**28**	**56**	**206**	28
1. Prêts, avoirs et avances à l'étranger	—	33.305	—	39.119	—	56	206	—
2. Prêts, avoirs et avances de l'étranger	2.486	—	3.061	—	28	—	—	28

(1) Pays du CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle) : anciennement désignés sous le nom de « pays de l'Est ». — (2) Les mouvements de capitaux à long terme du *secteur bancaire* et les mouvements de capitaux à court terme sont inscrits sur une *base nette*.

TABLEAU O.02-4

Règlements entre la France et diverses autres zones

Année 1989

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unités : Million de francs

Titre — Poste — Rubrique	Pays du Maghreb		Pays de la zone Franc		Pays d'Amérique latine		Institutions communautaires européennes	
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit
I. **RÈGLEMENTS DES TRANSACTIONS COURANTES**	**35.600**	**40.822**	**44.064**	**44.596**	**34.486**	**31.362**	**46.070**	**68.784**
A. **Marchandises**	**23.787**	**21.749**	**24.972**	**28.476**	**19.547**	**19.444**	**121**	**7**
1. Exportations et importations	21.910	19.348	21.085	15.866	15.245	14.677	121	7
2. Négoce international	1.877	2.401	3.887	12.610	4.302	4.767	—	—
B. **Services**	**11.603**	**13.070**	**18.300**	**9.600**	**14.885**	**7.904**	**5.483**	**4.865**
dont : 1 à 4. Services liés au commerce extérieur	3.745	4.223	3.388	2.804	1.977	2.560	—	—
5, 6. Grands travaux et coopération technique	750	202	3.117	950	1.015	297	102	9
7. Travail à façon	86	39	421	16	46	14	—	—
8. Brevets et redevances	36	33	81	17	42	3	1	—
10. Intérêts, dividendes et autres revenus du capital	3.948	521	2.816	473	9.120	2.929	2.092	4.629
12. Voyages	1.126	4.044	2.711	1.923	712	541	4	—
C. **Transferts unilatéraux**	**210**	**6.003**	**792**	**6.520**	**54**	**4.014**	**40.466**	**63.912**
1. Secteur privé	194	5.088	448	869	54	3.459	14	5
dont : transferts d'économies des travailleurs	19	4.698	143	115	2	18	—	—
2. Secteur officiel	16	915	344	5.651	—	555	40.452	63.907
II. **CAPITAUX À LONG TERME**	**9.304**	**6.669**	**10.891**	**12.789**	**151.406**	**145.128**	**34.728**	**37.605**
A. Crédits acheteurs à l'exportation	2.857	1.352	1.921	—	1.356	137	—	—
B. Investissements directs	333	421	442	1.027	742	1.857	—	9
C. Autres investissements (secteur officiel)	—	23	—	83	—	20	66	207
D. Prêts	2.994	2.685	4.809	8.105	23.641	12.151	5.938	4.154
E. Investissements de portefeuille	3.120	2.188	3.719	3.574	125.667	130.963	28.724	33.235
III. **CAPITAUX À COURT TERME.** Secteur privé non bancaire	**167**	—	**378**	**11**	**248**	**441**	—	**7**

TABLEAU O.02-5 A

Règlements entre la France et divers pays

Année 1989

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de france (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titre — Poste — Rubrique	République fédérale d'Allemagne		Royaume-Uni		États-Unis d'Amérique (1)		Japon	
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit
I. **RÈGLEMENTS DES TRANSACTIONS COURANTES**	**244.642**	**306.527**	**213.405**	**188.735**	**311.806**	**308.193**	**59.260**	**54.165**
A. **Marchandises**	**189.584**	**256.249**	**152.010**	**129.831**	**166.328**	**159.762**	**30.204**	**36.267**
1. Exportations et importations	180.372	249.948	125.914	109.704	133.246	136.192	25.382	35.205
2. Négoce international	9.212	6.301	26.096	20.127	33.082	23.570	4.822	1.062
B. **Services**	**52.660**	**48.683**	**59.928**	**57.979**	**143.902**	**147.158**	**28.855**	**17.783**
dont : 1 à 4. Services liés au commerce extérieur	8.795	8.936	10.319	10.217	20.256	19.518	4.494	2.853
5, 6. Grands travaux et coopération technique	1.470	1.912	1.566	2.380	3.297	2.422	622	113
7. Travail à façon	1.823	938	316	281	805	317	1.038	6
8. Brevets et redevances	720	731	547	1.139	1.125	5.857	897	234
10. Intérêts, dividendes et autres revenus du capital	16.581	24.131	25.408	27.787	76.960	85.143	14.891	11.706
12. Voyages	11.014	4.530	10.495	6.846	19.919	12.960	3.947	674
C. **Transferts unilatéraux**	**2.398**	**1.595**	**1.467**	**925**	**1.576**	**1.273**	**201**	**115**
1. Secteur privé	2.078	974	1.172	690	1.220	1.065	186	69
dont : Transferts d'économies des travailleurs	1.261	242	119	129	109	245	14	24
2. Secteur officiel	320	621	295	235	356	208	15	46
II. **CAPITAUX À LONG TERME**	**116.381**	**113.572**	**583.270**	**493.849**	**323.136**	**355.710**	**152.503**	**154.345**
A. Crédits acheteurs à l'exportation	11	—	34	212	129	741	49	—
B. Investissements directs	12.489	13.261	31.443	27.030	14.356	37.096	4.162	433
C. Autres investissements (secteur officiel)	—	256	1	40	—	12	—	—
D. Prêts	2.608	2.630	22.178	38.983	23.131	36.247	2.111	10.046
E. Investissements de portefeuille	101.273	97.425	529.614	427.584	285.520	281.614	146.181	143.866
III. **CAPITAUX À COURT TERME.** Secteur privé non bancaire	**525**	**1.561**	**243**	**18.876**	—	**2.475**	**737**	—

(1) Y compris Porto Rico.

TABLEAU O.02-5 B

Règlements entre la France et divers pays

Année 1989

Sources : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Titre — Poste — Rubrique	Italie		Pays-Bas		UEBL		Suisse	
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit
I. **RÈGLEMENTS DES TRANSACTIONS COURANTES**	**150.122**	**147.556**	**77.119**	**92.898**	**129.595**	**167.953**	**131.019**	**100.576**
A. **Marchandises**	**126.370**	**124.727**	**60.312**	**76.459**	**95.774**	**125.737**	**81.155**	**68.520**
1. Exportations et importations	121.037	121.803	52.733	68.712	90.842	118.654	71.460	63.478
2. Négoce international	5.333	2.924	7.579	7.747	4.932	7.083	9.695	5.042
B. **Services**	**22.614**	**21.591**	**14.539**	**15.963**	**32.190**	**41.061**	**46.393**	**30.899**
dont : 1 à 4. Services liés au commerce extérieur	5.894	6.195	3.101	3.357	6.152	7.562	5.676	8.036
5, 6. Grands travaux et coopération technique	867	882	622	1.346	1.320	822	1.601	626
7. Travail à façon	435	347	174	646	755	1.411	371	186
8. Brevets et redevances	642	208	252	596	331	378	713	1.726
10. Intérêts, dividendes et autres revenus du capital	4.502	4.496	4.063	7.041	12.873	20.041	8.736	11.203
12. Voyages	6.109	5.261	3.869	846	4.772	3.615	22.439	3.731
C. **Transferts unilatéraux**	**1.138**	**1.238**	**2.268**	**476**	**1.631**	**1.155**	**3.471**	**1.157**
1. Secteur privé	1.101	1.135	399	339	1.149	826	3.208	692
dont : Transferts d'économies des travailleurs	42	286	33	79	151	203	1.403	109
2. Secteur officiel	37	103	1.869	137	482	329	263	465
II. **CAPITAUX À LONG TERME**	**47.877**	**63.528**	**60.670**	**59.785**	**244.442**	**235.638**	**67.903**	**62.644**
A. Crédits acheteurs à l'exportation	—	38	75	21	20	—	—	166
B. Investissements directs	11.198	19.239	23.633	21.997	8.753	18.441	10.536	9.719
C. Autres investissements (secteur officiel)	—	2	—	—	—	—	—	—
D. Prêts	114	3.596	1.058	1.039	7.998	5.963	3.627	4.586
E. Investissements de portefeuille	36.565	40.653	35.904	36.728	227.671	211.234	53.740	48.173
III. **CAPITAUX À COURT TERME.** Secteur privé non bancaire	**150**	**2.405**	—	**3.077**	**3.048**	**7.103**	**1.711**	**5.198**

TABLEAU O.02-6

Règlements entre la France et divers autres pays. Principaux soldes

Année 1989

Source : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction du Trésor)
Banque de France (Direction générale des services étrangers)

Unité : Million de francs

Pays	Transactions courantes			Capitaux à long terme				Capitaux à court terme secteur privé non bancaire
		dont :			*dont :*			
	Total	Marchandises	Services	Total	Crédits commerciaux bancaires à l'exportation	Investissements directs	Prêts	
Danemark	— 3.702	— 3.941	207	— 2.266	1	— 1.674	— 293	39
Grèce	2.408	2.705	— 264	— 972	264	— 498	453	— 2
Irlande	— 3.652	— 3.493	— 116	— 427	— 46	— 922	377	— 515
Canada	2.846	1.345	1.537	— 1.149	— 481	— 5.233	— 395	— 529
Autriche	727	6	763	449	— 122	— 35	1.296	14
Espagne	8.581	10.525	— 631	— 8.987	33	— 8.468	381	— 1.114
Finlande	— 757	— 1.181	394	373	17	301	616	— 25
Norvège	— 12.606	— 14.152	1.533	— 90	251	390	13	— 32
Portugal	— 6.699	1.901	— 2.431	— 2.472	338	— 1.522	— 703	— 141
Suède	— 1.326	— 2.603	1.253	4.051	24	1.671	662	487
Turquie	127	923	— 177	— 710	— 388	— 860	613	— 5
République démocratique d'Allemagne	1.887	1.612	278	— 621	226	9	— 873	— 7
République populaire de Chine	5.937	5.333	679	— 4.503	— 3.317	72	— 1.259	— 20
Pologne	— 1.285	— 396	— 452	2.033	217	6	1.808	2
Roumanie	— 1.615	— 1627	17	1.222	499	2	711	— 35
Tchécoslovaquie	201	— 169	377	— 359	— 236	— 3	— 118	— 2
URSS	472	— 649	1.113	— 1.601	1.235	— 6	— 2.895	27
Argentine	307	3	1.095	1.966	— 365	— 104	2.328	— 13
Brésil	2.418	— 1.610	4.156	2.431	1.504	244	661	— 33
Egypte	2.237	1.424	1.022	— 1.094	390	— 93	— 1.334	— 9
Liban	910	971	124	— 31	27	32	— 67	— 1
Mexique	— 685	— 863	1.029	3.451	42	— 77	3.357	— 38
Yougoslavie	293	241	330	1 356	108	— 24	1.286	1

TABLEAU O.02-7

Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

Source : Fonds monétaire international — *Unité :* Million de DTS (1)

Pays et soldes	1979	1980	*r* 1981	*r* 1982	*r* 1983	*r* 1984	*r* 1985	*r* 1986	*r* 1987	*p* 1988
Belgique - Luxembourg :										
Transactions courantes	— 2,37	— 3,79	— 3,54	— 2,30	— 0,45	— 0,05	0,67	2,60	2,14	2,48
Capitaux à long terme	0,41	3,06	3,15	1,46	— 2,21	— 2,20	— 4,37	— 5,80	— 1,56	— 0,80
Capitaux à court terme (2)	1,36	— 0,20	— 0,78	0,57	3,28	2,39	3,76	3,04	1,22	— 0,95
Variation des réserves (3)	0,90	0,40	1,35	0,78	— 0,84	0,18	0,14	0,10	— 2,00	— 0,16
Erreurs et omissions	— 0,30	0,54	— 0,67	— 0,25	— 0,43	— 0,15	— 0,16	— 0,06	0,04	— 0,09
Danemark (4) :										
Transactions courantes	— 2,31	— 1,90	— 1,58	— 2,04	— 1,10	— 1,59	— 2,67	— 3,83	— 2,34	— 1,35
Capitaux à long terme	1,65	1,95	1,15	2,18	2,30	1,85	4,39	2,99	6,47	2,28
Capitaux à court terme (2)	0,82	0,40	0,03	0,07	0,51	— 0,03	0,28	0,26	— 1,18	0,60
Variation des réserves (3)	ε	— 0,12	0,47	0,14	— 1,40	0,39	— 1,87	0,88	— 3,04	— 0,90
Erreurs et omissions	— 0,17	— 0,33	— 0,22	— 0,44	— 0,45	— 0,59	— 0,45	— 0,61	— 0,05	— 0,50
France (5) :										
Transactions courantes (6)	4,00	— 3,22	— 4,06	— 10,94	— 4,74	— 0,80	— 0,18	2,54	— 3,16	— 2,62
Capitaux à long terme (6)	— 4,03	— 6,50	— 7,65	1,20	8,73	5,10	3,70	— 6,02	1,57	0,13
Capitaux à court terme (2)	1,00	13,03	10,41	7,27	— 0,95	— 2,09	— 1,09	4,15	— 0,86	— 1,98
Variation des réserves (3)	— 1,40	— 5,06	3,80	4,12	— 4,71	— 1,66	— 2,86	— 1,50	2,41	4,44
Erreurs et omissions	0,43	1,75	— 1,91	— 0,84	0,37	0,64	0,25	0,55	0,46	0,60
République fédérale d'Allemagne (7) :										
Transactions courantes	— 4,73	— 10,73	— 2,75	4,60	5,02	9,57	16,45	33,78	35,08	36,09
Capitaux à long terme (8)	5,08	2,34	3,01	— 5,31	— 3,12	— 6,72	— 4,40	13,22	— 19,92	— 36,00
Capitaux à court terme (2) (8)	—1,86	1,81	— 2,53	5,59	— 4,46	— 5,39	— 12,97	— 42,55	— 9,22	1,99
Variation des réserves (3)	2,75	9,79	1,53	— 2,76	3,64	1,82	— 4,48	— 7,07	— 15,81	14,17
Erreurs et omissions	— 1,24	— 0,88	— 0,04	— 2,26	0,69	2,06	2,88	0,07	0,53	0,48
Grèce :										
Transactions courantes (9)	— 1,46	— 1,71	— 2,02	— 1,71	— 1,75	— 2,07	— 3,25	— 1,46	— 0,94	— 0,67
Capitaux à long terme	1,03	1,54	1,36	1,13	1,98	1,74	2,75	1,86	1,11	1,07
Capitaux à court terme (2)	0,03	0,36	0,16	0,04	0,27	0,38	0,17	0,22	0,45	0,29
Variation des réserves (3)	0,03	0,10	0,11	0,08	— 0,08	— 0,12	0,17	— 0,17	— 1,57	— 0,87
Erreurs et omissions	0,37	— 0,30	0,33	0,04	— 0,30	— 0,23	— 0,04	— 0,07	0,17	0,04
Irlande (10) :										
Transactions courantes (9)	— 1,63	— 1,64	— 2,19	— 1,73	— 1,13	— 1,01	— 0,68	— 0,58	0,29	0,50
Capitaux à long terme (11)	1,00	1,15	1,96	1,90	0,52	0,77	0,89	0,90	0,66	— 0,33
Capitaux à court terme (2) (11)	0,29	0,95	0,08	0,22	0,71	0,40	0,29	0,64	— 0,16	0,33
Variation des réserves (3)	0,45	— 0,55	— 0,04	— 0,09	— 0,17	0,13	— 0,26	0,03	— 0,74	— 0,39
Erreurs et omissions	— 0,12	0,09	0,07	— 0,28	0,09	— 0,20	— 0,37	— 1,04	— 0,09	— 0,08
Italie :										
Transactions courantes (9)	4,24	— 7,66	— 7,98	— 5,73	1,34	— 2,42	— 3,65	2,28	— 1,27	— 3,99
Capitaux à long terme	(12) — 0,24	(12) 2,52	(12) 6,78	(12) 4,41	(12) 0,31	(12) 1,15	(12) 2,09	(12) — 3,16	2,49	5,76
Capitaux à court terme (2)	— 1,45	6,13	0,06	— 3,67	3,62	1,28	— 1,85	4,75	4,15	4,37
Variation des réserves (3)	— 2,26	— 0,71	0,99	4,09	— 4,70	— 2,23	6,71	— 2,75	— 4,27	— 4,88
Erreurs et omissions	— 0,29	— 0,28	0,52	0,64	— 0,15	2,35	— 3,94	— 2,52	— 1,28	— 0,55
Pays-Bas :										
Transactions courantes (9)	0,16	— 0,79	3,10	4,01	4,61	6,39	3,99	3,17	2,73	3,93
Capitaux à long terme	— 3,13	— 1,46	— 2,55	— 3,64	— 2,98	— 4,22	— 2,50	— 5,65	— 1,80	1,28
Capitaux à court terme (2) (13)	2,47	4,28	— 0,71	1,77	— 0,64	— 1,53	0,03	4,25	1,52	— 1,81
Variation des réserves (3)	0,76	— 0,97	1,11	— 1,16	— 0,53	0,29	— 0,39	0,67	— 2,13	— 0,67
Erreurs et omissions (12)	— 0,26	— 1,06	— 0,58	— 0,52	— 1,16	— 0,66	— 0,82	— 2,05	— 0,36	— 2,23
Royaume-Uni (14) :										
Transactions courantes (6)	— 1,07	5,63	12,11	7,34	5,47	2,60	4,53	0,18	— 3,73	— 19,79
Capitaux à long terme (6) (12)	— 4,94	— 7,81	— 14,94	— 14,80	— 14,94	— 22,30	— 23,39	— 27,17	0,30	— 16,41
Capitaux à court terme (2) (12)	7,53	6,61	— 1,17	8,74	7,23	9,57	9,98	8,86	2,24	21,52
Variation des réserves (3)	— 2,36	— 0,42	2,78	1,60	0,35	1,19	— 2,08	— 3,35	— 14,34	— 3,37
Erreurs et omissions	0,85	— 0,77	0,89	— 3,69	0,61	7,31	7,34	17,05	15,67	18,43

N.B. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU O.02-7 *(suite et fin)*

Balances des paiements française et étrangères : grands soldes

Source : Fonds monétaire international — *Unité :* Million de DTS (1)

Pays et soldes	1979	1980	*r* 1981	*r* 1982	*r* 1983	*r* 1984	*r* 1985	*r* 1986	*r* 1987	*p* 1988
Espagne :										
Transactions courantes (9)	0,88	— 3,98	— 4,14	— 3,83	— 2,52	1,98	2,72	3,35	— 0,11	— 2,78
Capitaux à long terme	2,51	3,23	3,57	1,60	2,94	3,13	— 1,30	— 1,40	7,16	7,09
Capitaux à court terme (2)	1,12	0,80	1,49	0,51	0,82	1,64	— 1,75	— 0,05	3,86	3,66
Variation des réserves (3)	— 2,68	0,62	— 0,05	2,21	— 0,14	— 5,13	2,02	— 1,93	— 8,96	— 6,46
Erreurs et omissions	— 1,82	— 0,67	— 1,48	— 1,09	— 1,44	— 2,06	— 1,85	0,05	— 1,01	— 1,78
Portugal :										
Transactions courantes	— 0,04	— 0,82	— 2,18	— 2,92	— 0,92	— 0,49	0,37	0,96	0,50	— 0,45
Capitaux à long terme	0,57	0,54	1,05	1,91	1,15	1,13	0,98	— 0,41	— 0,05	0,55
Capitaux à court terme (2)	— 0,94	— 0,67	— 0,03	0,93	— 0,08	— 0,33	— 0,37	0,22	— 0,04	— 0,47
Variation des réserves (3)	— 0,05	0,01	0,12	0,03	0,79	0,11	— 0,73	0,09	— 1,33	— 0,60
Erreurs et omissions	0,46	0,93	1,08	1,02	— 0,52	— 0,40	— 0,27	— 0,88	0,96	1,04
Suisse (15) :										
Transactions courantes (16)	0,99	— 1,19	1,24	3,56	1,13	6,00	5,95	3,97	4,86	6,20
Capitaux à long terme	— 10,52	— 8,62	— 8,16	— 12,32	— 2,42	— 3,85	— 6,93	3,03	— 3,40	— 12,83
Capitaux à court terme (2)	— 0,86	— 0,10	1,54	1,26	— 3,44	— 1,83	— 0,24	— 5,73	— 2,82	2,84
Variation des réserves (3)	2,46	— 0,26	0,22	— 2,22	— 0,48	— 1,25	— 0,77	— 1,36	— 1,52	1,39
Erreurs et omissions	7,93	10,16	4,58	10,55	4,63	1,13	2,43	— 0,34	3,84	2,02
Canada :										
Transactions courantes (9) (17)	— 3,21	— 0,75	— 4,32	2,09	2,34	2,03	— 1,46	— 6,54	— 5,46	— 6,15
Capitaux à long terme (12)	1,94	— 0,25	0,58	4,22	— 0,32	1,98	0,55	10,13	6,63	5,79
Capitaux à court terme (2) (12)	2,17	0,79	10,25	— 6,22	2,26	— 0,88	1,59	— 2,25	3,47	6,91
Variation des réserves (3)	0,74	0,50	— 0,41	0,36	— 0,55	0,78	0,27	— 0,25	— 2,06	— 5,87
Erreurs et omissions	— 1,63	— 0,77	— 5,90	— 1,48	— 4,34	— 4,85	— 3,88	— 1,92	— 2,42	— 1,08
États-Unis (18) :										
Transactions courantes (6)	— 0,74	1,45	5,69	— 8,08	— 43,65	— 104,84	— 113,16	— 117,77	— 110,82	— 94,41
Capitaux à long terme (6)	(12) — 15,45	(12) — 6,53	— 0,75	— 6,64	— 1,73	38,20	71,42	61,39	25,99	68,59
Capitaux à court terme (2)	— 3,52	— 9,62	— 18,13	— 13,67	36,22	43,38	27,17	42,87	77,20	36,07
Variation des réserves (3)	— 0,02	— 5,39	— 3,93	— 4,39	— 0,68	— 2,48	— 4,85	— 1,19	6,03	— 2,66
Erreurs et omissions	19,73	19,19	16,50	32,91	10,28	26,32	18,19	13,25	10,62	— 7,11
Japon :										
Transactions courantes (9)	— 6,74	— 8,25	4,34	6,32	19,59	34,29	48,00	72,63	67,18	59,25
Capitaux à long terme	— 9,78	1,81	— 5,64	— 14,56	— 17,61	— 49,02	— 61,98	— 111,80	— 103,80	— 87,21
Capitaux à court terme (2)	4,44	12,71	3,98	— 0,17	— 2,47	13,07	9,68	49,46	68,68	38,14
Variation des réserves (3)	10,19	— 4,50	— 4,92	3,08	— 2,35	— 3,46	2,64	— 10,22	— 22,53	— 14,80
Erreurs et omissions	1,89	— 2,39	0,32	4,12	1,91	3,75	4,48	2,32	— 2,67	2,08

N.B. — Le poste « erreurs et omissions » (cf. ci-avant § 2) est relativement élevé pour certains pays (notamment Suisse, États-Unis et Royaume-Uni). Selon une étude de l'OCDE (« Perspectives économiques de l'OCDE » n° 34, décembre 1983), ce phénomène s'explique en majeure partie par les difficultés d'enregistrement, dans les transactions courantes, des opérations « invisibles », principalement opérations de services et revenus d'investissements.

(1) DTS : droit de tirage spécial. Les différentes définitions du DTS depuis son instauration le 1er juillet 1969 sont données au chapitre G.04 « Mouvement économique ». — (2) Non compris la variation des réserves. — (3) Solde des flux enregistrés en balance des paiements. — (4) Y compris Groënland et Iles Féroé. — (5) Cf. paragraphe 12 ci-avant concernant le champ géographique. — (6) Les réinvestissements directs de revenus du capital sont comptabilisés dans les capitaux à long terme. — (7) Y compris Berlin-Ouest; les relations avec la République démocratique allemande sont exclues de la balance; sont exclus également les biens et services reçus ou fournis gratuitement par les troupes étrangères stationnées en RFA. — (8) Les crédits commerciaux, qu'elle qu'en soit l'échéance, sont classés dans les capitaux à court terme. — (9) Il n'y a pas d'évaluation disponible concernant les réinvestissements directs de revenus du capital. — (10) Y compris l'aéroport franc (avec sa zone industrielle) de Shannon. — (11) Les créances et engagements à long terme du secteur bancaire sont classés dans les capitaux à court terme. — (12) Y compris financement exceptionnel. — (13) Le solde de la majeure partie des crédits commerciaux à court terme du secteur privé est inclus dans le poste « Erreurs et ommissions ». — (14) Y compris îles de Man et anglo-normandes et la partie britannique du plateau continental. — (15) La Banque des règlements internationaux est traitée comme un organisme non résident jusqu'en 1984. À partir de 1985, les organisations internationales sont considérées comme résidents suisses. — (16) Y compris les transactions sur marchandises du Liechtenstein. D'autre part, il n'y a pas, jusqu'en 1982 inclus, d'évaluation disponible concernant les réinvestissements directs de revenus du capital. — (17) Les flux de biens et services militaires, ainsi que les transferts unilatéraux, au titre de l'OTAN, sont exclus. — (18) Y compris Porto Rico, îles Vierges, zone du canal de Panama (jusqu'en 1979 seulement), Samoa américaine et certaines autres îles du Pacifique; les flux de biens et services dans le cadre des programmes d'aide militaire sont exclus.

TABLEAU O.02-8

Taux de conversion des monnaies nationales en DTS (1)

Taux annuels moyens (2)

Source : Fonds monétaire international

Pour 1DTS

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Deutschemark	2.3681	2,3657	2,6649	2,6790	2,7294	2,9171	2,9891	2,5475	2,3242	2,3602
Franc luxembourgeois	37,880	38,059	43.781	50,443	54,660	59,229	60,289	52,408	48,276	49,414
Couronne danoise	6,7972	7,3353	8,3996	9,1991	9,7760	10,6156	10,7589	9,4921	8,8450	9,0466
Franc français	5,4967	5,4997	6,4083	7,2557	8,1472	8,9577	9,1231	8,1255	r 7,7723	8,0057
Drachme	47,854	55,467	65,335	73,751	94,141	115,536	140,238	164,22	175,120	190,649
Livre irlandaise	0,63126	0,63338	0,73261	0,77784	0,86020	0,94563	0,96012	0,87182	0,8689	0,8806
Lire	1.073,5	1.114,7	1.340,4	1.493,2	1.623,6	1.800,9	1938,7	1749,0	1.675,9	1.749,3
Florin néerlandais	2,5917	2,5876	2,9422	2,9479	3,0511	3,2889	3,3724	2,8743	2,6194	2,6564
Livre sterling	0,61006	0,56004	0,58680	0,63199	0,70525	0,77061	0,79120	0,80033	0,7890	0,7544
Peseta	86,73	93,32	108,86	121,29	153,33	164,78	172,65	164,30	159,67	156,55
Escudo portugais	63,2	65,2	72,6	87,7	118,4	150,1	173,0	175,5	182,17	193,46
Franc suisse	2,1482	2,1810	2,3162	2,2414	2,2440	2,4084	2,4948	2,1104	1,9282	1,9666
Dollar canadien	1,5135	1,5218	1,4137	1,3621	1,3175	1,3275	1,3864	1,6301	1,7146	1,6540
Dollar US	1,2920	1,3015	1,1792	1,1040	1,0690	1,0250	1,0153	1,1732	1,2931	1,3439
Yen	283,13	295,11	260,05	274,98	253,90	243,46	242,19	197,70	187,03	172,23

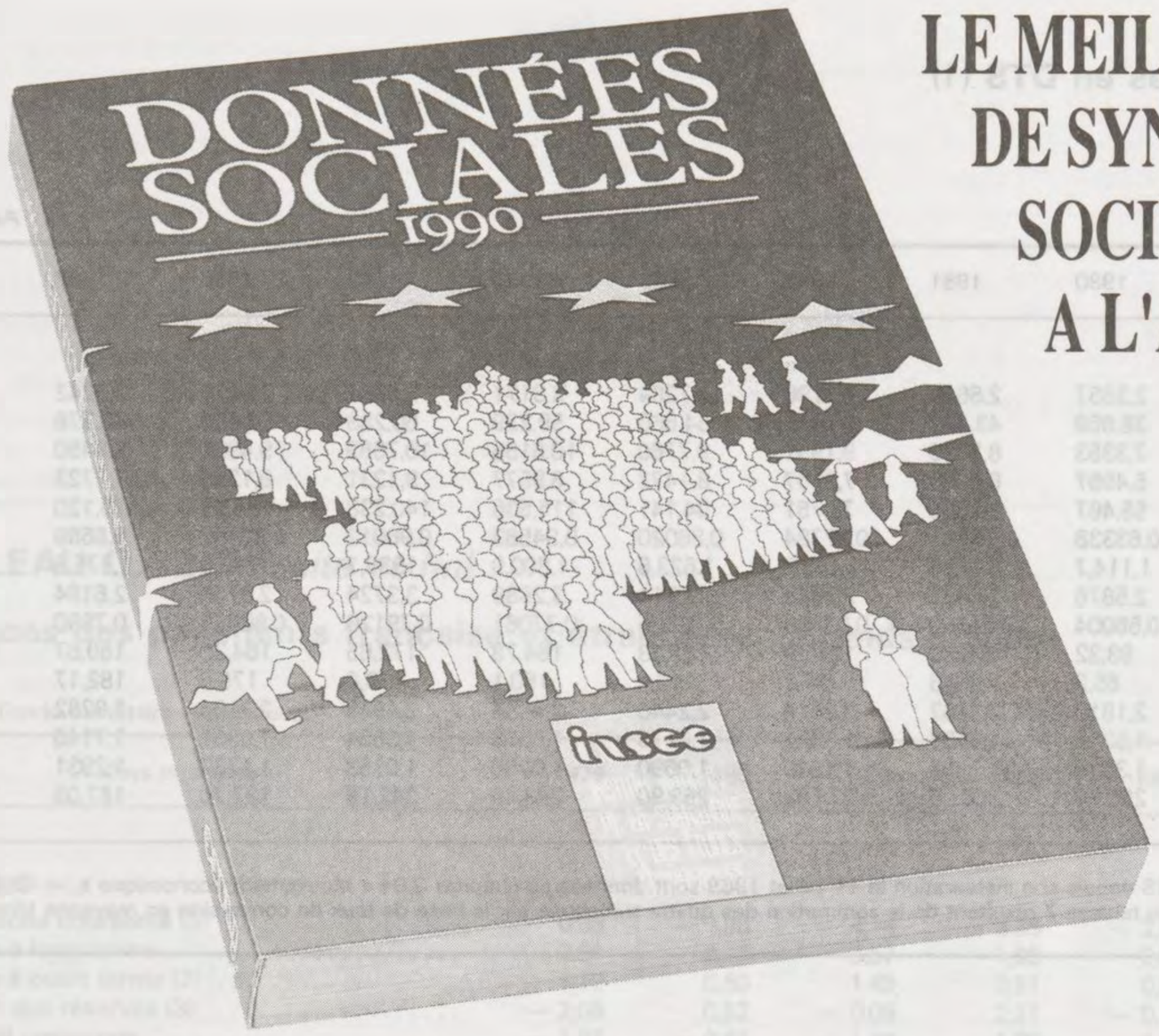
(1) DTS : Droit de tirage spécial. Les différentes définitions du DTS depuis son instauration le 1er juillet 1969 sont données au chapitre G.04 « Mouvement économique ». — (2) Ces taux sont donnés à titre indicatif; en effet, les soldes en DTS par an, donnés au tableau 7 résultent de la sommation des quatre trimestres sur la base de taux de conversion en moyenne trimestrielle.

SOURCES DE DOCUMENTATION

- Banque de France
  Direction de la balance des paiements,
  BP 140-01, 75049 Paris Cedex 01.
  Tél. : (1) 42 97 18 13 et (1) 42 97 18 91.
- « La balance française des paiements en termes de transactions », étude publiée dans le Bulletin trimestriel de la Banque de France, n° 8, septembre 1973;
- « La Direction du Trésor et la Banque de France sont associées pour la réalisation de la Balance des paiements », étude parue dans Courrier des statistiques (Publication interministérielle réalisée par le département de la Coordination statistique et comptable de l'INSEE), n° 3, juillet 1977;
- « Manuel de la balance des paiements. 4e édition. » Fonds monétaire international. 1977;
- « La balance des paiements de la France » — note d'information n° 90, de septembre 1990, diffusée par le service de l'Information de la Banque de France;
- *Balance des paiements entre la France et l'extérieur - année ...*, document publié sous le double timbre du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (Direction du Trésor) et de la Banque de France (Direction générale des services étrangers). Ce document est accompagné d'une annexe : « Règlements entre la France et différents pays et zones » et « Mouvements de capitaux à long terme entre la France et l'extérieur »;
- INSEE. — Unité de Recherche. Matériaux pour un historique du système statistique depuis la deuxième guerre mondiale; Les statistiques des relations avec l'extérieur (t. III, p. 93);
- « Balance des paiements. » Eurostat. OSCE (Luxembourg). Les balances des paiements des États membres de la CEE sont présentées dans le Bulletin de l'Eurostat, d'une part sous forme trimestrielle, d'autre part sous forme annuelle rétrospective;
- « Balance of payments statistics. » Fonds monétaire international. Publiée sous forme trimestrielle et annuelle pour tous les États membres du FMI.

L'EVENEMENT :

DONNEES SOCIALES 90 VIENT DE PARAITRE



LE MEILLEUR OUVRAGE DE SYNTHESE SUR LA SOCIETE FRANCAISE A L'AUBE DES ANNEES 90...

□ 87 analyses portant sur la politique, le sport, le monde associatif, la religion... autant de thèmes qui font chaque jour l'actualité.

□ La France re-située dans le contexte social européen.

□ Des articles rédigés par les meilleurs spécialistes de chaque domaine.

□ Un livre clair et attrayant qui se lit comme une histoire passionnante.

□ Un instrument de travail, de réflexion ou tout simplement de culture.

DONNEES SOCIALES 90
l'ouvrage 21 x 29,7 cm
464 pages 250 F

. . . A LIRE ABSOLUMENT !

© media conseil dijon

BON DE COMMANDE

A retourner à l'Observatoire Economique de votre région

Oui, je souhaite recevoir :

..... exemplaire de DONNEES SOCIALES 1990 au prix unitaire de 250 F

+ participation aux frais d'expédition :

France : 10 F par envoi

Etranger : 20 F par exemplaire

Etranger (par avion) : 100 F par exemplaire

Ci-joint en règlement la somme de ..... F

par chèque à l'ordre de l' INSEE.

insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Nom ou raison sociale .....

Adresse .....

.....

.....

Code postal .....

Ville .....

P

Administration et vie publique

L'EVENEMENT :

DONNEES SOCIALES 90 VIENT DE PARAITRE

LE MEILLEUR OUVRAGE DE SYNTHESE SUR LA SOCIETE FRANCAISE A L'AUBE DES ANNEES 90...

- 87 analyses portant sur la politique, le sport, le monde associatif, la religion... autant de thèmes qui font chaque jour l'actualité.
- La France re-située dans le contexte social européen.
- Des articles rédigés par les meilleurs spécialistes de chaque domaine.
- Un livre clair et attrayant qui se lit comme une histoire passionnante.
- Un instrument de travail, de réflexion ou tout simplement de culture.

DONNEES SOCIALES 90
l'ouvrage 21 x 29,7 cm
464 pages 250 F

... A LIRE ABSOLUMENT !

BON DE COMMANDE

A retourner à l'Observatoire Economique de votre région

Oui, je souhaite recevoir :

..... exemplaire de DONNEES SOCIALES 1990 au prix unitaire de 250 F

+ participation aux frais d'expédition :

France : 10 F par envoi

Etranger (par avion) : 100 F par exemplaire

Ci-joint un règlement la somme de ..... F

par chèque à l'ordre de l'INSEE

Nom ou raison sociale

Adresse

Code postal

Ville

INSEE

DONNEES SOCIALES 1990

Administration et vie publique

Chapitre P.01
Élections

1. Élections cantonales de septembre 1988

2. Référendum du 6 novembre 1988

3. Élections municipales de mars 1989

4. Élections des représentants au parlement européen du 18 juin 1989

1. Élections cantonales de septembre 1988
(tableau 1)

Les conseillers généraux sont élus par tous les électeurs du canton pour 6 ans au scrutin uninominal à 2 tours (1 conseiller par canton) et renouvelable par moitié tous les 3 ans; nul n'est élu membre du conseil général au 1er tour de scrutin s'il n'a réuni :

1° La majorité absolue des suffrages exprimés;

2° Un nombre de suffrages égal au quart de celui des électeurs inscrits.

Au 2nd tour, la majorité relative suffit pour être élu.

2. Référendum du 6 novembre 1988
(tableau 2)

Référendum ou plébiscite : les électeurs français se sont déjà rendus 18 fois aux urnes depuis que le droit de vote a été reconnu en 1789 pour répondre par « oui » ou par « non » à une question que leur posaient leurs gouvernants. Dans la majorité des cas ce sont des constitutions ou des modifications constitutionnelles qui ont été soumises directement à l'approbation du peuple.

3. Élections municipales de mars 1989
(tableau 3)

Les conseillers municipaux sont élus pour 6 ans au suffrage universel. Leur nombre varie en fonction de la population de la commune. Abstraction faite du système spécifique à Paris, Lyon et Marseille, deux régimes sont à distinguer :

● Dans les communes de moins de 3.500 habitants, les conseillers municipaux sont élus au scrutin majoritaire à deux tours, avec possibilité de panachage. Des candidatures isolées sont autorisées dans les communes de moins de 2.500 habitants. Au premier tour sont élus les candidats qui ont obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés (la moitié plus un) et qui ont, condition cumulative, recueilli un nombre de suffrages au moins égal au quart des électeurs inscrits. Au second tour, les candidats sont élus en fonction du nombre de suffrages qu'ils ont obtenus et dans la limite des sièges restant à pourvoir après le premier tour, en cas d'égalité de voix pour l'attribution du dernier siège, le plus âgé l'emporte. Les résultats sont observés candidat par candidat et non liste par liste comme dans les communes de 3.500 habitants et plus.

● Dans les communes de 3.500 habitants et plus, les conseillers municipaux sont élus au scrutin de liste à 2 tours, à la représentation proportionnelle, sans panachage, avec une « prime » à la liste obtenant la majorité

absolue au premier tour ou parvenant en tête au second. En effet, le système institué par la loi du 19 novembre 1982 introduit la proportionnelle, tout en visant à installer à la mairie une équipe très majoritaire en sièges, qu'elle soit élue au 1er ou au 2nd tour. L'électeur n'a d'autre choix que de voter pour une liste complète. Au premier tour, la liste qui recueille un nombre de suffrages au moins égal à la majorité absolue des suffrages exprimés (la moitié plus un) obtient la moitié des sièges, arrondie au chiffre supérieur dès lors qu'il y a plus de 4 sièges à pourvoir (le cas de 4 sièges et moins peut se présenter dans les sections électorales). Le solde est réparti à la proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne entre les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés.

Au second tour (si aucune liste n'a obtenu la majorité absolue au premier) la liste qui arrive en tête, quel que soit le pourcentage de suffrages obtenu, se voit attribuer la moitié des sièges à pourvoir arrondie au chiffre supérieur si plus de 4 sièges sont en jeu. Les sièges répartis entre les listes sont attribués, pour chacune, selon l'ordre de présentation des candidats. Si deux listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci est attribué à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de voix. En cas d'égalité par rapport à ce critère, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptible d'être proclamé élu. Ce système qui associe scrutin majoritaire et représentation proportionnelle, répond à une exigence logique de la décentralisation : permettre une gestion efficace tout en garantissant une véritable représentation de l'ensemble des citoyens de la commune.

4. Élections des représentants au parlement européen du 18 juin 1989

(tableau 4)

Le système électoral est celui de la proportionnelle.

L'âge d'éligibilité d'un député européen français est de 23 ans.

Les électeurs votent pour une liste sans pouvoir modifier l'ordre des candidats. En France, il faut verser une caution de 100 000 F pour pouvoir se présenter. Cette caution n'est remboursée qu'aux listes qui dépassent la barre des 5 %; celle-ci est également nécessaire pour être élu. Le nombre de députés européens français est de 81.

* * *

TABLEAU P.01-1

Élections cantonales du 25 septembre 1988

Électeurs inscrits et participation du corps électoral en métropole sur 1 936 cantons (1er tour) par nuance politique

Source : Ministère de l'Intérieur

	Suffrages exprimés	
	Nombre	%
Extrême gauche	38.855	0,43
Parti communiste	1.186.574	13,32
Parti socialiste	2.691.601	30,22
Radicaux de gauche	129.847	1,45
Majorité présidentielle	211.391	2,37
Écologistes	145.804	1,63
Régionalistes	15.660	0,17
Rassemblement pour la République	1.418.255	15,92
Union pour la Démocratie Française	1.528.162	17,16
Divers droite	1.046.139	11,74
Front national	476.735	5,35
Extrême droite	15.035	0,16
Total gauche + majorité présidentielle	**4.258.268**	**47,82**
Total autres	**161.464**	**1,81**
Total droite	**4.484.326**	**50,36**
Rappel : Total des électeurs inscrits	18.583.885	49,09
Total des votants	9.124.180	47,91
Total des suffrages exprimés	8.904.058	50,91
Total des abstentions	9.459.705	

TABLEAU P.01-2

Référendum du 6 novembre 1988

Résultat France entière et Français de l'étranger

Source : Journal officiel

	Suffrages exprimés	
	Nombre	%
Oui	9.896.498	80
Non	2.474.548	20
Total des suffrages exprimés	**12.371.046**	**32,5**
Rappel : Total électeurs inscrits	38.025.823	
Total votants	14.028.705	36,9

TABLEAU P.01-3

Élections municipales de mars 1989

Nombre de suffrages exprimés par nuance politique
(France métropolitaine : 1er tour)

Source : Ministère de l'Intérieur

Listes	Suffrages exprimés	
	Nombre	% (1)
Extrême-gauche	82.766	0,3
Parti communiste	925.347	3,5
Union de la gauche	4.422.113	16,9
Parti socialiste	2.557.835	9,8
Divers-gauche	1.204.717	4,6
Gauche-centristes	2.363.437	9,0
Écologistes	353.416	1,3
Régionalistes	23.464	0,1
Droite	11.351.571	43,3
Droite + Front National	150.977	0,6
Front National	608.796	2,3
Extrême-droite	11.417	ε
Total	(2) **24.055.856**	
Rappel : Suffrages exprimés	26.212.668	(3) 70,2
Votants	27.241.819	(3) 72,9
Inscrits	37.350.989	

(1) Ces pourcentages sont obtenus à partir du nombre de suffrages exprimés 26.212.668. — (2) Ce total ne correspond pas exactement aux suffrages exprimés en raison du mode de scrutin appliqué dans les petites communes, qui autorise le vote préférentiel et le panachage. — (3) Pourcentage des inscrits.

TABLEAU P.01-4

Élections des représentants au Parlement européen de juin 1989

Nombre de suffrages exprimés et nombre de représentants élus par nuance politique

Source : Journal officiel

	Nombre de suffrages exprimés	Nombre de représentants élus
Parti communiste	1.401.171	7
Génération Europe avec Gérard Touati	58.995	—
Européenne pour la liberté de chasse et pêche	749.741	—
Union UDF-RPR	5.242.038	26
Europe Rénovateurs	74.327	—
Le Centre pour l'Europe	1.529.346	7
Majorité de progrès pour l'Europe	4.286.354	22
Initiative pour une démocratie européenne	31.547	—
L'Europe des travailleurs et de la démocratie soutenue par le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT)	109.523	—
Apolitique pour la protection des animaux et de leur environnement	188.573	—
Liste de l'Alliance	136.230	—
Les Verts. Europe. Écologie	1.922.945	9
Europe et Patrie	2.129.668	10
Rassemblement pour une France libre	32.295	—
Lutte ouvrière	258.663	—
Total	**18.151.416**	**81**
Rappel : Total des électeurs inscrits	38.297.496	
Total des votants	18.690.692	

SOURCES DE DOCUMENTATION

— Les cahiers français n° 239 de janvier/février 1989, la Documentation française.

— *Le Monde* des 16 juin 1989 et 5 novembre 1988.

Chapitre P.02

Justice

1. Les institutions judiciaires
2. L'exercice de la police judiciaire
3. La protection judiciaire de la jeunesse
4. L'administration pénitentiaire

1. Les institutions judiciaires
(tableaux 1, 2 et 4)

L'organisation judiciaire de la France, modifiée par l'ordonnance du 22 décembre 1958, est construite autour de trois grands principes : hiérarchisation des juridictions, différenciation des juridictions de droit commun et d'exception, enfin, séparation des pouvoirs.

La hiérarchie des juridictions permet aux justiciables d'attaquer devant les tribunaux hiérarchiquement supérieurs les décisions rendues en premier ressort. Tribunal suprême de l'ordre judiciaire, la Cour de cassation exerce un contrôle de légalité en examinant des décisions rendues en dernier ressort par des juridictions inférieures, tandis que les cours d'appel examinent à nouveau les faits relatifs à des affaires jugées par des tribunaux du premier degré et portées devant elles par voie d'appel.

Dans l'ordre judiciaire, l'action des juridictions de droit commun : Cour de cassation, cours d'appel, tribunaux de grande instance et d'instance, est complétée par celle de juridictions spécialisées (dites juridictions d'exception) de nature civile : tribunaux de commerce, tribunaux des affaires de sécurité sociale, juges de l'expropriation, conseils de prud'hommes, tribunaux paritaires de baux ruraux, ou de nature pénale : tribunaux pour enfants, tribunaux maritimes commerciaux.

Le ministère public exerce des attributions administratives et judiciaires. En matière pénale, il reçoit les plaintes, dénonciations et procès-verbaux et apprécie la suite à leur donner; il exerce l'action publique, procède ou fait procéder à tous les actes nécessaires à la recherche et à la poursuite des infractions à la loi pénale; il requiert l'application de la loi et assure l'exécution des décisions de justice. En matière civile, il doit représenter autrui dans les cas que la loi détermine; en dehors de ces cas, il peut agir

pour la défense de l'ordre public à l'occasion des faits qui portent atteinte à celui-ci, ou présenter ses observations sur l'application de la loi dans des affaires dans lesquelles il estime devoir intervenir.

2. L'exercice de la police judiciaire
(tableau 3)

Les services de la gendarmerie nationale et de la police nationale (polices urbaines, police judiciaire, renseignements généraux, police de l'air et des frontières, surveillance du territoire) constatent les faits bruts retenus en raison des crimes et délits qu'ils sont présumés constituer (y compris les tentatives).

Les faits sont consignés dans des procès-verbaux transmis à l'autorité judiciaire et leur comptage permet l'établissement des statistiques de la criminalité et de la délinquance constatées.

En sont exclues les infractions relevées par les services du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (Douanes et Services fiscaux et Répression des fraudes).

Ces statistiques, établies par la Direction centrale de la police judiciaire, ne constatent que la criminalité apparente par rapport à la totalité des crimes et délits effectivement commis (cette différence entre criminalité apparente et criminalité réelle a sa source dans le comportement des victimes que de nombreuses raisons peuvent déterminer à ne pas dénoncer certains faits).

La répartition par nature des crimes et délits constatés n'est pas toujours faite par stricte référence au Code pénal et peut utiliser des intitulés habituels aux services de police et de gendarmerie pour la description des faits délictueux et criminels.

Il s'agit en effet de faits constatés et non de jugements qui seuls peuvent en définir la qualification juridique. Il serait donc formel et même inexact de chercher à ventiler systématiquement les infractions constatées suivant la nomenclature utilisée dans la statistique pénale des jugements.

A titre indicatif figure une description des personnes mises en cause, c'est-à-dire celles contre lesquelles ont été réunis au cours de l'enquête des indices suffisants pour laisser présumer qu'elles sont auteur, co-auteur ou complice d'un crime ou d'un délit.

3. La protection judiciaire de la jeunesse
(tableaux 6 et 7)

Une des missions du ministère de la Justice est d'assurer la prise en charge sous mandat judiciaire des mineurs délinquants (ordonnance du 2 février 1945) et en danger (art. 375 du Code civil). La direction de la protection judiciaire de la jeunesse dispose, pour remplir cette mission, de deux grands secteurs d'activité :

— le secteur public, composé d'établissements et services en régie directe;

— le secteur privé, constitué d'établissements et services habilités par le ministère de la Justice à recevoir des jeunes confiés par décision judiciaire et gérés par des associations relevant de la loi de 1901.

Ces différentes structures assurent d'une part les fonctions d'accueil, d'orientation et de consultation, en liaison étroite avec les juges des enfants, et mènent d'autre part l'action éducative avec pour objectif principal d'aider les mineurs qui leur sont confiés par décision judiciaire à devenir des adultes autonomes et responsables. La priorité est donnée pour ce faire au maintien des mineurs dans leur milieu naturel et par conséquent à l'action éducative en milieu ouvert.

4. L'administration pénitentiaire
(tableau 8)

L'administration pénitentiaire est chargée essentiellement d'assurer l'exécution des décisions judiciaires ordonnant la mise en détention (condamnés définitivement jugés ou prévenus en attente d'un jugement définitif, détenus dans les établissements pénitentiaires) ou soumettant à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières (condamnés traités en milieu ouvert). Elle a également vocation à préparer la réinsertion sociale de la population pénale au sein de la société.

Les condamnés sont répartis entre les établissements, compte tenu notamment de leurs sexe, âge, situation pénale, antécédents, santé physique et mentale, aptitude ainsi que du régime pénitentiaire dont ils relèvent, lui-même modulé selon leur personnalité : certains condamnés sont admis au régime de semi-liberté pour exercer une activité professionnelle, recevoir un enseignement ou subir un traitement médical; en revanche, des quartiers de sécurité renforcée permettent, au sein des maisons centrales, d'isoler des détenus particulièrement dangereux.

Sont principalement traités en milieu ouvert, sous le contrôle du juge de l'application des peines et des « comités de probation et d'assistance aux libérés », d'une part les probationnaires, c'est-à-dire des condamnés à une peine assortie d'un sursis avec mise à l'épreuve qui doivent pendant une période allant de trois à cinq ans se soumettre à un ensemble d'obligations ayant pour but d'individualiser la sanction et de lutter contre les causes qui ont conduit le sujet à la délinquance, et d'autre part les libérés conditionnels, condamnés présentant des gages sérieux de réadaptation sociale leur permettant d'obtenir une libération anticipée tout en étant soumis à des mesures destinées à favoriser et à contrôler leur réinsertion.

- *Sources et méthodes*

Les statistiques de la justice sont obtenues en sous-produits de la gestion administrative des affaires et des personnes en charge de la protection judiciaire de la jeunesse et de l'administration pénitentiaire.

Avertissement

Sauf indication contraire, les statistiques présentées concernent la France métropolitaine et les départements d'outre-mer.

ORGANISATION JUDICIAIRE (1)

Les juridictions de droit commun

Cour de cassation

99. Cours d'assises

Connaissent des crimes définis par la loi.

33. Cours d'appel

181. Tribunaux de grande instance

Connaissent en matière civile de toutes les affaires ne relevant pas expressément d'une autre juridiction.
Au plan pénal, statuant en matière correctionnelle, connaissent des infractions qualifiées délits.

473. Tribunaux d'instance

Connaissent notamment, en matière civile, de toutes les actions personnelles ou mobilières, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 7 000 F et à charge d'appel jusqu'à 20 000 F.
Au plan pénal, siégeant en matière de police, connaissent des infractions qualifiées contraventions.

Les juridictions d'exception

14. Tribunaux maritimes commerciaux

Jugent certaines infractions relatives à la marine marchande.

129. Tribunaux pour enfants

Juridictions de la jeunesse, à la fois de nature pénale lorsqu'elles jugent les infractions commises par des mineurs, et de nature civile lorsqu'elles prennent des mesures judiciaires de protection de la jeunesse.

229. Tribunaux de commerce

Connaissent des différends commerciaux ; à défaut de ces juridictions, les affaires viennent devant les tribunaux de grande instance.

110. Tribunaux des affaires de sécurité sociale

Connaissent des différends auxquels donne lieu l'application des législations et réglementations de sécurité sociale et de mutualité agricole.

99. Juges de l'expropriation

Fixent, à défaut d'accord amiable, les indemnités dues à la suite d'une expropriation pour cause d'utilité publique.

281. Conseils de prud'hommes

Statuent sur les différends individuels nés à l'occasion d'un conflit de travail.

413. Tribunaux paritaires de baux ruraux

Connaissent des différends nés de l'exécution de baux ruraux.

(1) Les nombres de juridictions relatifs à l'année 1989 concernent la métropole et les départements d'outre-mer.

TABLEAU P.02-1

Activité des juridictions civiles. France entière

Source : Répertoire général civil

Unité : Nombre

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Juridictions de première instance :							
Ensemble des affaires nouvelles (procédures au fond)	1.208.868	1.299.802	1.326.420	1.346.589	1.371.862	1.457.175	...
Tribunaux de grande instance	385.748	396.215	413.783	417.552	427.404	432.496	450.112
Tribunaux d'instance (1)	352.640	410.809	392.747	401.691	425.272	480.212	626.304
Service civil et tutelles majeurs	345.259	372.605	371.301	395.019	417.053	445.921	472.984
Contentieux électoral politique	7.381	38.204	21.446	6.672	8.219	34.291	153.320
Tribunaux de commerce	239.121	248.237	265.683	278.390	274.238	281.076	...
Conseils de prud'hommes	141.143	148.636	150.613	150.922	144.033	142.991	145.522
Tribunaux paritaires de baux ruraux	5.938	4.918	5.028	4.934	4.903	4.761	4.981
Tribunaux des affaires de sécurité sociale	84.278	90.987	98.566	93.100	96.012	115.639	...
Ensemble des affaires terminées	1.121.076	1.229.317	1.295.438	1.332.489	1.379.311	1.458.483	...
Tribunaux de grande instance	348.528	371.081	402.289	425.493	435.077	435.143	454.710
dont : Divorces prononcés (2) (3)	93.892	98.730	104.012	107.505	108.380	106.527	106.096
Séparations de corps prononcées (3)	3.920	3.694	4.005	4.429	4.570	4.473	4.840
Tribunaux d'instance	330.233	384.890	388.837	388.591	418.266	476.989	598.251
Service civil et tutelles majeurs	321.844	354.906	367.336	382.001	406.138	445.393	445.863
Contentieux électoral politique	8.389	29.984	21.501	6.590	12.128	31.596	153.320
Tribunaux de commerce	235.526	242.622	261.486	269.452	277.071	287.328	...
Conseils de prud'hommes	115.564	137.969	150.317	153.711	150.961	150.580	147.733
Tribunaux paritaires de baux ruraux	5.206	4.750	4.933	4.852	4.872	4.588	4.841
Tribunaux des affaires de sécurité sociale	86.019	88.005	87.576	90.390	93.064	103.855	...
Juridictions de recours :							
Cour de cassation :							
Affaires nouvelles	12.152	15.917	15.512	16.819	16.431	18.467	17.667
Affaires terminées	11.169	13.648	13.335	14.368	12.985	18.126	16.482
dont : Cassation	2.398	1.995	3.206	3.185	2.801	3.434	3.209
Cour d'appel :							
Affaires nouvelles	129.663	134.324	138.079	147.264	146.745	148.441	153.509
Affaires terminées	102.545	114.268	128.285	138.059	142.533	149.464	158.271
par : Décisions au fond	76.089	84.835	93.951	99.237	104.266	107.589	113.778
Acceptation totale ou partielle	56.931	63.740	70.826	75.717	76.544	81.452	85.730
Rejet	19.158	21.095	23.125	23.520	27.722	26.137	28.048
Autres décisions	26.456	29.433	34.334	38.822	38.267	41.875	44.493

(1) Non compris les demandes d'ouvertures de régime de protection de mineurs. — (2) Ensemble des divorces, qu'ils soient prononcés de façon directe ou par conversion de séparation de corps (1862 en 1988). — (3) France métropolitaine uniquement.

TABLEAU P.02-2

Répartition des affaires civiles nouvelles selon la nature juridique des demandes. Procédures au fond. Juridictions de première instance (hors tribunaux de commerce et tribunaux des affaires de sécurité sociale)

France entière : année 1988

Source : Répertoire général civil.

Unité : Nombre

Ensemble	**1.226.919**
Tribunaux de grande instance	450.112
Tribunaux d'instance (1)	626.304
Conseils de prud'hommes	145.522
Tribunaux paritaires de baux ruraux	4.981
• Droit des personnes	74.912
dont : demandes d'ouverture d'un régime de protection pour un majeur	51.920
• Droit de la famille	294.616
dont : Divorces et séparations de corps	163.607
Contentieux post-divorce	48.302
Obligations à caractère alimentaire (2)	24.979
Adoptions simples	3.479
Adoptions plénières	4.525
Autorité parentale (3)	13.971
• Droit des affaires [hors entreprises en difficulté] (4)	30.423
dont : Bail commercial	8.102
Banque - effets de commerce	14.161
• Droit des affaires [entreprises en difficulté] (4)	18.065
dont : Ouverture du redressement ou de la liquidation judiciaire	7.224
• Droit des contrats	348.423
dont : Contentieux locatifs	95.764
Prêts d'argent, crédit-bail, cautionnement	73.329
• Responsabilité	44.435
dont : Responsabilité du fait de véhicules	26.511
• Biens - Propriété littéraire et artistique	30.112
dont : Demandes en paiement des charges ou des contributions	13.822
• Relations du travail et protection sociale	163.614
dont : Demandes en nullité du licenciement, dommages-intérêts ou réintégration liée à la contestation de la rupture du contrat de travail	57.190
Demandes en paiement de cotisations, majorations de retard et/ou pénalités	20.894
• Relations avec les personnes publiques	156.512
dont : Élections politiques	153.232
• Non mentionnés	65.807

(1) Non compris les ouvertures de régime de protection des mineurs. — (2) Hors demandes de révision de pension alimentaire post-divorce. — (3) Hors contentieux post-divorce. — (4) Ces postes ne concernent que l'activité des tribunaux de grande instance à compétence commerciale.

TABLEAU P.02-3

Infractions constatées (1) par les services de Police et de Gendarmerie (métropole)

Source : Ministère de l'Intérieur (direction centrale de la Police judiciaire) — *Unité :* infraction, sauf indication contraire

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	■ 1988	1989
Ensemble des crimes et des délits (sauf circulation routière)	2.627.508	2.890.020	3.413.682	3.563.975	3.681.453	3.579.194	3.292.189	3.170.970	3.132.694	3.266.442
Infractions contre les personnes (2)	*102.195*	*108.313*	*112.004*	*116.824*	*116.570*	*117.948*	*107.812*	*105.304*	*122.646*	*132.321*
dont : Homicides crapuleux	204	208	226	311	295	263	276	257	395	375
Homicides non crapuleux et infanticides	1.920	1.815	2.101	2.207	2.287	2.074	1.998	1.901	2.082	2.065
Coups et blessures suivis de mort	277	460	371	481	269	318	675	210	268	233
Coups et blessures de nature délictuelle	32.649	34.431	38.403	38.770	38.120	39.018	35.874	35.753	42.244	46.804
Viols	1.886	2.167	2.459	2.803	2.859	2.823	2.937	3.196	3.776	4.342
Proxénétisme	1.719	1.555	1.279	1.388	1.317	1.392	1.224	1.343	1.199	1.033
Infractions contre la famille et l'enfant (3)	33.346	36.112	35.516	39.098	40.825	40.240	33.029	31.248	27.495	29.192
Infractions contre la paix publique et l'État (4)	*233.386*	*262.970*	*316.566*	*328.180*	*345.140*	*348.592*	*351.562*	*364.846*	*369.727*	*403.743*
soit : Outrages et violences à dépositaires de l'autorité	17.879	17.188	18.208	19.475	20.022	20.639	20.915	21.504	22.443	23.368
Attentats par explosifs contre biens publics ou privés	802	554	1.084	1.074	1.073	942	822	799	458	424
Incendies de biens publics ou privés	5.918	6.589	7.414	7.946	9.060	9.868	9.612	8.909	9.657	11.149
Autres destructions et dégradations	152.080	175.177	225.175	217.543	225.366	217.228	201.020	205.925	204.218	227.354
Trafic de stupéfiants }	13.610	19.136	21.230	25.116	27.907	35.842	49.086	49.521	{ 6.408	7.123
Toxicomanie }									{ 39.692	41.703
Délits à la police des étrangers	12.975	13.569	10.431	22.235	26.296	28.437	32.274	37.510	34.945	39.223
Autres infractions à la police générale	30.122	30.757	33.024	34.791	35.416	35.636	37.833	40.678	51.906	53.399
Infractions astucieuses contre les biens	*531.588*	*619.284*	*765.631*	*814.659*	*806.664*	*681.699*	*607.140*	*571.974*	*568.638*	*548.354*
soit : Fausse monnaie	2.580	1.287	1.649	2.393	2.206	3.540	2.614	3.995	2.168	1.167
Détournements et escroqueries	63.344	76.237	91.104	90.181	85.397	84.424	92.310	105.075	87.058	86.114
Délinquance économique et financière (5)	65.357	65.472	83.419	81.572	100.924	69.825	60.193	49.440	50.705	45.847
Chèques sans provision	282.018	337.420	397.850	417.275	385.906	317.683	240.134	214.260	186.865	181.287
Autres utilisations frauduleuses de chèques	101.024	116.196	166.156	191.554	197.053	172.980	167.439	154.035	173.891	182.326
Infractions à la législation sur les chèques	///	///	///	///	///	///	///	///	34.891	22.486
Faux et contrefaçons (6)	17.265	22.672	25.453	31.684	35.178	33.247	44.450	45.169	33.060	29.127
Autres infractions contre les biens (7)	*1.624.547*	*1.771.035*	*2.081.303*	*2.163.244*	*2.277.530*	*2.301.934*	*2.121.525*	*2.028.608*	*2.016.781*	*2.126.973*
dont : Vols à main armée	4.720	5.285	5.625	6.349	7.633	8.148	7.730	6.508	6.806	7.523
Vols contre des femmes sur la voie publique	15.114	18.106	21.044	23.893	27.553	28.079	22.846	21.580	22.445	22.679
Vols contre d'autres personnes sur la voie publique	11.829	13.427	15.087	16.244	17.856	18.119	15.144	15.905	17.570	19.473
Cambriolages	267.860	301.436	365.184	392.092	436.435	433.145	401.970	367.004	361.396	370.606
Vols d'automobiles	213.787	230.813	259.646	252.846	265.030	283.743	261.013	244.585	234.268	245.657
Vols de véhicules motorisés à deux roues	208.911	196.048	208.381	195.492	175.806	155.803	131.539	124.151	126.241	134.027
Vols à la roulotte	431.840	501.788	627.944	660.302	720.360	721.028	652.488	624.584	675.032	700.743
Autres délits (8)	*135.792*	*128.418*	*138.178*	*141.068*	*135.549*	*129.021*	*104.150*	*100.238*	*54.902*	*55.051*
Ensemble des personnes mises en cause (sauf circulation routière) :										
Nombre de Français mis en cause	582.954	638.193	680.950	743.176	781.779	782.477	678.462	645.686	645.269	637.362
Nombre d'étrangers mis en cause	103.400	108.700	120.086	130.876	140.204	142.637	130.597	130.070	124.887	131.528
Nombre d'hommes majeurs	474.990	525.256	562.393	616.666	656.430	659.149	578.974	555.353	550.534	551.070
Nombre d'hommes mineurs	92.342	89.888	92.354	95.121	92.414	90.105	78.554	82.341	81.391	83.980
Nombre de femmes majeures	107.072	120.073	133.894	149.578	160.526	162.380	139.584	126.933	127.479	123.518
Nombre de femmes mineures	11.950	11.676	12.395	12.687	12.613	13.480	11.947	11.129	10.752	10.322

(1) On rappelle que la qualification définitive de l'infraction est énoncée par le jugement : les statistiques de police judiciaire sont établies à partir des crimes ou délits, commis ou *tentés*, que les faits bruts sont présumés constituer et ne peuvent donc que différer des statistiques des juridictions pénales. — (2) Cette rubrique ne comprend pas le trafic et l'usage de stupéfiants (classés en infraction contre la paix publique et l'État), ni les avortements illégaux (très peu nombreux, ils sont regroupés avec les autres infractions à la police générale); par contre les menaces de mort ou chantage pour extorsion de fonds (classés auparavant avec les infractions contre les biens) sont intégrées dans ce poste. — (3) Non compris les avortements illégaux. — (4) Le trafic et l'usage de stupéfiants sont intégrés dans ce poste alors que la fausse monnaie et l'utilisation frauduleuse de moyens de paiement sont reclassées dans les infractions astucieuses contre les biens. — (5) Non compris les fraudes alimentaires comptabilisées avec les autres infractions à la police générale. — (6) Y compris les faux en écritures et les faux moyens de paiement bancaires et postaux. — (7) Non compris les menaces de mort ou chantage pour extorsion de fonds. — (8) Ce poste recouvrait un certain nombre de délits qui ont été isolés dans la nouvelle nomenclature et qu'il est impossible de reclasser sauf à les estimer.

TABLEAU P.02-4

Décisions des juridictions pénales et de la jeunesse

Sources : Activité des parquets et officiers du Ministère Public.
Condamnations portées au casier judiciaire.

Unité : Nombre

	1984	1985	1986	(1) 1987	(1) 1988
Classements sans suite	...	**5.866.564**	**5.505.378**	**4.880.996**	**9.810.396**
Ordonnances de non-lieu	**12.370**	**12.054**	**12.382**	**10.856**	**12.817**
Condamnations pénales	**10.557.203**	**10.988.961**	**10.959.184**	**10.105.313**	*p* **5.431.246**
Prononcées par :					
Les cours d'assises	2.342	2.607	2.764	2.636	*p* 3.080
Les cours d'appel	29.603	31.481	33.796	33.746	*p* 25.896
Les tribunaux correctionnels	491.516	526.558	523.224	413.884	*p* 303.316
Les tribunaux de police	9.974.798	10.366.034	10.340.278	9.609.296	*p* 5.079.637
dont : Condamnations pour contraventions de 5e classe	143.442	110.919	97.421	90.702	*p* 35.568
Les tribunaux pour enfants et juges des enfants	58.025	60.952	57.151	43.767	*p* 18.007
Les tribunaux aux armées	919	1.329	1.971	1.984	*p* 1.310
Nature des peines :					
Peines privatives de liberté	268.796	295.509	311.245	300.856	*p* 242.869
Peines d'amende	743.213	725.419	689.532	584.740	*p* 454.379
Ordonnances pénales	1.530.220	1.552.146	1.661.437	1.399.860	814.776
Amendes forfaitaires majorées	7.931.103	8.318.900	8.199.828	7.745.168	3.881.204
Autres peines	47.665	61.503	63.577	49.139	*p* 26.957
Mesures éducatives	**94.386**	**96.514**	**105.414**	**94.363**	...
Concernant :					
Les mineurs délinquants	36.206	35.484	33.565	25.510	*p* 11.061
Les mineurs en danger et jeunes majeurs	58.180	61.030	71.849	68.853	...
Total	...	**16.964.093**	**16.582.358**	**15.091.528**	...

(1) Le volume des condamnations prononcées en 1987 et 1988 est affecté par la loi d'amnistie présidentielle promulguée le 20 juillet 1988.

TABLEAU P.02-5

Condamnations portées au casier judiciaire pour crimes, délits et contraventions de 5e classe

Source : Ministère de la Justice

Unité : Nombre

	1984	1985	1986	(1) 1987	(1) *p* 1988
Ensemble des condamnations	**725.847**	**733.846**	**716.327**	**586.719**	**387.177**
Crimes	2.284	2.580	2.725	2.547	3.013
Condamnés majeurs	2.138	2.360	2.529	2.357	2.822
Condamnés mineurs	146	220	196	190	191
Délits	572.259	612.052	599.773	481.406	345.660
Condamnés majeurs	516.242	553.938	545.015	439.409	328.293
Condamnés mineurs	56.017	58.114	54.758	41.997	17.367
Contraventions de 5e classe	151.304	119.214	113.829	102.766	38.504
Condamnés majeurs	148.618	115.766	110.789	100.603	37.737
Condamnés mineurs	2.686	3.448	3.040	2.163	767
• **Répartition selon la nature de l'infraction :**					
Ensemble des condamnations	**725.847**	**733.846**	**716.327**	**586.719**	**387.177**
Atteintes à la personne	**113.908**	**116.154**	**113.906**	**102.378**	**62.004**
dont : Homicides volontaires	586	633	629	602	684
Coups et violences volontaires	35.281	38.238	38.995	34.528	18.291
Homicides involontaires	3.626	3.421	3.435	3.626	3.460
Blessures involontaires	47.401	45.978	42.534	40.344	25.334
Viols	563	618	619	574	711
Autres atteintes aux mœurs	8.245	7.970	9.019	7.527	5.370
Atteintes à la famille	14.668	15.577	14.860	12.083	6.304

TABLEAU P.02-5 *(suite et fin)*

Condamnations portées au casier judiciaire pour crimes, délits et contraventions de 5e classe

Source : Ministère de la Justice — *Unité :* Nombre

	1984	1985	1986	(1) 1987	(1) *p* 1988
Atteintes aux biens	**270.660**	**258.794**	**249.641**	**190.057**	**107.641**
dont : Vols, recels	173.960	188.109	189.498	161.892	91.477
Escroqueries, abus de confiance	85.438	59.287	47.640	17.648	10.269
Destructions, dégradations	11.098	11.277	12.380	10.437	5.895
Infractions à la circulation routière et aux transports	**174.069**	**179.656**	**176.706**	**147.628**	**123.468**
dont : Conduite en état alcoolique	45.204	50.988	61.554	75.252	90.456
Conduite sans permis	17.743	17.849	14.911	9.657	3.299
Défaut d'assurance	49.413	56.642	47.660	33.340	10.479
Délit de fuite	9.208	9.384	10.778	12.105	11.582
Transports	8.486	7.399	8.295	5.956	1.919
Infractions à la législation économique et financière	**90.013**	**97.506**	**87.417**	**69.173**	**39.241**
dont : Infractions en matière de chèques	71.977	77.653	69.052	52.649	22.320
Travail et sécurité sociale	8.296	8.822	8.115	7.578	8.357
Atteintes à l'ordre administratif et judiciaire	**13.648**	**14.881**	**17.507**	**15.011**	**9.094**
dont : Outrage ou violences à magistrat, agent de l'autorité publique ou citoyen chargé d'un ministère public	9.400	9.983	11.707	9.749	5.745
Rébellion	2.134	2.088	2.560	1.831	1.184
Atteintes à la sûreté publique	**29.703**	**30.039**	**31.195**	**23.197**	**17.882**
dont : Police des étrangers	15.391	14.352	15.190	9.491	8.564
Commerce et transport d'armes	5.520	5.849	6.156	5.089	4.663
Infractions militaires	6.583	7.358	7.101	6.476	3.762
Atteintes à la santé	**13.478**	**15.754**	**18.664**	**20.731**	**19.195**
dont : Infractions en matière de stupéfiants	12.548	14.889	17.980	20.143	18.807
Atteintes à l'ordre public général	**19.676**	**20.365**	**20.802**	**18.255**	**8.413**
Faux en écriture publique ou privée	3.799	4.387	5.116	5.639	3.515
Atteintes à l'environnement	15.877	15.978	15.686	12.616	4.898
Autres infractions	**692**	**697**	**489**	**289**	**239**
• **Répartition selon la nature de la décision :**					
Ensemble	**725.847**	**733.846**	**716.327**	**586.719**	**387.177**
Peine privative de liberté	268.796	295.509	311.245	300.856	242.869
Réclusion criminelle	1.371	1.634	1.749	1.662	2.036
Emprisonnement ferme ou assorti du sursis partiel	117.416	127.793	132.134	122.728	95.532
Emprisonnement assorti du sursis total	150.009	166.082	177.362	176.466	145.301
Amende	**373.180**	**341.350**	**307.940**	**211.214**	**106.290**
Peine de substitution	**33.988**	**46.187**	**47.762**	**36.763**	**22.897**
Travail d'intérêt général	2.718	6.660	7.068	6.254	3.013
Autres	31.270	39.527	40.694	30.509	19.884
Mesure éducative	**36.206**	**35.484**	**33.565**	**25.510**	**11.061**
Dispense de peine	**13.677**	**15.316**	**15.815**	**12.376**	**4.060**
• **Répartition selon le sexe des condamnés :**					
Ensemble	**725.847**	**733.846**	**716.327**	**586.719**	**387.177**
Hommes	625.127	630.372	616.458	509.592	346.809
Femmes	100.720	103.474	99.869	77.127	40.368
• **Répartition selon l'âge des condamnés :**					
Ensemble	**725.847**	**733.846**	**716.327**	**586.719**	**387.177**
Moins de 18 ans	58.849	61.782	57.994	44.350	18.325
De 18 à moins de 25 ans	271.785	262.627	251.507	196.147	124.558
De 25 à moins de 40 ans	282.599	290.715	288.664	240.211	166.371
De 40 à moins de 60 ans	100.519	106.017	105.767	94.663	69.937
60 ans et plus	12.095	12.705	12.395	11.348	7.986

(1) Le volume des condamnations prononcées en 1987 et 1988 est affecté par la loi d'amnistie présidentielle promulguée le 20 juillet 1988.

TABLEAU P.02-6

Juridictions de la jeunesse : mineurs délinquants (1), mineurs en danger et jeunes majeurs (2)

Source : Ministère de la Justice — *Unité :* Nombre

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Ensemble des jeunes ayant fait l'objet d'une décision	**134.700**	**136.739**	**138.349**	**144.561**	**141.350**	**150.272**	**154.382**	**159.668**	**171.666**	**157.179**
Au titre de l'enfance délinquante	63.700	65.760	68.109	73.401	69.600	70.300	71.491	73.247	73.144	63.702
Au titre de la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger	68.488	68.165	67.321	68.146	68.316	75.919	78.708	82.299	93.774	88.452
Au titre de la protection des jeunes majeurs (2)	2.512	2.814	2.919	3.014	3.434	4.053	4.183	4.122	4.748	5.025
• Répartition selon le sexe :										
Ensemble	**134.700**	**136.739**	**138.349**	**144.561**	**141.350**	**150.272**	**154.382**	**159.668**	**171.666**	**157.179**
Garçons	94.800	97.342	98.364	104.227	100.884	105.284	108.653	112.079	118.213	107.649
Filles	39.900	39.397	39.985	40.334	40.466	44.988	45.729	47.589	53.453	49.530
• Répartition selon l'âge :										
Ensemble	**134.700**	**136.739**	**138.349**	**144.561**	**141.350**	**150.272**	**154.382**	**159.668**	**171.666**	**157.179**
Moins de 6 ans	17.045	15.623	15.060	14.557	14.693	17.030	17.543	19.063	21.270	21.197
De 6 à moins de 13 ans	26.422	25.001	24.488	25.374	24.598	26.370	26.939	28.039	30.773	29.123
De 13 à moins de 16 ans	36.312	37.481	38.313	41.088	39.740	41.385	42.709	42.872	46.732	41.820
De 16 à moins de 18 ans	52.409	55.820	57.569	60.528	58.885	61.434	63.008	65.572	68.143	60.014
De 18 à moins de 21 ans	2.512	2.814	2.919	3.014	3.434	4.053	4.183	4.122	4.748	5.025
• Nature des décisions :										
Au titre de l'enfance délinquante :										
Ensemble	**63.700**	**65.760**	**68.109**	**73.401**	**69.600**	**70.300**	**71.491**	**73.247**	**73.144**	**63.702**
Acquittement ou relaxe	3.855	3.765	4.047	3.746	3.559	4.013	4.152	3.965	4.572	3.840
Mesure éducative	40.219	41.888	42.079	46.463	44.812	43.544	43.223	41.425	40.603	34.870
Admonestation, remise aux parents, tuteurs	38.654	40.265	40.756	45.253	43.743	42.337	42.208	40.751	39.861	34.152
Placement en éducation surveillée	1.217	1.252	953	799	748	883	745	470	505	404
Placement par l'Aide Sociale à l'enfance	148	155	137	96	112	127	114	47	57	106
Protection judiciaire	200	216	233	315	209	197	156	157	180	208
Condamnation pénale	19.626	20.107	21.983	23.192	21.229	22.743	24.116	27.857	27.969	24.992
Emprisonnement	14.201	14.387	15.078	16.432	15.950	17.015	17.906	20.060	20.597	18.141
ferme	3.933	4.251	5.349	5.743	5.149	5.603	5.880	6.421	6.255	5.445
avec sursis	10.268	10.136	9.729	10.689	10.801	11.412	12.026	13.639	14.342	12.696
Amende	5.425	5.720	6.384	6.268	5.022	5.363	5.474	6.789	5.982	5.403
ferme	4.450	4.597	5.288	5.293	4.191	4.572	4.637	5.585	4.818	4.384
avec sursis	975	1.123	1.096	975	831	791	837	1.204	1.164	1.019
Peine de substitution, dispense de peine	•	•	521	492	257	365	736	1.008	1.390	1.448
Au titre de la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger et des jeunes majeurs (2) :										
Ensemble	**71.000**	**70.979**	**70.240**	**71.160**	**71.750**	**79.972**	**82.891**	**86.421**	**98.522**	**93.477**
Aucune mesure	20.980	22.864	22.665	22.279	21.344	23.240	24.711	25.391	26.673	24.624
Mesure éducative	50.020	48.115	47.575	48.881	50.406	56.732	58.180	61.030	71.849	68.853
à l'égard de jeunes majeurs (2)	2.512	2.814	2.919	3.014	3.434	4.053	4.183	4.122	4.748	5.025
à l'égard de mineurs	47.508	45.301	44.656	45.867	46.972	52.679	53.997	56.908	67.101	63.828
remise aux parents, tuteurs	30.017	28.678	29.020	30.436	32.093	35.603	35.399	38.019	43.996	41.898
placement en éducation surveillée	5.543	5.351	5.379	5.173	5.958	6.451	7.058	7.364	8.377	7.344
placement par l'Aide sociale à l'enfance	11.948	11.272	10.257	10.258	8.921	10.625	11.540	11.525	14.728	14.586

(1) Cf. ordonnance du 2 février 1945 modifiée et complétée par la loi du 11 juillet 1975. — (2) Cf. loi du 4 juin 1970 relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence en danger et article 375 du Code civil, et décret du 18 février 1975 relatif à la protection des jeunes majeurs (suite à la loi du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité, ce décret a déterminé les modalités de mise en œuvre d'une action de protection judiciaire à l'égard de toute personne âgée de moins de 21 ans, majeure ou mineure émancipée, et qui éprouve de graves difficultés d'insertion sociale).

TABLEAU P.02-7

Protection judiciaire de la jeunesse

Source : Ministère de la Justice — *Unité :* Nombre

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Ensemble des jeunes suivis (1) au 31 décembre	**125.096**	**121.031**	**122.811**	**120.962**	**121.215**	**121.966**	**121.174**	**123.042**	**122.605**	**123.341**
Mineurs délinquants	17.936	16.976	16.308	13.302	12.615	12.493	11.940	12.229	12.097	12.423
Mineurs en danger et jeunes majeurs	107.160	104.055	106.503	107.660	108.600	109.473	109.234	110.813	110.508	110.918
• Répartition selon le sexe :										
Ensemble	**125.096**	**121.031**	**122.811**	**120.962**	**121.215**	**121.966**	**121.174**	**123.042**	**122.605**	**123.341**
Garçons	72.596	71.459	72.573	70.309	70.073	70.486	70.266	71.301	70.984	71.309
Filles	52.500	49.572	50.238	50.653	51.142	51.480	50.908	51.741	51.621	52.032
• Répartition selon l'âge :										
Ensemble	**125.096**	**121.031**	**122.811**	**120.962**	**121.815**	**121.966**	**121.174**	**123.042**	**122.605**	**123.341**
Moins de 10 ans	41.950	39.779	36.466	35.692	36.470	36.330	36.514	38.227	39.192	40.816
De 10 à moins de 16 ans	53.155	51.227	53.187	52.175	51.111	51.426	50.105	49.854	47.825	46.242
De 16 à moins de 18 ans	24.284	24.496	27.329	29.009	28.919	29.331	28.624	28.990	29.614	29.844
18 ans et plus	5.707	5.529	5.829	4.086	4.715	4.879	5.931	5.971	5.974	6.439

(1) Il s'agit uniquement des jeunes suivis en action éducative sur décision des juridictions de la jeunesse, des établissements ou services menant cette action suivant par ailleurs des jeunes qui leur sont confiés notamment par les directeurs de l'action sanitaire et sociale.

TABLEAU P.02-8

Administration pénitentiaire

Source : Ministère de la Justice — *Unité :* Nombre

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Population pénale en établissement pénitentiaire au 31 décembre	**36.918**	**40.365**	**31.551**	**35.876**	**40.010**	**44.498**	**44.029**	**49.112**	**50.874**	**46.515**
• Répartition selon le sexe :										
Hommes	35.759	39.071	30.537	34.705	38.462	43.001	42.428	47.149	48.750	44.477
Femmes	1.159	1.294	1.014	1.171	1.368	1.497	1.601	1.963	2.124	2.038
• Répartition selon la situation juridique :										
Ensemble	**36.918**	**40.365**	**31.551**	**35.876**	**40.010**	**44.498**	**44.029**	**49.112**	**50.874**	**46.515**
Prévenus	16.325	17.831	15.751	18.177	20.640	22.729	21.763	21.967	20.839	20.224
Condamnés	20.201	22.100	15.622	17.400	18.905	21.452	21.877	26.961	29.890	26.155
Détenus soumis à la contrainte par corps	392	434	178	299	465	317	389	184	145	136
• Répartition des condamnés selon la nature de l'infraction :										
Ensemble	**20.201**	**22.100**	**15.622**	**17.400**	**18.905**	**21.452**	**21.877**	**26.961**	**29.890**	**26.155**
dont :										
Métropole	19.416	21.221	14.892	16.646	18.110	20.570	21.091	26.100	28.932	25.320
soit :										
Infractions contre les personnes	5.256	5.949	5.001	5.404	5.433	6.043	6.681	7.876	7.854	7.486
Infractions contre les biens	11.844	12.453	8.334	9.144	9.924	11.286	10.647	13.576	13.986	10.719
Infractions contre la paix publique et l'État	707	1.001	394	550	673	891	1.073	1.329	1.596	1.603
Autres infractions	1.609	1.818	1.163	1.548	2.080	2.350	2.690	3.319	5.496	5.512
• Répartition des condamnés selon la nature de la peine :										
Ensemble	**20.201**	**22.100**	**15.622**	**17.400**	**18.905**	**21.452**	**21.877**	**26.961**	**29.890**	**26.155**
dont :										
Métropole	19.416	21.221	14.892	16.646	18.110	20.570	21.091	26.100	28.932	25.320
soit :										
Condamnation à mort	—	—	///	///	///	///	///	///	///	///
Emprisonnement à perpétuité	333	349	372	380	389	411	387	380	415	407
5 ans d'emprisonnement et plus	4.883	5.359	5.359	5.446	5.463	5.578	6.078	6.925	7.343	7.867
De 3 à moins de 5 ans d'emprisonnement	1.713	2.094	1.647	1.590	1.742	2.093	2.365	2.974	3.560	3.769
De 1 à moins de 3 ans d'emprisonnement	5.169	5.593	3.832	4.385	4.929	5.788	6.106	7.681	8.120	6.502
De 3 mois à moins d'un an d'emprisonnement	5.451	5.649	3.234	3.902	4.506	5.407	5.161	6.721	7.774	5.840
Moins de 3 mois d'emprisonnement	1 759	1.995	448	943	1.081	1.293	994	1.419	1.720	935
Tutelle pénale	168	182	///	///	///	///	///	///	///	///
Population pénale en milieu ouvert au 31 décembre (1)	**71.262**	**73.448**	**45.842**	**55.453**	**64.534**	**71.716**	**77.747**	**84.404**	**96.175**	**73.523**
Probationnaires	66.327	68.805	42.161	51.484	60.434	65.970	70.767	73.822	82.347	64.814
Libérés conditionnels	4.833	4.552	3.624	3.900	4.047	4.067	4.523	5.222	6.323	4.853
Interdits de séjour (2)	102	91	57	69	53	25	42	44	31	16
Personnes effectuant un travail d'intérêt général (3)	///	///	///	///	///	1.654	2.415	5.316	7.474	3.840

(1) Non compris les personnes suivies au titre du contrôle judiciaire et les assujettis au service national. — (2) Il ne s'agit pas de l'ensemble des interdits de séjour mais uniquement de ceux pris en charge par l'administration pénitentiaire. — (3) Cf. loi du 10 juin 1983 et décret n° 83-1152 du 23 décembre 1983.

SOURCES DE DOCUMENTATION

Publications :

- Annuaire statistique de la justice, édité par *La Documentation française.*
- Statistique annuelle n° 3 : La justice pénale en 1983.
- Statistique annuelle n° 4 : Les procès civils 1984-1985, édité par *La Documentation française.*
- Statistique annuelle n° 5 : Les procès civils 1986-1987, édité par *La Documentation française.*
- Statistique annuelle n° 6 : Les condamnations 1984-1985-1986, édité par *La Documentation française.*
- Statistique annuelle n° 7 : Les condamnations 1987, édité par *La Documentation française.*
- Compte général de l'administration de la justice criminelle et de la justice civile et commerciale, annuel, édité par *La Documentation française.*
- Rapport annuel de l'éducation surveillée.
- « Annales de Vaucresson », édition Cujas.
- Rapport annuel de l'administration pénitentiaire.
- Rapport annuel de la Cour de cassation.
- Aspects de la criminalité et de la délinquance constatées en France, annuel, édité par *La Documentation française.*
- L'organisation judiciaire en France, de H. Pinsseau et A. Sieren (« Notes et études documentaires », n° 4453, 1978, édité par *La Documentation française*).
- Rapport « Le divorce en France », *Collections de l'INSEE,* série D, n° 85-86 (1981).
- Études et recherches du Centre de formation et de recherche de l'éducation surveillée et du Centre national d'études et de recherches pénitentiaires.

LA REFERENCE insee

LA REFERENCE insee

LA REFERENCE insee

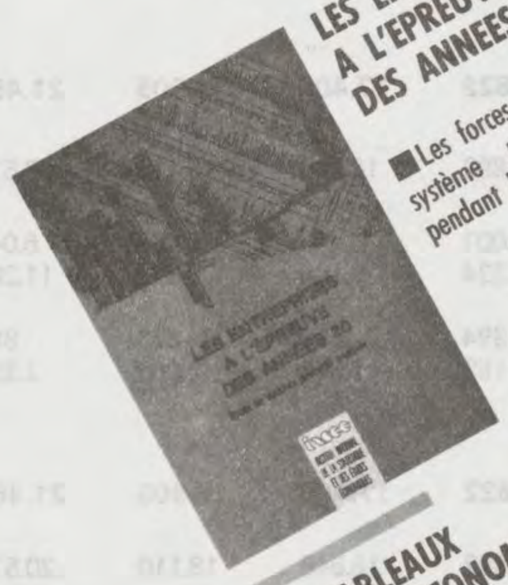
insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES



1989 : UNE ECONOMIE PLUS FORTE

■L'évolution de l'économie française restituée dans le contexte européen.

Edition 90
320 pages.
Prix : 130 F.



LES ENTREPRISES A L'EPREUVE DES ANNEES 80

■Les forces et faiblesses du système productif français pendant la décennie.

Edition 89
344 pages.
Prix : 130 F.



TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

■Toute l'économie en 86 thèmes. De nombreuses comparaisons internationales.

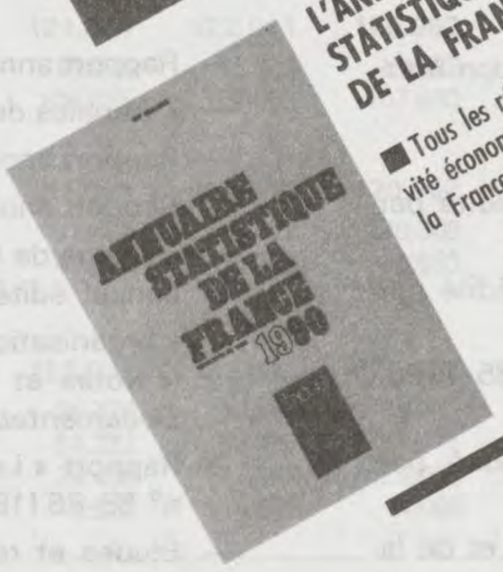
Edition 90
192 pages.
Prix : 55 F.



DONNEES SOCIALES 1990

■Le meilleur ouvrage de synthèse sur la société française à l'aube des années 90, par plus de 100 spécialistes.

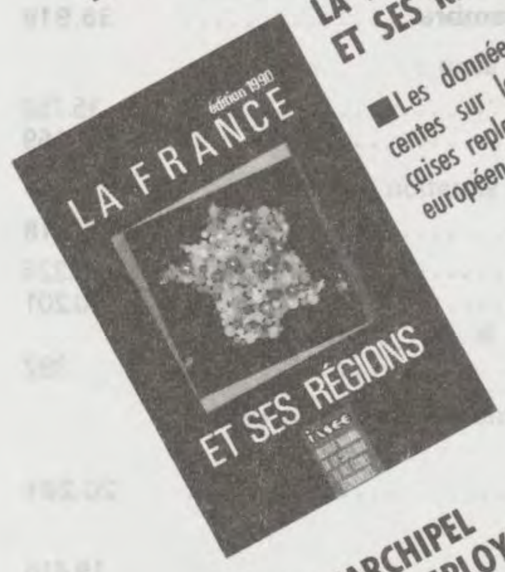
Edition 90
464 pages.
Prix : 250 F.



L'ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE 1990

■Tous les résultats de l'activité économique et sociale de la France en un volume.

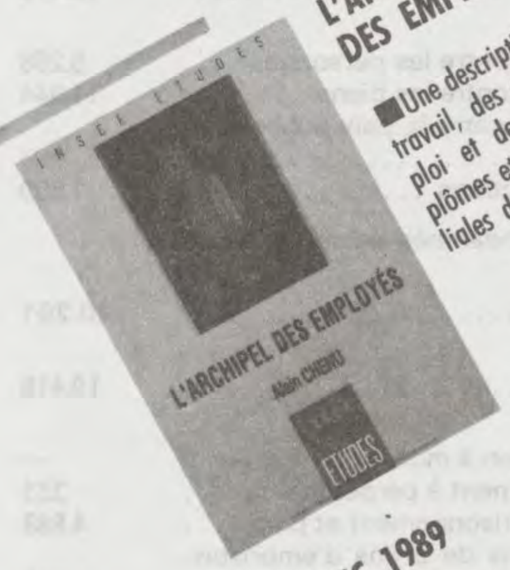
Edition 90
860 pages.
Prix : 550 F.



LA FRANCE ET SES REGIONS

■Les données les plus récentes sur les régions françaises replacées dans l'espace européen.

Edition 90
150 pages.
Prix : 60 F.



L'ARCHIPEL DES EMPLOYES

■Une description de la vie de travail, des conditions d'emploi et de salaire, des diplômes et des pratiques familiales des employés.

Edition 90
212 pages.
Prix : 140 F.



ETC 1989

■Indispensable pour enseigner où étudier la comptabilité nationale et s'exercer à la macro-économie à travers des cas concrets.

Edition 90
160 pages.
Prix : 80 F.

L'ANNUAIRE RETROSPECTIF DE LA FRANCE

■Séries longues 1948-1988. De 1948 à 1988 : les chiffres qui ont fait l'actualité, accompagnés de la chronologie des événements économiques et politiques d'alors.

Edition 90
800 pages.
Prix : 550 F.

DISPONIBLES EN LIBRAIRIE ET DANS LES OBSERVATOIRES ECONOMIQUES REGIONAUX DE L'INSEE. - DIFFUSEUR CCLS -

Athènes

Chapitre P.03

Finances publiques

1. L'exécution des lois de finances et la gestion de la trésorerie de l'État

2. Les finances des collectivités locales

1. L'exécution des lois de finances et la gestion de la trésorerie de l'État

11. Comptabilité de gestion et comptabilité d'exercice
(tableaux 1 à 8)

L'exécution des lois de finances est d'abord examinée ici dans l'optique d'une *comptabilité de gestion* (comptabilité des opérations exécutées entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année étudiée, quel que soit l'exercice budgétaire d'inscription de ces opérations); ainsi se trouvent décrites pour chaque année (tableau 1, partie A) des opérations relatives à l'exercice courant, à l'exercice précédent (période complémentaire) et à l'exercice suivant (dépenses anticipées). Dans le cadre de chaque gestion annuelle, apparaît un *solde de l'exécution des lois de finances* (signe *moins* dans le cas d'un excédent des dépenses sur les recettes, signe *plus* dans le cas contraire) qui est couvert par les diverses *opérations de trésorerie* (dettes à moyen ou long terme, bons du Trésor, opérations diverses relatives à la dette publique, opérations avec les correspondants du Trésor et divers tiers, encaisses et effets, bons du Trésor en comptes courants, concours de la Banque de France, etc.).

C'est au contraire dans l'optique de la *comptabilité d'exercice* que sont analysées en détail les dépenses et les recettes effectuées en exécution de chaque budget annuel.

Les tableaux 1 à 5 qui correspondent à ces deux sortes d'analyse sont tous tirés de la SROT (situation résumée des opérations du Trésor) établie par la Direction de la comptabilité publique et publiée mensuellement au *Journal officiel*. Par contre, le tableau 6 se rapporte aux budgets, tels qu'ils ont été initialement votés et promulgués, et non pas à leur exécution.

Les tableaux 7 et 8 se rapportent à la *Dette publique* et sont également tirés de la SROT.

12. Impôts directs
(tableaux 9 à 11)

Les impôts directs sont divisés en deux groupes :

— les impôts directs perçus au profit du *Budget général*, qui comprennent les impôts établis par voie de *rôles* (impôt sur le revenu principalement) et d'autres impôts versés spontanément, comme l'impôt sur les sociétés et la taxe sur les salaires;

— les impôts directs locaux perçus au profit des *régions*, des *départements*, *des communes* et de divers *établissements* ou *fonds*, qui sont établis par voie de rôles et qui comprennent la taxe foncière, la taxe d'habitation, la taxe professionnelle et diverses taxes annexes.

2. Les finances des collectivités locales
(tableaux 12 à 14)

Ces tableaux regroupent les opérations budgétaires effectives (c'est-à-dire après élimination des écritures comptables d'ordre) des collectivités publiques locales de la métropole et des départements d'outre-mer (communes, départements, groupements de collectivités et établissements locaux à comptabilité distincte).

TABLEAU P.03-1

Opérations du Trésor : situation résumée (opérations de la gestion en cours)

Source : Direction de la Comptabilité publique (SROT) — *Unité :* Milliard de francs

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
A. **EXÉCUTION DES LOIS DE FINANCES** *(Recettes :* signe + ; *Dépenses :* signe —)							
I. **PÉRIODE COMPLÉMENTAIRE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT :**							
a. Opérations à caractère définitif :							
Dépenses du budget général	— 27,41	— 31,77	— 42,85	— 52,88	— 49,30	— 71,80	— 67,45
Recettes du budget général	+ 3,26	+ 5,93	+ 9,06	+ 10,00	+ 13,31	+ 4,42	+ 5,51
Solde des comptes d'affectation spéciale	— 0,24	— 0,36	— 0,38	— 0,31	— 4,37	— 0,70	— 0,58
b. Opérations à caractère temporaire (solde)	— 8,27	+ 1,04	— 5,53	+ 1,09	— 13,78	— 20,66	— 9,45
II. **EXERCICE COURANT :**							
a. Opérations à caractère définitif :							
Dépenses du budget général	— 945,42	— 1.017,33	— 1.088,28	— 1.161,12	— 1.153,00	— 1.206,78	— 1.256,02
Recettes du budget général	+ 849,89	+ 919,15	+ 992,71	+ 1.063,70	+ 1.126,64	+ 1.179,46	+ 1.241,68
Solde des comptes d'affectation spéciale	+ 0,62	+ 0,57	+ 0,55	+ 4,84	+ 0,76	+ 0,92	+ 1,29
b. Opérations à caractère temporaire (solde)	— 16,70	— 6,49	— 8,12	+ 22,64	— 4,14	+ 15,39	— 10,27
III. **DÉPENSES ANTICIPÉES SUR L'EXERCICE SUIVANT**	**— 15,01**	**— 15,86**	**— 17,36**	**— 17,98**	**— 17,25**	**— 17,82**	**— 14,60**
IV. **SOLDE DE L'EXÉCUTION DES LOIS DE FINANCES (I + II + III)**	**— 159,28**	**— 145,11**	**— 160,21**	**— 130,02**	**— 101,13**	**— 117,57**	**— 109,89**
B. **COUVERTURE DU SOLDE DE L'EXÉCUTION DES LOIS DE FINANCES (OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE)** (*Émission :* signe + ; *Remboursement :* signe —)							
Dettes à long ou moyen terme :							
Remboursements	— 12,21	— 15,37	— 12,36	— 13,18	— 22,83	+ 8,93	+ 32,17
Emprunts nouveaux	+ 56,03	+ 89,10	+ 101,86	+ 122,79	+ 64,50	+ 118,37	+ 74,26
Net	**+ 43,82**	**+ 73,73**	**+ 89,50**	**+ 109,61**	**+ 41,67**	**+ 127,30**	**+ 106,43**
Bons du trésor sur formules (émissions nettes)	— 3,04	— 2,84	— 2,22	— 1,60	— 0,41	— 0,53	— 1,65
Emprunt à court terme	+ 13,38	+ 0,56	+ 0,13	— 13,42	— 0,18	— 0,05	— 0,02
Opérations avec les correspondants du Trésor (solde)	+ 14,68	+ 30,22	+ 30,31	— 13,29	+ 32,59	— 2,01	+ 11,35
Encaisses et effets (solde)	+ 2,39	+ 0,89	— 0,62	+ 16,34	+ 0,16	— 0,85	— 0,51
Bons du Trésor en comptes courants (variation nette)	+ 53,35	+ 51,03	+ 27,21	+ 28,10	+ 65,58	+ 18,87	+ 73,68
dont :							
Souscrits par les organismes internationaux	+ 12,11	+ 2,27	+ 5,35	— 5,17	+ 1,48	+ 3,33	3,67
Concours de la Banque de France (1)	+ 39,67	— 14,09	+ 0,93	+ 1,70	— 52,98	+ 48,06	— 42,99
Autres opérations avec le secteur bancaire	— 6,18	— 2,56	+ 21,41	+ 1,15	+ 0,85	— 3,88	— 3,63
Opérations non ventilées	+ 1,21	+ 8,17	— 6,44	+ 1,43	+ 13,86	— 69,34	— 32,77
Couverture du solde de l'exécution des lois de finances	**+ 159,28**	**+ 145,11**	**+ 160,21**	**+ 130,02**	**+ 101,13**	**+ 117,57**	**109,89**

(1) Y compris les variations du compte courant du Trésor à la Banque de France.

TABLEAU P.03-2

Opérations du Trésor : exécution du budget de l'année courante

Source : Direction de la Comptabilité publique (SROT) — *Unité :* Million de francs

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
A. OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF							
DÉPENSES							
Dépenses civiles ordinaires	756.623	811.161	876.796	928.548	942.884	983.717	1.031.361
Dépenses civiles en capital	65.693	82.242	79.762	93.951	64.090	73.670	73.071
Dépenses militaires ordinaires	69.415	65.837	68.896	72.295	72.631	72.945	73.619
Dépenses militaires en capital	53.686	58.093	62.829	66.321	72.988	76.449	77.968
Total des dépenses du budget général	**945.417**	**1.017.333**	**1.088.283**	**1.161.115**	**1.152.593**	**1.206.781**	**1.256.019**
Dépenses des comptes d'affectation spéciale	8.360	9.514	10.898	11.360	77.649	23.787	10.708
Total des dépenses à caractère définitif	**953.777**	**1.026.847**	**1.099.181**	**1.172.475**	**1.230.242**	**1.230.568**	**1.266.727**
RECETTES							
Impôts directs	338.693	369.476	388.932	426.916	449.286	462.213	486.171
Autres impôts	529.601	566.749	625.725	664.938	712.722	775.936	803.941
Recettes non fiscales	49.537	57.451	58.273	60.321	69.225	78.016	95.773
Prélèvements (1)	— 98.619	— 107.617	— 116.526	— 130.431	— 151.676	— 174.697	— 183.743
Fonds de concours	30.677	33.094	36.307	41.953	46.020	37.990	38.932
Total des recettes du budget général	**849.889**	**919.153**	**992.711**	**1.063.697**	**1.125.577**	**1.179.458**	**1.241.074**
Recettes des comptes d'affectation spéciale	8.983	10.239	11.436	16.201	78.406	24.773	909
Total des recettes à caractère définitif	**858.872**	*r* **929.392**	**1.004.147**	**1.079.898**	**1.203.983**	**1.204.231**	**1.241.983**
B. OPÉRATIONS A CARACTÈRE TEMPORAIRE (*Recettes :* signe + ; *Dépenses :* signe —)							
Comptes d'affectation spéciale (solde)	— 221	+ 572	+ 550	+ 4.841	+ 757	+ 923	+ 1.291
Comptes de prêts (solde)	— 582	— 1.976	— 5.329	+ 10.246	— 1.647	— 1.164	— 2.515
dont :							
Prêts au FDES :							
Dépenses	— 2.377	— 1.280	— 1.622	— 1.426	— 851	— 1.090	— 1.907
Recettes	+ 1.217	+ 3.806	+ 2.186	+ 1.125	+ 2.010	+ 2.027	+ 3.810
Comptes d'avances (solde)	— 2.516	— 6.423	— 3.807	— 5.107	— 12.244	— 2.561	— 13.836
Comptes de commerce (solde)	+ 1.537	+ 4.401	+ 5.135	+ 11.576	+ 14.531	+ 10.031	+ 2.032
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers (solde)	— 71	+ 228	+ 122	— 545	— 1.304	— 3.186	+ 49
Comptes d'opérations monétaires (solde)	— 14.987	— 2.723	— 4.245	+ 6.474	— 3.474	+ 12.370	+ 4.002
dont :							
Opérations avec le FMI :							
Dépenses	— 20.840	— 7.918	— 12.510	— 5.655	— 6.188	— 5.963	+ 5.668
Recettes	+ 8.695	+ 6.057	+ 9.901	+ 11.001	+ 6.877	+ 4.610	— 2.233
Comptes en liquidation (solde)	—	—	—	—	—	—	—
Solde des opérations à caractère temporaire	**— 16.698**	**— 5.921**	**— 7.574**	**+ 27.485**	**— 3.381**	**+ 16.313**	**— 8.977**

(1) Prélèvements au profit des collectivités locales, des communautés européennes et du régime général de sécurité sociale.

TABLEAU P.03-3

Opérations du Trésor : tableau de passage de l'optique de la gestion à celle de l'exercice

Source : Direction de la Comptabilité publique (SROT) — *Unité :* Million de francs

A. Tableau de passage pour les dépenses *Nature des dépenses*	Dépenses du budget général payées en gestion courante du 1er janvier au 31 décembre			A ajouter		Total des dépenses imputées définitivement au budget
	Imputations totales	Comptes d'attente	Imputations définitives	Dépenses payées par anticipation en gestion précédente	Dépenses à payer dans le mois suivant	
EXERCICE 1988						
Dépenses civiles ordinaires	983.717	— 483	984.200	10.548	r 46.995	r 1.041.743
Dépenses civiles en capital	73.670	7	73.663	—	5.756	79.419
Dépenses militaires ordinaires	72.945	23	72.922	6.698	r 6.414	r 86.034
Dépenses militaires en capital	76.449	— 5	76.454	—	8.280	84.734
Total des dépenses du budget général	**1.206.781**	**— 458**	**1.207.239**	**17.246**	**r 67.445**	**r 1.291.930**
EXERCICE 1989						
Dépenses civiles ordinaires	1.031.361	665	1.030.696	10.506	68.688	1.109.890
Dépenses civiles en capital	73.071	—	73.071	—	11.134	84.205
Dépenses militaires ordinaires	73.619	16	73.603	7.315	6.829	87.747
Dépenses militaires en capital	77.968	18	77.950	—	7.159	85.109
Total des dépenses du budget général	**1.256.019**	**— 699**	**1.255.320**	**17.821**	**93.810**	**1.366.951**

B. Tableau de passage pour les recettes *Nature des recettes*	Recettes encaissées du 1er janvier au 31 décembre			Recettes encaissées l'année suivante et prélèvement des années antérieures	Total des recettes imputées définitivement au budget
	Imputations totales	Comptes d'attente	Imputations définitives		
EXERCICE 1988					
Recettes fiscales	1.238.149	+ 11	1.238.160	—	1.238.160
Recettes non fiscales	78.016	— 512	77.504	7.451	84.955
Prélèvements	— 174.697	—	— 174.697	— 1.945	— 176.642
Fonds de concours	37.990	+ 590	38.580	—	38.580
Total net des recettes du budget général	**1.179.458**	**+ 89**	**1.179.547**	**5.506**	**1.185.053**
EXERCICE 1989					
Recettes fiscales	1.290.112	+ 358	1.289.754	31.650	1.321.404
Recettes non fiscales	95.773	— 305	96.078	9.956	106.034
Prélèvements	— 183.142	—	— 183.142	— 2.123	— 185.265
Fonds de concours	38.932	— 101	39.033	—	39.033
Total net des recettes du budget général	**1.241.675**	**— 48**	**1.241.723**	**39.483**	**1.281.206**

TABLEAU P.03-4

Opérations du Trésor : développement des dépenses imputées au budget général de l'exercice 1989

Source : Direction de la Comptabilité publique (SROT) — *Unité :* Million de francs

Ministère	Dépenses ordinaires (dépenses de fonctionnement)					Dépenses en capital			Total général
	Dette publique (Titre I)	Pouvoirs publics (Titre II)	Moyens des services (Titre III)	Interventions publiques (Titre IV)	Total	Investissements exécutés par l'État (Titre V)	Subventions d'investissement accordées par l'État (Titre VI)	Total	
1. Dépenses civiles									
Affaires étrangères	—	—	5.278	**5.751**	**11.029**	358	39	**397**	**11.426**
Agriculture et forêts	—	—	5.316	29.550	**34.866**	176	1.443	**1.619**	**36.485**
Anciens combattants	—	—	750	25.985	**26.735**	—	—	—	**26.735**
Coopération et développement	—	—	430	6.226	**6.656**	25	1.077	**1.102**	**7.758**
Culture et communication	—	—	3.992	2.973	**6.965**	1.476	1.892	**3.368**	**10.333**
Départements et territoires d'outre-mer	—	—	732	644	**1.376**	132	903	**1.035**	**2.411**
Économie, finances et budget :									
Charges communes	287.836	3.262	154.970	67.952	**514.020**	5.500	6.293	**11.793**	**525.815**
Services financiers	—	—	35.239	412	**35.651**	823	—	**823**	**36.474**
Éducation nationale :									
Enseignement scolaire	—	—	132.397	27.432	**159.829**	1.114	185	**1.299**	**161.128**
Enseignement supérieur	—	—	19.169	3.732	**22.901**	756	2.046	**2.802**	**25.703**
Jeunesse et sports	—	—	1.470	711	**2.181**	71	60	**131**	**2.312**
Équipement et logement :									
Urbanisme, logement et services communs (1)	—	—	14.963	18.948	**33.911**	1.227	6.507	**7.734**	**41.643**
Routes	—	—	1.960	22	**1.982**	11.056	53	**11.109**	**13.091**
Industrie et aménagement du territoire :									
Industrie	—	—	4.952	8.937	**13.889**	547	3.783	**4.330**	**18.219**
Aménagement du territoire	—	—	38	273	**311**	—	1.340	**1.340**	**1.651**
Commerce et artisanat	—	—	39	493	**532**	—	40	**40**	**572**
Tourisme	—	—	207	98	**305**	8	29	**37**	**342**
Intérieur	—	—	28.078	18.443	**46.521**	1.102	9.848	**10.950**	**57.471**
Justice	—	—	11.587	173	**11.760**	2.655	10	**2.665**	**14.425**
Recherche et technologie	—	—	14.662	808	**15.470**	17	16.934	**16.951**	**32.421**
Services du Premier ministre :									
Services généraux	—	—	2.148	144	**2.292**	9	12	**21**	**2.313**
Secrétariat général de la défense nationale	—	—	119	—	**119**	23	—	**23**	**142**
Conseil économique et social	—	—	**132**	—	**132**	—	—	—	**132**
Plan	—	—	89	49	**138**	—	7	**7**	**145**
Environnement	—	—	167	113	**280**	108	331	**439**	**719**
Travail, emploi et formation professionnelle et solidarité, santé et protection sociale :									
Services communs	—	—	1.442	—	**1.442**	91	—	**91**	**1.533**
Solidarité, santé et protection sociale	—	—	2.588	32.111	**34.699**	41	1.040	**1.081**	**35.780**
Travail, emploi et formation professionnelle	—	—	3.864	71.068	**74.932**	—	324	**324**	**75.256**
Transports et mer :									
Transports terrestres	—	—	138	40.400	**40.538**	398	813	**1.211**	**41.749**
Sécurité routière	—	—	293	59	**352**	313	2	**315**	**667**
Aviation civile	—	—	1.891	9	**1.900**	238	83	**321**	**2.221**
Météorologie	—	—	694	—	**694**	135	—	**135**	**829**
Mer	—	—	553	4.929	**5.482**	512	200	**712**	**6.194**
Total des dépenses civiles	287.836	3.262	450.347	368.445	**1.109.890**	28.911	55.294	**84.205**	**1.194.095**
2. Dépenses militaires									
Défense :									
Section commune	—	—	18.295	—	**18.295**	16.041	405	**16.446**	**34.741**
Section Air	—	—	15.008	—	**15.008**	25.331	—	**25.331**	**40.339**
Section Forces terrestres	—	—	26.341	—	**26.341**	19.570	—	**19.570**	**45.911**
Section Marine	—	—	13.305	—	**13.305**	22.012	—	**22.012**	**35.317**
Section Gendarmerie	—	—	14.798	—	**14.798**	1.750	—	**1.750**	**16.548**
Total des dépenses militaires	—	—	87.747	—	**87.747**	84.704	405	**85.109**	**172.856**
Total des dépenses	**287.836**	**3.262**	**538.094**	**368.445**	**1.197.637**	**113.615**	**55.699**	**169.314**	**1.366.951**

(1) Dont 2 millions au titre des réparations des dommages de guerre (titre VII).

TABLEAU P.03-5

Opérations du Trésor : développement des recettes du budget général, par exercice

Source : Direction de la Comptabilité publique (SROT et situations de recouvrement des recettes de l'État) — *Unité :* Million de francs

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
A. **RECETTES FISCALES**	**868.119**	**936.223**	**1.014.559**	**1.091.846**	**1.162.008**	**1.238.160**	**1.321.404**
Impôts directs	338.589	369.474	388.834	426.908	449.241	462.224	493.715
Impôts sur le revenu	181.457	198.954	211.248	221.256	233.856	230.646	238.572
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (1)	14.579	17.428	18.206	24.236	22.159	25.329	29.300
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et sur l'impôt sur les revenus des non-résidents	495	573	638	665	738	793	968
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus des capitaux mobiliers	27.164	29.953	34.068	36.154	37.283	35.443	32.781
Impôts sur les sociétés	78.555	81.830	87.579	104.099	118.477	135.241	149.720
Impôts sur les grandes fortunes	3.916	4.767	5.513	5.913	—	—	4.546
Prélèvements sur les entreprises d'assurances	1.161	272	215	264	288	314	506
Taxe sur les salaires	23.996	28.113	24.815	25.913	27.412	28.282	30.974
Prélèvement sur les bénéfices tirés de la construction immobilière	754	622	642	659	908	115	176
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués	264	446	389	574	1.043	1.260	1.744
Taxe d'apprentissage	1.139	1.218	509	418	255	236	232
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2.147	2.253	680	505	249	232	215
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux	313	279	278	292	430	437	423
Taxe sur certains frais généraux	1.716	1.719	1.874	2.214	1.346	124	197
Contribution des institutions financières	930	1.043	1.256	1.399	1.420	1.660	1.571
Recettes diverses (2)	3	1	924	2.347	3.377	2.112	1.785
Impôts indirects	529.530	566.749	625.725	664.938	712.767	775.936	827.691
Produit de l'enregistrement	36.462	41.078	42.983	47.001	52.930	59.968	59.851
Produit du timbre et de l'impôt sur les opérations de bourse	14.579	8.035	8.153	10.024	11.477	10.764	12.183
Produit des douanes	67.244	74.726	94.194	103.031	108.232	119.149	124.100
Produit de la taxe sur la valeur ajoutée	385.559	416.757	452.819	475.498	509.571	552.839	594.895
Produit des contributions indirectes	24.252	23.916	25.802	27.389	27.946	30.329	33.735
Produit des autres taxes indirectes	1.433	2.237	1.774	1.995	2.611	2.887	2.927
B. **AUTRES RECETTES BUDGÉTAIRES**	**57.556**	**65.299**	**66.564**	**71.640**	**75.376**	**84.956**	**106.034**
Exploitations industrielles et commerciales	13.522	12.519	13.708	17.160	19.502	14.389	22.884
Produits et revenus du domaine de l'État	3.117	2.983	2.091	1.373	1.408	3.629	3.490
Taxes, redevances et recettes assimilées	9.628	11.020	10.629	11.174	11.431	11.153	12.990
Intérêts des avances, des prêts et dotations en capital	9.684	9.079	8.071	6.553	5.795	5.859	6.001
Retenues et cotisations sociales	10.779	13.602	14.293	16.039	18.449	19.010	23.751
Recettes provenant de l'extérieur	2.555	2.531	2.820	2.100	1.782	3.887	2.663
Opérations entre administrations et services publics	238	1.143	1.692	1.724	1.449	1.428	2.337
Divers	8.033	12.422	13.260	15.517	15.560	25.601	31.918
Total (A + B) des recettes du budget général	**925.675**	**1.001.522**	**1.081.123**	**1.163.486**	**1.237.384**	**1.323.115**	**1.427.438**
Prélèvements	— 100.603	— 109.098	— 117.970	— 131.896	— 153.408	— 176.642	— 185.265
au profit des collectivités locales	— 70.708	— 78.158	— 82.911	— 86.129	— 103.393	— 112.161	— 124.053
au profit des communautés européennes	— 29.895	— 30.940	— 35.059	— 45.767	— 50.015	— 64.481	— 61.212
Fonds de concours	30.740	35.017	39.913	44.686	46.020	38.580	39.033
ordinaires et spéciaux	28.975	32.739	36.483	41.951	42.308	32.900	33.114
de coopération internationale	1.765	2.278	3.430	2.735	3.712	5.680	5.919
Total net des recettes du budget général	**855.812**	**927.442**	**1.003.066**	**1.076.276**	**1.129.996**	**1.185.053**	**1.281.206**

(1) Les rôles reprennent les acomptes de l'impôt sur les sociétés et les versements forfaitaires. — (2) Ont été reportées sur cette ligne, les recettes du prélèvement exceptionnel sur les entreprises de travail temporaire : 19 millions de francs en 1982, les recettes du prélèvement sur les bons anonymes : 1.931 millions de francs en 1987.

TABLEAU P.03-6

Ventilation fonctionnelle des dépenses (lois de finances initiales)

Source : Direction du Budget (études et bilans)

Unité : Million de francs

Fonction (1)	Personnel et fonctionnement					Interventions publiques (2)				
	1984	1985	1987	1988	1989	1984	1985	1987	1988	1989
Pouvoirs publics et administration générale	92.694	97.720	109.662	114.311	118.443	9.687	10.522	12.210	14.085	15.052
Éducation et culture	169.842	181.982	194.450	201.328	211.458	40.871	43.766	45.252	49.481	55.291
Secteur social, santé emploi	12.835	14.068	15.553	15.829	16.457	184.419	184.297	185.278	187.539	204.761
Agriculture et espace rural	4.954	5.127	5.396	5.635	5.941	16.519	17.162	16.257	15.502	15.071
Logement et urbanisme	1.097	1.199	1.449	1.556	1.541	26.286	27.528	31.309	34.772	32.338
Transports et communications	16.161	17.508	20.136	20.711	20.674	19.154	19.748	20.321	19.687	19.909
Industries et services	6.502	6.831	6.820	6.950	7.184	25.804	27.931	23.574	20.886	15.169
Extérieur	6.756	7.240	10.835	10.440	10.204	9.546	9.384	17.725	18.899	24.199
Défense	85.375	89.091	93.827	93.925	94.975	—	—	—	—	—
Dépenses non fonctionnelles et dotations non réparties (2)	2.559	2.789	3.947	4.396	4.389	76.206	90.598	117.497	135.405	115.418
Total (3)	**398.776**	**423.605**	**462.075**	**475.081**	**491.276**	**408.493**	**430.936**	**469.421**	**496.256**	**497.208**

Fonction (1)	Équipements, prêts et avances					Ensemble				
	1984	1985	1987	1988	1989	1984	1985	1987	1988	1989
Pouvoirs publics et administration générale	6.313	7.873	12.016	13.642	14.448	108.694	116.114	133.888	142.038	147.944
Éducation et culture	12.371	12.727	10.675	10.011	10.754	223.084	238.566	250.377	260.820	277.013
Secteur social, santé, emploi	2.434	2.495	1.841	2.015	1.957	199.688	200.859	202.672	205.383	223.175
Agriculture et espace rural	2.892	2.756	2.813	3.153	3.319	24.365	25.179	24.466	24.290	24.331
Logement et urbanisme	15.382	18.254	15.195	16.059	20.662	42.765	46.939	47.953	52.387	54.541
Transports et communications	7.480	5.665	7.112	6.744	6.941	42.795	42.920	47.569	47.142	47.524
Industries et services	14.184	12.533	19.545	23.213	12.429	46.490	50.853	49.939	51.049	34.782
Extérieur	11.177	6.461	14.394	14.778	19.056	27.479	26.150	42.954	44.117	53.459
Défense	65.394	70.440	84.030	88.952	95.836	150.769	159.531	177.857	182.577	190.811
Dépenses non fonctionnelles et dotations non réparties (2)	15.906	16.711	3.326	3.096	3.203	94.671	111.060	124.770	142.897	123.010
Total (3)	**153.533**	**155.915**	**170.947**	**181.663**	**188.705**	**960.800**	**1.018.171**	**1.102.444**	**1.153.000**	**1.177.190**

(1) Le collectif budgétaire voté pour l'exercice 1986 a rendu peu significatives les données de la loi de finances initiale pour ce même exercice et il n'est donc pas fait état de ces dernières. — (2) Y compris dette publique — (3) Budget général, budgets annexes et comptes d'affectation spéciale.

TABLEAU P.03-7

Dette publique de l'État et gérée par l'État

Situation en fin d'année

Source : Direction de la Comptabilité publique (SROT) — *Unité :* Million de francs

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
A. DETTE A MOYEN ET LONG TERME	119.426	142.657	203.488	260.982	335.262	424.891	481.094	562.568	689.819	796.229
A.I. Dette intérieure	119.341	142.552	203.373	260.843	335.121	424.747	480.931	562.389	619.304	796.056
dont : effets des indexations (1)	33.027	33.509	16.077	15.269	11.174	7.603	5 594	3.758	1.051	1.995
A.II. Dette extérieure	85	105	115	139	141	144	163	179	179	173
B. DETTE A COURT TERME	145.414	201.500	286.916	337.220	385.411	410.201	436.702	501.856	520.197	592.228
B.I. Bons sur formules	48.619	46.736	44.342	41.298	38.460	36.242	34.640	34.227	33.697	32.047
B.II. Bons en compte courant	82.983	139.731	225.414	266.647	315.409	337.070	370.342	434.427	449.968	519.976
B.II.1. Bons détenus par les organismes non bancaires	793	1.403	1.103	1.575	2.605	14.569	38.164	81.734	115.888	131.607
B.II.2. Bons détenus par les Correspondants	47.054	67.515	98.517	118.152	138.274	161.535	174.046	172.582	182.256	203.551
dont : CDC	46.774	67.221	98.087	117.687	137.865	161.478	171.728	167.337	176.576	198.671
B.II.3. Bons détenus par le système bancaire	35.136	70.813	125.794	146.920	174.530	160.966	158.132	180.111	151.824	184.818
B.III. Bons souscrits par des organismes financiers étrangers ou internationaux (2)	13.812	15.033	17.160	29.275	31.542	36.889	31.720	33.202	36.532	40.205
C. DÉPÔT DES CORRESPONDANTS	159.275	173.792	194.968	208.006	238.229	274.527	261.159	293.751	291.745	303.102
D. ENDETTEMENT VIS-A-VIS DE LA BANQUE DE FRANCE	— 18.062	— 31.453	— 81.648	— 41.983	— 56.069	— 55.141	— 89.111	— 91.533	— 43.477	— 86.471
E. DIVERS (3)	8.127	9.533	10.513	11.255	12.381	13.201	14.199	15.046	16.496	17.083
Total A + B + C + D + E	**414.180**	**496.029**	**614.237**	**775.480**	**915.214**	**1.067.679**	**1.104.043**	**1.281.688**	**1.474.780**	**1.622.171**

(1) Ces effets d'indexation concernent les emprunts suivants : 4,5 % 1952; 4,5 % 1973; 8,8 % 1977. Compte tenu du mode de l'amortissement global à l'échéance de l'emprunt 7 % 1973, la revalorisation induite par le jeu de l'indexation dont il est assorti n'est pas comptabilisée dans ce tableau (sur la base du dernier coupon payé, elle s'élèverait à 46,8 milliards de francs). — (2) Parmi ces bons se retrouvent les contreparties, d'une part d'une fraction de la quote-part française au Fonds monétaire international exigible en France, d'autre part de souscriptions de la France au capital ou aux ressources d'autres organismes internationaux. — (3) Monnaies divisionnaires (jusqu'en 1979, *Source* : Rapport annuel du CNC).

TABLEAU P.03-8

Situation détaillée des bons du Trésor en comptes courants

Situation en fin d'année

Source : Direction de la Comptabilité publique (SROT) — *Unité :* Million de francs

Catégorie de souscripteurs	Encours au 31 décembre						
	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Secteur bancaire	**146.920**	**174.530**	**160.966**	**158.132**	**180.111**	**151.824**	**184.818**
Banque de France	57.609	64.116	26.355	32.485	10.625	9.942	10.681
Banques inscrites, banques populaires, B.F.C.E.	65.114	73.804	101.073	81.729	130.798	126.155	158.368
Caisse nationale de Crédit agricole	24.197	36.610	33.538	43.938	38.688	15.727	15.769
Correspondants du Trésor	**118.152**	**138.274**	**161.535**	**174.046**	**172.582**	**182.256**	**203.551**
Caisse des dépôts et consignations et fonds de soutien des rentes	117.687	137.865	161.478	171.728	167.337	176.579	198.671
Autres correspondants	465	409	57	2.318	5.245	5.677	4.880
Organismes non bancaires	**1.575**	**2.605**	**14.569**	**38.164**	**81.734**	**115.888**	**131.607**
Établissements financiers	676	85	•	•	•	•	•
Agents de change	61	56	•	•	•	•	•
Compagnies d'assurances	20	55	•	•	•	•	•
Divers	818	2.409	•	•	•	•	•
Total général	**266.647**	**315.409**	**337.070**	**370.342**	**434.427**	**449.968**	**519.976**

TABLEAU P.03-9

Impôts directs par nature d'impôts (1) [versements effectués ou rôles émis]

Source : Direction générale des Impôts — *Unité :* Million de francs

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
I. IMPÔTS DIRECTS D'ÉTAT								
Impôts sur les revenus	167.569	186.562	211.139	215.473	225.288	234.122	231.558	238.928
Rôles établis au titre de l'année précédente :								
Impôts sur le revenu	149.827	169.970	195.547	198.664	207.632	214.632	214.977	223.337
Majoration exceptionnelle	5.729	3.689	—	—	—	—	—	—
Rôles établis au titre des années antérieures :								
Impôts sur le revenu	11.795	12.483	15.592	16.809	17.656	19.490	16.581	15.591
Majoration exceptionnelle	218	420	—	—	—	—	—	—
Impôts sur les sociétés	88.810	85.702	89.313	99.001	115.813	130.548	148.348	165.330
Impôts divers	23.711	25.759	29.554	26.684	26.470	27.985	28.794	31.394
Versements de la taxe sur les salaires (taux normaux et majorés)	22.683	23.958	28.112	24.812	25.912	27.412	28.259	30.940
Autres impôts	1.028	1.801	1.442	1.872	558	573	535	454
Produits divers du budget	223	(3) 1.370	(3) 1.697	(3) 354	(3) 322	(3) 889	(3) 331	(3) 479
Total des impôts directs d'État	**280.313**	**299.393**	**331.703**	**341.512**	**367.893**	**393.544**	**409.031**	**436.131**
II. IMPÔTS DIRECTS LOCAUX								
Taxes principales (2)	89.618	100.258	119.237	133.674	145.552	144.503	152.988	170.792
Taxe foncière sur les propriétés bâties	15.604	18.795	25.491	28.963	32.194	34.901	37.968	42.200
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	4.859	5.478	5.993	6.521	6.941	6.964	6.942	7.452
Taxe d'habitation	21.518	25.479	29.530	32.917	35.839	38.137	39.849	44.022
Taxe professionnelle	47.637	50.506	58.223	65.273	70.578	64.501	68.229	77.118
Taxes additionnelles et redevances perçues au profit des départements des communes, groupements de communes et de divers établissements ou fonds (2)	10.917	13.920	16.975	18.580	20.137	22.549	24.309	18.558
Total des impôts directs	**380.848**	**413.571**	**467.915**	**493.766**	**533.582**	**560.596**	**586.328**	**625.481**

(1) Y compris les départements d'outre-mer. — (2) Non compris les sommes revenant à l'État. — (3) Y compris les sommes revenant à l'État des contributions sociales de 1 % et de 0,4 %.

TABLEAU P.03-10

Revenus des personnes physiques (année 1988) [impôt sur le revenu]

Répartition par tranche d'imposition (1)

Source : Direction générale des impôts — *Unité :* Millier de francs

Tranches de revenus nets globaux (en F)	Total des revenus		Charges (2)		Revenus nets globaux		Nombre de contribuables	
	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables
0 à 40.009	21.918.073	196.029.791	1.541.129	41.379.992	20.376.944	154.649.709	563.777	8.042.863
40.010 à 50.009	57.244.839	62.623.409	1.736.495	3.759.624	55.508.344	58.863.785	1.227.671	1.306.634
50.010 à 60.009	78.946.893	63.966.883	3.034.787	3.005.461	75.912.106	60.961.422	1.376.707	1.118.873
60.010 à 70.009	88.720.181	45.554.693	3.779.267	1.565.729	84.940.914	43.988.964	1.308.130	681.922
70.010 à 80.009	76.914.680	29.572.553	2.558.233	650.408	74.356.447	28.922.145	996.716	388.708
80.010 à 90.009	91.652.239	22.687.309	2.124.392	330.400	89.527.847	22.356.909	1.054.575	263.692
90.010 à 100.009	93.849.894	14.246.775	2.042.027	183.642	91.807.869	14.063.133	967.595	148.878
100.010 à 125.009	217.974.742	15.787.978	4.448.661	179.832	213.526.081	15.608.146	1.912.465	142.270
125.010 à 150.009	171.248.553	3.052.981	3.423.441	48.581	167.825.112	3.004.400	1.230.595	22.394
150.010 à 200.009	210.969.924	1.429.205	4.234.826	33.234	206.735.098	1.395.971	1.211.833	8.234
200.010 à 250.009	109.313.293	615.025	2.291.728	14.379	107.021.565	600.646	484.862	2.727
250.010 à 500.009	177.432.700	481.416	4.002.026	11.577	173.430.674	469.839	535.639	1.531
Plus de 500.009	123.317.690	65.601	2.900.637	2.815	120.417.053	62.786	139.933	87
Total	**1.519.503.703**	**456.113.529**	**38.117.649**	**51.165.674**	**1.481.386.054**	**404.947.855**	**13.010.498**	**12.128.813**

(1) Situation des rôles émis au 31 mars 1989. — (2) Ensemble des charges, déficits et abattements.

TABLEAU P.03-11

Impôt sur le revenu des personnes physiques. Évolution au plan national

Source : Direction générale des Impôts — *Unité :* Millier de francs

Année des revenus (1)	Revenus nets globaux		Nombre de contribuables		Montant de l'impôt net
	Imposables	Non imposables	Imposables	Non imposables	
1979	761.542.975	•	15.087.968	•	114.270.453
1980	873.226.756	•	15.378.503	•	133.347.305
1981	1.003.764.695	•	15.147.693	•	156.762.073
1982	1.134.849.217	•	15.405.246	•	171.765.802
1983	1.273.226.842	•	15.340.515	•	192.849.247
1984	1.360.675.187	•	15.281.823	•	194.877.681
1985	1.447.554.505	245.070.269	15.252.320	9.736.114	203.306.773
1986	1.409.332.505	379.926.560	13.314.101	12.220.225	212.542.759
1987	1.452.938.489	416.610.279	13.242.134	12.775.734	211.907.087
1988	1.528.482.124	438.889.449	13.409.347	13.218.989	226.638.949

(1) Les chiffres correspondent à la situation des rôles émis au 31 mars de l'année $n + 2$.

TABLEAU P.03-12

Collectivités publiques locales : opérations de fonctionnement

Exercice 1986 (résultats provisoires)

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité :* Million de francs

	Communes sans Paris	Commune de Paris	Départements	Établissements publics régionaux	Régies	Syndicats et districts	Autres établissements et services annexes	Total
RECETTES RÉELLES								
Produits d'exploitation et domaniaux	19.242	2.280	1.875	12	6.876	8.401	14.355	53.041
Transferts reçus	65.752	5.477	45.822	4.831	1.049	12.666	8.135	143.732
Impôts indirects	6.931	1.154	22.369	6.643	—	1.683	—	38.780
Impôts directs	102.399	7.183	43.120	4.600	—	5.859	—	163.161
Produits financiers	2.533	453	341	490	59	1.768	73	5.717
Autres produits	620	43	171	5	608	512	4.692	6.651
Ensemble	**197.477**	**16.590**	**113.698**	**16.581**	**8.592**	**30.889**	**27.255**	**411.082**
DÉPENSES RÉELLES								
Fournitures et services	31.354	1.808	7.670	179	3.819	4.486	6.226	55.542
Frais de personnel	72.133	5.820	12.727	506	2.519	4.418	9.735	107.858
Participations et contingents, allocations et subventions	34.193	5.833	62.022	7.757	61	5.526	2.935	118.327
Frais financiers	25.635	683	8.781	1.544	328	8.946	2.720	48.637
Autres charges	9.131	476	2.749	498	1.128	2.603	3.024	19.609
Ensemble (1)	**171.133**	**14.617**	**93.829**	**10.463**	**7.534**	**25.688**	**24.464**	**347.728**
Excédent de produits affectés à l'autofinancement	26.344	1.973	19.869	6.118	1.058	5.201	2.791	63.354

(1) Données inférieures à la somme des lignes : le montant des travaux d'investissement effectués en régie a été déduit du seul total des dépenses, sa ventilation entre les différentes rubriques de charges ne pouvant être déterminée.

TABLEAU P.03-13

Collectivités publiques locales : opérations d'investissement

Exercice 1986 (résultats provisoires)

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité :* Million de francs

	Communes sans Paris	Commune de Paris	Départements	Établissements publics régionaux	Régies	Syndicats et districts	Autres établissements et services annexes	Total
RECETTES RÉELLES								
Subventions	22.630	1.314	6.261	546	926	10.025	2.849	44.551
Emprunts	32.392	810	11.236	2.983	325	9.822	3.522	61.090
Autres recettes	9.358	752	2.374	(1) 3.249	600	4.726	1.163	22.222
Ensemble	**64.380**	**2.876**	**19.871**	**6.778**	**1.851**	**24.573**	**7.534**	**127.863**
Autofinancement brut	26.344	1.973	19.869	6.118	1.058	5.201	2.791	63.354
DÉPENSES RÉELLES								
Investissements directs	62.914	3.163	17.325	1.671	1.646	20.185	7.472	114.376
Investissements indirects	24.873	1.615	20.611	11.545	808	9.355	2.680	71.487
Ensemble	**87.787**	**4.778**	**37.936**	**13.216**	**2.454**	**29.540**	**10.152**	**185.863**

(1) Dont 1.471 millions de francs de recettes à caractère fiscal de la Région Ile-de-France imputés directement en section d'investissement et 1.093 millions de francs au titre de la DGF.

TABLEAU P.03-14

Situation financière des départements, sauf Paris

A la clôture de l'exercice 1986

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité :* Millier de francs

A. — OPÉRATIONS DE LA SECTION INVESTISSEMENT

	Débit			Crédit		
	Départements de la métropole sans Paris	Départements d'outre-mer	Total	Départements de la métropole sans Paris	Départements d'outre-mer	Total
1. CAPITAUX PROPRES	11.770.563	415.683	12.186.246	23.918.501	1.009.668	24.928.169
Dotation	49.558	7.192	56.750	1.894.284	407.292	2.301.576
Réserves, excédents	69.872	45	69.917	8.895.157	193.586	9.088.743
Frais extraordinaires	11.587.114	404.802	11.991.916	9.149.285	39.534	9.188.819
Participations à des travaux d'équipement	63.522	1.695	65.217	3.951.591	369.256	4.320.847
Provisions pour pertes et charges	497	1.949	2.446	28.184	—	28.184
2. CAPITAUX EXTÉRIEURS	8.263.352	346.245	8.609.597	12.729.311	1.008.464	13.737.775
Emprunts et dettes à long et moyen terme	6.011.148	325.646	6.336.794	10.265.191	965.401	11.230.592
Dettes à long et moyen terme (sans réception de fond)	2.252.204	20.599	2.272.803	2.464.120	43.063	2.507.183
3. VALEURS IMMOBILISÉES	17.732.279	1.236.805	18.969.084	1.721.110	84.256	1.805.366
Immobilisations	2.199.786	260.351	2.460.137	415.616	1.627	417.243
Immobilisations en cours	13.913.518	881.199	14.794.717	129.511	11.999	141.510
Immobilisations sinistrées	747	—	747	13.866	218	14.084
Prêts, avances et créances à long et moyen terme	1.437.123	88.785	1.525.908	833.692	56.167	889.859
Titres et valeurs	99.575	6.470	106.045	317.345	14.245	331.590
Dépôts et cautionnement	3.209	—	3.209	268	—	268
Affectations	74.669	—	74.669	7.006	—	7.006
Divers. Denrées et fournitures	3.652	—	3.652	3.806	—	3.806
Ensemble	**37.766.194**	**1.998.733**	**39.764.927**	**38.368.922**	**2.102.388**	**40.471.310**

TABLEAU P.03-14 *(suite et fin)*

Situation financière des départements, sauf Paris
A la clôture de l'exercice 1986

Source : Direction de la Comptabilité publique — *Unité :* Millier de francs

B. — OPÉRATIONS DE LA SECTION FONCTIONNEMENT

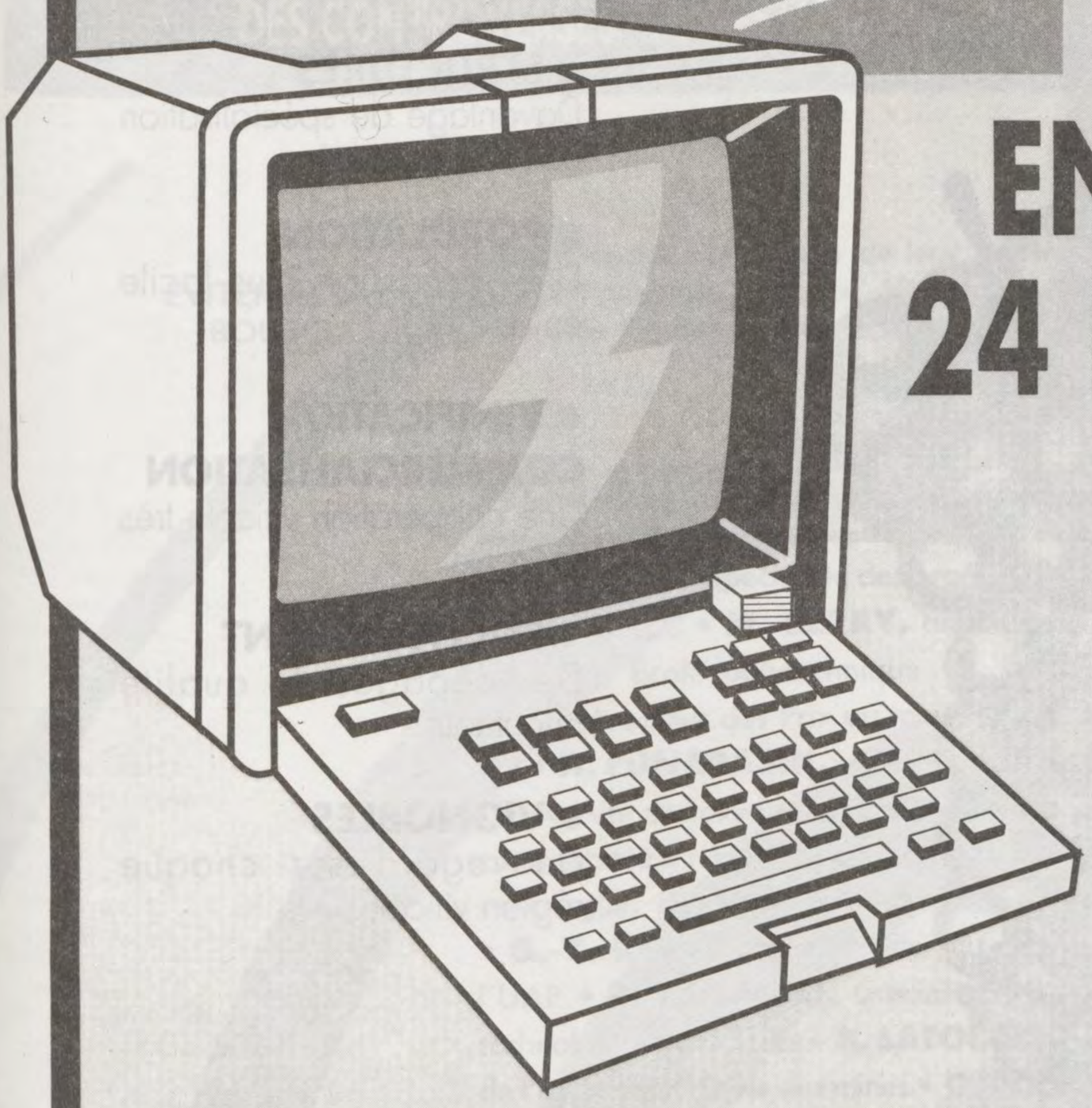
	Débit			Crédit		
	Départements de la métropole sans Paris	Départements d'outre-mer	Total	Départements de la métropole sans Paris	Départements d'outre-mer	Total
1. Produits par nature				1. Charges par nature		
Produits de l'exploitation	1.412.121	79.045	1.491.166	Denrées et fournitures	2.159.181	165.341	2.324.522
Produits domaniaux	367.309	9.837	377.146	Frais de personnel	11.403.428	859.029	12.262.457
Produits financiers	280.134	59.379	339.513	Impôts et taxes	75.592	3.831	79.423
Remboursements, subventions, participations	20.865.885	567.790	21.433.675	Travaux et services extérieurs	5.132.834	125.582	5.258.416
Dotations versées par l'État	17.728.838	2.297.220	20.026.058	Participations et prestations au bénéfice de tiers	43.309.881	1.869.813	45.179.694
Impôts indirects	20.395.843	621.888	21.017.731	Allocations, subventions	11.968.865	424.949	12.393.814
Impôts directs	42.630.546	489.261	43.119.807	Frais de gestion générale et de transport	2.125.827	81.484	2.207.311
Travaux équipements en régie, réductions de charges	114.540	5.683	120.223	Frais financiers	8.499.193	281.530	8.780.723
Produits exceptionnels	101.013	2.697	103.710	Dotations aux comptes d'amortissements et de provisions	9.320.432	22.946	9.343.378
				Charges exceptionnelles	129.542	13.013	142.555
2. Résultats antérieurs				2. Résultats ordinaires			
				Charges sur exercices antérieurs	35.983	6.704	42.687
				Titres annulés ou admis en non-valeur	165.552	3.774	169.326
Produits sur exercices antérieurs	14.797	192	14.989	Prélèvements sur recettes de fonctionnement	8.825.343	191.289	9.016.632
Mandats annulés ou atteints par la déchéance	52.570	193	52.763	Total des charges	103.151.653	4.049.285	107.200.938
Prélèvement sur recettes de fonctionnement	—	—	—	Excédent de l'exercice	811.943	83.900	895.843
Total général	**103.963.596**	**4.133.185**	**108.096.781**	**Total général**	**103.963.596**	**4.133.185**	**108.096.781**

SOURCES DE DOCUMENTATION

— Revue mensuelle « Statistiques et Études financières », ministère de l'Économie, des Finances et du Budget (direction de la Prévision);
— « Notes bleues » Service de l'information du ministère de l'Économie, des Finances et du Budget;
— « Rapport du Conseil des Impôts » (annuel);
— « La situation du Trésor et de la dette publique » (annuel). Direction de la Comptabilité publique;
— « Annuaire statistique de la Direction générale des impôts »;
— « Renseignements statistiques relatifs aux impôts directs » (annuel). Direction générale des impôts;
— « Statistiques financières des collectivités locales » (annuel). Direction de la Comptabilité publique;
— « Rapport annuel du Conseil de Direction du Fonds de Développement économique et social ».

insee

Un Partenaire Qui Compte



EN DIRECT 24 h sur 24 36.15 36.16 code INSEE

- *Les indices*
- *L'actualité économique*
- *Le catalogue des produits de l'INSEE*
- *Les derniers ouvrages parus*
- *L'INSEE au service des régions*

insee

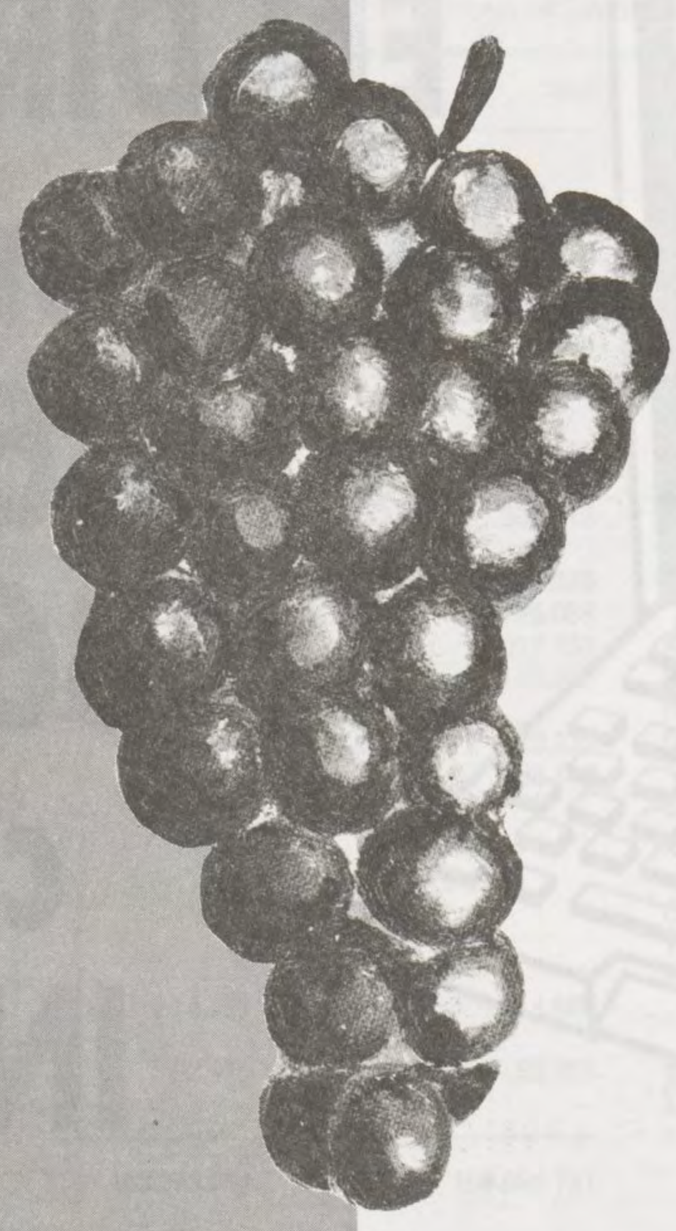
Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

DES COMMENTAIRES DES CARTES DES GRAPHIQUES À PARTIR DU RECENSEMENT AGRICOLE 1988

AGRESTE

LA STATISTIQUE AGRICOLE

LA VITICULTURE FRANÇAISE



- **STRUCTURES**
  Davantage de spécialisation en vin de qualité
- **POPULATION**
  Une succession plus facile en aire AOC
- **VINIFICATION COMMERCIALISATION**
  Une coopération viticole très présente
- **ENCEPAGEMENT**
  Des cépages de qualité avant tout
- **VIGNOBLES**
  Un regard sur chaque région viticole

B O N D E C O M M A N D E

à adresser au: **SERVICE CENTRAL DES ENQUETES ET ETUDES STATISTIQUES (SCEES)**
Auzeville - BP 88 - 31326 Castanet Tolosan Cedex

Je souhaite recevoir ☐ exemplaire(s) de l'ouvrage LA VITICULTURE FRANCAISE
le numéro 120 F

Nom ou raison sociale: _____

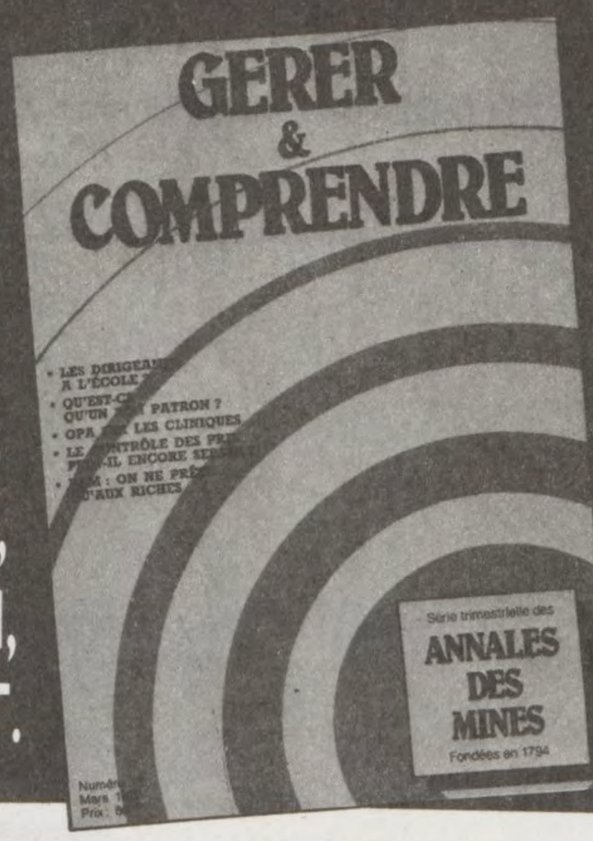
Activité : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____ Tél : _____

Ci-joint en règlement un : chèque bancaire ☐ chèque postal ☐ mandat ☐
d'un montant de _____ F libellé à l'ordre de : "M. le Régisseur des recettes du SCEES"
CCP n° 8621 11 U - Toulouse - N° d'établissement 20041 - Guichet 01016

TOUS LES TRIMESTRES
" GÉRER ET COMPRENDRE " : UN REGARD LUCIDE, CRITIQUE, SUR LA GESTION DES ENTREPRISES ET DES AFFAIRES PUBLIQUES. UN STYLE SIMPLE, DIRECT, VOIRE IMPERTINENT. DES TÉMOIGNAGES, DES ÉTUDES DÉTAILLÉES, DES RÉCITS D'INNOVATION, DES CONTROVERSES. LA GESTION AU CONCRET.



ÉCOUTER ceux qui veulent témoigner de leur expérience professionnelle.
ÉVITER les séductions de la « nouvelle gestion », déjouer les pièges des recettes à la mode.
BOUSCULER le confort de l'intellectuel en le confrontant au foisonnement des faits.

NOS AUTEURS : DES EXPERTS

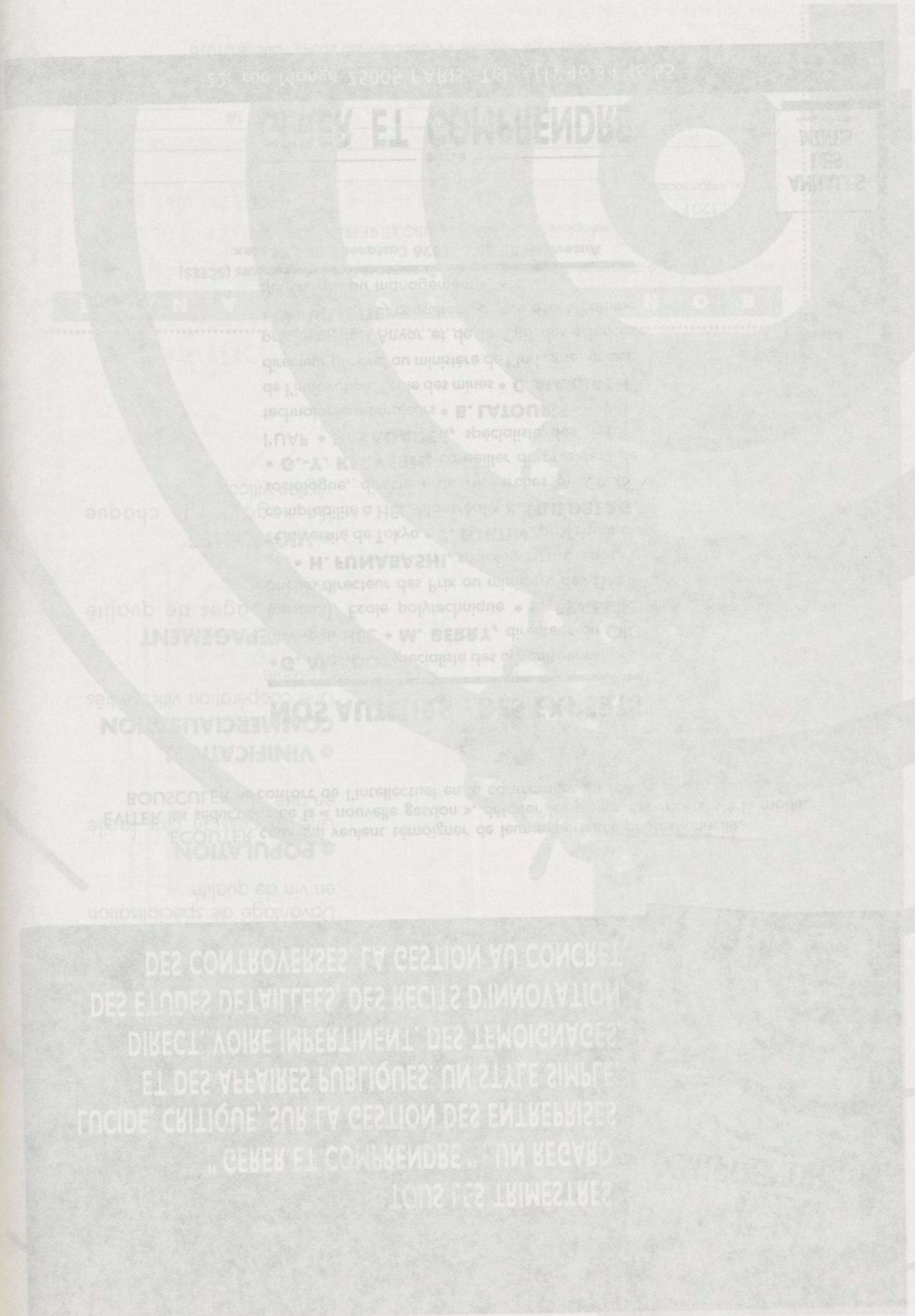
• **G. AMADO,** spécialiste des organisations, professeur à HEC • **M. BERRY,** directeur du CRG (gestion), École polytechnique • **L. FRANCK,** ancien directeur des Prix au ministère des Finances • **H. FUNABASHI,** sociologue, professeur à l'Université de Tokyo • **J. FORTIN,** professeur de comptabilité à HEC-Montréal • **E. FRIEDBERG,** sociologue, directeur de recherches au CNRS • **G.-Y. KERVERN,** conseiller du président de l'UAP • **P. LAGADEC,** spécialiste des risques technologiques majeurs • **B. LATOUR,** spécialiste de l'innovation, École des mines • **C. MARBACH,** directeur général au ministère de l'Industrie, ancien président de l'Anvar et de la Cité des sciences • **M. VILLETTE,** consultant, auteur de « L'homme qui croyait au management », etc.

série
GÉRER ET COMPRENDRE

Publié par
ANNALES DES MINES
Fondées en 1794

22, rue Monge 75005 PARIS. Tél. : (1) 46.34.46.55

MICHALON-FFER Conseil. Tél. : 42.41.10.00.



INDEX ALPHABÉTIQUE

(Avec numéro du chapitre et des tableaux correspondants)

A

ABATTAGE I04 1, 2, 4
ABSENTÉISME (selon qualification) C02 10
ACADÉMIE (Éducation nationale) F01 3
ACCIDENT.
- Avion L05 13, 14
- Chemin de fer L01 11
- Mer L04 17
- Route ..... L02 20, 21 et P02 2
- Travail, prestation versée C04 10, 11
- Travail C02 7, 8
- RATP L01 9, 13
- RER L01, 13

ACHAT.
- Alimentaire D01 7
- Des ménages ..... M01 9 à 11

ACIER ..... K01 5 à 8
ACTIFS.
- Population C01 2
- Agricole I01 5, 6

ACTIONS.
- Cours des — G04 2, 3
- Bourse ..... N02 1, 3 à 5, 7, 10

ACTIVITÉ.
- Secteur d'— G02
- Taux d'— C01

ADMINISTRATION.
- Effectifs C01 7, 10
- Pénitentiaire P02 8

AÉRODROME-AÉROPORT ..... L05 7 à 12
AÉRONAUTIQUE ..... K07 11 à 14
AÉRONEF ..... L05 3, 4, 14 et K07
AÉROPORT (Voir AÉRODROME).
AFFAIRES CIVILES P02 2
AGENCE DE VOYAGES E03 1
AGENTS DE L'ÉTAT.
- Collectivités locales C01
- Effectifs ..... C01 7 à 13
- Rémunérations C03 11, 13, 14

AGGLOMÉRATION.
- Métropole A01 5
- Outre-mer B01 11

AGRÉGAT.
- Monétaire N01 4
- Par habitant comptabilité nationale G01 8, 13

AGRESSIONS.
- RER L01 13
- RATP L01 13

AGRICULTURE I01
- Commerce extérieur I01 23
- Comptes de la branche I01 24, 25
- Indices de prix agricoles H03 1, 2

AIDE SOCIALE D03 14, 15
ALCOOL PRODUCTION ..... I04 14 à 16
ALIMENTATION.
- Dépenses d'— ..... D01 1 à 3
- Consommation des ménages D01

ALLOCATION.
- Chômage ..... C04 16, 22 à 24
- Familiale (bénéficiaires et montant) ..... C04 12 à 15, 17
- Logement C04 13

ALUMINIUM K02
AMEUBLEMENT.
- Industrie de l'— K09 1, 2, 4
- Indices de prix ..... H01 1, 2 et H03 5

AMIANTE (Production) K10 4
ANIMATEUR E04 3, 4
- Sportif et socio-éducatif E04 1, 4

ANIMAUX.
- Indices de prix H03 1
- Production animale ..... I01 20 à 22

APPAREIL PRODUCTIF G02
APPRENTIS.
- Effectifs F01 19

AQUACULTURE I03 9
ARCHÉOLOGIE E02 7
ARCHIVES (nationales, départementales, film) ..... E02 1 à 3, 19
ARMÉE.
- Budget ..... P03 2 à 4
- Effectifs C01 7

ART ..... E 02
ART LYRIQUE E02 15
ARTICLE DE SPORT K10 7, 8
ARTISANS ..... G02 9 à 12
ARTS PLASTIQUES, HISTOIRE DE L'ART (Enseignement) E02 31
ASSOCIATION (Jeunesse et sports) ..... E04 10, 12, 14 à 16
ASSURANCES M04
- Dommages ..... M04 6 à 8
- Maladie C04 9, 10
- Vie M04 5

AUDIENCE (radio-télévision) E01 16
AUDIOVISUEL.
- Disques, dépôt bibliothèque nationale E02 16, 17
- Écoute, recette, effectif (service public) E01 10, 17

AUTEUR-COMPOSITEUR (SACEM) ..... E02 12 à 14
AUTOBUS, AUTOCAR L02 12, 14
- Production K07

AUTOFINANCEMENT.
- Comptabilité nationale G01 9

AUTOMOBILE ..... D01 1 à 3
- Assurance M04 6
- Commerce et réparation M03 1, 2
- Commerce extérieur K07 5
- Construction ..... K07 1 à 3 et G03 2
- Immatriculations L02 6, 7
- Indices de prix ..... H01 7 à 9 et H03 5

AVIATION CIVILE.
- Sécurité L05

AVION (Voir aussi AÉRONEF) ..... L05 3, 4, 14 et K07 12 à 14

B

BACCALAURÉAT F01 11
BALANCE DES PAIEMENTS O02
- Brevets F03 5
- Commerciale O01
- Touristique (avec l'étranger) E03 18
- Du commerce extérieur 001 1, 5

BALLON (Voir AÉRONEF).
BANQUE ..... N01 1 à 3
BARRAGE ..... A03 14 et J04 2, 4, 10
BATEAU.
- Commerce L04 3, 6, 12
- Construction navale ..... K07 6 à 10
- Fluvial L03 6
- Pêche I03 1
- Plaisance ..... K10 7 à 9 et E05 6 à 8

BÂTIMENT, TRAVAUX PUBLICS K11
- Autres que logement K11 11
- Données générales ..... K11 1 à 3

BÉNÉFICES DES ENTREPRISES G02 18
BIBLIOTHÈQUE E02 28, 29
BIEN CONSOMMÉ ..... D01 1 à 3
BIEN DURABLE.
- Consommation, équipement D01 2, 3
- Électroménager K06 7

BIENS CONSOMMATION COURANTE.
- (Indice prix de vente industriel) H03 6

BIENS INTERMÉDIAIRES (Indice prix de vente industriel) H03 6
BIÈRE I04
BIJOUTERIE ..... K10 7 à 9
BILAN.
- De l'énergie J01
- Électricité J04 9
- Entreprises G02 19
- Gaz J05 3
- Matière bois I02 12
- Pétrolier J03
- Des entreprises G02 19

BOIS, PAPIERS, IMPRIMERIE K09
BOIS ..... K09 1 à 4
- Bilan de la matière bois I02 12
- Exploitation forestière ..... I02 8, 9 et I01 8

Cet index a été préparé par l'Observatoire économique de Paris.

BOISSON.
Consommation des ménages ... D01 1, 3
Indices de prix ... H01 1, 2
Prix de détail ... H02
Production ... I04 15, 17, 18
BON DU TRÉSOR ... P03 8
En portefeuille ... N01 4, 9
Taux d'intérêt ... N01 14
BONNETERIE ... K08 9
BOURSE ... N02
BRANCHE.
Recherche par — ... F02 7, 8
Contribution au PIB ... G01 3, 4
BREVET D'INVENTION ... F03 2, 3
BUDGET.
De l'État ... P03 2 à 5
BUDGET TEMPS (Voir EMPLOI DU TEMPS).
BUREAU.
D'études et de conseil ... M02 3 à 7
De poste ... L06 5, 6

C

CACAO ... I04 13
CAFÉ.
Brûlerie et torréfaction ... I04 12
Indices de prix ... H01 1, 2 et H03
Prix de détail ... H02 1
CAISSE D'ÉPARGNE ... N01 17, 19
CAMIONS.
Parc et immatriculation ... L02 6, 8, 13
Production ... K07 1 à 3
CAMPING-CARAVANING ... E03 3
CANAL ... L03 2 à 4
CANTONALES (ÉLECTIONS) ... P01 1
CAOUTCHOUC, MATIÈRES PLASTIQUES ET INDUST. DIV. ... K10
CAOUTCHOUC ... K10 1, 2
Fabrication et transformation ... K04 4 à 7 et K10 1 à 4
CAPITAL DES ENTREPRISES ... G02 19
CAPITALISATION BOURSIÈRE ... N02 3
CAPITAUX (Mouvements de —) ... O02
CAPTEUR SOLAIRE ... J01 12
CARBURANT (Voir ESSENCE, FIOUL, GAZ, SUPERCARBURANT).
CARTON ... K09 5, 6, 9
CASINO ... E05 5
CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE (Voir CSP).
CEE.
Commerce extérieur caoutchouc France ... K10 3
Effectifs animaux ... I01 21
Exploitations agricoles ... I01 4
Importation française de charbon ... J02 4
Part pétrole dans consommation d'énergie ... J03 6
Population des États ... B01 7
Production électricité nucléaire ... J04 5
Règlements entre la France et la CEE ... O02 3
Trafic maritime ... L04 12, 13
CEE (Voir aussi PAYS ÉTRANGERS) ... B03
CÉLIBATAIRES ... B01 4
CENTRALE ÉLECTRIQUE ... J04 2
CENTRES DE LOISIRS ET VACANCES ... E04 2 à 7
CENTRE POMPIDOU ... E02 11
CÉRÉALES.
Production de — ... I01 17
Travail du grain ... I04 10, 11
CHAUFFAGE DES LOGEMENTS ... D02 4
CHAMBRES D'HOTES ... E03 3
CHANGE.
Taux de — ... G04 5
Or, devises ... N02 11
CHANTIER.
Du BTP selon le type d'ouvrage ... K11 4 à 6
Naval ... K07 6 à 10
CHARBON ... J02
Bilan de l'énergie ... J01 1
CHARCUTERIE (Fabrication) ... I04 3
CHASSE ... A03 8
CHAUFFE-EAU SOLAIRE ... J01 12
CHAUSSURE (Industrie de la —) ... K08 12, 13, 14, 18
CHEMINS DE FER ET MATÉRIEL FERROVIAIRE ... K07 et L01 2
CHEPTEL ... I01 20, 21
CHÈQUES POSTAUX ... L06 7
Tarif ... H02 4
CHERCHEURS ... F02 3, 8
CHIFFRES D'AFFAIRES.
Industrie par activité ... G03 1
À l'exportation ... G02 14 et G03 1
BIC ... G02 13 à 15
Commerce ... M01 7, 8
Entreprises ... G02 13 à 17, 20A, 20B
Par activité (indice) ... G02 20A, 20B
CHIMIE ... K04 4 à 7
CHOCOLATERIE ... I04 12, 13
CHÔMAGE ... C01 2, 3, 20 à 23
Taux de — ... C01 2, 3 et G04 4
Allocations ... C04 16, 22 à 24
Partiel indemnisation ... C04 24
CHÔMEURS ... C01 2
CIMENT ... K03
CINÉMA ... E02 19 à 23
CIRCULATION ROUTIÈRE ... L02 2, 17 à 19
Accident ... L02
Infraction aux règles ... P02 3, 5
CLASSES (Nombre de —) ... F01 7
CLIMATOLOGIE ... A02
CLUBS SPORTIFS ... E04 9 à 13
CODEVI ... N02 1
COEFFICIENT DE RACCORDEMENT DES INDICES ... H01 3 à 5, 19
COLLECTIVITÉ LOCALE.
Budget ... P03 12, 13
COLLECTIVITÉ TERRITORIALE.
Climatologie ... A02
Démographie ... B02 20
Disponibilité monétaire ... N01
Effectifs ... C01 12
Logement ... D02 et K11
Population ... A01 et B01
Superficie ... A01
COLLÈGE (Élèves selon le sexe) ... F01 8
COLONIES DE VACANCES (Voir CENTRES DE VACANCES).
COMBUSTIBLES (Minéraux solides) ... J01 et G03 et J02 8, 9
COMITÉ ENTREPRISE ... C02 11
COMITÉ D'HYGIÈNE (Établissement ayant un —) ... C02 14
COMMERCE EXTÉRIEUR ... O01
Caoutchouc ... K10 3
Charbon ... J02 4
Chimie ... K04 7, 11
Construction automobile ... K07 5
Fils - Fibres textiles ... K08 5
Matériel ferroviaire ... K07 4
Métaux non ferreux ... K02 3, 5
Minerais de fer ... K01 4
Parachimie ... K04 11
Pâtes papier ... K09 8
Production pétrolière ... J03 8 à 10
Production énergétique ... J01 1
Produits agricoles ... I01 23
Produits agro-alimentaires ... I04 19
Produits de la pêche ... I03 7, 8
Produits forestiers ... I02 11
Textiles ... K08 7
Balance ... O01 1, 5
par pays ... O01 4
par produit ... O01 5, 6, 7, 8, 9, 13
par zone ... O01 3, 6, 10, 11
COMMERCE INTÉRIEUR ... M01
COMMERCE (Juridictions commerciales) ... P02 1
COMMERCE.
De détail ... M01 1 à 8, 13
De gros ... M01 1, 2, 5 à 7, 12
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (Voir CEE).
COMMUNE.
Littorale pollution saison estivale ... A03 20, 21
Population ... A01 4, 6
Effectifs des personnels ... C01 13
COMMUNICATION ... E01
Téléphonique ... L06 11, 13
COMPLÉMENT FAMILIAL ... C04 13, 15, 16
COMPTABILITÉ NATIONALE ... G01
COMPTE.
Agriculture ... I01 24, 25, 31 à 34
Et livret (Voir BANQUE).
Exploitation des entreprises ... G02 18
Protection sociale ... C04 26 à 28
Satellite de la recherche ... F02 7, 8
Satellite de la santé ... D03 12, 13
De capital ... G01 7
CONCENTRATION DES ENTREPRISES ... G02 15
CONDAMNATION ... P02 4 à 7
CONDITIONS.
De travail ... C02
De vie ... D01
CONFLITS DU TRAVAIL ... C02 9
CONFORT DES LOGEMENTS ... D02 3, 4, 6, 9, 10
CONSERVES (Production) ... I04 8, 9
CONSOMMATION ET MODES DE VIE DES MÉNAGES ... D01
Alimentaire ... D01 et M01 10
Charbon ... J02 5 à 7, 9, 10
Électricité ... J04 6 à 8
Énergie trains ... L01 5
Énergie ... J01 7 à 10
Gaz ... J05 8 à 10
Médicale ... D03 12
Ménages ... D01 1 à 5
Produits pétroliers ... J03 6, 7, 10

Des ménages M01 11
Finale G01 1, 2
CONSTRUCTION MÉCANIQUE, ÉLECTRIQUE, ÉLECTRONIQUE K06
CONSTRUCTION K11
Indice du coût de la — H03 7
Matériaux de — K03 1, 2
Aéronautique ..... K07 11 à 14
Électrique et électronique K06 4, 5
Mécanique ..... K06 1 à 3
Navale ..... K07 6 à 10
CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE ..... C01 15 à 18
CONTRAVENTION P02 4, 5
COQUILLAGE ..... I03 3 à 6
CORPS GRAS ..... H01 1, H02 1 et I04 12
COTISATIONS SOCIALES PAR RAPPORT AU SALAIRE C04 3
COUPLE B01
COURRIER L06 4, 6
COURS.
Actions et obligations ..... N02 5 à 7
Or et devises G04 5
COURS D'EAU (Longueur, navigables) ..... A01 8 et L03 2 à 4
COURSES DE CHEVAUX ..... E05 1 à 3
COÛT.
Construction (indice du —) H03 7
Main-d'œuvre ..... C03 17 et G04 3
Annuel du logement ..... D02 8A et B
Politique pour l'emploi C01 27
CRÉANCE N01 9, 10
CRÉDIT.
Établissement de — N01 2, 3, 11
Agricole I01 15
Créances sur économie ..... N01 10 à 12
Foncier K11 18, 19
Interne N01 7
Logement K11 17, 18, 20
CRÉDITS COMMERCIAUX O02
CRÉDIT-BAIL ..... M02 8 à 11
CRÈMES GLACÉES (Production) I04 7
CRIME ..... P02 3 à 5
CRUSTACÉ I03 3, 4
CSP.
Assurances par — M04
Propriétaires-locataires par — D02 7
Protection maladie D03
Revenus par — C03 15, 16, 18, 19
Étude, formation continue F01 13, 21
Immatriculation automobile L02 7
Ménages, territoires d'outre-mer B01 15
CUIR (Industrie du —) ..... K08 11 à 18
CULTURE E02
CURE THERMALE E03 17
CYCLE D'ENSEIGNEMENT F01 18

D

DÉCÈS B02 1, 11
Prestations sociales versées C04 10
Par causes D03 2, 3
DÉCHETS INDUSTRIELS A03 24
DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES ..... G02 8 et M01 5
Commerce M01 5
DÉFENSE NATIONALE (Dépenses) ..... P03 2 à 4
DÉFRICHEMENT I02 3
DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL ..... C02 11 à 13
DÉLINQUANT P02 6
DÉLIT P02 3, 5
DEMANDES D'EMPLOI (Voir CHÔMAGE).
DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES ET ÉTABLISSEMENTS G02
DÉMOGRAPHIE ..... B01 à B04
DENSITÉ DE POPULATION (Pays) A01 2
DÉPARTEMENT OUTRE-MER.
Actifs C01 25, 26
Agriculture ..... I01 26 à 34
Bureau de poste L06 5
Chômage C01 26
Climatologie A02 2
Commerce extérieur ..... O01 14 à 21
Commerce intérieur M01 2
Comptabilité nationale ..... G01 12 à 13
Construction K11 14
Démographie B02 18
Électricité J04 10
Épargne N01 20
Forêts I02 13, 14, N01 18
Indices de prix H01 15
Logements D02 9
Masse monétaire N01 20
Monnaie, crédit, liquidité ..... N01 2, 18 à 19
Plaisance E05 8
Population urbaine, rurale B01 12
Population B01 10, 15
Produits de la mer I03 9
Situation financière P03 14
SMIC P03 14
Transport aérien L05 11
Transport maritime L04 14, 15
Ville ..... B01 10 à 12
DÉPARTEMENT A01
Échanges migratoires B03 2
Population ..... A01 1 à 7 et B01 5
Situation financière (sauf Paris) P03 14
Superficie ..... A01 1 à 3, 8
Effectif des personnels C01 13
DÉPENSES.
Aide sociale D03 15A, 15B
Environnement A03 26
État P03 4, 6
Pour l'emploi C01 27
Recherche - Développement expérimental ..... F02 1 à 3, 5 à 7
Santé D03 13
De l'État pour l'agriculture I01 16
DETTE PUBLIQUE P03 7
DEVISES.
Cours des — N02 11
Actifs monétaires N01 8
Mouvement économique G04 5
Taux de conversion en DTS O02 8
DIPLÔME F01 10, 11, 15, 16
DISQUE E02 16, 17
Production K10 9
DIVORCE ..... B01 4, B02 1 et P02 2
DROIT D'AUTEUR ..... E02 12 à 14, 23
DROIT DE TIRAGE SPÉCIAL O02 8
DTS (Voir DROIT DE TIRAGE SPÉCIAL).
DURÉE ÉCOUTE RADIO ET TÉLÉVISION ..... E01 16 à 18
DURÉE TRAVAIL ..... C01 8, 11 et C02 1 à 5

E

EAU (Consommation, pollution) A03 12, 13, 21
ÉCHANGES EXTÉRIEURS G04 1, 2
ÉCOLE MATERNELLE ET PRIMAIRE F01 6, 7
ÉCOLES (Préparation aux grandes —) F01 14
ÉCOUTE (Radio) E01 15, 17
ECU G04 5
EDF-GDF (Tarif) H02 2, 3
ÉDITION K09 10
Industrie de l'— K09 10, 11
Livres ..... E02 25 à 27
Presse ..... E01 1 à 5
ÉDUCATION F01
Sportive E04 14
Surveillée P02 7
Budget F01 22
EFFECTIF (Voir aussi PERSONNEL ET SALARIÉ).
Agent de l'État ..... C01 7 à 13
Production d'électricité J04 1
Dans les entreprises ..... G02 14, 15 et G03 1
GDF J05 1
Par branche d'activité C03 1
RATP L01 12
SNCF L01 1, 3
ÉLECTION P01
Comités d'entreprises C02 11
ÉLECTRICITÉ J04
Bilan J01 1
Consommation des ménages D01 3
Tarif à Paris H02 3
ÉLECTROMÉNAGER ..... G03 2 et K06 7
ÉLECTRONIQUE G03
ÉLÈVE ..... E02 30, 31 et F01 2 à 4, 6, 18
ÉMISSION (Actions et obligations) N02 1, 2
EMPLOI C01
Demande (Voir CHÔMAGE).
Dépenses pour l'— C01 27
Biens et services G01 1, 2, 12
Du temps D01 7
ÉNERGIE.
Consommation d'— D01
Économies d'— J01 11
Bilan J01
Solaire J01 10
Non conventionnelle J01 13
ENFANT B01 4, 5
Naturel B02 4, 5
Légitime ..... B02 4 à 6
ENGRAIS I01 12
ENSEIGNEMENT ET FORMATION (Voir aussi SPORT ÉTUDES) F01
Agricole F01 17
Différents niveaux F01 2, 18
Public — Privé F01 2, 3, 7
Sanitaire et social F01 18
Art, musique, histoire de l'art E02 30, 31

ENTREPRISES.
Assurances M04 1, 2, 13
Commerce M01
Forme juridique G02 3, 5
Recherche — Développement F02 6
Transport aérien L05 1
Transport maritime L04 1
Transport routier L02 3
Liste selon chiffre d'affaires G02 15, 17
Selon régime fiscal G02 13, 14, 18
Artisanales ..... G02 9 à 12
Nombre d'— ..... G02 1 à 5, 9, 13 à 17 et G03 1
Services rendus aux — M02
Nombre, liste G02
ENVIRONNEMENT A03
ÉPARGNE N01 1, 4, 7, 9, 13, 17
Brute G01 7
Taux d'— ..... G04 3 et G01 9
ÉPURATION A03 24
ÉQUIPEMENT.
Culturel E02
Des ménages D01 4, 5
Éducatif F01 7, 9, 17, 18
Électroménager K06 7
Indices de prix de vente industriels H03 6
Sanitaire D03 7, 15
Touristique E03 2, 3
ESPÉRANCE DE VIE B02 3, 14, 15
ESSENCE (Consommation d'—) L02 22
ÉTABLISSEMENTS.
Commerciaux M01 1, 2, 4, 6
De crédit N01
Enseignement F01 7, 9, 17
Sanitaire D03 9, 11
Tourisme E03 2, 3
ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX ..... G02 4 à 7
ÉTAT (Budget) ..... P03 2 à 4, 7
ÉTAT DE LA POPULATION B01
ÉTAT CIVIL B02
ÉTÉ (Vacances d'—) ..... E03 10 à 13
ÉTRANGER (Voir aussi NATIONALITÉ).
Naissance d'— B02 7
Emploi C01
Fécondité B02 7
Immigration B03 1, 3
Pays (Voir PAYS ÉTRANGERS).
Population des États de la CEE B01 7
Tourisme, vacances à l'— ..... E03 8 à 10, 18
ÉTUDIANT ..... F01 2 à 4, 12, 13
EUROPE (Élection) P01 4
EXPLOITATION.
Compte d'— ..... G02 18 et M04 5 à 8
Agricole ..... I01 1 à 4
Forestière I02 8, 9
EXPORTATION COMPTABILITÉ NATIONALE
(Voir aussi COMMERCE EXTÉRIEUR) ..... G01 1, 2, G03 1 et G04 2
EXPOSITION ARTISTIQUE E02 10

F

FAILLITE (Voir DÉFAILLANCE D'ENTREPRISE).
FAMILLE.
Ménages B01 8, 14
Prestations familiales ..... C04 12 à 15
FBCF (Comptabilité nationale) G01 1, 2, 7
FÉCONDITÉ B02 3, 8
FÉDÉRATION SPORTIVE ..... E04 8 à 13
FEMME.
Données démographiques B01 4, 5
Population active C01 2, 5
Taux d'activité C01 1
Effectifs féminins de l'État C01 8, 10, 11
FER K01
FERROVIAIRE.
Matériel ..... K07 1 à 4
Transport L01
FILM.
Cinéma ..... E02 19 à 22
Télévision E01 18
FINANCES PUBLIQUES P03
Marché financier N02
FIOUL J03 5, 6
FLOTTE.
Aérienne L05 3
Commerce (France) L04 3
Fluviale L03 6
Pêche I03 1
Plaisance E05 6, 7
FOIRE E03 16
FONCTIONNAIRES ..... C01 7 à 13
Cotisations sociales C04 5
Traitement, rémunération ..... C03 11 à 16
FONDERIE ET TRAVAIL DES MÉTAUX K05
FONTE K01 5
FORÊTS I02
FORMATION F01
Professionnelle continue F01 20, 21
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (Voir FBCF).
FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES E02 7
FRAIS DE PERSONNEL (Entreprise) G02 18
FRUIT.
Conserves I04 8, 9
Consommation des ménages D01 1, 3
Prix, indices de prix ..... H01 1, 2, H02 1 et H03 1, 2
Production I01 17, 19
Indice prix production et gros H03 1, 2
FUEL (Voir FIOUL).

G

GAEC (Voir GROUPEMENT AGRICOLE D'EXPLOITATION EN COMMUN).
GAINS SALARIAUX C03
GANT K08 17
GAZ J05
Bilan de l'énergie J01 1
Consommation des ménages D01 1, 3
Tarifs à Paris H02 2
Naturel (prod. groupes français à l'étranger) J05 4
GAZODUC J05 7
GÉOTHERMIE J01 10
GÎTE RURAL E03 3
GLACES (Production) I04 7
GRAIN I04 10, 11
GRANDE SURFACE (Commerce) M01 4
GRÈVE C02 9
GROUPE D'ENTREPRISES ..... G02 22 à 24
GROUPEMENT AGRICOLE D'EXPLOITATION EN COMMUN I01 14
GUICHET BANCAIRE N01 1

H

HABILLEMENT.
Industrie de l'— ..... K08 8 à 11
Dépenses des ménages D01 1
Indices de prix ..... H01 1 à 3
HABITATION.
Construction K11
Indices de prix H01 1, 2
Logement D02
HANDICAPÉS.
Équipement et employés pour — D03 8
Allocations aux — C04 13
HÉBERGEMENT E03 3, 7
HÉLICOPTÈRE (Voir AÉRONEF).
HIPPISME E05 1, 3
HIVER (Vacances d'—) E03 14, 15
HOMME.
Données démographiques ..... B01 4, 5 et E02
Population active C01 2, 5
Taux d'activité C01 1
HÔPITAL, HOSPICE D03 9
HÔPITAUX (Employés des) C01 12
HOSPITALISATION D03 15
HÔTEL E03 2
Indices de prix ..... H01 11 à 13
Hôtellerie (salariés) M03 1, 2
HÔTESSE DE L'AIR L05 2
HUÎTRE I03
HYDRAULIQUE (Électricité) J04 4, 9, 10
HYPERMARCHÉ M01 4

I

ILLÉGITIMITÉ B02 4, 5
IMMATRICULATIONS DE VÉHICULES ..... L02 6 à 12
IMMEUBLE D02 5
IMMIGRATION B03 3
IMPORTATION [Comptabilité nationale]
(Voir aussi COMMERCE EXTÉRIEUR) G01 1, 2, G04 2
IMPÔT ..... P03 2, 9 à 12
IMPRIMERIE K09 10, 11
INCAPACITÉ DE TRAVAIL C02 8
INCENDIE.
Assurance M04 7
Forêts I02 4
INDICES DE PRIX DE GROS.
Indices de prix de vente industriels H03
INDICE.
Coefficient de raccordement ..... H01 3 à 5, 19
De production industrielle agrégé G03 2A
De production industrielle détaillé G03 2B
Des gains, salaires et traitements ..... C03 5, 7 à 10
Des prix de gros (produits énergétiques) H03 4

Des prix de gros (produits industriels) H03 4
Des prix de vente industriels hors IAA H03 6
Des prix de vente industriels IAA H03 5A
Boursier ..... N02 5 à 7
Commerce extérieur O01 7, 11
Coût de la construction H03 7
De prix à la consommation H01
Économique G04 1, 2
Prix agricoles à la production H03 1
Prix ..... H01 et H03
Salaires C03
De chiffres d'affaires par activité G02 20A, 20B
De prix, produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles (voir IPPINEA).
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES I04
INDUSTRIES (Voir aussi BRANCHE ET SECTEUR) ..... G03 et H03
Prix industriels H03 3, 6
Diverses K10
INFLATION (Indices de prix) H01
INFORMATION E01
INFORMATIQUE.
Études et services M02 7
Parc d'ordinateurs K06 6
Réseaux L06 14
INFRACTION CONSTATÉE P02 3, 5
INGÉNIERIE ..... M02 3 à 5
INGÉNIEUR (Diplômes d'—) F01 16
INSTITUTEUR F01 5
INSTITUTION FINANCIÈRE N01 2, 3
INTÉRÊT (Taux d'—) N01 14, 16
INTERIM ..... C01 14, 15, 17 à 19
INTERMÉDIAIRE DU COMMERCE M01 1, 2, 5, 6, 12
INVALIDITÉ (Prestations d') C04 10, 18
INVENTION F03 2, 3
INVESTISSEMENT.
Comptabilité nationale FBCF G01 1, 2, 7, 9
Crédit-bail ..... M02 8 à 11
Logement K11 19
Taux et ratios ..... G01, G02 et G04
Des entreprises ..... G02 14 et G03 1
IPPINEA H03 3

J

JEUNES ..... B01 3 à 5
JEUNESSE ET SPORTS E04
Juridiction de la — P02 6, 7
JEUX K10 7, 8
D'argent E05 5
JOUETS (Voir JEUX).
JOURNAUX ..... E01 3 à 5
JURIDICTION CIVILE (Activité) P02 1, 2
JUSTICE P02

L

LAIT.
Consommation des ménages D01 1, 3
Production I04 5, 6
LANDAU K10 9
LECTURE E02 24, 28, 29
LÉGUMES.
Conserves I04 8, 9
Consommation des ménages D01 1, 3
Indices de prix à la consommation H01 1, 2
Indices de prix de vente industriels H03 1, 2
Prix H02 1
Production I01 17, 18
LICENCE SPORTIVE ..... E04 8 à 13
LIEU D'ACHAT (Commerce) ..... M01 9 à 11
LIGNES.
Aériennes L05 5
Chemin de fer L01 2
Électriques J04 3
LIQUIDATION DE BIENS ..... G02 et M01
LITTORAL (Pollution du —) ..... A03 18 à 21
LIVRE (Édition, ventes, bibliothèque) ..... E02 24, 26 à 29 et K09
LOCATAIRE D02 2, 7, 8
LOGEMENT D02
Ancienneté D02 5
Confort D02 3
Consommation des ménages D01 1, 2
Construction de — ..... K11 7 à 10, 12 à 14
Indice du coût de la construction H03 7
Prêts au — K11 17, 18, 20
Vacant D02 1
Ventes, stocks K11 21, 22
LOI DE FINANCES (Exécution) P03 1, 6
LOISIRS DIVERS (Voir aussi CULTURE ET TOURISME) E05
Centre de — ..... E04 4 à 5
Sports E04
LOTERIE NATIONALE — LOTO E05 4
LOYERS ET CHARGES D02
Indices de prix H01 1, 2
LYCÉE (Élèves selon le sexe) F01 8

M

MACHINES.
Agricoles, indices de prix H03 3, 6
Agricoles ..... I01 10, 11 et K06 1 à 3
Outils, indices de prix H03 3, 6
Outils K06 1, 3
MAGNÉTOSCOPE ..... E01 6 et E05 10
MAISON.
Familiale de vacances E03 3
Individuelle D02 5
MALADIE.
Assurance C04 9, 10
Longue — D03 1
Professionnelle C02 6
Protection en cas de — D03
MANDATS POSTAUX L06 8, 9
MARCHANDISE.
Par air ..... L05 5, 9 à 12
Trafic ferroviaire L01 7, 8, 10
Trafic fluvial ..... L03 7 à 10
Trafic maritime ..... L04 9 à 13, 15, 16
Transport routier L02 3, 14, 17, 18
MARCHÉ.
Financier, bourse N02
Parts de — O01 2, 11
Du travail C01 20, 21
MARIAGE ..... B01 4 et B02 9
MARIN-PÊCHEUR I03 2
MARINE DE COMMERCE L04
MARINIER L03 5
MAROQUINERIE K08 17
MARQUE DÉPOSÉE F03 1
MASSE SALARIALE C03 1
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION K03
MATÉRIEL.
De transport terrestre, construction navale et aéronautiques K07
Agricole ..... I01 10, 11 et K06 3
Ferroviaire ..... L01 4 et K07 4
Transport terrestre ..... L01 4 et K07 1 à 3
MATERNITÉ (Prestations de —) C04 10, 13
MATIÈRE PLASTIQUE ..... K04 4 à 9 et K10 1 à 3, 6
MÉCANIQUE.
Construction ..... K06 1 à 3
De précision ..... K06 1 à 3
MÉDECIN D03 5, 6
MÉDIAS E01
MÉNAGE.
Logement D02
Consommation D01
Données démographiques B01 8, 14
Équipement ..... D01 4, 5 et E05 10
Migrations B03
Revenu ..... C03 et G01
Services aux ménages M03
MER.
Interventions et accidents en — ..... E05 9 et L04 17
Produits de la — ..... I03 4 à 6
Qualité des eaux de — A03 19
MÉTAUX (Travail des —) K05 1, 2
MÉTÉOROLOGIE, Climatologie A02
MÉTRO (Voir RATP et RER).
MEUBLE EN MATIÈRE PLASTIQUE K10 10
MICROFILM, Archives E02 2, 3
MIGRATIONS B03
MINERAIS DE FER ET SIDÉRURGIE K01
MINERAIS, MÉTAUX ET DEMI-PRODUITS NON FERREUX K02
MINÉRAUX DIVERS ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION K03
MINEUR, CHARBONNAGES J02 1
MINEUR DÉLINQUANT P02 6, 7
MINIMUM VIEILLESSE C04 19
MINISTÈRES (Employés des) C01 9
MINITEL L06 15
MODE DE VIE D01
MONNAIE.
Crédit, épargne N01
Devises ..... G04 5, N01 4, 9 et N02 11
MONUMENTS HISTORIQUES (Fréquentation des) ..... E02 4 à 6
MORTALITÉ ..... B02 2, 12 à 15
Causes de décès D03 2, 3
Infantile B02 1, 2
Tables B02 14, 15
Taux B02 2, 12, 13
MOTOCYCLE (Production) ..... K07 1 à 3
MOULE (Coquillage) I03
MOUVEMENT ÉCONOMIQUE G04
MOUVEMENT NATUREL DE LA POPULATION B02

MOUVEMENTS MIGRATOIRES B03
MUNICIPALES (Élections) P01 3
MUSÉE ..... E02 8 à 10
MUSIQUE (Enseignement de la —) E02 30
MUTUALITÉ C04 25
MUTUELLE (Voir MUTUALITÉ).

N

NAISSANCES ..... B02 3 à 7
NATALITÉ B02 2, 4
NATIONALITÉ (Voir aussi ÉTRANGER) B04
Actifs par — C01
Acquisition, perte B04 1, 2
Données démographiques ..... B02 7 et B03 3
Migrations B03 1, 3
Naissance B02 7
NAVIGATION DE PLAISANCE ..... E05 6 à 8
NAVIRE (Voir BATEAU).
NIVEAU DE VIE D01
NUCLÉAIRE (Électricité —) J04 5
Commerce extérieur K02 7
NUPTIALITÉ ..... B02 1 à 3, 9, 10

O

OBLIGATIONS N02 1, 3, 6, 8, 9
OLÉODUC J03 3
OPÉRA E02 15
OPÉRATIONS DU TRÉSOR PUBLIC ..... P03 1 à 5
OR.
Cours de l'— N02 11
Monnaie ..... N01 4 à 8
Prix du kilo d'or fin G04 4, 5
ORDINATEURS, Parc K06 6
ORDURES MÉNAGÈRES A03 22, 23

P

PAIEMENTS (Balance des —) O02 1, 2
PAPIER ET CARTON K09 5, 6, 9
Production G03
PARACHIMIE ..... K04 8 à 10
PARC.
Automobile des ménages D01 3
Bateaux fluviaux L03
De véhicules de transports L02
PARCS NATURELS, Régionaux, nationaux A03 4, 6
PARLEMENT EUROPÉEN, Élection P01 4
PART DE MARCHÉ par pays O01 2
PASSAGER (Voir VOYAGEUR).
PÂTE À PAPIER ..... K09 5 à 8
PAYS ÉTRANGERS.
Agriculture I01 4, 21
Assurances ..... M04 10 à 12
Balance des paiements O02 7
Brevets F03 2, 3
Consommation d'électricité J04 8
Construction K11 16
Données démographiques B02 16
Énergie ..... J01 4 à 7
Gaz J05 5
Part dans consommation J03 6
Population, superficie, densité A01 2
Production d'électricité J04 5
Protection sociale ..... C04 26 à 28
Recherche-développement F02 4
Taux de chômage C01 3
Trafic aérien L05 12
Trafic maritime L04 12, 13, 16
Comptabilité nationale (agrégats) G01 10, 11
PEAUX (Collecte des —) K08 15
PÊCHE.
Maritime I03
Fluviale A03 8
PÉNICHE L03 6
PENSION DE VIEILLESSE ..... C04 17 à 22
PÉPINIÈRE I02 6
PERFORMANCES DES ENTREPRISES G02 20, 21
PERSONNEL.
Navigant air L05 2
Sanitaire et social D03 5, 6, 7A, 7B
Transports aériens L05 2
PERSONNEL DE L'ÉTAT, Dépenses P03 6
PERSONNEL DE LA MARINE DE COMMERCE L04 4
PERSONNEL HOSPITALIER, Effectifs D03 6A, 6B
PÉTROLE J03
Bilan de l'énergie J01 1
Production française à l'étranger J03 1
PHARMACIE ..... K04 11 à 13
Indices de prix des produits vendus en — H01 6
PIB (Voir PRODUIT INTÉRIEUR BRUT).
PIÈCES, Nombre par logement D02 5
PILOTE (Air) L05 2
PLAFOND DE COTISATION À LA SÉCURITÉ SOCIALE C04 4
PLAISANCE ..... E05 6 à 8
PLAN D'ÉPARGNE LOGEMENT (Voir ÉPARGNE).
PLANCHE À VOILE ..... E05 10 et K10 9
PLANEUR (Voir AÉRONEF).
PLASTIQUE MATIÈRE (Voir MATIÈRE PLASTIQUE).
PNEUMATIQUE K10 4, 5
POLLUTION.
Lutte contre la — A03 17, 24
Atmosphérique ..... A03 9 à 11
De la mer ..... A03 18 à 21
Des eaux A03 12, 15, 21
POMPES À CHALEUR J01 14
POPULATION ACTIVE ..... C01 et G04 4
Agricole I01 5, 6
Migrations B03
POPULATION.
Agricole I01 7
Commune A01 6
Département outre-mer B01 10, 15
Département ..... A01 3 et B01 1, 6
Et superficie pays étrangers A01 2
Et superficie TOM A01 8
France entière B01 1
Migration B03
Mouvement naturel B02
Par CSP B01
Par état matrimonial B01 4
Par nationalité B01
Par sexe, âge B01 4, 5
Pénale P02 8
Région ..... A01 1 et B01 1, 6
Territoires d'outre-mer ..... B01 15 à 17
Urbaine, rurale DOM B01 12
Urbaine, rurale A01 6
Ville et agglomération A01 5
Active occupée ..... C01 4 à 6
PORTS.
Fluvial, trafic L03 10
Maritime, trafic ..... L04 5 à 7, 9, 14, 15
De plaisance E05 7
PORTS MARITIMES MONDIAUX L04 16
POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (Voir aussi P et T) L06
POUSSETTE K10 9
PRÉCIPITATIONS A02
PRÉRETRAITE C04 22
PRESSE ..... E01 1 à 5 et K09 10, 11
PRESTATIONS SOCIALES C04
Reçues par les ménages C04 2, 16
Versées par la Sécurité sociale C04 4
PRÊT AU LOGEMENT K11 17, 18, 20
PRÊT ..... N01 10 à 12
PRIME D'ASSURANCE M04 7
PRISON P02 8
PRIX.
À la consommation (Indice des —) H01
Agricole (Indice des —) H03 1
De détail (Voir aussi COÛT) H02
De détail (Indice des —) ..... G04 1, 2 et H01
De gros alimentaires (Indices des —) H03 2
Terres agricoles I01 9
De vente industriels (Indice des —) H03
PRODUCTION INDUSTRIELLE G03
Agricole ..... I01 17 à 22
Agro-alimentaire ..... I04 1 à 19
Amiante K10 4
Bois, papier, imprimerie K09
Charbon J02 3
Chimie K04 6, 10
Électricité J04 4
Énergie ..... J01 2 à 4
Fonderie, travail des métaux K05 3, 4
Forestière I02 7, 9, 10
Gaz ..... J05 2 à 5
Maritime I03
Matériaux de construction K03 3
Mécanique, électrique K06 3
Minerais, métaux non ferreux K02 4, 6
Pharmaceutique ..... K04 12 à 14
Pneumatique K10 5
Sidérurgique ..... K01 5 à 7
Textile, habillement, cuir K08
Verre K04 3
Pétrole J03 1
Industrielle (Indice) G03 2A, 2B
PRODUCTIVITÉ horaire apparente du travail G04 3

PRODUIT.
Consommation de différents produits ..... D01 1 à 3
Commerce extérieur par — O01 5, 6, 8, 9, 13
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT ..... G01 1 à 5 et G04 3
PRODUITS ÉNERGÉTIQUES (Indice prix de vente industriel) H03 6
PROFESSEUR F01 5
De sport M03 1
PROFESSIONS DE SANTÉ (Effectifs et densité) D03 5
PROFESSIONS SOCIALES D03 7A, 7B
PROGRAMME DE TÉLÉVISION (Voir TÉLÉVISION).
PROPRIÉTAIRE D02 2, 7, 8
PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE F03
PROTECTION SOCIALE C04
PTT ..... L06 1 à 3, 10
Tarifs H02 4

R

RADIO ..... E01 7, 11 à 15, 17
RAFFINERIE PÉTROLIÈRE J03 4
RAIL-ROUTE, Transports combinés L01 9
RATIOS.
Comptabilité nationale G01 9
Performances des entreprises G02 21
RATP L01 12
Tarifs H02 8
RECETTES DE L'ÉTAT P03 5
RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE F02
RÉCUPÉRATION A03 25
REDEVANCE.
Brevets F03 5, 6
Radio, télévision et magnétoscope E01 6
RÉFÉRENDUM P01 2
RÉGIE AUTON. DES TRANSP. PARIS (Voir RATP).
RÉGIMES.
D'aide sociale ..... D03 14 et 15
De sécurité sociale C04 3, 4, 17
RÉGION.
Commerce par M01 2, 3
Données démographiques ..... A01 et B03
Entreprises, établissements par — G02 6, 9
Population, superficie, densité ..... A01 1 et B01 1, 6
Effectif des personnels C01 13
REGISTRE DES MÉTIERS ..... G02 9 à 12
RÈGLEMENT.
Balance des paiements par pays O02 6
Balance des paiements par zone O02 3, 4
Judiciaire (Voir ENTREPRISE DÉFAILLANCE).
REMEMBREMENT I01 13
REMONTÉES MÉCANIQUES MO3 1, 2
REMORQUE, Immatriculation L02 10, 11
RÉMUNÉRATION.
Épargne N01 17
Salaire, traitement et gains ..... C03 4 à 6
RÉPARATION (Services de —) M03 1, 2
REPAS À L'EXTÉRIEUR ..... D01 6 et H01 10
RER L01 9, 13
RÉSEAU.
Express régional (Voir RER).
Navigable ..... L03 2 à 4
Routier L02 1
Télé-informatique L06 13, 14
RÉSERVE.
Chasse A03 8
Naturelle A03 7
RÉSERVE (Voir STOCKAGE).
RÉSIDENCE.
De vacances E03 3, 7, 10, 13, 15
Principale, secondaire D02
RESSOURCES (Biens et services) G01 1, 2
RESTAURANT.
Consommation des ménages D01
Indices de prix H01 10
Salariés M03 1, 2
RÉSULTAT (Compte de —) G02 18
RETENUE D'EAU ..... A03 14 et J04 2, 4, 10
RETRAITE ..... C04 17 à 21
Des cadres, cotisants et taux C04 8
REVALORISATION DES RETRAITES C04 17, 18
REVENU C03
De remplacement du salaire C04
Disponible G01 6
Et niveau de vie D01
Fiscal C03 18, 19
Imposable P03 10
Impôt sur le — P03 10, 11
Minimum d'insertion C04 16
National G04 1
Par tranche C03 9, 20
Primaire G01 5, 6
RIM (Voir REGISTRE DES MÉTIERS).
ROUTE L02 1

S

SALAIRES ET REVENUS C03
SALAIRE C03 2A, 2B
Taux de — C03 7, 8
Annuel C03 2A, 2B
Mensuel (indice) C03 9, 10
Minimum (Voir aussi SMIC) C03 3
Secteur C03
SALARIÉS C01 5, 6
Commerce M01 6
Dans les entreprises d'assurance M04 2
Des entreprises de service ..... M02 1 à 3 et MO3 1, 2
SANTÉ.
Aide sociale D03
Consommation des ménages ..... D01 1 et 2
Enseignement des métiers de la — F01 18
SCIERIE I02
SCOLARISATION, Taux F01 1
SECTEUR.
Actifs par — ..... C01 2, 4 à 6
Brevets par — F03 4
Pollution par — A03 10, 11, 16
Durée du travail C02 1
Économies d'énergie J01 11
Entreprises, établissements G02 1, 10
Groupes d'entreprises ..... G02 22 à 24
Salaires C03
Travail temps partiel C02 5
SECTEUR PUBLIC (Effectifs du —) ..... C01 7 à 13
SECTIONS SPORTIVES ..... E04 9 à 13
SÉCURITÉ DE L'AVIATION CIVILE L05 13
SÉCURITÉ SOCIALE C04
SÉJOURS DE VACANCES E03 6, 8, 10
SERVICES MARCHANDS (à destination des ménages) M03
SERVICES MARCHANDS (rendus principalement aux entreprises) M02
Consommation des ménages D01 1, 2
Indices de prix ..... H01 1, 2, 10 à 13
Prix et tarifs H02
SIDA D03 4
SIDÉRURGIE (Production) ..... K01 5 à 7
SITES INSCRITS ET CLASSÉS A03 5
SIVP F01 22
SMIC ET SMIG ..... C03 3 et G04 1, 2
SNCF.
Effectifs, recettes, investissements L01 1
Indices de prix H01 14
Tarifs H02 6
SOCIÉTÉ.
Assurances M04 1, 2, 13
Et groupes de sociétés G02 3, 5
Et quasi-société (SQS) G01
Financière N01 2
Pétrolière et gazière ..... J03 et J05 1, 4
SORBETS (Production) I04 7
SPORTS E04
D'hiver E03 14, 15
Études E04 14
SPORTIF PROFESSIONNEL M03 1
STAGE [Insertion vie professionnelle] (Voir SIVP).
STATUT.
Fonction publique (Effectif par —) ..... C01 8 à 11
Occupation des logements D02 2, 7, 8
STOCKAGE GAZ J05 6
SUCRE.
Consommation des ménages D01 3
Production I04 12, 13
SUPERCARBURANT (Consommation) L02 22
SUPERFICIE.
Département A01 3
Des exploitations agricoles I01 3, 4, 26
Forestière I02 1, 2, 13, 14
Pays A01 2
Région A01 1
Territoires d'outre-mer A01 12
Zones naturelles, protégées A03 2, 3
SUPERMARCHÉS M01 4
SYNDICAT ..... C02 11 à 13
Élections aux comités d'entreprises C02 11
SYSTÈME PRODUCTIF G02

T

TABAC (Production) I04 18
TAILLE (Entreprise et établissement) G02 1, 2, 6, 7, 14
TARIFS.
SNCF indices de prix H01 14
Services publics H02 2, 8
TAUX.
Activité par sexe et âge C01 1
Autofinancement G01 9

13. Taux de mortalité par âge et sexe 70
14. Tables de mortalité annuelles abrégées 72
15. Tables de mortalité 1986-1988 74
16. Principaux indicateurs démographiques de divers pays ... 76
17. Départements d'outre-mer : mouvement naturel de la population 77
18. Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population . 79
19. Polynésie française : mouvement naturel de la population . 79
20. Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population 80

Chapitre B.03. — Mouvements migratoires.

1. Étrangers et travailleurs salariés de la Communauté économique européenne introduits par l'OMI, par nationalité 82
2. Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'OMI par âge, sexe et état matrimonial .. 83
3. Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité 83

Chapitre B.04. — Nationalité.

1. Pertes, refus et acquisitions de la nationalité française par nature juridique 86
2. Acquisitions par décret de la nationalité française selon la nationalité antérieure 87

C. EMPLOI, SALAIRES ET REVENUS

Chapitre C.01. — Population active, emploi.

1. Taux d'activité au sens du BIT, par sexe et groupe d'âges quinquennal 96
2. Population active : actifs occupés et chômeurs 96
3. Taux de chômage harmonisés dans 7 pays de l'OCDE 97
4. Population résidente occupée au 31 décembre 97
5. Population salariée ayant un emploi au 31 décembre 101
6. Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement 102
7. Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux et des organismes privés d'action centrale, au 31 décembre 1986, par statut 103
8. Effectifs des agents de l'État par statut, sexe et durée de travail 104
9. Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut 105
10. Effectifs des agents de l'État par catégorie statutaire (A, B, C, D) et sexe 106
11. Les effectifs féminins de l'État : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère 106
12. Effectifs des agents des collectivités territoriales 107
13. Effectifs des personnels régionaux et départementaux, communaux et intercommunaux 108
14. Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés 108
15. Contrats conclus avec les utilisateurs de personnel intérimaire 109
16. Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et âge ... 109
17. Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée 110
18. Intérim et contrats à durée déterminée par sexe et grand secteur d'activité économique 110
19. Importance du recours au travail temporaire 111
20. Indicateurs de chômage 112
21. Autres indicateurs du marché du travail 112
22. Indicateurs trimestriels de flux 113
23. Demandes d'emploi en fin de mois par métiers regroupés et par qualification professionnelle 113
24. Nombre de chômeurs par sexe et âge 114
25. Population totale et population active des départements d'outre-mer 115
26. Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer 116
27. Le coût de la politique de l'emploi 117

Chapitre C.02. — Conditions de travail.

1. Durée hebdomadaire du travail de l'ensemble des salariés (ouvriers et employés) selon le groupe d'activité (hors agriculture et services non marchands) 122
2. Durée annuelle effective du travail de l'ensemble des salariés par branche 123
3. Répartition des ouvriers et employés selon la durée hebdomadaire du travail offerte 124
4. Travail à temps partiel : effectifs et taux de temps partiel par sexe et statut 124
5. Travail à temps partiel : effectifs et taux de temps partiel par sexe et activité économique regroupée 125
6. Principales maladies professionnelles : nombre de cas constatés 125
7. Accidents du travail : taux de fréquence des accidents avec arrêt 126
8. Accidents du travail : taux de gravité des incapacités temporaires 126
9. Conflits du travail 127
10. Absentéisme selon la qualification 127
11. Résultats des élections aux comités d'entreprise 128
12. Établissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants, suivant la taille des établissements 128
13. Appartenance syndicale des délégués syndicaux 129
14. Établissements ayant au moins un CHSCT et effectifs correspondants suivant la taille des établissements 129

Chapitre C.03. — Salaires et revenus.

1. Nombre d'établissements, masse des salaires et effectifs . 134
2. Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, secteur privé et semi-public) 135
3. Salaire minimum de croissance (SMIC) 137
4. Gains des salariés 137
5. Indices des rémunérations des salariés 137
6. Gains selon l'activité économique des établissements 138
7. Indices des taux de salaire horaire des ouvriers par activité économique 138
8. Indices des taux de salaire horaire des ouvriers par qualification 139
9. Indices des salaires mensuels de base des non-ouvriers par activité économique 140
10. Indices des salaires mensuels de base des non-ouvriers selon la qualification 141
11. Salaire annuel net monétaire moyen des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe 141
12. Taux de rémunérations annexes des agents de l'État par profession et sexe ou statut 142
13. L'éventail des salaires de l'État 142
14. Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires 143
15. Indice d'évolution des traitements bruts de la fonction publique. — Fonctionnaires civils titulaires de l'État 143
16. Indice d'évolution des traitements nets de la fonction publique. — Fonctionnaires civils titulaires de l'État 143
17. Évolution de la structure des coûts de la main-d'œuvre ... 144
18. Revenus fiscaux moyens selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage 144
19. Répartition des ménages suivant le montant de leur revenu fiscal et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage 144
20. Répartition des ménages par tranche de revenu initial du ménage selon l'âge de la personne de référence du ménage 145

Chapitre C.04. — Protection sociale.

1. La protection sociale et son financement 153
2. Prestations sociales reçues par les ménages, ventilées selon le risque couvert et le type de prestation 154
3. Prestations sociales versées par l'ensemble des régimes de protection sociale 154
4. Plafond des salaires du secteur privé et taux de cotisation au régime général de la Sécurité sociale 155
5. Taux de cotisations des fonctionnaires civils titulaires de l'État 156
6. Taux des cotisations assurance maladie sur des revenus de remplacement du salaire : retraites, garantie de ressources (préretraite), allocations de chomâge et de formation 156
7. Cotisations salariales rapportées au salaire brut 157
8. Taux moyen des cotisations (salariés et employeurs) à l'AGIRC (retraite des cadres) et effectifs des cotisants. . 157
9. Assurance maladie : effectifs des cotisants des différents régimes 158
10. Prestations maladie, maternité, invalidité, décès, accidents du travail par régime 158
11. Prestations accidents du travail et maladies professionnelles par type de prestation 159
12. Prestations familiales : effectif des bénéficiaires des principaux régimes 159
13. Prestations familiales et aide personnalisée au logement : prestations servies 160
14. Évolution du montant mensuel des prestations familiales pour une famille de 2 enfants 161
15. Nombre de familles bénéficiant, dans le régime général, des allocations familiales et du complément familial 161
16. Revenu minimum d'insertion : effectif des bénéficiaires et montants versés. 162
17. Revalorisation des pensions et rentes de vieillesse et d'invalidité 162
18. Pensions et rentes de vieillesse et d'invalidité : coefficient par lequel est multiplié le salaire résultant des cotisations versées 163
19. Pension minimum de vieillesse 163
20. Retraites complémentaires des salariés : effectifs des cotisants et des allocataires 164
21. Retraites complémentaires des salariés : valeur du point .. 164
22. Montant annuel des allocations de chômage et de préretraite et effectifs de bénéficiaires 165
23. Chômage : montant des allocations journalières de chômage total 166
24. Chômage partiel indemnisable 166
25. Mutualité 166
26. La protection sociale en Europe : prestations de protection sociale par principale fonction 167
27. La protection sociale en Europe : montant par habitant et part relative du PIB représentée par les dépenses de protection sociale. 167
28. La protection sociale en Europe : structure des recettes de protection sociale 167

D. **CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE**

Chapitre D.01. — Consommation et modes de vie des ménages.

1. Consommation des ménages classée par fonction 178
2. Consommation des ménages classée par durabilité 182
3. Principales quantités consommées par les résidents et non-résidents en France 184
4. Ménages équipés, par groupe socioprofessionnel du chef de ménage 186
5. Ménages équipés, par âge du chef de ménage et taille du ménage 187
6. Repas pris à l'extérieur selon le type de repas 188
7. Répartition des achats de produits alimentaires selon le poste de consommation et le type de point de vente ... 189

Chapitre D.02. — Logement.

1. Résidences principales, logements vacants et résidences secondaires par catégorie de commune 195
2. Résidences principales selon le statut d'occupation par catégorie de commune 196
3. Résidences principales selon le confort 196
4. Résidences principales selon le mode de chauffage 196
5. Résidences principales, nombre moyen de pièces et surface habitable moyenne, selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble 197
6. Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage 197
7. Résidences principales par catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence selon le statut d'occupation 197
8. Charges financières des accédants et des locataires selon le secteur de logement 198
9. Conditions de logement des ménages ordinaires des départements d'outre-mer 199
10. Conditions de logement des ménages ordinaires des territoires d'outre-mer 199

Chapitre D.03. — Santé, aide sociale.

1. Affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois 204
2. Décès de tous âges suivant la cause principale et le sexe . 205
3. Décès des enfants de moins d'un an suivant la cause principale 206
4. Cas de SIDA rapportés 206
5. Professions de santé : effectif et densité 207
6. Personnels hospitaliers 207
7. Professions sociales 208
8. Personnel des établissements et services pour enfants et adultes handicapés ou en difficulté 209
9. Établissements sanitaires civils par catégorie d'établissement 210
10. Mouvement de la population hospitalisée 211
11. Activité des établissements et services pour enfants et adultes handicapés ou en difficulté 212
12. Consommation médicale totale, par activité 213
13. Dépenses de santé par opération de financement 213
14. Principaux régimes d'aide sociale : bénéficiaires 214
15. Principaux régimes d'aide sociale : dépenses 216

E. **COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS**

Chapitre E.01. — Communication.

1. Chiffres clés de la presse éditeur 223
2. Chiffres clés par types de presse 223
3. Titres de la presse par périodicité 225
4. Tirage des quotidiens 226
5. Presse quotidienne régionale et départementale 226
6. Comptes de redevance 227
7. Émetteurs et réémetteurs de radiodiffusion 227
8. Émetteurs et réémetteurs de télévision 228
9. Recettes du service public de la communication audiovisuelle 229
10. Évolution des genres de programmes par chaîne 229
11. Volume annuel des programmes de radiodiffusion produits et diffusés par Radio-France 230
12. Volume annuel des programmes de radiodiffusion produits et diffusés par les stations décentralisées de Radio-France 231
13. Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore de la chaîne Radio-France internationale 232
14. Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore enregistrées distribuées à l'étranger diffusées par Radio-France internationale 233

15. Répartition de l'écoute de la radiodiffusion et de la télévision entre les stations 233
16. Audience cumulée de la radio et de la télévision 234
17. Durée d'écoute quotidienne par individu de la radio et de la télévision 234
18. Films long métrage diffusés annuellement par la télévision nationale 235

Chapitre E.02. — Culture.

1. Fonds conservés dans les archives nationales et départementales 242
2. Collections de microfilms (originaux et copies) des archives nationales et départementales 242
3. Lecteurs des services d'archives nationales et départementales 242
4. Arrêtés de protection des monuments historiques 243
5. Monuments historiques classés suivant le propriétaire et la catégorie 243
6. Entrées payantes dans les monuments les plus visités de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites 244
7. Opérations de fouilles terrestres 244
8. Fréquentation des musées nationaux 245
9. Fréquentation des musées de la ville de Paris 245
10. Expositions organisées par ou avec le concours de la réunion des musées nationaux, dans les établissements parisiens 246
11. Fréquentation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou 246
12. Entreprises ayant des contrats d'abonné avec la SACEM .. 246
13. Séances occasionnelles déclarées à la SACEM 247
14. Droits d'auteur perçus par la SACEM pour la diffusion publique du répertoire protégé 247
15. Activités lyriques et chorégraphiques 247
16. Titres déposés au département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale 248
17. Édition de disques 248
18. Activités théâtrales 249
19. Le service des archives du film 249
20. Production française de films 250
21. Activité des sociétés de distribution de films 250
22. Exploitation cinématographique 251
23. Décomposition de la recette des exploitants de cinéma ... 251
24. Ventes de livres par les éditeurs 252
25. Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires 252
26. Vente de livres en prix public par circuit de distribution ... 252
27. Production de livres par catégorie 253
28. Bibliothèques centrales de prêt 253
29. Bibliothèques municipales. — Activités de prêt 254
30. Enseignement de la musique 254
31. Enseignement des arts plastiques et de l'histoire de l'art .. 255

Chapitre E.03. — Tourisme.

1. Agences de voyages : données sur le secteur d'entreprise 259
2. Hôtellerie homologuée : établissements et chambres par catégorie 260
3. Autres hébergements : établissements et lits 260
4. Les vacances sur l'ensemble de l'année : généralités 261
5. Les vacances sur l'ensemble de l'année : taux de départ .. 261
6. Les vacances sur l'ensemble de l'année : nombre moyen de journées par personne partie 262
7. Les vacances sur l'ensemble de l'année : répartition des journées de vacances passées en France 262
8. Les vacances sur l'ensemble de l'année : séjours de vacances des Français à l'étranger 263
9. Les vacances sur l'ensemble de l'année : journées de vacances des Français à l'étranger 263
10. Les vacances sur l'ensemble de l'année : répartition des journées de vacances à l'étranger 264
11. Les vacances d'été : généralités 264
12. Répartition des journées de vacances par mois d'été 264
13. Les vacances d'été : répartition des séjours en France 265
14. Les vacances d'hiver : généralités 265
15. Les vacances d'hiver : répartition des séjours en France .. 266
16. Tourisme d'affaires : entrées dans quelques foires importantes, par région 266
17. Thermalisme : nombre de cures réalisées, par région 267
18. Bilan financier du tourisme avec l'étranger 267

Chapitre E.04. — Jeunesse et sports.

1. Diplômes d'animateurs socio-éducatifs 271
2. Centres de vacances d'été : effectifs déclarés à l'accueil .. 271
3. Centres de vacances « Petites vacances » (Noël, Février, Pâques et Toussaint) : effectifs déclarés à l'accueil 271
4. Diplômes de directeurs et d'animateurs de centres de vacances 271
5. Centres de loisirs sans hébergement : encadrement 272
6. Centres de loisirs sans hébergement : organismes de tutelle et implantations 272
7. Centres de loisirs sans hébergement : fréquentation par période de fonctionnement 272
8. Licences sportives par type de fédération 273
9. Fédérations olympiques : nombre de sections de clubs et de licences 273
10. Fédérations dites non olympiques agréées et délégataires : nombre de sections de clubs et de licences 274
11. Fédérations dites non olympiques agréées : nombre de sections de clubs et de licences 275
12. Fédérations et groupements multisports et affinitaires : nombre de sections de clubs et de licences 275
13. Fédérations sportives scolaires et universitaires : nombre de sections de clubs et de licences 276
14. Sections « sports-études » 276

Chapitre E.05. — Loisirs divers.

1. Prélèvements de base sur les sommes engagées sur les courses de chevaux 279
2. Produit des prélèvements supplémentaires progressifs sur les courses de chevaux 280
3. Recettes des hippodromes et montant des paris engagés . 280
4. Loterie nationale - loto national 281
5. Revenus des jeux de casinos 282
6. Flotte de plaisance 282
7. Immatriculation des navires de plaisance, par direction des affaires maritimes. France métropolitaine 283
8. Immatriculation des navires de plaisance. Départements et territoires d'outre-mer 284
9. Principaux événements de mer ayant donné lieu à des interventions. France métropolitaine 284
10. Ménages équipés par groupe socioprofessionnel du chef de ménage 285

F. ENSEIGNEMENT, FORMATION, RECHERCHE

Chapitre F.01. — Enseignement et formation.

1. Évolution du taux de scolarisation de la population âgée de 2 à 25 ans 297
2. Évolution des effectifs scolaires et universitaires par niveau : enseignement public et privé 298
3. Effectifs préscolaires, scolaires et universitaires par académie (enseignement public et privé) 299
4. Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves 300
5. Enseignants à temps complet ou à temps partiel : enseignement public 300
6. Effectifs de l'enseignement préélémentaire, élémentaire et spécial 301
7. Classes et écoles dans l'enseignement du 1er degré (public, privé) 301

8. Effectifs, par sexe, de l'enseignement public et privé des collèges et lycées 302
9. Établissements et divisions de l'enseignement du second degré 303
10. Diplômes de l'enseignement du second cycle du second degré 303
11. Candidats par série présentés et admis au baccalauréat général et au baccalauréat de technicien 304
12. Effectifs de l'enseignement supérieur : enseignement public et privé 305
13. Effectifs universitaires par origine socioprofessionnelle (étudiants français) 306
14. Effectifs des classes préparatoires aux grandes écoles et des sections de techniciens supérieurs 306
15. Principaux diplômes universitaires délivrés dans l'enseignement supérieur 307
16. Diplômes d'ingénieurs délivrés 308
17. Établissements et effectifs de l'enseignement technique agricole 308
18. Écoles dépendant du ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale. Nombre d'écoles, effectifs et diplômes 309
19. Évolution des effectifs d'apprentis 310
20. Formation professionnelle continue : bilan des formations 310
21. Formation professionnelle continue : effectifs en formation par catégorie professionnelle et sexe 311
22. Insertion professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans : travaux d'utilité collective (TUC) et stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) 311
23. Dépense intérieure d'éducation. Financement des activités d'enseignement et des achats de biens et de services liés à l'éducation en 1986 312

Chapitre F.02. — Recherche et développement technologique.

1. Évolution de l'effort national de recherche et développement 316
2. Part de chaque secteur dans le financement et l'exécution de la recherche et du développement expérimental 316
3. Effectifs (évalués en équivalent temps plein) occupés dans la recherche et le développement expérimental 317
4. L'effort de recherche et développement de la France comparé à celui des principaux pays 317
5. Répartition de l'effort national de recherche et développement entre les entreprises industrielles nationales et privées 318
6. La dépense intérieure de recherche et développement de l'industrie et son financement 318
7. Dépense intérieure de recherche par branche d'activité ... 319
8. Effectifs de la recherche par branche d'activité 319

Chapitre F.03. — Propriété industrielle.

1. Brevets délivrés, marques, dessins et modèles déposés ... 324
2. Brevets d'invention déposés, par pays d'origine 324
3. Brevets d'invention délivrés, par pays d'origine 324
4. Répartition par secteur technique des demandes de brevets déposées 325
5. Balance des recettes et dépenses avec l'étranger au titre des brevets et des redevances de fabrication 325
6. Règlements par pays au titre des brevets et des redevances de fabrication 326

G. DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES

Chapitre G.01. — Comptabilité nationale.

1. Ressources et emplois de biens et services : aux prix courants 333
2. Ressources et emplois de biens et services : aux prix de 1980 334
3. Contribution des grandes branches d'activité au produit intérieur brut : aux prix courants 335
4. Contribution des grandes branches d'activité au produit intérieur brut : aux prix de 1980 336
5. Répartition du revenu primaire et passage au produit intérieur brut 336
6. Analyse du revenu disponible brut des ménages en termes de distribution et de redistribution : aux prix courants .. 337
7. Compte de capital consolidé de l'ensemble des secteurs institutionnels : aux prix courants 337
8. Principaux agrégats par habitant 338
9. Quelques ratios 338
10. Comparaisons internationales : principaux agrégats en standards de pouvoir d'achat (SPA) 339
11. Comparaisons internationales : agrégats (en SPA) rapportés à la population et à l'emploi 339
12. Départements d'outre-mer. — Ressources et emplois de biens et services : aux prix courants 340
13. Départements d'outre-mer. — Principaux agrégats par habitant : aux prix courants 342

Chapitre G.02. — L'appareil productif.

1. Nombre d'unités de type « Entreprise » (ou assimilé) par taille et forme juridique 347
2. Nombre d'unités de type « Entreprise » (ou assimilé) par taille et activité principale 348
3. Nombre d'unités de type « Entreprise » (ou assimilé) par activité et forme juridique 349
4. Nombre d'unités de type « Entreprise » (ou assimilé) par activité principale et nombre d'établissements de l'entreprise 349
5. Nombre d'unités de type « Entreprise » (ou assimilé) par forme juridique et nombre d'établissements de l'entreprise 350
6. Nombre d'établissements par taille et région 350
7. Nombre d'établissements par taille et activité principale .. 351
8. Défaillances d'entreprises 352
9. Répartition, par activité et par région, des entreprises inscrites au Répertoire Informatique des Métiers (RIM) 352
10. Répartition des entreprises artisanales par activité détaillée 353
11. Répartition des artisans entrepreneurs individuels par sexe et activité 354
12. Répartition en pourcentage, selon l'activité et la taille, des entreprises inscrites au répertoire informatique des métiers 355
13. Répartition des entreprises suivant le régime d'imposition des bénéfices industriels et commerciaux et l'activité .. 356
14. Répartition des entreprises soumises au bénéfice réel normal suivant différents critères de taille 356
15. La concentration des entreprises 358
16. Part des *n* premières entreprises françaises au 1er janvier . 362
17. Les 25 premières entreprises françaises au 1er janvier 362
18. Compte de résultat agrégé pour l'ensemble des entreprises soumises au bénéfice réel normal 363
19. Bilan agrégé pour l'ensemble des entreprises soumises au bénéfice réel normal 364
20. Performances des entreprises : indices annuels de chiffres d'affaires 365
21. Performances des entreprises : ratios d'analyse financière 368
22. Importance des groupes en fonction de leur taille 372
23. Le « noyau dur » et le « contour élargi » des groupes 373
24. Répartition sectorielle des groupes (« contour élargi » des groupes et « noyau dur ») 373

Chapitre G.03. — Production industrielle.

1. Les structures industrielles françaises 379
2. Indices annuels de la production industrielle 380

Chapitre G.04. — Mouvement économique.

1. Principaux indices économiques. — Période 1960-1985 .. 399
2. Principaux indices économiques. À partir de 1980 400
3. Indicateurs annuels divers 400
4. Prix d'évaluation du kilogramme d'or fin de l'encaisse-or de la Banque de France 401
5. Cours de l'or, des principales devises, du DTS et de l'ÉCU. — Depuis 1960 401

H. **PRIX**

Chapitre H.01. — Indices de prix à la consommation.

1. Indice mensuel des prix à la consommation des ménages. — Série France entière (296 postes de dépense) 411
2. Indice mensuel des prix à la consommation des ménages. — Série parisienne (296 postes de dépense) 413
3. Coefficients de raccordement de l'indice national et de l'indice parisien des prix à la consommation des ménages, 296 postes de dépense à l'indice national et à l'indice parisien des « 259 articles » 414
4. Coefficients de raccordement de l'indice national des prix à la consommation des ménages, 296 postes de dépenses, aux indices antérieurs 414
5. Coefficients de raccordement des différents indices généraux des prix à la consommation 415
6. Indices des prix de détail des spécialités pharmaceutiques 415
7. Indice des prix des automobiles 415
8. Coefficients de raccordement des indices de prix des automobiles aux indices antérieurs 415
9. Indice des prix des voitures automobiles d'occasion 415
10. Indice des prix des repas dans les restaurants 416
11. Indice des prix de pension complète dans les hôtels 416
12. Indice des prix des nuitées dans les hôtels 416
13. Coefficients de raccordement des indices des nuitées, des pensions et des repas aux indices antérieurs 417
14. Indices du niveau tarifaire SNCF 417
15. Territoires d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages 417
16. Départements d'outre-mer : indice des prix à la consommation des ménages 418

Chapitre H.02. — Prix de détail.

1. Prix de détail dans l'agglomération parisienne 420
2. Tarifs du gaz à usages domestiques à Paris 422
3. Tarifs de l'électricité à Paris : usages domestiques 422
4. Tarifs des postes et télécommunications : service postal, articles d'argent et chèques postaux (extraits des tarifs) 423
5. Tarifs des postes et télécommunications : service téléphonique 423
6. Tarifs des transports : SNCF (voyageurs grandes lignes) .. 424
7. Tarifs des transports : taxis à Paris 424
8. Tarifs des transports en commun urbains dans la région parisienne 425

Chapitre H.03. — Indices de prix de gros, indices de prix de vente industriels.

1. Indices annuels des prix agricoles à la production 430
2. Indice sensible annuel des prix de gros des produits alimentaires sur les marchés publics parisiens 430
3. Indice annuel des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles 431
4. Indices annuels des prix de gros des produits énergétiques et de quelques produits industriels 431
5. Indices de prix de vente industriels : industries agricoles et alimentaires 432
6. Indices de prix de vente industriels : industries hors industries agricoles et alimentaires 436
7. Indice trimestriel du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation 447

I. **AGRICULTURE ET INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES**

Chapitre I.01. — Agriculture.

1. Exploitations agricoles selon leur orientation technico-économique et leur type de main-d'œuvre 455
2. Exploitations agricoles selon leur orientation technico-économique et leur marge brute standard 455
3. Exploitations agricoles : répartition selon la superficie 456
4. Nombre et superficie des exploitations agricoles dans la CEE 457
5. Population active agricole 458
6. Actifs agricoles selon leur statut et leur temps de travail sur l'exploitation 459
7. Population agricole familiale selon l'activité sur l'exploitation, le sexe, l'âge et le lien avec le chef d'exploitation .. 459
8. Utilisation du territoire et des terres arables 460
9. Taux annuel d'augmentation de la valeur vénale de certaines terres 460
10. Matériel agricole utilisé 461
11. Acquisitions de gros matériels neufs 461
12. Livraisons d'engrais 461
13. Superficies remembrées 462
14. Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) agréés dans l'année 462
15. Opérations des Caisses régionales de Crédit agricole 463
16. Dépenses de l'État bénéficiant à l'agriculture 463
17. Principales productions végétales 464
18. Production de légumes frais 465
19. Productions fruitières 466
20. Cheptel (principales espèces) 466
21. Cheptel (principales espèces) dans la CEE 467
22. Principales productions animales 467
23. Commerce extérieur, en valeur, des produits agricoles 468
24. Comptes de la branche agriculture : comptes de production, d'exploitation et de revenu aux prix courants 470
25. Comptes de la branche agriculture : livraisons aux prix courants 471
26. Départements d'outre-mer : nombre et superficie des exploitations selon leur taille 472
27. Guadeloupe 472
28. Guyane 473
29. Martinique 473
30. Réunion 474
31. Comptes de l'agriculture de la Guadeloupe 474
32. Comptes de l'agriculture de la Guyane 475
33. Comptes de l'agriculture de la Martinique 475
34. Comptes de l'agriculture de la Réunion 476

Chapitre I.02. — Forêts.

1. Superficies forestières, par type de peuplement selon l'enquête sur l'utilisation du territoire 480
2. Superficies forestières soumises, par catégorie de propriétaires 481
3. Autorisations administratives de défrichement 481
4. Incendies de forêts 482
5. Surfaces mises en boisement, par essence et par nature du boisement (avec l'aide du Fonds forestier national) .. 482
6. Campagnes annuelles de plantation des pépinières particulières 482
7. Production ligneuse de l'Office national des forêts 483
8. Exploitation forestière et scierie 483
9. Exploitation forestière : production de la branche 484
10. Scierie : production de la branche 485
11. Commerce extérieur, en valeur, des produits forestiers et des produits dérivés 485
12. Bilan de la matière bois 486
13. Départements d'outre-mer : superficies forestières soumises, par catégorie de propriétaires 486

14. Départements d'outre-mer : exploitation forestière. — Production de la branche (forêts soumises) 486

Chapitre I.03. — Pêche maritime.

1. Nombre de navires de type pêche par quartier des affaires maritimes et tranche de longueur hors tout 488
2. Nombre de marins embarqués à la pêche, par type de pêche 488
3. Produits de la mer débarqués : principales espèces 489
4. Produits de la mer débarqués par quartiers des affaires maritimes 490
5. Production d'huîtres creuses dans les principaux quartiers producteurs des affaires maritimes 492
6. Production de moules dans les principaux quartiers producteurs des affaires maritimes 492
7. Principaux produits de la pêche importés et principaux pays fournisseurs 493
8. Commerce extérieur des produits de la pêche maritime ... 494
9. L'aquaculture marine en France y compris DOM-TOM 494

Chapitre I.04. — Industries agricoles et alimentaires.

1. Industrie de la viande : branche et secteur d'établissement. 497
2. Abattage du bétail (données brutes) : production de la branche 498
3. Fabrication de charcuterie et conserves de viandes : production de la branche 498
4. Abattage de volailles : production de la branche 498
5. Industrie laitière : branche et secteur d'établissement 499
6. Industrie laitière : production de la branche 499
7. Fabrication de crèmes glacées, glaces et sorbets 500
8. Fabrication de conserves : branche et secteur d'établissement 500
9. Fabrication de conserves : production des branches 501
10. Travail du grain : branche et secteur d'établissement 501
11. Travail du grain : production de la branche 502
12. Fabrication de produits alimentaires divers : branche et secteur d'établissement 502
13. Produits alimentaires divers : production de la branche ... 503
14. Fabrication de boissons et alcools : branche et secteur d'établissement 504
15. Production d'alcool par les bouilleurs de cru et les distillateurs de profession 504
16. Boissons alcoolisées : production ou ventes de la branche 505
17. Boissons non alcoolisées : production ou ventes de la branche 505
18. Produits à base de tabacs : production de la branche 505
19. Commerce extérieur, en valeur, des produits des industries agricoles et alimentaires 506

J. ÉNERGIE

Chapitre J.01. — Bilan de l'énergie.

1. Bilan de l'énergie 513
2. « Énergie » : effectifs et chiffre d'affaires de la branche, effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'entreprise 514
3. Production nationale d'énergie primaire 514
4. Production d'énergie primaire des principaux pays 515
5. Taux d'indépendance énergétique nationale 515
6. Taux d'indépendance énergétique des principaux pays ... 515
7. Consommation d'énergie primaire par habitant dans les principaux pays 516
8. Consommation d'énergie primaire par type d'énergie 516
9. Consommation finale énergétique par secteur 516
10. Consommation d'énergie primaire des principaux pays ... 517
11. Répartition par secteur des économies d'énergie 517
12. Les réseaux de chaleur alimentés par des sources d'énergie non conventionnelles 517
13. Livraisons de chauffe-eau et de capteurs solaires 518
14. Le marché intérieur français des pompes à chaleur 518

Chapitre J.02. — Charbon.

1. Effectifs des Houillères et des Charbonnages de France .. 520
2. Extraction nette de houille et de lignite 521
3. Production de coke (et sous-produits), d'agglomérés et d'électricité 521
4. Importation de produits charbonniers 522
5. Livraisons de produits charbonniers au résidentiel-tertiaire 522
6. Stocks de combustibles minéraux solides 522
7. Consommation apparente de produits charbonniers 523
8. Consommation industrielle de combustibles minéraux solides par secteur d'utilisation 523
9. Consommation de charbon par habitant dans les principaux pays 524
10. Consommation de charbon et part dans la consommation totale d'énergie des principaux pays 524

Chapitre J.03. — Pétrole.

1. Pétrole brut : production nette des groupes français à l'étranger 526
2. Importation de produits à distiller 527
3. Pétrole brut et produits pétroliers raffinés transportés par les principaux oléoducs 527
4. Activité des raffineries pétrolières 528
5. Consommation industrielle de produits pétroliers raffinés par secteur d'utilisation 528
6. Consommation de pétrole et part dans la consommation totale d'énergie primaire des principaux pays 529
7. Livraisons des produits pétroliers raffinés par nature de produits 529
8. Importations, en quantité, de produits pétroliers raffinés .. 530
9. Exportations, en quantité, de produits pétroliers raffinés .. 530
10. Bilan pétrolier 531

Chapitre J.04. — Électricité.

1. Personnel des exploitations de production et de distribution d'électricité 534
2. Équipement des centrales électriques 535
3. Longueur des lignes électriques 535
4. Production nette d'électricité par type de producteur 536
5. Production brute d'électricité nucléaire des principaux pays 536
6. Consommation de combustibles des centrales électriques EDF 537
7. Consommation industrielle d'électricité par secteur d'utilisation 537
8. Consommation d'électricité par habitant dans les principaux pays 538
9. Bilan général annuel de la production et de la consommation d'électricité 538
10. Énergie électrique dans les départements d'outre-mer 539

Chapitre J.05. — Gaz.

1. Industrie gazière : effectif du personnel 542
2. Production et disponibilités totales en gaz 543
3. Bilan du gaz par type de gaz 543
4. Gaz naturel : production nette des groupes français à l'étranger 544
5. Production commercialisée de gaz naturel des principaux pays 545
6. Stockage souterrain de gaz naturel 545
7. Canalisations de transport et de distribution de gaz 545
8. Consommation industrielle de gaz naturel par secteur d'utilisation 546

9. Consommation industrielle de gaz industriel par secteur d'utilisation 547
10. Consommation de gaz naturel par habitant dans les principaux pays 548

K. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION

Chapitre K.01. — Minerais de fer et sidérurgie.

1. Minerais et métaux ferreux. — Première transformation de l'acier : effectifs et ventes de la branche 553
2. Minerais et métaux ferreux. — Première transformation de l'acier : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 554
3. Mines de fer : production de minerais marchands 554
4. Commerce extérieur de minerais de fer par pays de provenance et de destination 555
5. Sidérurgie : production de fontes brutes par qualité et d'aciers bruts 555
6. Sidérurgie (acier) : production d'aciers fins et spéciaux ... 555
7. Sidérurgie (acier) : production de produits finis laminés ... 556
8. Première transformation de l'acier : livraisons des fabricants 556

Chapitre K.02. — Minerais, métaux et demi-produits non ferreux.

1. Minerais, métaux et demi-produits non ferreux : effectifs et ventes de la branche 560
2. Minerais, métaux et demi-produits non ferreux : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 560
3. Minerais non ferreux : commerce extérieur de la branche 561
4. Métaux non ferreux : principales productions de la branche 561
5. Métaux non ferreux : commerce extérieur 562
6. Première transformation de métaux non ferreux : livraisons de la branche « demi-produits » 563
7. Produits fissiles : commerce extérieur de la branche 563

Chapitre K.03. — Minéraux divers et matériaux de construction.

1. Minéraux divers et matériaux de construction : effectifs et ventes de la branche 566
2. Minéraux divers et matériaux de construction : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 567
3. Minéraux divers et matériaux de construction : principales productions de la branche 568

Chapitre K.04. — Verre et chimie.

1. Verre : effectifs et ventes de la branche 573
2. Verre : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 573
3. Verre : principales productions de la branche 573
4. Chimie de base : effectifs et ventes de la branche 574
5. Chimie de base : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 574
6. Chimie de base : production des principaux produits de la branche 575
7. Chimie minérale ou organique : commerce extérieur de certains produits de la branche 576
8. Parachimie : effectifs et ventes de la branche 578
9. Parachimie : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 578
10. Parachimie : principales productions de la branche 579
11. Industrie pharmaceutique : effectifs et ventes de la branche 579
12. Industrie pharmaceutique : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 580
13. Industrie pharmaceutique : facturations de la branche 580
14. Industrie pharmaceutique : commerce extérieur de la branche 580

Chapitre K.05. — Fonderie et travail des métaux.

1. Fonderie et travail des métaux : effectifs et ventes de la branche 585
2. Fonderie et travail des métaux : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 586
3. Principales productions des fonderies autonomes et intégrées 587
4. Activité de la branche travail des métaux 587

Chapitre K.06. — Construction mécanique, électrique et électronique.

1. Construction mécanique : effectifs et ventes de la branche 593
2. Construction mécanique : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 594
3. Construction mécanique : activité de la branche 595
4. Construction électrique et électronique : effectifs et ventes de la branche 596
5. Construction électrique et électronique : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 597
6. Évolution du parc français des ordinateurs 598
7. Livraisons de matériel électroménager au grand public 598

Chapitre K.07. — Matériel de transport terrestre, construction navale et aéronautique.

1. Matériel de transport terrestre : effectifs et ventes de la branche 603
2. Matériel de transport terrestre : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 604
3. Véhicules automobiles et autres matériels de transport terrestre : activité de la branche 604
4. Exportations (FAB) de matériel ferroviaire roulant 605
5. Commerce extérieur de la construction automobile 605
6. Construction navale : effectifs et ventes de la branche 606
7. Construction navale : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 606
8. Production totale des chantiers de construction navale ... 607
9. Carnet de commande des principaux chantiers navals français 607
10. Livraisons de navires par les chantiers de construction navale 608
11. Construction aéronautique : effectifs et ventes de la branche 608
12. Construction aéronautique : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 608
13. Livraisons et effectifs de la construction aéronautique 609
14. Commerce extérieur de la branche aéronautique 609

Chapitre K.08. — Textiles et cuirs.

1. Fils et fibres artificiels et synthétiques : effectifs et ventes de la branche 614
2. Fils et fibres artificiels et synthétiques : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement .. 614
3. Fils et fibres textiles artificiels et synthétiques : commerce extérieur de la branche 615
4. Textile : effectifs et ventes de la branche 615
5. Textile : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 616
6. Textiles : production de la branche 617
7. Textiles : commerce extérieur des matières textiles 618
8. Habillement : effectifs et ventes de la branche 619
9. Habillement : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 619

10. Habillement : commerce extérieur des articles d'habillement 620
11. Articles d'habillement : production de la branche 621
12. Industrie du cuir et de la chaussure : effectifs et ventes de la branche 622
13. Industrie du cuir et de la chaussure : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement ... 622
14. Industrie du cuir et de la chaussure : commerce extérieur de la branche 623
15. Collecte de peaux brutes 623
16. Cuirs marchands : production ou livraisons de la branche . 624
17. Maroquinerie, articles de voyage et de chasse, ganterie : production de la branche 624
18. Chaussures et autres articles chaussants : production de la branche 625

Chapitre K.09. — Bois, papiers, imprimerie.

1. Industries du bois et de l'ameublement : effectifs et ventes de la branche 630
2. Industries du bois et de l'ameublement : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 631
3. Travail mécanique du bois : principales livraisons de la branche 631
4. Ameublement : facturations de la branche 632
5. Pâtes, papiers et cartons : effectifs et ventes de la branche 632
6. Pâtes, papiers et cartons : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 633
7. Pâtes à papier : production de la branche 633
8. Pâtes à papier : commerce extérieur 633
9. Papiers et cartons : activité de la branche 634
10. Imprimerie, presse, édition : effectifs et ventes de la branche 634
11. Imprimerie, presse, édition : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 635

Chapitre K.10. — Caoutchouc, matières plastiques et industries diverses.

1. Transformation du caoutchouc et des matières plastiques : effectifs et ventes de la branche 639
2. Transformation du caoutchouc et des matières plastiques : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement 639
3. Caoutchouc naturel et synthétique : commerce avec les principaux pays 640
4. Caoutchouc et amiante : principales productions de la branche 641
5. Production de pneumatiques 641
6. Transformation des matières plastiques : principales livraisons de la branche 641
7. Industries diverses : effectifs et ventes de la branche..... 642
8. Industries diverses : effectifs, rémunérations et investissements du secteur d'établissement..... 642
9. Industries diverses : principales productions de la branche 643

Chapitre K.11. — Bâtiment, travaux publics.

1. Bâtiment, travaux publics : entreprises et population active totale du secteur d'entreprise 648
2. Bâtiment, travaux publics : production (hors taxes) du secteur d'entreprise 648
3. Bâtiment, travaux publics : investissements du secteur d'entreprise 649
4. Bâtiment, travaux publics : travaux directs en métropole selon l'ouvrage (entreprises de plus de 10 salariés) 649
5. Bâtiment, travaux publics : travaux directs en métropole, selon l'ouvrage (ensemble des entreprises) 650
6. Bâtiment, travaux publics : travaux directs en métropole, selon l'état de l'ouvrage et la taille de l'entreprise 650
7. Logements autorisés par secteur de financement principal envisagé 651
8. Logements autorisés par nombre de pièces d'habitation .. 651
9. Logements autorisés selon la taille du permis et le type de construction 651
10. Logements autorisés par statut d'occupation 652
11. Surfaces autres qu'habitations autorisées, selon la destination 652
12. Logements commencés par type de construction 652
13. Logements terminés par type de construction 653
14. Logements terminés par secteur de financement, dans les départements d'outre-mer 653
15. Logements autorisés dans les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales 653
16. Statistiques de la construction dans les pays industrialisés 654
17. Prêts aidés du régime 1977 autorisés par le Crédit foncier de France : données qualitatives 654
18. Prêts aidés du régime 1977 autorisés par le Crédit foncier de France par secteur : données globales 655
19. Investissement en logement 655
20. Prêts accordés pour le financement des investissements en logements neufs 655
21. Ventes de logements neufs 656
22. Stocks de logements neufs disponibles à la vente..... 656

L. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Chapitre L.01. — Transports ferroviaires.

1. Effectifs, recettes totales et investissements de la SNCF .. 662
2. Lignes et installations de la SNCF 663
3. Effectif de personnel à la SNCF 663
4. Matériels ferroviaires moteur et remorqué en service (voie normale) 664
5. Consommation d'énergie pour la traction des trains 664
6. Trafic commercial de voyageurs..... 665
7. Trafic commercial de marchandises 666
8. Trafic ferroviaire commercial de marchandises par nature de marchandises 667
9. Transports combinés rail-route 667
10. Parcours et tonnes-kilomètres brutes remorquées des trains et véhicules moteurs 668
11. Accidents de chemins de fer 668
12. Transports publics parisiens. Lignes A et B du RER 669
13. Accidents d'exploitation 669

Chapitre L.02. — Transports routiers.

1. Réseau routier longueur des autoroutes et des routes nationales..... 673
2. Indices annuels de la circulation motorisée 673
3. Transports routiers de marchandises : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise 674
4. Transports urbains et routiers de voyageurs : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise 674
5. Auxiliaires de transports terrestres : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise 675
6. Immatriculations en séries normales des véhicules par catégorie de véhicule 676
7. Immatriculations en séries normales des voitures particulières et commerciales, par puissance et catégorie professionnelle des acheteurs 676
8. Immatriculations en séries normales de camionnettes, camions et véhicules spéciaux par charge utile 677
9. Immatriculations en séries normales des tracteurs par catégorie et puissance 677
10. Immatriculations en séries normales des remorques par charge utile 678
11. Immatriculations en séries normales des semi-remorques par charge utile 678

12. Immatriculations en séries normales des autocars et autobus par nombre de places assises 679
13. Parc des véhicules utilitaires de moins de 10 ans d'âge, par charge utile 679
14. Parc en service des véhicules pour le transport routier de voyageurs 680
15. Parc estimé des voitures particulières selon leur puissance administrative 680
16. Véhicules automobiles ayant acquitté les taxes sur les véhicules à moteur (vignettes) 680
17. Trafic routier de marchandises, par distance en charge ... 681
18. Trafic routier de marchandises, par nature de marchandises 682
19. Nombre de voyageurs et de véhicules-kilomètres selon la nature du service et l'âge du véhicule 683
20. Accidents corporels de la circulation routière 684
21. Victimes des accidents corporels de la circulation routière suivant leur âge 685
22. Consommation d'essence et de supercarburant 685

Chapitre L.03. — Transports de navigation intérieure.

1. Transports fluviaux : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise ... 688
2. Longueur totale des voies navigables fréquentées..... 689
3. Longueur des voies navigables fréquentées selon l'accessibilité aux bateaux ou convois 690
4. Réseau des voies navigables par gabarit..... 690
5. Personnel navigant et personnel à terre de la navigation intérieure 691
6. Parc des bateaux fluviaux 691
7. Trafic (public et privé) des voies navigables par nature de trafic 692
8. Trafic (public et privé) des voies navigables par voie 692
9. Trafic (public et privé) des voies navigables par « chapitre » de marchandises..... 693
10. Trafic (public et privé) des principaux ports fluviaux 693

Chapitre L.04. — Transports maritimes.

1. Transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise ... 696
2. Auxiliaires de transports maritimes : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise 697
3. Flotte de commerce française en service 698
4. Personnel embarqué de la marine de commerce 699
5. Trafic portuaire maritime pour l'ensemble des ports maritimes de commerce 699
6. Trafic des principaux ports maritimes : navires de commerce entrés 700
7. Trafic des principaux ports maritimes : passagers 700
8. Trafic maritime de passagers 701
9. Trafic des principaux ports maritimes : marchandises 701
10. Trafic portuaire maritime : marchandises par catégorie ... 702
11. Trafic maritime (ensemble des ports) : marchandises par mode de conditionnement 702
12. Trafic des navires de commerce suivant les principaux pavillons 703
13. Trafic total de marchandises suivant les principaux pavillons 703
14. Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer : navires de commerce 704
15. Trafic portuaire maritime des départements d'outre-mer : passagers et marchandises 704
16. Principaux ports maritimes mondiaux : trafic total de marchandises 705
17. Accidents de mer 706

Chapitre L.05. — Transports aériens.

1. Transports aériens : entreprises, effectifs, chiffre d'affaires et investissements du secteur d'entreprise ... 710
2. Personnel des principales compagnies de transport aérien 711
3. Flottes de transport des principales compagnies de transport aérien 711
4. Aéronefs civils inscrits au registre du bureau Veritas 712
5. Trafic de lignes des principales compagnies de transport aérien 713
6. Trafic commercial de passagers payants et non payants .. 714
7. Trafic d'aérodromes.Trafic local des mouvements d'appareils commerciaux. Métropole 715
8. Trafic d'aérodromes. Trafic de passagers (arrivées + départs). Métropole 715
9. Trafic d'aérodromes. Trafic local (arrivées + départs) de fret et de poste. Métropole 716
10. Trafic aérien sur les principaux aérodromes de métropole . 716
11. Trafic commercial des principaux aérodromes des départements et territoires d'outre-mer 717
12. Trafic commercial total des principaux aéroports internationaux 718
13. Sécurité de l'aviation civile. Statistiques mondiales 719
14. Accidents survenus en France ou à l'étranger à des aéronefs d'exploitation française 719

Chapitre L.06. — Postes et télécommunications.

1. Effectifs budgétaires de l'administration des P. et T..... 723
2. Résultats financiers de la gestion de l'administration des P. et T. 724
3. Parc des véhicules de l'administration des P. et T..... 725
4. Transport du courrier 725
5. Nombre de bureaux de poste 726
6. Activité des services « courrier » 726
7. Activité des chèques postaux..... 727
8. Mandats émis 727
9. Mandats payés..... 728
10. Recettes des télécommunications 728
11. Abonnements et trafic téléphoniques 729
12. Abonnements et trafic télex 729
13. Équipement et trafic télégraphiques 729
14. Transmission de données..... 730
15. Teletel : parc de minitel, trafic et codes d'accès 730

M. COMMERCE ET SERVICES MARCHANDS

Chapitre M.01. — Commerce intérieur.

1. Nombre d'établissements du commerce..... 735
2. Nombre d'établissements du commerce. Données régionales (France métropolitaine et départements d'outremer) 737
3. Magasins de vente au détail (pharmacies exclues) : répartition régionale 737
4. Hypermarchés et supermarchés..... 738
5. Défaillances d'entreprises du secteur commerce..... 738
6. Nombre de salariés des établissements du commerce 739
7. Chiffres d'affaires du commerce 741
8. Évolution du chiffre d'affaires du commerce de détail..... 741
9. Répartition des achats des ménages entre le commerce de détail et les opérateurs non détaillants 742
10. Ventes (TTC) du commerce de détail alimentaire 743
11. Ventes (TTC) du commerce de détail non alimentaire 744
12. Commerce de gros et intermédiaires du commerce : résultats du secteur d'entreprise 745
13. Commerce de détail : résultats du secteur d'entreprise ... 746

Chapitre M.02. — Services marchands rendus principalement aux entreprises.

1. Nombre de salariés des établissements de services rendus aux entreprises..... 753

2. Les secteurs d'entreprise de services rendus aux entreprises 754
3. Effectifs de la branche ingénierie, études et conseils 755
4. Frais de personnel de la branche ingénierie, études et conseils 755
5. Facturations de la branche études techniques 756
6. Facturations de la branche études économiques et sociologiques 757
7. Facturations des branches études informatiques et d'organisation, et travaux à façon informatiques 758
8. Investissements des secteurs du crédit-bail 758
9. Investissements destinés au crédit-bail par secteur d'entreprises clientes 759
10. Ventilation par nature des investissements destinés à faire l'objet de contrats de crédit-bail mobilier sur le marché intérieur 759
11. Ventilation par nature des investissements destinés à faire l'objet de contrats de crédit-bail immobilier 760

Chapitre M.03. — Services marchands à destination des ménages.

1. Nombre de salariés des établissements de services à destination des ménages 763
2. Les secteurs d'entreprise de services à destination des ménages 764

Chapitre M.04. — Assurances.

1. Répartition par forme juridique des entreprises d'assurance 766
2. Effectifs du secteur de l'assurance 766
3. Primes d'assurance émises par catégorie d'opérations 767
4. Primes nettes d'annulations perçues par les différentes catégories d'entreprises et par branche 768
5. Assurance-vie et capitalisation. — Compte d'exploitation simplifié 769
6. Assurance-dommages. — Compte d'exploitation simplifié de la branche automobile 769
7. Assurance-dommages. — Compte d'exploitation simplifié de la branche incendie et de la branche dommages aux biens 770
8. Assurance-dommages. — Solde d'exploitation des autres risques 770
9. Cessions en réassurance, en assurances-dommages : primes cédées 771
10. Part des principaux marchés dans le marché mondial des assurances 771
11. Part des primes rapportée au produit national brut des principaux pays de l'OCDE 772
12. Montant total des primes émises sur le territoire national des principaux pays de l'OCDE et part en % de l'assurance-dommages dans ce montant 772
13. Portefeuille valeurs des entreprises d'assurance 773

N. FINANCES

Chapitre N.01. — Monnaie, crédit, épargne.

1. Nombre des guichets permanents de banques 781
2. Nombre des établissements de crédit et établissements relevant de l'article 99 de la loi du 24 janvier 1984 781
3. Bilan des établissements de crédit 783
4. Les agrégats monétaires (résidents) 784
5. Dépôts à vue en francs par réseau 784
6. Dépôts à vue selon les agents détenteurs 785
7. Le crédit intérieur total 785
8. Les actifs monétaires en devises étrangères et leurs détenteurs résidents 785
9. Les contreparties de M3 786
10. Créances sur l'économie : catégories de créances 786
11. Crédits : établissements distributeurs et agents emprunteurs résidents 787
12. Crédits : répartition selon l'objet économique et les agents emprunteurs résidents 788
13. Opérations des non-résidents 788
14. Principaux taux d'intérêt débiteurs : taux en vigueur au 31 décembre et moyenne de l'année 789
15. Taux d'intérêt entre banques 790
16. Fourchette des taux effectifs pratiqués, pour les opérations de crédit par les banques et les établissements financiers 790
17. Conditions de rémunération des principales formes d'épargne en vigueur au 31 décembre 791
18. Liquidités et contrepartie de la masse monétaire dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon 792
19. Activité de la Caisse nationale d'épargne dans les départements d'outre-mer. Répartition des diverses formes d'épargne 797
20. Liquidités et contrepartie de la masse monétaire dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte 798

Chapitre N.02. — Marché financier, bourse.

1. Émissions de valeurs mobilières, selon la nature de l'émission 804
2. Émissions de valeurs mobilières, selon la qualité de l'émetteur 805
3. Capitalisation boursière des valeurs françaises 806
4. Répartition des transactions sur les valeurs mobilières cotées à la Bourse de Paris et dans les Bourses de Province 806
5. Indices du cours des actions cotées à la Bourse de Paris 807
6. Indices du cours des obligations françaises à revenu fixe cotées à la Bourse de Paris 807
7. Indices du cours des actions françaises cotées à la Bourse de Paris 808
8. Taux moyen de rendement des obligations émises dans l'année 808
9. Taux de rendement de certaines catégories d'obligations cotées à la Bourse de Paris 808
10. Taux moyen de rendement des actions françaises cotées à la Bourse de Paris 809
11. Cours de l'or et de certaines devises à Paris 809

O. COMMERCE EXTÉRIEUR, BALANCE DES PAIEMENTS

Chapitre O.01. — Commerce extérieur.

1. Commerce extérieur de la France : résultats d'ensemble FAB-FAB définitifs 818
2. Commerce international. Importations (CAF) des pays appartenant à la CEE, de la Suisse, des États-Unis d'Amérique et du Japon. Parts de marché de chacun de ces pays dans les importations des autres pays 818
3. Commerce extérieur de la France par zone géographique 819
4. Commerce extérieur de la France par pays 820
5. Commerce extérieur de la France par produit 822
6. Commerce extérieur de la France par produit et par zone géographique 823
7. Indices du commerce extérieur de la France : indices de volume et indices des valeurs unitaires (indices douaniers) 824
8. Commerce extérieur de la France : taux de couverture des importations CAF par les exportations FAB en volume (aux prix de 1980) par produit 832
9. Commerce extérieur de la France : termes de l'échange par produit 832
10. Commerce extérieur de la France : taux de croissance en volume année par année (aux prix de 1980) par zone géographique 833

11. Commerce extérieur de la France : indices de prix par zone géographique 833
12. Commerce extérieur de la France : taux de croissance année par année (aux prix de 1980) des parts de marché des produits manufacturés français par zone géographique 834
13. Commerce extérieur de produits manufacturés, pénétration étrangère sur le marché intérieur (volume des importations CAF aux prix de 1980 rapporté à la demande intérieure) 834
14. Guadeloupe : principaux pays fournisseurs et clients 834
15. Guadeloupe : principaux produits exportés 835
16. Guyane : principaux pays fournisseurs et clients 835
17. Guyane : principaux produits exportés 835
18. Martinique : principaux pays fournisseurs et clients 836
19. Martinique : principaux produits exportés 836
20 Réunion : principaux pays fournisseurs et clients 836
21. Réunion : principaux produits exportés 837
22. Nouvelle-Calédonie : principaux pays fournisseurs et clients 837
23. Nouvelle-Calédonie : principaux produits importés et exportés 838
24. Polynésie française : principaux pays fournisseurs et clients 838
25. Polynésie française : principaux produits importés et exportés 839

Chapitre O.02. — Balance des paiements.

1. Balance générale des paiements 844
2. Évolution des soldes de la balance générale des paiements 846
3. Règlements entre la France et diverses zones 848
4. Règlements entre la France et diverses autres zones 849
5. Règlements entre la France et divers pays 849
6. Règlements entre la France et divers autres pays. — Principaux soldes 850
7. Balances des paiements française et étrangères : grands soldes 851
8. Taux de conversion des monnaies nationales en DTS 853

P. ADMINISTRATION ET VIE PUBLIQUE

Chapitre P.01. — Élections.

1. Élections cantonales du 25 septembre 1988 858
2. Référendum du 6 novembre 1988 859
3. Élections municipales de mars 1989 859
4. Élections des représentants au Parlement européen de juin 1989 860

Chapitre P.02. — Justice.

1. Activité des juridictions civiles 864
2. Répartition des affaires civiles nouvelles selon la nature juridique des demandes. — Procédures au fond. Juridictions de première instance (hors tribunaux de commerce et tribunaux des affaires de sécurité sociale) 865
3. Infractions constatées par les services de police et de gendarmerie (métropole) 866
4. Décisions des juridictions pénales et de la jeunesse 867
5. Condamnations portées au casier judiciaire pour crimes, délits et contraventions de 5e classe 867
6. Juridictions de la jeunesse : mineurs délinquants, mineurs en danger et jeunes majeurs 869
7. Protection judiciaire de la jeunesse 870
8. Administration pénitentiaire 871

Chapitre P.03. — Finances publiques.

1. Opérations du Trésor : situation résumée 874
2. Opérations du Trésor : exécution du budget de l'année courante 875
3. Opérations du Trésor : tableau de passage de l'optique de la gestion à celle de l'exercice 876
4. Opérations du Trésor : développement des dépenses imputées au budget général 877
5. Opérations du Trésor : développement des recettes du budget général, par exercice 878
6. Ventilation fonctionnelle des dépenses (lois de finances initiales) 879
7. Dette publique de l'État et gérée par l'État 880
8. Situation détaillée des bons du Trésor en comptes courants 880
9. Impôts directs, par nature d'impôt 881
10. Revenus des personnes physiques 881
11. Impôt sur le revenu des personnes physiques. — Évolution au plan national 882
12. Collectivités publiques locales : opérations de fonctionnement 882
13. Collectivités publiques locales : opérations d'investissement 883
14. Situation financière des départements, sauf Paris 883

PRINCIPAUX ORGANISMES PUBLICS À COMPÉTENCE STATISTIQUE NATIONALE

(Mise à jour : décembre 1990)

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
AGRICULTURE ET FORÊT (Ministère)....	Direction des Affaires économiques et financières. Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) : 4, avenue de Saint-Mandé. 75570 PARIS CEDEX 12. Tél. : (1) 43 44 46 33.	Informations rapides *(hebdomadaire ou mensuel).* AGRESTE, la statistique agricole : – données : les premiers résultats; – données chiffrées : agro-alimentaire et agriculture; – conjoncture : générale et spécialisée *(mensuel)*; – séries : *mensuel,* « Le bulletin » (papier et microfiche) et « Aviculture »; – analyse et étude : « Cahiers » *(trimestriel)* et « Études » (papier et microfiche); – graph-agri *(annuel)* : annuaire de graphiques agricoles; – annuaire de statistique agricole; – annuaire rétrospectif de statistique agricole. Statistiques forestières *(annuel).* Commerce extérieur bois et dérivés *(trimestriel).* Enquête *annuelle* d'entreprise exploitation forestière et scierie.
	Service des haras, des courses et de l'équitation : 14, avenue de la Grande-Armée. 75017 PARIS. Tél. : (1) 43 80 49 37.	
	Office national des forêts : 2, avenue de Saint-Mandé. 75570 PARIS CEDEX 12. TÉL. : (1) 43 46 11 68.	
	Direction de l'Espace rural et de la Forêt (Inventaire forestier national) : 1 *ter,* avenue de Lowendal. 75700 PARIS. Tél. : (1) 49 55 49 55.	Enquête de branche *(annuel).* Inventaire forestier national. Résultats départementaux. Fonds forestier national. Rapport *(annuel).*
• *Onivin (Office national interprofessionnel du vin).*	233, rue de Rivoli 75001 PARIS Tél. : (1) 42 61 82 52	Rapport de gestion *(annuel).*
BANQUE DE FRANCE (Institut d'émission).	39, rue Croix-des-Petits-Champs. 75049 PARIS CEDEX 01. Tél. : (1) 42 92 42 92.	Situation *hebdomadaire.* Compte rendu *(annuel).* Bulletin *trimestriel.*
	Direction générale des Études.	Cahiers économiques et monétaires (Service de l'information). Enquête *mensuelle* de conjoncture. Situation économique à l'étranger. Statistiques monétaires provisoires *(mensuel).*
	Direction de la balance des paiements : B.P. 140.91 75049 PARIS CEDEX 01. Tél. : (1) 42 97 18 13 et (1) 42 97 18 91.	

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
BANQUE DE FRANCE (Institut d'émission) *[suite]*.		
• *Bilans (Centrale de)*.....	*Même adresse (direction générale des Études).*	Centrale de bilans par secteur d'activité (plus de 80 secteurs) *[annuel]*.
• *Commission bancaire*	Secrétariat : 73, rue de Richelieu. 75002 PARIS. Tél. : (1) 42 92 42 92.	Comptes annuels des établissements. Rapport annuel de la commission de crédit bancaire. Rapport annuel du conseil national du Crédit. Rapport annuel des caisses d'épargne.
• *Crédit (Conseil national)*	Secrétariat général : 1, rue de la Vrillière. 75001 PARIS. BP 230.01. 75024 PARIS CEDEX 01. Tél. : (1) 42 92 42 92.	Rapport *(annuel)*.
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS ..	Services généraux, sous-direction des études, des statistiques et de la gestion prévisionnelle : 56, rue de Lille. 75356 PARIS. Tél. : (1) 40 49 56 78.	Rapport et annexe *(annuel)*.
CENTRE NATIONAL DES CAISSES D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE.	Direction des études économiques et statistiques. 5, rue Masseran. 75007 PARIS. Tél. : (1) 45 67 55 27.	
CHARBONNAGE DE FRANCE	Plan, étude, investissement (PEI). Tour Albert-1er, 65, avenue de Colmar. 92507 RUEIL-MALMAISON CEDEX. Tél. : (1) 47 52 92 52.	Recueil des statistiques mensuelles des charbonnages de France et houillères de bassin. Statistique *(annuel)*. Statistiques commerciales *(trimestriel)*.
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL.....	1, avenue d'Iéna. 75775 PARIS CEDEX 16. Tél. : (1) 47 23 72 34.	Avis et rapports du CES (*JO*RF), notamment rapport sur la conjoncture économique *(semestriel)*.
COUR DES COMPTES.....	13, rue Cambon. 75100 PARIS RP. Tél. : (1) 42 98 95 00.	Cour des comptes : rapport au Président de la République *[annuel]* (1).
• *Impôts (Conseil des)*.....	*Même adresse.* Tél. : (1) 42 98 97 95.	Conseil des impôts : rapport au Président de la République *[annuel]* (1).
CULTURE, COMMUNICATION ET GRANDS-TRAVAUX (Ministère).	Service juridique et technique de l'information. Bureau de la statistique : 69, rue de Varenne. 75700 PARIS. Tél. : (1) 42 75 87 14, et (1) 42 75 80 00. Département études et prospectives : 2, rue Jean-Lantier. 75001 PARIS. Tél. : (1) 42 33 99 84.	Presse et statistiques. Bulletin de documentation statistique *(annuel)*. *Annuaire statistique,* 1974-1980 et depuis 1981, édition complète étalée sur plusieurs années. Parution de 1 ou plusieurs fascicules chaque année. Atlas culturel, 1977. Pratiques culturelles des Français. Descriptions socio-démographiques 1973-1981.

(1) JORF, édition « Documents administratifs ».

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
CULTURE, COMMUNICATION ET GRANDS-TRAVAUX (Ministère) [*suite*].	Direction des Archives de France : 60, rue des Francs-Bourgeois. 75141 PARIS CEDEX 03. Tél. : (1) 40 27 60 00.	La gazette des archives *(trimestriel).*
	Direction des musées de France. Cour du Carrousel. Palais du Louvre-Pavillon Mollien. 75041 PARIS CEDEX 01. Tél. : (1) 42 60 39 26.	Musées et collections publiques de France *(trimestriel).*
	Direction du patrimoine : 3, rue de Valois. 75001 PARIS. Tél. : (1) 40 15 80 00.	
	Direction du livre et de la lecture. 27, avenue de l'Opéra. 75002 PARIS. Tél. : (1) 40 15 73 00.	Bulletin des bibliothèques de France *(mensuel).* Bibliothèques municipales. Statistiques *(triennal,* dernière édition 1983). Statistiques *annuelles* des bibliothèques municipales, bibliothèques centrales de prêt, bibliothèques universitaires. (dernières parues 1986.)
	Direction de la musique et de la danse. 53, rue Saint-Dominique. 75007 PARIS. Tél. : (1) 40 15 80 00.	
• *Cinématographie (Centre national)* ...	12, rue de Lubeck. 75784 PARIS CEDEX 16. Tél. : (1) 45 05 14 40.	Informations CNC *(trimestriel* avec supplément *annuel)* : « L'activité cinématographique française en 19... ». Statistiques du cinéma français *(annuel,* annexe au bulletin ci-dessus sous forme de feuillets sous reliure mobile). (dernier paru 1986, édition 1986.)
• *Bibliothèque nationale*	Département de la phonothèque et de l'audiovisuel. 58, rue de Richelieu. 75084 PARIS CEDEX 02. Tél. : (1) 47 03 81 26.	
DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (Ministère).	Statistique et documentation : 27, rue Oudinot. 75007 PARIS. Tél. : (1) 47 83 01 23.	
ÉCONOMIE, FINANCES ET BUDGET (Ministère).	Direction de la prévision : Bâtiment B. Télédoc 684. 139, rue de Bercy. 75012 PARIS. Tél. : (1) 40 04 04 04	Économie et Prévision *(irrégulier).*
	Commission des comptes et budgets économiques de la Nation : 35-37, rue Boissy-d'Anglas. 75008 PARIS. Tél. : (1) 42 97 20 00	Rapport sur les comptes de la Nation *[annuel]* (1).

(1) Disponible pour le public; « INSEE Résultats, comptes et indicateurs économiques » et « INSEE Études » (2 volumes).

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉCONOMIE, FINANCES ET BUDGET (Ministère) *[suite]*.	Direction de la communication. Bâtiment B Gare 536. 139, rue de Bercy. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : (1) 40 04 04 04	Notes bleues. Statistiques et études financières : – série rouge *(irrégulier)*.
	Direction des assurances (bureau C2) : 54, rue de Châteaudun. 75436 PARIS CEDEX 09. Tél. : (1) 42 81 91 55.	Entreprises d'assurance et de capitalisation [rapport annuel] (1). – Tome 1 : Résultats comptables; – Tome 2 : Évolution du marché.
	Direction du Trésor : 139, rue de Bercy. 75572 PARIS CEDEX 12. Tél. : (1) 40 04 04 04. – *affaires internationales.* – *affaires monétaires et financières.* – *participation et financement.*	Balance des paiements de la France *[annuel]* (1) (2). Rapport du Fonds de développement économique et social *[annuel]* (1).
	Direction générale des douanes et droits indirects. *(Sous-direction des statistiques et de l'informatique.)* 8, rue de la Tour-des-Dames. 75436 PARIS CEDEX 09. Tél. : (1) 42 80 67 22.	Commentaires annuels. Statistiques du commerce extérieur : – résultats *mensuels*; – résultats *trimestriels* et *annuels*; – importations-exportations en NGP *[annuel]*; – résultats régionalisés *[annuel]*. Statistiques du commerce extérieur : *(annuaire)* abrégé. Tableau général des transports *[annuel]*. Le transport du commerce extérieur *[annuel]*.
	Direction de la Comptabilité publique : 192, rue Saint-Honoré. 75056 PARIS-RP. Tél. : (1) 42 60 33 00. et 139, rue de Bercy. 75573 PARIS CEDEX 12. Tél. : (1) 40 04 04 04.	Compte de la dette publique *(annuel)*. Les finances du secteur public local : – communes, départements, régions et établissements publics locaux (2 tomes); – hôpitaux publics; – organismes d'HLM et sociétés d'économie mixte à participations locales; – communes de moins de 10 000 habitants. Informations financières sur les départements et les grandes communes.
	Direction générale des impôts : 139, rue de Bercy. 75574 PARIS CEDEX 12. Tél. : (1) 40 04 04 04.	Les renseignements statistiques relatifs aux impôts sont publiés annuellement dans le périodique *Statistiques et études financière* série rouge : – impôts sur le revenu; – bénéfices industriels et commerciaux; – statistiques de la direction générale des Impôts.
• *INSEE*	Direction générale : 18, boulevard Adolphe-Pinard. 75675 PARIS CEDEX 14. Tél. : (1) 45 40 01 12 (1) 45 40 12 12.	Économie et Statistique *(mensuel)*. Tendances de la conjoncture *(mensuel)*. Bulletin mensuel de Statistique. INSEE résultats. INSEE cadrage. INSEE première. INSEE méthodes. INSEE études. Annales d'économie et statistique.
	Observatoire économique de Paris : Tour Gamma A. 195, rue de Bercy. 75582 PARIS CEDEX 12. Tél. : (1) 43 41 71 41.	

(1) Ce document paraît également dans *Statistiques et études financières.*

(2) Publié en commun avec la Banque de France; dans la série rouge de la publication *Statistiques et études financières,* on trouvera les résultats trimestriels de la balance des paiements.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉCONOMIE, FINANCES ET BUDGET (Ministère) *[suite].*		
• *Opérations de bourse (Commission des)*	Tour du Pont Mirabeau. 39-43, quai André-Citroën. 75739 PARIS CEDEX 15. Tél. : (1) 45 78 33 33.	Rapport *[annuel]* (1).
• *Coopération économique (Caisse centrale).*	35-37, rue Boissy-d'Anglas. 75008 PARIS. Tél. : 40 06 31 31.	
ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS (Ministère).	Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) : 142, rue du Bac. 75007 PARIS. Tél. : (1) 45 50 10 10. et 58, boulevard du Lycée. 92170 VANVES. Tél. : (1) 40 65 65 40.	Statistiques des enseignements *(fascicules).* Repères et renseignements statistiques sur les enseignements et la formation (1988).
	Sous-direction des enquêtes statistiques et des études (SDESE) : 58, boulevard du Lycée. 92170 VANVES. Tél. : (1) 45 54 95 25.	Éducation et formation : Études et documents *(trimestriel).* Notes d'informations, tableaux statistiques *(plusieurs fascicules chaque année) :* 1° Série jaune : maternelles, élémentaires, spéciales ; 2° Série verte : secondaire ; 3° Série orange : technique et formation professionnelle ; 4° Série rose : supérieur (universités et grandes écoles) ; 5° Série blanche : études, enquêtes diverses et ponctuelles. Tableaux statistiques *(annuel).*
• *Muséum national d'histoire naturelle.*	Secrétariat de la faune et de la flore : 57, rue Cuvier. 75321 PARIS CEDEX 05. Tél. : (1) 43 36 54 32.	
	Direction de l'administration et des services extérieurs (DASE). Bureau de l'informatique et des statistiques : 78, rue Olivier-de-Serres. 75739 PARIS CEDEX 15. Tél. : (1) 48 28 40 00.	Statistiques jeunesse et sports *(annuel).* Licences sportives et sections de clubs *(annuel).* Objectifs jeunesse et sports *(trimestriel).*
• *Information sur les enseignements et les professions (Office national) [ONISEP]*	46-50 rue Albert. 75635 PARIS CEDEX 13. Tél. : (1) 40 77 60 00.	
ÉLECTRICITÉ DE FRANCE (Service national).	Direction de la production et du transport (département statistiques) : 6, rue de Messine. 75008 PARIS. Tél. : (1) 40 42 22 22	Statistiques de la production et de la consommation *(annuel).* Résultats techniques d'exploitation *(annuel).* Annuaire statistique *(annuel).*
ENVIRONNEMENT ET PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES ET NATURELS MAJEURS (Secrétariat d'État).	Service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement. Direction de la protection de la nature ;	État de l'environnement *(annuel).* Rapports annuels et données économiques de l'environnement [dernier paru : 1988] *(édition 1989).*

(1) JORF, édition « Documents administratifs ».

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ENVIRONNEMENT ET PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES ET NATURELS MAJEURS (Secrétariat d'État) *[suite]*.	Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques : 14, boulevard du Général-Leclerc. 92524 NEUILLY SUR SEINE CEDEX. Tél. : (1) 47 58 12 12.	*Annuaire* de la qualité des eaux. Réseau national d'observation de la qualité du milieu marin (résultats semestriels). État de l'assainissement des zones littorales. Service des technologies propres et des déchets 1988 *(Rapport d'activité)*. Composantes industrielles de la pollution des eaux *(annuel)*. Données économiques de l'environnement. État sanitaire des zones de baignade en mer et en eau douce *(annuel)*.
	Conseil supérieur de la pêche : 134, avenue de Malakoff. 75016 PARIS. Tél. : (1) 45 01 20 20.	
ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET MER (Ministère).	Service technique de l'urbanisme : 64, rue de la Fédération. 75015 PARIS. Tél. : (1) 45 67 35 36.	Recueil d'informations statistiques sur l'urbanisme *(annuel)*.
	Direction de la construction : 92055 PARIS LA DÉFENSE CEDEX 04 Tél. : (1) 40 81 21 22.	
	Direction des affaires économiques et internationales. Sous-direction des actions statistiques : L'ARCHE DE LA DÉFENSE. 92055 PARIS LA DÉFENSE CEDEX 04. Tél. : (1) 40 81 21 22.	Statistiques de la construction : statistiques mensuelles. Statistiques et études générales *(irrégulier)*. Notes vertes économiques : 3 séries : – tableau de bord (4 numéros) ; – conjoncture (4 numéros) ; – informations rapides (supplément à tableau de bord et conjoncture).
	Observatoire économique et statistique des transports (OEST) : 55, rue Brillat-Savarin. 75658 PARIS CEDEX 13. Tél. : (1) 45 89 89 27.	Bulletin *mensuel* de statistiques. Note de conjoncture *(mensuelle)*. Mémento de statistiques des transports *(annuel)*. Enquête *annuelle* d'entreprise : – transports routiers de marchandises ; – transports routiers et urbains de voyageurs ; – transports aériens ; – transports maritimes ; – auxiliaires des transports terrestres ; – transports fluviaux pour compte d'autrui ; – auxiliaires des transports maritimes. Les accidents corporels de la circulation routière *(annuel)*. Fichier central des automobiles. Parc et immatriculation *(annuel)*. Enquête sur l'utilisation des véhicules de transport routier de marchandises *(annuel)*. SITRAM (système d'information sur les transports de marchandises) : banque de données *(trimestriel* et *annuel)*. – Résultats généraux : trafic intérieur, trafic international. Enquête permanente sur l'utilisation des véhicules de transport en commun de personnes *(annuel)*.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET MER (Ministère) *[suite]*.	Direction de la météorologie nationale : 77, rue de Sèvres. 92106 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX. Tél. : (1) 46 04 91 51. Sous-direction technique de la météorologie. 2, avenue Rapp. 75007 PARIS. Tél. : (1) 45 56 71 71.	Bulletin *hebdomadaire* d'études et de renseignements. Bulletin climatique *mensuel.* Bibliographie signalétique *(hebdomadaire).* Bibliographie météorologique *(annuel).* Météorologie marine (études) *[trimestriel].*
• *Aviation civile (Direction générale).*	Direction des transports aériens (bureau des statistiques et de la documentation) : 143, rue Blomet. 75015 PARIS. Tél. : (1) 40 45 89 80.	Bulletin statistique de la DGAC *(mensuel* et *annuel).*
• *Routes*.....	Direction de la sécurité et de la circulation routière : Arche de la Défense, Paroi Sud. 92055 PARIS LA DÉFENSE CEDEX 04. Tél. : (1) 40 81 21 22 et (1) 45 49 61 62. Service d'études techniques des routes et autoroutes (SETRA) : 46, avenue Aristide-Briand. BP 100. 92223 BAGNEUX CEDEX. Tél. : (1) 42 31 31 69.	Accidents corporels de la circulation routière *(annuel).* Circulation, accidents : données de base *(annuel).* *Flash mensuel* circulation sécurité.
• *Chemins de fer français (Société nationale) [SNCF].*	Direction des études de la planification et de la recherche : 45, rue de Londres. 75379 PARIS CEDEX 08. Tél. : (1) 42 85 60 00. Centre de documentation *(même adresse).*	La SNCF en 19.. *(annuel).* Rapport à l'assemblée générale des actionnaires *(annuel).* Mémento de statistiques *(annuel).*
• *Navigation intérieure (Office national).*	2, boulevard de La Tour-Maubourg. 75007 PARIS. Tél. : (1) 49 55 60 00. (Départements études statistiques et informatiques [DESI]).	Statistiques *mensuelle* et *annuelle* des transports visés dans les bureaux d'affrètement. Statistiques *mensuelle* et *annuelle* commerciales. Statistique *annuelle* de la navigation intérieure par sections de voies navigables. Statistique *annuelle* de la flotte fluviale en exploitation.
• *Régie autonome des transports parisiens (RATP).*	Département commercial. 53 *ter,* quai des Grands-Augustins. 75271 PARIS CEDEX 06. Tél. : (1) 40 46 40 28 et (1) 40 46 43 64.	RATP rapport *annuel* du conseil d'administration. Rapport *annuel* de l'inspection générale des voies secondaires et des transports urbains. Statistiques RATP *(mensuel).*
• *Marine marchande (Direction générale)*	Direction de la flotte de commerce (bureau des études économiques et statistiques) : 3, place de Fontenoy. 75700 PARIS. Tél. : (1) 42 73 55 05.	Statistiques de la flotte de commerce *(trimestriel* et *annuel).*

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
ÉQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET MER (Ministère) *[suite]*.	Direction des pêches maritimes et des cultures marines : 3, place de Fontenoy, 75700 PARIS. Tél. : (1) 42 73 55 05.	Statistiques des pêches maritimes *(annuel)*.
• *Marine marchande (Direction générale)* [suite].		
• *Ports et voies navigables*	Direction des ports et de la navigation maritimes : 3, place de Fontenoy. 75700 PARIS. Tél. : (1) 42 73 55 05. Bureau de la navigation de plaisance.	Bulletin mensuel de statistiques des ports maritimes de commerce. Résultats de l'exploitation des ports maritimes - statistiques *(annuel)*. Statistiques plaisance *(annuel)*.
• *Centre administratif des Affaires maritimes*.....	BP 130. 27, quai Solidor. 35408 SAINT-MALO CEDEX. Tél. : 99 81 62 96.	Statistiques maritimes françaises *(trimestriel)*.
• *Comité central des armateurs de France* (CCAF).....	73, boulevard Haussmann. 75008 PARIS. Tél. : (1) 42 65 36 04.	
FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORMES ADMINISTRATIVES (Ministère).	Direction générale de l'administration et de la fonction publique (bureau des statistiques) : 32, rue de Babylone. 75007 PARIS. Tél. : (1) 42 75 80 00.	
FRANCE LOTO	Société nationale des jeux et loteries 5-7, rue Beffroy. 92200 NEUILLY-SUR-SEINE. Tél. : (1) 46 41 35 35.	
GAZ DE FRANCE	Direction des services économiques et commerciaux : 23, rue Philibert-Delorme. 75840 PARIS CEDEX 17. Tél. : (1) 47 54 20 20.	Statistiques *mensuelles :* production, achats, émission. Statistiques *annuelles.* Données commerciales *(annuel)*. Production, transport, distribution *(annuel)*.
INDUSTRIE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (Ministère).	Délégation à l'information et à la communication : 101, rue de Grenelle. 75700 PARIS. Tél. : (1) 45 56 36 36.	L'industrie française *(annuel)*. Chiffres clés des matières premières minérales non énergétiques *(annuel)*.
• *Industrie*.....	Direction générale de l'industrie - Service d'étude des stratégies et des statistiques industrielles (SESSI). 85, boulevard du Montparnasse. 75270 PARIS CEDEX 06. Tél. : (1) 45 56 36 36.	Bulletin *mensuel* de statistique industrielle. *Annuaire* de statistique industrielle. Chiffres clés de l'industrie *(annuel)*. Enquête *annuelle* de branche. Ingénierie, études et conseils. Enquêtes de branches [industrielles] *(trimestriel* et *annuel)*. Enquête *annuelle* d'entreprise : – premiers résultats ; – résultats provisoires ; – résultats définitifs (4 vol.). L'industrie et les régions *(annuel)*. L'implantation étrangère dans l'industrie *(annuel)*. Les consommations d'énergie dans l'industrie *(annuel)*.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
INDUSTRIE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (Ministère) *[suite]*. • *Industrie* (suite)	Direction générale de l'industrie : 30-32, rue Guersant. 75833 PARIS CEDEX 17. Tél. : (1) 45 72 85 85.	Rapport *annuel* sur l'activité des industries du textile et de l'habillement. Fascicules *(annuel)* « Les sociétés de service et conseil en informatique ». Statistiques de construction navale *(trimestriel)*.
	Service des industries de base et des biens intermédiaires (SIBBI). Sous-direction des chantiers navals. 32, rue Guersant. 75833 PARIS CEDEX 17. Tél. : (1) 45 72 85 85.	
	Institut national de la propriété industrielle : 26 *bis,* rue de Leningrad. 75800 PARIS CEDEX 08. Tél. : (1) 42 94 52 52.	Bulletin officiel de la propriété industrielle *(hebdomadaire et trimestriel)*.
• *Énergie*	Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) : – observatoire de l'Énergie. 99, rue de Grenelle. 75700 PARIS CEDEX 07. Tél. : (1) 45 56 32 84.	Le tableau de bord de l'énergie *(mensuel)*. Les chiffres clés de l'énergie *(annuel)*. Tableau des consommations d'énergie en France *(annuel)*. Bilans de l'énergie *(annuel)*.
	Direction du gaz, de l'électricité et du charbon, DIGEC : 3-5, rue Barbet-de-Jouy. 75700 PARIS. Tél. : (1) 45 56 36 36.	Statistiques de l'industrie gazière en France *[annuel]* (1). Production et distribution de l'énergie électrique en France *[annuel]* (2).
	Association technique de l'importation charbonnière : 149, rue de Longchamp. 75016 PARIS. Tél. : (1) 45 03 21 13.	
	Direction des hydrocarbures : 3-5, rue Barbet-de-Jouy. 75700 PARIS. Tél. : (1) 45 56 36 36.	Activité de l'industrie pétrolière *(annuel)*.
	Service de la conservation des gisements d'hydrocarbures : 366, avenue Napoléon-Bonaparte. 92501 RUEIL MALMAISON CEDEX. Tél. : (1) 47 49 27 75.	Rapport *annuel* (recherches et production d'hydrocarbures en France).
	Comité professionnel du Pétrole : Tour Corosa. 3, rue E. et A. Peugeot. 92500 RUEIL MALMAISON. Tél. : (1) 47 08 94 84.	Bulletin *(mensuel)*. Marché pétrolier français *(annuel)*. Distribution des fiouls *(mensuel)*. Distribution des produits blancs et du gazole *(mensuel)*. Livraison des carburants et du fioul à la clientèle *(mensuel)*. Répartition géographique des ventes *(trimestriel)*. Commerce extérieur pétrolier de la France *(mensuel)*.
• *Tourisme*.....	Direction des industries touristiques : Bureau des statistiques. 2, rue Linois. 75740 PARIS CEDEX 15. Tél. : (1) 45 75 62 16.	Collection de l'économie du tourisme *(trimestriel)*. Annuaire statistique du tourisme. Memento du tourisme.

(1) Statistiques rassemblées par le Service technique et économique du gaz.
(2) Statistiques rassemblées par le Service technique de l'énergie électrique et des grands barrages.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
INDUSTRIE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (Ministère) *[suite].*		
• *Commerce et Artisanat*.....	Direction du commerce intérieur (commission des comptes commerciaux de la nation) : 41, quai Branly. 75700 PARIS. Tél. : (1) 45 50 71 11.	Comptes commerciaux de la nation – INSEE résultats. La France des commerces *(annuel).*
• *Chambres de métiers (Assemblée permanente des).*	Direction des relations publiques et des services généraux : 12, avenue Marceau. 75008 PARIS. Tél. : (1) 47 23 61 55.	L'artisanat en chiffres au 1er janvier *(annuel).*
• *Institut français du pétrole.*	1 et 4, avenue du Bois-Préau. 92506 RUEIL MALMAISON CEDEX. Tél. : (1) 47 49 02 14.	
• *Elf-Aquitaine*	Tour Elf. 92080 PARIS LA DÉFENSE. Tél. : (1) 47 76 44 21.	
• *École des mines*.....	60, boulevard Saint-Michel. 75006 PARIS. Tél. : (1) 42 34 91 01.	
INTÉRIEUR (Ministère).....	Direction générale de la police nationale. Direction centrale de la police judiciaire : 1 *bis,* place des Saussaies. 75800 PARIS. Tél. : (1) 42 60 35 35 et (1) 42 66 28 30.	Aspects de la criminalité en France d'après les statistiques de la police judiciaire *(annuel).*
	Direction générale des collectivités locales (mission d'études et de statistiques) : 2, place des Saussaies. 75800 PARIS. Tél. : (1) 42 60 35 35 et (1) 42 66 28 30.	Collection décentralisation. Série budget des collectivités locales *(annuel),* 4 vol. Série démocratie locale. Guide pratique de l'élu.
	Direction de la sécurité civile : 18, rue Ernest-Cognacq. 92300 LEVALLOIS PERRET. Tél. : (1) 47 58 11 86.	Statistiques des interventions de sapeurs-pompiers *(annuel).*
JUSTICE (Ministère).....	Direction de l'administration générale et de l'équipement (division de la statistique) : 13, place Vendôme. 75042 PARIS CEDEX 01. Tél. : (1) 42 61 80 22.	*Annuaire* statistique de la justice. Bulletin statistique de la justice *(trimestriel).* Études statistiques *(irrégulier).*
	Direction de l'administration pénitentiaire (service des études et de l'organisation) : 13, place Vendôme. 75042 PARIS CEDEX 01. Tél. : (1) 42 61 80 22.	Rapport *annuel* de l'administration pénitentiaire. Rapport *annuel* de la Cour de cassation à M. le garde des Sceaux. Statistique annuelle n° 7 : Les condamnations en 1987.
	Direction de l'éducation surveillée : 13, place Vendôme. 75042 PARIS CEDEX 01. Tél. : (1) 42 61 80 22.	Rapport *annuel* de l'éducation surveillée. Annales de Vaucresson *(annuel).*

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
PLAN (Secrétariat d'État au).....	Commissariat général du Plan : 18, rue de Martignac. 75007 PARIS. Tél. : (1) 45 56 51 00.	Rapport *annuel* d'exécution (1). Rapports des commissions du Plan (2).
• *Revenus et coûts (Centre d'études des) [CERC].*	3, boulevard de La Tour-Maubourg. 75007 PARIS. Tél. : (1) 47 53 89 63.	Documents du CERC *(trimestriel).*
POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET ESPACE (Ministère).	Direction générale de la Poste (direction des programmes et des affaires financières) : 20, avenue de Ségur. 75700 PARIS. Tél. : (1) 45 64 22 22. et (1) 45 64 13 38.	Statistique *annuelle* du service des télécommunications. Rapport sur la situation de la caisse nationale d'épargne *(annuel).* Les chiffres clés de la Poste.
	Direction générale de France Télécom (direction des programmes et des affaires financières). 6, place d'Alleray. 75015 PARIS. Tél. : (1) 44 44 84 05.	
	Agence comptable centrale : 20, avenue de Ségur. 75700 PARIS. Tél. : (1) 45 64 22 22.	Rapport sur la gestion financière et la marche des services pendant l'année 19... *(annuel).*
RECHERCHE ET TECHNOLOGIE (Ministère).	Mission de synthèse et de planification. Analyse du potentiel national de recherche et développement. 1, rue Descartes. 75231 PARIS CEDEX 05. Tél. : (1) 46 34 35 35.	Compte satellite de la recherche, Séries 1984-1985 et 1986. Méthodologie base 1980. N° 1-1989. Plan triennal pour la recherche et le développement technologique 1986-1988 (3). La recherche publique, rapport statistique 1990.
SOLIDARITÉ, SANTÉ ET PROTECTION SOCIALE (Ministère).	1, place de Fontenoy. 75700 PARIS. Tél. : (1) 40 56 60 00.	Informations rapides. Solidarité. Santé. Études statistiques *(bimestriel).*
	Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI) : 14, avenue Duquesne. 75700 PARIS. Tél. : (1) 40 56 60 00.	Revue française des Affaires sociales. *Annuaire* des statistiques sanitaires et sociales. Comptes nationaux de la santé *(annuel)* [publication conjointe entre « INSEE résultats » et « Économie et santé »]. Comptes de la protection sociale. Annuaire statistique « Vieillesse ». Fichier national des établissements sanitaires et sociaux.
• *Santé et recherche médicale (Institut national) [INSERM] :*	101, rue de Tolbiac. 75654 PARIS CEDEX 13. Tél. : (1) 46 34 35 80.	Statistiques des causes médicales de décès *(annuel).* Statistiques médicales des établissements psychiatriques *(annuel).* Rapport sur l'état de santé de la population française *(annuel).*
	Direction de l'administration générale du personnel et du budget (DAGPB) : 44, rue Cambronne. 75015 PARIS. Tél. : (1) 40 56 60 00.	Revue française des affaires sociales *(trimestriel).*

(1) Publié en annexe à l'exécution de la loi de finances.
(2) IX[e] Plan (1984-1988), X[e] Plan (1989-1992).
(3) Publié en collaboration avec le commissariat général du Plan.

Administration ou institution de rattachement	Service ou organisme, adresse et téléphone	Principales publications
SOLIDARITÉ, SANTÉ ET PROTECTION SOCIALE (Ministère) *[suite]*. ● *Démographie (Institut national d'études démographiques) [INED].*	27, rue du Commandeur. 75675 PARIS CEDEX 14. Tél. : (1) 43 20 13 45.	Population et sociétés, bulletin mensuel d'informations démographiques, économiques et sociales. Population *(bimestriel).* Rapport sur la situation démographique de la France *(annuel),* paraît in *Population.* Collection *Cahiers, travaux et documents,* INED-PUF.
● *Migrations internationales (Office)*....	44, rue Bargue. 75732 PARIS CEDEX 15. Tél. : (1) 45 66 26 00.	ONISTATS : *Annuaire* des migrations : – I : flux des travailleurs; – II : entrée et structure des familles; – III : réinsertion au pays d'origine.
TABACS ET ALLUMETTES (SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE DES) SEITA.	53, quai d'Orsay. 75340 PARIS CEDEX 07. Tél. : (1) 45 56 61 50.	Statistiques 19... *(annuel).* Rapport *annuel* SEITA.
TRAVAIL, EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE (Ministère).	1, place de Fontenoy. 75007 PARIS. Tél. : (1) 40 56 60 00.	Statistiques du travail : bulletin mensuel. Dossiers statistiques du travail et de l'emploi (8 à 10 numéros par an). Travail et emploi *(trimestriel).* Tableaux statistiques sur le travail et l'emploi. Comptes de l'emploi, données physico-financières 1973-1980, édition 1982, 1980-1982, édition 1984, 1983-1985, édition 1987. Statistiques nationales d'accidents du travail (*annuel* avec rétrospective sur trois années).
● *Études et recherches sur les qualifications CEREQ (Centre).*	9, rue Sextius-Michel. 75015 PARIS. Tél. : (1) 45 75 62 63.	Répertoire français des emplois [publication en « cahiers » pouvant comprendre plusieurs volumes. *16 cahiers déjà parus*] (1). Formation-emploi *[trimestriel]* (1). Statistique de la formation professionnelle continue financée par les entreprises *[annuel]* (1). CEREQ-BREF [Bulletin de recherche sur l'emploi et la formation] *(bimestriel),* diffusion gratuite. « Études » *(irrégulier),* diffusion gratuite. Avenirs *(mensuel).*

(1) Publié par la *Documentation française,* 29 et 31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : (1) 40 15 70 00.

LES PÉRIODIQUES

LISTE DES MINISTÈRES
RÉSULTANT DES DÉCRETS DES 23, 28 JUIN, 8 JUILLET 1988, 14, 22 FÉVRIER, 29 MARS 1989, 5, 17 JUILLET 1990 ET 2 OCTOBRE 1990

Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports

Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget

Ministère de la Fonction publique et des Réformes administratives

Ministère des Affaires étrangères

Ministère de la Justice

Ministère de la Défense

Ministère de l'Intérieur.

Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire

Ministère des Affaires européennes

Ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Ministère de la Coopération et du Développement

Ministère de la Culture, de la Communication et des Grands travaux

Ministère des Départements et Territoires d'outre-mer

Ministère de l'Agriculture et de la Forêt

Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace

Ministère chargé des relations avec le Parlement

Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité

Ministère de la recherche et de la Technologie

Ministère du Commerce extérieur

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

LES PÉRIODIQUES

INSEE PREMIÈRE

En 4 pages, la primeur des données et conclusions essentielles tirées des travaux de l'**INSEE** sur les thèmes qui font l'actualité.

Abonnement (60 numéros)
France : 425 F - Etranger : 532 F - Etranger avion : 682 F

INSEE CADRAGE

En moins de 100 pages, une présentation des enquêtes de l'**INSEE** : résultats, commentaires, compléments méthodologiques et bibliographiques.

Abonnement
(ensemble des thèmes, 10 numéros)
France : 650 F - Etranger : 812 F
Etranger avion : 912 F

INSEE RESULTATS

Les données détaillées des enquêtes et opérations statistiques de l'**INSEE**.
L'ensemble **INSEE CADRAGE et INSEE RÉSULTATS** est articulé en 5 thèmes : • Economie générale • Démographie-société • Consommation-modes de vie • Système productif • Emploi-revenus.
Il est possible de s'abonner à un, plusieurs ou tous les thèmes.

Abonnement INSEE CADRAGE + INSEE RÉSULTATS
Economie générale (20 numéros)
France : 1 300 F - Etranger : 1 625 F - Etranger avion : 1 875 F

Démographie-Société (7 numéros)
France : 455 F - Etranger : 570 F - Etranger avion : 657 F

Consommation-Modes de vie (8 numéros)
France : 520 F - Etranger : 650 F - Etranger avion : 750 F

Système productif (25 numéros)
France : 1 625 F - Etranger : 2 030 F - Etranger avion : 2 343 F

Emploi-revenus (20 numéros)
France : 1 300 F - Etranger : 1 625 F - Etranger avion : 1 875 F

Ensemble des 5 thèmes (80 numéros)
France : 5 200 F - Etranger : 6 500 F - Etranger avion : 7 500 F

Abonnement sur microfiches INSEE RESULTATS SEUL
(ensemble des thèmes)
France : 2 300 F - Etranger : 2 875 F - Etranger avion : 3 750 F

INSEE MÉTHODES

La méthodologie des travaux de l'**INSEE** et les modèles.
Vente exclusive au numéro dans les observatoires économiques régionaux de l'**INSEE**.

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

Revue centrale de l'**INSEE**, ses articles traitent de sujets couvrant un vaste champ de la réalité sociale et économique de notre pays sans oublier la dimension européenne.

Abonnement 1 an (11 numéros)
Edition sur papier : France : 390 F - Etranger : 488 F
Etranger avion : 598 F

ANNALES D'ÉCONOMIE ET DE STATISTIQUE

Des travaux originaux de recherche théorique ou appliquée dans les domaines de l'économie, de l'économétrie et de la statistique.

Abonnement 1 an (4 numéros)
Edition sur papier : France : 380 F - Etranger : 475 F
Etranger avion : 515 F
Pour les particuliers : Abonnement 1 an (4 numéros)
France : 139 F - Etranger : 174 F
Etranger avion : 214 F

36.15 ou 36.16
Code
INSEE
TOUS LES INDICES
mais aussi
■ Les publications ■ L'actualité économique
■ Les résultats du recensement de la population ...
insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez noter mon abonnement aux publications suivantes :

INSEE PREMIÈRE ..... ☐
INSEE CADRAGE (ensemble des thèmes) ..... ☐
INSEE CADRAGE + INSEE RÉSULTATS par thèmes : ..... ☐
– Economie générale ..... ☐
– Démographie - Société ..... ☐
– Consommation - Modes de vie ..... ☐
– Système productif ..... ☐
– Emploi - revenus ..... ☐
– Tous thèmes ..... ☐
INSEE RÉSULTATS (sur microfiches, tous thèmes) ..... ☐
ÉCONOMIE ET STATISTIQUE ..... ☐
ANNALES D'ÉCONOMIE ET DE STATISTIQUE ..... ☐

Ci-joint un chèque de ..... FF*
** pour l'étranger libellé en FF.*

(Total des abonnements) à l'ordre de l'Insee :

Date : Signature :

A retourner à : INSEE - CNGP BP 2718 80027 AMIENS Cedex

Nom, Prénom _____

Société _____

Activité _____

Adresse complète _____

_____

_____

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

LES PUBLICATIONS

LA CONJONCTURE

TENDANCES DE LA CONJONCTURE

Cahier 1 : les résultats des enquêtes de conjoncture, les indicateurs conjoncturels quantitatifs (600 séries) ;
Cahier 2 : vingt années de la vie économique française retracées sous forme de graphiques à partir des données des comptes nationaux trimestriels.

Abonnement 1 an : 8 numéros + suppléments
France : 593 F - Etranger : 741 F - Etranger avion : 821 F
l'abonnement à TENDANCES DE LA CONJONCTURE comprend la NOTE DE CONJONCTURE

INFORMATIONS RAPIDES

Dans les meilleurs délais, la mise à jour de l'information conjoncturelle.

Abonnement 1 an : France : 1 450 F - Etranger : 1 813 F
Etranger avion : 2 263 F

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

Cinq mille séries hebdomadaires, mensuelles et trimestrielles concernant l'ensemble de la vie économique et sociale.

Abonnement 1 an : (12 numéros)
Edition sur papier : France : 301 F - Etranger : 376 F
Etranger avion : 496 F
Edition sur microfiche : France : 154 F - Etranger : 193 F
Etranger avion : 313 F

NOTE DE CONJONCTURE

Une analyse de la situation et des perspective de l'économie française.

Abonnement 1 an : (3 numéros + 2 points conjoncturels)
France : 146 F - Etranger : 183 F - Etranger avion : 223 F

NOTE DE CONJONCTURE INTERNATIONALE

Le panorama de la conjoncture mondiale présenté par la Direction de la Prévision.

Abonnement 1 an : (3 numéros)
France : 109 F - Etranger : 136 F - Etranger avion : 186

CONJONCTURE IN FRANCE

Synthèse en anglais à destination de l'étranger

Abonnement 1 an : (2 numéros)
France : 40 F - Etranger : 50 F - Etranger avion : 60 F

L'INFORMATION SUR L'INFORMATION

BLOC-NOTES

de l'observatoire économique de Paris

Pour mieux connaître l'information statistique, des repères documentaires sur les problèmes économiques du moment.

Abonnement 1 an : (11 numéros)
France : 140 F - Etranger : 175 F - Etranger avion : 285 F

INSEE INFOS

Chaque mois, sous forme de brèves, une vitrine des produits de diffusion de l'**INSEE**.

Abonnement gratuit

INSEE NEWS, LA CARTA DEL INSEE, LA LETTRE DE L'INSEE

A destination des lecteurs étrangers, en anglais, en espagnol et en français, une chronique bi-annuelle des principaux titres et travaux de l'**INSEE**.

Abonnement gratuit

COURRIER DES STATISTIQUES

Quatre fois par an, une vue d'ensemble de la vie du système statistique français.

Abonnement 1 an : (4 numéros)
France : 114 F - Etranger : 143 F - Etranger avion : 203 F

SCRIBECO

Une revue bibliographique reflet du fonds documentaire de l'**INSEE**.

Abonnement 1 an : (6 numéros)
France : 577 F - Etranger : 721 F - Etranger avion : 781 F

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Une documentation de base sur la méthodologie statistique applicable aux pays en voie de développement.

Abonnement 1 an : (3 numéros)
France : 57 F - Etranger : 71 F - Etranger avion : 111 F

Veuillez noter mon abonnement aux publications suivantes :

LA CONJONCTURE
TENDANCES DE LA CONJONCTURE ..... ☐
INFORMATIONS RAPIDES ..... ☐
BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE ..... ☐
NOTE DE CONJONCTURE ..... ☐
NOTE DE CONJONCTURE INTERNATIONALE ..... ☐
CONJONCTURE IN FRANCE ..... ☐

L'INFORMATION SUR L'INFORMATION
BLOC NOTES DE L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE DE PARIS ..... ☐
INSEE INFOS ..... ☐
INSEE NEWS ..... ☐
LA CARTA DEL INSEE ..... ☐
LA LETTRE DE L'INSEE ..... ☐
COURRIER DES STATISTIQUES ..... ☐
SCRIBECO ..... ☐
BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE ..... ☐
Je souhaite recevoir le catalogue des publications de l'INSEE ..... ☐

Ci-joint un chèque de ..... FF*
** pour l'étranger libellé en FF.*

(Total des abonnements) à l'ordre de l'Insee :

Date : Signature :

BULLETIN D'ABONNEMENT

A retourner à : INSEE - CNGP BP 2718 80027 AMIENS Cedex

Nom, Prénom _____

Société _____

Activité _____

Adresse complète _____

L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE DE VOTRE RÉGION

DANS CHAQUE OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

- Service d'information.
- Publications de l'INSEE.
- Adresses des entreprises et établissements (SIRENE).
- Accès au fond documentaire et aux banques de données de l'INSEE.
- Travaux à la demande.



POUR EN SAVOIR PLUS

consultez l'observatoire économique de votre région ou...

TAPEZ 36.15 ou 36.16 code INSEE

ALSACE (Bas-Rhin, Haut-Rhin)
14, rue Adolphe Seyboth, 67084 STRASBOURG CEDEX - Tél. : 88.32.03.18 - Tél. : Indices courants 88.22.43.53.

AQUITAINE (Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques)
33, rue de Saget, 33076 BORDEAUX CEDEX Tél. : Indices courants 56.91.84.90 - Tél. : autres informations 56.91.89.90.

AUVERGNE (Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme) Carrefour Europe
3, place Charles de Gaulle - BP 120,
63403 CHAMALIERES CEDEX - Tél. : 73.36.03.50 Tél. : Indices courants 73.36.79.90.

BOURGOGNE (Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne) Immeuble " Mercure "
13, avenue Albert 1er - BP 1509,
21035 DIJON CEDEX - Tél. : 80.43.31.45 - Tél. : Indices courants 80.45.28.24.

BRETAGNE (Côte d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan) Immeuble "Le Colbert"
36, place du Colombier - BP 17, 35031 RENNES CEDEX - Tél. : 99.29.33.66 - Tél. : Indices courants 99.35.15.00.

CENTRE (Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret)
43, avenue de Paris - BP 6719, 45067 ORLEANS CEDEX 2 - Tél. : Indices courants 38.68.18.28 Tél. : Autres informations 38.54.54.65.

CHAMPAGNE-ARDENNE (Ardennes, Aube, Marne, Haute-Marne)
1, rue de l'Arbalète - 51079 REIMS CEDEX Tél. : 26.48.42.80.

CORSE (Corse-du-Sud, Haute-Corse)
1, Résidence du Parc Belvédère - BP 306, 20176 AJACCIO CEDEX - Tél. : 95.51.30.99 - Tél. : Indices courants 95.51.02.95.

FRANCHE-COMTE (Doubs, Jura, Haute-Saône, Territoire de Belfort) Immeuble " Le Major "
83, rue de Dôle, 25042 BESANCON CEDEX
Tél. : Indices courants 81.52.03.33
Tél. : Autres informations 81.52.42.20.

LANGUEDOC-ROUSSILLON (Aude, Gard, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales)
274, allée Henri II de Montmorency "Le Polygone", 34064 MONTPELLIER CEDEX - Tél. : 67.65.58.00 Tél. : Autres informations 67.64.31.95 - Tél. : Indices courants 67.64.64.53.

LIMOUSIN (Corrèze, Creuse, Haute-Vienne) Adresse postale : 29, rue Beyrand 87031 LIMOGES CEDEX - Accueil : 50, avenue Garibaldi 87031 LIMOGES CEDEX - Tél. : 55.79.26.25 - Tél. : Indices courants 55.32.99.09.

LORRAINE (Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Vosges) 15, rue du Général Hulot
Case officielle 3846, 54029 NANCY CEDEX - Tél. : 83.27.03.27 - Tél. : Indices courants 83.27.21.21.

MIDI-PYRENEES (Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Gers, Lot, Hautes-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne) 36, rue des 36 Ponts, 31054 TOULOUSE CEDEX - Tél. : 61.36.61.13 - Tél. : Indices courants 61.25.42.67.

NORD-PAS-DE-CALAIS
(Nord, Pas-de-Calais)
10-12, boulevard Vauban 59800 LILLE
Tél. : 20.30.89.87.

BASSE NORMANDIE (Calvados, Manche, Orne)
93-95, rue de Géole, 14051 CAEN CEDEX
Tél. : 31.85.35.70.

HAUTE-NORMANDIE (Eure, Seine-Maritime)
8, quai de la Bourse, 76037 ROUEN CEDEX
Tél. : 35.52.49.94 - Tél. : Indices courants 35.98.41.10.

ILE-DE-FRANCE (Paris, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Seine-et-Marne, Val-de-Marne, Val d'Oise, Yvelines)
OEP. Tour " Gamma A " 195, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12 - Tél. : Indices courants (1) 43.45.70.75 - réévaluation et indexation (1) 43.45. 72.31 - autres informations (1) 43.45.73.74.

PAYS DE LA LOIRE (Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée)
5, boulevard Louis Barthou - BP 2189 44204 NANTES CEDEX 02 - Tél. : 40.41.79.80
Tél. : Indices courants 40.89.36.10 - Tél. : Autres informations 40.41.75.75

PICARDIE (Aisne, Oise, Somme)
1, rue Vincent Auriol 80040 AMIENS CEDEX Tél. : 22.91.39.39 - Tél. : Indices courants 22.91.91.91

POITOU-CHARENTES (Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne)
3, rue du Puygarreau, 86020 POITIERS CEDEX Tél. : 49.88.38.71 et 72 - Tél. : Indices courants 49.88.38.70

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR (Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse)
17, rue Menpenti 13387 MARSEILLE CEDEX 10 Tél. : Indices courants 91.78.01.95 - Tél. : Autres informations 91.83.00.22.

RHONE-ALPES (Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie, Haute-Savoie)
165, rue Garibaldi - BP 3196 - 69401 LYON CEDEX 03 (Cité administrative de la Part-Dieu) Tél. : 78.63.23.07 - Tél. : Indices courants 78.63. 22.04 - Tél. : Autres informations 78.63.22.02 et 03.

POINTS D'INFORMATION ET VENTE DANS LES D.O.M.

ANTILLES-GUYANE INSEE : Service Inter Régional Tour Secid, 7ème étage. Place de la Rénovation BP 863, 97175 POINTE-A-PITRE CEDEX Tél. : 19.590.91.59.80.

GUADELOUPE INSEE : Service Régional Rue Paul Lacave BP 96, 97102 BASSE-TERRE Tél. : 19.590.81.42.50.

GUYANE INSEE : Service Régional
1, rue Maillard Dumesle BP 6017, 97306
CAYENNE CEDEX - Tél. : 19.594.31.56.03.

MARTINIQUE INSEE : Service Régional Accueil : Pointe de Jaham. Lotissement des glycines 97233 SCHOELCHER - Adresse postale : B.P. 605 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Tél. : 19.596.61.61.49.

REUNION INSEE : Observatoire Régional 15, rue de l'Ecole 97490 SAINTE-CLOTILDE Tél. : 19.262.29.51.57.

Achevé d'imprimer - Février 1991

IMPRIMERIE NATIONALE : 27, rue de la Convention, 75732 PARIS CEDEX 15 - N° d'ordre : 0 172058 T 20

Le Directeur de la publication : J.-C. MILLERON, directeur général de l'INSEE

INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES

Prix : 550 F

ISBN 2-11-065386-8

ASF 095

6148084